

Université Lumière Lyon 2
École doctorale : Sciences des Sociétés et du Droit (SSD)
Institut d'études politiques de Lyon
Centre de Politologie de Lyon CERIEP

La politique de l'ambiguïté comme facteur d'échec de la dissuasion au Moyen-Orient.

Par Mohamed Abdel Azim

Thèse de doctorat en Science politique
Mention théorie politique - sociologie politique

Dirigée par le Professeur Jean-Paul JOUBERT, Directeur du Master politiques de sécurité, relations internationales et analyse politique, Université Lyon 3
Présentée et soutenue publiquement le 3 juin 2005.

Devant un jury composé de : Paul BACOT, Professeur des Universités, Institut d'études politiques de Lyon Jean-Louis MARIE, Professeur des Universités, Institut d'études politiques de Lyon Charles ZORGIBE, Professeur de Science politique, Université Paris 1, la Sorbonne. Martin VAN CREVELD, Professeur d'Histoire, Université hébraïque de Jérusalem.

Table des matières

English summary .	1
Avant-propos .	3
Introduction . .	5
Méthodologie . .	8
Le constat .	8
La thèse . .	10
L'hypothèse .	11
Problématique de la recherche .	12
L'objet est polymorphe . .	14
Tracer l'objet .	14
L'objet est partiellement introuvable .	15
Comment le trouver ? .	17
Comment définir sa forme ? .	17
Comment voir ses signes ? .	18
Les outils . .	18
1- Les archives américaines .	19
2- Les archives israéliennes et la Knesset .	19
3- Les interviews des acteurs .	19
4- Organisation des Nations unies . .	20
5- Le Congrès américain .	20
6- Les photos des U2 . .	21
7- Mordechaï Vanunu .	21
8- L'opinion publique israélienne . .	22
9- Les dépêches d'agences de presse .	22
10- La Radio israélienne .	22
11- La télévision israélienne .	22

Plan de la thèse . .	23
Définir la dissuasion .	29
Que veut dire dissuader ? .	31
La rationalité .	32
Peut-on définir la rationalité ? .	32
Le téléologique et le normatif . .	33
La décision .	37
Boîtes noires humaines . .	37
Je prépare, je décide, j'exécute . .	39
Naviguer à l'estime .	41
Étudier la dissuasion . .	43
Les deux écoles . .	45
Défier la dissuasion .	48
La partie nulle .	51
Première partie : l'historique . .	55
Chapitre I : le triangle Ben Gourion, Bergmann, Pérès . .	56
L'aube de l'Histoire (1955) . .	58
La Conférence de Genève . .	59
Le rapport Patterson .	60
Le contexte international .	63
Paris et Tel-Aviv : Convergence d'intérêts . .	64
Construction de Marcoule .	65
De Marcoule à Dimona .	68
French connection . .	70
Shimon Pérès et Paris . .	72
Chapitre II : la CIA . .	75
Les travaux de construction de Dimona .	77
Divisions et deux visions .	79
La démission de McCone .	81

The CIA Information Report . .	82
Le réacteur et ses fins pacifiques .	84
La fin des doutes américains . .	86
Washington et la prolifération .	87
Chapitre III : Eisenhower . .	90
Atoms for Peace .	90
Eisenhower découvre Dimona . .	92
Ben Gourion fait l'annonce .	95
Washington se contente de peu .	98
Le rapport Gomberg .	100
Les orientations Eisenhower .	100
La transition (1960-1961) . .	102
L'inévitable prolifération . .	103
Chapitre IV : Kennedy . .	105
Le Président anti-prolifération .	108
Le contexte israélien .	109
Le contexte régional .	110
Kennedy propose une solution négociée . .	111
La priorité des priorités de Kennedy .	112
La 1 ^{ère} visite de Dimona . .	113
Le rapport des scientifiques . .	116
Les craintes de Kennedy . .	117
Kennedy et la non-prolifération .	120
Le flou se dessine .	121
La visite pour sortir de l'impasse .	123
Chapitre V : Johnson . .	124
Le rapport Foster : la Chine . .	128
"More is Better" : l'Inde aussi .	130
Dimona au second plan . .	131

Pourtant, elles prolifèrent . .	132
Le comité Gilpatric . .	134
Le Sénat et la prolifération . .	135
Johnson et le dossier israélien .	136
La mission Harriman-Komer .	137
Chapitre VI : les conflits .	138
I- la crise de Suez (1956) . .	138
II- la guerre des Six jours (1967) .	144
III- la guerre d'usure (1969) . .	156
IV- la guerre de 1973 . .	160
Deuxième partie : l'ambiguïté .	177
Chapitre VII : l'ambiguïté . .	177
Pourquoi garder l'opacité ? .	179
Se déclarer ou non ? .	181
Les bénéfices du déni .	183
Discours officiels .	184
Évoquer la bombe israélienne . .	185
Parler du nucléaire israélien .	188
Chapitre VIII : le débat historique .	191
Pourquoi maintenant ? . .	192
La séance à la Knesset .	194
Le débat était une farce . .	195
Chapitre IX : l'opinion israélienne .	196
Justifier l'usage des armes nucléaires . .	197
Chapitre X : Mordechaï Vanunu .	200
Divulguer le secret . .	200
Cacher le révélateur .	202
L'opération du Mossad .	203
Troisième partie : la dissuasion .	207

Chapitre XI : la dissuasion rationnelle . .	207
Jeux, rationalité et dissuasion .	209
La dissuasion dans une impasse . .	211
Le minimax et la rationalité .	213
Le dilemme .	214
Pour échapper au dilemme .	217
Que faire s'il n'y a pas de bonne solution ? . .	217
Chapitre XII : l'échec . .	218
L'échec mène à la paix .	219
Sadate, était-il dissuadé ? .	220
Les groupuscules armés .	223
Frapper la Syrie ou restituer le Golan ? . .	224
Le nouvel environnement régional . .	226
Changer de doctrine .	226
Chapitre XIII : le monopole nucléaire .	230
Attaquer les installations iraniennes .	235
L'attaque préventive comme option . .	238
Les plans d'attaque .	241
L'assassinat comme mesure préventive .	245
Chapitre XIV : les "non-dissuadables" comme obstacle .	246
Dissuader les Arabes . .	247
Sont-ils dissuadés ? . .	250
Objectif Sinaï .	251
La décision méditée . .	253
Chapitre XV : l'ambiguïté comme obstacle . .	257
Revoir la conception de l'ambiguïté . .	260
Repenser l'ambiguïté . .	262
Ambiguïté et seconde frappe . .	265
Conclusion : Les dilemmes . .	267

1- Le dilemme psychologique .	267
2- Le dilemme intellectuel .	269
3 Le dilemme de l'incertitude .	269
4- Le dilemme de l'autodissuasion . .	270
Pour échapper aux dilemmes .	270
Les facteurs de l'échec .	271
Les calculs des acteurs .	273
Les obstacles insurmontables . .	277
1- La prédictibilité de l'action .	277
2- La sagesse du challenger .	277
3- La décision .	278
4- La conformité . .	278
5- L'évaluation parfaite .	278
6- La dévaluation par le challenger .	278
Dissuasion, cognition et rationalité .	279
Les raisons de l'échec . .	281
Les difficultés de la dissuasion rationnelle .	283
Confirmation de notre hypothèse .	286
Annexes . .	289
Autres documents . .	310
Photos . .	314
Interviews .	316
Annexes vidéo . .	316
Bibliographie . .	319

English summary

In all the regional history of the Middle East and since the creation of the State of Israel in 1948, one important chapter is missing : Israeli nuclear weapons. It gives a clear vision and explains how conflicts between Arabs and Israelis have been managed during the past fifty years. However, this missing chapter heavily affects the relations between countries in the area. It also affects the international powers' role and especially conflict resolution in the region. Given the secrecy surrounding it, research on Israeli nuclear weapons is difficult. There is not much scientific literature on this subject. Among the considerable quantity of existing works and in the research devoted to the history of conflicts in the Middle East, those on this hidden part of the history are rare. This missing chapter is deliberately surrounded by a policy of ambiguity and is well hidden by the Israelis themselves. The problem of the investigation is that it could lead to error. In fact, does any one knows the truth of this matter ? The main problem of our research lies in the fact that the object is not easily accessible. It is well hidden and surrounded by a national, regional and an international taboo. There are very few witnesses to it and often integrated, by the rare witnesses, in a subtle game of evocation. Unlike other nuclear weapon's holders, the case of Israel is at the same time singular and striking. That's due to its non-transparency and its ambiguity on a historical and technical level. All occurs as if the Israeli government -while affirming its intention not to introduce nuclear weapons to the Middle East- had held onto its intention indirectly to let the world knows how it's nuclear arsenal would be used, if necessary. In our investigation, we don't seek to bring scoops or revelations on whether or not Israel has nuclear capacities. That is no longer a secret. What we intend here is a question of How. We try to emphasise how leaders, as actors, are often far from their calculations. That's to say how deterrents seeking to deter, do not. How the actor supposed to be deterred, is not either ? Before 1967, Nasser wanted to set an international inspection of Israel's nuclear plant to lift the threat which weighs down on Egypt. His actions failed and led to the war. Egypt then was confronted to a situation of military humiliation. As an outcome of the 1967 war, Israel sought that safety it obtained and deterrence is a great success. In 1973, Tel-Aviv discovered that it did not work and it failed to deter the Arabs. After his military defeat in 1967, Nasser, two years later, started the war of attrition (1969-1970). Sadat, in 1973, in spite of a military situation in its discredit, defied Israel's nuclear arsenal. He initiated the war. Cairo, during the war, confronted a situation in which its 3rd army came very close to a historic military disaster. Saddam Hussein, in 1991, sent 36 Scuds missiles into Tel-Aviv. Although the Israeli threat of using nuclear weapons was made before the Gulf war. With its nuclear capacities, Israel is still under threat by its neighbours and Palestinian activists. Security is not really acquired. Even more, a withdrawal from Sinai, a premature withdrawal from south Lebanon, a withdrawal plan from Gaza or the perspectives of withdrawal from the Golan heights ; the nuclear weapon did not preserve the regional hegemony hoped by the Israelis. The Israeli bomb remains what it is, opaque, invisible and not recognizable. The official position of the Jewish State on this subject is always ambiguous. The Israeli decision-makers do not cease repeating that they will not be the first to introduce the nuclear weapons in the Middle East. But Israel, never really defined what it intends by "introducing". At a first glance, we are tempted to conclude that Israeli deterrence is a great success. This is the thesis of Elli Lieberman (1995) . But more closely, things seems less obvious. The observation show that instead of preventing conflicts, the Israeli Rational Deterrence, paradoxically, caused military confrontations. We show how Israel's nuclear arsenal not only does not guarantee the safety wanted by Israelis but also, how this object causes wars as it is the case in 1967. Richard Ned Lebow and Janice Gros Stein, underline that the Israeli

deterrence, according to empirical studies', is a simple failure. Lebow and Stein, think that deterrence had rarely succeed. That conclusion explains why certain leaders are defying deterrence. Even in military and political situation of vulnerability combined with a credible threat from the deterrent, challengers defy credible threats explain Richard Ned Lebow and Janice Gros Stein, (1990, pp. 336-369) . With the ambiguity and the "non-deterrables", we conclude that Israeli deterrence failed in deterring the Arabs.

Assumption : We suppose that Israeli deterrence failed. We then explain that there are two major factors behind this failure : ambiguity and non-deterrable actors. These two major elements affect the credibility of Israel's nuclear posture. In other words, in this quite precise case, the credibility of a Rational Deterrence is not entirely acquired. In this case, challengers are even less deterred with a strategy of nuclear ambiguity. We wish, to prove in which context, how and why Israeli deterrence missed its principal goal. To study our assumption, we limit our investigation to the period from 1955 to 2005. It is to say that the Israeli nuclear option is as old as the State of Israel itself created in 1948. We investigate its history. We study its implications in the decisions and the choice of the decision-makers in particular at the time of wars. We illustrate, throughout this work, the efforts of Israelis to acquire nuclear weapons. We highlight the international and regional context. We study the game of interaction between the trio Washington, Tel-Aviv and Arab capitals. We affirm the following points : (1) Israeli Rational Deterrence failed in deterring Arabs. (2) Deterrence is a vast, vague and not easily applicable concept. The attacks or the wars known as preventive are there to mitigate the failure of the Rational Deterrence Theory. (3) Rationality, as deterrence, is a vague concept as well. What is regarded as irrational by the deterrent (the strong) actor, can be regarded as purely rational from the point of view of its challenger (the weak). The standards, the values and the social context of an actor do not give a common ground of calculations for each of the two camps : the strong and the weak one.(4) The Six day war in 1967, took place following the opening of the nuclear power plant of Dimona. (5) The war of 1973, took place mainly by the will of Sadat to defy Israeli deterrence. (6) The nuclear weapons, in the Israeli case, are obsolete. That means that if they are used against one of the Arab capitals, because of the geographical proximity, they will not save the State of Israel and its population. (7) The Israeli nuclear program was set up following the Soviet threats during 1956 war, and not Arabic one. (8) The United States, between 1955 and 1965, took an ambiguous position with respect to the proliferation of the nuclear weapons and in particular with the Middle East. Washington turned a blind eye towards the Israeli nuclear program. (9) The Israelis, -for whom deterrence is regarded as acquired after the 1967 war-, following the war of 1973, are highly convinced that their doctrine and their strategy of deterrence definitively failed to deter the Arabs.(10) Finally, preventive attacks means that the strong failed to deter a non-deterrable and weak actors.

Avant-propos

Par opposition aux autres pays détenteurs de l'arme nucléaire, le cas d'Israël est à la fois unique et frappant, du fait de sa non-transparence et de l'ambiguïté sur le plan historique et technique. Tout se passe comme si le gouvernement israélien -tout en affirmant son intention de ne pas vouloir nucléariser le Moyen-Orient- avait tenu à ce qu'indirectement le monde sache comment le nucléaire serait utilisé, le cas échéant. Dans toute l'histoire régionale du Moyen-Orient et depuis la création de l'État hébreu en 1948, il manque un chapitre important. Ce chapitre est celui des armes nucléaires israéliennes. Il complète le tableau et donne ainsi une vision plus claire de la manière dont se gère la conflictualité entre Arabes et Israéliens depuis cinquante ans. Ce chapitre qui manque est pourtant un socle lourd qui affecte lourdement les rapports et les relations entre les pays dans la région. Il affecte aussi le rôle des puissances internationales dans la gestion de la conflictualité régionale. Objet secrètement gardé, entouré de flou et d'opacité, la recherche de sa trace s'avère difficile. La littérature scientifique n'abonde pas de recherches à son égard. Parmi la quantité considérable d'ouvrages existants et dans les travaux de recherche consacrés à l'historicité des conflits au Moyen-Orient, rares sont ceux qui abordent cette partie cachée de l'histoire.

Ce chapitre manquant est volontairement entouré d'une politique d'ambiguïté et est bien caché par les Israéliens eux-mêmes. Le problème du chercheur devient ainsi doublement compliqué, biaisé voire risqué, car au fond sait-on vraiment la réalité des choses en la matière ? La principale problématique de ce travail réside dans le fait que l'objet n'est pas un objet facilement accessible mais bien caché et entouré d'un tabou. On manque de témoins à son égard et il est souvent intégré, par les rares acteurs témoins, dans un jeu subtil d'évocation. Au fond, comment les acteurs israéliens peuvent-ils témoigner d'un objet qu'ils ont eux-mêmes classé secret défense ? Comment peut-on demander à Shimon Pérès, un des principaux architectes de la bombe, de parler du nucléaire israélien, alors qu'il est l'homme de la formule magique de l'*ambiguïté* israélienne : « Israël ne sera pas le premier à introduire le nucléaire au Moyen-Orient. » Monsieur le ministre, tout le monde sait qu'Israël détient l'arme nucléaire, confirmez-vous cette information ? La réponse de Shimon Pérès est la suivante : « *tout le monde oui, sauf Israël, cela n'inclut pas Israël.* » (Annexe vidéo) ¹. Israël adopte une politique officielle d'"ambiguïté" sur le nucléaire, refusant à la fois de confirmer ou d'infirmer qu'il détient des armes nucléaires. Selon des experts étrangers, Israël possède le sixième arsenal nucléaire du monde, dont 300 ogives, et dispose d'une capacité d'expansion rapide. « *Je ne sais pas ce qu'il vient voir (ici). Israël est obligé de détenir toutes les composantes de la force nécessaire à sa défense* », déclare M. Sharon, le 6 juillet 2004. Le Premier ministre Sharon tient ces propos alors que le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Mohamed El Baradei, est attendu le jour même en Israël. Le Premier ministre israélien Ariel Sharon réitère alors qu'Israël s'en tiendrait à sa politique d'ambiguïté sur le nucléaire, rapporte la radio de l'armée israélienne. « *La politique d'ambiguïté sur le nucléaire qui est la nôtre a fait ses preuves et elle sera maintenue* » déclare M. Sharon. Construit à la fin des années 1950, la centrale de Dimona, site de production des armes nucléaires israéliennes, est le site le mieux protégé en Israël. Le secret que contient ce réacteur, est l'un de secrets les mieux gardés au monde.

Entre 1967, date de son entrée en fonction, et 1986 -date des révélations de Vanunu-,

¹ Interview avec Shimon Pérès, Ministre israélien des Affaires étrangères, diffusée par la chaîne européenne d'information continue EuroNews en mai 1995.

Dimona reste dans l'oubli. Depuis, c'est seulement en 1995, année de la signature du TNP, que l'on reparle de la centrale et de la bombe atomique israéliennes. L'un des sites les plus secrets de l'État hébreu, jalousement surveillé jusqu'ici par la censure militaire israélienne, la centrale nucléaire de Dimona (sud d'Israël), est montrée, le 7 janvier 2005, pour la première fois par une chaîne de télévision israélienne. "Channel 10", -une chaîne de télévision privée-, s'est toutefois refusée à indiquer l'origine de la vidéo diffusée. Selon cette chaîne, la diffusion a eu lieu suite à l'accord de la censure militaire. Le film vidéo du site est d'une durée de 14 minutes, dont Israël refuse toujours l'accès aux inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Ces images sont essentiellement des vues extérieures, montrant les jardins bien entretenus de la centrale, avec parfois, en arrière plan, le dôme argenté du réacteur (photo en annexe). Sur ces images on peut voir, notamment, des ateliers d'apprentissage et des employés jouant au ballon dans un moment de récréation. Depuis les années 70, on peut identifier les traces d'une campagne systématique de rumeurs -particulièrement aux États-Unis-, portant sur tous les aspects du programme nucléaire israélien. D'après George Quester (1983)², nul doute que cette campagne avec ses nombreux signaux (tests de missiles et autres) fait partie d'une entreprise d'intimidation qui a pour but, pour les Israéliens, de renforcer la dissuasion et d'affaiblir psychologiquement toute volonté d'agression de la part de certains pays voisins.

En février 2000, a lieu le seul débat à la Knesset en 50 ans d'existence. Fin août 2000, une association américaine prônant le contrôle des armements a publié sur Internet des images satellite du site nucléaire de Dimona (photo en annexe). En avril 2004, Mordechai Vanunu, un ex-technicien de la centrale de Dimona, est libéré après avoir purgé 18 ans de prison ferme pour avoir révélé au monde les secrets nucléaires de l'État hébreu (photo en annexe). Il est de nouveau arrêté après avoir accordé des interviews à la presse étrangère.

² George Howard Quester, "Nuclear Weapons and Israel", *Middle East Journal*, N. 37, automne 1983.

Introduction

« C'est un objet divin, comme fabriqué par Héphestos, donné par Zeus à Hermès et passant successivement à Pélops, Atrée, Thyeste, Agamemnon, etc. » Jean Pierre Vernant, (1996, p. 367)

La dissuasion est en elle-même un terme ambigu. Comment peut-on dissuader avec des armes que l'on n'utilisera pas ? Ce concept n'est pas une nouveauté, mais il est tout simplement lié à la modernité des techniques militaires et prend sa véritable dimension depuis l'entrée dans l'ère nucléaire. Ce concept est ancien et se trouve déjà dans l'expression romaine "*Si Vis Pacem Para Bellum, qui veut la paix prépare la guerre*". Mais, de par leur nature particulière, les armes nucléaires ne peuvent être utilisées de manière classique dans un conflit. Ces armes ont essentiellement une vocation dissuasive; écrit Martin Van Creveld (1993, p. 41) ³ . "*Beni Sunt Possedentes*" : bénis ceux qui les possèdent, mais l'usage de ces *Absolute Weapons*, reste de l'ordre de l'impensable entre les puissances dites rationnelles. Cet usage l'est encore moins dans une aussi petite région. De plus, si elles ne dissuadent pas les Arabes, mis à part l'obsolescence, que reste-t-il pour ces armes ? En analysant les actions des acteurs, on se rend compte que la rationalité sur laquelle se base la théorie de la dissuasion rationnelle, n'est pas si évidente. En effet, comment peut-on mesurer de façon objective la rationalité de deux acteurs ? Avec cette question, on essaie d'aborder le sujet de la dissuasion rationnelle. On essaie de comprendre ce que dissuader peut signifier ? On expose ainsi les facteurs qui peuvent expliquer les raisons de son échec.

³ Martin Van Creveld, *Nuclear Proliferation and the Future of Conflict*, New York, The Free Press, 1993, 180 pages.

À propos du choix rationnel et de ses implications dans la conception de la dissuasion, nous essayons de voir l'ensemble de cette conception dite "rationnelle" selon les applications de la *Rational Deterrence theory* et notamment la question suivante : qu'est ce qui pousse un acteur à ne pas tenir compte de la crédibilité d'une menace de représailles ? On approfondit notre analyse en essayant de voir pourquoi les Arabes ne sont-ils pas dissuadés. Ce regard en profondeur vise à analyser les éléments et les facteurs qui poussent un acteur à défier le plus fort. On montre comment le facteur de la perception de la menace peut être, dans un sens comme dans l'autre, biaisé par le contexte dans lequel se trouvent les acteurs. On verra comment la perception façonne la prise de décision, et notamment celle des guerres et comment un acte considéré comme irrationnel et impensable par un dissuadant est considéré comme la rationalité même par le challenger. C'est le cas notamment de Sadate en 1973. Notre travail développe les facteurs de l'échec de la dissuasion. Dans cette recherche, on rend compte du comment un challenger construit les faits, trouve son raisonnement et "rationalise" son action pour défier la dissuasion. Ce monde des "non-dissuadables", est simplifié par une logique personnelle. Quel profil ont-ils ? On aborde la rationalité du point de vue cognitif et les dilemmes à la fois intellectuels et psychologiques. Une bonne stratégie a besoin d'une très grande clarté. On verra alors quelles sont les conséquences de l'incertitude sur l'élaboration d'une telle politique. C'est enfin, comment les plus faibles dévaluent toute la logique considérée par le plus fort, comme rationnelle.

Le nucléaire israélien, est bien voilé et secrètement caché dans des supports divers et variés souligne Marcel Duval (1998) ⁴. Sa trace n'est pas là où il est supposé être : dans les archives et les documents officiels. Non, elle est ailleurs, car les documents le concernant sont introuvables à l'heure qu'il est, inaccessibles ou détruits. Dans le peu que vous pouvez trouver, il manque parfois l'essentiel, car le document est rendu illisible. Restant un des secrets les mieux gardés au monde, le nucléaire israélien est, pour l'État hébreu, considéré comme le protecteur sacré. Depuis 1967, il est l'absent/quasi-présent. Il est le caché qui ne cesse de se montrer de temps à autre. Le pouvoir qui se trouve en lui est destiné à imposer silence à autrui. Dénier et caché par ses détenteurs israéliens, il est l'objet à dévoiler absolument par ses détracteurs, voisins de l'État hébreu. Pour eux, il est une chose volatile et virtuelle. Comme un démon, ils l'entendent sans pouvoir le saisir et ils le sentent sans trouver comment le voir. Ils le dénoncent sans vraiment pouvoir le localiser. Ils le montrent du doigt et le considèrent comme la source de l'instabilité régionale. Cette chose leur échappe sans cesse sans jamais pouvoir le sortir de sa cache ou lui ôter l'existence.

Lorsqu'on s'intéresse à cette partie cachée à la fois de l'histoire régionale, mais aussi de l'histoire internationale, il faut descendre dans les profondeurs pour chercher ses racines. C'est ainsi que l'on arrive aussi à toucher les racines de la conflictualité régionale durant les cinq dernières décennies car les actions des acteurs sont régies par ce socle ô combien important et primordial dans la prise des décisions de ces mêmes acteurs. Cela renvoie à la question du choix des acteurs dans la région, à la rationalité de leurs décisions et par conséquent à la dissuasion. Mais paradoxalement cet objet supposé dissuader ne dissuade pas et la région, malgré son existence, vit toujours au rythme des

⁴ Marcel Duval, "À la recherche d'un secret : l'arme nucléaire israélienne", *Défense nationale*, avril 1998.

guerres. Il les a même, parfois, provoquées. Nous ne cherchons pas à apporter des révélations fracassantes sur la détention ou non de la bombe par les Israéliens. Cela n'est plus un secret pour personne. Ce que nous cherchons ici est de l'ordre du *comment*. Nous cherchons à démontrer que les leaders en tant qu'acteurs se trouvent souvent loin de leurs calculs et de ce qu'ils souhaitent obtenir.

Comment et pourquoi le dissuadant cherchant à dissuader, ne dissuade-t-il pas ? Comment et pourquoi l'acteur supposé être dissuadé, ne l'est pas non plus ? Nasser souhaitait, en 1967, aboutir à une situation de mise à l'agenda international du nucléaire israélien. Il voulait aussi sortir de la situation de menace qui pèse sur son pays par l'entrée en service du réacteur nucléaire israélien. Il entreprend une série d'actions et se trouve, suite à la guerre des Six jours, dans une situation d'humiliation militaire. Israël qui cherchait la sécurité avec le nucléaire ne parvient toujours pas vraiment à l'acquiescer. Retrait du Sinaï, retrait prématuré du Liban, retrait du Gaza ou encore perspectives de retrait du Golan ; l'arme nucléaire n'a pas préservé l'hégémonie régionale espérée par les Israéliens. Sortant d'une défaite militaire écrasante en 1967, Nasser, deux ans plus tard, déclenche la guerre d'usure (1969-1970). Sadate, en 1973, malgré une situation militaire en sa défaveur, défie la dissuasion israélienne et déclenche la guerre. Il se trouve, durant la guerre, confronté à une situation dans laquelle sa 3^{ème} armée frôle une catastrophe militaire sans précédent. Saddam Hussein, en 1991, envoie 36 missiles Scuds sur Tel-Aviv, défiant ainsi toutes les menaces de recours aux armes nucléaires faites par les Israéliens avant la guerre du Golfe.

Y a-t-il vraiment des armes nucléaires en Israël ? Telle est la question posée par Merav Datan (2000) ⁵. Car au fond, hormis la question qui se pose de savoir si la politique de l'ambiguïté est une bonne ou une mauvaise chose, les Israéliens détiennent-ils vraiment des bombes atomiques ? La réponse est naturellement oui, écrit Merav Datan mais pour les Israéliens, c'est toujours selon des sources étrangères. En effet, si l'on regarde de près ce qui se passe au niveau israélien, on se rend bien compte que rares sont les articles qui donnent des informations précises relatives au programme nucléaire israélien. Ce qu'on sait, c'est que les médias israéliens donnent certes des informations, mais se basent toujours sur des sources étrangères. « *Même en organisant un débat public, le nucléaire de l'État hébreu apparaît soudain pour disparaître dans son mystère* » écrit Aviv Lavi, dans *Haaretz* en février (2000) ⁶. Le journal israélien *Haaretz* publie, en juin (1998) ⁷, un article dans lequel le vice-ministre Israélien de la Défense Silvain Shalom nie qu'Israël a effectué un test nucléaire trois semaines auparavant, le 28 mai (1998) ⁸, dans le golfe d'Aqaba. D'après le *Bulletin of American Scientists*, d'octobre (1999) ⁹, Israël se classe en 6^{ème} place (¹⁰) parmi les pays producteurs du plutonium militaire. (¹¹) Depuis le début et au milieu des années 50, la Grande-Bretagne, la France,

⁵ Merav Datan "Relaxing the Taboo : Israel Debates Nuclear Weapons", *Disarmament Diplomacy* N. 43, février 2000.

⁶ *Haaretz*, 7 février 2000, "Atom and Impenetrability", Aviv Lavi.

⁷ *Haaretz*, 18 juin 1998.

⁸ C'est en mai 1998, qu'Indiens et Pakistanais procèdent à des tests nucléaires.

la Chine, l'Union soviétique, tous avaient été submergés par l'acquisition des armes nucléaires, alors, qui parmi eux aurait eu l'idée de dire aux Israéliens -qui sentaient la menace arabe-, de ne pas s'engager dans la voie du nucléaire ? Le fameux "*Samson option*", de l'État hébreu a, dès les années 70, soulevé des questions sur l'ignorance que les Américains se sont auto-imposée. La bombe israélienne reste ce qu'elle est, opaque, invisible et non reconnaissable. La position officielle de l'État hébreu à ce propos est toujours ambiguë. Les décideurs israéliens ne cessent de répéter qu'ils ne seront pas les premiers à *introduire* les armes nucléaires au Moyen-Orient. Mais Israël, n'a jamais défini vraiment ce qu'il entend dire par introduire.

Méthodologie

Le constat

D'un simple premier constat, nous sommes tentés de conclure que la dissuasion israélienne est un grand succès. C'est la thèse de Elli Lieberman (1995)¹². Mais de plus près, les choses ne semblent pas être si évidentes. L'observation laisse penser qu'au lieu de prévenir les conflits, la doctrine de la dissuasion israélienne les a, paradoxalement, parfois provoqué. C'est le cas de la guerre de 1967. Avec le constat d'une défaite, on est tenté de dire qu'un État ne songe pas à affronter son voisin tout-puissant. À peine sortie de la guerre, avec une défaite militaire sans précédent, l'Égypte en février 1969, décide d'entrer en guerre d'usure "*war of attrition*" contre Israël explique Ahmed S. Khalidi (1973)¹³. Cette action motivée par la volonté des Égyptiens d'entraîner les Israéliens dans une guerre coûteuse et longue, émane du fait que le Caire sait que la supériorité aérienne d'Israël empêche toute action de traverser le canal de Suez. Puis Sadate en 1973, choisit d'attaquer Israël et provoque la guerre, malgré une situation militaire en sa défaveur.

Ces exemples nous invitent à aller voir de plus près, la portée de la dissuasion israélienne. Nous voulons voir comment elle est conçue par les Israéliens. Comment cette

⁹ World Plutonium Inventories, *Bulletin of the Atomic Scientists*, Vol. 55, No. 5, p. 71, septembre/octobre 1999.

¹⁰ Chiffres publiés dans le *Bulletin of American Scientists*, qui cite un classement établi par le NRDC, Conseil de Défense des Ressources Naturelles, sur la base de documents confidentiels du département américain de l'Energie.

¹¹ La Russie figure en tête, avec des stocks compris entre 140 et 162 tonnes ; elle est suivie par les États-Unis (85 tonnes), la Grande-Bretagne (7,6), la France (entre 6 et 7t) et la Chine (entre 1,7 et 2,8t). Israël arrive juste derrière le club officiel des puissances nucléaires, avec 300 à 500 kilogrammes de plutonium militaire, devant l'Inde (entre 150 et 250kg), et la Corée du Nord (entre 25 et 35kg).

¹² Elli Lieberman, "*Deterrence theory, success or failure in Arab-Israeli Wars*", Chicago, McNair Paper, N 45, octobre 1995.

¹³ Ahmed S. Khalidi, "The War of Attrition," *Journal of Palestine Studies*, Vol. 3, N. 1, automne 1973.

dissuasion est-elle perçue par ceux à qui elle est destinée, les Arabes ? C'est avec comme visée d'affronter deux écoles de pensée sur la théorie de la dissuasion rationnelle, que nous tentons de se placer. La première école tend à dire que la dissuasion est un succès car elle stabilise les relations entre les États. La deuxième est en revanche sceptique par rapport à ces conclusions, en mettant en cause la conception de la théorie de la dissuasion. Nous nous inscrivons dans la pensée tendant à dire que la dissuasion, notamment israélienne, est un échec. Dans ces conditions, Elli Lieberman (1995)¹⁴, note que si la théorie de la dissuasion ne permettrait pas d'aboutir à des résultats dissuasifs, elle serait un *pauvre outil* de gestion des conflits. D'après Lieberman, l'un des partisans de la théorie de la dissuasion, cette conclusion, si on l'accompagne d'une analyse profonde de cette évidence d'échec, pose un sérieux dilemme aux décideurs lors des situations de *statu quo*. Richard Ned Lebow et Janice Gross Stein (¹⁵) notent que la dissuasion, selon les études empiriques, a rarement réussi et cela remet en cause tout le raisonnement de ceux qui parlent du succès de la dissuasion. Ils expliquent que certains leaders défient la dissuasion, même en situation de vulnérabilité politique combinée avec une menace crédible de la part du dissuadant soulignent Richard Ned Lebow et Janice Gross Stein, (1990, pp. 336-369)¹⁶. C'est ce que nous appelons ici les "*non-dissuadables*". Nous soutenons que la dissuasion israélienne n'a pas réussi à dissuader les Arabes. Mais si, explique Elli Lieberman (1995)¹⁷, on suit l'interprétation de Lebow et Stein, on peut donc dire que la *thèse faible* ou encore la variation de l'*hypothèse satire* ou encore la *divertissante théorie de guerre* pose un sérieux défi à la théorie de la dissuasion. Malgré le style sarcastique de Lieberman, il semble que c'est le cas. Il y a en effet des situations dans lesquelles un acteur peut ne pas considérer la dissuasion, défier le plus fort et agir ainsi à l'encontre des attentes et des calculs rationnels de défenseur note Jack S. Levy, (1989)¹⁸. L'acteur peut avoir des raisons, telles que les décrit Raymond Boudon, qui le poussent vers un choix dit *irrationnel*. Par conséquent, il agit au contraire des calculs de la *rationalité*. Là, se pose la question de la définition de la rationalité et renvoie aux systèmes de valeurs de chaque acteur.

Si le challenger se met, pour des raisons nationales ou internationales, à défier le dissuadant malgré sa crédibilité de menace ; si, de peur de perdre la face, le challenger tient tête au défenseur, sans faire de pas en arrière lors d'une crise, alors les politiques de la dissuasion sont donc caduques et sont même contre-productives, écrit Jack Levy (1989). Ces arguments sarcastiques tenus par les défenseurs de la théorie de la

¹⁴ Ibid.

¹⁵ Les conclusions de Lebow et Stein sont basées sur une série d'études et d'investigations de cas d'échec de la dissuasion dans le Moyen-Orient. Ils ont étudié la guerre d'usure 1969-1970 et la guerre de 1973 entre Israël et l'Égypte.

¹⁶ Richard Ned Lebow and Janice Gross Stein, "Deterrence: The Elusive Dependent Variable," *World Politics* Vol. 42, No. 3, avril 1990, pp. 336-369.

¹⁷ Ibid.

¹⁸ Jack Levy, "The Diversionary Theory of War," in Manus I. Midlarski, *Handbook of War Studies*, Boston, Unwin Hyman, 1989.

dissuasion ne donnent pas satisfaction aux détracteurs de cette théorie. Or, dans la région, les cas d'exemples de l'échec de la dissuasion ne manquent pas. Le cas de Saddam Hussein illustre largement qu'en effet, il y a des acteurs "*non-dissuadables*", et que les politiques de la dissuasion méritent d'être revues explique John J. Mearsheimer (2002) ¹⁹. Cela suppose que le système international contient un groupe d'États *non-dissuadables* explique John J. Mearsheimer, et l'usage de la dissuasion par le défenseur dissuadant se révèle ainsi sans succès. Mais au fond, l'échec de la dissuasion en tant que but recherché par les Israéliens est-il dû au facteur de l'*ambiguïté* ou plutôt au fait de ces acteurs non-dissuadables ? Les implications de cette conclusion pour les États-Unis, sera dans un avenir proche, confronté à ces soi-disant *non-deterrables* écrit Lieberman (1991) ²⁰. Parmi les défenseurs du concept de la dissuasion, y compris ceux qui s'opposent aux actions des attaques préventives, on trouve ceux qui semblent être unanimes sur le fait que certains acteurs ne sont pas *dissuadables*. Ces acteurs sont suicidaires et doivent donc être empêchés d'accéder aux armes nucléaires explique Kenneth Pollack (2002) ²¹. Elli Lieberman pense que la dissuasion est un succès, elle fonctionne et même si le challenger est très motivé ou encore non-dissuadable. Lieberman analyse et critique les conclusions de R. N. Lebow et J. Gros Stein, qui montrent que la dissuasion israélienne est un échec et concluent que la guerre de 1973 est l'exemple au succès de la dissuasion israélienne

La thèse

Notre cadre théorique général étant les implications de la théorie de la dissuasion, nous cherchons à voir ses effets dans le Moyen-Orient. Dans ce cadre, nous cherchons à trouver les signes des conclusions de cette école de pensée dans le langage, dans les actions des acteurs et aussi dans leurs décisions. Comment évoquent-ils l'objet nucléaire ? La théorie de la dissuasion suppose que les acteurs sont logiques, calculateurs et rationnels ; le sont-ils ? Autrement dit parlent-ils de la même chose, calculent-ils de la même manière ? Ont-ils les mêmes bases et valeurs de rationalité ? La science politique a largement concentré ses efforts d'étude sur comment penser la dissuasion. Cette thèse, qui s'inscrit dans le champ de la science politique, a pour objet les implications et l'usage que l'on fait de la théorie de la dissuasion rationnelle *Rational Deterrence Theory*, dans le Moyen-Orient. Elle s'inscrit ainsi dans le champ de la sociologie et plus particulièrement dans la continuité du paradigme de la rationalité et du choix rationnel. Notre terrain étant le Moyen-Orient, nous plaçons ce travail dans la continuité des travaux menés sur l'échec de la dissuasion et sur les décisions des acteurs. Nous souhaitons étudier l'effet d'une politique d'ambiguïté, comme choix, sur le succès ou non de la stratégie de dissuasion. Une puissance nucléaire est-elle crédible

¹⁹ John J. Mearsheimer, Stephen M. Walt, "Can Saddam be Contained", *Weatherhead Center for International Affairs*, Harvard University, novembre 2002.

²⁰ Elli Lieberman, "*Deterrence theory, success or failure in Arab-Israeli Wars*", Chicago, McNair Paper, N 45, octobre 1995.

²¹ Kenneth M. Pollack, "Why Iraq Can't Be Deterred ?", *New York Times*, 16 octobre 2002.

avec une telle politique ? L'exemple israélien est celui qui illustre le mieux la portée du choix de l'ambiguïté sur la crédibilité de la dissuasion dite rationnelle. De ce point de vue, en tant que seule puissance nucléaire non déclarée, l'État hébreu semble être, d'après Jean-Paul Joubert, une *puissance non satisfaite*. Israël, depuis les années cinquante, s'est vu confronté à un choix stratégique avec comme option : se déclarer ou non comme puissance nucléaire.

Pour des raisons multiples, la politique d'ambiguïté nucléaire a été l'option choisie. Israël n'a depuis jamais reconnu avoir en sa possession des armes nucléaires. Il est le pays qui est publiquement connu comme celui qui ne sera pas le premier à nucléariser le Moyen-Orient. Or, Tel-Aviv affiche, depuis 40 ans, une ambiguïté suivie par tous les décideurs israéliens. Cette politique semble être l'un des obstacles majeurs contre un éventuel succès de la dissuasion de l'État hébreu. L'échec de la dissuasion, rend aux Arabes la confiance perdue depuis 1967, aboutissant aux accords de paix. « *Heureusement qu'elle a échoué* » disent certains analystes. C'est dans son échec que la région a pu trouver une issue et sauver la face, côté arabe, pour aller vers la signature des accords de paix. Mais au fond, une dissuasion aura-t-elle une possibilité de succès si, comme dans le Moyen-Orient, elle est toujours confrontée à des acteurs *non-dissuadables* ? De plus si les challengers persistaient dans cette voie, une guerre nucléaire régionale peut-elle avoir lieu ? Autrement dit, l'État hébreu, lors d'une situation de défaite, aurait-il recours à ces armes ? On verra dans la seconde partie de ce travail de recherche, que l'opinion publique israélienne justifie largement un éventuel usage de ces armes lors d'un conflit avec l'un de ses voisins. Les attaques de Scuds en 1991, sont interprétées comme un signe de faiblesse dans la crédibilité de la dissuasion israélienne. En effet, l'absence de riposte aux attaques des missiles irakiens durant la guerre du Golfe en 1991, ainsi que le retrait prématuré de l'armée israélienne du Liban en 2000, sont considérés dans le monde arabe comme des signes supplémentaires de la faiblesse de la dissuasion israélienne explique Gerald Steinberg (2001)²². D'après Sharad Joshi (2000)²³, le nucléaire israélien s'inscrit dans le cadre d'une arme de dernier ressort, et dans cette optique, la dissuasion ne fonctionne pas vraiment. S'ajoute à cela, le facteur de la "non-visibilité" des armes nucléaires de l'État hébreu que ses adversaires peuvent constater.

L'hypothèse

Nous supposons que la dissuasion israélienne a échoué. Nous supposons qu'il y a deux facteurs majeurs derrière cet échec : l'ambiguïté et des acteurs *non-dissuadables*. Ces deux éléments majeurs affectent la crédibilité de la dissuasion israélienne. Autrement dit, dans ce cas bien précis, la crédibilité de la dissuasion rationnelle n'est pas entièrement acquise, car les acteurs non-dissuadables le sont encore moins lorsqu'ils sont confrontés à une stratégie de dissuasion basée sur une ambiguïté. Nous souhaitons, dans le cas de confirmation de notre hypothèse, montrer dans quel contexte, comment et pourquoi la

²² Ibid.

²³ Sharad Joshi, "Israel Nuclear Policy : A Cost-Benefit Analysis", *Strategic Analysis*, Vol. XXIII, N. 12, mars 2000.

dissuasion israélienne a manqué son objectif principal. Pour étudier notre hypothèse, nous nous limitons à la période allant de 1955 à 2005. C'est dire que l'option nucléaire israélienne est aussi vieille que l'État hébreu -lui-même créé en 1948-. Notre objet étant les armes nucléaires israéliennes, nous nous intéressons à son historique et à ses implications dans les décisions et le choix des décideurs notamment lors des conflits armés dans la région. Pour illustrer et justifier notre hypothèse, nous allons, tout au long de ce travail, souligner les efforts de l'État hébreu pour acquérir les armes nucléaires. Nous allons mettre en évidence le contexte international et régional. Nous allons étayer le jeu d'interaction entre le trio Washington, Tel-Aviv et les capitales arabes. Nous allons montrer comment le nucléaire, non seulement ne garantit pas la sécurité voulue par Israël mais aussi, comment cet objet provoque des conflits armés. Nous souhaitons voir si on peut affirmer les points suivants : (1) -La dissuasion rationnelle est un concept vaste, flou et difficilement applicable. Les attaques ou les guerres dites préventives sont là pour pallier à la défaillance de la théorie de la dissuasion. (2) -La rationalité est un concept vague : ce qui est considéré comme irrationnel par l'acteur dissuadant, peut être considéré comme purement rationnel du point de vue de son challenger. Les normes, les valeurs et le contexte social d'un acteur ne donnent pas un terrain commun de calculs pour chacun des deux camps : le fort et le faible. (3) -Les Israéliens, -pour qui la dissuasion est considérée comme acquise après la guerre de 1967-, sont, suite à la guerre de 1973, convaincus que leur doctrine et leur stratégie de dissuasion ont définitivement échoué pour dissuader les Arabes. (4) -La guerre des Six jours en 1967, a probablement eu lieu suite à l'entrée en fonction de la centrale nucléaire de Dimona. (5) -La guerre de 1973, a eu lieu principalement par la volonté de Sadate de défier la dissuasion. (6) -Les armes nucléaires, dans le cas israélien, sont obsolètes car si elles sont utilisées contre l'une des capitales arabes, de par la proximité géographique, elles n'épargneront pas l'État d'Israël. (7) -Le programme nucléaire israélien a été mis en place suite aux menaces soviétiques et non pas arabes.

Problématique de la recherche

Cette recherche s'inscrit dans un terrain difficile, car travailler sur le sujet des armes nucléaires israéliennes relève des sujets atypiques et son terrain est miné de manipulation. On se perd dès que l'on fait les premiers pas. On croit avancer mais on ne fait que du surplace. Les repères sont rares par le manque de travaux dans ce domaine. L'objet est difficile à explorer et il y a peu de documents à son égard. Le cas de l'ambiguïté nucléaire israélienne rentre dans cette catégorie de sujets qui manquent drastiquement d'études. Sur le plan international, et notamment du côté israélien, il est très rare d'avoir des documents concernant les armes nucléaires israéliennes. Hormis ceux trouvés par Avner Cohen auprès des archives israéliennes et qui remontent à 1955, il y a peu d'ouvrages les concernant. Les travaux scientifiques sur ce sujet restent rares.

Hormis celui de Seymour Hersh, *The Samson Option*, (1991), hautement riche en interviews, et celui du chercheur israélien, travaillant aux États-Unis, Avner Cohen, *Israel and the Bomb* (1998), peu d'ouvrages abordent le volet historique des armes nucléaires israéliennes. L'ouvrage volumineux de Avner Cohen inclut des centaines d'interviews.

Depuis, ce chercheur rencontre des difficultés pour retourner en Israël (Annexe 190)²⁴. En France, il est rare de trouver des archives ou encore des traces historiques sur les liens entre la France et Israël en ce qui concerne la coopération nucléaire. Les traces que l'on trouve, dont une partie se trouve dans les annexes, sont en majorité américaines et sont basées sur des évaluations de la part de la CIA. Peu d'ouvrages sont disponibles en la matière. Celui de Pierre Péan, *Les deux bombes* (1991), malgré sa pertinence, est considéré par beaucoup comme une investigation journalistique. La contribution de Dominique Lorentz *Affaires Atomiques* (2001)²⁵, quant à elle, malgré un effort considérable et une enquête poussée, n'offre pas une solide transparence scientifique des sources. Lorentz, qui avance une thèse selon laquelle les Israéliens ont aidé la France à développer les armes nucléaires, se situe plus sur un terrain journalistique que scientifique. Son ouvrage, donne l'impression d'une cascade de *scoops* et donne le sentiment d'un parti pris idéologique (notamment en ce qui concerne le général Charles de Gaulle, p. 238-239)²⁶. Côté israélien, l'ouvrage de Shlomo Aronson (1991)²⁷, utilise des postulats comme le lien entre l'holocauste et les armes nucléaires israéliennes. Une hypothèse intéressante mais je me suis trouvé confronté à la difficulté de vérifier une telle hypothèse. Il pose de questions sur la longueur de pages sans donner des réponses à toutes les questions. Nos deux méthodes sont totalement différentes. Les sources et les données le sont aussi. Ici j'utilise 287 documents historiques, contre 21 utilisés par Aronson (un seul document est en commun). La construction du sujet par Aronson est totalement différente. Aronson aborde le rapport entre ce qu'il appelle les "*gouvernements de Jérusalem*", ainsi que le volet libanais. Il relate par la suite le côté Palestino-libanais, l'Intifada, ainsi ce qu'il appelle "*la renaissance du panarabisme*". Il termine son ouvrage en abordant la prolifération mondiale : Algérie, Iran, Pakistan, Inde, Afrique du Sud, Taiwan et la Corée du Nord (avec quelques paragraphes pour chaque cas et qualifie le cas pakistanais de "*bombe islamique*"). William Bordeaux Quandt (1992)²⁸, un des témoins directs de la guerre de 1973, en tant que membre de "*US National Security Council*", écrit « *A tough editor would have done well to insist on a more coherent analytical structure to the book and more readable text.* » Du côté arabe, rares sont les ouvrages consacrés à ce sujet. Une majorité d'ouvrages ou encore d'analyses parues ici et là dans des revues ou des journaux ne manque pas d'être impliquée par un parti pris. Par conséquent le manque d'objectivité scientifique ne peut donc pas leur donner une caution de validité.

²⁴ letter to Israeli Attorney General Elyakim Rubinstein , <http://www.fas.org/sgp/eprint/avnercohen.html>

²⁵ Dominique Lorentz, *Affaires atomiques*, préface Alexandre Adler, Paris, Les arènes, 2001, 603 pages.

²⁶ Lorentz avance comme postulat, tout au long de son ouvrage, que la capitale d'Israël est Jérusalem (près de 30 fois dans les 150 premières pages)

²⁷ Shlomo Aronson with Oded Brosh, *The Politics and Strategy of Nuclear Weapons in the Middle East. Opacity. Theory and Reality, 1960-1991. An Israeli Perspective*, State University of New York Press, 1991, 398 p.

²⁸ in *Foreign Affairs*, Vol. 71, N. 4, 1992.

L'objet est polymorphe

Dans l'immense ensemble du processus d'interaction autour du nucléaire israélien, où certains acteurs en influencent d'autres qui, eux-mêmes, influencent, etc., on se trouve en quelque sorte devant un immense réseau invisible de communications, qu'on ne peut observer que par fragments, sans pouvoir encore le reconstituer entièrement. L'étude de Lazarsfeld (1955, 1970) ²⁹ sur les différents types de "*personnes influentes*" dans une petite ville ou encore les études sur le processus de "*Feed-Back*" de David Easton en fonction du rôle joué par l'émetteur, montrent qu'un décideur ne doit pas seulement émettre des informations -*décisions*-, mais recevoir en retour des "*soutiens*". Les conclusions de ces études sont aussi valables pour le cas israélien. Mais le Feed-Back, dans ce cas, n'est pas celui que l'on attend. En effet, la dissuasion israélienne n'est pas un succès et ce, malgré les tentatives de l'État hébreu de faire savoir ce qu'on ne veut pas dire officiellement. Nous ne proposons pas un découpage arbitraire de la réalité internationale ou régionale. Cette réalité comporte un nombre illimité de facteurs et de messages dans lesquels les émetteurs et les récepteurs ne sont pas isolés dans un circuit à l'écart des autres. Mais nous prenons en considération l'influence de l'environnement aussi bien sur l'acteur émetteur-producteur des décisions, que sur l'acteur récepteur-interpréteur du message autour de la question de la dissuasion israélienne. Nous nous basons pour cela sur le maximum de sources documentaires disponibles. Il s'agit essentiellement d'archives américaines, israéliennes, des déclarations à la presse, d'interviews télévisées et radiophoniques, des discours à la Knesset et des études de l'opinion publique israélienne.

Tracer l'objet

Tracer un objet comme celui du nucléaire israélien est une démarche à la fois difficile et intéressante. Trouver cet objet implique le passage par des chemins minés de manipulation. Les documents officiels offrent quant à eux des explications sur le pourquoi cet objet doit rester caché. Ils renforcent les questions posées et en font par ailleurs surgir d'autres. L'objet demeure difficilement accessible. Pour le trouver, il faut franchir une multitude de portes et dépasser les simples faits. Être certain que l'objet existe est une chose. Le désigner, l'identifier ou le trouver en est une autre. Avant d'approcher l'objet, on est confronté à de multiples obstacles. Lorsqu'on les surmonte et qu'on s'approche de l'objet, le voir n'est pas un résultat assuré. Lorsque le chercheur met la main sur une longue liste de sujets supposés le contenir, il découvre que les multiples documents ne le désignent pas spécifiquement. Lorsqu'il est désigné, spécifié et clairement défini, il se volatilise, il est effacé, rendant ainsi incomplète toute lecture et toute identification. Cela devient tout simplement non faisable voire impossible. L'information est rayée. Une main sévère est passée par ici, imposant ainsi le silence à toute volonté. Elle impose aussi un flou parfait. Depuis le passage de la main plus rien n'est clair. Le secret peut demeurer, le

²⁹ Paul F. Lazarsfeld, Elihu Katz, *Personal influence*, Glencoe, Free Presse, 1955, 400 pages. Voir aussi : Paul Lazarsfeld, *Philosophie des sciences sociales*, Paris, Gallimard, 1970.

suspens aussi. Les interprétations ne servent plus à rien, l'histoire s'est arrêtée à cette date. Il n'y a plus rien à lire et il n'y a plus rien à voir. Les documents sont vêtus de noir comme un deuil éternel. Si le document refuse le noir, il est rendu nu comme une punition cruelle. Il trouve son origine blanchâtre. Il est rendu transparent. On lui a ôté la vie. Il ne reflète plus rien, même pas cette couleur d'encre noir. Le regard passe à travers sans rien voir. Le chercheur se trouve alors face à un document en noir. Si ce n'est pas le noir, on se trouve face au blanc : il n'y a rien d'important. Mais le peu qui reste est assez troublant. Notre objet n'a, depuis qu'il existe, jamais eu une adresse fixe. Il est né dans l'illégitimité. Depuis, il est caché et vit clandestinement. Il n'a jamais laissé d'indices clairs de son lieu d'existence. Il s'est volontairement vêtu d'un habit d'anonymat. Polymorphe, il s'adapte à toutes les situations de pressions même les plus extrêmes. Il maîtrise parfaitement le jeu de cache-cache. Il ne se montre qu'à des initiés peu nombreux. Nous sommes allés frapper à plusieurs portes. Certaines sont restées closes (comme en Israël), d'autres se sont entrouvertes (les archives américaines). Côté arabe, les portes restent toujours closes. Nous avons voulu croire au miracle qui n'a pas encore eu lieu. Le nucléaire israélien est fortement protégé. Il est bien ce qu'il est : une chose dont on ne sait rien. On entend parler de lui. On croit à son existence. On fait comme si on a vu. C'est pour faire croire qu'on a vu la bête. Mais en réalité les accès à son chemin sont bloqués. Toute volonté de l'approcher est vouée à l'échec et c'est une frustration sans équivalent. L'objet reste malgré tout voilé, opaque et flou.

L'objet est partiellement introuvable

Ces documents, sont difficilement accessibles et une fois trouvés, on a la surprise de constater qu'une partie a été volontairement rendue illisible, rayée ou effacée. Il y a par exemple le rapport de briefing du Président Eisenhower de 12 janvier 1961 (Annexe 35)³⁰. Il y a aussi, le télégramme de l'Ambassade américaine à Paris daté du 25 novembre 1960 (Annexe 1)³¹. Il y a aussi un rapport avec des informations sensibles que le professeur Gomberg écrit après sa visite de la centrale de Dimona en décembre 1960. Il souhaite transmettre des informations sensibles au sujet du projet israélien dont son nom est rayé (Annexe 44)³². Parmi ces documents rendus illisibles, on trouve aussi le rapport du Secrétaire d'État Dean Rusk qui relate les rumeurs autour du programme nucléaire israélien et les raisons de la discrétion donnée par Ben Gourion (Annexe 2)³³. Mais certains rapports peuvent être trouvés et l'on peut comprendre le pourquoi (Annexe 41)³⁴.

³⁰ Annexe 35, *Memorandum of Conference with the President*, 19 décembre 1960. (Rédigé le 19 janvier 1961). Source : D. Eisenhower Library.

³¹ Annexe 1, *Incoming Telegram*, N. 2162, Department of State, from Paris to Secretary of State, 26 novembre 1960. Rapport chronologique écrit par le Secrétaire d'État Dean Rusk.

³² Annexe 44, *Memorandum of Conversation, Department of State, 1.décembre.1960*. Source : National Security Archive.

³³ Annexe 2, *Memorandum for the President, Department of State, Israeli Atomic Energy Activities*, 30 janvier 1961. Source : National Security Archive.

. Parmi ces documents, on trouve le rapport de la CIA daté de 1959, sur le programme nucléaire français et la collaboration entre Paris et Tel-Aviv, avec des grandes parties noircies (Annexe 18) ³⁵. Il y a aussi ce document qui aborde la prolifération en Chine et le test nucléaire de Pékin (Annexe 74) ³⁶, notamment la 4^{ème} page dont presque la moitié est couverte avec la couleur noire. L'autre exemple est ce document de trois pages qui aborde l'impact du test nucléaire indien sur la prolifération nucléaire en Asie. Chaque page est rendu partiellement illisible (Annexe 87) ³⁷. Le plus frappant est une note de commentaire sur un rapport sensible. C'est ce qu'écrit Harold Hal Saunders, membre du NSC et chargé des affaires du Moyen-Orient. Dans cette note M. Saunders refuse un rapport du directeur de la CIA Richard Helms qu'il a qualifié de hautement sensible et que le Président ne doit pas lire (Annexe 96) ³⁸. Un autre document, daté du 24 mai 1967, 11 jours avant la guerre est partiellement rendu illisible. Il y a des paragraphes entiers rayés (Annexe 95, comme, p. 3, p. 4 et p. 5) ³⁹. Il y a aussi un document qui analyse les limites des missions de reconnaissance par le satellite CORONA à propos des activités militaires dans le Moyen-Orient avant la guerre de 1967 (Annexe 171) ⁴⁰.

³⁴ Annexe 41, *Memorandum for the President, Israeli Atomic Energy Activities*, 30 janvier 1961. Source : National Security Archive.

³⁵ Annexe 18, *The French Nuclear Weapons Program*, Scientific Intelligence Report, Central Intelligence Agency, Office of Scientific Intelligence, 13 novembre 1959, 10 pages. Source : National Security Archive, autorisé suite au Freedom of Information Act Request. Ce rapport de 10 pages de la CIA donne une analyse du potentiel du programme nucléaire français bien avancé pour la production de la bombe atomique ainsi que les tests nucléaires. Il ne fait toutefois aucune référence à une présence d'experts israéliens lors des essais nucléaires français. Notons que certaines parties du rapport sont rendues illisibles.

³⁶ Annexe 74, *The Changes of An Imminent Communist Chinese Nuclear Explosion. 43. Special National Intelligence Estimate*. SNIE 13-4-64. *Foreign Relations of the United States 1965-1968*, vol. XXX, China. Washington, August 26, 1964. Source : Central Intelligence Agency, NIE Files. Top Secret ; Ruff/[codeword not declassified]. According to a note on the cover sheet, it was submitted by the Director of Central Intelligence and concurred in by the U.S. Intelligence Board on August 26. The Central Intelligence Agency and the intelligence organizations of the Departments of State and Defense, AEC, and NSA participated in its preparation. All USIB members concurred, except the FBI Assistant Director who abstained because the subject was outside his jurisdiction.

³⁷ Annexe 87, "Assessment of Indian Nuclear Test" Jun 5, 1974, (secret), Source : National Security Archive. Declassified in response to a Freedom of Information Act request.

³⁸ Annexe 96, *Memorandum from Harold Hal Saunders to Bromely Smith*. The White House, Washington, File 113, BKS. Source : Lyndon B. Johnson Presidential Library. Harold Hal Saunders, membre du NSC et chargé des affaires du Moyen-Orient, refuse par écrit de présenter au Président, un rapport présenté par Bromely Smith, le Secrétaire exécutif du Conseil de sécurité nationale au sujet des armes nucléaires israéliennes

³⁹ Annexe 95, *Memorandum for the Record*, Record of National Security Council Meeting, May 24 1967, Discussion of Middle East Crisis. Source : Lyndon B. Johnson Presidential Library.

⁴⁰ Leslie Dirks, Chief Design and Analysis Division, Memorandum for Director of Special Projects, Subject: Briefing to General Maxwell Taylor on Photographic Satellite Support to Middle East Crisis, August 31, 1967, September 8, 1967, Top Secret, 2 pages.

Comment le trouver ?

Comme un mythe, cet objet n'est pas dans des archives et l'accès à sa trace manque drastiquement d'indications. Pour suivre la trace du nucléaire israélien. Il est souhaitable d'emprunter des chemins longs et difficiles d'accès. L'objet est voilé, flou et il est caché. L'approcher est un vrai combat perdu d'avance. Le désigner relève de l'impossible. C'est simple, officiellement, cet objet n'existe pas. Par conséquent, on a peu de chance de trouver l'inexistant. L'objet n'est pas dans le discours des acteurs. Il est absent, au mieux, il est quasi-inexistant, un tabou dont on ne parle pas. Pour chercher, approcher et trouver cet objet, nous avons essayé plusieurs chemins. Afin de contourner tous les obstacles, nous avons essayé tout au long de ce travail de recherche, de se référer au langage le désignant et utilisé par les acteurs sans toutefois prononcer son nom. Pour trouver cet objet, nous avons fait appel au schéma proposé par Lasswell (⁴¹). Ce schéma distingue, dans la *teneur* du message, les *symboles* qui signifient les *mots* et les *signes* comme moyens physiques de le rendre visible. Parmi les symboles, Lasswell distingue les *mythes*, qui eux-mêmes recouvrent les doctrines, postulats philosophiques de la communauté, les *formes* prescriptions autoritaires de ceux qui prennent les décisions, enfin les *Miranda* interprétations populaires ou folklore de l'organisme politique. Pour notre démarche analytique, nous avons pensé à plusieurs méthodes empruntées à la sociologie. Nous avons essayé de suivre une démarche d'analyse de contenu, mais cette démarche s'est tout de suite heurtée à la difficulté citée plus haut. Nous avons dû en route, volontairement, abandonner cette démarche. Il faut regarder au-delà des faits pour que l'objet se montre clairement. C'est dans les actions, dans la pratique du rituel d'interactions impliquant cet objet qu'on le découvre.

Comment définir sa forme ?

Pour étudier la *forme* dans laquelle est intégré cet objet polymorphe, (allusions, évocation etc.), nous nous intéressons aux moyens par lesquels le *message* cherche à produire, produit et donne un effet, ou une perception du nucléaire. Autrement dit, on cherche à souligner les actions des acteurs israéliens et arabes. Les études portant sur la question relative au *comment* les acteurs s'expriment-ils, présentent des difficultés méthodologiques. Ces études malgré les difficultés, ont un support commun : le langage. Or, étudier la question de l'arme nucléaire israélienne fait surgir des difficultés supplémentaires non négligeables. Par exemple, celles relatives aux signes aidant le chercheur à identifier l'objet. La difficulté principale est le manque de traces historiques, et le fait que les archives soient hermétiquement gardées. La liste des difficultés s'allonge lorsque l'objet s'avère un tabou et entouré de secret d'État côté israélien. Enfin, le nucléaire israélien, comme exemple de prolifération, pose de nombreuses questions sur le rôle des administrations américaines successives depuis les années 60 jusqu'à nos jours. Nous cherchons à étudier les éléments qui concourent à produire la dissuasion :

⁴¹ Harold D. Lasswell, Nathan Leites, *Language of politics, Studies in quantitative semantics*, New York, George W. Stewart, 1949, 398 pages. Voir aussi, Harold D. Lasswell *The Future of Political Science*, New York, Atherton Press, 1963.

choix des mots, répétitions, composition des phrases, etc. Nous essayons de voir comment cela s'articule. Nous suivons le rituel de la pratique politique et l'usage de l'objet que nous recherchons. Cet objet est souvent caché derrière des paraphrases ou des allusions dans le discours. Comment peut-il être visible ? On note ici comme exemple, les études de certains objets faisant référence à des termes utilisés dont les formes sont peu illustratives. Par exemple, comment prouver en quoi la propagande des alliés durant la Deuxième Guerre mondiale était moins émotionnelle, moins moraliste et plus réaliste, sinon plus vraie, que pendant la première ?

Comment voir ses signes ?

Les études sur les auditeurs de Paul Lazarsfeld (⁴²) montrent que chaque acteur sélectionne, trie, perçoit, comprend, déforme la communication en fonction de ses besoins et de ses calculs. Ces conclusions sont aussi valables pour les décideurs et les États. L'expérience et les recherches sur des larges échelles, montrent à quel point les facteurs sont nombreux et difficiles à isoler. Une des études les plus frappantes en ce domaine est celle de Shils et Janowitz (⁴³) mesurant l'influence de la propagande alliée sur l'efficacité au combat de l'armée allemande, pendant la Deuxième Guerre mondiale. Les études menées sur *l'acteur-émetteur* sont moins nombreuses et on s'est surtout penché sur le problème de l'influence des *mass media* sur le public. Cependant, certaines études tentent de replacer l'émetteur dans le contexte qu'il représente. Telles sont les recherches de Rosten et Powderwalker sur Hollywood et les auteurs de films. Il y a aussi celles qui sont consacrées à la communication comme moyen de contrôle des groupes et des conflits, en cas de désastre, entre les moyens de communication personnels et officiels.

Comment les Israéliens ont-ils réussi à intégrer le nucléaire dans la pensée de tous les acteurs de la région ? Ont-ils réussi ? Comment Israël, comme *acteur-émetteur*, s'y est-il pris pour dissuader les Arabes ? Comment Tel-Aviv garde son *ambiguïté* nucléaire à travers les différentes étapes par lesquelles sont passés les producteurs de la politique israélienne ?

Enfin, quelles sont les pratiques des Israéliens visant à faire savoir ce qui se passe à Dimona sans aucune déclaration officielle ? Telles sont les questions que nous nous posons afin de trouver les signes tangibles de notre objet. Pour trouver des réponses à ces questions, nous avons relaté l'historique des événements qui ont permis de parler du nucléaire israélien : le cas de Vanunu et le seul débat à la Knesset en février 2000.

Les outils

⁴² Paul F. Lazarsfeld, Elihu Katz, *Personal influence*, Glencoe, Free Presse, 1955, 400 pages. Voir aussi : Paul Felix Lazarsfeld, *On Social Research and its Language*, Chicago, The University of Chicago Press, 1993.

⁴³ Edward Shils, Morris Janowitz, "Cohesion and Disintegration in the Wehrmacht in World War II" POQ, *Public Opinion Quarterly*, Vol. XII, No. 2, été 1948, pp. 280-315.

1- Les archives américaines

Certains documents dans ce travail de recherche sont montrés pour la première fois. Nous bénéficions ainsi, pour une grande partie de documents historiques, et notamment pour la guerre de 1973, d'un accès à des documents inédits. Publiés ici pour la première fois, ces documents clarifient en partie l'enjeu historique du programme nucléaire israélien. Classés top secret, confidentiels ou secret défense, nous les montrons dans nos annexes. Toutefois, du fait qu'une partie de ces documents reste introuvable ou partiellement rendue illisible, on a des difficultés à les assembler. Reste alors encore une partie du mystère des armes nucléaires israéliennes. Parmi les montagnes de papiers et des notes, nous avons trouvé des documents rares qui permettent de reconstituer, en partie, le jeu d'interaction entre les acteurs depuis 1952. Nous avons pu consulter les archives autorisées par la Maison Blanche et par le département d'État américain et publiés par le *Bureau of Public Affairs*. Nous avons pu aussi consulter les documents de la CIA, disponibles ou publiés par le *FRUS Foreign Relations of the United-States*. Nous avons aussi consulté les documents disponibles dans la bibliothèque de *American Historical Association*, dans les bibliothèques et les archives du Congrès américain, des Présidents américains : *Dwight D. Eisenhower Presidential Library*, *John F. Kennedy, Lyndon B. Johnson* et *Richard Nixon library and Birthplace*. Nous avons aussi consulté les documents d'archive classés par le *Public Papers of the Presidents*, par le *Digital National Security Archive* et par le *National Security Archive* de *George Washington University*.

2- Les archives israéliennes et la Knesset

Côté israélien, peu de documents sont disponibles et certains sont obtenus grâce au chercheur Avner Cohen qui les a obtenus auprès des archives nationales israéliennes. Par ailleurs, il semble que certains événements ont eu lieu, mais les documents les concernant ne sont pas trouvables car il n'y a eu que des accords verbaux. C'est l'exemple des accords de Pérès avec le gouvernement français à la sortie de la crise de Suez, le 7 novembre 1956, relatifs à la construction de Dimona par *Saint-Gobin Nouvelles technologies*. Nous avons tenté de consulter, sans succès, les archives israéliennes de la Knesset. Le Parlement israélien n'autorise pas l'accès à ce dossier. Ce dossier ne figure pas dans les annexes de la Knesset. Le seul débat qui a lieu en février 2000, n'est pas disponible. Toutefois, on peut trouver des articles sur ce débat dans les rapports des associations de défense de Mordechaï Vanunu et la presse écrite comme : *Haaretz*, le *Yédiot Ahronot*, le *Jerusalem Post* ou encore la revue *Disarmament Diplomacy* (⁴⁴).

3- Les interviews des acteurs

Quelques interviews avec des acteurs sont, à ce sujet, intégrées à ce travail. Ces interviews, effectuées en mai 1995 et décembre 2003, sont diffusées par la chaîne

⁴⁴ *Disarmament Diplomacy*, N. 43, janvier/février 2000, Knesset debates nuclear weapons.

d'information européenne EuroNews, et abordent le sujet des armes nucléaires israéliennes : interview avec Shimon Pérès alors ministre israélien des Affaires étrangères, une interview avec le Président égyptien Hosni Moubarak et une interview avec le Président iranien Mohammed Khatami. Nous avons consulté un grand nombre d'archives des quotidiens et des revues spécialisées du côté israélien, égyptien, britannique, et américain. Ils fournissent un nombre considérable d'informations exploitées tout au long de ce travail. Un grand nombre de déclarations et d'interviews constitue un ensemble important d'allusion directe ou indirecte à l'objet de notre recherche. Nous avons consulté un grand nombre de radios et de chaînes de télévisions comme la BBC, en Grande-Bretagne, ABC et CBS aux États-Unis. Nous avons trouvé quelques interviews qui apportent des clarifications relatives à notre objet comme la déclaration de Ben Gourion après les attaques contre le réacteur nucléaire irakien en 1981, ou encore les déclarations de McCone directeur de la AEC américaine qui démissionne en direct lors d'une interview en 1960, après les révélations de la presse écrite au sujet de Dimona. La Radio israélienne relaye de temps à autre quelques informations sur le sujet qui sont, en partie, exploitées dans ce travail. La télévision privée israélienne, quant à elle, donne aussi de temps en temps des informations que nous exploitons ici. Notons que dans les deux cas, -la Radio et la télévision-, toute information donnée est systématiquement démentie par la classe politique israélienne. Elle est qualifiée de fausse et non fondée.

4- Organisation des Nations unies

Nous avons consulté les archives des Nations unies à New York et l'AIEA à Vienne. Nous avons cherché dans les archives des Nations unies les documents concernant les projets ou les résolutions votées ainsi que les discours officiels des leaders notamment les Présidents américains. Certains documents trouvés sont dans les annexes comme le discours du Président Eisenhower ou les différentes résolutions adoptées en 1956, 1967 et 1973.

5- Le Congrès américain

Nous avons consulté les archives du Congrès américain et les séances du Comité des Relations étrangères, *U.S Senate Committee on Foreign Relations* entre 1960 et 1970. Il y a, à ce propos, le rapport de William Macomber adjoint au Secrétaire d'État, à James T. Ramey, directeur du Comité du Sénat à l'énergie atomique, du 17 janvier 1960, qui donne un aperçu clair du programme nucléaire israélien. Il y a aussi la rencontre à huis clos, en décembre 1960, du Comité des Relations étrangères du Sénat (⁴⁵) qui aborde le volet de Dimona et le décrit comme « un nouvel élément de perturbations au Moyen-Orient. » Il y a aussi la rencontre du 9 janvier 1961, entre les Sénateurs Gore, Hickenlooper, Fulbright, Carlson, Sparkman, et Lewis Jones, l'assistant du Secrétaire d'État, accompagné par Philip J. Farley, l'assistant spécial du Président Eisenhower, durant laquelle le Sénateur

⁴⁵ The Senate Foreign Relations Committee (Historical Series), Vol. XIII, Part I, Published Executive Sessions of the Senate Foreign Relations Committee, avril 1984.

Gore promet au département d'État de ne pas rendre public le contenu de cette rencontre, vu le caractère sensible du sujet du réacteur israélien (Annexe 39)⁴⁶.

Nous allons voir qu'en 1965, (année de la présentation du rapport Gilpatric), le sénateur John Pastore présente une résolution devant le Sénat demandant des efforts additionnels pour une solution du problème de la prolifération nucléaire. Lors de son discours au Congrès, en août 1965, le sénateur Robert Kennedy critique la politique de l'administration Johnson et fait valoir, en faisant allusion au rapport Gilpatric, le fait que l'Inde et Israël sont sur le point de fabriquer la bombe atomique. Puis, nous allons voir comment le comité des Relations étrangères du Sénat qui se réunit deux fois entre le 9 et le 19 janvier 1961, pour discuter du dossier Dimona envoie une copie du compte rendu de cette réunion uniquement à la CIA et à l'AEC (*Atomic Energy Commission*), sans informer ni la Maison Blanche ni le *Department of State*.

6- Les photos des U2

Les photos décrites par les analystes de la CIA, relatives au site de Dimona et prises à partir de 1957/1958, ne sont disponibles nulle part. La totalité de ces photos prises par des avions de reconnaissance U2 ou encore celles prises par les satellites d'espionnage américains ne sont pas accessibles. Elles ne sont tout simplement pas répertoriées. Toutefois, on a les rapports du service CIAPIC (le service d'analyse des photos aériennes de la CIA), qui font référence à ces photos jamais rendues publiques.

7- Mordechaï Vanunu

Le suivi de l'affaire Vanunu donne un aperçu de l'état de l'arsenal nucléaire israélien. Connu sous le nom de "l'espion nucléaire" israélien, il est assigné à résidence dans l'auberge de Jérusalem-est de l'église anglicane où il habite. Il lui a été interdit de parler aux médias et de révéler la teneur exacte des soupçons qui pèsent sur lui. Le 12 novembre 2004, la police a confisqué à fin d'enquête des documents dans sa chambre et ses ordinateurs. Il est passible de poursuites judiciaires et risque d'être interné. Cet ex-technicien de la centrale de Dimona (sud d'Israël) est libéré en avril 2004, après avoir purgé 18 ans de prison ferme pour avoir révélé au monde les secrets nucléaires de l'État hébreu. M. Vanunu, 50 ans, avait été condamné en 1986, à 18 ans de prison pour "trahison" et "espionnage" après avoir transmis au journal londonien *Sunday Times* des informations sur la centrale où il avait été employé. Mordechaï Vanunu, est soupçonné à présent d'avoir transmis des "informations secrètes à des étrangers" et d'avoir violé les restrictions qui lui étaient imposées par les services de sécurité israéliens depuis sa libération. Après sa libération en avril 2004, il lui a été interdit de parler à des médias étrangers, ainsi que de sortir du pays pour au moins un an. Il doit également avertir à l'avance la police de ses déplacements. Depuis sa libération, M. Vanunu fait savoir qu'il

⁴⁶ Annexe 39, Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVII, Near East, 1961-1962, Released by the Office of the Historian. Documents 1-23- 5. Memorandum of Conversation. Jones-Senators meeting. Washington, January 9, 1961. Source : Department of State. Central Files, 984A.1901/1-961.

veut quitter Israël.

8- L'opinion publique israélienne

Il n'est pas certain que la politique de l'ambiguïté puisse durer à l'infini. Cette politique provoque des réactions, des questions, des critiques et des pressions à la fois sur Israël et sur les États-Unis. D'après Merav Datan (2000)⁴⁷, la société israélienne est plus que jamais mature pour ouvrir la "boîte noire" du nucléaire avec les précautions nécessaires. Les Israéliens sont capables de regarder à l'intérieur de cette boîte. Nous avons voulu regarder de près l'état de l'opinion publique israélienne et comment peut-on parler du nucléaire en Israël. Une unique étude effectuée par le *Jafee Center of Strategic Studies* (JCSS) et publiée dans *Strategic Assessment* consacrée à la perception de la population israélienne des armes nucléaires de l'État hébreu, montre un consensus avec la classe politique sur l'ambiguïté israélienne dans ce domaine. Une partie de cette recherche lui est consacrée.

9- Les dépêches d'agences de presse

Les agences de presse (*Reuters*, *Associated Press* et l'*Agence France Presse*), sont des sources qui donnent périodiquement des informations au sujet des ADM, armes de destruction massive et notamment les armes nucléaires dans le Moyen-Orient. Les événements concernant ces armes trouvent une place importante dans ces agences. Les correspondants dans les différentes capitales de la région couvrent de façon très étroite l'actualité liée aux ADM et notamment les armes nucléaires. Les hommes politiques utilisent à leur tour, et de façon abondante, ces sources pour faire passer les différents messages aux rédactions du monde entier.

10- La Radio israélienne

Il est reconnu que ce que nous savons sur le nucléaire israélien est, en grande partie, communiqué par les Israéliens eux-mêmes. L'une des rares fuites est la révélation d'une radio israélienne émettant en langue arabe, selon laquelle l'État hébreu, aurait en mai 1985, procédé au déploiement du nucléaire dans le Néguev, ou encore aurait effectué des essais de missiles Jéricho en septembre 1988, dans le golfe de Syrte au nord de Benghazi, selon le *Jane's Intelligence* (1985)⁴⁸. Certains vont même jusqu'à dire que les révélations de Mordechaï Vanunu en octobre 1986, sont autorisées et orchestrées par le Mossad lui-même.

11- La télévision israélienne

⁴⁷ Merav Datan, "Relaxing the Taboo : Israel Debates Nuclear Weapons", *Disarmament Diplomacy*, N. 43, février 2000.

⁴⁸ *Jane's Defence Weekly*, 18 mai 1985, p. 832 et *Jane's Defence Weekly*, 19 novembre 1988, p. 1258.

L'usage de l'image fait partie du rituel de la communication entre les acteurs dans la région. Celui du Mossad aussi. Depuis l'arrestation de Mordechaï Vanunu en 1986, la question à propos du rôle du Mossad se pose toujours. Périodiquement, il y a des fuites à travers l'écran de la dixième chaîne. C'est cette chaîne qui a, le 7 janvier 2005, diffusé un film vidéo d'une durée de 14 minutes sur le site de Dimona. Cette même chaîne, en 2003, diffuse des images d'un test de missile considéré secret Défense, presque en direct. Nous sommes le 6 novembre 2003, les Iraniens viennent de tester une nouvelle version de leur missile Shihab-3. Une des chaînes de télévision privée diffuse alors des images censées être couvertes par le secret militaire. Il s'agit, et non le moindre, d'un test de missile en mer. Selon la radio militaire israélienne, les techniciens de la chaîne sont parvenus à capter les images qui devaient être diffusées en circuit fermé à l'aide d'une parabole d'un mètre de diamètre utilisée par des millions de foyers au Moyen-Orient. Ces images qui sont en partie censurées par l'armée, obtiennent, malgré tout, le feu vert et vont être diffusées. Elles montrent un poste de contrôle, où se trouvent des hauts responsables militaires tels que le chef d'état-major adjoint le général Gaby Ashkénasy. Elles montrent aussi Mohse Keret, le PDG de l'IAI (*Israeli Aircraft Industries*).

Le test, effectué sur une cible en mer, porte sur le deuxième essai d'un nouveau type de missile de longue portée. Guidé par satellite et produit par Malam, une filiale des IAI, responsable également de la production du missile *Hetz* (flèche en hébreu). Ce missile testé est un anti-missile balistique. Appelé *Shavit*, selon des experts militaires étrangers, il est dérivé du missile Jéricho, -un missile sol-sol de moyenne portée sur lequel il est possible d'adapter une tête nucléaire. Les missiles Jéricho et Shavit s'utilisent aussi comme des lanceurs de satellites tel que Ofeq-5. Le test du missile effectué échoue, indique la radio militaire en précisant qu'une enquête a été ouverte par la sécurité militaire.

Le Président de la Commission des Affaires étrangères et de la Défense Youval Steinitz, qui supervise notamment les projets secrets d'armement, affirme à la radio que ces images « *n'ont pas provoqué de dégâts dans la mesure où il ne s'agissait pas des projets les plus secrets actuellement mis au point, mais une grave erreur a été commise qu'il faut corriger* », ajoute M. Steinitz. Deux remarques à propos de cela. La première est technique : à moins d'être James Bond, ceux qui travaillent en télévision savent à quel point il est difficile et complexe de capter une image vidéo sans avoir les références exactes du signal transmis.

Ceci suppose que la chaîne de télévision disposait des références du satellite sur lequel transitent les images entre le site du test (en mer) et le commandement de l'armée. L'autre remarque est d'ordre logique : le censeur a autorisé la diffusion d'une partie de la vidéo. Cela signifie que le Mossad a la volonté de faire savoir où on en est en ce qui concerne le missile capable de porter une tête nucléaire. Est-ce une réponse aux Iraniens qui montraient à leur tour le missile Shihab-3 capable d'atteindre le sol israélien ?

Plan de la thèse

Pour étudier la dissuasion israélienne, nous divisons cette thèse en trois parties. La première partie est historique. La deuxième partie est consacrée à étudier comment on

aborde le sujet des armes nucléaires en Israël et le rôle de l'ambiguïté dans l'échec de la dissuasion israélienne. La troisième partie est consacrée au concept de la dissuasion en général et israélienne en particulier.

Première partie : l'historique

Pour étudier l'historicité des armes nucléaires israéliennes, nous abordons en premier lieu, le rôle des scientifiques israéliens et nous détaillerons les démarches entreprises auprès de Washington et de Paris. On étaye par la suite le rôle de la CIA et celui de la France. En deuxième lieu, on s'intéresse au rôle des trois administrations durant la décennie (entre 1956 et 1966). On porte notre regard sur l'administration Eisenhower, sur celle de Kennedy et enfin sur celle de Johnson. En troisième lieu, on focalise notre analyse sur les trois crises majeures qui ont opposé Israéliens et Arabes (1956, 1967 et 1973). On suit ici l'évolution de la notion de dissuasion entre les acteurs dans la région. Avec des documents inédits, révélés pour la première fois dans cette partie, nous sommes au cœur de la question de la prolifération. Ici, on verra comment les puissances nucléaires ont aidé les Israéliens à accéder à la technologie nucléaire. Dans ce chapitre, on aborde et on analyse la question de l'origine de l'arme nucléaire israélienne. On voit que dès le début, surgit la notion de l'ambiguïté israélienne dont on parle beaucoup, mais on parle moins de celle de Washington.

Nous allons analyser l'articulation entre ces deux démarches. Car dans le domaine de la prolifération nucléaire au Moyen-Orient, Washington ne peut pas nier d'avoir fermé les yeux, pour permettre aux israéliens comme aux Indiens de développer les armes nucléaires. On aborde dans cette partie l'aube de l'histoire des armes nucléaires israéliennes. Le désir de rêve même de l'établissement d'un État hébreu, engendre un large consensus au sein de la communauté juive dispersée dans le monde. La guerre israélo-arabe 1948-1949, -qui a lieu juste après la création de l'État d'Israël- permet de resserrer les liens qui unissaient cette population meurtrie par l'histoire. Se forme alors le triangle Bergmann, Pérès et Ben Gourion qui gardera le secret plusieurs années.

Dans cette partie, nous nous trouvons à l'aube de l'histoire nucléaire israélienne. On suivra sa naissance et le contexte international dans lequel les choses ont évolué depuis 1950. C'est à partir de 1955, que la volonté des israéliens s'affiche vers un programme nucléaire militaire. Cette détermination se montre dès la première conférence de Genève en août 1955. Les documents montrent comment, à partir de 1957, on savait ce qui se passait à Dimona et comment le AEC (*Atomic Energy Commission*), le *Department of State*, ou encore la Maison Blanche ne donnent aucune suite aux rapports de la CIA relatifs au programme nucléaire israélien et comment, à Washington et à propos de la centrale de Dimona, aucune des photos prises par les avions U-2 ou le satellite Corona, n'est rendue publique.

- LES ADMINISTRATIONS

On essaie ici de montrer comment le contexte historique dans lequel se trouve l'État hébreu l'aide à échapper à la politique américaine farouchement opposée à la prolifération nucléaire et l'échec des services d'Intelligence américains à clarifier ce qui se

passé à Dimona. On verra comment à Washington, la Maison Blanche et le département d'État n'ont jamais été inquiétés par les rapports sur le site de Dimona. On verra aussi comment certains rapports de la CIA, hautement sensibles, n'ont jamais été transmis, ni à la Maison Blanche, ni à la commission du Sénat. Enfin, nous allons voir comment les visites, par des experts américains de l'AEC (*Atomic Energy Commission*) du site nucléaire de Dimona, ne donnent aucun signe de l'existence d'activités nucléaires sur ce site. Avec des documents inédits, on montre comment les Israéliens, alors aidés par l'œil fermé de Washington, œuvrent pour aboutir à la concrétisation de leur programme nucléaire et optent pour l'ambiguïté. On suit par la suite la décennie critique 1959-1969, celle qui illustre l'échec des trois administrations américaines (Eisenhower, Kennedy et Johnson), dans leurs efforts pour arrêter le programme nucléaire israélien.

Avec la stratégie *Atom for Peace*, d'Eisenhower, Israël justifie sa démarche envers un programme nucléaire. L'administration Eisenhower se montre compréhensive envers le programme nucléaire israélien. À Washington, on considère que l'État hébreu se trouve dans une situation précaire face à la création de la République Arabe Unie initiée par Nasser en 1958. Elle est suivie par celle de Kennedy qui mène une politique clairement opposée à la prolifération mais ne réussit pas à arrêter la construction de Dimona. On suit aussi les années de l'administration Johnson, qui se montre la plus compréhensive et durant laquelle se produit l'achèvement des travaux de Dimona et le début de la production de la bombe israélienne.

- LES CONFLITS ARMÉS

Étant analytique, ce volet consacré aux trois conflits armés et la guerre d'usure montre comment le nucléaire est né de la crise de 1956, non pas parce qu'il y a une menace arabe mais en réaction aux menaces soviétiques. Il faut souligner à quel point ce nucléaire supposé préserver la sécurité de l'État hébreu, joue un facteur majeur dans le déclenchement de la guerre de 1967. Paradoxalement, c'est à partir de ce moment, -le début de la production de la bombe israélienne (1966-1967)-, que le monde entier n'entend plus parler de l'arme nucléaire israélienne. Il faudra attendre 20 années. C'est en 1986, lorsque Mordechaï Vanunu, révèle les secrets de Dimona que l'on reparle de la bombe israélienne. On essaie par la suite de voir comment, et paradoxalement, au lieu d'inhiber la volonté arabe contre toute attaque, l'arme nucléaire israélienne devient au contraire un objet à défier. On voit ici comment l'arsenal nucléaire israélien n'empêche pas Sadate de déclencher la guerre en 1973. On essaie ainsi de montrer comment la dissuasion israélienne, pourtant considérée comme acquise depuis 1967, ne fait que pousser les Arabes à la défier. Les supposés dissuadés, -les Arabes-, ne le sont pas. Sadate, qui connaît l'existence des armes nucléaires de Tel-Aviv, passe à l'offensive après avoir tenté une série d'attaques limitées en 1971 et en 1972. En optant pour l'usage de la force, il met à mal toutes les conceptions d'une dissuasion nucléaire considérée comme fiable et crédible.

Deuxième partie : l'ambiguïté

Ambiguïté oblige, les armes nucléaires israéliennes connues par le monde entier, ne le

sont pas par les Israéliens eux-mêmes, selon une des réponses faites par l'ex-Premier ministre Shimon Pérès. Comment les Israéliens parlent-ils du nucléaire ? Telle est la question que l'on pose dans cette partie. Il y a tout d'abord l'affaire de Vanunu 1986, et puis le débat historique et unique à la Knesset en 2000. Y a-t-il une stratégie israélienne dans la périodicité de l'apparition du sujet de Dimona sur la scène internationale ? Les chocs des guerres ont secoué la conception de la fiabilité de la politique d'ambiguïté de l'État hébreu. Dans sa phase de corrosion, cette politique se trouve confrontée à la question de son efficacité. Garder cette ambiguïté ou se déclarer comme puissance nucléaire ? Tel est le dilemme israélien. Autrement dit, l'environnement change, mais les Israéliens continuent de suivre une stratégie qui avait été dessinée dans un autre contexte. Dans un nouvel environnement régional et international, les Israéliens, qui n'ont toujours pas signé le TNP, changeront-ils de stratégie ? Si les Israéliens ne dissuadent pas les Arabes par une politique d'ambiguïté, pourquoi la garder ? On essaie aussi dans cette partie de remonter à l'origine et descendre dans les racines de cette politique d'ambivalence. On analyse les raisons pour lesquelles les Israéliens la gardent. On tente d'apporter des réponses à la question suivante : à quoi sert-elle ? Enfin, notre analyse porte sur le comment les Israéliens en font usage. Ce chapitre est consacré aux retouches apportées à la ligne politique de l'ambiguïté nucléaire israélienne. Cette politique improvisée en 1963, pour échapper aux pressions de J. F. Kennedy, ne correspond plus à la nouvelle ère dans laquelle se trouve le Moyen-Orient après l'émergence d'autres pôles de puissances. Les affrontements et les guerres face auxquels les Israéliens ont été confrontés les ont-ils conduit à repenser leur doctrine de dissuasion ? Doit-on parler de chocs provoqués par les guerres ou évoquer de simple échec de la politique d'ambiguïté ? Nous essayons de voir s'il existe un rapport entre l'échec de la dissuasion israélienne et le non-changement dans la ligne de l'ambiguïté. C'est ce qui nous amène à voir en profondeur les facteurs de l'échec de la dissuasion dans notre troisième partie.

LE DÉBAT HISTORIQUE

Malgré le fait qu'il est de toute évidence que la question du programme nucléaire israélien fait partie des discussions cruciales depuis les années cinquante, aucun gouvernement n'a pris une position claire pour dire si oui ou non Israël dispose de l'arme nucléaire. En février 2000, un débat autour des armes nucléaires a eu lieu pour la première fois dans l'histoire de l'État hébreu. Considéré comme une farce par les analystes israéliens, ce débat de la Knesset est-il le signe d'un changement dans la doctrine israélienne ? Entre le déni et l'opacité, entre ambiguïté et visibilité, les armes nucléaires israéliennes, qui n'ont officiellement pas d'existence, vont-elles être reconnues un jour ?

L'OPINION PUBLIQUE ISRAÉLIENNE

Depuis la création de l'État hébreu en 1948, aucun parti politique n'a fait de ce sujet le thème de sa campagne électorale. Dans ce chapitre, on s'intéresse à une étude consacrée à l'opinion publique israélienne. Cette étude effectuée par le JCSS, *Jaffee Center for Strategic Studies*, de l'Université de Tel-Aviv, montre que la politique nucléaire israélienne est l'exemple d'un consensus entre l'ensemble de la population et la classe

politique israélienne. On aborde ici comment la population tend à montrer son très haut niveau de soutien envers la politique de son gouvernement, et notamment comment elle voit ces armes et à quel point elle justifie son possible usage lors d'une guerre.

MORDECHAÏ VANUNU

Dès 1966, Israël détient la bombe, mais le nucléaire israélien ne se montre, on le verra, que lors de la guerre de 1973. Comment Tel-Aviv le montre autrement ? Le Mossad mène une opération pour la capture de Mordechaï Vanunu en Italie. Pour beaucoup, le cas Vanunu est l'un des chapitres écrits et orchestrés par le Mossad lui-même afin de montrer par d'autres moyens le secret bien gardé. Vanunu est emprisonné durant 18 ans. Après qu'il ait jeté les billes, et ait été jugé pour espionnage -le 9 novembre 1986, par un tribunal militaire-, il sort de prison le 21 avril 2004, pour rappeler au monde et aux Israéliens eux-même que la bombe israélienne existe bel et bien. En novembre 2004, il est de nouveau, suite à une interview à la BBC, arrêté et assigné à résidence (annexes vidéo).

Troisième partie : les obstacles au succès de la dissuasion

La dissuasion pose des dilemmes aux acteurs, comme celui du prisonnier. Le résultat de la dissuasion israélienne semble être considéré comme une somme nulle au regard d'un jeu entre deux joueurs. Prenons le cas où un acteur qui se trouve face à un éventuel agresseur déterminé à mener une action hostile coûte que coûte. Une dissuasion même crédible dans ce cas n'aura aucune chance de succès. Nous allons voir dans ce chapitre la conception de la notion de dissuasion selon la rationalité de la théorie des jeux. Nous allons voir, dans le jeu d'interaction et dans un contexte de maximiser les gains et minimiser les pertes, comment les acteurs intègrent la notion de dissuasion. Nous allons aborder les actions de conflits et de coopération autour de l'objet nucléaire vu avec la perspective de jeu entre deux acteurs. La dissuasion selon le dilemme du prisonnier impose des contraintes. Dans ce cas, quelle issue et que faut-il faire lorsqu'il n'y a pas de bonnes solutions ? Dans ce chapitre, on aborde la manière dont les acteurs opèrent lorsqu'ils doivent choisir entre des options.

LE MONOPOLE NUCLÉAIRE

Pour protéger Dimona, les Israéliens se défendent en attaquant en 1967. Pour garder le monopole nucléaire le Tsahal détruit le réacteur nucléaire irakien en 1981, puis il met en place un plan pour assassiner Saddam Hussein en 1992. Pour garder le monopole, Tel-Aviv prépare un plan d'attaque contre les installations nucléaires iraniennes. En effet, depuis 2002, les Israéliens pensent mener une attaque préventive contre l'Iran. Ce plan reste toujours d'actualité. Nous allons développer chacun de ces éléments. Une analyse des conflits régionaux depuis celui de 1967, montre que les attaques appuient la thèse selon laquelle ces actions militaires appelées *préventives*, sont là pour pallier à l'échec de la dissuasion israélienne. Sur le plan régional, il y a eu plusieurs attaques dites préventives. Parmi elles, on trouve celle de (1967), et celle contre le réacteur irakien en août (1981). Sur le plan international, il y a eu la guerre contre l'Irak en mars 2003. Comment l'État hébreu opère-t-il pour préserver sa suprématie et sa puissance régionale ? Telle est la question que nous tâcherons d'apporter quelques éléments de

réponse.

L'ÉCHEC

L'échec de la dissuasion se manifeste par les guerres. Il y a d'abord les actions d'agression comme signes de son échec, mais il y a aussi les attaques et les guerres dites préventives. Les Arabes ne sont toujours pas dissuadés. Dans cette partie, on essaie de voir si la dissuasion israélienne est un succès. Les conflits restent les régulateurs du rythme d'interactions entre les États et la dissuasion israélienne n'existe que dans la conception de la rationalité. Or, cette rationalité semble être un concept qui ne se définit pas de la même manière entre les différents acteurs de la région. On analyse le rôle de l'ambiguïté comme facteur d'échec de la dissuasion. Au Moyen-Orient, il y a des paradoxes. Contrairement aux attentes de l'État hébreu, le nucléaire ne lui donne pas le *mastering* de la zone mais plutôt un souci supplémentaire par rapport à la prolifération nucléaire chez certains de ses voisins. L'apparition du Pakistan, de l'Inde, de la Corée du Nord (⁴⁹) et les efforts de l'Iran, changent totalement la donne. Rêvée et conçue dans un contexte particulier la dissuasion israélienne reste floue, et sa crédibilité n'est pas servie par la confusion qu'impose une opacité historique.

ATTAQUER L'IRAN

De plus en plus de voix en Israël, y compris celle du Premier ministre Sharon, se sont levées en vue de mener une attaque préventive contre les installations nucléaires en cours sur le sol iranien comme à l'instar de celles menées contre les installations irakiennes en 1981. Gerald Steinberg dans une interview publiée dans le numéro d'août 2002, par le *New-Analyts Journal* souligne que les États-Unis avaient envisagé une attaque préventive contre les installations nucléaires sur la côte iranienne mais avaient estimé que cela était prématuré et que le dossier de l'Irak était plus urgent. Dans ce chapitre nous abordons la question suivante : y aura-t-il une attaque préventive contre Téhéran ?

LES "NON DISSUADABLES" COMME OBSTACLE

La question que l'on pose dans ce chapitre est la suivante : Y a-t-il des *serial aggressors*, selon la formule utilisée par John J. Mersheimer ? Y a-t-il des *suicideurs intentionnels* ? selon la formule de Kenneth Pollack (2002) ⁵⁰, (⁵¹) Autrement dit, face à une menace

⁴⁹ La Corée du Nord a fait savoir le 10 février 2005, qu'elle s'était dotée d'armes atomiques de sa propre fabrication pour contrer les efforts américains visant à isoler le régime communiste de Pyongyang. *"Nous avons déjà agi de manière déterminée en nous retirant du TNP (Traité de non-prolifération des armes nucléaires) et en fabriquant des armes atomiques d'autodéfense en réaction à la politique de l'administration Bush qui ne cache plus sa volonté d'isoler et d'étouffer la RPDC"*, rapporte l'agence de presse officielle KCNA en référence à l'appellation officielle du pays, la République populaire démocratique de Corée. Cette déclaration du ministère des Affaires étrangères accompagne l'annonce de la suspension par la Corée du Nord pour une "période indéfinie", de sa participation aux négociations multipartites sur son programme nucléaire. La Secrétaire d'État américaine, Condoleezza Rice, a minimisé l'annonce de Pyongyang, déclarant que les États-Unis considèrent depuis le milieu des années 1990 que la Corée du Nord a la capacité de produire des armes nucléaires. (Reuters)

crédible, certains acteurs peuvent-ils être “*non-dissuadables*” ? Pourquoi le sont-ils ? Quel est le profil de ces acteurs et pourquoi bravent-ils la dissuasion ? Ici, on relate les facteurs psychologiques et cognitifs qui poussent un challenger à défier une dissuasion rationnelle.

L'AMBIGUÏTÉ COMME OBSTACLE

L'ambiguïté représente une composante essentielle de la défense nationale israélienne écrit Gerald Steinberg (1985)⁵². Elle vient s'ajouter à une armée forte et à des armes ultramodernes. Le rôle principal de cette ambiguïté est dissuasive. Selon la formule mise au point par le gouvernement Levi Eshkol, Israël maintient toujours, note M. Van Creveld, (1998)⁵³, qu'il ne sera pas le premier pays à introduire l'atome au Moyen-Orient. Notre question ici est la suivante : à quel point cette ambiguïté fait-elle défaut à la doctrine israélienne ?

Définir la dissuasion

« Il n'est de dissuasion que nucléaire. La rupture totale introduite par l'atome relègue les manœuvres dissuasives des âges antérieurs à l'état d'entreprises intéressantes, sans doute pour l'étude stratégique, mais sans rapport avec le fait dissuasif tel que le fonde l'arme nucléaire et ses vecteurs » Pierre Gallois (1960).

Dans les documents de l'Institut français d'études stratégiques (⁵⁴), on trouve la définition suivante : « L'objet de la dissuasion est d'ordre psychologique : il s'agit de faire renoncer l'adversaire à prendre la décision d'intervenir. Cet objet est moins radical que celui de la guerre qui vise à faire prendre la décision de capituler. Par contre, la guerre dispose du moyen de pression que constitue l'emploi des forces, tandis que la dissuasion doit obtenir ses effets par la simple menace d'emploi des forces. » La notion de dissuasion n'a pas, depuis les années 80, suscité une pensée très novatrice. C'est tout récemment que des efforts sont entrepris pour approfondir ces questions. Vu d'aujourd'hui, le débat occidental de l'après-Deuxième Guerre mondiale sur la dissuasion, semble étroit et se limite essentiellement au nucléaire; un concept plus général et plus rationnel à propos de la prévention des conflits fait donc défaut. L'idée de dissuasion « a dégénéré en un cliché mille fois débattu » et c'est un concept qui n'a « jamais véritablement évolué depuis les

⁵⁰ Kenneth Pollack, “Next Stop Baghdad”, *Foreign Affairs*, mars/avril 2002.

⁵¹ Ancien directeur des Affaires du Golfe auprès de “United States National Security Council” et un des opposants de la guerre contre l'Irak.

⁵² Gerald Steinberg *Israeli nuclear ambiguity*, New York, Lexington books, 1985.

⁵³ Martin Van Creveld, *Tsahal, Histoire critique de la force israélienne de défense*, Paris, Editions du Rocher, 1998, 590 pages.

⁵⁴ Institut français d'études stratégiques DOC/ACT n° 19, 1er septembre 1963.

années 50, et ce d'autant plus qu'il a cycliquement louvoyé entre les écueils des vieux dilemmes » Roberto Zadra (1992)⁵⁵

Par opposition, la dissuasion nucléaire a pour base « la certitude des destructions qu'entraînerait l'emploi de ces armes (...) c'est cette menace de destruction qui crée la dissuasion à cause de la valeur certaine du risque qu'elle comporte » explique André Beaufre (1964, p. 34)⁵⁶. Le concept de la dissuasion se définit par rapport à d'autres notions voisines : coercition, persuasion etc. ; dès lors que c'est l'arme nucléaire, elle et nulle autre, qui sert la dissuasion. C'est par une distinction entre coercition et dissuasion que le général Beaufre (1964)⁵⁷, entreprend ses études sur la dissuasion. Prise dans son acception courante, la dissuasion est une forme tactique ou stratégique banale et aussi ancienne que les conflits. En effet, l'interdiction des actions adverses peut toujours adopter deux formes. La première est la défense. C'est-à-dire la réaction effective, -par engagement de forces-, aux actions ennemies. La seconde est la dissuasion. C'est-à-dire par déploiement d'armées dont les capacités affichées semblent telles que l'ennemi, conscient de l'inégalité des forces en présence ou de son insuffisante supériorité, est conduit à renoncer parce que la probabilité de conquérir l'enjeu lui paraît trop faible, écrit Lucien Poirier (1997)⁵⁸. La dissuasion ne s'énonce que parce qu'on l'associe au renouveau des conceptions politiques de stabilité par équilibre des puissances, Balance of Power. Cette conception n'a jamais conduit qu'à la course aux armements -en vue de la recherche de la supériorité, de la compensation de l'infériorité (supposée)- ou encore à des décisions fondées sur un sentiment de confiance en la qualité de sa compétence dans l'art de la guerre. Si le théoricien s'attarde sur cette antinomie, ce n'est pas seulement par souci épistémologique qui permet de lever une ambiguïté, c'est aussi et surtout parce qu'il introduit la notion d'inversion du calcul stratégique et fonde la légitimité de sa loi de l'espérance de gains stratégiques. Le général Poirier (1997)⁵⁹, conclut que « l'effet dissuasif n'est ni théoriquement ni pratiquement impossible par le moyen des forces classiques. Mais il est par nature instable si l'on entend par stabilité sa persistance à travers des crises répétées. » C'est ce que l'on observe dans les relations entre Arabes et Israéliens, qui, en 35 ans, ont connu six guerres (entre 1948 et 1982). « Toute action de coercition (et en particulier la guerre) vise, par l'emploi de divers moyens, un objectif psychologique positif en forçant une puissance, par sa capitulation, à prendre la décision de renoncer à s'opposer à son adversaire. La dissuasion au contraire vise à empêcher une puissance adverse en présence d'une situation donnée, de prendre la décision d'employer les moyens coercitifs (violents ou non) en lui faisant craindre l'emploi de

⁵⁵ Roberto Zadra, "L'intégration européenne et la dissuasion nucléaire après la Guerre froide", *Institut d'Études de Sécurité*, novembre 1992.

⁵⁶ Ibid.

⁵⁷ André Beaufre, "Introduction à l'étude de la dissuasion", *Stratégie* N° 1, 1964.

⁵⁸ Lucien Poirier, *Stratégie théorique*, Paris, collection Bibliothèque stratégique, 1996.

⁵⁹ Lucien Poirier, "Éléments pour une théorie de la crise", dans *Essais de stratégie théorique*, Paris, Economica, 1997.

moyens coercitifs existants » André Beaufre (1964)⁶⁰.

Dans la droite ligne de A. Beaufre, Lucien Poirier, énonce à son tour que la dissuasion « se donne pour fin de détourner autrui d'agir à nos dépens en lui faisant prendre conscience que l'entreprise qu'il projette est irrationnelle (....) Transposée dans l'âge nucléaire, cette définition devient la stratégie de dissuasion nucléaire est un mode préventif de la stratégie d'interdiction qui se donne pour but de détourner un candidat-agresseur d'agir militairement en le menaçant de représailles nucléaires calculées de telle sorte que leurs effets physiques probables constituent, à ses yeux, un risque inacceptable eu égard aux finalités politiques motivant son initiative » Lucien Poirier (1988)⁶¹. Également sensible à la rupture, mais soucieux de la situer dans la totalité stratégique, le général Beaufre oppose le calcul du risque classique fondé sur la crainte d'être vaincu, à son espérance de victoire -dont la dialectique fonde une dissuasion qui « tend à être instable dès que les espérances de succès cessent d'être minimales » André Beaufre (1964, p. 53)⁶².

Que veut dire dissuader ?

Le verbe *dissuader* est d'origine latine, *dissuadere* qui signifie *persuader*. C'est-à-dire amener quelqu'un à renoncer à un projet. Il y a là donc une dimension de calcul et d'évaluation. Il y a aussi actions à mener -ou à ne pas mener-, et des décisions à prendre. La dissuasion, avec son aspect psychologique, est aussi définie comme "prévention par la peur" *preventing by fear*, selon le *Shorter Oxford*.⁽⁶³⁾ En ce qui concerne le domaine nucléaire le *Random House Dictionary*, souligne l'*act of deterring*. L'action se définit alors par la capacité ou par la menace de représailles (⁶⁴). La dissuasion ne doit pas être liée aux seules armes nucléaires. « *Il faut plutôt parler de dissuasion tout court, comme il faut parler de stratégie et non pas de stratégie nucléaire* » explique Colin S. Gray (1990, p. 4)⁶⁵. La dissuasion repose principalement sur un facteur psychologique, en s'appuyant sur la finalité et les conséquences d'une action. Théoriquement, le dissuadant, souvent désigné comme étant le *fort*, est sur ce point persuadé que le fait de prévenir un adversaire qu'il va mettre sa menace à exécution, ôte à cet adversaire toute volonté d'attaque et donc de guerre. Le dissuadant se voit alors épargné de toute action hostile et

⁶⁰ Ibid.

⁶¹ Général Lucien Poirier, *Stratégies nucléaires*, Bruxelles, Complexe, 1988.

⁶² André Beaufre, *Dissuasion et stratégie*, Paris, Armand Colin, 1964.

⁶³ Shorter Oxford English Dictionary, 1973, p. 533.

⁶⁴ Act of deterring, especially deterring a *nuclear* attack by the capacity or threat of retaliating" selon la définition de : *The Random House Dictionary of the English Language*, 2ème éd., Random, New York, 1987, p. 542.

⁶⁵ Colin S. Gray, "The Definitions and Assumptions of Deterrence : Questions of Theory and Practice", *Journal of strategic Studies*, vol.13, N.4, décembre 1990.

notamment des actions guerrières. Le principe est donc d'éviter qu'un conflit ne se déclenche. Il s'agit d'une doctrine s'appuyant d'une part sur la détermination politique, d'autre part sur les moyens matériels (têtes nucléaires et leurs vecteurs) Pascal Boniface (1997)⁶⁶. Cela suppose que l'acteur soit calculateur, mesurant ainsi, de façon correcte, les raisons et les conséquences de ses propres actions ainsi que celles du dissuadant. Par sa conception même, la dissuasion agit naturellement sur le registre psychologique. Son but est, de manière essentielle, négatif puisqu'il vise la neutralisation de l'action de l'adversaire avant qu'elle ne soit initiée. C'est tout le problème de la dissuasion, car comment convaincre l'adversaire de l'inutilité voire de la nuisance de son action, avant même que celle-ci ne se produise, n'ait lieu ou ne soit réalisée ? Seul, l'échec de la dissuasion s'inscrit dans la réalité alors que sa nature et sa conception appartiennent au virtuel.

La question est donc la suivante : pourquoi malgré tout, des conflits ont eu lieu et pourquoi certains acteurs ne sont-ils pas dissuadés ? John Moberly, pour répondre à une telle question, prend le cas de Saddam Hussein. Pour Moberly, même avec une politique de sanction imposée par l'ONU, Saddam Hussein ne donne pas de signe montrant qu'il est dissuadé, et poursuit son programme d'armes de destruction massive ; et cela même au prix de deux guerres (1991 et 2003). Dans ce cas, la dissuasion est, pour John Moberly (1999)⁶⁷, déjà une mode ancienne. Sur le plan strictement argumentatif, la dissuasion est une forme rhétorique qui se base sur des éléments dialectiques. De par sa conception, elle opère dans le virtuel pour avoir des répercussions réelles. Or, dans ce sens, cette expression constitue un modèle mental et renvoie à la notion de la rationalité. Mais au fond, comment peut-on définir la rationalité des acteurs ?.

La rationalité

« Les décisions anormales, voire folles ou contre-efficaces abondent, surtout dans le domaine des relations internationales. La théorie de la dissuasion suppose que l'acteur est logique dans son action, cohérent dans sa démarche et donc rationnel. Or, cette supposition n'est pas valide dans 100% des cas. » (Lucien Sfez, 1992, p. 294)

Peut-on définir la rationalité ?

Considéré comme le signe de l'échec de la dissuasion israélienne, l'éclatement de la guerre en 1973, soulève des questions relatives à la définition de la rationalité des acteurs. Les calculs du Caire, ceux de Washington ainsi que ceux de Tel-Aviv, ont chacun des bases et des finalités différentes tout en étant tous, du point de vue de la rationalité,

⁶⁶ Pascal Boniface, *Penser la dissuasion nucléaire*, Paris, éditions de l'Aube, 1997, 214 pages.

⁶⁷ John Moberly, "Deterrence: The Last Weapon Iraq", *The World Today*, N. 55, Vol.3, Mars, 1999.

logiques et cohérents. Les Israéliens, estimant que la dissuasion rationnelle est acquise et que c'est une réussite, concluent qu'une action de guerre de la part des Arabes est impensable. Le Caire, estimant que la sortie du statu quo ne passe que par une action de guerre, ferme les yeux à toute logique rationnelle relative à la balance militaire. À Washington, on estime que toute action d'offensive militaire de la part des Égyptiens est exclue car les moyens de l'armée égyptienne ne la permettent pas. Comment peut-on donc définir l'acte rationnel ? C'est en (1959)⁶⁸, que l'économiste Charles Lindblom, commence à mettre en doute la validité de la rationalité formelle. Puis après, ce sera au tour de Aaron B. Wildavsky (1973)⁶⁹, d'émettre des critiques sur la notion de la rationalité. Lindblom et Wildavsky critiquent les principes qui sont à la base des difficultés techniques de rationalisation des décisions. On distingue trois niveaux : l'efficacité, la généralisation puis, la finalité et les moyens. Le premier principe qu'ils critiquent est celui de l'efficacité économique. Ce principe signifie que le but de l'analyse est d'assurer une utilisation ou une distribution des ressources économiquement efficace, étant donné certains objectifs. Le second principe est celui de la globalité. La valeur d'une approche fondée sur ce principe dépend essentiellement de l'exhaustivité de l'information et de l'analyse. Le troisième principe concerne les acteurs. Car les acteurs prétendent qu'il est possible de définir dans une première phase les finalités, puis dans une deuxième étape, la recherche des moyens les plus efficaces, et enfin d'analyser les résultats obtenus. Mais les objectifs ne sont pas toujours clairement définis, voire parfois, ils ne sont pas définis du tout. Lindblom arrive à la conclusion que dans le processus de décision, fins et moyens sont choisis en même temps, pour un seul et unique acte de décision. Le modèle rationnel présente donc à ce propos des grandes failles.

Le téléologique et le normatif

Dans la littérature économique, nous rencontrons l'acteur téléologique et rationnel sous plusieurs formes. Il y a d'un côté l'acteur calculateur, sous forme de l'*Homo economicus* de Raiffa Howard (1968)⁷⁰, qui optimise ses décisions grâce à une parfaite connaissance de l'information. Il y a aussi l'acteur *satisfait* de Herbert A. Simon (1969)⁷¹, qui se contente de la première solution satisfaisant quelques critères. Ces modèles ont des traits en commun. Principalement, l'acteur vit dans un monde composé de faits objectifs qu'il connaît et qu'il peut manipuler afin de créer de nouveaux faits. Il s'agit donc d'un monde parfait et idéal. Ces modèles de la rationalité économique sont analytico-normatifs et simplistes. Leur logique n'est pas empirique, mais axiomatique. L'acteur économique suit

⁶⁸ Charles Lindblom, "The science of muddling through", *Public Administration Review*, 1959, N. 19, pp. 79-88. Voir aussi : C. Lindblom, "Still muddling, not yet through", *Public Administration Review*, 1979, N. 39, pp. 517-526; Charles Lindblom, *Politics and Markets*, New York, Basic Books, 1977.

⁶⁹ Aaron B. Wildavsky, "If planning is everything, maybe it's nothing", *Policy Sciences*, 1973, N. 4, pp. 137-153. Voir à ce propos : Aaron B. Wildavsky, *The Politics of the Budgetary Process*, Boston, Little, 1974 ; Aaron B. Wildavsky, *The Art and Craft of Policy Analysis*, London, Macmillan Press, 1979.

⁷⁰ Raiffa Howard, "Decision Analysis: Introductory Lectures on Choices under Uncertainty". MA, Addison-Wesley, Reading, 1968.

des buts fixes et doit suivre des *maximes strictes* pour choisir entre les alternatives. Ceci implique une vision à court terme : les buts à suivre ne changent pas, l'action est une simple décision explique Daniel Schneider (1994)⁷². L'approche de l'*Homo sociologicus* possède quant à lui, des traits extrêmes. L'acteur sociologique est *piloté* par des normes et des valeurs qui définissent des attentes pour un comportement de *rôle*. Dans ce contexte de recherche, les valeurs, les normes et les rôles sont par définition externes à l'individu. Ils sont simplement internalisés sans qu'il ne connaisse réellement leur contenu. En conséquence, cet acteur sait ce qui est -socialement parlant- juste (*bien*) ou faux (*mal*), et dans une mesure limitée, quel fait est juste ou quel fait est faux. Dans cette sociologie, l'acteur ne sait pas pourquoi il devrait agir, il agit simplement. Comme l'acteur rationnel-type, l'*Homo sociologicus* ne possède pas de capacités réflexives mais peut agir aussi illogiquement que l'individu rationnel agit logiquement. Une telle image s'applique encore moins à l'acteur politique qu'à celle de l'acteur rationnel. Certes, beaucoup d'actions se font sans réflexion en suivant des normes sociales, mais un acteur efficace doit être -avec des exigences minimales- à même de mettre en balance deux normes s'il existe un conflit entre elles.

La démarche weberienne qui se veut compréhensive du *sens visé* de l'activité sociale, distingue, quatre types généraux d'orientation des comportements : la rationalité en finalité, la rationalité en valeur, la tradition et l'affectif. Mais, pour Weber, n'est proprement sociale qu'une activité basée sur une relation entre les attentes (ou expectations) et les comportements des différents participants. C'est donc la dimension « *relationnelle* » qui caractérise les faits sociaux, et le concept de "relation sociale" est défini pour rendre compte des situations concrètes d'interactions et notamment le type d'orientation, le "sens visé" de l'activité.

L'économie est, pour Weber, la sphère par excellence de l'activité rationnelle, au point qu'il considère que « *la théorie économique est étrangère à la réalité, car elle repose sur une rationalité en finalité idéale* » qui n'existe pas dans des relations sociales ou politiques concrètes. La réalité sociale n'est jamais conforme à la rationalité pure car elle est conditionnée par des obstacles Max Weber, (1995, p. 47, p. 79)⁷³. Weber considère que les motifs rationnels en finalité ou en valeur présentent le plus haut degré de compréhension possible) et il est, par conséquent, possible de distinguer différents types *purs* de sociation. C'est pourquoi il propose d'appréhender les *relations significatives irrationnelles* comme des déviations par rapport à la rationalité idéale (Max Weber 1995,

⁷¹ Herbert A Simon, Management by machines: How much and how soon ? The Management Review, N. 49, 1960. pp. 12-19 et 68-80. Voir aussi : Herbert A. Simon, *The Sciences of the Artificial* Cambridge, Cambridge Press, 1969. Herbert A. Simon, *The New Science of Management Decision*, Prentice Hall, Englewood Cliffs, 1977; "The Newest Science of the Artificial", *Cognitive Science*, N. 4, pp. 33-46; Herbert A. Simon, "Human Nature in Politics: The Dialogue of Psychology with Political Science", *American Political Science Review*, Vol.79, N.2, 1985, pp. 293-304.

⁷² Daniel Schneider, Modélisation de la démarche du décideur politique dans la perspective de l'intelligence artificielle, Thèse de doctorat, Université de Genève, Faculté des Sciences économiques et sociales, Département de science politique, septembre 1994.

⁷³ Max Weber, *Économie et société*, tomes I et 2, Pion, 1995.

p. 32)⁷⁴. Ainsi, la sociologie, par sa méthode rationaliste, est un mode de connaissance qui tend à une compréhension univoque des comportements tant rationnels que non-rationnels et qui, en s'éloignant de la réalité, rend service à la connaissance (Max Weber 1995, p. 49). En effet, dans la réalité, la plupart des relations sociales combinent des aspects communautaires et des aspects sociétaires : N'importe quelle relation sociale, si rationnelle en finalité soit-elle peut faire naître des valeurs sentimentales qui dépassent la fin établie par la libre volonté. Inversement, une relation sociale dont le sens normal consiste en une communalisation peut être orientée en totalité ou en partie dans le sens d'une rationalité en finalité. En particulier, les valeurs jouent un rôle essentiel dans l'orientation des comportements sociaux. Par exemple, le type d'activité défini par l'orientation rationnelle en valeur est un compromis entre des moyens strictement rationnels et des finalités non rationnelles (traditionnelles ou affectuelles). Ainsi, Weber propose de conjuguer *empathie* et rationalisation pour appréhender ces différents aspects de la réalité politique.

En combinant des traits de l'*acteur utilitaire* de Max Weber et de l'acteur social de E. Durkheim, Talcott A. Parsons (1937)⁷⁵, crée l'acteur, doué de volonté, guidé par des normes. Cet acteur calcule et agit selon sa propre motivation. La notion de la motivation façonne l'action des acteurs. D'après Hans Morgenthau (1978, p. 6)⁷⁶, pour comprendre le choix des acteurs, il faut comprendre leurs motivations. Il explique qu'en terme de réalisme politique, nous ne savons vraiment pas les motivations des décideurs C'est ce qui guide les études de Robert Jervis (1999)⁷⁷, sur la conception de la dissuasion. Cette approche des réalistes conduit, avec sa version structurelle des relations internationales, à réduire l'autonomie des acteurs qui subissent la contrainte de l'anarchie sans jamais s'en affranchir. Telle est la critique qui conduit Kenneth Waltz (2000)⁷⁸, à expliquer que l'intention des entités étatiques disparaît, et que seule compte l'anarchie structurante.

Mais, l'approche waltzienne néo-réaliste des relations internationales, parce qu'elle s'appuie sur une théorie substantielle du choix rationnel, est indéterminée. D'après John A. Vasquez, en posant la survie comme intérêt étatique minimal, le seul résultat engendré par le néo-réalisme est que les États éviteront le *suicide national*, ce qui n'est pas une grande découverte. Mais sommes-nous sûrs de cela, lorsqu'on pense à Hitler ? Le concept *balance of power*, qui est érigé en système dans la théorie waltzienne, veut, en réalité, poser des hypothèses supplémentaires sur le comportement des principaux acteurs du système explique John A. Vasquez (1998)⁷⁹. L'approche réaliste se montre

⁷⁴ Ibid.

⁷⁵ Talcott Parsons, *The Structure of Social Action*, New York, The Free Press, 1937; Voir aussi : Talcott Parsons, *Working Papers in the Theory of Action*, New York, The Free Press, 1953 ; *Social Systems and the Evolution of Action Theory*, New York, The Free Press, 1977, *Action Theory and The Human Condition*, New York, The Free Press, 1978.

⁷⁶ Hans Morgenthau, *Politics Among Nations. The Struggle for Power and Peace*, New York, McGraw Hill, 1978.

⁷⁷ Robert Jervis, *Systems Effects. Complexity in Political and Social Life*, Princeton, Princeton University Press, 1999.

⁷⁸ Kenneth Waltz, "Structural Realism after the Cold War", *International Security*, été 2000, Vol. 25, N.1, (pp. 5-41)

limitée à appréhender une activité internationale riche. Sa complexité et son importance lui échappent. Émerge alors l'approche cognitive dans ce domaine. Depuis les années 1970, une série de travaux est entreprise en particulier ceux de Robert Jervis, montrant la complexité des relations interétatiques : les perceptions réciproques, les attentes mutuelles et les images respectives des États sont généralement très éloignées d'une évaluation objective de la réalité internationale souligne Robert Jervis (1999)⁸⁰.

« La scène internationale relève davantage du jeu de miroirs déformants, où les approximations hasardeuses et les convictions erronées viennent gripper la belle mécanique imaginée par les réalistes, dont les seuls rouages étaient les critères objectifs de la puissance » écrit Jean-Yves Haine (1999)⁸¹. Robert Jervis, qui se base sur la théorie du jeu des dominos, -un tombe, le reste suit- note que les relations des acteurs sont interdépendantes. Cette interdépendance n'est pas une exception mais plutôt la règle des relations internationales. Cette vision qui intègre la notion de Feedback de David Easton (1979)⁸², -et qui renvoie à l'interactionnisme chez Erving Goffman (1973)⁸³ -, considère que les relations internationales sont d'une telle complexité que seul un génie ou un savant, pourrait anticiper le déroulement. Dans ce cas, Alice au Pays des Merveilles (⁸⁴), est plus utile qu'un ouvrage de logique. Supposez que vous voulez maximiser votre puissance, (ignorez le fait que la puissance n'est pas un concept bien défini comme l'utilité ou la probabilité) puis, peut-être, comme Cincinnatus (⁸⁵), vous devriez l'abandonner. Ou supposez que vous voulez signaler au monde que vos rapports vont mal et que rien ne va plus. Vous pourriez faire comme les États-Unis et le Japon ont fait avant la Deuxième Guerre mondiale et proclamer publiquement la force de votre alliance mais aussi, passer par le comportement de Pearl Harbor et par celui de Hiroshima. L'histoire montre que choisir la mort peut être, dans des conditions extrêmes, considéré comme du point de vue d'un acteur, le choix le plus rationnel. Le suicide collectif des habitants d'Okinawa(⁸⁶) durant la Deuxième Guerre mondiale en est l'exemple. 150 000 personnes se suicident en se jetant dans les falaises, de peur de tomber entre les mains de l'armée américaine. C'est le même choix des zélotes de Massada en Palestine, face aux Romains (⁸⁷). En

⁷⁹ John A. Vasquez, *The Power of Power Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.

⁸⁰ Robert Jervis, *Systems Effects. Complexity in Political and Social Life*, Princeton, Princeton University Press, 1999.

⁸¹ Jean-Yves Haine, "Rationalités et relations internationales", *Cultures et Conflits*, Vol. 1, N. 36, hiver 1999.

⁸² David Easton, *A systems analysis of political life*, Chicago, Phoenix books, 1979.

⁸³ Erving Goffman *La mise en scène de la vie quotidienne : 1- La présentation du soi*, Paris, Editions de minuit, 1973.

⁸⁴ Lewis Carroll, *Oeuvres. de l'autre côté du miroir*, Chapitre III, Paris, Gallimard, 1990, 1983 pages.

⁸⁵ Lorsque Rome est sous le siège en 458 av J.-C., Lucius Quinctius Cincinnatus, se trouvant à sa ferme est invité par les sénateurs, à assumer un pouvoir autoritaire et à faire face à l'urgence. Six mois après, Cincinnatus sauve Rome, il abandonne son rôle de dictateur et retourne à ses travaux pastoraux à sa ferme.

⁸⁶ Voir le documentaire de Chris Marker, Level Five, Le cinéma d'ARTE, 1996.

l'an 74 après J.-C., les habitants de la forteresse de Massada choisissent le suicide (⁸⁸). Les Numantais ont fait de même (⁸⁹). Après avoir subi un siège imposé par les Romains durant onze ans, les habitants de Numance en Espagne, en l'an 132 avant J.-C., se jettent dans le feu et laissent une ville morte. Ces exemples montrent à tel point le choix de la mort peut être vu par un acteur comme un acte rationnel. C'est aussi, selon les rationalistes, la logique des groupes terroristes pour qui le suicide est considéré comme un acte logique et rationnel. C'est ce qui renvoie à la notion du choix, de l'action et de la décision des boîtes noires humaines.

La décision

Boîtes noires humaines

Contrairement à la physique, les boîtes noires humaines sont *grises* et non pas noires. Les informations ne peuvent que faire l'objet d'hypothèses qu'on n'est pas à même de tester. Ce qu'on entend par *décision* en sciences sociales (et dans les autres disciplines),

⁸⁷ Velleius Paterculus, *Histoire romaine* du retour de Troie au règne de Tibère, Livre II, traduction française, édition de Pierre Hainsselin et Henri Watelet.

⁸⁸ Les soldats recrutés par Israel Defence Forces Armoured Unit, prêtent serment lors d'une cérémonie solennelle qui a lieu sur le sommet de la montagne en répétant la phrase suivante : *Massada shall never fall again*. Le site de Massada est situé entre Dimona et la mer morte. Perché au sommet d'une montagne escarpée qui domine la rive sud-ouest de la mer Morte, ce site abritant la forteresse de Massada qui symbolise le rationnel du suicide collectif d'une population. Une minorité de juifs réfugiés dans un site construit par Hérode 100 ans auparavant, résiste à la puissance de l'armée romaine. Ne pouvant faire face et voyant la fin s'approcher, ils décident de se donner la mort. Massada résiste encore, alors que toutes les autres villes environnantes ou places fortes sont déjà tombées entre les mains des Romains. La ville de Jérusalem est prise et rasée deux ans après le début de l'insurrection en l'an 70 après J.-C. Massada reste imprenable jusqu'en 74. Abrités derrière ses murs, près de 1000 défenseurs (960 est le nombre exact des résistants) assiégés repoussent les assauts répétés d'une armée romaine estimée à 15 000 hommes. En l'an 74 après J.-C., et en dépit de sa résistance acharnée, la situation de Massada, est devenue désespérée. Coupée de tout renfort et entièrement cernée par l'armée romaine, les habitants ne sont plus capables de supporter une attaque décisive. Après avoir bombardé la forteresse à l'aide de lourdes machines de siège, les Romains tracent une immense voie d'approche et se préparent à l'assaut final. Eléazar ben Yair, le commandant de la forteresse, exhorte alors ses hommes à tuer leur femme et leurs enfants. Dix hommes sont choisis pour tuer leurs compagnons. Puis ils tirent au sort celui d'entre eux qui tue les neuf autres. Lorsque le dixième accomplit sa tâche, il met le feu aux bâtiments encore debout et se suicide à son tour. Les neuf cent soixante hommes, femmes et enfants périssent ainsi. Et lorsque les Romains entrent à Massada, ils ne trouvent que des cadavres dans un monceau de ruines. En se cachant dans des aqueducs souterrains, sept personnes (deux femmes et cinq enfants) échappent au massacre. Ils rapportent les faits. Le site est ouvert aux visiteurs toute l'année sauf le Yom Kippour, jour marquant le début de la guerre de 1948.

⁸⁹ Julian Hurtado Aguna, *Historia Antigua*, Thèse de doctorat, Université de Salamanca, 2000. Voir aussi, Juan Goytisolo "Cinq siècles après, l'Espagne paie encore pour avoir renié son héritage arabe et juif", *Le temps stratégique*, N.17 ; Americo Castro, *La Réalité historique de l'Espagne*, Paris, Klincksieck, 1963.

concerne des phénomènes très distincts. Pour la plupart des écoles rationalistes-analytiques, la décision est définie comme : un *choix* entre plusieurs options. Pour d'autres, la décision concerne aussi le *processus de sélection* de buts et d'alternatives. Les approches cognitives traitent la décision comme le *résultat d'un processus global de résolution de problèmes*.

La *modélisation* qui désire savoir comment un décideur (individuel et collectif) prend une décision, doit s'intéresser à la façon dont le décideur modélise le monde et au savoir-faire subjectif et intersubjectif qui permet de traiter l'*information*. Pour beaucoup de chercheurs, une décision n'est qu'un *choix*. Par exemple, le processus de prise de décision comporte les éléments linéaires suivants : un processus de recherche pour découvrir des buts, la formulation d'objectifs exacts, la sélection d'alternatives pour accomplir ces objectifs, et enfin, l'évaluation des résultats. Une façon simple de définir un *système* est de lui attribuer une *fonction de décision* par rapport à un environnement. Un environnement peut être conceptualisé de différentes façons. Certains ne s'intéressent à l'environnement que dans la mesure où il permet de fixer quelques paramètres externes du système " *settings* ". Pour d'autres, l'environnement devient un facteur clé pour définir un système, c'est-à-dire que tout ce qui est à l'intérieur d'un *sous-ensemble* de l'environnement et qui peut faire des transactions, devient le système. La décision devient alors à la fois une fonction de l'*input* de l'environnement et une sortie *output* venant d'une boîte qui opère quelques transformations sur l'input.

Vu l'impossibilité d'étudier cette boîte de l'intérieur, les positions divergent quant à la façon de l'étudier. La méthode empirique la plus sûre est de traiter cette *boîte* ou *machine* de prise de décision, comme une *boîte noire*. C'est-à-dire d'inférer la nature de la boîte de décision en observant son comportement externe. Le désavantage de ce *principled black-box modelling* est la portée très courte des résultats empiriques. Le potentiel d'une boîte de décision va au-delà de ce que l'on peut observer dans un laps de temps. Les observations n'auront pas de grande valeur sans théorie sur le décideur. La même remarque est vraie pour l'environnement du décideur. Dès que le *niveau d'équilibre* de l'environnement change, les données dont il doit tenir compte changent aussi. Mais comment développer une théorie du décideur qui veut aller au-delà des banalités de la théorie du choix et qui se désintéresse de l'ensemble de la décision ? Les décisions ne peuvent pas être prises sans processus de décision, processus qui lui-même repose sur un traitement de l'information par un agent intelligent. Il est clair que ces boîtes de décision représentant des humains et des organisations ne sont pas accessibles comme certaines structures biologiques. Toutefois, on possède certaines informations valables sur les plans empiriques et théoriques.

Un bon exemple de recherche est celui de Irmtraud Gallhofer et Willem Saris (1979)⁹⁰, qui porte sur l'argumentation de décideurs. On connaît le comportement du système à la sortie (les décisions prises), on possède des informations sur l'*information* que possédaient les décideurs, et on connaît la justification de la décision. Ainsi, sans savoir ce que pensaient réellement les décideurs pendant les processus de la décision, ces chercheurs tentent d'étudier de plus près et comprendre la décision politique. Parmi les premières théories du système, la cybernétique de Norbert Wiener (1961)⁹¹, était l'une

⁹¹ Norbert Wiener, *Cybernetics or Control and Communication in the Animal and the Machine*, Cambridge, MIT Press, 1961.

des approches les plus intéressantes. Le fameux ouvrage *Cybernetics or control and communication in the animal and the machine* de Wiener (1948/61)⁹², fournit aux sciences sociales (⁹³) de nouvelles métaphores que sont la communication, le traitement de l'information, le contrôle, le *feed-back*, l'homéostasie. Ce sont des notions qui ont eu aussi leur impact en science politique. Les termes modernes comme celui du *feed-back* ne sont qu'une nouvelle façon d'analyser un comportement téléologique. On y retrouve même la notion de but, qui n'était pas explicitement traité dans l'original de Wiener. Toutefois à partir de la notion du *maintien de l'équilibre*, on a nécessairement introduit les buts *d'équilibre et de la survie* et d'autres buts principaux que le système doit poursuivre pour se maintenir dans son environnement. L'apport important de la cybernétique a été : les notions de *l'action continue* dans un environnement et *l'auto adaptation* du système.

Je prépare, je décide, j'exécute

D'après Graham T. Allison, le décideur est un acteur qui cherche à maximiser son *profit*. La théorie mathématique de la décision fondée par Neumann est aujourd'hui, selon Daniel Schneider (1994)⁹⁴, la plus développée. Le champ d'application de la *théorie des jeux* est celui de l'acteur intentionnel et rationnel qui est en interaction avec au moins un autre acteur. Avec les réels juxtaposés de G. Allison, nous sortons définitivement du "*je prépare, je décide, j'exécute*". Le passage du linéaire au non-linéaire, et du linéaire au causal-global est accompli. Il met en évidence les rationalités multiples et éparées des systèmes en interaction. Certains auteurs, comme Karl Deutsch, proposent un modèle

⁹⁰ Irmtraud N. Gallhofer, Willem E. Saris, "An Analysis of the Argumentation of Decision Makers Using Decision Trees", *Quality and Quantity*, N. 13, 1979, pp. 411-430. Voir aussi à ce propos : Irmtraud N. Gallhofer, Willem E. Saris, *Foreign Policy Decision-Making A Qualitative and Quantitative Analysis of Political Argumentation*, Westport, Praeger Publishers, 1996. 296 pages. Voir aussi : Irmtraud N. Gallhofer, "A Decision Theoretical Analysis of Decisions of the Dutch Government in Exile During World War II", *Historical Social Research*, N. 26, 1983, pp. 3-17; Irmtraud N. Gallhofer, Willem E. Saris, "Decision trees and decision rules in politics : the Empirical Decision Analysis Procedure", in H. Montgomery and O. Svenson, *Process and Structure in Human Decision-Making*, London, John Wiley, 1989, pp. 293-311, et enfin, Irmtraud N. Gallhofer, Willem E. Saris, Three methods for analyzing decision-making using written documents, in H. Montgomery and O. Svenson, *Process and Structure in Human Decision-Making*, London, John Wiley, 1989b, pp. 99-123.

⁹² La cybernétique comme technique mathématique est difficilement applicable au social comme il le dit lui-même (1948/61, pp. 24-25) : "To begin with, the main quantities affecting society are not only statistical, but the runs of statistics on which they are based are excessively short. There is no great use in lumping under one head the economics of steel industry before and after the introduction of the Bessemer process" et "Thus the human sciences are very poor testing-grounds for a new mathematical technique." Norbert Wiener, *Cybernetics*, 1948, *The Human Use of Human Beings*, 1950, *Ex-Prodigy*, 1953, *I Am a Mathematician*, 1956, *God & Golem*, 1964.

⁹³ Toute chose, comme l'univers, fonctionne et peut être vu comme un grand ensemble de Feedback.

⁹⁴ Daniel Schneider, Modélisation de la démarche du décideur politique dans la perspective de l'intelligence artificielle, Thèse de doctorat, Université de Genève, Faculté des Sciences économiques et sociales, Département de science politique, septembre 1994.

explicatif. Ce modèle fait appel à la fois à l'analyse systémique et à la cybernétique. L'approche décisionnelle de la politique étrangère et des relations internationales ne suscite que peu d'intérêt au niveau des recherches en France. À l'opposé, aux États-Unis, cette approche donne lieu à une littérature abondante autour de la prise de décision par les acteurs politiques et par des structures non étatiques (groupe de pression, médias, opinion publique etc.) Les problèmes du contrôle de l'information, de la mise en œuvre d'une décision, de la gestion des crises ou encore les problèmes de la perception etc, font partie de cette littérature centrée sur la prise de décision. Karl Wolfgang Deutsch (1966, pp. 75-97)⁹⁵, s'intéresse au processus de prise de décision. Il utilise la notion de *self-modifying communications network* ou encore *learning net*, pour décrire à la fois l'individu et l'organisation sociale. Un tel réseau fonctionne grâce au *drive*, la tension interne provoquée par un *déséquilibre* et la volonté de rééquilibrage. Il est intéressant de noter que la notion de but se réfère à la fois à la *perception subjective* du système et à un état *objectif* de l'environnement. Autrement dit, la théorie du système voit le décideur comme une *goal-seeking feedback engine* et comme une *learning engine* qui sont liées inextricablement à un environnement.

La décision est donc permanente. Les modèles de la théorie de décision et de la théorie des jeux sont à intégrer dans une telle approche si l'on désire étudier un *décideur* et non pas des *décisions* hypothétiques isolées, explique Ludwig von Bertalanffy (1968, p. 94)⁹⁶. David Easton (1979)⁹⁷, développe alors son *modèle dynamique* d'action. La notion de *Feedback*, de *soutien* et d'*exigences* d'un système politique, sont à présent intégrées dans une vision systémique des interactions entre les acteurs. Parmi les théories analytiques ou normatives de la décision, on trouve la théorie *mathématique* de la décision fondée par John von Neumann et Morgenstern (1947)⁹⁸. Pour la modélisation des *processus cognitifs* des décideurs, elle a peu d'éléments à offrir car elle opère avec des *modèles mathématiques* que le décideur humain n'utilise pas dans des circonstances normales. Elle opère à un niveau d'abstraction assez élevé et son orientation normative la prédestine plutôt à la préparation de décisions dans des contextes bien définis. La théorie de la prise de décision se concentre sur les processus décisionnels à travers lesquels les facteurs déterminants sont perçus, pris en considération, et mettent à jour d'autres facteurs. Elle se réfère à la nature des groupes dont la décision est issue. Le modèle explicatif de Karl Wolfgang Deutsch dans *Analysis of International Relations* (1968, p. 191-202)⁹⁹, est basé sur des travaux en sociologie des organisations, en analyse systémique et en cybernétique. Il explique que la pensée classique consacrée aux

⁹⁵ Karl Wolfgang Deutsch, *The Nerves of Government*, New York, The Free Press, 1966.

⁹⁶ Ludwig von Bertalanffy, *General Systems Theory*, New York, Braziller, revised edition, 1968.

⁹⁷ David Easton, *A systems analysis of political life*, Chicago, Phoenix books, 1979.

⁹⁸ John von Neumann, Oskar Morgenstern, *Theory of games and economic behaviour*, Princeton, Princeton University Press, 1947.

⁹⁹ Karl Wolfgang Deutsch, *Analysis of International Relations*, Englewood Cliffs, New Jersey, Prentice Hall College Div, 1968. Voir aussi : Karl W. Deutsch, *The Nerves of Government*, New York, The Free Press, 1966, 316 pages.

acteurs internationaux -comme par exemple, celle du choix rationnel-, vise à atteindre des objectifs stratégiques établis en fonction de l'intérêt national. Par ailleurs, le modèle organisationnel ainsi que le modèle cybernétique, présentent la décision comme étant, en bonne partie, le résultat du fonctionnement d'un groupe opérant selon certaines routines, ou certains programmes déterminés. Karl W. Deutsch (1968)¹⁰⁰, considère qu'en politique étrangère, la décision est le résultat d'un *marchandage* dans lequel entrent en jeu divers problèmes internationaux. Ces comportements de prise de décision sont situés dans le cadre des processus se manifestant au niveau systémique. Ils sont éclairés en fonction des caractéristiques structurelles du système international ou régional, dont les acteurs, les États, sont les éléments constitutifs. Ce modèle explicatif compare l'homme (le cerveau humain) à un ordinateur. Les cerveaux humains auraient des points communs entre eux, et on peut les comparer aux terminaux d'un réseau informatique. Ils envoient et reçoivent des messages. Ils ont des mémoires, emmagasinent et reproduisent des données.

Naviguer à l'estime

Peut-on faire une analogie et comparer l'État à un navire conduit par un capitaine. Peut-on considérer que le capitaine n'a plus besoin de tenir la barre. Pour la navigation, il utilise des procédés de guidage perfectionnés. Ces procédés aident le capitaine à déterminer la position du navire à tout instant, à ajuster sa course en fonction de la dérive, à éviter les obstacles qui apparaissent sur l'écran du radar et à résoudre tout problème. Bref, l'électronique permet, sur le plan des décisions, de résoudre tous les problèmes posés au capitaine du navire. La partie vitale est donc celle qui contient le système de communication. Ce système, mû par l'électronique, permet de résoudre tous les problèmes posés par la conduite du navire. Tout est un effet du jeu d'interaction et rien ne peut être calculé à l'avance. L'idée de l'analogie entre la navigation d'un navire et la prise de décision trouve sa place parmi les stratégies. Pour éviter les erreurs de navigation, le capitaine fait des calculs limitant ainsi les risques. Herman Kahn (1962)¹⁰¹, l'un des stratèges les plus influents de la guerre froide, auteur de *Thinking about the unthinkable*, aborde le problème des conflits limités. Pour l'exemple de la guerre du Vietnam, il prend pour point de départ la notion, développée par Thomas Schelling (1960)¹⁰², de la *compétition des risques*. Herman Kahn tente de formuler des principes généraux applicables à toute interaction, caractérisée à la fois par la crainte de l'escalade, la volonté d'éviter des précédents regrettables et la décision de maintenir des limites acceptables. Herman Kahn (1965, p. 25)¹⁰³, avec le concept de *navigation à l'estime*, élabore par la suite, une échelle de six paliers et de quarante-quatre échelons pour expliquer les actions

¹⁰⁰ Ibid.

¹⁰¹ Herman Kahn, *Thinking about the unthinkable*, New York, 1962.

¹⁰² Thomas Schelling, *The Strategy of Conflict*, New York, Harvard University Press, 1960.

¹⁰³ Herman Kahn, *On Escalation : Metaphors and Scenarios*, New York, Prager, 1965.

et les réactions étatiques dans toute une série de scénarios. Avec une logique claire permettant de se déplacer d'un palier à l'autre. L'analyste peut ainsi passer d'une étape à l'autre car il détermine, à l'avance, comment agirait un acteur calculateur maximisant son utilité. La spécificité de son analyse apparaît le plus clairement lorsqu'il examine comment un État conduirait un conflit non seulement conventionnel mais surtout nucléaire.

L'incertitude de la guerre (*fog of war*), en particulier en cas de frappes nucléaires sur son territoire, ne peut aboutir qu'à des erreurs mutuelles et des inerties bureaucratiques menant au chaos général. Herman Kahn (1960)¹⁰⁴, n'est pas de cet avis. Il explique : « *on surestime systématiquement l'effet de cette incertitude, le manque d'informations, la désorganisation et la paralysie des forces militaires sur le haut commandement.* » D'après Herman Kahn, (1965, p. 25)¹⁰⁵, dans un conflit de ce type, il est toujours possible pour le centre opérationnel de « *naviguer à l'estime* ». Cette expression, utilisée par les marins, fait référence à la possibilité pour le capitaine d'un navire, de déterminer sa position par simple calcul, uniquement en connaissant sa position de départ et la nature de son environnement, et en utilisant ses instruments de navigation. Kahn précise « *le commandant ou le décideur, connaît vraisemblablement les raisons qui ont mené à la guerre et les principales caractéristiques de sa situation au moment où celle-ci a éclaté ; si ces informations n'étaient pas disponibles au moment du déclenchement de la guerre, il est probable qu'elles le deviendront.* » (...) « *À partir de là, le décideur même sans aucune information sur son adversaire, au pire coupé du monde, gardera vraisemblablement une idée assez précise sur le déroulement des événements, et parce qu'il connaît la logistique, les forces et les contraintes de son adversaire, il conservera une estimation suffisamment pertinente sur ce que ce dernier tente d'accomplir, pour pouvoir se mettre à sa place, agir en conséquence et ainsi "naviguer à l'estime".* »

D'après Herman Kahn ce concept de « *navigation à l'estime* » entraîne des applications plus larges. Kahn, l'un des plus scrupuleux observateurs de la décision dans le domaine militaire, considère que cette méthode est l'une des plus usitées dans les états-majors, peut-être même la plus usitée. Les scénarios et les *war games* illustrent la pensée stratégique contemporaine, ils sont devenus des outils courants non seulement en politique étrangère mais aussi dans le monde des affaires ou des campagnes électorales souligne Van Der Heijden Kees (1996)¹⁰⁶. Ces outils incarnent par excellence le modèle de l'acteur rationnel. Albert J. Wohlstetter (1964, p. 131)¹⁰⁷, un autre stratège de la guerre froide, décrit ainsi la méthode et le champ d'application d'un des procédés les plus utilisés par la RAND. Ces chercheurs, en effectuant des simulations sur cartes pour mesurer l'efficacité de différentes tactiques de défense, sélectionnent généralement l'une d'entre elles, tentent d'imaginer les parades optimales de l'adversaire, puis, réitèrent

¹⁰⁴ Herman Kahn, *On Thermonuclear War*, Princeton, New Jersey, Princeton University Press, 1960.

¹⁰⁵ Ibid.

¹⁰⁶ Van Der Heijden Kees, *Scenarios : The Art of Strategic Conversation*, J. Wiley and Sons, 1996.

¹⁰⁷ Albert J. Wohlstetter, "Analysis and Design of Conflict Systems", in E. S. Quade, *Analysis for Military Decision*, Washington, RAND Corporation, 1964.

l'exercice avec une autre tactique et ainsi de suite. Mais, quelle est la particularité de cette approche ? Selon Wohlstetter : « *il s'agit d'essayer de se mettre à la place de l'adversaire en imaginant comment, au mieux de ses intérêts, il inflige à nos forces les pertes les plus sévères possibles ; nous constatons ensuite lesquelles de nos forces se sont le mieux comportées face à cet adversaire redoutable.* » D'après les explications de Raiffa Howard (1968)¹⁰⁸, la question de ce que va faire l'adversaire est obtenue en estimant ce qu'un acteur unitaire, rationnel et génial ferait.

Étudier la dissuasion

Certains analystes ont récemment souligné que la dissuasion n'est pas une nouveauté et que ses principes d'application avaient déjà été codifiés dans des documents datant de plusieurs milliers d'années. Les racines de la notion de dissuasion remontent au code d'Hammourabi, le plus ancien code pénal du monde (3 000 ans av. J.-C.) Jean-Louis Gergorin (1991, p. 3)¹⁰⁹, Roberto Zadra (1992)¹¹⁰. D'autres placent ce concept dans le contexte du XX^e siècle et le situent en priorité avec l'apparition des armes nucléaires, après la Seconde Guerre mondiale. Pour eux, avant le nucléaire, la dissuasion ne pouvait pas être considérée comme le début et la fin de tout, pour la simple raison qu'elle échouait très souvent. Depuis les armes nucléaires, beaucoup ont estimé que la dissuasion allait devenir le début et la fin de tout, parce que son échec n'était plus acceptable. Roberto Zadra (1992)¹¹¹. La vraie question pour George W. Dawns (1989)¹¹², est celle qui consiste à la standardisation des critères. C'est-à-dire « *à partir de quel moment peut-on considérer que le modèle de dissuasion dont dispose le faible passe à la version du modèle de dissuasion du fort -sur un continuum d'un modèle de dissuasion rationnelle "Rational Deterrence Model ?" »* À l'image de la peur de la Destruction Mutuelle Assurée éprouvée par les États-Unis et l'Union soviétique et qui a stabilisé les relations entre les deux superpuissances durant plus de quarante années, -en dépit de la crise de Berlin et la crise cubaine (Charles Zorgbibe (1995)¹¹³. D'après les néo-réalistes tels que Kenneth Waltz (1981)¹¹⁴, ou encore Shai Feldman (1981, p. 148)¹¹⁵,

¹⁰⁸ Raiffa Howard, *Decision Analysis : Introductory Lectures on Choices under Uncertainty*, NY, Random House, 1968.

¹⁰⁹ Jean-Louis Gergorin, "Deterrence in the post-Cold War Era" IISS, *Adelphi Paper*, N. 226, 1991/1992, p. 3.

¹¹⁰ Ibid.

¹¹¹ Roberto Zadra, "L'intégration européenne et la dissuasion nucléaire après la Guerre froide", *Institut d'Études de Sécurité*, novembre 1992.

¹¹² George W. Dawns, "The rational deterrence", *World Politics Review*, Vol. XLI, N°2, janvier 1989.

¹¹³ Charles Zorgbibe, *Histoire des relations internationales*, Paris, Hachette, 1995, tome IV.

¹¹⁵ Shai Feldman, "Peacemaking in The Middle East, Next step", *Foreign Affairs*, printemps 1981.

l'acquisition des armes de destruction de masse, par les leaders du tiers-monde -y compris ceux du Moyen-Orient- donnera lieu à un processus de *socialisation* aux réalités de dissuasion mutuelle. Dans ces conditions, explique Stephen Van Evra (1990)¹¹⁶, les décideurs agiront ainsi de façon rationnelle.

Etudier la dissuasion pose deux problèmes. Le premier étant d'ordre méthodologique et le second de l'ordre de l'approche théorique. C'est ce qui donne une très grande différence dans la définition de ce concept et dans la manière de l'aborder. Concept vaste et difficile à définir, depuis les années 1960, un grand nombre de recherches empiriques lui sont consacrées et tentent d'étudier son efficacité. Il y en a peu parmi elles qui s'intéressent de près à la dissuasion par l'ambiguïté. Les études consacrées à la théorie de la dissuasion et le concept théorique de dissuasion, se distinguent selon la pensée de deux grandes écoles. Pour la conceptualisation de la dissuasion se confrontent les avocats et les adversaires. La première école est celle qui donne comme conclusion que la dissuasion est un succès. Les avocats de la théorie de la dissuasion supposent que les acteurs sont tous rationnels, logiques et consciencieux. Selon la pensée de cette école, l'apparition des armes nucléaires a stabilisé les relations entre les puissances. Cette école qui s'appuie sur la notion de *rationalité*, se trouve confrontée aux critiques qui posent la question : comment définir la rationalité et comment interpréter les actions des challengers de la dissuasion ? Parmi les adversaires de la théorie de la dissuasion on trouve Christopher H. Achen et Duncan Snidal (1989)¹¹⁷. Ces auteurs, lorsqu'ils parlent de *dissuasion rationnelle*, soulèvent une question fondamentale : peut-on parler de théorie de la dissuasion ? Ils arrivent à la conclusion selon laquelle une théorie sur la dissuasion est vouée à l'échec. D'après Achen et Snidal, une théorie de cette nature n'est, tout simplement, ni applicable, ni vérifiable. Qu'il s'agisse de la Seconde Guerre mondiale, de la guerre du Vietnam, ou encore de celle des Malouines, qu'il s'agisse de la crise de Cuba, de celle de Berlin ou encore de la guerre du Liban, Christopher H. Achen et Duncan Snidal (1989, p. 144)¹¹⁸, considèrent que la science politique a largement concentré ses efforts d'études sur le *comment penser la dissuasion*. Ces auteurs soulignent qu'on a supposé que ces exemples impliquaient forcément une dissuasion, ce qui n'est pourtant pas forcément le cas. Selon Achen et Snidal, dans trois cas : celui de Berlin, de la guerre de Corée et de la crise de Cuba, les Américains ont été surpris par la façon dont leurs opposants ont réagi. Les Américains pensaient en effet que l'acteur en face ne réagirait pas dans cette direction car une telle action comportait un haut risque pour lui. Or, il y a des situations qui imposent une incohérence d'action et un paradoxe de réaction. Dans ces conditions, la dissuasion rationnelle ne sait pas interpréter et ne sait

¹¹⁴ Kenneth Waltz, "The Spread of Nuclear Weapons", *Politics Review*, Vol. XLI, N°2, janvier 1989. Kenneth Waltz, "The Spread of Nuclear Weapons: More May be Better", *Adelphi Paper*, N. 171, London, IISS, 1981.

¹¹⁶ Stephen Van Evra, "Primed for Peace", *International Security*, Vol. 15. No.3, hiver 1990, 1991.

¹¹⁷ Christopher H. Achen, Duncan Snidal, "Rational deterrence theory and comparative case studies", *World Politics Review*, Vol. 40, N°2, janvier 1989.

¹¹⁸ Ibid.

pas prendre en compte. C'est le cas des Israéliens face à Nasser et à Sadate. C'est aussi le cas de Washington face à Saddam Hussein.

Les deux écoles

Comme le monde politique, la communauté intellectuelle s'est scindée en deux : des avocats et des adversaires des armes nucléaires et leurs capacités dissuasives. Parmi les adversaires de la théorie de la dissuasion, on trouve Keith Payne ou encore Philip Bobbitt (1987)¹¹⁹ qui évoque une *crise de vulnérabilité*. D'après Bobbitt (2002)¹²⁰, la dissuasion ne garantit plus la sécurité des États. Ces derniers sont de plus en plus *vulnérables* face à la menace des armes de destruction massive mises entre les mains des groupes non étatiques. Keith Payne et Lawrence Fink (1989)¹²¹, considèrent que la dissuasion nucléaire n'est, dans le seconde âge nucléaire, tout simplement pas fiable car la théorie de la dissuasion est une « *théorie extraordinairement limitée, se fondant sur des hypothèses extraordinairement vastes.* » Ces auteurs vont encore plus loin en expliquant que les armes nucléaires doivent être des armes d'opération et pouvant être utilisées lors d'un conflit. Les penseurs les plus radicaux de ce groupe, avancent même l'idée selon laquelle les armes nucléaires ne semblent pas avoir été nécessaires pour dissuader un conflit majeur.

Les choses n'auraient probablement pas été très différentes si les armes nucléaires n'avaient jamais été inventées. La liste des adversaires de la théorie de la dissuasion est longue. À titre d'exemple, on trouve les études d'Arquilla et Davis (1992)¹²² ; George et Smoke (1974)¹²³ ; Huth (1988)¹²⁴ ; Huth et Russett (1984)¹²⁵ ; Jervis, Lebow, et Stein (1985)¹²⁶ ; Karsten, Howell, et Allen (1984)¹²⁷ ; Lebow (1981)¹²⁸ ; Lebow et Stein (1990)

¹¹⁹ Philip Bobbitt, *Democracy and Deterrence: The History and Future of Nuclear Strategy*, New York, St. Martin's, 1987, 325 pages.

¹²⁰ Philip Bobbitt, *The Shield of Achilles: War, Peace, and the Course of History*, New York, Alfred A. Knopf, 2002, 976 pages. Voir aussi : Philip Bobbitt, Lawrence D. Freedman et Gregory F. Treverton, *U.S. Nuclear Strategy: A Reader*, New York, New York University Press, 1989, 525 pages.

¹²¹ Keith B. Payne, *Deterrence in The Second Nuclear Age*, Lexington, University Press of Kentucky, 1996. Voir aussi : Keith B. Payne, et Lawrence Fink, *Strategic Review*, hiver 1989, (pp. 25-40).

¹²² John Arquilla, Paul K. Davis, *Extended Deterrence, Compellence and the Old World Order*, Santa Monica, Rand, 1992. Voir aussi : Charles T. Allan, "Extended Conventional Deterrence: In From the Cold and Out of the Nuclear Fire ?" *The Washington Quarterly*, Vol. 17, N. 3, été 1994, pp. 203-233.

¹²³ Alexander L. George, Richard Smoke, *Deterrence in American Foreign Policy: Theory and Practice*, New York, Columbia University Press, 1974.

¹²⁴ Paul K. Huth, *Extended Deterrence and the Prevention of War*, New Haven, Yale University Press, 1988.

¹²⁵ Paul K Huth, et Bruce Russett "What Makes Deterrence Work ? Cases from 1900 to 1980". *World Politics Review*, 1984.

¹²⁹ ; Maoz (1983) ¹³⁰ ; Mearsheimer (1983) ¹³¹ ; Quester (1986) ¹³² ; Russett (1967) ¹³³ ; Shimshoni (1988) ¹³⁴ ; Wolf (1991) ¹³⁵ ; Zinnes, North, et Koch (1961) ¹³⁶ . Parmi cette quantité d'études, une partie est quantitative et les auteurs relatent statistiquement un certain nombre de cas de succès de la dissuasion. D'autres sont comparatives. Elles examinent et analysent les diverses facettes de cas historiques allant de l'an 431 avant J.-C. à 1991. Ces études, qui utilisent différentes définitions des termes clés et qui posent de multiples questions en explorant plusieurs hypothèses, n'offrent pas un terrain de comparaison possible entre elles. Ces études donnent toutefois des grandes lignes à propos de l'efficacité de la dissuasion, et une grande majorité d'entre elles apporte des

¹²⁶ Robert Jervis, Richard Ned Lebow, Janice Gross Stein, *Psychology and Deterrence* , Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1985.

¹²⁷ Peter Karsten, Peter D. Howell, Artis Frances Allen, *Military Threats: A Sytematic Historical Analysis of the Determinants of Success* , Westport, Greenwood Press, 1984, 166 pages.

¹²⁸ Richard Ned Lebow, *Between Peace and War: The Nature of International Crisis* , Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1981.

¹²⁹ Richard Ned Lebow, Janice Gross Stein, *When Does Deterrence Succeed and How Do We Know ?* , Ottawa, Canadian Institute for International Peace and Security, 1990.

¹³⁰ Zeev Maoz, "Resolve, Capabilities, and the Outcomes of Interstate Disputes, 1816-1976," *Journal of Conflict Resolution*, 1993.

¹³¹ John J. Mearsheimer, *Conventional Deterrence* , Ithaca, Cornell University Press, 1983.

¹³² George Howard Quester, *Deterrence Before Hiroshima* , New Brunswick, transaction, 1986, 2^{ème} édition.

¹³³ Bruce Russett, "Pearl Harbor: Deterrence Theory and Decision Theory," *Journal of Peace Research*, N. 2, 1967.

¹³⁴ Jonathan Shimshoni, *Israel and Conventional Deterrence* , Ithaca, Cornell University Press, 1988.

¹³⁵ Barry Wolf, *When the Weak Attack the Strong : Failures of Deterrence* , Santa Monica, Rand, 1991.

¹³⁶ D. A. Zinnes, R.C. North, et H.E. Koch, Jr. "Capability, Threat, and the Outbreak of War" in James N. Rosenau, *International Politics and Foreign Policy* , New York, Free Press, 1961. Voir aussi : Bruce Bueno de Mesquita, *The War Trap* , New Haven, Yale University Press, 1981 - Bruce Bueno de Mesquita, *The War Trap Revised* , American Political Science Review, Vol. 79, N. 1, Mars 1985. - Simon Burrows, "Culture and Misperception: The Law and the Press in the Outbreak of War in 1803", *International History Review*, vol. 18, no. 4, november 1996. - Richard J. Harknett, "The Logic of Conventional Deterrence and the End of the Cold War", *Security Studies*, Vol. 4, No. 1 automne 1994. - Robert Jervis, "What Do We Want to Deter and How Do We Deter It ?" in L. Benjamin Ederington, Michael J. Mazarr, *Turning Point: The Gulf War and U.S. Military Strategy* , Boulder, Westview Press, 1994. - Richard Ned Lebow, "Conclusions," in Robert Jervis, Richard Ned Lebow, Janice Gross Stein, *Psychology and Deterrence* , Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1985. - Jack S Levy, "Quantitative Studies of Deterrence Success and Failure," in Paul C. Stern, Robert Axelrod, Robert Jervis, Roy Radner, *Perspectives on Deterrence* , New York, Oxford University Press, 1989. - Jack S. Levy, "Prospect Theory and International Relations: Theoretical Applications and Analytical Problems," *Political Psychology* vol. 13, N.2, juin 1992.

conclusions qui mettent en cause le concept de la dissuasion. Ce consensus est à souligner non seulement en raison de la différence méthodologique qui existe entre ces études, mais aussi parce qu'elles montrent un substantiel désaccord sur l'approche théorique entre les différents chercheurs. Sur un continuum rationalité/irrationalité, il y a deux écoles. La première -des rationalistes- est celle qui soutient la thèse selon laquelle les relations interétatiques sont conflictuelles et que les États sont des acteurs rationnels et calculateurs. Il y a au contraire l'autre école -des irrationalistes- qui soutient une autre thèse : celle selon laquelle les relations entre les États sont potentiellement coopératives mais que ces États sont potentiellement des acteurs irrationnels. Mais au fond, que doit-on penser de l'acteur agissant en défiant le dissuadant ? Qu'en est-il lorsqu'un acteur se comporte contre toutes les attentes, et donc irrationnellement ? Y-a-t-il des *non-dissuadables* ? Si oui, peut-on prendre cela comme un exemple d'échec de la dissuasion ? Dans ce cas, se pose alors le problème de la dissuasion et de l'acteur irrationnel. Car, explique Edward Rhodes, (1999) ¹³⁷, il y a bien des cas où les challengers ignorent "irrationnellement" la dissuasion. Face à la menace nucléaire, il faut bâtir une capacité de dissuasion efficace ; telle est la leçon tirée de la guerre froide explique Reuven Pedatzur (2000) ¹³⁸. Certes, avec la formule "*desiderat pacem, praeparet bellum*", (qui veut préserver la paix, prépare la guerre), les Romains ont montré que dans un monde anarchique et dans un environnement hostile, il faut s'attendre aux conflits. Dans ce cas, la dissuasion n'est en soi pas suffisante pour prévenir les guerres, mais pour Gerald Steinberg (2001) ¹³⁹, elle devient un outil qui peut préserver la stabilité. La stabilité est ainsi atteinte par deux chemins, l'un abolitionniste et l'autre proliférationniste. Mais le retour à la formule classique de la dissuasion est peut-être en phase de trouver son chemin de retour. Les armes nucléaires se classent alors dans la partie nulle du jeu, laissant la preuve que la dissuasion nucléaire est un échec. C'est ce que paraît expliquer en partie la théorie de Paul H. Nitze (1976) ¹⁴⁰, auteur du fameux NSC-68, (¹⁴¹) qui avait défini le *containment* anti-soviétique. Nitze soutient que du point de vue des États-Unis, la situation s'est inversée et que la dissuasion est mieux servie par des armes conventionnelles de pointe que par des armes nucléaires, écrivent David Cumin et Jean-Paul Joubert (2003, p. 13) ¹⁴².

¹³⁷ Edward Rhodes, "Review Of Empirical Studies Of Conventional Deterrence", *Center for Global Security and Democracy*, Rutgers University, 1999.

¹³⁸ Reuven Pedatzur, "Completing the Deterrence Triangle", *Proliferation Brief, Carnegie Endowment for International Peace*, Vol.3, No.18, 29 Juin 2000.

¹³⁹ Gerald M. Steinberg, "Rediscovering Deterrence After September 11, 2001", *The Jerusalem Letter, Jerusalem Center for Public Affairs*, décembre 2001. Voir aussi : Gerald M. Steinberg, "A Realistic Assessment" *The Jerusalem Letter, Jerusalem Center for Public Affairs*, 15 décembre 2002.

¹⁴⁰ Paul H Nitze, Nelson Drew, *NSC-68 forging the strategy of containment*, Washington, DC, National Defense University, 1994. Voir aussi : Paul H. Nitze, "Deterring Our Deterrent", *Foreign Policy*, N. 25, hiver 1976.

¹⁴² David Cumin, Jean-Paul Joubert, *Le Japon : Puissance nucléaire*, Paris, l'Harmattan, 2003.

Défier la dissuasion

Avec l'ambiguïté israélienne, certains considèrent que la dissuasion de l'État hébreu est entrée dans une phase de corrosion depuis la guerre du Golfe en 1991. Gerald Steinberg (2001)¹⁴³, considère la période entre 1993 et 1995, comme le début de cette phase. D'après Steinberg, la dissuasion israélienne montre des faiblesses et ne préserve même plus la stabilité, y compris au sein des territoires occupés. Pourquoi a-t-elle donc échoué ? Voyons maintenant les facteurs faisant obstacle au succès de la dissuasion et qui peuvent causer son échec. Il y a tout d'abord, les *Highly Motivated Challenger*. Il y aussi des facteurs culturels et des facteurs dûs aux valeurs du challenger. On trouve aussi des facteurs propres aux challengers que l'on appelle internes, liés à l'usage du défi pour des raisons internes. Il y a aussi d'autres facteurs qui sont liés à la perception du challenger. Ces facteurs personnels reposent essentiellement sur l'interprétation et du sens donné par le challenger aux faits. Enfin, il y a des facteurs liés à la communication des messages de la menace. En ce qui concerne les facteurs *culturels*, soulignons les études de J. Shimshoni (1988, p. 224)¹⁴⁴, R. N. Lebow (1985, pp. 205-206)¹⁴⁵, Simon F. Burrows (1996)¹⁴⁶, montrent que les acteurs qui ignorent la crédibilité de la dissuasion peuvent l'être pour des raisons culturelles.

D'autres études comme celles de Peter Karsten, Peter D. Howell, Artis F. Allen (1984, p. 70)¹⁴⁷, montrent l'importance de l'objectif fixé par l'acteur. Ces objectifs peuvent être de nature purement culturelle. En plus des facteurs culturels, il y a des facteurs *internes*. Lors des crises, les acteurs qui challengent le fort peuvent focaliser leurs

¹⁴¹ Le NSC-68 est un document étendu par le Conseil de sécurité nationale examinant les deux puissances du point de vue militaire, économique, politiques et psychologique. Le projet d'orientation produit par le NSC (connu sous le nom de "NSC-68") est l'un des documents les plus importants et les plus controversés de la guerre froide. Ce document forme des actions de gouvernement dans la guerre froide pour les 20 années à venir. Son programme a pour objectif de guider la politique étrangère des États-Unis. NSC 68 : United States Objectives and Programs for National Security, (April 14, 1950), A Report to the President Pursuant to the President's Directive of January 31, 1950. Source : Naval War College Review, Vol. XXVII (May-June, 1975), pp. 51-108. Also in U.S. Department of State, Foreign Relations of the United States: 1950, Volume I.

¹⁴³ Gerald M. Steinberg, "Rediscovering Deterrence After September 11, 2001", *The Jerusalem Letter*, Jerusalem Center for Public Affairs, décembre 2001.

¹⁴⁴ Jonathan Shimshoni, *Israel and Conventional Deterrence*, Ithaca: Cornell University Press, 1988.

¹⁴⁵ Richard Ned Lebow, "Conclusions" in Robert Jervis, Richard Ned Lebow, Janice Gross Stein, *Psychology and Deterrence*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1985

¹⁴⁶ Simon Burrows, "Culture and Misperception: The Law and the Press in the Outbreak of War in 1803," *International History Review*, vol. 18, no. 4, november 1996.

¹⁴⁷ Peter Karsten, Peter D. Howell, Artis Frances Allen. *Military Threats: A Sytematic Historical Analysis of the Determinants of Success*, Westport, Greenwood Press, 1984, 166 pages.

objectifs sur des intérêts internes en ignorant la crédibilité du fort explique Edward Rhodes (1999)¹⁴⁸. Ils ignorent ainsi tout facteur extérieur, y compris la possibilité de mettre la menace du dissuadant à exécution comme le souligne Richard. N. Lebow (1981, p. 276)¹⁴⁹. Parmi ces facteurs, on trouve des facteurs *personnels*. Les acteurs *non-dissuadables*, peuvent ainsi être insensibles aux menaces -mêmes crédibles-, de la part de dissuadant. La perception du challenger joue un rôle *rationalisant* en objectivant les raisons de l'action de défi. Cette perception rationalise dans ces conditions les raisons internes du challenger. Des auteurs comme Richard N. Lebow (1981, p. 276)¹⁵⁰ ; Paul K. Huth (1988, pp. 82-83)¹⁵¹ ; Peter Karsten, Peter Howell ; Artis Allen (1984, p. 68)¹⁵², montrent que cet état de *subjectivation* aide un acteur à ignorer ainsi toute dissuasion et toute menace extérieure. Il y a des cas où les acteurs, tout en percevant leur infériorité ainsi que la supériorité militaire de l'adversaire, défient malgré cela la dissuasion écrit Alain Dieckhoff (1999)¹⁵³. Ils concentrent et focalisent leur motivations davantage sur les raisons et non pas sur les conséquences d'une guerre comme le montre des chercheurs comme Dina A. Zinnes, Robert C. North, Howard E. Koch, (1961)¹⁵⁴ ; Bruce Russett (1967)¹⁵⁵. Il y a aussi les cas des *Highly Motivated Challengers*. Dans certaines conditions, l'acteur, qui sait d'avance et avec certitude qu'il est perdant, estime que sa perte est plus attractive que la non-action Barry Wolf (1991, p. 5)¹⁵⁶. Il y a les facteurs du

¹⁴⁸ Edward Rhodes, "Review Of Empirical Studies of Conventional Deterrence", Center for Global Security and Democracy, Rutgers University, 1999.

¹⁴⁹ Richard Ned Lebow, *Between Peace and War: The Nature of International Crisis*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1981.

¹⁵⁰ Richard Ned Lebow, Thomas Risse-Kappen, *International Relations Theory and the End of the Cold War*, New York, Colombia University Press, 1996.

¹⁵¹ Paul K. Huth, *Extended Deterrence and the Prevention of War*, New Haven, Yale University Press, 1988. Voir aussi : Christopher H. Achen, Duncan Snidal "Rational Deterrence Theory and Comparative Case Studies." *World Politics* 41, 1989 ; James D. Fearon, "Signaling versus the Balance of Power and Interests: An Empirical Test of a Crisis Bargaining Model", *Journal of Conflict Resolution* 38, 1994 ; Paul Huth, Bruce Russett, " *Testing Deterrence Theory: Rigor Makes a Difference* ," *World Politics* 42, no. 4, Avril 1990 ; Paul Huth, Christopher Gelpi, D. Scott Bennett, "The Escalation of Great Power Militarized Disputes : Testing Rational Deterrence Theory and Structural Realism", *American Political Science Review* 87, 1993 ; Richard Ned Lebow, Janice Gross Stein, "Rational Deterrence Theory : I Think, Therefore I Deter." *World Politics* 41, 1990 ; Frank C. Zagare, D. Marc Kilgour, "Asymmetric Deterrence." *International Studies Quarterly*, N. 37, 1993.

¹⁵² Peter Karsten, Peter D. Howell, Artis Frances Allen, *Military Threats: A Sytematic Historical Analysis of the Determinants of Success*, Westport, Greenwood Press, 1984, 166 pages.

¹⁵³ Alain Dieckhoff, " *Les trois défis d'Israël* ", *Politique internationale*, N. 83, printemps 1999.

¹⁵⁴ Dina A. Zinnes, Robert C. North et Howard E. Koch Jr, "Capability, Threat, and the Outbreak of War" in James N. Rosenau, *International Politics and Foreign Policy*, New York, Free Press, 1961.

¹⁵⁵ Bruce Russett, "Pearl Harbor: Deterrence Theory and Decision Theory," *Journal of Peace Research*, N. 2, 1967.

sens comme l'explique R. N. Lebow (1985, p. 212)¹⁵⁷. Il s'agit des conclusions faites suite aux interprétations qu'un acteur fait de ses propres évaluations et estimations de la situation. Ce facteur repose sur les explications et le sens qu'un acteur projette ou peut donner aux menaces faites par le dissuadant. La motivation du challenger façonne son interprétation et modifie, voire biaise, ses estimations écrit Robert Jervis (1994)¹⁵⁸. Un acteur motivé par les raisons et le sens qu'il donne à son action, neutralise l'effet de la dissuasion. Il peut même pousser le challenger à tout faire pour défier le dissuadant. Un challenger ayant donné un sens à une action offensive, même en évaluant correctement la situation et même en sachant que son action peut aboutir à des résultats désastreux, est tenté de passer à l'action d'attaque. Enfin, il y a les facteurs de *la communicabilité*. Ces facteurs de la communicabilité sont essentiels dans la dissuasion. D'une communication correcte, dépend le succès ou l'échec de la dissuasion. Le manque ou le dysfonctionnement de la communication aboutit à un échec des efforts du dissuadant. Le challenger qui ne perçoit pas correctement les moyens mis en œuvre par le plus fort, peut défier la dissuasion. La communication repose sur la quantité d'informations données par le plus fort en direction du challenger. Défier ou non est le résultat de la somme restante des calculs, et l'évaluation que fait le challenger en fonction des informations disponibles, telles sont les conclusions de Richard J. Harknett (1994)¹⁵⁹, de Timothy Wallace Crawford, (1996)¹⁶⁰, ou de Barry Wolf, (1991)¹⁶¹. Le décalage entre le *disponible* en information et l'*utilisé* chez le challenger donne lieu à l'échec. Un maximum d'informations sur la crédibilité de la menace du dissuadant, ne minimise pas systématiquement les tentatives d'actions agressives du challenger. En 1973, les Égyptiens se basent sur un calcul tendant à dire que l'information disponible et donnée par les Israéliens ne constitue que des ressorts psychologiques ; ils ont ainsi neutralisé l'effet de la dissuasion. C'est ce qui peut expliquer pourquoi Sadate ferme les yeux sur la capacité nucléaire israélienne et se lance dans la bataille illustrant le profil d'un challenger hautement motivé (*Highly Motivated Challenger*).

D'après Barry Wolf, (1991)¹⁶², le faible peut attaquer et agit contre toute forme de

¹⁵⁶ Barry Wolf, *When the Weak Attack the Strong: Failures of Deterrence*, Santa Monica, Rand, 1991.

¹⁵⁷ Richard Ned Lebow, "Conclusions" in Robert Jervis, Richard Ned Lebow et Janice Gross Stein, *Psychology and Deterrence*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1985.

¹⁵⁸ Robert Jervis, "What Do We Want to Deter and How Do We Deter It ?" in L. Benjamin Ederington, Michael J. Mazarr, *Turning Point: The Gulf War and U.S. Military Strategy*, Boulder, Westview Press, 1994.

¹⁵⁹ Richard J. Harknett, "The Logic of Conventional Deterrence and the End of the Cold War," *Security Studies*, Vol. 4, No. 1 automne 1994.

¹⁶⁰ Timothy Wallace Crawford, "Legitimacy and Deterrence: Hard Choice in the Strategy of Peace Enforcement", *Peace Forum*, Vol. XIII, N. 24, 1996.

¹⁶¹ Barry Wolf, *When the Weak Attack the Strong: Failures of Deterrence*, Santa Monica, Rand, 1991.

¹⁶² Ibid.

rationalité et à l'encontre de toute attente. Il prend pour cela l'exemple de la guerre de 1973. Sadate donné perdant et estimant que la non-action est pire qu'une défaite, défie la supériorité militaire israélienne. Barry Wolf, avec la formule de HMC, *Highly Motivated Challenger*, analyse la cause de l'échec de la dissuasion par le triangle suivant : motivation, croyance et mauvais calcul. Un acteur très motivé pour changer un statu quo qui croit correctement ou incorrectement à son potentiel militaire et qui n'est pas en mesure d'agir rationnellement vis-à-vis de la menace du dissuadant, cet acteur-là, à toutes les chances de défier la dissuasion. En somme, lorsqu'un acteur est insatisfait d'un statu quo, la dissuasion a peu de chance de réussir. Des acteurs avec un tel profil passent le plus souvent par les actions militaires, écrit John Mearsheimer (1983, p. 211)¹⁶³. Du côté du plus fort, mettre la menace à exécution est le fondement même de la dissuasion. Mais, du côté du challenger, cela peut-être mis en doute, auquel cas la dissuasion échoue. L'ambiguïté introduit et peut donner lieu à ce doute.

La partie nulle

La dissuasion nucléaire, qui intègre des éléments techniques, psychologiques et culturels, est le fer de lance d'une pensée militaire qui s'organise autour d'elle. Les États-Unis distinguent deux formes essentielles de dissuasion : *deterrence by punishment* qui s'appuie sur la menace de représailles et *deterrence by denial* qui élève le niveau des forces afin de décourager l'adversaire de se lancer dans une stratégie des moyens. L'une de ses illustrations concrètes est la conception américaine de la *Destruction Mutuelle Assurée* qui a été utilisée, avec le succès que l'on connaît, contre l'ex-Union soviétique. L'équipe de McNamara a aussi introduit le concept de *flexible response* qui, par sa riposte graduée permet d'étendre la défense d'un état à celle de ses alliés. En France, Pierre Gallois et Lucien Poirier, à l'encontre des idées de Raymond Aron, ont conçu la *dissuasion proportionnelle*, dite du faible devant le fort. Cette doctrine est valable si les dommages infligés à l'ennemi excèdent la valeur de l'enjeu. Elle permet dans ce cas, de neutraliser l'action d'un adversaire potentiellement fort. Il s'agit donc d'une approche qui n'est pas basée sur la quantité de l'armement mais sur la qualité des cibles visées par les représailles. Elle nécessite pour cela, une capacité dite de *Seconde frappe*. Raymond Aron (1962)¹⁶⁴, compare les relations internationales à un match de foot, avec des règles précises. De même, on peut comparer l'un des éléments des rapports entre les nations -la dissuasion- à un jeu d'échecs. Car d'un point de vue cognitif, les différentes formes sont analogues à celles que nous retrouvons dans le jeu d'échecs, qui semble concentrer en lui des points essentiels de la stratégie.

Le "*mat*" n'étant pas le but recherché par l'arme nucléaire, la dissuasion est alors l'équivalent d'une partie nulle. Ainsi, la répétition de coups de pions, se compare à la conception de la stratégie de la DMA. Alors que la partie nulle se compare à la stratégie de dissuasion elle-même. Aussi, les coups qui précèdent le *mat*, représentent à leur manière les moyens techniques mis en place pour neutraliser l'attaque de l'adversaire mais surtout

¹⁶³ John Mearsheimer, *Conventional Deterrence*, Ithaca, Cornell University Press, 1983.

¹⁶⁴ Raymond Aron, *Paix et guerre entre les Nations*, Paris, Calmann-Levy, 1962, 794 pages.

pour le convaincre de son inutilité. Les moyens sont visibles, mais non la stratégie. De même, pour la dissuasion, l'élément fondamental pour son efficacité est l'information donnée à l'adversaire sur les moyens dont dispose le dissuadant. Car la connaissance qui engendre un raisonnement -avec des méta-informations- ne peut à lui seul, mener au but recherché. Cette connaissance, peut aboutir non seulement à un statu quo mais parfois à une conclusion défavorable pour l'attaquant. Ces éléments d'information et ces *Meta Datas*, sont virtuels et neutralisent le réel. La dissuasion est donc la preuve que la maîtrise des réalités se trouve au sein d'une théorie mentale loin d'une base concrète.

Théoriquement, c'est un moyen efficace pour affronter la réalité. C'est ce qui renvoie au concept de la virtualité utilisé par David Cumin et Jean-Paul Joubert (2003)¹⁶⁵, qui expliquent que la fin de la guerre froide a eu pour effet de relancer le processus de désarmement. Tel est le cas du Japon ou encore de l'Allemagne. Le concept de *virtualité* a été repris et développé par M. Mazarr afin de plaider la cause d'une « *dissuasion nucléaire sans armes nucléaires* » soulignent David Cumin et Jean-Paul Joubert. Concrètement, en ce qui concerne le Moyen-Orient, les challengers peuvent ainsi considérer la bombe israélienne comme virtuelle et sans existence. C'est ce qui peut inciter certains à fermer les yeux sur la crédibilité des menaces israéliennes, comme le cas de Sadate en 1973, et Saddam Hussein en 1991. L'ambiguïté israélienne place la dissuasion au rang de ces réalités virtualisées. Par conséquent, cette existence se place, pour certains acteurs de la région, plus sur un terrain virtuel que réel. De ce point de vue, l'ambiguïté nucléaire israélienne rend la dissuasion moins efficace. Michael J. Mazarr (2002)¹⁶⁶, reprend l'idée formulée par Jonathan Schell (1984)¹⁶⁷, d'une abolition des armes atomiques par leur *virtualisation* progressive sous la forme d'une dissuasion sans armes : *weaponless deterrence*, d'une dissuasion *en filigrane* ou d'une *récessive deterrence*, selon l'expression de Jaswant Singh (1998, pp. 41-52.)¹⁶⁸, pour qui le nucléaire est une autre forme d'apartheid. Ces propositions s'inscrivent dans le nouveau courant *abolitionniste* américain (¹⁶⁹), apparu depuis la fin de la guerre froide sous l'impulsion de la nouvelle politique de non prolifération et de sortie du nucléaire au profit de BMD (*Ballistic Missile Defense*) du conventionnel sophistiqué, de la RAM (¹⁷⁰).

En ce qui concerne le cas israélien, Devin Hagerty lie la dissuasion virtuelle "*virtual deterrence*", à l'opacité nucléaire. Il utilise pour cela, la formule VDNE (Virtual Deterrence Nuclear End-State), pour désigner l'ambivalence nucléaire des Israéliens, et

¹⁶⁵ David Cumin, Jean-Paul Joubert, *Le Japon : Puissance nucléaire*. Paris, l'Harmattan, 2003.

¹⁶⁶ Michael J. Mazarr, *Nuclear Weapons in a Transformed World: The Challenge of Virtual Nuclear Arsenals*, London, Macmillan Press, 1997.

¹⁶⁷ Jonathan Schell, *The Abolition*, New York, Knopf, 1984.

¹⁶⁸ Jaswant Singh, "Against Nuclear Apartheid", *Foreign Affairs*, septembre/octobre 1998.

¹⁶⁹ Courant très différent des anciens courants pacifistes.

¹⁷⁰ RAM (Révolution dans les Affaires Militaires).

avant eux les Indiens et les Pakistanais. Selon Devin Hagerty, l'opacité assure une dissuasion tout en bénéficiant d'une posture particulière, et pour les Israéliens la dissuasion s'inscrit dans le fondement de la politique sécuritaire de l'État hébreu. Mais, Saddam Hussein remet en question le succès de cette politique de dissuasion explique Devin Hagerty (1997)¹⁷¹. Kenneth Waltz (1997)¹⁷², l'une des figures de l'école néo-réaliste note que la thèse *abolitionniste* et la *virtualisation* du nucléaire semble donner un avantage substantiel. En apparence, explique Kenneth Waltz. Car d'après lui, dès qu'un pays se remet à produire des armes, les autres voisins suivent. Kenneth Waltz (1979)¹⁷³, développe alors la thèse "*proliférationniste*" tendant à dire *More Arms is Better*. Toutefois, les défenseurs de la théorie de la dissuasion, comme Gerald M. Steinberg (1995)¹⁷⁴, tendent à prendre Israël et le conflit de 1973, comme l'exemple de la réussite de la dissuasion. Selon ce postulat, l'attaque des Égyptiens et Syriens en 1973, a apparemment été limitée par la dissuasion israélienne. Mais, pourquoi l'attaque a tout simplement eu lieu ? La réponse à cette question démontre, pour un grand nombre de chercheurs, que Sadate, en défiant Israël, a prouvé l'échec de la dissuasion israélienne. C'est ce que nous allons voir tout au long de ce travail et notamment lors de la troisième partie consacrée particulièrement à la dissuasion israélienne.

Mais avant d'aborder cette question, voyons maintenant comment les Israéliens ont œuvré pour développer la bombe atomique. C'est l'objet de la première partie de cette thèse. Consacrée exclusivement à l'historique des armes nucléaires israéliennes depuis 1955, cette partie se compose de trois grands volets. Le premier est factuel et dédié aux démarches israéliennes dès 1955. Le deuxième est un regard porté sur la décennie dite critique, (1959-1969), et notamment durant les trois administrations américaines (Eisenhower, Kennedy et Johnson). Le troisième volet est analytique. Il est centré sur les trois conflits armés majeurs entre les Arabes et les Israéliens (1956, 1967 et 1973).

¹⁷¹ Devin Hagerty, "Virtual Nuclear Deterrence and the Opaque Proliferants", in Michael J. Mazarr, *Nuclear Weapons in a Transformed World: The Challenge of Virtual Nuclear Arsenals*, London, Macmillan Press, 1997.

¹⁷² Kenneth N. Waltz, "Through on Virtual Nuclear Arsenals", in Michael J. Mazarr, *Nuclear Weapons in a Transformed World: The Challenge of Virtual Nuclear Arsenals*, London, Macmillan Press, 1997.

¹⁷³ Kenneth N. Waltz, *Theory of international politics*, New York, Random House, 1979, 251 pages.

¹⁷⁴ Gerald M. Steinberg, "After the NPT Extension: Israel Policy Option", *IGGC, Newsletter* Vol 11, N. 2, juin 1995.

Première partie : l'historique



Le dôme du réacteur de Dimona. Photo Mordechai Vanunu, 1986.

Chapitre I : le triangle Ben Gourion, Bergmann, Pérès

« Je n'ai pas dormi cette nuit même pas une seconde, je n'ai eu qu'une seule idée fixe : une attaque généralisée par les Arabes », confie Ben Gourion à l'un de ses proches Avner Cohen (1995) ¹⁷⁵.

En 1948, et en moins d'un an après la création d'Israël, les bases du programme nucléaire israélien sont jetées, et dès 1949, le professeur Israel Dostrovsky développe déjà un procédé de fabrication d'eau lourde (Stephen Green 1984, pp. 149-150) ¹⁷⁶, (Andrew et Leslie Cockburn, 1991) ¹⁷⁷, (Dan Raviv, Yossi Melman, 1990) ¹⁷⁸. Fruit d'une

¹⁷⁵ Avner Cohen, "Most Favored Nation", *Bulletin of Atomic Scientists*, Vol. 51, No. 1, janvier/février 1995, pp. 44-53.

¹⁷⁶ Stephen Green. *Taking Sides: America's Secret Relations with a Militant Israel*, New York, William Morrow, 1984, 370 pages.

¹⁷⁷ Leslie & Andrew Cockburn, *Dangerous Liaison: The Inside Story of the US-Israeli Covert Relationship*, New York, HarperCollins, 1991, 416 pages.

évolution particulière, Israël est aujourd'hui, un État à part dans la communauté internationale. D'abord, explique Emad Awwad, (1998)¹⁷⁹, il revêt l'aspect d'un intrus dans la région face à tous les pays arabes. Il est créé pour réunir une population disséminée dans différents États du monde, et qui a subi une longue oppression. Enfin, note E. Awwad, il s'est implanté sur une terre où vivait déjà un autre peuple. Il est clair que les élites scientifiques et les politiques israéliens ont nourri, dès la fin des années quarante, certaines ambitions nucléaires. Comme le souligne Chaim Weizmann, (père du programme nucléaire israélien et premier Président de l'État hébreu de 1949 à 1952) « *la science est l'arme toute-puissante d'Israël, elle est, - cette arme-, le réceptacle de notre force et la source de notre défense* » (Fouad Jabber, 1986, p.16). Le père de la bombe israélienne est nommé Ernst David Bergmann note Richard H.S Crossman (1963, p. 333)¹⁸⁰. Son père est un rabbin qui a fui l'Allemagne nazie et s'est réfugié au Royaume-Uni, puis aux États-Unis. Son nom est reconnu par la communauté scientifique après la création de l'État hébreu en 1948, lorsqu'il devient directeur du département de la chimie de WIS, *Weizmann Institute of Science*, à Rehovot au sud de Tel-Aviv, puis directeur de la Commission israélienne de l'énergie atomique créée en 1952. Bergmann est appuyé par les convictions de David Ben Gourion de se doter de l'arme nucléaire en utilisant les ressources naturelles en uranium et en eau lourde. Le triangle d'hommes est complet lorsque les deux croisent un jeune qui s'appelle Shimon Pérès. Il aura la charge de la mise en place des démarches politiques concrètes pour aboutir à la fabrication de la bombe. Ce jeune, surnommé le protégé de Ben Gourion, a 30 ans. Il est nommé directeur général du ministère de la Défense à la fin de l'année 1953. Ces trois hommes travaillaient à part égale pour trouver les alliés nécessaires en vue de la fabrication de la bombe. Ils étaient conscients dès le début de la mise en place de celle-ci ; ils avaient besoin d'un financement privé via les dons des juifs américains et européens qui partageaient le rêve d'une ultime arme de dissuasion pour Israël. Toute autre approche de ce sujet rendrait impossible de le garder en secret. Les ambitions de la bombe nucléaire israélienne, au début des années 50, -une période marquée par la guerre froide-, ne sont pas perçues par les États-Unis, qui, durant cette période, étaient préoccupés par la guerre coréenne (¹⁸¹) ainsi que par les conditions sociales et économiques en Europe -notamment l'implantation du parti communiste en France et en Italie-, écrit Shimon Pérès (1979, p. 185-201)¹⁸².

Malgré les atouts scientifiques des Israéliens, le programme israélien n'aurait

¹⁷⁸ Dan Raviv, Yossi Melman, *Every Spy a Prince: The Complete History of Israel's Intelligence Community*, Boston, Houghton Mifflin, 1990, 466 pages. (Dan Raviv, correspondant de CBS News à Londres, Yossi Melman, journaliste israélien).

¹⁷⁹ Emad Awwad, Les États-Unis et Israël : les limites du pouvoir, *Défense Nationale*, novembre 1998.

¹⁸⁰ Richard H. S. Crossman "The Prisoner of Rehovot", in *Chaim Weizmann : A Biography by Several Hands*, New York, Authenium, 1963.

¹⁸¹ De juin 1950 à juillet 1953.

¹⁸² Shimon Pérès, *From These men*, New York, Wyndham Books, 1979.

probablement pas pu progresser rapidement sans l'aide de trois pays en particulier : les États-Unis, la France, et l'Afrique du sud. Selon de nombreuses sources, les scientifiques israéliens ont pu se passer d'effectuer des tests nucléaires, au moins sur ce qui a trait aux explosifs nucléaires de première génération (Seymour Hersh, 1991)¹⁸³. Cela est dû au fait que les Israéliens -confiants dans l'expérience obtenue-, ont assisté aux tests nucléaires conduits par la France au Sahara en 1960 écrit Avner Cohen (1998). Le trio Ben Gourion, Ernst Bergmann et Shimon Pérès devient convaincu qu'un arsenal israélien indépendant peut offrir ce que le Président Eisenhower ne peut donner : le parapluie nucléaire. Seymour Hersh rapporte que Herman Mark (¹⁸⁴), insiste sur le fait que sans Bergmann, il n'y aurait pas eu de bombe atomique israélienne. Selon les propos de Herman Mark, « il était en charge de toute activité nucléaire en Israël. Il était l'homme qui a complètement assimilé et compris ce qu'est la fusion nucléaire, puis il l'a expliqué à d'autres. » Seymour Hersh (1991, p. 26).

L'aube de l'Histoire (1955)

Nasser vient de conduire un coup d'État en Égypte en juillet 1952. Les officiers libres montrent une détermination farouche à combattre coûte que coûte cet État, considéré au Caire comme une implantation de l'Occident. Nouvellement créé, l'État hébreu dès 1952, met en place la Commission israélienne de l'énergie atomique créée par l'Institut Weizmann. Le début proprement dit du projet nucléaire Israélien remonte à 1955, lorsque la volonté commune du triangle (Ben Gourion, Bergmann, Pérès), se focalise sur un seul objectif : doter le pays de la bombe atomique. Il y a alors deux événements majeurs qui coïncident et permettent la concrétisation du projet et la prise de la décision d'opter pour l'option nucléaire. L'un est intérieur (Ben Gourion comme chef de gouvernement), et l'autre est international (la stratégie américaine *Atoms for Peace*) (Annexe 90)¹⁸⁵.

Sur le plan intérieur, David Ben Gourion, -qui a toujours eu une vision atomique-, revient en position de force, d'abord comme ministre de la Défense, et quelques mois plus tard en tant que Premier ministre. Sur la scène internationale, la stratégie du Président Eisenhower, *Atoms for Peace*, annoncée deux ans plus tôt, prend un autre sens en Israël. Plus que jamais, cela s'interprète comme une grande ère pour l'accès à l'énergie nucléaire. L'État hébreu signe alors un accord de coopération bilatérale avec les États-Unis concernant l'usage pacifique de l'atome (Annexe 4)¹⁸⁶. La réalisation du projet

¹⁸³ Seymour M. Hersh, *The Samson Option: Israel's Nuclear Arsenal and American Foreign Policy*, New York, Random House, 1991, 354 pages.

¹⁸⁴ Un chimiste autrichien, Doyen de *Brooklyn Polytechnic Institute*.

¹⁸⁵ Annexe 90, *Address of Dwight D. Eisenhower before the General Assembly of the United Nations on Peaceful Uses of Atomic Energy*, New York City, December 8, 1953. Source : Dwight D. Eisenhower Library.

¹⁸⁶ Annexe 4, *Mémoire de conversation entre l'Ambassadeur israélien Abba Eban et l'Ambassadeur Morehead Patterson, émissaire spécial du Président Eisenhower pour l'énergie atomique*. Source : United States National Archive. Pour plus de détails, voir à ce propos : Avner Cohen, *Israel and the Bomb*, 1998, pp. 44-45.

de Dimona -conçu durant le deuxième semestre de 1956-, est lancée en 1957-1958, comme le résultat des efforts de rapprochement entre Tel-Aviv et Paris. C'est l'aube de l'histoire du nucléaire Israélien. Les documents que l'on trouve côté américain -concernant la période entre août 1955 et décembre 1956-, ne donnent lieu à aucun document officiel sur les accords nucléaires entre la France et Israël. Cependant, il faut noter que du côté israélien, on accentue la recherche des occasions dans le domaine nucléaire depuis la conférence de Genève.

La Conférence de Genève

C'est en 1955 que la volonté des Israéliens de s'engager dans un programme nucléaire militaire est clairement affichée. Cette détermination se montre dès la première conférence de Genève. En effet, en août 1955, -ce même mois où Ben Gourion est réélu en tant que Premier ministre-, la première conférence internationale sur l'énergie atomique a lieu à Genève. Cette conférence est le plus grand rassemblement scientifique jamais tenu sur ce sujet. Il est entièrement consacré à favoriser la révolution nucléaire. Une personnalité clé du programme nucléaire israélien se trouve parmi les participants. C'est le Professeur Ernst David Bergmann, alors Président de la Commission israélienne de l'énergie atomique (IAEC). Bergmann écrit un rapport top secret de 21 pages dans lequel il recommande une haute priorité pour lancer le projet et la fabrication d'une petite quantité de plutonium pour l'entraînement des chercheurs (Annexe 3)¹⁸⁷.

Les deux années qui suivent, 1956-1957, sont alors entièrement consacrées à cette vocation explique Stephen Green (1984)¹⁸⁸. La machine est lancée avec la recherche des associés à l'étranger. Sur le plan national, un recrutement du nouveau personnel, et un regroupement administratif ont lieu. Cette orientation d'activité coïncide avec la naissance d'une nouvelle alliance franco-israélienne et la démarche nucléaire française vers l'acquisition de la bombe nucléaire. Certains documents montrent que les Israéliens multiplient les démarches en vue de la mise en place des infrastructures nécessaires qui soutiendraient un programme nucléaire ambitieux. Ces infrastructures dépassent largement, écrit un rapport américain, une simple vocation d'*Atomes pour la Paix* (Annexe 4)¹⁸⁹. Dans ce document, l'Ambassadeur Israélien aux États-Unis, Abba Eban, notifie le souhait de son gouvernement de vouloir envoyer une équipe aux États-Unis pour une visite du réacteur nucléaire dirigé par le professeur Beck, en Caroline du Nord (dernier paragraphe du document) (annexe 5)¹⁹⁰. En avril 1956, une délégation présidée par Bergmann visite les différentes installations nucléaires américaines (Annexe 6)¹⁹¹. L'un des rares documents, voire le seul daté de cette époque qu'on trouve écrit en hébreu, est

¹⁸⁷ Annexe 3, Document des Archives nationales israéliennes, obtenu par l'intermédiaire du chercheur Avner Cohen. Voir aussi : Avner Cohen, *Israel and the Bomb* (1998, pp. 45-47).

¹⁸⁸ Stephen Green. *Taking Sides: America's Secret Relations with a Militant Israel*, New York, William Morrow, 1984, 370 pages.

¹⁸⁹ Annexe 4, Un mémorandum de conversation entre l'ambassadeur israélien aux États-Unis, Abba Eban et Morehead Patterson, émissaire spécial du Président Eisenhower sur l'énergie atomique, au sujet de l'accord bilatéral de coopération dans l'usage pacifique de l'énergie atomique. Source : United States National Security Archive.

une partie du rapport de 21 pages -classé *top secret*- préparé et présenté- par le professeur Ernst David Bergmann, en tant que Président de l'IAEC, *Israeli Atomic Energy Commission*, à la suite de la conférence de Genève d'août 1955. Deux pages de ce document rare, sont manquantes. Le document indique clairement que la stratégie israélienne doit utiliser le programme américain "*Atoms for Peace*", pour la construction d'un réacteur beaucoup plus grand, plus puissant et plus complexe que celui que les États-Unis sont prêts à livrer aux Israéliens. Un tel réacteur permettrait à Israël d'extraire de petites quantités de plutonium et de former des chimistes et des ingénieurs pour travailler sur le plutonium (Annexe 5)¹⁹².

En août 1955, les membres de la délégation israélienne soulignent leur intérêt en améliorant le réacteur lors des conversations avec le directeur de l'USAEC, *United States Atomic Energy Commission*, l'amiral Strauss, mais sans trop indiquer leurs véritables intentions (Avner Cohen, 1998, pp. 45-47) Cette volonté est citée dans le rapport Patterson et Bechhoefer du 18 août 1955 (Annexe 7)¹⁹³. Selon le rapport Bergmann, écrit le même jour du rapport Patterson, (Annexe 3)¹⁹⁴, M. Strauss et d'autres fonctionnaires américains, indiquent à la délégation israélienne que les États-Unis -dans le cadre de leur nouvelle stratégie- ne permettront aucune production de plutonium. Dès 1955, les intentions israéliennes se tournent vers la construction d'un réacteur nucléaire. Les Américains sont approchés et les Israéliens demandent l'aide de Washington dans ce domaine (Avner Cohen, 1998, pp. 50-51)¹⁹⁵. Le 16 août 1955, lors de la conférence de Genève, des centaines de spécialistes dans le domaine de l'énergie nucléaire du monde entier sont présents. Parmi la délégation israélienne, on trouve deux autres professeurs : Israel Dostrowski et Amos De Shalit, qui accompagnent le professeur Ernst David Bergmann. Côté américain, parmi les participants, il y a Morehead Patterson, l'émissaire spécial du Président Eisenhower sur l'énergie atomique accompagné du physicien Bernard G. Bechhoefer. Une rencontre a alors lieu entre Bergmann et Patterson, les deux hommes discutent la demande israélienne concernant la construction d'un réacteur.

Le rapport Patterson

¹⁹⁰ Annexe 5, *Memorandum of Conversation, Department of State, Israeli Atomic Energy Program*. 11 avril 1956. Source : United States National Archives. Voir aussi : Avner Cohen, *Israel and the Bomb*, (pp. 50-52).

¹⁹¹ Annexe 6, *Memorandum of Conversation, Atomic Energy Commission, Meeting with Dr Bergmann*. 19 avril 1956. Source : United States National Archive. Voir aussi : Avner Cohen, *Israel and the Bomb*, (pp. 50-52).

¹⁹² Annexe 5, *Memorandum of Conversation, Department of State, Israeli Atomic Energy Program*. 11 avril 1956. Source : United States National Archive.

¹⁹³ Annexe 7, Rapport écrit par Morehead Patterson et Bernard G. Bechhoefer le 18 août 1955. Source : National Security Archive.

¹⁹⁴ Annexe 3, Document des Archives nationales israéliennes, obtenu par l'intermédiaire du chercheur Avner Cohen. Voir aussi : *Israel and the Bomb*, 1998, (pp. 45-47).

¹⁹⁵ Avner Cohen, *Israel and the Bomb*, New York, Colombia University Press, 1998.

Dans le rapport (Annexe 7), MM. Patterson et Bechhoefer signalent que les Israéliens souhaitent la construction d'un réacteur, en vue de la production d'une petite quantité de plutonium (Annexe 7)¹⁹⁶. Dans ce rapport, on lit que déjà en 1955, les Israéliens sont avancés en matière de recherche scientifique. Le rapport Patterson note aussi que la délégation israélienne lui a fait part du fait que les Israéliens produisent déjà de l'uranium à partir du phosphate, et sont en phase de produire de l'eau lourde en soulignant que ces deux éléments sont produits à de faibles quantités (paragraphe 2 du rapport). Le rapport montre que M. Patterson se pose la question vis-à-vis de l'impact politique sur le monde arabe et se demande si les Israéliens ont pris en considération cet aspect (dernier paragraphe). M. Bergmann explique à Patterson l'intérêt particulier d'Israël pour la construction d'un réacteur plus avancé, qui utiliserait l'uranium enrichi, (paragraphe numéro 3, du rapport), sous la couverture de l'uranium normal. Bergmann pense alors que cette conception est semblable au réacteur américain de Shipping Port. Évidemment, -malgré l'apparence d'erreur- Bergmann essaye de minimiser la signification d'un besoin de telles quantités de plutonium qui pourraient être produites par un tel réacteur. Mais Bergmann qui cherche clairement à vouloir obtenir la réaction américaine à cette idée, en particulier, si l'accord bilatéral permet la construction d'un tel réacteur, n'obtient aucune réponse claire à cette question de la part de Patterson (dernier paragraphe). Les accords israélo-américains dans le domaine nucléaire commencent déjà au milieu de l'année 1955. Dans le rapport du 13 mai 1955, les discussions sont engagées et Israël exprime, dès alors, son intérêt à signer un accord avec les États-Unis, en adhérant à l'initiative Atomes pour la Paix (Annexe 4)¹⁹⁷. En quelques jours, l'accord se trouve sur le bureau du Premier ministre Moshe Sharett et du ministre de la Défense David Ben Gourion. « Nous n'avons trouvé aucun défaut à un tel accord », écrit Moshe Sharett dans ses mémoires, (...) *L'accord* ne nous interdit pas d'entrer en contact avec d'autres puissances, ni même d'utiliser de l'énergie nucléaire ou de la produire par nos propres moyens. D'autre part, il nous promet également un réacteur de recherche, et n'exige qu'une seule condition : ne pas utiliser ce réacteur pour tout autre but. » Avner Cohen (1998)¹⁹⁸. Deux mois plus tard, le 12 juillet 1955, Israël et les États-Unis signent l'accord, Avner Cohen (1998)¹⁹⁹, écrit qu'un réacteur nucléaire est alors offert par les États-Unis aux Israéliens dans le cadre des accords du programme "Atomes pour la Paix" (Ian Black et Benny Morris, 1991)²⁰⁰, (Dan Raviv et Yossi Melman, 1994)²⁰¹. Une lettre écrite en hébreu par

¹⁹⁶ Annexe 7, Rapport Morehead Patterson et Bernard G. Bechhoefer. Écrit par Morehead Patterson et Bernard G. Bechhoefer le 18 août 1955. Source : United States National Archives, Voir aussi : *Israel and the Bomb*, pp. 50-51.

¹⁹⁷ Annexe 4, Un mémorandum de conversation entre l'ambassadeur israélien aux États-Unis, Abba Eban et Morehead Patterson, émissaire spécial du Président Eisenhower sur l'énergie atomique, au sujet de l'accord bilatéral de coopération dans l'usage pacifique de l'énergie atomique. Source : United States National Security Archive.

¹⁹⁸ Avner Cohen, "Israel and the Evolution of the US Nonproliferation Policy, The Critical Decade, 1959-1969", Center for Nonproliferation Studies, *The Nonproliferation Review*, Vol : V, N° 2, hiver 1998.

¹⁹⁹ Ibid.

²⁰¹ Dan Raviv, Yossi Melman, *Friends in Deed: Inside the U.S.-Israel Alliance*, New York, Hyperion, 1994, 537 pages.

le professeur Amos De Shalit à Munya Mardor et datée du 28 août 1955, fournit une autre perspective au sujet du nucléaire israélien, gardé au secret. L'idée est d'améliorer le réacteur américain offert à Israël dans le cadre de l'initiative américaine *Atoms for Peace*, en utilisant l'uranium normal israélien en tant que "*couverture*" et de produire ainsi un peu de plutonium -8 grammes par mois- (Annexe 9)²⁰². Une telle quantité de plutonium, selon la note, aide à entreprendre des expériences plus avancées dans la séparation du plutonium. Cette lettre, écrite quelques jours après la fin de la conférence de Genève du 16 août 1955, contient une critique de l'approche proposée par Ernst David Bergmann, et avance des conseils concernant les améliorations que les scientifiques israéliens peuvent apporter.

De Shalit prône une transparence avec les États-Unis dans ce domaine et s'oppose à la discrétion. C'est l'époque où apparaît une différence entre les approches existant au sein même de la classe scientifique israélienne. Cette différence d'approche aboutit à une division interne et il se produira même des démissions plus tard au sein de l'Institut Weizman. C'est ainsi que les membres de la Commission israélienne de l'énergie atomique démissionnent en bloc en 1957. Ernst Bergmann se trouve ainsi à la tête d'une commission sans membres, car il est le seul à ne pas avoir démissionné.

Vers la construction du réacteur

Sur le plan politique, alors que Shimon Pérès poursuit ses négociations avec Paris pour la construction d'une centrale nucléaire, une délégation israélienne finalise à Tel-Aviv, un projet d'aide américaine pour la construction d'un réacteur de 10 MW (Avner Cohen, 1998, pp. 50-52)²⁰³. Le 11 avril 1956, une rencontre a lieu entre une délégation israélienne venue aux États-Unis et des experts américains pour étudier et négocier les modalités de la construction d'un réacteur. Les perspectives israéliennes visent à initier le lancement du programme nucléaire israélien englobé dans les directives de la nouvelle stratégie pacifique d'Eisenhower. La délégation israélienne, suite à une visite des installations nucléaires américaines, obtient une promesse américaine pour la construction d'un réacteur de 10 MW fonctionnant à l'eau lourde et à l'uranium normal (Annexe 5)²⁰⁴. Une semaine plus tard, le 19 avril 1956, une réunion a lieu entre la délégation conduite par Ernst D. Bergmann et ses homologues de l'USAEC, *United-States Atomic Energy Commission*.

²⁰⁰ Ian Black, Benny Morris, *Israel's Secret Wars: A History of Israel's Intelligence Services*, New York, Grove Weidenfeld, 1991, 603 pages.

²⁰² Annexe 9, Rapport 28 août 1955 Lettre écrite en hébreu. Voir aussi : Avner Cohen *Israel and the Bomb*, 1998, pp. 46-47.

²⁰³ Avner Cohen, *Israel and the Bomb*, Columbia University Press, 1998. Voir aussi : John Loftus, Mark Aarons, *The Secret War Against the Jews: How Western Espionage Betrayed the Jewish People*, New York, St.Martin's Press, 1994, 658 pages ; Stewart Steven, *The Spymasters of Israel*, New York, Ballantine Books, 1982, 400 pages.

²⁰⁴ Annexe 5, *Memorandum of Conversation*, Department of State. 11 avril 1955. Subject : Israeli Atomic Energy Program. Source : United States National Security Archive.

Les Israéliens semblent très déterminés à poursuivre leurs recherches pour construire un réacteur de 10 MW, fonctionnant à l'uranium normal. Ils notifient aux Américains qu'ils ont déjà précisé leur demande et ont avancé une liste d'appels d'offre à un certain nombre de sociétés américaines et comptent avoir des réponses sous cinq ou six semaines (Annexe 6)²⁰⁵. Trois mois plus tard, le 17 juillet 1956, Bergmann écrit au Président de l'USAEC, Strauss montrant un intérêt particulier d'Israël pour l'achat aux États-Unis, de 10 tonnes d'eau lourde destinées au fonctionnement du réacteur qu'il projette de construire. Cette demande est faite le 14 septembre 1956. Une lettre datée du 4 décembre 1956, fait allusion au désir israélien d'obtenir de l'eau lourde auprès des États-Unis (Annexe 12)²⁰⁶. Fin 1956, le 4 décembre, -à peine un mois après la fin du conflit-, l'attaché scientifique israélien à Washington, le Dr. Ephraïm Lahav, se réunit avec un membre de la USAEC, au sujet du programme nucléaire israélien. À ce moment-là, Shimon Pérès commence déjà à mettre les touches finales de la construction de Dimona par la société française Saint-Gobain Nouvelles Technologies. C'est ce qui semble expliquer pourquoi M. Lahav notifie aux Américains qu'Israël n'a pas encore pris sa décision quant à la demande d'un réacteur avancé de 10 MW d'uranium normal après plusieurs mois de discussions. Ce retard de décision est dû, explique le document, à un retard dans le choix du site du réacteur. Israël s'intéresse dès à présent à la construction d'un réacteur de type piscine permettant d'entreprendre des recherches nucléaires expérimentales (Annexe 12, §1). Il y a alors une contradiction dans la démarche israélienne : Tel-Aviv, qui décline sa demande de réacteur, se montre par ailleurs intéressé par l'achat de 10 tonnes d'eau lourde. La raison est la suivante : la France ne peut pas fournir une telle quantité. Lorsque la question de l'eau lourde est résolue, la coopération entre la France et Israël commence à entrer dans la phase de concrétisation. Cette coopération commence suite à la fin de la crise de Suez en novembre 1956.

Le contexte international

Les Américains sont préoccupés par les frictions politiques avec l'Union soviétique, causées par le coup des officiers libres conduit par Nasser contre le roi Farouk en juillet 1952. Le mouvement de Nasser déclenche un effet de chaîne par inspiration, et par le soutien du nouvel homme fort d'Égypte, le raïs Nasser. Les troupes britanniques quittent l'Égypte après une longue colonisation. Les Français doivent, de leur côté, faire face aux insurrections des trois colonies de l'Afrique du Nord, et notamment au FLN en Algérie. Les appels au panarabisme de Nasser poussent les Israéliens à se retourner instinctivement vers les États-Unis. Ben Gourion, face à la politique nassérienne de panarabisme, tente à plusieurs reprises, sans succès, de signer un pacte de sécurité régionale avec Washington afin de bénéficier du parapluie nucléaire américain (Michael Bar-Zohar, 1979)²⁰⁷. Seymour Hersh (1991, p. 21)²⁰⁸, écrit que Ben Gourion va même plus loin : il

²⁰⁵ Annexe 6, *Memorandum of Conversation*, Department of State, Israeli Atomic Energy Program. 19 avril 1956. Subject : *Meeting with Dr Bergmann*. Source : United-States National Security Archive.

²⁰⁶ Annexe 12, *Memorandum of Conversation, Meeting with Dr Lahav concernant the implementation on Israeli atomic energy program*. Source : United-States National Archive.

soutient la position américaine lors de la guerre coréenne (1950-1953) et propose, de façon secrète, l'envoi de troupes israéliennes pour combattre aux côtés des forces armées des États-Unis en Corée du sud. Cette position provoque la colère de Moscou et aboutit à une rupture des relations diplomatiques entre Moscou et Tel-Aviv. L'administration Eisenhower arrive au pouvoir en 1953, sans l'intention de changer sa politique envers Israël. Tel-Aviv tente d'établir une sorte de relation spéciale avec le Président Eisenhower sans succès. Ben Gourion déclare alors à ses proches, qu'il craint un deuxième holocauste par les Arabes envers le peuple juif. Pour lui, il n'y a pas d'alternative (*Ein Breira*) pour contrer l'hostilité des Arabes, et la sécurité d'Israël n'est assurée que par un arsenal nucléaire. Ben Gourion, dans ses discours publics des années 50, lie la sécurité d'Israël au progrès scientifique de son pays. En novembre 1950, dans son discours à la Knesset, Ben Gourion déclare que « la sécurité et l'indépendance d'Israël ont besoin que la jeunesse se dévoue à la science, à la recherche notamment la recherche électronique et nucléaire, ainsi que la recherche dans le domaine de l'énergie solaire. » (Seymour Hersh, 1991, p. 22)²⁰⁹. La pensée *Ein Breira* -il n'y a pas d'alternative-, de Ben Gourion est aussi partagée par le scientifique Ernst Bergmann. Ce dernier, dès le début des années 50, notifie à ses proches qu'il y a de l'uranium dans le désert. Abraham Feinberg, homme d'affaire new-yorkais est approché pour financer la Recherche (²¹⁰)

Paris et Tel-Aviv : Convergence d'intérêts

Les besoins israéliens et français à la fin des années 40 et au début des années 50 ont parfaitement convergé. En phase, l'un par rapport à l'autre, chacun est loin d'avoir les capacités techniques pour fabriquer la bombe. Il n'y a pas non plus, dans les deux pays, ni le consensus interne sur l'importance du programme, ni le désir d'avoir la bombe. En Israël, la plupart des hommes politiques du Mapai (Travailleurs israéliens), s'opposent au projet et au programme nucléaire israélien. Ils voient dans la bombe un suicide, un coup financier exorbitant, et la réminiscence des horreurs infligées aux juifs durant la Seconde Guerre mondiale. En France, le débat tourne autour de la guerre froide. Frédéric Joliot-Curie, prix Nobel, et pionnier dans le domaine de la recherche en physique nucléaire d'avant la Deuxième Guerre mondiale, est membre du Parti Communiste Français. Il s'oppose à l'adhésion de la France à l'OTAN ainsi qu'à tout lien français avec les armes atomiques. En 1950, Frédéric Joliot-Curie est le premier à signer l'appel de Stockholm, une pétition soutenue par les Soviétiques en faveur d'une interdiction totale de

²⁰⁷ Michael Bar-Zohar, *Ben Gurion*, New York, Adama Books, 1979.

²⁰⁸ Seymour M. Hersh, *The Samson Option: Israel's Nuclear Arsenal and American Foreign Policy*, New York, Random House, 1991, 354 pages.

²⁰⁹ Ibid.

²¹⁰ Un fervent défenseur du droit du peuple juif d'avoir un pays. Il joue un rôle important dans la collecte des fonds aux États-Unis durant la période 1947, pour la création de l'État hébreu.

toutes les armes nucléaires. La France est exclue du programme de recherche américano-britannique. Joliot-Curie isole ainsi la France mais il démissionne du Commissariat de l'énergie atomique après la signature de l'appel de Stockholm. Francis Perrin accède à la présidence du CEA (1951-1970), et joue un rôle important dans la démarche israélienne vers l'acquisition de la bombe atomique. Membre du Parti Socialiste, il fuit la France vers le Royaume-Uni en 1940, lors de l'occupation allemande et rencontre Ernst Bergmann. Les deux hommes deviennent liés par une forte amitié. Ils se retrouvent en Israël en 1949 et par la suite, au Centre de recherche nucléaire de Saclay près de Versailles. Ils participent à la construction d'un petit réacteur expérimental à Saclay ; c'est ce qui donne à Bergmann sa première expérience dans ce domaine.

Construction de Marcoule

Un événement crucial pour les Français et les Israéliens a lieu en 1951. Malgré l'opposition de Francis Perrin, Pierre Guillaumat (²¹¹) en tant qu'administrateur général du *Commissariat de l'énergie atomique*, autorise la construction d'un réacteur capable de produire le plutonium nécessaire pour le fonctionnement de Saclay. La découverte d'un site d'uranium naturel près de Limoges facilite la tâche pour Guillaumat et Perrin. Les deux hommes trouvent ainsi un terrain d'entente et une alternative pour fabriquer l'uranium enrichi. Un an plus tard, la construction du réacteur de Marcoule, au sud de la vallée du Rhône, commence (Lawrence Freedman, 2003) ²¹². C'est la SGTN (*Saint-Gobain Techniques Nouvelles*) qui remporte le contrat de construction de la centrale de Marcoule (²¹³). Ce réacteur marque un tournant dans les démarches vers la fabrication de la bombe. Des Israéliens sont alors associés dans la chaîne de fabrication de l'uranium enrichi. Seymour Hersh (1991 p. 29) ²¹⁴, note qu'à cette époque, seuls Shimon Pérès et Ben Gourion sont favorables à la poursuite de la collaboration franco-israélienne dans le domaine nucléaire. Les scientifiques israéliens sont les seuls scientifiques étrangers à avoir l'autorisation d'accès au complexe nucléaire de Marcoule.

²¹¹ Né le 5 août 1909 à La Flèche (Sarthe), Pierre Guillaumat est le fils d'Adolphe Guillaumat, Ministre de la Guerre (1926), il est polytechnicien et ingénieur des Mines. Il est nommé chef des services des Mines en Indochine, puis en Tunisie. À la libération, il est nommé directeur des Carburants au ministère de l'Industrie (1944-1951). De 1945 à février 1959, il est Président du Bureau de recherches du pétrole, administrateur de Gaz de France (1947-1951), administrateur général, délégué du Gouvernement auprès du CEA (1951-1958), et Président d'Electricité de France de 1954 à 1959, puis de 1964 à 1965. Ministre des Armées de juin 1958 à février 1960, puis ministre délégué auprès du Premier ministre, de février 1960 à avril 1962, il retrouve ensuite les grands organismes de production énergétique. En 1966, il devient le premier PDG du groupe Elf-Aquitaine, qu'il dirige jusqu'à sa retraite, en 1977. Il meurt le 28 août 1991.

²¹² Lawrence Freedman, *The Evolution of Nuclear Strategy*, London, Palgrave Macmillan, 2003, 2nd Edition.

²¹³ *Mechanical Engineering Magazine*, novembre (1959, p. 60). L'article relate l'histoire et le descriptif de Marcoule sans référence à ses capacités de fabrication d'armes nucléaires.

²¹⁴ Seymour M. Hersh, *The Samson Option: Israel's Nuclear Arsenal and American Foreign Policy*, New York, Random House, 1991, 354 pages.

Les Français ont besoin des connaissances techniques et informatiques des experts israéliens, pour mener les tests nucléaires dans les années suivantes. Le premier test nucléaire français a lieu en 1960 avec le concours des techniques informatiques israéliennes (Robert Ferrell, 1981)²¹⁵. Bertrand Goldschmidt (²¹⁶), un des scientifiques français, et expert de la centrale de Marcoule, plus tard défenseur et porte-parole de la non-prolifération nucléaire écrit « nous ne les avons pas aidés - les Israéliens-, nous leur avons montré ce qu'on faisait, sans savoir vers quoi cela peut mener. Nous ne savions pas nous-mêmes à quel point cela pouvait être difficile. La réalité dans les années 50 et 60, avoir l'arme nucléaire était une bonne chose, quelque chose de gratifiant, pas comme maintenant. » Alors que le gouvernement israélien sous Sharett conduit des négociations secrètes avec Nasser, l'affaire Lavon fait surface (²¹⁷) et entraîne la démission du Premier ministre Moshe Sharett. Six jours après sa succession au pouvoir, le 28 février 1955, Ben Gourion ordonne une attaque contre des positions de *Fedayin* palestiniens et des positions des camps militaires égyptiens à Gaza. Cette opération est conduite par le colonel lieutenant Ariel Sharon. Il a alors la réputation d'être brutal, et les pertes côté arabe sont quatre fois plus importantes que celles côté israélien. Ces événements font monter la tension entre Israéliens et Égyptiens et incitent Nasser à se tourner vers le bloc communiste (Moshe Dayan, 1965)²¹⁸. En avril 1955, lors de la conférence de Bandung, Nasser obtient des promesses de fourniture d'armes chinoises dont l'Égypte a besoin, et en juillet une délégation soviétique arrive au Caire et offre une aide militaire. En septembre 1955, Nasser annonce qu'il va recevoir de l'armement lourd de la part des chinois et des soviétiques. Ben Gourion pressent la menace qu'incarne Nasser et sait que les Américains, comme les Britanniques n'ont pas l'intention de lui fournir l'aide militaire dont il a besoin. Il se tourne vers la France. Les Israéliens ont besoin d'armes et les Français ont besoin des Israéliens pour le canal de Suez. En France, et vers la fin de l'année 1954, le gouvernement de coalition conduit par Pierre Mendès France (²¹⁹), -l'une des quatorze coalitions formées lors de la IV^e République (1944-1958)-, œuvre pour un plan d'armement nucléaire et la formation, dans ce but, d'un groupe au sein du Commissariat d'énergie atomique. Ce plan est accueilli avec un certain scepticisme de la

²¹⁵ Robert H. Ferrell, *The Eisenhower Diaries*, New York, W. W. Norton, 1981.

²¹⁶ Avec Frédéric Joliot-Curie, Bertrand Goldschmidt est un des pionniers français de l'énergie atomique, il est l'un des pères fondateurs du Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Bertrand Goldschmidt est aussi un des pionniers de "l'aventure atomique" française. Une aventure qui avait débouché, le 13 février 1960, sur l'explosion, à Reggane, dans le désert algérien, de la première bombe H et, quelques années plus tard, sur le lancement d'un programme électro-nucléaire.

²¹⁷ Les autorités égyptiennes arrêtent, en juin 1954, un espion israélien. Il est accusé d'organiser des attentats contre les intérêts américains dans le but de détériorer les relations entre le Caire et Washington et empêcher ainsi toute coopération militaire entre les deux pays. Cette affaire conduit à la démission du gouvernement Sharett et le retour de Ben Gourion au pouvoir. Plusieurs agents des services secrets israéliens sont arrêtés au Caire. C'est l'affaire Lavon où une poignée de juifs égyptiens recrutés par Israël sont appréhendés au Caire alors qu'ils étaient en train de poser des bombes aux consulats américain et britannique avec l'intention de présenter les explosions comme des "actes terroristes islamiques", déclenchant ainsi l'hostilité entre Arabes et Américains.

²¹⁸ Moshe Dayan, *Diary of the Sinai Campaign*, London, Weidenfeld & Nicholson, 1965.

part des militaires français. Au ministère de la Défense, on ne croit pas à une dissuasion nucléaire indépendante. Mais les opposants à la dissuasion nucléaire changent par la suite d'opinion suite à la défaite en 1954, lors de la bataille de Diên Biên Phu -bataille décisive qui marque la fin de la première guerre d'Indo-chine- ainsi que la montée des mouvements d'indépendance dans les colonies de l'Afrique du Nord. Il est donc devenu clair pour les stratèges français que la France ne peut dépendre de ses alliés de l'OTAN pour protéger ses intérêts. En janvier 1955, le gouvernement de Guy Mollet (²²⁰) arrive au pouvoir et adopte une ligne dure envers les combattants et les révolutionnaires algériens ainsi qu'envers les leaders arabes qui les soutiennent, comme Nasser écrit Pierre Péan (1991, p. 52) ²²¹. Israël, qui fait face aux *Fedayins* basés à Gaza. Ces groupes palestiniens mènent des attaques sporadiques sur la frontière égyptienne. L'État hébreu est alors vu comme l'un des alliés les plus dépendants de la France.

²¹⁹ Pierre Mendès France est né à Paris, le 11 janvier 1907. En 1924, Edouard Herriot conduit le Cartel des gauches. Le jeune Pierre adhère au Parti radical et milite à la LARS (Ligue d'action républicaine et socialiste). Aux élections de 1932, il est élu député de l'Eure ; il est le plus jeune député de France. La période 1946-1951 est pour lui le moment où il s'éloigne de la politique. Il travaille au sein de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), au Conseil économique et social de l'O.N.U., puis au FMI. Au début des années 50, il retrouve son siège de député de l'Eure. Cette nouvelle situation lui permet de commencer à intervenir au Parlement contre la guerre en Indochine. Dans cette même lignée, il défend à Tunis plusieurs militants indépendantistes tunisiens. En 1953, il manque de peu l'investiture comme Président du Conseil ; il est élu Président de la commission des Finances de l'Assemblée Nationale. Après la défaite française de Diên Biên Phu (1954), il devient Président du Conseil, le 18 juin 1954. Revendiquant une certaine indépendance par rapport aux partis politiques, il mène une politique d'apaisement dans les colonies et de rigueur du point de vue économique. Opposé aux institutions de la V^e République, il s'éloigne peu à peu du pouvoir tout en conservant l'image d'un homme politique modèle qui a marqué l'histoire de la IV^e République.

²²⁰ Guy Mollet, nommé Président du Conseil en Janvier 1956, est un des acteurs essentiels des Traités de Rome, il est Président du Conseil des Ministres au moment de leur signature. Son poids dans les négociations, notamment avec le premier Chancelier allemand, Konrad Adenauer est très important. Né à Flers, dans l'Orne, en 1906, pupille de la nation, il suit ses études comme boursier à la faculté des lettres de Lille. Il s'engage très jeune dans le mouvement socialiste et mène de front, de 1936 à 1944, ses activités de professeur d'anglais à Arras, de secrétaire général de la Fédération de l'Enseignement puis de résistant, en tant que responsable de l'organisation civile et militaire pour le Pas de Calais (1942-44). À la Libération, il devient maire d'Arras, conseiller général et député du Pas de Calais. Socialiste, il reste secrétaire général de la SFIO (ancien parti socialiste) de 1946 à 1969. Ses convictions européennes se manifestent dès la fin des années quarante, par sa participation à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, à l'Assemblée du Comité d'Action pour les États-Unis d'Europe créée par Jean Monnet. Son engagement se manifeste plus clairement encore à partir de Janvier 1956, lorsqu'il devient Président du Conseil. Entendant faire de son mandat un acte pro-européen, il choisit comme ministre des Affaires étrangères un autre européen déterminé, Christian Pineau, qu'il appuie tout au long des négociations du traité. Au titre de Président du Conseil, il est responsable de l'engagement français aux côtés des britanniques dans l'expédition de Suez. Par la suite, il est vice-Président du Conseil (15-31 mai 1958), puis ministre d'État dans le premier cabinet du général de Gaulle (Juin 1958-janvier 1959). Après avoir quitté ses fonctions au gouvernement, il reste député, et rentre dans les rangs du nouveau parti socialiste à sa fondation en 1969, tout en créant, la même année, l'Office Universitaire de Recherches Socialistes. Il publie plusieurs ouvrages de documentation socialiste, ainsi que ses souvenirs de constituant de 1958 sous le titre *Quinze ans après*.

²²¹ Pierre Péan, *Le s deux bombes ou comment la guerre du Golfe la commencé le 18 novembre 1975*, Paris, Fayard, nouvelle édition, 1991.

The Risk Report (²²²), rapporte que Guy Mollet accorde, vers la fin de l'année 1955, une opération top secret de vente de bombardiers français de haute performance aux Israéliens. Cette opération est arrangée et coordonnée par Shimon Pérès. Par la suite, et durant douze ans, il y a un couloir d'acheminement d'armes sans aucun contrôle diplomatique. Ce sont les ministères de la Défense des deux pays qui traitent les ventes entre eux. En contre partie, les Israéliens mettent à la disposition de la France leur réseau d'espionnage en Afrique du Nord et notamment en Algérie. Des juifs d'Algérie sont alors encouragés par le gouvernement israélien à fournir des informations sur les leaders du FLN. Considérés comme des traîtres par les Algériens et accusés de collaboration avec la France, un grand nombre d'entre eux, travaillent comme commerçants ou hommes d'affaires dans les quartiers d'Alger, va être exécuté (Seymour Hersh, 1991, p. 36)²²³. Il est inévitable qu'Ernst Bergmann et Shimon Pérès concluent qu'Israël a offert ce qui justifie la demande de l'aide française pour construire la bombe. Ils comprennent que la bombe israélienne ne sera jamais une réalité sans l'aide de Paris. La construction en France du réacteur de Marcoule est, en 1955, à moitié achevée, et les scientifiques israéliens sont désormais associés à chaque étape de la construction.

De Marcoule à Dimona

Au début des années 60, le réacteur de Dimona commence à prendre forme et les scientifiques israéliens -physiciens et techniciens-, travaillant depuis des années en France à Saclay et Marcoule, sont rappelés en Israël. Les scientifiques se sont vus proposer un double salaire ainsi que des appartements de fonction de sept pièces à Beersheba avec une prime de 50 000 dollars américains pour certains, ou encore la possession, pour d'autres, d'un appartement supplémentaire (Seymour Hersh, 1991)²²⁴. Les Français travaillant sur place ne peuvent pas envoyer des lettres directement en France. Le courrier est acheminé via une boîte postale en Amérique latine dans les deux sens. Les équipements sophistiqués nécessaires pour le réacteur sont rassemblés en France par des membres du Commissariat de l'énergie atomique, dans une des banlieues parisiennes, puis acheminés par voie de chemin de fer, et ensuite par voie maritime vers Israël (Avner Cohen, 1998)²²⁵. Dès 1957, à Beersheba, une zone résidentielle est spécialement construite pour accueillir les ingénieurs français ainsi que des milliers d'ouvriers : des immigrants juifs venant du Maroc et d'Algérie appelés *Sefardim* (²²⁶). Ce sont sur eux que repose dorénavant une grande partie des gros travaux de construction

²²² "Israel's Nuclear Weapon Capability: An Overview", *The Risk Report*, Vol. 2, N. 4, juillet/août 1996.

²²³ Seymour Hersh, *The samson Option*, New York, Random House, 1991.

²²⁴ Ibid.

²²⁵ Avner Cohen, *Israel and the Bomb*, Colombia University Press, 1998.

²²⁶ Sefardim est LE pluriel de sefardi. Ce mot désignant en hébreu la communauté juive vivant en péninsule ibérique, l'Afrique du Nord, l'Irak et la Syrie.

de la centrale de Dimona. Des juifs venant d'Europe sont soigneusement recrutés pour mener les travaux scientifiques et bureaucratiques. Il y a eu un système de castes entre les employés, tant en ce qui concerne l'attribution du logement qu'en ce qui concerne les postes de travail, et que les Français ont été la caste la plus privilégiée (Seymour Hersh, 1991, p. 60)²²⁷. Un système de classes s'installe entre les différentes nationalités, les immigrés marocains et algériens sont en bas de l'échelle, puis viennent les Israéliens, les juifs d'Europe, et enfin en haut de l'échelle se trouvent les Français. Parmi eux, rapporte Seymour Hersh (1991, p. 60)²²⁸, se trouvent des antisémites, et des anciens collaborateurs de la Deuxième Guerre mondiale et l'un d'eux est même expulsé par les autorités car il affiche clairement son antisémitisme. Les Israéliens membres du Parti Communiste ou encore tous ceux qui ont de la famille en Europe sont simplement interdits de travailler sur le site de Dimona de peur que le secret ne soit dévoilé. Les Israéliens ont peur que les Soviétiques aient des informations sur ce qui se passe à Dimona, et la fin des années soixante est marquée par des affaires d'espionnage entre Moscou et Tel-Aviv. Ainsi, les soixante et un membres de l'ambassade soviétique à Tel-Aviv sont soupçonnés d'opérations d'Intelligence visant essentiellement la communauté scientifique israélienne (Seymour Hersh, 1991, p. 62). Seymour Hersh (1991, p. 66), écrit que les Israéliens ont à cette époque, au début des années 60, un but stratégique, celle de la fabrication de la bombe thermonucléaire, des missiles et des avions capables d'atteindre des cibles soviétiques.

La montée de sentiments de peur et la volonté de sécuriser au maximum la construction de la centrale de Dimona a incité Shimon Pérès à créer une unité d'intelligence spéciale appelée *Office of Special Tasks*. Cette unité est placée sous la direction de Benjamin Blumberg et rattachée au ministère de la Défense. Elle devient par la suite l'une des plus opérationnelles dans le monde de l'espionnage moderne (Dan Raviv et Yossi Melman, 1990)²²⁹. La tâche essentielle de cette unité d'intelligence est de protéger le site de Dimona contre l'espionnage et de recruter des scientifiques de haut niveau qui n'ont pas de relations de famille en Europe Occidentale. Cette unité réussit sa mission mais commet une erreur de taille en recrutant un certain Jonathan Pollard qui espionnait pour les comptes d'Israël aux États-Unis. Jonathan Pollard, emprisonné aux États-Unis, depuis 1985, est accusé d'avoir fourni aux Israéliens le Rasin, (*Radio Signal Notations*), l'agence américaine d'écoutes téléphoniques. C'est un manuel de base de données en dix volumes de la NSA (*National Security Agency*) et du CSS (*Central Security Service*). Il a aussi fourni des informations issues du SigInt (Signal Intelligence), lié au (*American Geosynchronous SIGINT Satellites*), fournissant ainsi les codes d'accès et de cryptage du Rasin. Il y a eu depuis, d'autres révélations comme celles de la Revue Insight comme en mai (2000)²³⁰ et en janvier (2002)²³¹. La Revue *Insight*, quant à elle, a

²²⁷ Seymour M. Hersh, *The Samson Option* : Israel's Nuclear Arsenal and American Foreign Policy, New York, Random House, 1991, 354 pages.

²²⁸ Ibid.

²²⁹ Dan Raviv, Yossi Melman, *Every Spy a Prince: The Complete History of Israel's Intelligence Community*, Boston, Houghton Mifflin, 1990, 466 pages. (Dan Raviv, correspondant de CBS News à Londres, Yossi Melman, journaliste israélien).

longuement évoqué une enquête “*secrète*” de la division 5 du FBI consacrée aux écoutes téléphoniques israéliennes ciblant la Maison Blanche, le département d'État et le Conseil National de Sécurité. Il y a eu aussi, en août 2004, les révélations de CBS (²³²), selon lesquelles le Pentagone aurait été sujet d'espionnage par les Israéliens.

French connection

Le 11 avril 1956, six mois avant la guerre de Suez, une délégation israélienne se trouve en visite aux États-Unis. Parallèlement, Shimon Pérès est à son tour en contact avec le Commissariat de l'énergie atomique à Paris. La délégation de Bergmann, qui depuis plusieurs mois suit le dossier de la construction d'un réacteur, fait savoir que les Israéliens vont bientôt commencer la construction d'une centrale nucléaire d'une capacité de 10 MW (Avner Cohen, 1998, pp. 50-52). La délégation Bergmann notifie aux américains que l'uranium nécessaire pour le fonctionnement du réacteur sera produit en Israël. Bergmann ne demande qu'une aide financière ainsi qu'une possibilité de fourniture de l'eau lourde ou de l'uranium enrichi pour le démarrage du réacteur, mais ne fait aucune allusion à une demande de construction du réacteur (Annexe 5)²³³. Washington ne se pose pas du tout la question relative à la contradiction manifeste de la demande israélienne d'une telle quantité d'eau lourde. Le mémorandum du 4 décembre 1956 (Annexe 12)²³⁴, relate la demande israélienne de la vente de 10 tonnes d'eau lourde dans le cadre de la coopération bilatérale entre Américains et Israéliens. Dans ce mémorandum, M. Lahav notifie à ses interlocuteurs son souhait de livraison de l'eau lourde sous certaines conditions (Annexe 12, § 2)²³⁵. Ce rapport confirme la demande formulée dans la lettre du 17 juillet 1956, écrite par le Président de la Commission israélienne de l'énergie atomique et adressée à Lewis L. Strauss, Président de la Commission américaine de l'énergie atomique demandant la vente d'une quantité de 10 tonnes d'eau lourde (Annexe

²³⁰ J. Michael Waller, Paul M. Rodriguez, “Flashback: FBI Probes Espionage at Clinton White House”, *Insight* 29 mai 2000.

²³¹ J. Michael Waller, Paul M. Rodriguez, “Flashback: FBI Probes Espionage at Clinton White House”, *Insight* 7 janvier 2002.

²³² FBI probes Pentagon spy case, CBS News, 28 août 2004, 60 minutes correspondant Lesley Sthl.

²³³ Annexe 5, *Memorandum of Conversation*, Department of State. Subject : Israeli atomic energy program, 11 avril 1956. Source : United States National Security Archive.

²³⁴ Annexe 12, (voir la note ci-après). Les discussions sont suivies par Ephraim Lahav, attaché scientifique auprès de l'Ambassade israélienne à Washington. Ce rapport, écrit par J. P. Trevithick de la DIA, (Division des Affaires Internationales de l'AEC), fait référence à la lettre de Bergmann envoyée à l'AEC. Il fait aussi allusion aux demandes faites par Ephraim Lahav ainsi qu'à une rencontre entre des membres de l'AEC et M. Lahav.

²³⁵ Annexe 12, *Memorandum of Conversation. Meeting with Dr Lahav concernant the implementation on Israeli atomic energy program*. Source : United States National Security Archive. M. Lahav (l'attaché scientifique auprès de l'Ambassade israélienne à Washington), notifie aux Américains qu'Israël n'a pas encore pris sa décision quant à la demande d'un réacteur avancé de 10MW d'uranium normal après plusieurs mois de discussions.

8) ²³⁶ . Juillet 1956 est le mois où le gouvernement français -en collaboration avec le gouvernement britannique-, prépare une attaque contre Nasser. Ce dernier vient de nationaliser le canal de Suez. Pérès, depuis plusieurs mois, est en contact avec le Commissariat français de l'énergie atomique et le gouvernement Guy Mollet, par la voix de Bourgès-Maunoury, qui saisit l'occasion pour demander aux Israéliens d'initier une attaque contre l'Égypte pour le contrôle du canal (Seymour Hersh, 1991). Avner Cohen (1998), explique que les efforts de Pérès portent leurs fruits et la *French connection* commence à se mettre en place durant l'été 1956. Pérès, lors des discussions menées avant juillet 1965, offre à Paris, en échange de la construction d'un réacteur, une coopération d'Intelligence pour contrer les rebelles algériens et l'influence du mouvement d'indépendance de Nasser. Mais, la nationalisation du canal par le raïs Nasser précipite les événements. Le 26 juillet 1956(²³⁷), -jour de la nationalisation du canal par Nasser- une rencontre, initiée par Paris, a lieu entre le ministre français de la Défense Bourgès-Maunoury, et Shimon Pérès. Bourgès-Maunoury demande alors à Pérès : « *combien de temps mettraient les forces armées israéliennes pour atteindre et contrôler le canal de Suez ?* » Pérès répond « *deux semaines.* » Pérès prend alors l'initiative de conclure un accord verbal avec le gouvernement Guy Mollet. Avec Bourgès-Maunoury, les deux hommes se mettent d'accord pour coordonner une attaque conjointe et la mise en place du plan militaire (Seymour Hersh, 1991), (Shimon Pérès, 1995, p. 121) ²³⁸ .

C'est alors que l'opportunité de la construction de Dimona se présente plus tôt que prévu. Fin octobre 1956, seulement trois mois après l'accord entre Pérès et Bourgès-Maunoury, la guerre a lieu. Le plan des deux hommes fonctionnera mieux qu'ils ne l'avaient espéré et les Israéliens, lors de l'expédition de Suez, s'emparent du canal en quelques jours seulement en ce début du mois de novembre 1956. Lors du conflit, Moscou exige le retrait des troupes israéliennes du Sinaï et l'évacuation par le Tsahal de toute la zone du canal. La menace nucléaire de Moscou envers Paris et Londres ainsi que la pression et la menace voilée envers Tel-Aviv ne font que renforcer la détermination israélienne déjà engagée sur la voie du projet nucléaire. Israël qui cherche à construire un réacteur nucléaire depuis le début de 1955, sort du conflit de Suez en 1956, avec la conviction que face à une menace de nature nucléaire, l'acquisition de l'arme est plus que jamais indispensable. Pour Ben Gourion, Tel-Aviv ne peut plus compter sur Washington. Telle est la leçon tirée du conflit. Il s'appuie alors sur l'expérience du physicien Bergmann et sur les contacts pris par Pérès avec Paris. Ben Gourion qui comptait sur le soutien de

²³⁶ Annexe 8, *Memorandum of conversation*, United States Atomic Energy Commission, Division of International affairs. Subject : *Meeting with Dr Lahav, concerning implementation of Israeli atomic energy program*. Source : United States National Archive.

²³⁷ En 1956, sous la pression du colonel Nasser, la Grande-Bretagne, qui avait occupé militairement la zone du canal en 1882, doit évacuer ses troupes. Le 26 juillet 1956, Nasser annonce la nationalisation de la voie d'eau. Une crise internationale s'ensuit et les forces de l'ONU s'installent sur les rives du canal. L'Égypte prend possession du canal de Suez en 1957 (contre une indemnité de 28 millions de livres versée aux actionnaires). La guerre des Six jours, en 1967, a pour conséquence la fermeture du canal à toute navigation. Il ne rouvre qu'en juin 1975, deux ans après la guerre de 1973. Depuis 1956, le canal est administré et géré par l'Égypte.

²³⁸ Shimon Pérès. *Battling for Peace : A Memoir*, New York, Random House, 1995.

Paris et de Londres, se trouve face aux exigences de Moscou en accord avec Washington pour mettre fin au conflit. Les menaces soviétiques durant le conflit de Suez, ainsi que le silence de Washington et la position ferme de l'administration américaine obligeant le Tsahal à se retirer du Sinaï, font naître la profonde conviction qu'Israël ne peut rivaliser qu'en obtenant l'arme nucléaire. Pour Ben Gourion, la sécurité israélienne passe avant tout par le nucléaire. L'accélération du programme nucléaire israélien est donc le produit de la crise de 1956. Or, paradoxalement, au lieu de garantir la sécurité, cet objet va au contraire provoquer la volonté farouche de Nasser qui va tout faire pour que ce projet avorte. Nasser qui sort de la crise militairement perdant mais politiquement gagnant, entreprend ainsi une politique agressive et ne pense qu'à mobiliser ses forces armées pour détruire Dimona. Plusieurs tentatives de survol du site du réacteur de Dimona sont effectuées, ce qui augmente sa menace. Cette situation provoque la décision de Levi Eshkol de déclencher la guerre de 1967. Cette première guerre préventive est celle qui va changer la carte du Moyen-Orient. Le nucléaire n'est peut-être pas le facteur apparent dans cette guerre, mais il est certainement l'un des facteurs principaux dans la décision israélienne de "va-t-en-guerre". Nous le verrons plus loin.

Shimon Pérès et Paris

Plus que tous, Shimon Pérès est l'un des dirigeants israéliens que l'on peut qualifier de produit pur de l'âge nucléaire. Il commence déjà sa carrière politique en tant que conseiller du 1^{er} Premier ministre israélien Ben Gourion. En 1953, âgé de 30 ans, il est directeur au ministère de la Défense et supervise le projet du programme nucléaire israélien, alors que celui-ci n'a qu'une infrastructure virtuelle et ne dispose que d'une dizaine de scientifiques dans le domaine de la physique nucléaire. Pérès identifie la France comme la source la plus sûre en matière d'aide et d'assistance nucléaire au projet ; il table sur le fait qu'à l'époque, Paris n'était pas décidé à s'engager fermement dans la voie nucléaire. Pérès se voit confier par Ben Gourion, la poursuite du projet nucléaire israélien, considéré comme le facteur garant de la survie de l'État nouvellement créé. En 1956-57, Shimon Pérès seul, exploite le climat de décentralisation de la IV^e République et réussit à arranger secrètement la vente par la France à Israël, d'un réacteur et de composants sensibles, nécessaires à la construction de la centrale de Dimona (Pierre Péan, 1991, p. 46)²³⁹. Durant près de 10 ans, Pérès sera chargé de la gestion du projet de construction du réacteur de Dimona dans le désert du Néguev. Le projet sera comme un *État secret* dans l'État nouvellement créé, avec une gestion qui ne rend compte à personne sauf au Premier ministre Ben Gourion. C'est en 1956, que le gouvernement de Guy Mollet accepte de fournir un réacteur de recherche (fonctionnant à l'uranium naturel et à l'eau lourde) d'une puissance de 24-26 MW. Installé sur le site de Dimona, dans le nord du Néguev, à 70 km de Beersheba, ce réacteur n'est opérationnel que vers la fin de l'année 1963 écrit Avner Cohen (2000, pp. 117-119)²⁴⁰. C'est la société *Saint-Gobain* qui signe un accord en 1957, pour la fourniture à Dimona des unités nécessaires à l'extraction du plutonium.

²³⁹ Pierre Péan, *Le s deux bombes ou comment la guerre du Golfe a commencé le 18 novembre 1975*, Paris, Fayard, nouvelle édition, 1991.

La France assure par la suite la livraison de l'eau lourde jusqu'à ce qu'un accord avec la Norvège prenne le relais en 1959. La France accentue alors ses efforts de collaboration avec Tel-Aviv et lui offre l'opportunité d'assister au déroulement des premiers essais nucléaires dans le désert du Sahara algérien. L'État hébreu accède ainsi à des connaissances essentielles pour le développement de son programme militaire et dispose des instruments de mesure. L'échange de bons procédés permet à la France d'obtenir des informations cruciales de manière informelle. Israël propose alors une partie des connaissances obtenues des États-Unis, note François Géré (1995)²⁴¹. Le fondateur de l'État hébreu, David Ben Gourion, ne croit pas à la paix avec les voisins arabes. Il décide, lors de la première guerre israélo-arabe en 1948, d'explorer l'option nucléaire. Il demande, note Amnon Kapeliouk, à des géologues de chercher de l'uranium dans le Néguev, pour les besoins de la centrale de Dimona, dont la construction commence dès 1958. Les quantités trouvées s'avèrent insignifiantes. L'uranium viendra principalement de l'Afrique du Sud, où domine alors le régime de l'apartheid (Amnon Kapeliouk, 1999)²⁴². Le Comité pour l'énergie atomique, fondé par Ben Gourion en 1952, voit la plupart de ses membres démissionner en 1957. C'est lorsqu'ils apprennent qu'Israël signe avec le Premier ministre français Guy Mollet, un accord en vue de la construction, à des fins militaires du réacteur de Dimona. Parmi eux se trouve le professeur Amos De Shalit qui prône une autre approche à ce sujet (Amnon Kapeliouk, 1999)²⁴³, (Dan Raviv et Yossi Melman, 1990)²⁴⁴. Avoir un feu vert de la part de la France provoque ironiquement et contrairement aux attentes une crise au sein du gouvernement israélien, note Seymour Hersh (1991, p. 37). Un accord français oblige Bergmann et Pérès à informer le cabinet qu'Israël est sur le point de construire un complexe nucléaire secret, alors qu'il y a des objections à l'idée du nucléaire de la part d'un petit groupe. Parmi eux on trouve Levi Eshkol, plus tard Premier ministre. Il est alors ministre des finances qui malgré le fait qu'il partage la vision de son Premier ministre Ben Gourion, -la pensée de "*Ein Breira*", (il n'y a pas d'alternative)-, est par ailleurs convaincu qu'une arme nucléaire israélienne est une folie en soi. Car Eshkol et le groupe de réticents, pensent qu'outre le coût financier, il y a devant les dirigeants israéliens, d'autres préoccupations : comment Israël peut-il construire et garder en secret le réacteur ? Est-il moralement acceptable que ceux qui ont souffert de la discrimination et de l'holocauste puissent avoir une telle arme destructrice ? Que diront les Américains ? C'est alors qu'en septembre 1955, le gouvernement canadien annonce la construction d'un centre de recherche nucléaire en Inde. Ce dernier déclare

²⁴⁰ Avner Cohen, "Nuclear Arms in Crisis Under Secrecy: Israel and the Lessons of the 1967 and 1973 Wars," in Peter R. Lavoy, Scott D. Sagan, James J. Wirtz, *Planning the Unthinkable: How New Powers Will Use Nuclear, Biological, and Chemical Weapons*, Ithaca, Cornell University Press, 2000.

²⁴¹ François Géré, *La prolifération nucléaire*, Que sais-je, Paris, PUF, 1995, 126 pages.

²⁴² Amnon Kapeliouk, "Israël assume «sa» bombe", sa bombe", *Le monde diplomatique*, édition de février 1999.

²⁴³ Ibid.

²⁴⁴ Dan Raviv, Yossi Melman, *Every Spy a Prince: The Complete History of Israel's Intelligence Community*, Boston, Houghton Mifflin, 1990, 466 pages.

que le réacteur sera utilisé à des *fin*s civiles. En l'absence d'un accord international sur la prolifération nucléaire, il y a là pour les Israéliens, un précédent pour la construction du réacteur en Israël.

L'idée d'*usage civil* et de fins pacifiques est alors adopté par Ben Gourion. Il le sera durant la décennie critique 1959-1969, souligne Pierre Péan (1991, pp. 22-23)²⁴⁵. Deux mois avant l'arrivée de Kennedy à la Maison Blanche, un télégramme de l'ambassade américaine à Paris envoyé à l'USAEC (*United-States Atomic Energy Commission*) et daté du 22 novembre 1960, est écrit en réponse à une demande spécifique pour de plus amples informations au sujet de la participation française à la construction alléguée de la centrale nucléaire en Israël. Le signataire du télégramme est le représentant de l'USAEC à Paris. Il rapporte la discussion avec « *un membre approprié de la Commission française de l'énergie Atomique.* » Son interlocuteur est catégorique : « *la Commission française de l'énergie atomique, ne collabore pas avec les Israéliens dans la construction d'un réacteur d'énergie nucléaire.* » Pour Avner Cohen (1998, pp. 81-86)²⁴⁶, sémantiquement parlant, ce rapport n'est qu'un pur mensonge à propos d'un réacteur puissant, et presque achevé. Ce n'est donc rien qu'une volonté délibérée de tromper les États-Unis (Annexe 34)²⁴⁷. L'intérêt des deux pays, à ce moment, est de garder le secret. Les accords entre les Israéliens et les Français n'ont d'ailleurs jamais été rendus publics et il ne le sont toujours pas. Pierre Péan (1991, pp. 83-84)²⁴⁸, Avner Cohen (1995)²⁴⁹. Si un membre du Commissariat français de l'énergie atomique nie la coopération avec les Israéliens, c'est que l'enjeu dépasse largement les simples faits. Il touche l'avenir sécuritaire de la France et son prestige sur le plan international. Il y a donc de bonnes raisons pour cacher ce que les Américains savent déjà sur Dimona. Mais, malgré l'aspect apparent selon lequel Dimona est devenu une affaire embarrassante, au fond, le déni français ne va-t-il pas dans le sens des choses voulues par Washington ?

L'intérêt politique de Paris et de Washington est double : d'une part, ne pas être accusé de proliférant et d'autre part Israël reste l'allié à la fois de Washington et de Paris. L'administration Eisenhower accepte toutefois les justifications des deux pays. Le déni de Tel-Aviv et de Paris est accepté alors que les documents entre les mains de Washington parlent d'autre chose. Retournons en arrière quelques semaines auparavant et voyons cela de près dans les faits. Le 9 décembre 1960, le Secrétaire d'État Christian Archibald Herter (²⁵⁰), à propos de la participation française dans le projet de Dimona appelle le chargé d'affaires français à Washington, M. Label, soulignant que Ben-Gourion est sur le

²⁴⁵ Pierre Péan, *Les deux bombes*, Paris, Fayard, 1991.

²⁴⁶ Avner Cohen, *Israel and the Bomb*, New York, Colombia University Press, 1998.

²⁴⁷ Annexe 34, Document d'un Mémoire de conversation entre le Secrétaire d'État Herter et l'ambassadeur de France à Washington. Herter fait part de son étonnement à son interlocuteur Lebel. "Le réacteur est dix fois largement supérieur à la puissance initialement prévue. Source : National Security Archive, Nonproliferation collection.

²⁴⁸ Pierre Péan, *Les deux bombes*, Paris Fayard, 1991.

²⁴⁹ Avner Cohen, "Most Favored Nation", *The Bulletin of Atomic Scientists*, Janvier/Février 1995, Vol. 51, No.1, 1995.

point d'annoncer qu'un nouveau réacteur de recherche expérimentale est à construire dans le désert de Néguev avec l'aide française (²⁵¹).

Chapitre II : la CIA

Dès son arrivée au pouvoir en 1953, le Président américain Eisenhower donne la priorité à l'espionnage aérien en direction de l'Union soviétique (Annexe 13) ²⁵². La deuxième étape est de développer un programme de reconnaissance via le fameux avion U-2 qui peut voler durant onze heures et couvrir une distance de plus de 15000 Km de haute altitude. Cet avion livré par Lockheed Corporation, à l'armée américaine le 25 juillet 1955, est opérationnel le 4 juillet 1956 sur une base américaine en Allemagne de l'Ouest (Annexe 14) ²⁵³. Les missions des avions de reconnaissance U-2 sont de photographier des cibles soviétiques. Le premier avion de reconnaissance américain Lockheed U-2 est abattu au-dessus du territoire de l'Union soviétique en 1960 (²⁵⁴). Un mois plus tard, l'administration Eisenhower lance un programme qui succède à celui des U-2 (Annexe 15) ²⁵⁵. D'autres avions U-2 sont opérationnels à partir d'une base militaire en Turquie ou encore à partir de l'Inde, du Pakistan et de la Norvège (Seymour Hersh, 1991), (Warner Farr, 1999) ²⁵⁶. Le Moyen-Orient est l'une des zones photographiées par les U-2, relayés

²⁵⁰ Christian Archibald Herter, succède à John Foster Dulles au poste de Secrétaire d'État (1959-1961), il écrit *Toward an Atlantic Community*, (1963).

²⁵¹ U.S. State Department, 486, décembre 3, 1960, Reid to Secretary of State. National Security Archives, Collection of Proliferation, Washington, D.C.

²⁵² Annexe 13, Rapport J. H. Carter, directeur adjoint, Lockheed Corporation, Strategic Reconnaissance, 30 novembre 1953. Source : National Security Archive, Electronic Briefing Book, N. 74, Jefferey T. Richelson, octobre 2002.

²⁵³ Annexe 14, *Herbert I. Miller, Memorandum for : Project Director, Subject: Suggestions Intelligence Value of AQUATONE*, 17 juillet 1956. Top secret, 3 pages. Source : National Security Archives. CIA 2000 release.

²⁵⁴ Pour des détails sur le premier avion de reconnaissance américain Lockheed U-2 abattu au-dessus du territoire de l'Union soviétique en 1960, consulter le Foreign Relations of the United States 1958-60, Volume X, May - July 1960 : The U-2 Airplane Incident.

²⁵⁵ Annexe 15, *Memorandum A. J. Goodpaster, 2 juin 1960*. Source : Dwight D. Eisenhower Library. Consulter à ce propos le site internet de la CIA et notamment les documents relatifs à l'espionnage soviétique : [Hoover to Brigadier General A. J. Goodpaster, USA, 23 May 1960, Dwight D. Eisenhower Library, White House Staff Secretary Files \(Subject Series\), "Expose of Soviet Intelligence," box 23 \[Table of Contents and Appendixes not included\]](#).

²⁵⁶ LTC, Warner D. Farr, U.S. Army, "The Third Temple's Holy of Holies: Israel's nuclear weapons", *The Counterproliferation Papers*, Future Warfare Series No. 2 USAF Counterproliferation Center, Air War College, Air University, Maxwell Air Force Base, Alabama, Septembre 1999.

ensuite par le satellite de reconnaissance Corona, lancé en août 1960. L'un des premiers rapports des photos prises par Corona, en septembre 1960 englobe lui aussi la zone du Moyen-Orient (Annexe 16)²⁵⁷, et chaque pays de la zone couverte par Corona a son propre code, selon le rapport de mission de septembre 1960 (Annexe 16, p. 124)²⁵⁸. C'est grâce à des photos prises par les avions U-2 que les Américains commencent à voir les indices d'une activité inhabituelle de construction sur le site de Dimona. Les premières photos sont prises en 1958, par les avions de reconnaissance U-2. Ils prennent les photos du site en construction mais n'identifient le site comme suspect que deux ans plus tard en 1960. Mais durant les trois années, le site n'a pas échappé aux yeux de la CIA. Du côté israélien, on fait savoir, en premier temps, que le site est une usine de textile, puis une station d'agriculture ou encore une usine de métallurgie. C'est en 1960, que Ben Gourion annonce que le site abrite bel et bien un réacteur nucléaire mais dont les buts sont civils (*Federation of American Scientists*)²⁵⁹.

Les interprétations qui donnent lieu à un suivi constant des travaux sur le site, montrent d'abord un site qui ressemble à un lieu de test de munitions. Ensuite, quelques mois plus tard, les photos font paraître un creusage important de grande profondeur. Puis, vers la phase finale, les photos du site montrent bien la forme circulaire du bâtiment et le dôme. Les photos montrent de toutes évidences, qu'il s'agit d'un réacteur nucléaire. Le service photos de la CIA soumet ses analyses des photos du site de Dimona à la fois, à la Maison Blanche et au département d'État, vers la fin de l'année 1958 et au début de 1959. Mais, l'absence de documents écrits provoque une difficulté pour tracer les briefings des responsables de la CIA et de la Maison Blanche à ce sujet. Il n'y a aucun document rendu public à ce propos, et les documents ou les photos prises par les avions U-2 ou le satellite Corona, ne sont ni classés ni transcrits. Les experts d'analyse d'images prises par les avions U-2, comme Arthur C. Lundahl ainsi que son collègue Dino A. Brugioni, ne se trompent pas sur le contenu des photos, rapporte Seymour Hersh (1991). Tous deux n'ont pas de doute sur le fait qu'Israël est en phase de construire un réacteur nucléaire. Eux, comme leurs collègues, accordent à Israël le droit d'exister mais ils sont également persuadés qu'une bombe israélienne déstabiliserait le Moyen-Orient. Ils sont aussi convaincus qu'ils ont entre les mains une dynamite politique, et ils optent pour la politique de *wait and see* (Seymour Hersh, 1991, p. 54)²⁶⁰. Avner Cohen (1998)²⁶¹, note que lors des briefings habituels sur les photos prises par les avions U-2, l'expert Arthur C. Lundahl

²⁵⁷ Annexe 16, *Photographic Intelligence Center, CIA, Joint Mission Coverage Index: Mission 9009, 18 August/september 1960*, Source : Kevin C. Ruffner (ed.), *CORONA : America's First Satellite Program* (Washington, D.C.: CIA, 1995).

²⁵⁸ Ibid.

²⁵⁹ *Federation of American Scientists*, *Weapons of Mass Destruction, Israel's Nuclear Weapons*.

²⁶⁰ Seymour M. Hersh, *The Samson Option: Israel's Nuclear Arsenal and American Foreign Policy*, New York, Random House, 1991, 354 pages.

²⁶¹ Avner Cohen, "Israel and the Evolution of the US Nonproliferation Policy, The Critical Decade, 1959-1969", Center for Nonproliferation Studies, *The Nonproliferation Review*, Vol: V, N° 2, hiver 1998.

commence à détailler le contenu de chaque photo par étapes. Il commence d'abord, par un rapport rapide d'état des lieux, avec des illustrations de photos du réacteur de Dimona. Puis, il fait des rapports, basés sur ces photos prises du site de Dimona. Ces photos suivent l'état d'avancement des travaux au fil des semaines. Lundhal répond à quelques questions du directeur de la CIA, Allen Welsh Dulles (²⁶²), ainsi que du Secrétaire d'État américain, John Foster Dulles (²⁶³). Il raconte que cela s'arrête à ce niveau sans aucune suite (Michael R. Beschloss, 1986) ²⁶⁴. Lundahl raconte aussi que durant les années suivantes, il n'y aura pas de questions supplémentaires sur le suivi de cette affaire. « Par la suite jamais personne n'est venu vers moi en me demandant la suite de mes rapports (...) Depuis, je n'ai plus jamais été sollicité pour effectuer un suivi sur quoi que ce soit en rapport avec le briefing sur Israël » explique Arthur C. Lundahl, lors d'une interview avec Seymour Hersh (1991, p. 54). Les U-2 continuaient de survoler le désert de Néguev et le site de Dimona. Les Américains ont alors la certitude que les Israéliens sont au courant du survol des U-2 et qu'ils (les Israéliens) n'apprécient pas cette démarche. Brugioni exprime sa fascination pour la construction du complexe de Dimona et raconte qu'ils ont suivi les différentes étapes de construction, qu'ils ont vu le site s'élargir et que la Maison Blanche montre une attitude mystérieuse à ce sujet. « *Pas une seule question lors des briefings, seulement un merci et une phrase typique : cela ne sera pas disséminé n'est-ce pas ? C'était cette attitude sans plus* » (Seymour Hersh, 1991, p. 55). Dino A. Brugioni, l'autre expert d'analyse des photos prises par les avions U-2, prépare, à son tour, les éléments des briefings présidentiels et les fournit à Arthur C. Lundahl. Brugioni sait que l'Intelligence sur Israël monte jusqu'au sommet. « Ce qui avait été étrange pour moi, raconte Brugioni dans son ouvrage, «c'est que je n'ai jamais compris si la Maison Blanche voulait qu'Israël se dote de l'arme nucléaire ou pas ? *Mais deux énormes trous artificiels dans le désert avec des quantités énormes de mètres cubes de sable à évacuer cela ressemble fort à ce qui se passait lors de la Deuxième Guerre mondiale en construisant des usines souterraines qui permettait aux Allemands de mettre leurs usines à l'abri des bombardements des alliés.* » (Dino A. Brugioni, 1989) ²⁶⁵.

Les travaux de construction de Dimona

Les Israéliens ont-ils appris la leçon de l'opération de la CIA lorsqu'au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, ses équipes, opérant en Allemagne de l'ouest, menèrent une opération de construction d'un tunnel donnant accès à Berlin Est. Ce tunnel, creusé de l'Ouest vers l'Est, en évacuant les terres dans des containers militaires. L'opération est compromise lorsque l'espion soviétique George Blake, qui était, en même temps, un officier de l'Intelligence britannique révèle le secret au KGB. Lorsque les travaux de

²⁶² Allen Welsh Dulles, est directeur de la CIA de 1953 à 1961.

²⁶³ John Foster Dulles, est Secrétaire d'État de 1953 à 1959. Il est le grand frère de Allen Welsh Dulles.

²⁶⁴ Michael R. Beschloss, *Mayday: Eisenhower, Khrushchev and the U-2 Affair*, New York, Harper & Row, 1986.

²⁶⁵ Dino A. Brugioni, "The Serendipity Effect of Aerial Reconnaissance", *Interdisciplinary Science Review*, vol. 124, N. I, 1989.

Dimona commencent vers la fin de l'année 1957, les Israéliens, qui ont la certitude que les U-2 les surveillent, ont, dès le début des travaux de creusage en 1958, réalisé les évacuations des terres dans des camions militaires couverts. On parle de deux sites souterrains à Dimona dont une usine nécessaire, sur le plan chimique, à la production de plutonium et par la suite à la fabrication de la bombe.

La plus grande évidence sur les intentions des Israéliens se manifeste par les conclusions des experts en analyse d'images selon lesquelles il y a une grande similitude entre le réacteur nucléaire de Marcoule en France et les bâtiments de Dimona. C'est ce qui explique peut-être que le site de Marcoule est survolé par les avions civils américains de façon permanente durant la fin des années 50. Ces avions sont équipés de caméras pour la prise de vues. Par ailleurs, des photos sont prises par des diplomates et des officiers américains travaillant à l'ambassade des États-Unis à Paris et sont analysées par la CIA. En 1959, note Avner Cohen (1995)²⁶⁶, les Américains ont la certitude que le réacteur ainsi que le processeur chimique de Marcoule tournent à plein régime. Il est donc clair que les Israéliens suivent le modèle français. Et le site de Dimona est conçu de façon similaire à celui de Marcoule dans le sud du Rhône en France. L'usine du processeur chimique est séparée du réacteur principal et les deux sites sont reliés par un tunnel. Lorsque la construction du réacteur de Dimona se termine en 1960, les photos des avions U-2 n'offrent plus de nouvelles informations du site. La CIA envoie des agents pour photographier le site de près afin de savoir si le deuxième site est destiné à un processeur chimique. Les Israéliens comprennent le jeu et plantent des arbres plus hauts que le bâtiment cachant ainsi toute prise de vue extérieure. À cela s'ajoute un paramètre de sécurité infranchissable. Ce jeu du chat et de la souris se poursuit durant les dix années suivantes. Les Israéliens agrandissent le site et les administrations américaines n'auront pas de certitude quant à la vraie raison de la construction. En revanche, les experts du service CIA-NPIC, (*National Photographic Interpretation Center*), Lundahl et Brugioni n'ont plus aucun doute. Pour eux, Israël va vers la fabrication de la bombe. Ils n'ont plus de doute non plus sur le fait que l'administration américaine dispose de ces informations mais préfèrent regarder dans la direction opposée. À Washington comme à Tel-Aviv, le dossier dépasse largement les estimations américaines et va au-delà de la simple question de prolifération (Seymour Hersh, 1991, p. 57)²⁶⁷. Les décideurs israéliens sont alors divisés au sujet du projet de la bombe atomique. C'est une guerre interne car le projet est assiégé par des personnes hostiles depuis son tout début. Les adversaires de ce projet tiennent l'argument selon lequel le projet est une erreur. Pour eux, le financement qui dépasse l'imagination peut servir à l'achat de matériels militaires conventionnels dont l'État hébreu a tellement besoin. Ce projet mobilise aussi des scientifiques et des techniciens dont Israël manque dans d'autres secteurs, -comme l'industrie-, pour les développer (Fuad Jabber, 1971)²⁶⁸.

²⁶⁶ Avner Cohen, "Most Favored Nation", *The Bulletin of Atomic Scientists*, January/February, 1995 Vol. 51, No. 1, 1995.

²⁶⁷ Seymour M. Hersh, *The Samson Option: Israel's Nuclear Arsenal and American Foreign Policy*, New York, Random House, 1991, 354 pages.

²⁶⁸ Fuad Jabber, *Israel and Nuclear Weapons. Present Option and Future Strategies*, London, Chatto & Windus, 1971.

Divisions et deux visions

Au sein même de la classe politique israélienne, il y a deux visions différentes. Il y a celle de Ben Gourion : la bombe dans le secret. D'autres voient, au contraire, que la supériorité militaire israélienne, par rapport aux Arabes, réside dans la qualité d'équipement et le niveau technique des soldats. Parmi les partisans de la supériorité qualitative, figurent Yigal Allon (²⁶⁹) qui dirige les opérations militaires lors de la guerre de 1948, Yitzhak Rabin, alors chef des armées, ainsi qu'Ariel Sharon, alors général au Tsahal. Pour eux, une supériorité militaire classique et conventionnelle vaut mieux que la bombe car les voisins, et notamment l'Égypte, seront plus dangereux avec, que s'ils n'en possèdent pas. Selon leur analyse, les Égyptiens feront de même dès qu'ils sauront que les Israéliens ont l'arme nucléaire. Il serait dans l'avenir impossible de cacher ces armes aux Égyptiens ou encore aux autres pays du Moyen-Orient. Seul Moshe Dayan, parmi les militaires israéliens, se montre favorable et soutient le programme nucléaire dès le début. Pour Bergmann ainsi que pour David Ben Gourion et Shimon Pérès, la seule issue pour protéger le projet et aboutir à sa réalisation, est le silence et le secret. Le seul homme qui menace la réalisation de ce rêve est l'un des partenaires de l'État hébreu : le général Charles de Gaulle. En décembre 1958, il est élu Président de la V^e République pour sept ans avec une promesse de trouver un compromis pour finir la guerre d'Algérie. Le général de Gaulle est en faveur d'une dissuasion nucléaire indépendante pour la France, et tout autre sujet pour le général, comme la question du soutien d'Israël, est secondaire. Pour ces raisons, la coopération entre le Commissariat français de l'énergie atomique et la Commission israélienne de l'énergie atomique se poursuit selon les accords secrets. La construction de la centrale de Dimona, continue sans que le général de Gaulle ne soit averti (²⁷⁰). Quant aux équipements lourds, comme le réservoir citerne, ils sont décrits et déclarés aux douanes françaises comme des réservoirs de dessalement d'eau de mer en Amérique latine. L'eau lourde est à son tour acheminée illégalement par les Français vers Dimona (Seymour Hersh, 1991, p. 64) ²⁷¹.

Le Commissariat de l'énergie atomique achète alors l'eau lourde auprès des Norvégiens, qui à cette époque, sont les leaders mondiaux en production de l'eau lourde en grandes quantités (Pierre Péan, 1991) ²⁷². Les Norvégiens livrent l'eau lourde aux Français avec la condition de ne pas la transférer vers un tiers. Cette stipulation est ignorée par les Français et l'aviation militaire achemine plus de quatre tonnes d'eau lourde vers Israël. En France, le premier signe manifeste de malaise de la part du général

²⁶⁹ Yigal Allon (1918-1980), général et homme d'État. Commandant durant la guerre de 1948, Leader de *Achdut Ha'Avodah* et membre de la Knesset ; Ministre travailliste (1961-1968), Premier ministre (1968). Ministre de l'Éducation (1969-1974). Ministre des Affaires étrangères (1974-1977).

²⁷⁰ voir à ce propos, Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir. L'Effort : 1962-1965*, Paris, Plon, Tome II, 1970.

²⁷¹ Ibid.

²⁷² Pierre Péan, *Les deux bombes*, Paris, Fayard, 1991.

de Gaulle envers l'implication de la France dans la construction de la centrale de Dimona, survient en mai 1960. Alors que le secret est bien gardé et que l'usine qualifiée par les Israéliens comme celle de textile, le ministre français des Affaires étrangères Maurice Couve de Murville (²⁷³) informe l'ambassadeur israélien que la France souhaite qu'Israël annonce publiquement ce qui se déroule à Dimona et que les Israéliens mettent le site à la disposition de l'inspection internationale, comme c'est le cas du site de Nahal Soreq. Le ministre Couve de Murville signifie que, sans ces conditions, la France arrêtera toute implication dans le programme nucléaire israélien. Un sommet est par la suite organisé entre le général de Gaulle et le Premier ministre israélien Ben Gourion (²⁷⁴) et le sujet est enterré note Seymour Hersh (1991, p. 68) ²⁷⁵. Bertrand Goldschmidt note, dans ses mémoires, que cette rencontre est intervenue dans un moment où la France faisait face aux événements d'Algérie et où le général de Gaulle craignait un éventuel scandale, si la coopération nucléaire entre la France et Israël devait être connue sur la scène internationale. Dans la logique du Général, la France serait alors le seul pays en dehors des États-Unis, de la Grande Bretagne, et de l'Union soviétique, à avoir aidé un pays tiers à la prolifération nucléaire. Paris risque d'être dans une posture internationale difficile à gérer. Pour les Israéliens, il y a de leur côté, une autre raison d'inquiétude. Si Israël annonce publiquement son programme nucléaire, les Égyptiens, sous la pression des populations arabes, vont inévitablement poursuivre le même chemin avec l'aide de Moscou. Les Israéliens seraient alors placés à la fois sous la pression américaine et soviétique et leur entreprise risque l'effondrement.

Le général de Gaulle, suite à la rencontre avec Ben Gourion, le 17 juin 1960, est ferme et convaincu qu'il faut arrêter toute poursuite de coopération dans le domaine nucléaire entre la France et Israël. Il ordonne la cessation de toute activité scientifique et technique entre les deux pays et l'arrêt immédiat des travaux de construction de la centrale de Dimona. En Décembre 1960, Israël reconnaît que Dimona est un site abritant un réacteur nucléaire. Dans les mois qui suivent, et durant l'année 1961, Shimon Pérès travaille pour trouver un compromis en négociant avec M. Couve de Murville. Il s'agit de trouver une politique pour "*sauver la face*" afin de continuer le travail déjà avancé (Pierre Péan, 1991) ²⁷⁶. Shimon Pérès propose à M. Couve de Murville la formule israélienne, celle qui va dominer la politique israélienne en ce qui concerne l'arme nucléaire. Il s'agit

²⁷³ Maurice Couve de Murville. Homme politique français (Reims, 1907-Paris, 1999). Ministre des Affaires étrangères (1958-1968). Après une carrière d'inspecteur des finances, il occupe diverses fonctions diplomatiques (ambassadeur de France au Caire de 1950 à 1954, auprès de l'OTAN en 1954, à Washington de 1955 à 1956 et à Bonn de 1956 à 1958). En 1958, il est nommé ministre des Affaires étrangères et conserve ce poste sans discontinuer jusqu'en 1968, devient brièvement ministre de l'Économie et des Finances, avant de succéder à G. Pompidou à la tête de l'ultime gouvernement du général de Gaulle, de juillet 1968 à avril 1969.

²⁷⁴ Le général de Gaulle recevant le 17 juin 1960, le Premier ministre Ben Gourion, l'informe de l'arrêt du concours de la France en matière nucléaire entrepris depuis la crise de Suez de 1956.

²⁷⁵ Seymour Hersh, *The samson Option*, New York, Random House, 1991.

²⁷⁶ Pierre Péan, *Le s deux bombes ou comment la guerre du Golfe la commencé le 18 novembre 1975*, Paris, Fayard, nouvelle édition, 1991.

d'assurer aux Français que les Israéliens n'ont aucune intention de développer une bombe atomique. Le compromis est donc trouvé. C'est ce qui permet à la France de continuer à porter son aide et à tenir ses engagements. Paris poursuit sa fourniture des parties manquantes à l'achèvement du réacteur et ne demande pas l'inspection internationale du site. Israël de son côté, fait savoir publiquement l'existence de son réacteur nucléaire et continuera la construction sans mentionner l'aide du gouvernement français. La coopération entre les deux pays continue sans en informer le général de Gaulle, et Ben Gourion maintient un statu quo sur ce qui se passe à Dimona. Par la suite, ni le général de Gaulle, ni le gouvernement français ne changent le courant des choses et les firmes françaises travaillent jusqu'en 1966 sous les mêmes conditions de contrats. Mais cette fois, le doute commence à planer sur Dimona. Ben Gourion va devoir prendre la décision et parler de son projet.

La démission de McCone

C'est suite à un article de presse que le public et les décideurs américains sont informés de ce qui se passe à Dimona. Cet article, signé par John W. Finney (²⁷⁷), apparaît à la "Une" du *New York Times*, le 19 décembre (1960) ²⁷⁸. Il informe l'opinion publique américaine de ce qu'Arthur C. Lundahl et Dino A. Brugioni (de la CIA-PIC) rapportent à la Maison Blanche depuis plusieurs années. Finney publie des informations qui lui sont avancées par le Républicain et businessman californien John Alex McCone, Directeur de l'AEC (*Atomic Energy Commission*). Finney explique dans son article, que John A. McCone est très en colère. « Ils nous ont menti », explique McCone en parlant des Israéliens (²⁷⁹). À la question du journaliste : *qui vous a menti ?*, la réponse de M. McCone est : « les Israéliens. » (...) « Ils nous ont fait croire que l'usine était une usine chimique alors qu'en réalité c'est une centrale nucléaire. Nous avons des informations d'Intelligence prouvant que les Israéliens ont construit secrètement un réacteur nucléaire dans le désert de Néguev, avec l'aide des Français. » M. McCone demande alors au journaliste Finney, de rendre l'affaire publique, car il a l'impression que les Américains n'apprécieraient pas que les Israéliens leur mentent.

Cet article laisse derrière lui un malaise profond parmi les décideurs américains, avec l'impression qu'ils ont été écartés par deux de leurs alliés : les Français et les Israéliens. Le jour même de la publication de l'article, le *New York Times* avance l'information selon laquelle M. McCone va démissionner. Quelques jours plus tard le 10 janvier 1961, John Alex McCone annonce -en direct lors d'une interview télévisée sur la chaîne NBC dans l'émission hebdomadaire du dimanche, *Meet the Press*-, sa démission de sa fonction à la tête de l'AEC (²⁸⁰). John A. McCone, qui remplace, en juillet 1958, Walt Elder travaille avec Arthur C. Lundahl et Dino A. Brugioni qui régulièrement informent la Maison Blanche

²⁷⁷ Journaliste reporter travaillant pour le *New York Times* en 1960, pour lequel il suit l'évolution de la centrale de Dimona.

²⁷⁸ John W. Finney "U.S. Hears Israel Moves Toward A-Bomb Potential", *New York Times*, p. I, 19 décembre 1960.

²⁷⁹ John Alex McCone est directeur de l'AEC entre 1958 et 1960. Nommé par le Président Kennedy comme directeur de la CIA entre 1961 et 1965, il est décédé en 1991 à la suite d'une longue maladie.

des activités et le progrès des travaux à Dimona. À la fin de 1960, les travaux de Dimona sont avancés et le dôme du réacteur commence à être visible par les passants sur les routes du désert de Néguev. Et à partir de mai 1960, les avions américains U-2 peuvent prendre des photos aériennes du réacteur. Les Américains préoccupés par la question de la prolifération nucléaire, commencent une série de discussions avec l'ambassadeur israélien Avraham Harman (²⁸¹), qui insiste sur le fait que Dimona n'est qu'un centre de recherche (Avner Cohen, 1995) ²⁸². Le 2 décembre, le département d'État établit qu'une installation importante et significative est construite près de Beersheba dans le désert du Néguev (²⁸³). En octobre 1960, le *Department of State* demande à l'ambassade de Paris de lui fournir toute information concernant la coopération entre la France et Israël. Le 24 novembre, un télégramme quitte l'ambassade américaine à Paris à l'intention de l'USAEC (*U.S. Atomic Energy Commission*). Le représentant de l'USAEC écrit qu'un des membres du Commissariat français de l'énergie atomique lui assure (premier paragraphe de la lettre), que le CEA n'a pas de coopération avec les Israéliens dans le domaine nucléaire (Annexe 10) ²⁸⁴. Suite à une réunion des membres du NSC (*National Security Council*), et suite à la demande de la Maison Blanche, les États-Unis notifient à la France, une protestation officielle. C'est alors que débute ce que beaucoup considère comme l'affaire "French connection". Les Américains, pensent que le site de Dimona est suffisamment grand pour qu'il ne soit pas uniquement destiné à un simple centre de recherche. Couve de Murville, le ministre français des Affaires étrangères, lors d'une visite à Washington, assure le département d'État américain qu'il n'y a pas de raisons d'inquiétude. En novembre 1959, un rapport de 10 pages de la CIA détaille et donne une analyse du potentiel du programme nucléaire français bien avancé pour la production de la bombe atomique et la mise en place des tests nucléaires. Ce rapport ne fait aucune référence à une présence d'experts israéliens lors des essais nucléaires français. Il est à souligner que certaines parties du rapport sont rendues illisibles (Annexe 18) ²⁸⁵.

The CIA Information Report

²⁸⁰ *New York Herald-Tribune*, 10 janvier 1961.

²⁸¹ Avraham Harman. Ambassadeur israélien aux États-Unis de 1958 à 1968.

²⁸² Avner Cohen, "Most Favored Nation", *The Bulletin of Atomic Scientists*, Janvier/Février 1995, Vol.51, No.1, 1995.

²⁸³ *Memorandum from Secretary of State Dean Rusk to President John F. Kennedy*, 30 janvier 1961. Source : John F. Kennedy Library, POF ; Israel, Box 119a.

²⁸⁴ Annexe 10, *Clarifications de l'Ambassade américaine à Paris sur la construction du réacteur de Dimona*. 22 novembre 1960. National Security Archive, Nonproliferation collection.

²⁸⁵ Annexe 18, *The French Nuclear Weapons Program, Scientific Intelligence Report*, Central Intelligence Agency, Office of Scientific Intelligence, 13 novembre 1959, 10 pages. Source : National Security Archive, autorisé suite au Freedom of Information Act Request.

L'ambivalence au top de l'administration américaine concernant l'armement nucléaire israélien se reflète par un flou entourant ce sujet. Même avec des inspections, Washington ne voit rien de douteux vis-à-vis du site de Dimona. Au milieu des années 60, les règles du jeu sont déjà fixées entre le Président Johnson et ses conseillers. Toute l'administration se base sur les rapports des deux visites d'inspections américaines à Dimona et qui ne soulignent aucune intention de la part des Israéliens de développer des armes nucléaires. Ainsi, les Américains peuvent continuer à réaffirmer leur engagement vers la non-prolifération nucléaire. Mais, les deux hommes, Arthur C. Lundahl et Dino A. Brugioni, de la CIA-NPIC, (*National Photographic Interpretation Center*) qui analysent les données et des photos d'Intelligence et qui écrivent des rapports à leurs supérieurs de la CIA, ont compris qu'il ne sert à rien de relayer une information au sommet, si celui-ci ne souhaite pas le savoir. L'information est disponible mais personne n'en veut.

À la CIA, et donc au département d'État comme à la Maison Blanche, tout le monde le sait, mais personne n'en parle. On en sait déjà beaucoup dès le début des années 60. Par exemple, en ce qui concerne le missile Jéricho, l'administration américaine sait que la firme française Dassault l'assemblait pour les Israéliens. Seymour Hersh (1991, p. 142), note que la CIA possède, à cette époque, toutes les informations nécessaires avec l'aide des Français, et des espions. Lewis Lichtenstein Strauss est considéré comme l'un des farouches opposants à la prolifération nucléaire et il a connaissance de toutes les informations fournies par la CIA à l'*Atomic Energy Commission* à propos de la construction de la centrale de Dimona. Lewis Strauss (²⁸⁶), directeur de la AEC depuis 1953, n'informe pas son successeur John Alex McCone (²⁸⁷), lorsqu'il lui succède à la tête de l'AEC en 1958, du contenu des rapports disponibles sur le programme nucléaire israélien. Tout au long de son mandat, Lewis Strauss n'a pas soulevé une seule fois la question du programme nucléaire israélien. Etant juif, il a vécu l'holocauste et sent le besoin de sécurité d'Israël. Lewis Strauss qui voit dans l'arsenal nucléaire américain un moyen essentiel pour contrer les menaces soviétiques, voit aussi que c'est l'industrie, et non pas les gouvernements, qui permettent la construction des réacteurs nucléaires (Richard Pfau, 1984) ²⁸⁸. Durant sa carrière, Lewis Strauss a participé à la plupart des conférences internationales sur l'usage pacifique de l'atome. Il rencontre à plusieurs reprises son homologue israélien Ernst David Bergmann. Une relation d'amitié lie les deux hommes et Strauss signifie à Bergmann sa sympathie pour le programme nucléaire israélien, note Seymour Hersh (1991, p. 86). Hersh écrit que M. Strauss, en 1966, use de son influence et obtient une invitation de deux mois d'Ernst Bergmann pour visiter le

²⁸⁶ Lewis Lichtenstein Strauss (1896-1974), membre de la Commission d'énergie Atomique depuis 1946, devient son directeur à partir de 1953. Il est le mieux placé pour conseiller le Président Truman et puis Eisenhower en ce qui concerne les dossiers relatifs aux armes nucléaires. Opposant farouche de la prolifération nucléaire, il souhaite le monopole américain dans ce domaine.

²⁸⁷ John Alex McCone, est nommé par le Président Eisenhower en tant que directeur de la Commission de l'énergie Atomique en 1958. Suite à la démission de Allen Welsh Dulles, il est nommé par le Président Kennedy à la tête de la CIA le 29 novembre 1961. Le 11 avril 1965, il démissionne en considérant que le Président Johnson ignore ses évaluations sur le Vietnam en prenant en considération les estimations du Pentagone car elles sont plus optimistes.

²⁸⁸ Richard Pfau, *No Sacrifice Too Great*, Charlottesville, University Press of Virginia, 1984.

prestigieux (IAS) *Institute for Advanced Studies*, à Brinceton.

Carl Kaysen, alors directeur de l'institut, est un homme politique et assistant adjoint au Président du conseil de la Sécurité Nationale américaine. Il raconte dans ses mémoires qu'il n'a pas été surpris de la présence de Bergmann parmi eux ou encore des démarches israéliennes vers la possession de la bombe atomique. Il rapporte par ailleurs qu'il avait été surpris par le fait que Strauss, qui s'oppose publiquement à la prolifération nucléaire, soit en privé favorable au programme nucléaire israélien, rapporte Seymour Hersh (1991, p. 92). Durant les années Eisenhower, le programme nucléaire israélien et les photos des avions U-2 américains ainsi que les informations de l'intelligence de la CIA se trouvent entre les mains d'Arthur C. Lundahl (²⁸⁹) et de Dino A. Brugioni du NPIC, (*National Photographic Interpretation Center*), l'agence d'interprétation des photos de la CIA. Ces photos sont traitées comme les plus hauts des sujets top secret. Mais, durant les années Eisenhower, il y a un grand fossé entre les informations disponibles et les hommes au sommet.

Le réacteur et ses fins pacifiques

L'usine connue comme celle de textile est en réalité un réacteur nucléaire. Il faut alors attendre plusieurs années pour que l'on passe d'une usine de textile ou encore d'une fabrique agricole à l'annonce officielle de la vraie nature du réacteur de Dimona. C'est le tabloïd britannique, le *Daily Express*, publie un article, le 16 décembre 1960, dans lequel on lit que la France aide Israël à la fabrication de la bombe atomique. C'est alors que Ben Gourion reconnaît que Dimona est un réacteur nucléaire (Pierre Péan, 1991, p. 22) ²⁹⁰. Cet article écrit par Chapman Pincher, -un proche des services d'Intelligence ainsi que du milieu nucléaire britanniques-, s'appuie sur des informations obtenues par l'Intelligence américaine et britannique. Selon les sources du *Daily Express*, les Israéliens sont en phase d'accomplir la construction de leur centrale nucléaire (²⁹¹). Quelques jours après, le *New York Times* du 19 décembre (1960) ²⁹², révèle que l'usine de textile n'est qu'un réacteur nucléaire. Cet article écrit par le reporter John W. Finney, a comme source le directeur de l'AEC, John Alex McCone. Ce dernier démissionne quelques jours plus tard en direct à la télévision. Le 2 décembre 1960, avant que les Israéliens annoncent la nature du site de Dimona, le *Department of State* possède dès à présent des informations selon lesquelles Israël a des installations nucléaires secrètes, écrit Avner Cohen (1998, pp. 81-85) ²⁹³.

À la mi-décembre, l'affaire Dimona devient une affaire publique. Le *New York Times*

²⁸⁹ Arthur C. Lundahl crée le (CIA-NPIC), *National Photography Interpretation Center* qui joue un rôle primordial et vital dans l'interprétation des milliers de photos du nouveau système de reconnaissance, prises par les avions de reconnaissance U-2 et celles prises par les satellites d'espionnage.

²⁹⁰ Pierre Péan, *Les deux bombes*, Paris, Fayard, 1991.

²⁹¹ Chapman Pincher, "Israel May Be Making an A-Bomb", *Daily Express*, p. II, 16 décembre 1960.

²⁹² John W. Finney "U.S. Hears Israel Moves Toward A-Bomb Potential", *New York Times*, p. I, 19 décembre 1960.

publie l'information le même jour que la parution de l'autre article du *Daily Express* à Londres, le 16 décembre (1960, p. 2)²⁹⁴. Le 21 du mois, Ben Gourion annonce qu'Israël construit un réacteur de 24 MW à des *fins pacifiques* (²⁹⁵). En Israël, au bureau du Premier ministre, on soupçonne que la fuite des informations concernant Dimona vers les Britanniques est orchestrée par quelques hommes proches du général de Gaulle. Face à cette situation, Tel-Aviv décide de parler de Dimona. Le but immédiat de la manœuvre des Israéliens -dirigée par Pérès- est de garder Dimona loin de toute polémique, car n'importe quel autre débat sera dévastateur et aboutira à une série de protestations internationales. Quelques jours plus tard et devant la Knesset, Ben Gourion explique le 21 décembre 1960, que Dimona, avec ses 24 mégawatts, n'est qu'un réacteur nucléaire dédié à des objectifs civils. L'autre partie du site, ajoute le Premier ministre, est dédié à un institut de recherche scientifique pour les zones arides et il va être ouvert à des étudiants d'autres pays. Ben Gourion répond ainsi aux questions concernant les rapports publiés en Europe et aux États-Unis en les qualifiant de faux et non fondés, et il les nie en bloc. Aucun député ne pose la question concernant les raisons pour lesquelles la construction de ce réacteur est entourée de secret. Les déclarations de Ben Gourion ne sont pas contredites et le débat à la Knesset sera la seule opportunité où les députés auront pu entendre les explications du Premier ministre. Washington qui souhaite avoir des informations concernant la coopération franco-israélienne, accepte les explications de Ben Gourion. C'est le 20 décembre 1960, -au lendemain de la déclaration de Ben Gourion-, que la Maison Blanche annonce accepter, devant la presse, les explications données par le Premier ministre israélien.

Washington fait valoir que « le gouvernement israélien a donné des assurances claires en ce qui concerne son nouveau réacteur nucléaire qui sera dédié spécifiquement à la recherche et au développement des connaissances et répondra aux besoins de l'industrie, de l'agriculture, la santé et la science. Israël a promis d'accueillir des étudiants et des scientifiques des pays amis. » Cette déclaration rendue publique par la Maison Blanche précise que « c'est gratifiant de noter que le fait de rendre public le programme nucléaire israélien signifie qu'il ne représente aucune inquiétude. » Cette déclaration est approuvée par le Président Eisenhower. Elle est, par la suite, envoyée à toutes les ambassades des États-Unis à travers le monde, le 22 décembre 1960 (Annexe 22)²⁹⁶. Le 29 décembre le département d'État reçoit un télégramme de l'Ambassade de Tel-Aviv dans lequel on suggère de formuler une demande de visite du site de Dimona (Annexe 23)²⁹⁷. Ces deux documents sont partiellement rendus illisibles. D'après Seymour Hersh (1991, p. 80)²⁹⁸, l'acceptation de Washington signifie que l'administration Eisenhower

²⁹³ Avner Cohen, *Israel and the Bomb*, New York, Colombia University Press, 1998.

²⁹⁴ "Israel May be Making an H-Bomb", *London Daily Express*, 16 décembre 1960.

²⁹⁵ "Israel's nuclear program", *Nuclear Weapons Archive*, décembre.1997.

²⁹⁶ Annexe 22, *Incoming Telegram 577, Department of State, Mémoire de conversation*, 24 12 1960, de l'ambassade à Tel-Aviv au State Department concernant la déclaration du Premier Ministre Ben Gourion à la Knesset. Source : National Security Archive.

tempère l'atmosphère et la notion de "tempérer l'atmosphère" va être, durant des décennies, la ligne politique des États-Unis envers la bombe israélienne. Christian Archibald Herter, le 6 janvier 1961, et lors des adieux de en tant que Secrétaire d'État américain, il organise une rencontre à huis clos avec le comité des Relations étrangères du Sénat (déclassé en avril 1984)²⁹⁹. Le Secrétaire Christian A. Herter aborde le volet de Dimona et le décrit comme « un nouvel élément de perturbations au Moyen-Orient. » Le sénateur conservateur républicain d'Iowa Bourke B. Hickenlooper, alors s'insurge et déclare « je pense que les Israéliens nous ont menti, ils ont détourné et falsifié les faits, ils ont construit un réacteur sans nous en informer. » Bourke B. Hickenlooper parle en tant que co-Président du Comité de l'énergie atomique du Sénat. Il termine son intervention en disant : « je ne vous demande pas de réponse, Monsieur le Secrétaire d'État, car personne de l'administration Eisenhower ne peut maintenant agir, j'espère que je me trompe. » (Seymour Hersh, 1991, p. 81), (Richard J. Barnet, 1983, p. 179)³⁰⁰. L'administration Eisenhower quitte le pouvoir suite aux élections, et le dossier de Dimona est laissé pour le nouveau locataire de la Maison Blanche, John F. Kennedy.

La fin des doutes américains

La fin de 1960, marque une période de transition politique aux États-Unis. Le Président Eisenhower quitte la Maison Blanche après huit années de présidence et le jeune Président John F. Kennedy (élu le 7 novembre 1960), arrive au pouvoir. Les inquiétudes américaines commencent à être palpables au sujet du réacteur de Dimona au sein de l'administration américaine. Les informations commencent à quitter le cercle diplomatique pour faire la "Une" de la presse des alliés. C'est le 16 décembre 1960, que le quotidien londonien *Daily Express* publie un article écrit par Chapman Pincher, révélant que les sources d'Intelligence britanniques et américaines ont des informations certaines selon lesquelles les Israéliens sont sur le point de construire le premier réacteur nucléaire leur permettant de fabriquer la bombe atomique. Aux États-Unis, John Alex McCone, qui démissionne de l'AEC en janvier 1961, sous l'administration Eisenhower, est nommé, quelques mois plus tard directeur de la CIA, par John Fitzgerald Kennedy. Il remplace Allen Welsh Dulles le 29 novembre 1961. McCone est connu comme un farouche opposant de la prolifération nucléaire et il est irrité par le mensonge des Français et des Israéliens sur la construction du réacteur de Dimona. Devant cette situation, les Israéliens poursuivent les démarches conduites par le vice-ministre de la Défense Shimon Pérès qui, averti par l'ambassadeur d'Israël aux États-Unis M. Harman, et probablement par le

²⁹⁷ Annexe 23, *Incoming Telegram 590, Department of State. From Tel-Aviv to Secretary of State, 28 d décembre 1960*. Source : The Dwight D. Eisenhower Presidential Library, voir aussi : Avner Cohen, *Israel and the Bomb*, 1998, pp. 91-93.

²⁹⁸ Seymour Hersh, *The samson Option*, New York, Random House, 1991.

²⁹⁹ *The Senate Foreign Relations Committee (Historical Series)*, Vol. XIII, Part I, Published Executive Sessions of the Senate Foreign Relations Committee, avril 1984.

³⁰⁰ Richard J. Barnet *Alliance America-Europe-Japan Makers of the Postwar World*, New York, Simon & Schuster, 1983.

Mossad, essaie de couvrir et de contenir l'affaire de Dimona avant qu'il ne soit trop tard. En France, et depuis le sommet du 17 juin 1960, entre le général de Gaulle et Ben Gourion, la France souhaite que les Israéliens rendent publique la construction de la centrale de Dimona (³⁰¹).

Le flou qui entoure le site de Dimona intrigue la classe d'Intelligence américaine. Selon le rapport du 31 janvier 1961 (Annexe 21) ³⁰², le *U.S. Intelligence Board* (USIB) demande le 13 décembre 1960, à la CIA de préparer un rapport à propos du dossier Dimona. Ce rapport donne un aperçu clair du programme nucléaire israélien ainsi que de la coopération entre Français et Israéliens dans ce domaine. Il donne aussi une idée claire sur les informations disponibles à Washington depuis de longues années. On voit, dans le début du deuxième paragraphe, que le doute n'est plus à l'ordre du jour à Washington. Dimona est un réacteur destiné à un programme nucléaire militaire. Le dernier rapport réalisé par l'administration Eisenhower, le 19 janvier 1961, est écrit par William Macomber adjoint au Secrétaire d'État, à James T. Ramey, directeur du Comité du Sénat à l'énergie atomique. Ce rapport précise que les informations en provenance de Paris et de Tel-Aviv ne suscitent pas d'inquiétude concernant Dimona. Cette lettre souligne l'aspect non-militaire de la centrale de Dimona (Annexe 19) ³⁰³. À peine installé à la Maison Blanche, Kennedy, le 27 janvier 1961, donne ses directives et formule une demande urgente pour savoir les raisons des lacunes de la CIA en ce qui concerne le programme nucléaire israélien (Annexe 20) ³⁰⁴. Le 31 janvier 1961, 10 jours après son arrivée à la Maison Blanche, et en réponse à la demande explicite du Président, un rapport de 17 pages intitulé "*Post-mortem report*", est présenté à la Maison Blanche (Annexe 21) ³⁰⁵. Ce document est le premier qui avertit clairement que les Israéliens sont sur le point d'achever un réacteur nucléaire. Ce rapport détaillé, met en évidence que le réacteur est en construction, en collaboration avec la France depuis 1956 (point 3 de la conclusion) et que les éléments concernant ce sujet sont disponibles auprès des services d'Intelligence depuis avril 1958 (point 3a de la conclusion).

Washington et la prolifération

Bien qu'Israël soit considéré comme l'exemple de l'échec des efforts américains

³⁰¹ 17 juin 1960, le Président de Gaulle recevant le Premier ministre Ben Gourion, l'informe de l'arrêt du concours de la France en matière nucléaire entrepris depuis la crise de Suez de 1956.

³⁰² Annexe 21, *Post-Mortem on SNIE 100-8-60* : "*Implications of the Acquisition by Israel of a Nuclear Weapons Capability.*" 31 janvier 1961. Source : United States National Security Archive.

³⁰³ Annexe 19, lettre de William Macomber adjoint au Secrétaire d'État à James T. Ramey, directeur du Comité 19 janvier 1961. The Dwight D. Eisenhower Presidential Library. Voir aussi : Avner Cohen, *Israel and the Bomb*, 1998, pp. 95-97.

³⁰⁴ Annexe 20, demande de Kennedy, 27 janvier 1961. Source : United States National Security Archive, Voir aussi Avner Cohen *Israel and the Bomb*, pp. 81-85.

³⁰⁵ Ibid.

concernant leur politique contre la prolifération, il y a des questions relatives au rôle joué par Israël dans l'orientation de la politique américaine dans ce domaine. On ne peut savoir comment ni dans quelle mesure, le cas israélien a influencé l'évolution de cette politique. La majorité des écrits sur ce sujet (qui sont peu nombreux)³⁰⁶, traite le côté israélien de l'histoire, c'est-à-dire, comment la pression américaine a déterminé la politique nucléaire d'Israël et comment cela explique en partie l'adoption de la politique de l'ambiguïté israélienne. Presque aucune recherche n'est faite sur la façon dont le cas d'Israël a pesé dans la balance de l'évolution de la politique américaine contre la prolifération, durant la décennie critique qui conduit au TNP en 1968.

Les documents récemment déclassés permettent de reconstruire une partie de cette histoire. Basé sur une évidence, Avner Cohen avance l'idée selon laquelle les leçons tirées du cas israélien ont persuadé les *Policy Makers* américains qu'une approche bilatérale de la non-prolifération s'avère insuffisante. Durant les années 60, il est devenu évident pour Washington que l'approche bilatérale qui a échoué avec Israël, peut échouer ailleurs. Les États-Unis font donc usage de leur influence et de leur puissance pour créer une norme internationale de prévention contre la prolifération nucléaire. Cela ouvre le chemin vers la mise en place et la formation d'un régime pour incarner et soutenir cet effort. La manière d'accomplir cette tâche passe par un traité global de non-prolifération soutenu par les deux superpuissances. Durant les années 60, la Chine devient la 5^{ème} puissance nucléaire. Le monstre jaune met la main sur l'arme et Washington cherche à le contrer. Il trouve le voisin indien prêt à devenir à son tour une puissance nucléaire. Le premier pays fait peur car il est communiste, le deuxième est non-aligné et techniquement prêt, Washington met tout en œuvre pour l'aider.

Le moment n'est pas celui de la conceptualisation d'une politique contre la prolifération car contrer Moscou et Pékin ne passe-t-il pas par Tel-Aviv et New Delhi ? C'est la grande question. Les États-Unis n'ont-ils pas laissé faire ? C'est l'énigme. Mais au fond, pourquoi les États-Unis ont-ils attendu presque 20 ans, après le plan Baruch -présenté devant les Nations unies en juin 1946-, pour mettre en place une norme internationale contre la prolifération ? En d'autres mots, Washington a-t-il attendu afin de permettre à certains de ses alliés de finaliser leur programme nucléaire ? Depuis le plan Baruch en juin 1946, (Annexe 27)³⁰⁷, les États-Unis se sont opposés à la prolifération nucléaire. C'est le cas jusque dans les années 60. Cependant, l'opposition américaine à la prolifération des armes nucléaires a été à peine accompagnée d'une politique logique, cohérente et bien définie (Avner Cohen, 1998)³⁰⁸.

Durant les années 50, la prolifération nucléaire n'a pas été considérée par les *Policy*

³⁰⁶ Seymour M. Hersh, *The Samson Option: Israel's Nuclear Arsenal and American Foreign Policy*, New York, Random House, 1991. Voir aussi : Avner Cohen, "Most Favored Nation", *The Bulletin of Atomic Scientists*, January/February, 1995, Vol. 51, N. 1, 1995, pp. 44-53 ; Avner Cohen, "Israel's Nuclear History : The Untold Kennedy-Eshkol Dimona Correspondence", *The Journal of Israeli History*, N. 16, été 1995, pp. 159-194 ; -Zaki Shalom, "Kennedy, Ben Gurion and the Dimona Project 1960-63", *Israel Studies*, Vol. 1, printemps 1996, pp. 3-33.

³⁰⁷ Annexe 27, *The Baruch Plan (Presented to the United Nations Atomic Energy Commission, June 14, 1946)*. Source : Nuclear Age Peace Foundation, Nuclear Files Documents, Barush Plan.

Makers américains comme une question globale nécessitant une politique particulière. L'administration Eisenhower opte pour une stratégie sous le signe de la paix : *Atoms for Peace*. Cette politique se montre limitée et c'est sous le Président John F. Kennedy que les États-Unis considèrent que la non-prolifération nucléaire mérite une ligne politique plus stricte. Malgré cela, et en 1964, la Chine devient alors la 5^{ème} puissance nucléaire et d'autres candidats sont potentiellement et techniquement capables de franchir le pas. Émerge alors l'idée d'une norme internationale et sous l'administration Lyndon B. Johnson, d'un traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Washington tend alors à considérer qu'une politique ferme, globale et concertée peut freiner la prolifération des armes nucléaires. Mais depuis, en trois décennies, le nombre de pays détenteurs de la bombe atomique a doublé (avec l'Inde, le Pakistan, Israël, et le Corée du Nord).

À cette date, Israël s'est déjà doté de la bombe atomique, et la nouvelle orientation de la politique américaine naissante se voit alors confrontée au problème concret du nucléaire israélien. Cet exemple est, pour Avner Cohen, un témoignage de taille qui montre sans le moindre doute l'ambiguïté américaine, voire un manquement de la part de l'administration Eisenhower, dans le traitement et la gestion de cette réalité de la prolifération nucléaire, explique Avner Cohen (1998)³⁰⁹. Bien que le projet nucléaire israélien soit conçu en 1955-57, et la construction du site de Dimona soit lancée début 1958, les Américains mettent de longues années avant de se poser des questions sur la réalité des activités du site. C'est seulement en décembre 1960, que l'administration sortante d'Eisenhower établit qu'une importante installation nucléaire israélienne dans le désert de Néguev vise la fabrication d'armes nucléaires.

Le défi consiste alors à agir de la sorte pour appliquer la nouvelle ligne de la politique américaine contre toute prolifération d'armes nucléaires avec une position d'ambivalence en ce qui concerne le cas israélien. Ce dossier complexe est laissé avec cette question en suspens, à la nouvelle administration qui vient de s'installer à la Maison Blanche, celle de Kennedy. Le Président Kennedy est de loin le Président américain qui montre le plus d'intérêt pour faire face au problème du nucléaire israélien. Il considère que les conséquences de la prolifération nucléaire israélienne vont au-delà de la politique des États-Unis envers Israël, et au-delà même des intérêts américains dans la région. J. F. Kennedy, qui se montre préoccupé par la sécurité de l'État hébreu, se montre également préoccupé par la prolifération nucléaire. Au printemps et durant l'été de 1963, alors que ses deux préoccupations se trouvent confrontées l'une à l'autre, Kennedy poursuit ses efforts dans la gestion de ce dilemme pour limiter les ambitions nucléaires d'Israël. Il est assassiné quelques mois plus tard et la flamme passe au Président Johnson.

Durant ses deux premières années, l'administration Johnson a d'autres priorités que la non-prolifération. C'est sous la présidence de Johnson qu'un arrangement spécial est mis en place entre Washington et Tel-Aviv. Ce dernier fait valoir qu'il *ne sera pas le premier à introduire les armes nucléaires dans le Moyen-Orient*, contre l'engagement des

³⁰⁸ Avner Cohen, "Israel and the Evolution of the US Nonproliferation Policy, The Critical Decade, 1959-1969", *Center for Nonproliferation Studies, The Nonproliferation Review*, Vol. V, N. 2, hiver 1998.

³⁰⁹ Ibid.

États-Unis de lui fournir les armes nécessaires pour maintenir sa sécurité (des chars et des avions.) C'est ce que nous allons voir, après cet aperçu général, durant les trois prochains chapitres. Nous essayerons d'approfondir notre analyse pour chaque administration de la décennie critique.

Chapitre III : Eisenhower

Atoms for Peace

Les administrations américaines successives ont poursuivi une opposition à la prolifération nucléaire depuis celle de Harry S. Truman (1945-1953). Celle d'Eisenhower s'est opposée à son tour à la prolifération des armes nucléaires. L'acte d'énergie atomique de 1946, consolide cette opposition en interdisant le transfert d'armes ou de technologie nucléaire définies comme prohibées "*restricted data*" à d'autres pays. Cependant, l'administration Eisenhower concentre ses efforts sur la politique d'industrie nucléaire intérieure, et la question de l'interdiction de la prolifération nucléaire n'a pas la priorité. Le 8 décembre 1953, le Président Eisenhower dévoile son programme d'Atome pour la paix auprès des Nations unies (³¹⁰). Cette nouvelle initiative renverse brusquement la ligne politique américaine maintenue depuis le plan Baruch en 1945 (Annexe 28)³¹¹. Suite à cette nouvelle initiative, l'administration Eisenhower demande, en 1954, au congrès, de modifier la Loi d'énergie atomique de 1946, pour permettre aux États-Unis de déclasser et de distribuer une énorme quantité de données et d'informations nucléaires (recherche fondamentale, théorique et expérimentale). Des réacteurs de recherche scientifique, auparavant interdits à l'exportation, sont devenus l'objet de promotion pour une nouvelle étape nécessaire vers le futur de l'énergie nucléaire américaine. Ainsi, des techniques de séparation du plutonium sont dorénavant déclassées. Le projet de l'Atome pour la paix a reflété la tendance de l'administration Eisenhower qui considère que l'énergie nucléaire serait la troisième vague de la révolution industrielle, et que la technologie américaine devrait mener l'avenir dans ce domaine. La distinction qui a été faite entre les usages pacifiques et militaires de l'énergie atomique et la croyance selon laquelle il était possible de favoriser et de promouvoir l'une et de

³¹⁰ Annexe 28, *President Eisenhower Address Before the General Assembly of the United Nations on Peaceful Use of Atomic Energy*, New York, 8 décembre 1953. Public Papers of the Presidents, Dwight D. Eisenhower, 1953, N. 256. Dwight Eisenhower's "Atoms for Peace" Address to the UN General Assembly, 8 décembre 1953. Source : *Congressional Record*, vol. 100, January 7, 1954, pp. 61-63.

³¹¹ Annexe 27, *The Baruch Plan (Presented to the United Nations Atomic Energy Commission, June 14, 1946)*. Source : Nuclear Age Peace Foundation, Nuclear Files Documents, Baruch Plan. Voir aussi : Richard G Hewlett, Jack M. Holl, *Atoms for Peace and War, 1953-1961*, Eisenhower and the Atomic Energy Commission, California, Berkeley, University of California Press, 1989. McGeorge Bundy, *Danger and Survival: Choices About the Bomb in the First Fifty Years*, New York, Vintage Books, 1988, pp. 287-295.

contrôler l'autre, étaient au cœur de l'initiative. L'histoire montre que l'initiative de l'Atome pour la Paix a réussi à promouvoir la technologie nucléaire américaine, mais cette stratégie l'était moins en ce qui concerne le contrôle de la prolifération. Les historiens nucléaires comme Richard G. Hewlett et Jack M. Holl écrivent, au sujet de cette vision américaine que : « *La nouvelle stratégie américaine initiée par le Président Eisenhower est sincère, mais l'effort pour trouver une certaine valeur semble être celui d'une promotion uniquement pour le triomphalisme de la technologie américaine. Cet impératif moral fournit une image positive et un élan particulier pour cette nouvelle stratégie de l'administration Eisenhower.* » L'attachement extraordinaire du Président Eisenhower à la nouvelle stratégie semble être incompréhensible. « *Dans le contexte de la guerre froide, la sombre réalité d'une guerre nucléaire fait de la maîtrise de la technologie nucléaire sur le plan international un souci pour la sécurité américaine.* » (Richard G. Hewlett, Jack M. Holl, 1989, p. 307)³¹². La géopolitique de la guerre froide, et l'impasse entre les deux superpuissances, en l'absence d'un accord concernant le dossier nucléaire en Europe (Ciro E. Zoppo et Charles Zorgbibe, 1985)³¹³, rend difficile pour l'administration Eisenhower le fait de conceptualiser la prolifération nucléaire comme une affaire de politique étrangère. Les États-Unis traitent alors le dossier du risque de la prolifération à travers leur propre législation nucléaire, notamment les accords bilatéraux sur le contrôle et la coopération nucléaire. En soutenant la création des organismes internationaux, tels que l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA)³¹⁴ et EURATOM (³¹⁵), Washington opte pour des outils. Il les considérant comme des moyens qui garantissent et sauvegardent la coopération nucléaire entre les nations. La nouvelle stratégie de l'Atome pacifique devient pour Washington un outil majeur de la politique étrangère américaine. C'est notamment en Europe que l'appui américain d'EURATOM devient la pierre angulaire de l'idée d'Eisenhower des "États-Unis d'Europe". Cette politique américaine de coopération nucléaire bilatérale avec d'autres nations n'a pas suffi pour empêcher la prolifération nucléaire (Richard G Hewlett et Jack M. Holl, 1989, pp. 320-321)³¹⁶. L'administration Eisenhower s'oppose à la prolifération des armes nucléaires, tout en

³¹² Richard G Hewlett, Jack M. Holl, *Atoms for Peace and War, 1953-1961*, Eisenhower and the Atomic Energy Commission, California, Berkeley, University of California Press, 1989.

³¹³ Ciro E. Zoppo et Charles Zorgbibe, *On Geopolitics – Classic and Nuclear*, Dordrecht, Martinus Nijhoff, 1985.

³¹⁴ L'AIEA, est créée en 1957. Cette Agence internationale de l'énergie atomique, est une organisation intergouvernementale au sein des Nations unies, avec pour objectif de chercher à accélérer et élargir la contribution de l'énergie atomique à la paix et la prospérité dans le monde entier.

³¹⁵ Le Traité EURATOM est fondé en 1957 dans le but de contribuer au développement de l'énergie nucléaire. On pense alors qu'elle représente une ressource essentielle pour le développement et la stimulation de l'industrie. L'Article 1 du Traité précise que "la Communauté de l'énergie atomique a pour mission de contribuer, par l'établissement des conditions nécessaires à la formation et à la croissance rapide des industries nucléaires, à l'élévation du niveau de vie dans les États membres et au développement des échanges avec les autres pays". Le Traité ne comporte pas de date d'expiration et il demeure fondamentalement inchangé depuis sa conception.

³¹⁶ Ibid.

reconnaissant que chaque État souverain a le droit de poursuivre son programme et ses objectifs dans le domaine de la recherche nucléaire. Cette vision s'intègre dans l'acte de fondation de l'AIEA en 1956, dont l'objectif est de favoriser l'usage pacifique de l'énergie nucléaire et la mise en place d'un système assurant qu'une telle coopération dans le domaine nucléaire ne serait pas détournée à des fins militaires. Le Secrétaire d'État John Foster Dulles se dit alors convaincu qu'il serait difficile, sinon impossible, pour les États-Unis de persuader d'autres États de renoncer à leur droit de développer les armes nucléaires tant que les trois Grands (les États-Unis, l'Union soviétique et la Grande-Bretagne), continuent leurs programmes nucléaires. Dans ces conditions et en l'absence d'une norme internationale en matière de non-prolifération nucléaire, les trois Grands, eux-mêmes en course, ne sont pas en mesure de demander au reste du monde de renoncer à leurs objectifs de recherches dans ce domaine, écrit Avner Cohen (1998)³¹⁷.

Vers la deuxième moitié des années 50, une évidence s'installe : les États techniquement avancés et politiquement déterminés sont capables d'acquérir les armes nucléaires. Les Soviétiques acquièrent la bombe en 1949, les Britanniques en 1952. En ce qui concerne la France, c'est seulement une question de temps pour que Paris parvienne à la fabrication de l'arme nucléaire. D'autres pays européens, tels que la Suède, l'Italie, la République Fédérale Allemande, et la Suisse, mènent un débat pour savoir s'il faut poursuivre ou non un programme nucléaire. Les États-Unis, mettent en place la nouvelle politique étrangère distinguée par son "*New look*" : les Atomes pour la Paix. Cette politique vise à placer les armes nucléaires tactiques dans un nouveau concept stratégique. Washington, considérant les armes nucléaires comme armes de l'avenir que tout État indépendant et avancé techniquement doit posséder, se met alors à les fabriquer de manière non égalée (Mark Trachtenberg' 1991, pp. 160-168)³¹⁸, (Andrew J. Pierre, 1970, pp. 95-100)³¹⁹.

Eisenhower découvre Dimona

Malgré la volonté américaine, la politique d'Eisenhower dans le domaine de la non-prolifération manque, pour le moins, de cohérence. Comment un pays qui considère l'arme nucléaire comme facteur d'indépendance et qui fabrique les bombes atomiques à une très grande échelle, peut-il prétendre conseiller à un autre État de ne pas faire de même ? Le cas israélien, note Avner Cohen (1998)³²⁰, illustre qu'il y a eu un déséquilibre

³¹⁷ Avner Cohen, "Israel and the Evolution of the US Nonproliferation Policy, The Critical Decade, 1959-1969", Center for Nonproliferation Studies, *The Nonproliferation Review*, Vol: V, N° 2, hiver 1998.

³¹⁸ Mark Trachtenberg, *History and Strategy*. Princeton, Princeton University Press, 1991.

³¹⁹ Andrew J. Pierre, *Nuclear Politics: The British Experience with an Independence Nuclear Force, 1939-1970*, London, Oxford University Press, 1970.

³²⁰ Avner Cohen, "Israel and the Evolution of the US Nonproliferation Policy, The Critical Decade, 1959-1969", Center for Nonproliferation Studies, *The Nonproliferation Review*, Vol: V, N° 2, hiver 1998.

en ce qui concerne la politique américaine en matière de non-prolifération nucléaire. Durant plus de dix ans, les États-Unis ne se sont jamais vraiment préoccupés de la prolifération nucléaire. C'est pourtant la décennie critique et certains États l'ont bien compris. Mais Washington ne se pose la question que lorsque la politique du fait accompli est déjà en pratique depuis longtemps. Il faut attendre 1961, pour que la Maison Blanche se penche sur la question et sur le cas israélien.

Lorsque Kennedy est élu, en novembre 1960, l'administration sortante d'Eisenhower, produit, en deux mois (entre décembre 1960 et janvier 1961), une quantité considérable d'informations sur le réacteur de Dimona. En deux mois, la Maison Blanche dispose plus de documents qu'en plusieurs années durant lesquelles Eisenhower était au pouvoir. C'est alors qu'au lendemain de son investiture, le nouveau Président J. F. Kennedy demande aux services de renseignements (USIB) *United-States Intelligence Board*, de préparer un rapport (Annexe 21)³²¹. Consacré aux conséquences de l'acquisition par les Israéliens des armes atomiques, le but de ce rapport est d'expliquer pourquoi les services de renseignement n'ont pas pris en considération ce dossier à temps. Il tire aussi les leçons de cet échec. Le rapport note que les États Unis ont mis trois ans pour déterminer qu'Israël est en phase de construire un site nucléaire doté d'une importante capacité militaire. Ce délai est dû à un échec substantiel des services d'Intelligence américains, explique Avner Cohen (1998)³²².

Paradoxalement, le Président Eisenhower ne s'intéresse de prêt au dossier de la centrale nucléaire israélienne que lorsqu'il perd les élections présidentielles face à Kennedy. Durant des années, malgré les différents rapports fournis par la CIA, et malgré les informations disponibles au sein des différents services de l'administration Eisenhower, rien ne suscite l'intérêt à propos de Dimona. Ni la Maison Blanche, ni le *Department of State*, ne s'intéressent à la construction et à ce qui se passe à Dimona. En deux mois, la Maison Blanche qui commence juste à s'intéresser à Dimona, va disposer de plus d'informations qu'elle en a eu pendant les trois années durant lesquelles le site a été en construction.

En deux mois, le *Department of State* se met à demander toute information utile au sujet de la centrale israélienne. Mais à cette date, la centrale nucléaire de Dimona est déjà construite. De plus, elle est déjà partiellement opérationnelle. C'est durant le mois de décembre 1960 et celui de janvier 1961, qu'on enregistre une accélération inhabituelle de la part de l'administration sortante concernant son intérêt envers le programme nucléaire israélien. Parallèlement, à cette date, les informations d'Intelligence circulent et commencent à être mises entre les mains de la presse britannique d'abord, et ensuite la presse américaine.³²³ Nous ne pouvons pas avancer qu'il y a un rapport de cause à

³²¹ Post-Mortem on SNIE 100-8-60: *"Implications of the Acquisition by Israel of a Nuclear Weapons Capability."*, 31 janvier 1961. Voir aussi : Department of State Lot Files, Special Assistant to the Secretary for Energy and Outer Space, Records Relating to Atomic Energy Matters, 1944-1963, Lot no. 57 D 688, 21.5 ; ainsi que : Country File: Israel, F. Reactor, 1961, Part 1 of 2.

³²² Avner Cohen, "Israel and the Evolution of the US Nonproliferation Policy, The Critical Decade, 1959-1969", *Center for Nonproliferation Studies, The Nonproliferation Review*, Vol: V, N° 2, hiver 1998.

³²³ *Daily Express*, Londres 16 décembre 1960 et *New York Times*, 19 décembre 1960.

effet, mais on observe des réactions en chaîne dans la multiplication des déclarations à Tel-Aviv et à Washington. Bientôt, Ben Gourion va annoncer officiellement que l'usine dont les Israéliens expliquaient durant des années qu'elle était une usine de textile n'est pas une usine de textile et qu'elle est bel et bien un réacteur nucléaire.

John Alex McCone annonce alors sa démission et les sénateurs, quant à eux, n'apprécient pas le mensonge israélien. Au sommet de l'administration, l'inquiétude pousse Washington à savoir plus sur Dimona. Le Secrétaire d'État Christian Archibald Herter presse ses ambassadeurs à Paris et à Tel-Aviv pour avoir le maximum d'informations sur la coopération nucléaire entre la France et Israël. Le 8 décembre 1960, lors d'une réunion, Allen Dulles, le directeur de la CIA, annonce aux membres du NSC, National Security Council, que « les Israéliens sont en phase d'achèvement de la construction d'un complexe nucléaire dans le désert de Néguev avec l'aide des Français. » Il ajoute que « les experts de la CIA et de la AEC, (Atomic Energy Commission), pensent que le complexe ne peut pas être celui d'un réacteur de production de l'énergie » (³²⁴). Le lendemain de cette annonce, le Secrétaire d'État Christian A. Herter entreprend des démarches auprès de son ambassade à Tel-Aviv, et de celle de France à Washington. C'est seulement au début de décembre 1960, -quelques semaines après que Kennedy ait été élu-, que l'administration Eisenhower se rend compte qu'Israël construit un deuxième réacteur nucléaire à Dimona. C'est ce qu'on lit dans un rapport consacré au programme nucléaire israélien de janvier (1961) (Annexe 30) (³²⁵). Le 17 janvier 1961, un rapport secret fait état des assurances israéliennes quant à la vocation pacifique de Dimona et que le gouvernement israélien s'engage à ne pas produire des armes atomiques (Annexe 32) (³²⁶). Dès janvier 1961, Washington commence alors à formuler des demandes pour visiter la centrale de Dimona (Annexe 29) (³²⁷). Du côté du Congrès, on commence à se poser les questions relatives aux effets collatéraux du programme nucléaire israélien (Annexe 31) (³²⁸). Une réunion spéciale a lieu au Congrès le 19 décembre 1960, durant laquelle on parle d'un nouveau pays qui rejoint le club

³²⁴ *Foreign Relations of the United States, 1958-1960, Vol. XIII. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, p. 391.*

³²⁵ Annexe 30, *U.S. Department of State, Central Files, 884A. 1901/1-561. Source : Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVII, Near East, 1961-1962, Office of the Historian Documents 1-23.*

³²⁶ Annexe 32, "Summary of Additional Recent Information on Israeli Atomic Energy Program," enclosed in a letter from Assistant Secretary of State William S. Macomber to James T. Ramey, Executive Director of the Joint Committee on Atomic Energy, U.S. Congress, Jan. 19, 1961. Source : National Security Archives (released in 1991 pursuant to Freedom of Information Act request).

³²⁷ Annexe 29, *Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVII, Near East, Israel's nuclear program. Israeli willingness to have U.S. scientist visit Dimona reactor. Letter from the Assistant Secretary of State for Congressional Relations (Macomber) to the Executive Director of the Joint Congressional Committee on Atomic Energy (Ramey) Washington, January 19, 1961. Source : Department of State, Central Files, 884A.1901/1-1961.*

³²⁸ Annexe 31, *Memorandum of Conversation, Washington, January 9, 1961. Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVII, Near East, 1961-1962. Source : Department of State, Central Files, 984A.1901/1-961. Secret. Drafted by Jones (NEA). Voir aussi : The memorandum of conversation, 884A.1901/1-1161. See Supplement, the compilation on Israel.*

nucléaire : un pays qui n'est ni du bloc communiste, ni de l'OTAN. De plus, à Londres et à Washington, les services d'Intelligence pensent que les Israéliens sont sur la voie de la construction d'une centrale, permettant la fabrication de la bombe atomique (Avner Cohen, 1995)³²⁹. Un mémorandum de conversation daté du 9 décembre 1960, (Annexe 33)³³⁰, entre le Secrétaire d'État Christian Herter et le chargé d'affaire à l'ambassade de France à Washington M. Lebel, donne un aperçu de l'information disponible à cette date auprès de l'Intelligence et de la CIA. Herter suite à une conversation avec l'ambassadeur américain à Tel-Aviv, a des informations provenant de l'AEC en Israël, selon lesquelles le site de Dimona est dédié à la production d'armes nucléaires. M. Lebel explique qu'il ne dispose pas d'informations sur ce sujet. Le Secrétaire d'État Christian Archibald Herter fait part de son étonnement à son interlocuteur Lebel (Annexe 33). « Le réacteur est dix fois largement supérieur à la puissance initialement prévue, note Herter (...) Il apparaît selon son architecture et son aspect apparent, que le réacteur n'est pas destiné à la production de l'énergie mais plutôt à la production de plutonium qui offre, en un temps court, un potentiel considérable de production d'armes. » Herter ajoute que « les informations données par Tel-Aviv sont largement différentes de ce qui se passe sur le terrain (...) Les informations disponibles sont contradictoires avec la réalité de ce qui se passe à Dimona. » Car la version officielle obtenue deux semaines auparavant (le 22 novembre 1960), par l'ambassade américaine à Paris ne fait état d'aucune coopération nucléaire entre Paris et Tel-Aviv (Annexe 34, § 1)³³¹.

Ben Gourion fait l'annonce

À la mi-décembre, la question de Dimona fait soudainement surface. Les élections ont déjà eu lieu et sont remportées par le démocrate Kennedy. Dans la dernière ligne droite avant la passation de pouvoir, et lors d'une réunion de briefing par la CIA, en présence du Président Eisenhower et du Secrétaire d'État Herter (une partie du rapport est rendue illisible) (Annexe 35)³³². Dans ce rapport le Président pense qu'« *il n'est pas nécessaire de demander une inspection internationale de Dimona par l'AIEA*, (page 2, §2). McCone, Président de la Commission d'Énergie Atomique suggère une inspection international mais le Président se montre confiant (page 1, § 3). Le Président souligne par ailleurs qu'« *il est d'une grande importance de parler de ce sujet d'une seule voix* »³³³. *Il est important*

³²⁹ Avner Cohen, "The Most Favored Nation", *The Bulletin of Atomic Scientists*, janvier/février 1995, Vol. 51, No.1, 1995.

³³⁰ Annexe 33, *Memorandum of Conversation, Telephone log of Secretary of State Christian Herter*, 9 décembre 1960. Source : The Dwight D. Eisenhower Presidential Library, Voir aussi : Avner Cohen, *Israel and the Bomb*, 1991, pp. 87-89.

³³¹ Annexe 34, *Incoming Airgram, Department of State, from Embassy, Paris to Washington*, 22 novembre 1960. Source : National Security Archive, Nonproliferation collection.

³³² Annexe 35, *Memorandum of Conference with the President*, 19 décembre 1960. (Rédigé le 19 janvier 1961).Source : D. Eisenhower Library.

³³³ Dernier paragraphe de la deuxième page.

de dire que, jusqu'à présent, nous n'avons pas d'informations officielles. Nous avons simplement un rapport daté d'il y a juste dix jours et c'est la raison de notre inquiétude » signale le Président Eisenhower (dernier paragraphe du rapport). Le 16 décembre, note Avner Cohen (1998), la CIA publie un rapport - (SNIE) *Special National Intelligence Estimate* au sujet de Dimona et informe immédiatement le Conseil de sécurité nationale du contenu du rapport.³³⁴ Quelques jours plus tard, le Secrétaire d'État Herter appelle l'Ambassadeur israélien Harman et lui fait part de ces informations en demandant une explication. L'ambassadeur israélien à Washington explique qu'il n'a pas d'information et qu'il va appeler Tel-Aviv à ce sujet. Washington s'adresse alors à Tel-Aviv et à Paris, et demande des informations à propos de la centrale nucléaire de Dimona. Le 18 décembre 1960, après la publication du rapport par la CIA, John McCone, Président de la AEC, confirme publiquement la découverte de Dimona, dans une interview pour le magazine télévisé "*Meet the Press*" (Avner Cohen, 1995)³³⁵. Malgré tout, le lendemain, Ernst David Bergmann, directeur de la Commission israélienne de l'énergie atomique nie en bloc ces informations en les qualifiant de flatteuses, mais non fondées (*New York Times*)³³⁶.

Les premières confirmations officielles de ces informations parues dans la presse américaine viennent d'abord de Paris, puis de Tel-Aviv. En France, c'est une déclaration faite par le Ministère français des Affaires étrangères. En Israël, c'est l'Ambassade américaine. Les deux déclarations font référence à l'aspect pacifique et civil de la centrale israélienne. L'ambassade souligne les besoins industriels, agricoles, médicaux et scientifiques. Le quai d'Orsay insiste sur le fait que Paris a pris toutes les précautions pour que la centrale soit dédiée à des fins civiles (*New York Times*)³³⁷. Ces déclarations n'apaisent pas l'atmosphère, mais au contraire exercent une pression sur les dirigeants de l'État hébreu à propos de ces révélations (*New York Times*, 22 et 23 décembre 1960)³³⁸. Le 21 décembre, le Premier ministre israélien Ben Gourion confirme à la Knesset, après un long silence, qu'Israël construit un deuxième réacteur nucléaire. Le Premier ministre insiste sur le fait qu'il est alloué à des fins pacifiques (*The New York Times*, 22 décembre 1960), (*The Jerusalem Post*, 22 décembre 1960)³³⁹. « Le développement du

³³⁴ *Memorandum of Discussion at the 470th Meeting of the National Security Council*, December 8, 1960, Foreign Relations of the United States, 1958-1960, Volume XIII, Washington, D.C., ; Government Printing Office, 1992, pp. 391-392. Voir aussi : 469th Meeting of NSC, December 8, 1960, p. 24 & p. 6, attachments, (NATO, military programs, USSR and Communist China, Laos, Israel and Korea).

³³⁵ Avner Cohen, "The Most Favored Nation", *The Bulletin of Atomic Scientists*, Janvier/Février 1995, Vol.51, No.1, 1995.

³³⁶ "Israel Denies Reports," *New York Times*, 19 décembre 1960.

³³⁷ "Peaceful Aims Affirmed," *New York Times*, 20 décembre 1960.

³³⁸ Dana Adams Schmidt, "Israel Assured U.S. on Reactors," *New York Times*, 22 décembre 1960. Voir aussi : Alvin Schuster, "Israel Satisfied U.S. on News of Reactor," *New York Times*, 23 décembre 1960 et William L. Laurence, "Israel's Reactor," *New York Times*, 25 décembre 1960.

³³⁹ Ben Gurion Explains Project, *The New York Times*, 22 décembre 1960.

désert de Néguev -que nous considérons comme notre tâche principale pour la prochaine décennie- exige une large et diverse recherche scientifique. À cette fin, nous avons établi à Beersheba un institut pour la recherche scientifique dans les zones arides du désert. Nous sommes, écrit Ben Gourion, également engagés actuellement dans la construction d'un réacteur pour les recherches scientifiques d'une capacité de 24.000 kilowatts thermiques, qui serviront les besoins de l'industrie, de l'agriculture, de la santé et de la science. Ce réacteur sera également utilisé pour former les scientifiques et les technologues israéliens pour la future construction d'une centrale nucléaire au cours d'une période présumée entre 10 et 15 ans », explique le Premier ministre aux députés de la Knesset (Jerusalem Post, 22 décembre 1960)³⁴⁰. Le site de Dimona, ex-usine de textile, devient dès lors connu officiellement en tant que réacteur nucléaire. Quelques jours plus tard, le 9 janvier 1961, (dix jours avant l'arrivée de l'administration Kennedy à la Maison Blanche), un meeting a lieu pour discuter du sujet de Dimona.

Ce meeting rassemble Lewis Jones, l'assistant du Secrétaire d'État, Philip J. Farley, l'assistant spécial du Président Eisenhower, et les Sénateurs Gore, Hickenlooper, Fulbright, Carlson, Sparkman. Dans ce meeting, le Sénateur Gore note sa promesse au département d'État de ne pas rendre public le contenu de la rencontre, vu le caractère sensible du sujet du réacteur israélien (Annexe 39)³⁴¹. Le 19 janvier 1961, le *Department of State* informe le Comité de l'Énergie atomique du Sénat que la centrale de Dimona ne représente pas d'aspects militaires (Annexe 19)³⁴². Mais dès la fin du mois de janvier 1961, la nouvelle administration multiplie les réunions afin de trouver une issue concernant le réacteur israélien (Annexe 37)³⁴³, et (Annexe 38)³⁴⁴. Selon le rapport de l'*US Intelligence Board* daté du 31 janvier 1961 (Annexe 21)³⁴⁵, c'est en 1955, et dans le cadre du programme américain "l'Atome pour la Paix" que les États-Unis se sont engagés

³⁴⁰ La traduction anglaise du discours de Ben Gourion à la Knesset est publié par The Jerusalem Post, paru le 22 décembre 1960. Pour un résumé voir : "Ben Gurion Explains Project," *New York Times*, du 22 décembre 1960.

³⁴¹ Annexe 39, *Foreign Relations*, 1961-1963, Volume XVII, Near East, 1961-1962, Released by the Office of the Historian. Documents 1-23- 5. *Memorandum of Conversation*. Jones-Senators meeting. Washington, January 9, 1961. Source : Department of State. Central Files, 984A.1901/1-961

³⁴² Annexe 19, *Letter from William Macomber Department of State, to James T. Ramey, Senate Joint Committee on Atomic Energy*. 19 janvier 1961. Source : The Dwight D. Eisenhower Presidential Library.

³⁴³ Annexe 37, *Memorandum From Secretary of State Rusk to President Kennedy, Washington*, January 30, 1961, SUBJECT: Israel's Atomic Energy Activities Source : John F. Kennedy Library, POF, Box 119a.

³⁴⁴ Annexe 38, *Memorandum of Conversation , Kennedy-Reid meeting : aspects of U.S. relations with Israel, Washington*, January 31, 1961. U.S. Department of State, Central Files, 884A. 1901/1-561. Foreign relations, 1961-1963, volume XVII, Near East. Publiés par : Office of historian documents ; *Memorandum of Conversation, Kennedy-Reid meeting: aspects of U.S. relations with Israel*. Washington, January 31, 1961. Source : Department of State. NEA/NE Files: Lot 63 D 33.

³⁴⁵ Annexe 21, *Post-Mortem on SNIE 100-8-60 : "Implications of the Acquisition by Israel of a Nuclear Weapons Capability."* 31 janvier 1961. Source : United States National Security Archive.

à aider Israël à développer son programme d'Énergie atomique. Durant l'été, et vers la fin de 1960, des rumeurs courent au sein de l'Ambassade américaine à Tel-Aviv, selon lesquelles les Français collaborent avec les Israéliens en vue de la construction d'un autre grand réacteur sur le site de Dimona, près de Beersheba, situé dans la partie Nord du désert de Néguev.

Les raisonnements israéliens, souligne le rapport de l'USIB, sont largement justifiés. Le souci de notre administration est double : a) poursuivre notre législation conformément à la politique ferme des États-Unis contre la prolifération des armes nucléaires ; et b) l'acquisition par Israël des armes nucléaires aurait des répercussions graves dans le Moyen-Orient. La moindre d'entre elles, serait une probable présence d'armes nucléaires soviétiques sur le sol des ambitieux voisins Arabes. Après que les Agences d'Intelligence aient établi, le 2 décembre 1960, qu'une significative installation nucléaire est en cours d'achèvement près de Beersheba, le Secrétaire d'État Christian A. Herter, le 9 décembre, appelle l'Ambassadeur israélien Harman. Ce dernier s'est engagé à obtenir des informations complètes de son gouvernement. Après un certain nombre d'échanges, le Premier ministre Ben-Gourion donne des assurances fermes et catégoriques, par des rapports appropriés, qu'Israël ne dispose pas de projets pour développer des armes nucléaires (Annexe 33)³⁴⁶. Mis à part les précautions militaires normales prises, Ben Gourion indique que, « *les raisons de l'extrême secret entourant le projet israélien de Dimona sont dues à la crainte israélienne que les États arabes boycottent ou prennent des mesures de rétorsion à l'encontre des sociétés ou même des pays étrangers aidant le projet.* »

Washington se contente de peu

Les assurances données par les Israéliens et les Français semblent être satisfaisantes pour Washington, bien que plusieurs questions demandent toujours une clarification écrit Alvin Schuster (1960)³⁴⁷. De toute façon, le département d'État ne considère pas ceci comme un simple épisode mais demande aux Agences d'Intelligence d'exercer une surveillance continue d'Israël et d'autres pays, afin d'éviter la prolifération d'armes nucléaires. « *Au moment où nous encourageons les Israéliens à permettre à un scientifique qualifié des États-Unis ou toute autre puissance amicale de visiter l'installation de Dimona, le Premier ministre Ben Gourion a indiqué que ceci peut être réalisable dans un bref délai* », écrit le Secrétaire d'État Dean Rusk dans son rapport daté du 30 janvier 1961, et adressé au Président Kennedy (Annexe 41)³⁴⁸. L'origine du rapport est

³⁴⁶ Annexe 33, "Summary of Additional Recent Information on Israeli Atomic Energy Program," enclosed in a letter from Assistant Secretary of State William S. Macomber to James T. Ramey, Executive Director of the Joint Committee on Atomic Energy, U.S. Congress, Jan. 19, 1961. Source : National Security Archives (released in 1991 pursuant to Freedom of Information Act request). The Dwight D. Eisenhower Presidential Library. Voir aussi : Avner Cohen, *Israel and the Bomb*, 1998, pp. 87-89. (La passation du pouvoir entre Eisenhower et Kennedy a lieu le 20 janvier 1961. De multiples rapports d'information sont disponibles à Washington depuis plusieurs années sans être pris en considération. Le rapport de l'administration Eisenhower et daté du 19 janvier 1961, (Annexe 19), contient les détails des derniers contacts avec les Israéliens au sujet de Dimona.)

³⁴⁷ Alvin Schuster, "Israel Satisfied U.S. on News of Reactor," *New York Times*, 23 décembre 1960.

difficilement lisible dans les documents des archives américaines. Certains passages sont rayés (Annexe 41). On peut par ailleurs trouver ces parties manquantes, transcrites dans un autre document fourni par les archives du FRUS, (*Foreign Relations of the United States*). Ces passages, (³⁴⁹), parlent des raisons données par Ben Gourion pour expliquer la discrétion israélienne ainsi que la demande du *Department of State* aux agences d'Intelligence (Annexe 42) ³⁵⁰. Les conclusions du rapport d'USIB (*United States Intelligence Board*, (Annexe 21) ³⁵¹, affirment (point 3), que les Israéliens ont probablement pris la décision de poursuivre un programme nucléaire dès 1956. Le rapport souligne aussi que la collaboration avec les Français sur ce projet a dû être lancée aux alentours de 1957. Le rapport, dans sa conclusion, (point 3a), souligne que des informations sont disponibles auprès des services d'Intelligence depuis 1958. En effet, le rapport confirme que l'information était à disposition des responsables d'Intelligence dès avril 1958 et qu'ils auraient pu alerter la Commission d'Intelligence d'énergie atomique à propos des intentions israéliennes. En outre, le rapport note que « *si la Commission d'Energie Atomique avait correctement interprété les informations disponibles sur les intentions nucléaires israéliennes et le réacteur de Dimona, nous croyons que le secret entourant le programme nucléaire israélien aurait été connu et cela aurait pu l'être un an plus tôt.* » (³⁵²). Pour expliquer cet échec, les auteurs du rapport soulignent la volonté délibérée de la part des Israéliens de brouiller les pistes à propos de leur programme nucléaire. Les auteurs soulignent également le fait qu'Israël n'a pas été classé sur la liste des pays candidats à la prolifération avant la découverte des activités sur le site de Dimona. Le rapport fait référence à un sentiment général et note qu'« *Israel ne peut réaliser ses ambitions nucléaires sans une aide extérieure des États-Unis ou l'un de ses alliés. Le fait de croire qu'une telle aide serait aisément connue par les Américains, conduit à une tendance générale aboutissant à déclinier toutes les rumeurs de construction israélienne de réacteur nucléaire avec la collaboration française dans le domaine des armes nucléaires.* » Le rapport relate dans le détail un nombre important d'informations et de sources disponibles au système d'Intelligence américain depuis 1956, réputées perdues dans le battage bureaucratique ou simplement mal interprétées. Parmi eux, on trouve le rapport Gomberg.

³⁴⁸ Annexe 41, *Memorandum for the President, Israeli Atomic Energy Activities*, 30 janvier 1961. Source : National Security Archive. The Dwight D. Eisenhower Presidential Library.

³⁴⁹ En italique dans le document

³⁵⁰ Annexe 42, *Memorandum From Secretary of State Rusk to President Kennedy, Washington*, January 30, 1961. Source : Department of State, Central Files, 884A.1901/1-3061, Secret. Drafted by Meyer (NEA/NE). Subject : Israel's Atomic Energy Activities. voir aussi : Rapport Teddy Kollek, février 1961. Source : United States National Archives, Central Foreign Policy Files.

³⁵¹ Annexe 21, *Post-Mortem on SNIE 100-8-60 : "Implications of the Acquisition by Israel of a Nuclear Weapons Capability."* 31 janvier 1961. Source : United States National Archives. Voir aussi, Avner Cohen, *Israel and the Bomb*, 1998, pp. 81-85.

³⁵² Voir aussi à ce propos, Avner Cohen, "Israel and the Evolution of the US Nonproliferation Policy, The Critical Decade, 1959-1969", Center for Nonproliferation Studies, *The Nonproliferation Review*, Vol: V, N° 2, hiver 1998.

Le rapport Gomberg

En novembre 1960, le Dr. Henry Gomberg, un universitaire scientifique nucléaire du Michigan rend visite au site de Dimona. De retour, il tire une ferme conclusion selon laquelle les Israéliens sont secrètement engagés dans la construction d'un deuxième réacteur nucléaire avec une aide française (Annexe 43)³⁵³. Ce télégramme, envoyé au State Department, de l'Ambassade américaine à Paris, parle d'une personne, dont le nom est rayé ; ce citoyen américain spécialiste dans le domaine nucléaire, détient selon le télégramme, une information urgente et secrète. Il ne sait pas à qui il peut délivrer ces informations concernant la centrale nucléaire israélienne. Gomberg alerte l'Ambassade américaine à Tel-Aviv au sujet de sa découverte, et le 1^{er} décembre, il présente un compte rendu longuement détaillé à Washington auprès des représentants de l'AEC (*Atomic Energy Commission*), de la CIA ainsi qu'au département d'État. Ce rapport parle d'informations sensibles que Gomberg souhaite transmettre concernant le projet israélien (Annexe 44)³⁵⁴. Henry Gomberg note clairement qu'Israël est engagé dans un projet nucléaire secret. Il souligne qu'il est convaincu qu'Israël construit secrètement un réacteur près du site de Beersheba de "*type Marcoule en France.*" Le rapport souligne qu'il y a certainement une collaboration entre la France et Israël et que les techniciens se sont entraînés dans la centrale française de Saclay ou d'autres établissements. Durant sa visite, il lui est apparu que les Israéliens à qui il a parlé ont été priés, pour des raisons de sécurité, d'être discrets. À la suite du rapport Gomberg, la communauté d'Intelligence américaine comprend les finalités de ce qu'est le projet mystérieux. Un rapport de la CIA (*CIA Information Report* du 9 février 1961), fait référence à la visite de Gomberg en soulignant que les Israéliens mènent la recherche nucléaire à l'Institut Weizman, dans un réacteur près de BeerSheba et dans d'autres sites (Annexe 24)³⁵⁵. Le rapport d'information de la CIA parlant de Henry Gomberg, - en le nommant « un citoyen américain en visite en Israël » -, rapporte que les Israéliens sont en voie de construction d'une centrale nucléaire et que les techniciens israéliens sur place ont évité de répondre à ses questions. On ne peut donc pas échapper, selon Avner Cohen (1998)³⁵⁶, à la conclusion selon laquelle les racines du ratage de l'Intelligence de l'administration Eisenhower -en ce qui concerne le cas d'Israël-, sont plus profondes, et vont au-delà de la simple mauvaise appréciation ou encore de la mauvaise interprétation des faits.

Les orientations Eisenhower

³⁵³ Annexe 43, *Incoming Telegram, Department of State, Telegram from Paris to Secretary of State*, N. 2162, 26 novembre 1960. Source : National Security Archive, Nonproliferation Collection.

³⁵⁴ Annexe 44, *Memorandum of Conversation, Department of State*, 1 décembre 1960. Source : National Security Archive.

³⁵⁵ Annexe 24, *Central Intelligence Agency, Information Report*, 9 février 1961. Nuclear Engineering Training/ Large Nuclear and Electric Power Plant Near Beersheba/ French Nuclear Assistance to Israel. Source : National Security Archive.

³⁵⁶ Avner Cohen, *Israel and the Bomb*, 1998, Chapitre 5.

Les politiques nucléaires de l'administration Eisenhower, basées sur deux orientations majeures : d'une part, l'énergie nucléaire, avec la stratégie de l'Atome pour la Paix, d'autre part, les armes nucléaires par la mise en place d'EURATOM pour la coopération nucléaire entre les alliés, génèrent un climat donnant lieu à un blocage et une panne de la politique contre la prolifération nucléaire. Cela explique en partie les manques de l'administration américaine pour interpréter correctement les nombreux signaux et indicateurs montrant qu'Israël pourrait développer un programme d'armement nucléaire. Quelques fonctionnaires d'Intelligence vont même jusqu'à croire que le Président Eisenhower lui-même est peu disposé à prendre une action politique contre Israël, même lorsque des pièces de conviction claires et évidentes lui sont présentées. Ces fonctionnaires de l'administration américaine ont interprété ce manque d'action comme permettant tacitement aux Israéliens de développer les armes nucléaires. L'État hébreu a certainement délibérément tiré profit de ce climat d'inertie pour consolider ses efforts de dissimulation et a réussi ainsi à maintenir le projet de Dimona en secret pendant les trois longues années de sa construction 1957-1960. Là, nous nous trouvons au cœur de la question de fond : pourquoi Washington a-t-il eu les yeux fermés ? Il n'y a que des suppositions. Nous touchons ainsi le cœur de l'épisode le plus intrigant dans le feuilleton de Dimona. Celui qui montre le mieux le formidable échec dans le traitement des données d'Intelligence concernant les activités nucléaires israéliennes. Quel est le destin des photographies aériennes prises très tôt du site de Dimona ? Il n'y a pas réponse. Que sont devenues ces photos ? Elles ne sont pas trouvables. Avner Cohen (1998)³⁵⁷, qui relate de manière assez détaillée cette question explique qu'au début de 1958, les États-Unis se sont rendus compte, par des vols aériens de reconnaissance de la CIA, U-2, des activités de construction extraordinaire en cours sur le site de Dimona. Arthur C. Lundahl, directeur du centre photographique d'intelligence de la CIA (*National Photographic Interpretation Center*), va personnellement, au début de l'année 1958, donner des informations au Président Eisenhower (Michael Beschloss, 1986)³⁵⁸. D'autres fonctionnaires font de même et expliquent ce qui se passe à Dimona. Dino A. Brugioni, l'un des adjoints de Lundahl, raconte que le fait que la Maison Blanche ou le *Department of State* ne s'y intéressait pas était incompréhensible. Le manque de réaction ou encore d'une décision politique de la part du Président Eisenhower et de Lewis Strauss, directeur d'AEC (Atomic Energy Commission), a stupéfié A. C. Lundahl, écrit Dino Brugioni (1989)³⁵⁹. Le service de la CIA/PIC (CIA Pictures) n'a pas été sollicité pour fournir d'autres photographies de l'emplacement, encore moins pour présenter un suivi de ce dossier, contrairement à ce qui était attendu. C'est inhabituel pour un consommateur et un client enthousiaste de l'Intelligence comme le Président Eisenhower. C'est tout à fait peu commun. Lundahl et Brugioni restent avec un sentiment particulier. Ils expliquent cette situation comme, peut-être une volonté de la part du Président Eisenhower, de laisser les Israéliens poursuivre leur programme d'armes nucléaires, écrit Avner Cohen

³⁵⁷ Avner Cohen, *Israel and the Bomb*, 1998, chapitre 5.

³⁵⁸ Michael R. Beschloss, *Mayday: Eisenhower, Khrushchev and the U-2 Affair*, New York, Harper & Row, 1986.

³⁵⁹ Dino A. Brugioni, "Serendipity Effect of Aerial Reconnaissance", *Interdisciplinary Science Review*, Vol. 124, N° 1, 1989.

(1998)³⁶⁰.

La transition (1960-1961)

D'après Avner Cohen (1998)³⁶¹, la CIA a conclu, au milieu des années 60, que les Israéliens sont en phase très avancée dans le développement de leur programme nucléaire militaire. Pour la CIA, note Avner Cohen, les Israéliens ont, dans ce domaine, poursuivi la politique de fait accompli et la CIA présente alors son rapport dans lequel on lit que le programme nucléaire israélien était irréversible. Dans ce rapport, on trouve l'allusion à une erreur dans les conclusions des rapports des experts américains lors de leur visite de Dimona (Annexe 21)³⁶². Le 8 décembre 1960, le rapport de la CIA stipule que les activités de Dimona sont douteuses et avertit que les Israéliens sont sur la voie de la prolifération. Le Bureau de la CIA à Tel-Aviv, en 1960, notifie Washington que le programme nucléaire israélien est dorénavant établi et qu'il est irréversible (*Federation of American Scientists*)³⁶³. Le rapport du 31 janvier 1961, (Annexe 21)³⁶⁴, fait référence, dans son premier paragraphe, à des informations d'Intelligence obtenues entre août et novembre 1960. Il souligne que ces informations donne lieu à un aspect du secret entourant le site et que le réacteur va produire du plutonium militaire. Le rapport (*Post-Mortem on SNIE 100-8-60*), est élaboré suite à la demande urgente du nouveau Président Kennedy pour trouver des explications à la défaillance de la CIA au sujet de Dimona. Un document partiellement rendu non lisible et daté du 19 décembre 1960, relate le contenu d'une conversation entre le Président Eisenhower et ses conseillers au sujet de la découverte du Dimona. Le but de la réunion est de formuler une politique sur le programme nucléaire israélien. Le Secrétaire d'État Christian A. Herter note que, selon les informations dont les États-Unis disposent, Israël est engagé dans la construction d'un réacteur depuis 1958. Ce réacteur est « *au moins dix fois plus puissant que prévu.* » La conception de celui-ci n'apparaît pas pour la production de l'énergie mais plutôt pour la production de plutonium. Par conséquent, il fournirait potentiellement à Israël "*des armes.*". Côté français, les diplomates français n'ont fourni aucune information à Christian A. Herter et promettent de s'adresser à ce propos à Paris. Cette conversation rend

³⁶⁰ Dino A. Brugioni, interviewé par Avner Cohen le 12 mars 1996, 9 avril 1997, et les 11 et 25 juillet 1997.

³⁶¹ Avner Cohen *Israel and the bomb*, New York, Columbia University press, 1998, 470 pages.

³⁶² Annexe 21, *Post-Mortem on SNIE 100-8-60* : "*Implications of the Acquisition by Israel of a Nuclear Weapons Capability.*" 31 janvier 1961. Source : United States National Security Archive. Ce rapport de 17 pages est la réponse à la demande de Kennedy formulée trois jours auparavant (Annexe 20). Ce document est le premier qui avertit clairement que les Israéliens sont sur le point d'achever un réacteur nucléaire. Ce rapport détaillé, met en évidence que le réacteur est en construction, en collaboration avec la France depuis 1956 (point 3 de la conclusion) et que les éléments concernant ce sujet sont disponibles auprès des services d'Intelligence depuis avril 1958 (point 3a de la conclusion).

³⁶³ "Weapons of Mass Destruction, Israel's Nuclear Weapons", *Federation of American Scientists*.

³⁶⁴ Ibid.

évident le fait qu'une fois Dimona construit, les États-Unis se rendent compte de sa présence. Washington a un petit doute quant au vrai but du projet (Avner Cohen, 1998, pp. 87-89). Le 20 décembre 1960, Ben Gourion en personne délivre l'information et annonce que la France a aidé Israël à la construction de la centrale de Dimona. Le 5 janvier, un télégramme est envoyé à ce sujet de l'ambassade de Tel-Aviv vers Washington (³⁶⁵). Ben Gourion s'apprête à annoncer la nouvelle. Etant donné l'imminence de l'émergence de ce sujet sur la scène des relations entre Tel-Aviv et Washington et peut-être sur la scène internationale, une réunion est organisée afin de clarifier le terrain. Le Président Eisenhower, dans sa réaction du 12 janvier 1961, ne fait qu'une allusion d'ordre financier. Il estime que le projet pourrait coûter entre 100 à 200 millions de dollars. Dans cette même réunion, le document montre qu'Allen W. Dulles, directeur de la CIA, se réfère explicitement aux efforts d'Israël visant à faire passer la grande centrale pour le petit réacteur fourni par les États-Unis (Annexe 35) ³⁶⁶ . Par ailleurs, ce document daté du 12 janvier 1961, ne montre pas si le Président Eisenhower connaît l'existence de Dimona avant cette date, et avant que cette réunion officielle n'ait lieu. On doit également se rappeler que l'administration Eisenhower vit son dernier mois à la Maison Blanche et n'a pas clairement cherché à définir une politique claire vis-à-vis ce sujet. La semaine suivante, un télégramme de l'Ambassade américaine à Tel-Aviv souligne les assurances officielles de la part du gouvernement israélien sur le but pacifique de Dimona. Malgré le fait que le doute règne au sein de la Maison Blanche, du département d'État et de la CIA, Washington, qui sent le mensonge israélien, ne laisse aucun document officiel concernant des recommandations pour la nouvelle administration. Les seules préoccupations sont dites officieusement lors de la cérémonie de passation de pouvoir entre Eisenhower et Kennedy le 20 janvier 1961. Le dernier rapport entre les mains de l'administration Eisenhower est daté de la veille ; le 19 janvier 1960. Le rapport est remis le dernier jour de l'administration Eisenhower au Comité mixte sur l'Energie Atomique. Ce document de quatre pages est un résumé de toutes les réponses que l'administration a reçues d'Israël au sujet du réacteur de Dimona. Ce rapport est le document officiel que l'administration Eisenhower transmet au nouveau locataire de la Maison Blanche, sur la centrale israélienne. Le comité des Relations étrangères du Sénat s'est alors réuni deux fois entre le 9 et le 19 janvier pour discuter, du dossier Dimona (³⁶⁷). Une copie du compte rendu de cette réunion est envoyé uniquement à la CIA et à l'AEC (*Atomic Energy Commission*). Il n'y a pas de copie pour la Maison Blanche ni pour le *Department of State* (³⁶⁸).

L'inévitable prolifération

³⁶⁵ Document non déclassé, *Telegram 626 From the Embassy in Israel to the Department of State*, Tel Aviv, January 5, 1961, 6 p. m. Source : Department of State, Central Files, 884A.1901/1-561. Secret; 13 pages of source text not declassified.

³⁶⁶ Annexe 35, *Memorandum of Conference with the President*, 19 décembre 1960. (Rédigé le 19 janvier 1961). Source : D. Eisenhower Library.

³⁶⁷ Memorandum of Conversation. Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVII, Near East, 1961-1962. Washington, January 9, 1961. Source : Department of State, Central Files, 984A.1901/1-961. Secret. Drafted by Jones (NEA).

Alors que les peurs règnent à Washington de voir, à l'horizon 1975, le monde passer de 4 à 15, voire 20 puissances nucléaires (³⁶⁹), le 35^{ème} Président des États-Unis est le premier qui entre à la Maison Blanche en étant personnellement convaincu que la possession des armes nucléaires par d'autres États crée un monde plus dangereux et atteint négativement l'influence des États-Unis (³⁷⁰). Il se rend compte que le problème de la prolifération est prioritaire et nécessite une décision alors que la technologie et la connaissance en matière nucléaire sont devenues de plus en plus disponibles, moins chères et donc abordables. Kennedy pense alors qu'il est de l'intérêt américain d'imposer une action décisive contre la prolifération nucléaire, en dehors des quatre puissances (y compris la France) qui possèdent dorénavant de telles armes. C'est seulement deux mois avant son arrivée à la maison Blanche, que l'administration Eisenhower demande à Paris des clarifications concernant la coopération franco-israélienne dans le domaine nucléaire (Annexe 30) ³⁷¹. Le sujet de la centrale nucléaire de Dimona est dès lors sur l'agenda de discussions bilatérales entre Washington et Londres (Annexe 46) ³⁷². L'importance de la recherche concernant la manière dont l'Intelligence américaine a ignoré le cas israélien va bien au-delà de l'État d'Israël lui-même (Annexe 26) ³⁷³. Les conclusions aboutissent à un constat considérable : le développement des armes nucléaires par d'autres pays avec un potentiel technique peut également l'être dans le secret. C'est la difficile tâche de l'administration Kennedy, celle de s'assurer qu'une telle erreur d'Intelligence ne se produise pas. Le fait que les États-Unis manquent, durant les années 60, d'une politique globale et cohérente vis-à-vis de la non-prolifération, incite la communauté internationale à ne pas considérer pas qu'une acquisition des armes nucléaires par un État est une violation des norme internationales. À cette date, il n'en existe aucune interdisant la prolifération nucléaire. Le Secrétaire d'État américain, Allen Welsh Dulles reconnaît, explique Avner Cohen (1998) ³⁷⁴, qu'en l'absence de raisons légales, il n'est donc pas

³⁶⁸ Letter From the Assistant Secretary of State for Congressional Relations (Macomber) to the Executive Director of the Joint Congressional Committee on Atomic Energy (Ramey), Washington, January 19, 1961. Source : Department of State, Central Files, 884A.1901/1-1961. Secret. Drafted by Farley (S/AE) on January 17 and cleared by Meyer (NEA/NE) and Schnee (H). Copies of the letter and its enclosures were sent to the Atomic Energy Commission and the Central Intelligence Agency.

³⁶⁹ Public Papers of the Presidents of the United States: John F. Kennedy (Washington, D.C, U.S. Government Printing Office, 1964), p. 280.

³⁷⁰ Foreign Relations of the United States, 1961-1963 (FRUS), Vol. 18, *Near East, 1962-1963* Washington, D.C.: Government Printing Office, 1995), pp. 432-433 et 435.

³⁷¹ Annexe 30, *U.S. Department of State, Central Files*, 884A. 1901/1-561. *Foreign relations*, 1961-1963, volume XVII, Near East, 1961-1963, Publiés par : Office of historian documents.

³⁷² Annexe 46, *US-UK Bilateral Talks; The Middle East and the Arab-Israeli Problem*. Source : Department of State, Central Files, 684A.86/2-1361. Confidential. Drafted by Dozier (EUR/BNA) on February 15 and cleared by Meyer (NEA).

³⁷³ Annexe 26, *Memorandum From Secretary of State Rusk to President Kennedy*, Washington, January 30, 1961. Source : Department of State, Central Files, 884A.1901/1-3061. Secret. Drafted by Meyer (NEA/NE). Subject : Israel's Atomic Energy Activities Foreign Relations Series Volume Summary, 1964-1968, Volume XVIII, Arab-Israeli Dispute, 1964-67 N. 5.

possible pour les États-Unis d'agir et d'empêcher un autre État, grand ou petit, de poursuivre et de développer des armes nucléaires. Notons qu'en dehors de l'Union soviétique et des États-Unis, seuls le Royaume-Uni et la France, -deux alliés de Washington- ont alors des possibilités de développer l'arme nucléaire. Ces deux pays considèrent que le programme nucléaire et son accomplissement sont une question de prestige et une fierté nationale ainsi qu'une confirmation de leur statut de grande puissance. Entre les Grands, il y a donc là un sens tacitement donné à ce fait : tout pays techniquement avancé et économiquement capable, peut suivre cette nouvelle tendance. La prolifération est alors vue comme probablement inévitable pour ceux qui le peuvent.

Chapitre IV : Kennedy

« Cher Monsieur le Président, pour toutes ces raisons, il est d'une importance primordiale, de fournir aux forces israéliennes de Défense les moyens d'une dissuasion pour décourager nos voisins de mener une guerre contre notre pays. » David Ben Gourion, 24 juin 1962 (Annexe 17) ³⁷⁵.

Dès l'arrivée de Kennedy, la bombe israélienne devient une fixation à la Maison Blanche. Peu après son élection, John F. Kennedy nomme, à la tête de la CIA, John Alex McCone -qui vient de démissionner de sa fonction de directeur de l'AEC-. Le département d'État suit à son tour et nomme William R. Crawford comme chargé du dossier israélien. Crawford raconte que « *face aux informations disponibles, c'était la surprise totale à la Maison Blanche.* » (Seymour Hersh, 1991, p. 101) ³⁷⁶. Plusieurs rencontres ont lieu par la suite, pour étudier les éléments fournis par les services d'Intelligence, notamment les photos du réacteur de Dimona. Crawford raconte que « c'était une douche froide pour certains, et nous en avons déduit que les Israéliens ne disent pas la vérité. » Le 30 janvier 1961, un rapport écrit par le Secrétaire d'État Dean Rusk et adressée au Président Kennedy fait soulever les doutes sur les intentions israéliennes et propose l'idée d'inspection de Dimona (Annexe 26) ³⁷⁷. Dans un autre mémorandum, Dean Rusk, le 3 février 1961, transmet au Président Kennedy, la possibilité d'une visite américaine de Dimona et que Ben Gourion accepte l'idée. (Annexe 25) ³⁷⁸. Un rapport de la CIA daté du

³⁷⁴ Avner Cohen, "Israel and the Evolution of the US Nonproliferation Policy, The Critical Decade, 1959-1969", Center for Nonproliferation Studies, *The Nonproliferation Review*, Vol: V, N° 2, hiver 1998.

³⁷⁵ **Annexe 17, Letter From Prime Minister Ben Gurion to President Kennedy, 24 Juin 1962. Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVII, Near East, 1961-962 Released by the Office of the Historian. Documents 293-314 (N.308). Source : Department of State, Central Files, 611.84A/6-2462. (p. 2, § 5).**

³⁷⁶ Seymour Hersh, *The samson Option*, New York, Random House, 1991.

³⁷⁷ Annexe 26, *Memorandum From Secretary of State Rusk to President Kennedy*, Washington, January 30, 1961. Source : Department of State, Central Files, 884A.1901/1-3061. Secret. Drafted by Meyer (NEA/NE). Subject : Israel's Atomic Energy Activities Foreign Relations Series Volume Summary, 1964-1968, Volume XVIII, Arab-Israeli Dispute, 1964-67 N. 5.

9 février 1961, souligne que les Israéliens sont, avec l'aide de la France, en phase d'entreprendre des efforts considérables et mettent en place un important programme nucléaire. Crawford, suite à ce rapport d'information de la CIA, (Annexe 24) ³⁷⁹, demande de rédiger le projet d'une lettre pour le Président Kennedy en vue de l'envoyer au Premier ministre israélien Ben Gourion. La lettre souligne que la position internationale des États-Unis en ce qui concerne la non-prolifération nucléaire « serait compromise si un État, considéré comme un allié, -comme c'est le cas d'Israël-, poursuivait un programme nucléaire indépendant. » Crawford souligne aussi qu'un autre point est clairement évoqué dans la lettre, celui d'une demande d'inspection et le droit de notifier les résultats de l'inspection au Président égyptien Nasser. L'idée, est de rassurer Nasser sur le fait que Dimona n'est pas un réacteur de production d'armes nucléaires, et de prévenir l'Égypte contre un éventuel début de course vers l'arme nucléaire.

À cette date, l'administration Kennedy a un projet de rapprochement entre le Caire et Washington. Ainsi, l'idée d'inspection est avancée avec la participation d'une équipe indépendante. Crawford cité par Seymour Hersh (1991, p. 101) ³⁸⁰, écrira plus tard que cette lettre, qu'il avait rédigée soigneusement, avait été la plus importante de sa carrière. La lettre est soumise au Secrétaire d'État qui apporte des retouches et elle est réécrite à la façon et dans le style JFK. Crawford écrit par la suite qu'il a été impressionné par le style de la lettre. La réponse de Ben Gourion est une longue lettre de plusieurs pages. Cette lettre de Ben Gourion, n'est pas rendue publique, ni par les États-Unis ni par Israël. Selon les propos de Crawford, elle est évasive, difficile à clarifier. Elle ne mentionne pas qu'Israël a un programme nucléaire mais précise qu'Israël est entouré d'ennemis et fait allusion au parapluie américain. Ben Gourion dans sa lettre, refuse l'idée d'inspection internationale du réacteur de Dimona. La bombe israélienne devient alors pour l'administration Kennedy, une affaire embarrassante. L'échange de lettres est considéré comme une complication qui peut éventuellement empoisonner la relation entre Kennedy et Ben Gourion. Le Premier ministre israélien ne cache pas ses plaintes à propos des pressions américaines concernant Dimona et réalise qu'il ne peut plus tenir au secret son programme nucléaire. Une visite officielle à New York, réunit les deux hommes le 30 mai 1961. Cette rencontre est orchestrée par le concours d'Abraham Feinberg, homme d'affaire juif et l'une des plus importantes personnalités de collecte de fonds pour le parti Démocrate lors de la campagne électorale de 1960. La rencontre se solde par un échec

³⁷⁸ Annexe 25, *Memorandum of Conversation*, SUBJECT Israeli Reactor PARTICIPANTS : Avraham Harman, Ambassador of Israel G. Lewis Jones, Assistant Secretary for NEA *Washington*, February 3, 1961, Source : Kennedy Library, President's Office Files, Country Series, Israel General. Confidential. Voir aussi : Annexe 38, *Memorandum of Conversation*, *Kennedy-Reid meeting: aspects of U.S. relations with Israel*, Washington, January 31, 1961. U.S. Department of State, Central Files, 884A. 1901/1-561. Foreign relations, 1961-1963, volume XVII, Near East, 1961-1963. Publiés par : Office of historian documents, *Memorandum of Conversation*, Kennedy-Reid meeting: aspects of U.S. relations with Israel. Washington, January 31, 1961. Source : Department of State. NEA/NE Files: Lot 63 D 33.

³⁷⁹ Annexe 24, *Central Intelligence Agency, Information Report*, 9 février 1961. Nuclear Engineering Training/ Large Nuclear and Electric Power Plant Near Beersheeba/ French Nuclear Assistance to Israel. Source : National Security Archive.

³⁸⁰ Seymour Hersh, *The samson Option*, New York, Random House, 1991.

et par une déception de la part du Premier ministre israélien. La Maison Blanche se penche sur le dossier égyptien et Kennedy souhaite dans sa nouvelle politique une relation diplomatique étroite avec l'Égypte qui, à cette époque, compte construire le barrage d'Assouan sur le Nil. Ben Gourion renouvelle la demande israélienne de vente de missiles américains sol-air Hawke qui coïncide avec la vente des avions MiG soviétiques à l'Égypte. Le Président Kennedy promet d'étudier la demande.

En 1961, les Israéliens autorisent la première visite de leur centrale nucléaire. Le physicien américain Isidor Isaac Rabi de l'Université de Columbia (Prix Nobel de physique 1944), et Eugene Wigner de l'Université de Princeton (Prix Nobel de physique 1963) ont pu visiter Dimona. Il s'agit de la première des trois uniques visites des équipes étrangères concernant les installations nucléaires israéliennes. La visite est guidée par le physicien israélien Amos Deshalit. D'après Seymour Hersh (1991, p. 102), Wigner, lors d'une interview téléphonique en 1989, se rappelle que le réacteur était presque terminé et que les Israéliens avaient déjà commencé certaines expériences. En 1962, Feldman l'envoyé spécial de la Maison Blanche en Israël, est autorisé à visiter Dimona. Feldman suspecte alors, comme l'entourage du Président Kennedy, que les Israéliens ont l'intention de fabriquer la bombe atomique. Deux mois après la rencontre avec le Président Kennedy qui a eu lieu fin mai 1961, le Premier ministre israélien assiste à un essai de lancement du missile Shavit-II. Cet événement devait être secret mais Ben Gourion décide de le rendre public. À cette époque, les Israéliens ont des informations selon lesquelles les Égyptiens vont tester un missile le 23 juillet à l'occasion du neuvième anniversaire de l'indépendance. Malgré les explications de Ben Gourion au Président Kennedy, malgré les visites de Feldman en tant qu'envoyé de la Maison Blanche et malgré les conclusions de la mission des Prix Nobel : Wigner et Rabi, qui vont toutes dans un sens : un réacteur de recherches scientifiques, le Président Kennedy voit se dessiner la silhouette d'une bombe atomique qui pourrait menacer la stabilité au Moyen-Orient et compromettre ses efforts et son désir d'un traité avec l'Union soviétique concernant les essais nucléaires dans l'atmosphère. Kennedy, revient à la conclusion suivante : Ben Gourion n'accepte pas la logique d'une marche arrière (³⁸¹). Le message de l'administration Kennedy à Tel-Aviv, qui mentionne le rôle des États-Unis et ses obligations internationales, ainsi que les soupçons de coopération entre Israël et la France, n'obtiennent que le refus de Ben Gourion. La réponse de ce dernier est : « *ce ne sont pas vos affaires* », selon le témoignage de Walt Elder, l'assistant de McCone cité dans Seymour Hersh (1991, p. 106)³⁸². Les craintes du Président Kennedy à propos du réacteur de Dimona ont sans doute été le motif principal pour la nomination de John Alex McCone comme directeur de la CIA. McCone succède à Allen Welsh Dulles en novembre 1961, suite à l'échec de la tentative de renverser Fidel Castro et la débâcle des événements de la baie des cochons, le 17, 18 et 19 avril 1961(³⁸³). Il n'y avait pas de raisons politiques pour cette nomination.

McCone est un républicain et il se prononce contre le plan de la Maison Blanche de trouver un terrain d'entente sur les essais nucléaires avec l'Union soviétique. Mais il est

³⁸¹ On raconte que par la suite les communications de Ben Gourion avec la Maison Blanche font référence au Président Kennedy comme "le jeune", c'est ce qui est perçu par Kennedy comme une offense.

³⁸² Seymour Hersh, *The samson Option*, New York, Random House, 1991, 354 pages.

un opposant à la prolifération nucléaire et un fervent défenseur de la supériorité américaine dans le domaine atomique. Sa nomination est motivée par la volonté de Kennedy de stopper le programme nucléaire israélien. John Alex McCone est persuadé qu'une arme nucléaire israélienne mènera à l'escalade au Moyen-Orient et coupera inévitablement le robinet du pétrole arabe pour des années. Pour la question du réacteur de Dimona, raconte McCone, la CIA procède alors en deux temps. La première étape consiste en une autre série d'images prises par les avions U-2 ; il y a même un plan ambitieux d'infiltrer des espions sur le site de Dimona. Mais les conseillers de John Alex McCone lui signifient que les agents américains en Israël ne peuvent pas opérer sans laisser des traces et cela représente un risque élevé. Ce plan est abandonné et des agents d'autres pays sont recrutés par la CIA sans être capables de pénétrer à l'intérieur du site de Dimona. Les Américains ne peuvent donc pas dire qu'un agent travaillant pour eux a vu le réacteur de près et les photos des U-2 ne sont pas suffisantes. La deuxième étape est la création d'une nouvelle structure, et en décembre 1961, la CIA invente et ouvre une nouvelle agence, le NPIC (*National Photographic Interpretation Center*), spécialisée dans l'interprétation photographique et dirigé par Arthur C. Lundahl. Les photos donnent des informations précises sur le réacteur, et la conclusion est la suivante : « il n'y a pas de signe extérieur d'évidence de capacités nucléaires, aussi, il n'y a pas non plus des signes d'évidence sur l'existence d'un réacteur de production de bombes atomiques. » Suite à ces conclusions, McCone fait part de sa vision au Président Kennedy. McCone pense, -écrit Walt Elder l'assistant de John Alex McCone cité dans Seymour Hersh (1991, p. 107)-, que « *vu l'attitude des Israéliens envers l'inspection du site, nous ne pouvons pas nous fier à ces conclusions.* »

Le Président anti-prolifération

Kennedy, qui arrive avec l'intention d'interdire la prolifération, place la question de la limitation de l'armement nucléaire sur l'agenda présidentiel. Ce dossier s'est situé au centre de la politique étrangère américaine. C'est ce qui lui donne la réputation d'être le Président anti-prolifération par ses conseillers (Avner Cohen, 1998)³⁸⁴. Le premier signe dans ce sens est la nomination, en 1961, de Glenn Theodore Seaborg, à la tête de l'AEC. La prolifération nucléaire est désormais le cauchemar du 35^{ème} Président des États-Unis (Glenn T. Seaborg et Benjamin S. Loeb, 1981, pp. 30-37)³⁸⁵. L'agenda du Président Kennedy concernant le contrôle d'armes nucléaires englobe aussi sa volonté d'interdire les essais nucléaires. C'est en partie parce qu'il voit cette mesure comme un instrument

³⁸³ Une force d'exilés cubains qui, soutenue par les États-Unis, devait renverser le régime de Fidel Castro alors au pouvoir à Cuba depuis 16 mois. Ecrasée en 66 heures par les troupes de Castro, la tentative d'invasion se révéla un des principaux échecs de la CIA et du Président John F. Kennedy.

³⁸⁴ Propos recueillis lors des interviews de Avner Cohen avec les conseillers du Président Kennedy tels que : McGeorge Bundy, Myer Mike Feldman, Carl Kaysen, et Robert Komer.

³⁸⁵ Glenn T. Seaborg et Benjamin S. Loeb, *Kennedy, Khrushchev, and the Test Ban*, Berkeley, University of California Press, 1981.

efficace contre la prolifération. Déjà, lors de la campagne électorale de 1960, le candidat J. F. Kennedy voit que les tests nucléaires ouvrent la voie à d'autres États vers l'acquisition des armes nucléaires. Le seul exemple que Kennedy utilise pour appuyer sa vision est Israël (Glenn Theodor Seaborg et Benjamin S. Loeb, 1981, p. 48). Lorsque Kennedy arrive à la présidence, il place Israël en tête de la liste des problèmes de son administration. L'issue du réacteur nucléaire de Dimona prend une importance particulière. Au-delà d'Israël ou encore du Moyen-Orient, le sujet qui illustre la question majeure du nouveau Président est le suivant : comment les États-Unis peuvent-ils combattre efficacement la prolifération nucléaire dans le monde entier ? Le cas d'Israël prouve à l'administration Kennedy que les États de petite et de moyenne taille, dotés d'un talent scientifique, peuvent secrètement développer la bombe (avec l'aide européenne). Le cas israélien prouve aussi qu'un pays peut poursuivre son programme nucléaire sans que les États-Unis ne détectent sa nature sur une longueur de trois années, voire plus. Si un pays comme Israël est sur le chemin de la bombe, comment les États-Unis peuvent-ils dissuader d'autres États de ne pas suivre la même voie ? Le succès ou l'échec à l'égard du cas israélien, est donc considéré par Kennedy comme fatidique pour la politique américaine vis-à-vis de la non-prolifération et l'avenir de la prolifération nucléaire sur le plan mondial. Israël se révèle l'exemple concret menant Kennedy vers une conviction : la prolifération nucléaire est un problème global qui touche de très près les États-Unis.

Le contexte israélien

Lorsque Kennedy arrive à la Maison Blanche en 1961, Tel-Aviv vit au rythme d'un scandale et d'une crise politique. Ben Gourion se trouve confronté à une possible démission. C'est suite à la publication du rapport d'enquête sur l'affaire Lavon qui remonte à la surface et perturbe la scène politique israélienne. En juin 1954, Pinhas Lavon, ministre de la Défense, démissionne suite à l'échec d'une opération des agents du Mossad en Égypte. Ce scandale de politique intérieure provient d'une opération secrète menée en Égypte. À l'époque, les agents du Mossad sont impliqués dans une série d'attentats contre des intérêts américains et britanniques afin d'affecter les relations entre Égyptiens et Américains. Des agents sont interpellés lors d'une de ces opérations et emprisonnés par Nasser. Le 8 décembre 1954, le Caire annonce la découverte d'un réseau d'espionnage israélien. Deux juifs sont alors condamnés à la peine de mort début 1955. Le 21 février 1955, Ben Gourion reprend le portefeuille de la Défense suite à la démission de Pinhas Lavon. Lorsqu'en décembre 1960, l'affaire fait l'objet d'un débat profond. Suite au blanchiment de Lavon, une crise politique survient. Cette crise aboutit à la démission de Ben Gourion. Des critiques sont alors soulevées au sein même de la gauche israélienne accusant l'Intelligence militaire d'avoir entrepris des actions sans une connaissance et une approbation politique. L'issue de cette affaire plonge le parti Mapai, dans une lutte massive de pouvoir. Il y a alors deux camps. Le camp de Lavon contre celui de Ben Gourion. Au sein de ce groupe politique divisé de "jeunes chefs de Mapai", on trouve en particulier Pérès face à Moshe Dayan. Les deux hommes sont par ailleurs supporters du projet atomique secret. La politique domestique et le dossier du programme nucléaire se sont alors télescopés. Dans ces circonstances, une confrontation directe avec les États-Unis pourrait avoir des effets néfastes sur le programme nucléaire et au

sein même du parti de la gauche israélienne. Fin décembre 1960, Ben Gourion avait déjà décidé de démissionner. Il force son parti à choisir entre lui et Lavon, mais il retarde sa démission en raison des derniers développements autour de Dimona. Il craint qu'en son absence, ses collègues cèdent face à la pression des États-Unis à propos de Dimona. Fin janvier 1961, Ben Gourion remet sa démission et reste au poste de Premier ministre par intérim en attendant les élections en août 1961. Mais, la pression de Kennedy persiste et le dossier de Dimona n'est pas pour autant fermé.

Le contexte régional

L'autre dossier majeur sur l'agenda présidentiel de Kennedy et ses ambitions dans le domaine de la politique étrangère, est d'établir des relations diplomatiques et des rapprochements avec l'Égypte de Nasser. La peur de ce rapprochement touche les Israéliens. La question est alors, comment agir face à cette tendance de la politique du Président Kennedy ? L'affaire Lavon fait des dégâts politiques, et Ben Gourion voit que le rapprochement entre Washington et le Caire aura des effets néfastes sur la sécurité israélienne. L'augmentation de l'aide américaine à l'Égypte et les lettres échangées entre Kennedy et Nasser (Annexe 49)³⁸⁶, aboutissent au réchauffement des relations entre les deux pays, après le refus américain d'aider Nasser à la construction du barrage d'Assouan (Annexe 115)³⁸⁷. Kennedy œuvre pour initier un climat de bon voisinage entre Israël et l'Égypte. Il souhaite aussi impliquer les Nations unies et rassurer Nasser sur le programme nucléaire israélien, avec la mise sous contrôle international du site de Dimona (Annexe 48)³⁸⁸. Le 21 juin 1962, les Égyptiens expriment leur intérêt pour nouer des relations avec Washington (³⁸⁹), dans une optique de non-alignement (Annexe 49)³⁹⁰. «

³⁸⁶ Annexe 49, *Letter From President Kennedy to President Nasser*. Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVIII, Near East 1962-1963. Released by the Office of the Historian. Documents 18-44 22. Washington, August 16, 1962.

³⁸⁷ Annexe 115, *Telegram From the Department of State to the Embassy in the United Arab Republic*, Washington, July 19, 1962, 1:22 p. m. Source : Department of State, Central Files, 611.86B/7-1962. Secret; Limit Distribution. Drafted by Barrow on July 14; cleared by Little, Strong, and McGeorge Bundy; and approved by Talbot.

³⁸⁸ Annexe 48, *Letter From President Kennedy to Prime Minister Ben Gurion*, Washington, June 13, 1962. Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVII, Near East, 1961-1962. Released by the Office of the Historian, Documents 293-314. Voir aussi, Kennedy Library, National Security Files, Country Series, Israel, 6/2/62- 6/15/62. Personal and Secret et aussi, Department of State, Rusk Files: Lot 72 D 192, Telephone Conversations.

³⁸⁹ *Foreign Relations*, 1961-1963, vol. XVII, Document 309, le 12 juillet 1962. Source : Kennedy Library, National Security Files, Countries Series, United Arab Republic, Nasser Correspondence.

³⁹⁰ Annexe 49, *Foreign Relations*, 1961-1963, Volume XVIII, Near East, 1962-1963. Released by the Office of the Historian. Documents 18-44 22. Letter From President Kennedy to President Nasser. Washington, August 16, 1962. La lettre de Nasser n'est pas déclassée. Ici, le "Memorandum From the Department of State Executive Secretary (Brubeck) to the President's Special Assistant for National Security Affairs (Bundy)" en date du 25 juin 1962, reprend les principaux points de la position de Washington par rapport aux propositions égyptiennes.

La lettre de Nasser, datée du 21 juin 1962, est une ouverture significative, en effet, Nasser reconnaît le bien fondé d'une bonne relation pour aller en avant vers une relation cordiale ainsi que de nouvelles formes de coopération », écrit Brubeck dans son analyse de la lettre du Président égyptien (Annexe 51)³⁹¹. Dans ce contexte et en décembre 1960, l'Égypte fait savoir publiquement l'irritation du raïs au sujet du programme nucléaire israélien. Nasser déclare, en visant Dimona que le Caire « *n'acceptera jamais la supériorité israélienne, et si cela est nécessaire, l'Égypte attaquera et détruira la base d'agression, même au prix de quatre millions de victimes* » (³⁹²). Ces propos ne sont pas rassurants pour Tel-Aviv. De plus, la question de la centrale israélienne est l'objet de la rencontre des ministres de la Défense et des Affaires étrangères de la Ligue arabe fin juin 1961. Cette rencontre n'adopte pas de résolution à l'égard de Dimona. Il y a seulement l'annonce de la détermination arabe d'augmenter le niveau d'armement conventionnel. Ben Gourion s'adresse alors à Washington en demandant la vente de missiles Hawk.

Kennedy propose une solution négociée

Kennedy souhaite trouver une solution négociée entre Israéliens et Arabes (Annexe 116)³⁹³. Il voit que Washington peut jouer un rôle pour une solution pacifique entre les deux voisins. Nasser serait prêt et les États-Unis mettraient les moyens nécessaires. Cette solution passe par des assurances de la part de Washington en direction du Caire et notamment en ce qui concerne le dossier Dimona. L'administration Kennedy augmente sa pression sur Ben Gourion et conditionne la vente des missiles sol-air Hawk à l'inspection du réacteur de Dimona. Après avoir obtenu la visite par des experts américains de la centrale le 26 mai 1961. Kennedy souhaite rassurer les Égyptiens en leur promettant de continuer la pression sur Israël jusqu'à l'obtention du droit à l'inspection du réacteur de Dimona. Il souhaite aussi communiquer les résultats à Nasser (Annexe 50)³⁹⁴. Le gouvernement israélien est alors en discussion avec Washington pour la vente des missiles Hawk, en réaction à l'acquisition par les Égyptiens d'équipements militaires auprès du bloc communiste, notamment l'Union soviétique (Annexe 114)³⁹⁵. Ben Gourion, dans une lettre au Président Kennedy, fait valoir que cette acquisition représente

³⁹¹ Annexe 51, *Memorandum From the Department of State Executive Secretary (Brubeck) to the President's Special Assistant for National Security Affairs (Bundy)*, Washington, June 25, 1962. Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVII, Near East, 1961-1962, Released by the Office of the Historian, Documents 293-314. Source : Department of State, Central Files, 611.86B/6-2562. Secret. Drafted by Barrow (NEA/NE) and Talbot and cleared by Herz (AF).

³⁹² *Al-Ahram*, 25 juin 1961.

³⁹³ Annexe 116, *Letter From President Kennedy to Prime Minister Ben Gurion*/1/Source : Kennedy Library, National Security Files, Countries Series, Israel, 8/10/62-8/16/62. No classification marking. A handwritten note reads: "origin given to State Dept. officer at Israel mtg. cc to S/S 8/16."

³⁹⁴ Annexe 50, *Memorandum From the Department of State Executive Secretary (Battle) to the President's Special Assistant for National Security Affairs (Bundy)*, Washington, May 26, 1961. Subject : U.S. Scientists' Visit to Israel's Dimona Reactor. Source : Department of State, Central Files, 884A.1901/5-2661. Secret. Drafted by Hamilton and cleared by Furnas.

une menace pour l'État hébreu. Dans sa lettre, Ben Gourion répond point par point à celle du Président Kennedy. Il fait allusion à la proposition de Washington de trouver une solution négociée avec les Arabes. Le Premier ministre israélien fait par la suite référence à l'environnement hostile dans lequel se trouve l'État hébreu, et son besoin d'une dissuasion crédible.

La priorité des priorités de Kennedy

Lors de la réunion de préinvestiture entre Kennedy et le Président sortant Eisenhower le 19 janvier 1961, (un jour avant que Kennedy devienne officiellement Président), Kennedy pose spécifiquement des questions sur la prolifération nucléaire. En réponse à ses interrogations, le Secrétaire d'État sortant, Christian Herter cite deux cas, Israël et l'Inde, et conseille au nouvel élu Président d'exiger l'inspection et le contrôle du réacteur israélien, et ainsi barrer aux Israéliens l'occasion d'introduire les armes nucléaires dans le Moyen-Orient (Richard Reeves, 1994, pp. 32-33)³⁹⁶. Kennedy, le 27 janvier, demande à la CIA, un rapport détaillé sur le programme nucléaire. Quelques jours plus tard, il demande aux israéliens des explications au sujet de la centrale de Dimona (Annexe 54)³⁹⁷. Il explique à son administration que le dossier du programme nucléaire israélien a une priorité très élevée pour sa politique étrangère (³⁹⁸). Un rapport est alors élaboré et consacré à une analyse stratégique de l'impact de l'acquisition par Israël des capacités nucléaires (Annexe 117)³⁹⁹. Dès les premiers jours, en tant que Président, Kennedy reçoit des rapports oraux et écrits sur Dimona. Tous les rapports soulignent que Dimona

³⁹⁵ Annexe 114, *Memorandum for Mr. McGeorge Bundy*, Subject: Press Interest in Ben Gurion Visit, L.D. Battle to McGeorge Bundy, May 22, 1961, Source : John F. Kennedy Library, National Security File; Israel, Box 119.

³⁹⁶ Richard Reeves, *President Kennedy Profile of Power*, Washington, Simon & Schuster Adult Publishing Group, 1994, 798 pages.

³⁹⁷ Annexe 54, *Jones-Harman meeting: question of visit by U.S. scientist to Dimona*. Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVII, Near East. 1961-1962. Released by the Office of the Historian. Memorandum of Conversation. Source : Kennedy Library, President's Office Files, Country Series, Israel.

³⁹⁸ Dimona apparaît, comme une priorité, dans une note adressée au Secrétaire d'État, intitulée *-Memorandum to the President*, 1er mars 1961, (National Security Files, Country Israel: Box 118, John F. Kennedy Library, sous la référence JFKL).

³⁹⁹ Annexe 117, *A Strategic Analysis of The Impact of The Acquisition by Israel of A Nuclear Capability*. Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVII, Near East, 1961-1962 Released by the Office of the Historian, Documents 66-97, N. 95. Paper Prepared by the Joint Chiefs of Staff. JCSM-523-61 Washington, undated. /1/Source : Department of State, Central Files, 784A.5611/8-1461. Secret. A table of contents and summary are not printed. The source text is undated, but a covering memorandum on the copy in Department of Defense files indicates that Lemnitzer sent the paper to McNamara on August 8 with a recommendation that it be sent to the Department of State for comment. (Washington National Records Center, RG 330, OSD Files: FRC 65 A 3464). The source text was transmitted to the Department of State under cover of a letter of August 14 from Deputy Secretary of Defense Gilpatric to Secretary of State Rusk requesting Department of State consideration of the non-military points being recommended in the paper.

représente une contrainte et que les États-Unis doivent le mettre sous contrôle international ou assurer une inspection du site par les Américains (Avner Cohen, 1998)⁴⁰⁰. Les Israéliens acceptent la demande américaine de visiter Dimona mais conditionnent la visite par une très haute discrétion. Une rencontre entre le nouveau locataire de la Maison Blanche et l'ambassadeur des États-Unis à Tel-Aviv a lieu le 31 janvier 1961, durant laquelle M. Reid informe le Président Kennedy que les Israéliens acceptent le principe d'une visite si celle-ci s'effectue en secret. L'affaire doit rester entre Tel-Aviv et Washington (Annexe 38)⁴⁰¹.

En l'absence d'un régime de non-prolifération ou d'une norme internationale obligatoire, le seul outil politique disponible pour l'administration Kennedy, est une pression présidentielle forte sur Tel-Aviv. Pour ces mêmes raisons, Israël s'oppose et se montre peu disposé à accepter des inspections extérieures du site de Dimona. Suite à la persistante pression américaine et à un retard de la part des Israéliens, Ben Gourion accepte une visite de deux scientifiques américains du site de Dimona mais sous conditions : la visite doit être effectuée sous forme privée et sans aucune révélation publique (Avner Cohen, 1998)⁴⁰², (Annexe 54)⁴⁰³.

La 1^{ère} visite de Dimona

Entre 1961 et 1969, il y a eu trois visites américaines de la centrale de Dimona. La première visite du réacteur israélien par des scientifiques américains a lieu en mai 1961. La deuxième visite a lieu en avril 1966 (Annexe 94)⁴⁰⁴, et la dernière visite en août 1969 (Annexe 108)⁴⁰⁵. C'est fin mars 1961, que le département d'État presse l'Ambassadeur israélien à Washington de donner suite à la demande américaine de visiter Dimona. Le sous-secrétaire américain notifie l'impatience de la Maison Blanche et met en évidence la

⁴⁰⁰ Avner Cohen, *Israel and the Bomb*, Chapter 6 ; Avner Cohen, "The Most Favored Nation", *Bulletin of Atomic Scientists*, Vol. 51, No. 1, janvier/février 1995, pp. 44-53.

⁴⁰¹ Annexe 38, *Kennedy-Reid meeting : aspects of U.S. relations with Israel*. Washington, January 31, 1961. U.S. Department of State, Central Files, 884A. 1901/1-561. Foreign Relations, 1961-1963, volume XVII, Near East, 1961-1963, publié par The Office of historian documents.

⁴⁰² Avner Cohen, "Israel and the Evolution of U.S. Nonproliferation Policy: The Critical Decade (1958-1968)", Center for Nonproliferation Studies, *The Nonproliferation Review*, Vol. 5, N. 2, hiver 1998.

⁴⁰³ Annexe 54, *Memorandum of Conversation. Jones-Harman meeting: question of visit by U.S. scientist to Dimona.. Foreign Relations*, 1961-1963, Volume XVII, Near East. 1961-1962. Released by the Office of the Historian Documents, Dimona. Source : Kennedy Library, President's Office Files, Country Series, Israel. Department of State, Central Files, 884A. 1901/1-561.

⁴⁰⁴ Annexe 94, *Memorandum From the Director of the Defense Intelligence Agency (Carroll) to Secretary of Defense McNamara*. FOREIGN RELATIONS OF THE UNITED STATES 1964-1968, Volume XVIII Arab-Israeli Dispute, 1964-67 N. 289. Department of State. Washington, DC. S-984/ST-2 Washington, May 4, 1966. /1/Source : Washington National Records Center, RG 330, OSD Files: FRC 70 A 4443, Israel 463.2. Secret; Limited Distribution; No Foreign Dissem. A copy was sent to the Deputy Secretary of Defense. SUBJECT: Preliminary Report on Visit to Israeli Atomic Energy Sites (S/NFD).

volonté israélienne de retarder la date de la visite. (Annexe 55)⁴⁰⁶. Suite aux pressions américaines, Ben Gourion réalise qu'il ne pourra plus retarder la visite. Kennedy presse et demande une visite de la centrale de Dimona par des experts américains (Annexe 57)⁴⁰⁷. Myer Feldman et Abe Feinberg le persuadent qu'une rencontre avec le Président Kennedy en échange d'une visite américaine du site de Dimona, est nécessaire pour éviter toute confrontation et pour sauver le projet (Annexe 56)⁴⁰⁸. David Ben Gourion propose de planifier une visite (Annexe 58)⁴⁰⁹. Cette visite est alors programmée pour le 15 mai 1961 (Annexe 59)⁴¹⁰. Pour effectuer la visite, l'USAEC choisit deux de ses scientifiques : Ulysse Staebler, le sous-Directeur du développement et Jesse Croach, un expert en matière d'eau lourde (Annexe 60)⁴¹¹. Staebler et Croach arrivent en Israël le 17 mai 1961, ils inspectent le réacteur nucléaire. Deux jours plus tard, le 20 mai 1961 (⁴¹²), ils sont sur le site de Dimona accompagnés par le directeur Pratt et le professeur Ephraim Katzir-Katachalsky. Les deux scientifiques arrivent le 17 mai 1961, sans rencontrer le professeur Bergmann car, selon les explications des Israéliens, étant devenu une figure politique, une telle rencontre n'était pas désirable (Annexe 61, § 2)⁴¹³. Ils visitent le complexe de Dimona qui leur a été présenté comme une étape transitoire dans les plans ambitieux d'Israël pour rejoindre la révolution atomique dans le cadre du programme

⁴⁰⁵ Annexe 108, *Memorandum of Conversation*, Department of State, Subject : 1969 Dimona visit. Source National Security Archive. 13 août 1969.

⁴⁰⁶ Annexe 55, *Memorandum of Conversation, Dimona Reactor*, Department of State, Source : United States National Archive, Central Foreign Policy Files.

⁴⁰⁷ Annexe 57, *Memorandum For The President. Subject : Dimona Reactor in Israel*. 30 mars 1961. Source : National Security Archive.

⁴⁰⁸ Annexe 56, *Memorandum From Acting Secretary of State Bowles to President Kennedy*, Washington, March 30, 1961. Subject : Dimona Reactor in Israel. Source : Department of State, Central Files, 611.84A45/3-3061. Secret. Drafted by Lewis Jones.

⁴⁰⁹ Annexe 58, *Memorandum of Conversation, Department of State*, Subject : US visit to Dimona. 17 avril 1961. Source : United States National Archives, Central Foreign Policy Files.

⁴¹⁰ Annexe 59, United States National Archives, Central Foreign Policy Files.

⁴¹¹ Annexe 60, Biographie des scientifiques. Source : United States National Archive.

⁴¹² Certaines rumeurs qui circulent font état d'une mise en scène préparée par les Israéliens lors de la visite d'inspection par les Américains. Les Israéliens, qui n'ont pas le choix, font alors recours à l'imaginaire et mettent en place un schéma simple : la construction d'une salle de contrôle spécialement conçue pour l'inspection. Cette salle de simulation a tous les paramètres de fonctionnement d'un réacteur de 24 mégawatts. Cette salle est celle qui sera visitée par l'équipe d'inspecteurs américains lors de la première visite en mai 1962. Aucun d'entre eux ne parle l'hébreu et ils concluent que la centrale de Dimona n'est qu'un simple réacteur standard.

⁴¹³ Annexe 61, *Note on visit to Israel, Ulysse M. Staebler, Jesse W. Croach*, 19 mai 1961. Source : United-States National Archives, Central Foreign Policy Files

Atoms for Peace d'Eisenhower (Annexe 28) ⁴¹⁴. Le rapport original des inspecteurs semble être perdu est introuvable dans les archives américaines. Par ailleurs, celles-ci contiennent une note du sous-secrétaire d'État notifiant que le rapport va être prêt dans les jours à venir (Annexe 63, p. 1, § 2) ⁴¹⁵. Le conseiller de la Sécurité Nationale américaine, McGeorge Bundy reçoit un rapport de deux pages du département d'État concernant cette visite des scientifiques américains. Ce rapport, écrit le 26 mai 1961, comprend des conclusions avant la rencontre prévue entre le Président Kennedy et Ben Gourion quatre jours plus tard, le 30 mai 1961 (Annexe 62) ⁴¹⁶.

Le rapport des scientifiques eux mêmes n'a pas été rendu (non trouvable selon le rapport Battle). Seule la note écrite par le *Department of State* au nom des scientifiques est accessible. Cette note donne une conclusion globalement favorable. On lit que « *le réacteur porte un caractère pacifique comme précédemment notifié aux États-Unis par les Israéliens.* » Ce rapport positif remis avant la rencontre du Président Kennedy avec le Premier ministre Ben Gourion, retarde la confrontation autour de Dimona, pendant deux ans. À la fin de l'année 1960, (en décembre), selon les affirmations de A. Cohen, la communauté d'Intelligence américaine, suite aux rapports d'évaluations, sont maintenant persuadés que les Israéliens sont sur le point de mettre en place la structure nécessaire pour fabriquer la bombe atomique et que l'État hébreu fait tout son possible pour achever ce projet. La Maison Blanche approuve cependant le rapport des scientifiques.

Ce n'est probablement pas uniquement pour des raisons de convenance politique ; le rapport présente sans aucun doute, une commodité politique à la Maison Blanche, en empêchant une confrontation avec Israël, mais principalement parce que la Maison Blanche n'est pas en mesure de rejeter un rapport présenté par ses propres scientifiques, après avoir exercé la pression et forcer les Israéliens d'accepter la demande américaine de visiter le site de Dimona. En raison de la volonté israélienne de maîtriser totalement le mouvement des deux scientifiques lors de la visite, le rapport du département d'État regrette l'obsession israélienne en matière de discrétion (⁴¹⁷). La CIA de son côté doute de la véracité de ce rapport présenté au nom des scientifiques de l'AEC, note Avner Cohen (1998) ⁴¹⁸.

⁴¹⁴ Annexe 28, *President Eisenhower Address Before the General Assembly of the United Nations on Peaceful Use of Atomic Energy*, New York, 8 décembre 1953. Public Papers of the Presidents, Dwight D. Eisenhower, 1953, N. 256. Dwight Eisenhower's "Atoms for Peace" Address to the UN General Assembly, 8 décembre 1953. Source : *Congressional Record*, vol. 100, January 7, 1954, pp. 61-63.

⁴¹⁵ Annexe 63, *U. S. Scientists Visit to Israel's Dimona Reactor*. Source : United-States National Archives, Central Foreign Policy Files.

⁴¹⁶ Annexe 62, *Memorandum From the Department of State Executive Secretary (Battle) to the President's Special Assistant for National Security Affairs (Bundy)*, Washington, May 26, 1961. U.S. Scientists' Visit to Israel's Dimona Reactor. Source : Department of State, Central Files, 884A.1901/5-2661. Secret. Drafted by Hamilton and cleared by Furnas. Subject: U.S. Scientists' Visit to Israel's Dimona Reactor. In FRUS, Vol. 17, p. 126.

⁴¹⁷ Ibid.

Le rapport des scientifiques

De retour de leur visite d'un jour, les deux scientifiques exposent, le 25 mai 1961, leurs conclusions à des officiers du département d'État et ces derniers écrivent le rapport de la visite. Dans son rapport du 26 mai 1961, le *Department of State* souligne, que ce site est sensible et une telle visite a été utile pour apaiser les inquiétudes soulevées sur le plan international. Le rapport (⁴¹⁹), note que les scientifiques expliquent qu'ils ont été autorisés à visiter les multiples installations engagées dans la recherche nucléaire, y compris le réacteur de Dimona. Ils se considèrent satisfaits et rien ne leur a été caché. Ils rapportent que le réacteur a un caractère pacifique comme cela a précédemment été décrit aux fonctionnaires des États-Unis par le représentant du gouvernement israélien.

Il est souhaitable, note le rapport, de porter les conclusions et les avis expérimentaux scientifiques suivants à la connaissance du Président, avant sa réunion du 30 mai avec le Premier ministre Ben-Gourion : le réacteur continue à être destiné à des fins civiles et non militaires ; une deuxième visite n'est pas nécessaire avant un an. L'obsession israélienne de la discrétion est regrettable, mais peut être compréhensible en raison des circonstances politiques et des conséquences qu'Israël craint.

Les raisons pour lesquelles Israël souhaite rester discret et garder le secret à ce propos sont les suivantes : (1) un possible boycott par les Arabes des produits israéliens (2) la proximité du réacteur des frontières internationales le rend vulnérable et l'expose au sabotage (3) une conviction selon laquelle la connaissance des Arabes des possibilités scientifiques israéliennes ne serait pas dans l'intérêt national de l'État hébreu. Le point numéro 3 du rapport note que : comme d'autres réacteurs de cette taille et du même caractère, le réacteur israélien peut, par la suite, produire de petites quantités de plutonium militaire. Mais il n'y a aucune évidence actuelle selon laquelle les Israéliens ont à l'esprit la production d'armes. Le point numéro 4 souligne que le réacteur ne sera pas opérationnel avant 1964, bien que ceci ne soit qu'une estimation. Le point numéro 5 note qu'« *il y a une évidence de collaboration étroite et un fort appui scientifique français.* » Quelques jours après la visite de Dimona et la rédaction du rapport largement favorable aux Israéliens, la réunion du 30 mai 1961, à New York, entre le Président Kennedy et le Premier ministre israélien David Ben Gourion se qualifie de positive (Annexe 64)⁴²⁰. Ben Gourion, affirme que le site de Dimona se construit pour des fins civiles, en ajoutant « *pour le moment.* » Le Président Kennedy, en expliquant son engagement ferme à la cause de la non-prolifération, n'exerce aucune nouvelle pression sur les Israéliens (Avner Cohen, 1998, pp. 108-111)⁴²¹. La confrontation avec Kennedy que Ben Gourion

⁴¹⁸ Avner Cohen, *Israel and the Bomb*, 1998.

⁴¹⁹ Document du *Department of State*, rédigée par Lucius D. Battle, Secrétaire exécutif à l'assistant spécial du Président chargé des affaires de Sécurité Nationale McGeorge Bundy au sujet de la visite des scientifiques américains du réacteur de Dimona (MM. U. M. Staebler et J. W. Croach).

⁴²⁰ Annexe 64, *Memorandum of Conversation Between President Kennedy and Prime Minister Ben Gurion*. 30 mai 1961. Source : Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVII, Near East, 1961-1962, Documents (45-65).

craignait, n'a pas eu lieu. Le Premier ministre israélien se sent soulagé et le réacteur est dorénavant sauvé, écrit son biographe Michael Bar-Zohar (1987)⁴²². Dans la rétrospection, la réunion entre Kennedy et Ben Gourion démontre les faiblesses et l'inefficacité de l'approche bilatérale américaine pour traiter le cas du nucléaire israélien, note Avner Cohen (1998)⁴²³.

Kennedy exige et obtient une visite américaine de Dimona pour vérifier les engagements verbaux de l'État hébreu. Il lui est difficile de remettre en cause le rapport de l'AEC. De toute manière, vu les conditions et les modalités de la visite, l'efficacité de celle-ci pourrait être remise en cause. C'est ce que fait la CIA. Les renseignements américains ont senti, dès le début, qu'une visite d'une journée par deux ou trois scientifiques de l'AEC, sous escorte israélienne stricte, n'était pas la meilleure manière d'inspecter les activités secrètes, encore moins celles faites avec les plus grands soins. Dans ces conditions, il est très peu probable que les scientifiques américains trouvent de contraste entre ce qu'Israël indique aux États-Unis et ce qu'il mène réellement. Plusieurs années après, McGeorge Bundy (le Conseiller de la Sécurité Nationale de Kennedy) écrit que de telles visites « *aussi sérieuses et rigoureuses n'ont pas été conduites comme elles auraient dû l'être, pour obtenir de vrais résultats.* » (McGeorge Bundy, 1990, p. 510)⁴²⁴.

Les craintes de Kennedy

La crise cubaine d'octobre 1962 est une expérience épuisante pour Kennedy. Elle accentue l'inquiétude de vivre sous l'ombre de la menace de la bombe et renforce sa conviction que la prolifération des armes nucléaires est un danger mondial et qu'elle doit être interdite (Annexe 65)⁴²⁵. Le sujet de la non-prolifération nucléaire devient alors plus que jamais au centre de l'agenda présidentiel de Kennedy, *The New York Times* (⁴²⁶).

⁴²¹ Avner Cohen, *Israel and the Bomb*, NY, Colombia University Press, 1998.

⁴²² Michael Bar-Zohar, *Ben Gurion*, Tel-Aviv, Zmora Bitan, Volume 3, 1987.

⁴²³ Avner Cohen, "Israel and the Evolution of the US Nonproliferation Policy, The Critical Decade, 1959-1969", Center for Nonproliferation Studies, *The Nonproliferation Review*, Vol: V, N° 2, hiver 1998.

⁴²⁴ McGeorge Bundy, *Danger and Survival*, Ontario, Random House of Canada, 1990, 735 pages.

⁴²⁵ Annexe 65, *Circular Airgram From the Department of State to Certain Posts, Foreign Relations, 1961-1963*, Volume XVIII, Near East, 1962-1963, Released by the Office of the Historian. Documents 66-94 (87) CA-4726, Washington, October 31, 1962, 4:17 p. m. Source : Department of State, Central Files, 884A.1901/10-3162. Confidential. Drafted by Crawford on October 24; cleared by Strong, Thomas (DOD/ISA), Burdett, Newsom, and Herron (P); and approved by Talbot. Sent to Amman, Baghdad, Beirut, Damascus, Jidda, and Oslo and repeated to Algiers, Bonn, Cairo, Khartoum, London (by pouch), Ottawa (by pouch), Paris, Rabat, Rome, Taiz, Tel Aviv, Tripoli, and Tunis. Voir aussi : -*Annual message to the congress on the state of the union january 14 1963; Foreign Relations*, Vol XVII, 1961-63, *Near East*, Office of the Historian Bureau, Public Affairs, United States Department of State, January 17, 1995; -*Memorandum for the President, "Subject: The Diffusion of Nuclear Weapons with and Without a Test Ban Agreement," Office of the Secretary of Defense*, 1er juillet 1962, Nonproliferation Collection, National Security Archives, Washington D.C.

Dans son discours public en mars 1963, Kennedy exprime l'urgence du sujet de la prolifération nucléaire de la façon suivante : « Personnellement je suis hanté par le sentiment qui d'ici 1970, à moins que nos efforts réussissent, il y aura peut-être dix puissances nucléaires au lieu de quatre, et d'ici 1975, quinze ou vingt. (p.7 du document). Je vois la possibilité que dans les années 70, le Président des États-Unis se trouve à faire face à un monde dans lequel il y a quinze, vingt ou vingt-cinq pays possédant ces armes. Je considère ceci comme le plus grand danger et le plus grand risque. » (Annexe 118) ⁴²⁷. Kennedy n'a pas prononcé le nom d'Israël dans son discours, mais au printemps de 1963, l'État hébreu est pourtant au centre de ses efforts contre la prolifération depuis son élection. Les doutes de la Communauté américaine d'Intelligence chargée de la prolifération d'armes nucléaires, incluant des soupçons clairs envers Israël, sont appuyés par une étude top secret préparée en juillet 1962, par le Pentagone et adressée à la Maison Blanche (⁴²⁸). En suivant les tendances du développement technologique continu, l'étude souligne que la prolifération est déjà en route. Elle prévoit qu'environ 16 pays, (bien seize), en dehors des quatre pays nucléaires (les deux puissances -USA, URSS-, plus la France et la Grande Bretagne), pourraient acquérir les armes nucléaires ainsi que les moyens de les porter au cours des 10 années à venir. Parmi ces 16 États, la Chine se considère comme "le plus certain" d'acquérir les armes nucléaires. Quant à Israël, il est considéré comme le candidat le plus susceptible à la prolifération, précédant ainsi la Suède et l'Inde. L'étude souligne que pour deux de ces cas -la Chine et Israël-, on peut déjà prévoir les dates d'acquisition de la technologie et de production d'armes nucléaires. L'étude suppose, déjà à cette date, que la décision de se doter de l'arme nucléaire a déjà été prise en juillet 1962. Elle estime qu'Israël pourrait effectuer son premier essai nucléaire en 1966-67, (la date projetée pour la Chine est 1964-65), et aurait des possibilités aéroportées et des missiles balistiques de portée moyenne avant 1968 (avant la Chine, dont la date est estimée entre 1970 et 1972). Parmi ces 16 pays, si l'on considère les motivations qui poussent à l'acquisition des armes, Israël se place dans la même catégorie que la France et la Chine.

L'État hébreu est placé à la tête de la liste. La possession d'armes nucléaires, note cette étude, est motivée par le prestige, la dissuasion ainsi que l'utilité militaire de telles armes. Une réactualisation et une mise à jour de l'étude de juillet 1962 sur la prolifération nucléaire est préparée pour Kennedy en février 1963 (⁴²⁹). Cette fois, l'étude désigne seulement huit États comme capables d'acquérir les armes nucléaires, et les vecteurs

⁴²⁶ *New York Times*, du 23 mars 1963.

⁴²⁷ Annexe 118, *The President's News Conference of March 21st, 1963*. Source : The Public Papers of the Presidents, Public papers for President J. F. Kennedy 1961-1963, John F. Kennedy: 1961-63. N. 107 Pour la totalité du discours consulter (Public Papers of the Presidents of the United States, John F. Kennedy, 1963, N. 108, 109, 110). Voir aussi : Annexe 119.

⁴²⁸ *Mémorandum for the President, "Subject: The Diffusion of Nuclear Weapons with and Without a Test Ban Agreement," Office of the Secretary of Defense*, 1er juillet 1962, Nonproliferation Collection, National Security Archives, Washington D.C.

⁴²⁹ *Memorandum, from Robert S. McNamara to President John F. Kennedy, 12 February 1963* "The Diffusion of Nuclear Weapons With and Without a Test Ban Agreement".

nécessaires pour les porter dans la décennie à venir. Elle désigne toujours Israël comme étant le pays le plus susceptible -après la Chine- d'en acquérir. L'étude donne les années 1965-66 comme date où Israël pourrait effectuer son premier essai nucléaire. La note se termine sur une conclusion selon laquelle les États-Unis, et les autres puissances, doivent probablement utiliser des moyens plus forts ou encore davantage de sanctions que ce n'est le cas jusqu'à présent. Sherman Kent, le chef du bureau de la CIA-ONE, (CIA, *Office of National Estimates*), (Annexe 68) ⁴³⁰, publie, quelques semaines plus tard et dans une de ses évaluations, un mémorandum de huit pages adressé au directeur de la CIA, John McCone, sur les conséquences de la nucléarisation israélienne, en particulier en termes de plus grande influence soviétique dans la région. Ce rapport secret de l'*Office of National Estimates* de la CIA, daté du 6 mars 1963, relate les conséquences de l'acquisition par Israël des armes nucléaires (⁴³¹). Ce rapport d'analyse est extrêmement détaillé. Avec ses 8 pages, il donne un aperçu des effets et des implications d'un État nucléaire non seulement dans la région, mais aussi sur le plan international. Suite à ce rapport, la Maison Blanche écrit que le Président souhaite d'urgence la prise de toutes les mesures possibles afin d'améliorer l'Intelligence concernant le programme nucléaire israélien ainsi que le programme d'armement dans les pays Arabes (Annexe 66) ⁴³² et (Annexe 67) ⁴³³. Le NASAM, (*National Security Action Memorandum*), un document top secret de la Maison Blanche, daté du 26 mars 1963, souligne l'urgence de la question pour le Président Kennedy (⁴³⁴). En l'espace de quelques mois, le réacteur de Dimona -qui entre dans une phase critique-, révèle des inquiétudes côté américain. Si les États-Unis ne font rien pour stopper le programme israélien, ils devront faire face à ses

⁴³⁰ Annexe 68, *Central Intelligence Agency, Office of National Estimates, Memorandum for the Director, Consequences of Israeli Acquisition of Nuclear Capability*. Central Intelligence Agency, National Estimates. March 6, 1963, Sherman Kent, Memorandum for the Director. Secret. 8 pp. Source : John F. Kennedy Library, National Security Files, Countries Series, Box 119, Israel, General, 2/12/63-3/6/63. 9A & 9B. Ce document de huit pages illustre une des issues nucléaires les plus politiquement chargées de la prolifération nucléaire depuis le début des années soixante : le programme nucléaire israélien. Durant des années, la CIA a publié un certain nombre d'informations sur le programme nucléaire israélien et sur ses implications. Bien qu'elle suive une politique stricte contre les publications de ses évaluations concernant les intentions israéliennes et son programme nucléaire, la publication de ce rapport par la CIA suscite des tractations. Certains documents sont cependant disponibles à la bibliothèque de John F. Kennedy, où ils sont déclassés, et ceci dans le cadre de la liberté de l'information. La lecture du document montre que c'est une analyse des conséquences de l'acquisition israélienne des capacités nucléaires et n'inclut, ni d'informations d'Intelligence proprement dite sur le programme nucléaire israélien, ni d'informations sur les sources et les méthodes de la CIA.

⁴³¹ *Likelihood and Consequences of a Proliferation of Nuclear Weapons Systems*, June 28, 1963. National Intelligence Estimate Number 4-63. Freedom of Information Act request/appeal by National Security Archive.

⁴³² Annexe 66, *National Security Action Memorandum, N. 231. White House, Washington*. Subject: Middle East Nuclear Capabilities. Source : National Security Action Memoranda (NSAM) Middle Eastern Nuclear Capabilities. From : McGeorge Bundy, To : The Secretary of State, Chairman, Atomic Energy Commission, Director of Central Intelligence. Document Images From The Presidential Papers of John Fitzgerald Kennedy National Security Files.

⁴³⁴ Foreign Relations of the United States, 1961-1963 (FRUS), Vol. 18, *Near East, 1962-1963*, (Washington, D.C.: Government Printing Office, 1995), pp. 432-433, 435. Source : Department of State, S/S - NSC Files: Lot 72 D 316, NSAM 231. Top Secret. (Central Intelligence Agency, Job 80 D 01285A, DCI (McCone) Files, Memoranda for the Record).

conséquences dans quelques années (Annexe 117)⁴³⁵. Ainsi, si les États-Unis avaient été sérieux au sujet de l'interdiction de la prolifération nucléaire, estime Avner Cohen (1998)⁴³⁶, ils auraient dû agir à temps et avec force à l'égard d'Israël.

Kennedy et la non-prolifération

Les documents d'archive récemment rendus publics prouvent que dans la deuxième moitié de mars 1963, le programme nucléaire israélien se place en très haute priorité sur l'agenda du Président Kennedy. Le 26 mars, JFK discute le programme nucléaire israélien avec McCone. Le Directeur de la CIA remet au Président Kennedy une évaluation sur les conséquences du nucléaire israélien. À la suite de cette réunion, Kennedy demande en urgence, au conseiller de la Sécurité Nationale, McGeorge Bundy de donner une directive présidentielle au Secrétaire d'État Dean Rusk, au directeur de la CIA McCone, et au Président de l'AEC, Seaborg, les invitant à rechercher une forme d'actions internationales ou bilatérales pour renverser cette tendance à la prolifération. Dès la distribution de cette note, les différents services se mettent à l'action. Le 2 avril 1963, l'ambassadeur des États-Unis en Israël lance une nouvelle demande pour une autre visite américaine à Dimona. En même temps, le département d'État constitue un groupe de travail de médiation pour développer un plan d'action, et pour limiter l'accession à l'armement avancé -les armes nucléaires et les missiles balistiques- dans le Moyen-Orient (aussi bien du côté israélien qu'égyptien).

Le mémorandum NSAM 231, (Annexe 66)⁴³⁷ et (Annexe 67)⁴³⁸, est un essai d'approche bilatérale pour limiter la prolifération d'armes nucléaires et des missiles balistiques dans la région. Cette approche bilatérale est conforme à la recommandation

⁴³³ Annexe 67, *National Security Action Memorandum No. 231*, Washington, March 26, 1963. Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVIII, Near East, 1962-1963, Released by the Office of the Historian, TO The Secretary of State, Chairman, Atomic Energy Commission, Director of Central Intelligence. SUBJECT : Middle Eastern Nuclear Capabilities. Source : Department of State, S/S - NSC Files: Lot 72 D 316, NSAM 231. Top Secret. On March 25, McCone met with President Kennedy. According to McCone's record of the meeting, he raised the "question of Israel acquiring nuclear capability and gave the President Document 179. The President then instructed Bundy to direct a letter to Secretary Rusk asking that he, in collaboration with DCI and Chairman, AEC, submit a proposal as to how some form of international or bilateral US safeguards could be instituted to protect against the contingency mentioned." (Central Intelligence Agency, Job 80 D 01285A, DCI (McCone) Files, Memoranda for the Record).

⁴³⁵ Annexe 117, *Astrategic Analysis of the Impact of the Acquisition bu Israel of a Nuclear Capabilit*. Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVII, Near East, 1961-1962 Released by the Office of the Historian, Documents 66-97, N. 95. Paper Prepared by the Joint Chiefs of Staff. JCSM-523-61 Washington, undated./1/Source : Department of State, Central Files, 784A.5611/8-1461. Secret. A table of contents and summary are not printed. The source text is undated, but a covering memorandum on the copy in Department of Defense files indicates that Lemnitzer sent the paper to McNamara on August 8 with a recommendation that it be sent to the Department of State for comment. (Washington National Records Center, RG 330, OSD Files: FRC 65 A 3464). The source text was transmitted to the Department of State under cover of a letter of August 14 from Deputy Secretary of Defense Gilpatric to Secretary of State Rusk requesting Department of State consideration of the non-military points being recommended in the paper.

⁴³⁶ Avner Cohen, "Israel and the Evolution of the US Nonproliferation Policy, The Critical Decade, 1959-1969", Center for Nonproliferation Studies, *The Nonproliferation Review*, Vol: V, N° 2, hiver 1998.

de l'étude du Pentagone de février 1963, encourageant l'utilisation des mesures fortes, allant jusqu'aux sanctions, pour persuader Ben Gourion d'arrêter son programme nucléaire. Dès lors, un autre round s'engage entre Kennedy et Ben Gourion autour de Dimona, entre avril et juin 1963 (Avner Cohen, 1998)⁴³⁹. Début avril, Kennedy exerce une forte pression sur Ben Gourion à propos de l'importance d'une nouvelle visite américaine à Dimona et des dangers que représente l'acquisition des armes nucléaires dans le Moyen-Orient. Ben Gourion, à plusieurs reprises, essaye d'esquiver ces efforts et de discuter la question des garanties américaines pour la sécurité de l'État d'Israël. L'administration Kennedy étudie également les différentes voies permettant de répondre favorablement aux demandes de Ben Gourion, y compris la possibilité de fournir aux Israéliens des assurances formelles de sécurité. En retour, Washington demande à Ben Gourion de prendre en compte les propositions américaines visant à interdire l'introduction des armes nucléaires ainsi que les missiles balistiques dans la région. Cela constitue une plate-forme pour la première mission de John McCloy en Égypte et en Israël en Juin-Juillet 1963. La volonté de mettre fin au projet de Dimona est au cœur de la mission McCloy. Les efforts de Ben Gourion pour esquiver la pression de Kennedy au sujet de Dimona cèdent et le Premier ministre israélien accepte à contrecœur les demandes de Kennedy au sujet des visites périodiques des américains à Dimona. Mais Ben Gourion démissionne de son poste de Premier ministre et le traitement du dossier passe à son successeur Levi Eshkol. Kennedy, déterminé à ne pas permettre la démission de Ben Gourion de dérouter ses efforts, approche rapidement Eshkol au sujet des visites du site de Dimona.

Le flou se dessine

Le Président Kennedy discute constamment avec les responsables israéliens au sujet de la centrale nucléaire. Il a toujours des réponses évasives. En avril 1963, Shimon Pérès se trouve aux États-Unis pour discuter de la vente de missiles Hawk (Annexe 53)⁴⁴⁰. Lors d'une rencontre à la Maison Blanche avec Shimon Pérès, alors vice-ministre de la

⁴³⁷ Annexe 66, *National Security Action Memorandum*, N. 231. White House, Washington. Subject: *Middle East Nuclear Capabilities*. March 26, 1963. Source : National Security Action Memoranda (NSAM) Middle Eastern Nuclear Capabilities. From : McGeorge Bundy, To : The Secretary of State, Chairman, Atomic Energy Commission, Director of Central Intelligence. Document Images From The Presidential Papers of John Fitzgerald Kennedy National Security Files. Department of State, S/S - NSC Files: Lot 72 D 316, NSAM 231. Top Secret. (Central Intelligence Agency, Job 80 D 01285A, DCI (McCone) Files, Memoranda for the Record).

⁴³⁸ Annexe 67, *National Security Action Memorandum No. 231*, Washington, March 26, 1963. Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVIII, Near East, 1962-1963. Subject : *Middle Eastern Nuclear Capabilities*. Source : Department of State, S/S - NSC Files: Lot 72 D 316, NSAM 231. Top Secret. On March 25, McCone met with President Kennedy. According to McCone's record of the meeting, he raised the question of Israel acquiring nuclear capability and gave the President Document 179. The President then instructed Bundy to direct a letter to Secretary Rusk asking that he, in collaboration with DCI and Chairman, AEC, submit a proposal as to how some form of international or bilateral US safeguards could be instituted to protect against the contingency mentioned. (Central Intelligence Agency, Job 80 D 01285A, DCI (McCone) Files, Memoranda for the Record).

⁴³⁹ Avner Cohen, *Israel and the Bomb*, NY, Colombia University Press, 1998, Chapitre 5 et 7.

Défense, le Président Kennedy profite de cette occasion et questionne directement son invité sur les démarches israéliennes qui existent en vue de l'acquisition de la bombe atomique : « *une bombe nucléaire israélienne, dit Kennedy, créera une situation périlleuse. C'est pourquoi nous avons intérêt à garder un œil sur vos efforts dans le domaine atomique. Que pourriez-vous me dire à ce sujet ?* » Shimon Pérès doit alors fabriquer une réponse sur le champ, ce qui, selon beaucoup, donnera par la suite la couleur de la politique de l'ambiguïté nucléaire israélienne. « *Ce que je peux vous dire Monsieur le Président, répond Pérès, c'est que nous n'introduirons pas les armes atomiques dans la région. Nous ne serons certainement pas les premiers à faire cela car nous n'avons pas d'intérêts à le faire* » Seymour Hersh (1991, p. 119), (Annexe 53b, pp. 3 et 4 du document -en hébreu)⁴⁴¹. La graine de l'ambiguïté est semée et Kennedy n'aura plus jamais de réponse claire à ce sujet. La politique d'ambiguïté israélienne vient de naître et cette phrase sera dorénavant la ligne politique des Israéliens par laquelle ils vont échapper à la visibilité qu'on leur demande dans ce domaine. Le 8 mai 1963, un mémorandum (Annexe 69)⁴⁴², est consacré au développement des armes de destruction massive, aussi bien côté israélien qu'égyptien. Il ne fait pas clairement état des capacités nucléaires israéliennes. Une réunion consacrée à Dimona a lieu, par la suite, à la CIA. La semaine suivante, le 13 mai, McCone, directeur de la CIA discute avec le Secrétaire d'État Dean Rusk du programme nucléaire israélien ainsi que de la possibilité que les Israéliens aient de produire la bombe atomique (Annexe 70)⁴⁴³.

Face à la position israélienne, la Maison Blanche va plus loin et on envisage alors des sanctions. Une lettre datée du 5 juillet 1963, moins de deux semaines après qu'Eshkol soit au poste de Premier ministre, Kennedy exprime clairement la possibilité de recours à la sanction la plus forte qu'un Président américain n'ait jamais utilisé contre Israël (Annexe 72, p. 2, fin du 1^{er} paragraphe)⁴⁴⁴. Kennedy fait savoir à Tel-Aviv que si Israël ne permet pas des visites américaines à Dimona dans les conditions émises par les

⁴⁴⁰ Annexe 53, *Telegram From the Department of State to the Embassy in Israel*, Washington, April 4, 1963. Source : Department of State, Central Files, POL ARAB-ISR. Confidential. Drafted by Crawford; cleared by Strong, Talbot, and Slater; and approved by Johnson. Repeated to Amman and Cairo and pouched to Beirut, Damascus, London, and Jidda. Voir aussi : *Memorandum of Telephone Conversation Between the Assistant Secretary State for Near Eastern and South Asian Affairs (Talbot) and the President's Deputy Special Counsel (Feldman)* Washington, April 5, 1963. Source : Kennedy Library, National Security Files, Countries Series, Israel, 11/7/63-11/17/63. Confidential. Drafted by Talbot.

⁴⁴¹ Annexe 53b, Rencontre entre Shimon Pérès et Kennedy. Source : Israel State Archive, voir aussi Avner Cohen, *Israel and the Bomb*, 1998, pp. 118-119 et 234.

⁴⁴² Annexe 69, *Special National Intelligence Estimate*, Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVIII, Near East, 1962-1963. Released by the Office of the Historian, Documents 176-208 (239)SNIE 30-2-63. Washington, May 8, 1963. Source : Department of State, NEA/IAI Files: Lot 80 D 102, JPG Master Copy Probe #7 June 1963 (Arms/McCloy). All members of the U.S. Intelligence Board concurred in this estimate on April 10, except the Assistant Director of the Federal Bureau of Investigation who abstained because the subject was outside his jurisdiction.

⁴⁴³ Annexe 70, *Memorandum for the Record*, May 14, Central Intelligence Agency, Job 80 D 01285A, DCI (McCone) Files, Memoranda for the Record.

États-Unis, il y aura des conséquences. Le Président américain menace de priver Israël de l'engagement américain d'assurer la sécurité de l'État hébreu. Ces menaces font monter les tensions entre les deux pays au niveau de l'état de crise. Jamais depuis le message du Président Eisenhower à Ben Gourion, au milieu de la crise de Suez en novembre 1956, un Président américain s'est montré si intransigeant envers un Premier ministre israélien. Kennedy fait savoir à son interlocuteur Eshkol que l'engagement et l'appui américain envers Israël pourraient être sérieusement compromis si Israël ne laissait pas les États-Unis obtenir des informations fiables sur ses efforts dans le domaine nucléaire. Dans sa lettre, Kennedy formule des exigences spécifiques vis-à-vis de la façon dont les visites d'inspection de Dimona doivent être exécutées. Puisque les États-Unis n'ont pas été impliqués dans la construction du bâtiment de Dimona et qu'aucun droit ou accord international n'ont été violés, les demandes de Kennedy sont en effet sans précédent. Pour Avner Cohen (1998), elles ont eu un ton d'ultimatum américain.

La visite pour sortir de l'impasse

« Concernant Dimona, il n'y a aucune raison d'arrêter les travaux sur le site, mais nous nous sommes mis dans une situation dans laquelle nous ne pouvons pas tirer de bénéfices de tout cela. La question est, devrions nous leur (les Américains) dire la vérité ou non ? Sur cette question j'ai eu des réserves depuis le début de l'interposition américaine. J'ai toujours pensé que nous devons leur dire la vérité et leur expliquer pourquoi. (...) Si nous nions que Dimona existe, alors nous ne pouvons pas l'utiliser comme un élément pour négocier, parce que vous ne pouvez pas négocier autour de quelque chose qui n'existe pas. » Tels sont les propos de Golda Meir, en juin 1963, lorsqu'une impasse se dessine entre Tel-Aviv et Washington. C'est lors d'une discussion réunissant les principales personnalités du ministère des Affaires étrangères pour discuter les possibles issues de cette situation pour le moins embarrassante (Annexe 71, p. 5 -document en hébreu-) ⁴⁴⁵.

Dans un effort pour éviter l'impasse, l'Ambassadeur américain, Walworth Barbour explique à Levi Eshkol et à d'autres principaux décideurs israéliens, que la question de Dimona est importante. L'ambassadeur fait valoir les raisons pour lesquelles Kennedy place ce sujet au-delà des relations bilatérales, et relève de sa ligne politique sur le plan international contre la prolifération nucléaire. Barbour plaide aussi pour ne pas interpréter les pressions de Kennedy comme un changement dans les rapports entre les États-Unis et Israël (Avner Cohen, 1995, pp. 159-194) ⁴⁴⁶, (Zaki Shalom, 1996, pp. 3-33) ⁴⁴⁷. Après

⁴⁴⁴ Annexe 72, Lettre de Kennedy au Premier ministre Eshkol, via l'ambassade américaine à Tel-Aviv, 5.juillet.1963. Source : Israel State Archive.

⁴⁴⁵ Source : Israel State Archive, Documents obtenus avec le concours du chercheur Avner Cohen.

⁴⁴⁶ Avner Cohen, "Israel's Nuclear History : The Untold Kennedy-Eshkol Dimona Correspondence", *The Journal of Israeli History*, N. 16, été 1995.

⁴⁴⁷ Zaki Shalom, "Kennedy, Ben Gurion and the Dimona Project 1960-63", *Israel Studies* 1, (printemps 1996).

des semaines de discussions et des consultations intenses, le Premier ministre Levi Eshkol écrit à Kennedy, le 19 août 1963, acceptant la plupart de ses demandes au sujet des visites de Dimona. En particulier, Eshkol accepte notamment celle selon laquelle des scientifiques américains peuvent conduire des visites périodiques au site de Dimona, notamment avant que le réacteur n'entre dans une phase active. Quant à la fréquence des visites, le Premier ministre israélien la laisse dans le vague, les demandes de Kennedy, étant des visites semestrielles. Dans sa réponse du 26 août, le Président Kennedy écrit : « *votre lettre du 19 est la bienvenue* », et la crise Dimona se termine par ces accords bilatéraux (Annexe 73)⁴⁴⁸, mais Kennedy sera assassiné trois mois plus tard. Ces échanges s'inscrivent dans la continuité de ceux qui existaient entre le Président Kennedy et le Premier ministre israélien Ben Gourion, et restent dans une impasse au sujet de la centrale de Dimona.

Aucune correspondance entre Kennedy et Ben Gourion n'a jamais été rendue publique. Les réponses de Ben Gourion sont rédigées par le physicien Yuval Neeman, un officier des services israéliens d'Intelligence et directement impliqué dans le programme nucléaire israélien. Yuval Neeman déclare que les échanges n'ont jamais été amicaux et que les lettres de Kennedy ont été brutales. Kennedy refuse, à deux reprises, des demandes de visite formulées par le Premier ministre israélien en avril 1963, suite à la formation de la Fédération arabe entre Syriens et Égyptiens, vécue par Ben Gourion comme un réel cauchemar.

Ben Gourion est réellement déçu, et sa réponse suite au refus de rencontre par le Président américain fait allusion au danger qu'il perçoit. Il écrit : « Mr le Président, mon peuple a le droit d'exister (...) cette existence est en danger » en demandant la signature d'un traité de sécurité entre Américains et Israéliens. Cette demande se heurte aussi au refus de Kennedy. Quelques semaines plus tard, le 16 juin 1963, Ben Gourion démissionne de son poste de Premier ministre et en qualité de ministre de la Défense, mettant ainsi fin à 15 ans de règne de l'homme public le plus influent dans l'histoire de l'État hébreu. L'assassinat de J. F. Kennedy en novembre 1963, laisse le dossier de Dimona à l'administration Johnson. Levi Eshkol et Lyndon B. Johnson vont-ils trouver un consensus dans une autre ère pour la suite du programme nucléaire israélien ? C'est ce que nous allons découvrir dans le chapitre suivant consacré à l'administration Lyndon Baines Johnson.

Chapitre V : Johnson

Shai Feldman explique que ni John F. Kennedy, ni Lyndon B. Johnson n'ont eu le moindre doute sur les intentions israéliennes. Les deux présidents se doutaient de la volonté israélienne de fabriquer, tôt ou tard, la bombe atomique. Déjà en 1966, les rapports de l'AEC, (*Atomic Energy Commission*), après deux visites des installations nucléaires de

⁴⁴⁸ Annexe 73, *Telegram From the Department of State to the Embassy in Israel*, FRUS, 1961-1963, Volume XVIII, Near East, 1962-1963.

Dimona, donnent la certitude qu'Israël procède, dans des installations secrètement dissimulées, à la fabrication des armes nucléaires, écrit Glenn T. Seaborg (1987, p. 105)⁴⁴⁹. D'après Avner Cohen (1998)⁴⁵⁰, en décembre 1964, le doute s'est installé au sein du groupe d'experts américains concernés par la prolifération nucléaire. A. Cohen souligne que ce groupe a eu la certitude que les Israéliens possédaient les infrastructures nécessaires à la production des armes nucléaires. Glenn Seaborg (1987)⁴⁵¹, écrit que, déjà en 1962-1963, le rapport Komer de la CIA soupçonne l'existence d'une capacité nucléaire dissimulée en Israël, (1961)⁴⁵². L'administration américaine n'a alors plus de doute sur la volonté israélienne (Annexe 117)⁴⁵³. L'administration Johnson connaissait un peu mais ne souhaitait pas en savoir davantage. Johnson, en juin 1964 et lors de sa rencontre avec le Premier ministre Eshkol notifie que « *les États-Unis sont fermement contre la prolifération nucléaire.* » Le Premier ministre israélien lui fait part de son assurance « j'ai compris votre message. » C'est ainsi que le Président Johnson montre son action contre la prolifération nucléaire. Tous sont au courant sans vouloir entrer dans les détails. Le consensus s'est imposé et les Israéliens ont trouvé leur chemin vers l'ambiguïté. L'année 1964 est celle du test nucléaire chinois. L'ambiguïté israélienne trouve ses racines dans l'ambivalence manifeste des États-Unis durant ces années envers le programme nucléaire israélien. Dans sa politique envers la question de la prolifération nucléaire, Washington n'a pas cherché à persuader Israël d'arrêter son programme nucléaire. La politique américaine contre la prolifération nucléaire, en ce qui concerne le cas israélien, ressemble plus à une politique de l'œil fermé. C'est la peur d'une réaction en chaîne régionale qui préoccupe Washington et non pas la volonté de stopper le programme nucléaire israélien. C'est vers 1965, que les Israéliens par enchaînement d'événements mettent les Américains devant le fait accompli. L'ambiguïté israélienne trouve son chemin sous l'administration Johnson et le gouvernement Eshkol. L'assassinat de John F. Kennedy, le 22 novembre 1963, porte Lyndon B. Johnson à la présidence des États-Unis. En Israël, c'est aussi la période d'un changement à la tête du gouvernement israélien. En juin 1963, Levi Eshkol succède à Ben Gourion au poste de

⁴⁴⁹ Glenn T. Seaborg, *Stemming the Tide: Arms Control in the Johnson Years*, Rowman & Littlefield, 1987.

⁴⁵⁰ Avner Cohen, *Israel and the Bomb*, New York, Columbia University Press, 1998, 470 pages.

⁴⁵¹ Ibid.

⁴⁵² US Department of State, 95/01/17, Foreign Relations, Vol XVII, 1961-63, Near East, Office of the Historian Bureau of Public Affairs, Washington, Department of State.

⁴⁵³ Annexe 117, *Astrategic Analysis of the Impact of the Acquisition bu Israel of a Nuclear Capabilit*. Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVII, Near East, 1961-1962 Released by the Office of the Historian, Documents 66-97, N. 95. Paper Prepared by the Joint Chiefs of Staff. JCSM-523-61 Washington, undated./1/Source : Department of State, Central Files, 784A.5611/8-1461. Secret. A table of contents and summary are not printed. The source text is undated, but a covering memorandum on the copy in Department of Defense files indicates that Lemnitzer sent the paper to McNamara on August 8 with a recommendation that it be sent to the Department of State for comment. (Washington National Records Center, RG 330, OSD Files: FRC 65 A 3464). The source text was transmitted to the Department of State under cover of a letter of August 14 from Deputy Secretary of Defense Gilpatric to Secretary of State Rusk requesting Department of State consideration of the non-military points being recommended in the paper.

Premier ministre. Arel Ginai (1964)⁴⁵⁴, note que la transition de l'administration Kennedy à celle du Johnson qui coïncide avec la transition du gouvernement Ben Gourion vers celui de Eshkol trouve, aussi bien à Washington qu'à Tel-Aviv, une volonté de poursuivre la politique entamée par Kennedy et Ben Gourion. Mais, Ginai souligne que le style et l'expérience des deux hommes sont complètement différents.

Johnson et Eshkol sont des hommes de consensus (Seymour Hersh (1991)⁴⁵⁵. Ils sont plus intéressés par les questions de la politique intérieure que par la diplomatie extérieure. Ces similitudes aident les relations entre les deux hommes. Cette situation est surtout bénéfique pour le développement du programme nucléaire israélien. En effet, Levi Eshkol n'a pas les inquiétudes de Ben Gourion à propos de l'avenir et la survie de l'État Hébreu, le Premier ministre israélien étant moins anxieux que son prédécesseur. Contrairement à Ben Gourion, qui avait en face un Kennedy soucieux de la politique contre la prolifération nucléaire, Eshkol a en face un Johnson qui ne se préoccupe pas de cette question (Avner Cohen, 1998)⁴⁵⁶. À ce propos, Lyndon Johnson, -en tant que vice-Président-, n'a pas été tenu informé du dossier de Dimona et n'avait pas l'intention que ce dossier nuise à la relation entre Washington et Tel-Aviv. Pour Seymour Hersh (1991, p. 128)⁴⁵⁷ Johnson, suite à l'assassinat de Kennedy, est arrivé au pouvoir un an avant les élections présidentielles américaines. Il a une bonne relation avec la communauté juive américaine. Le Président ne voulait pas ouvrir le dossier de Dimona et ternir l'image de l'homme qui, après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, a visité les camps de concentration à Dachau en Allemagne. Le compromis entre Johnson et Eshkol est vite trouvé. Tel-Aviv fait valoir le fait que l'État Hébreu ne sera pas le premier à introduire des armes nucléaires au Moyen-Orient. Pour cela, Washington répond aux besoins d'Israël en armes conventionnelles afin de ne pas avoir recours aux armes nucléaires. Ce compromis est vite mis en place lors de la première visite officielle du Premier ministre israélien à la Maison Blanche. La visite officielle de Levi Eshkol, (1-3 juin 1964), donne lieu à la livraison de 150 chars M-48, et la mission Harriman-Komer en Israël, en mars 1965, aboutit à la vente de 48 avions A-4 Sky Hawk (Annexe 111)⁴⁵⁸ et

⁴⁵⁴ Arel Ginai, article dans un supplément au journal *Yédiot Ahronote* du 29 mai 1964.

⁴⁵⁵ Seymour Hersh, *The samson Option*, New York, Random House, 1991, 354 pages.

⁴⁵⁶ Avner Cohen *Israel and the bomb*, New York, Colombia University press, 1998, 470 pages.

⁴⁵⁷ Seymour Hersh, *The samson Option*, New York, Random House, 1991, 354 pages.

⁴⁵⁸ Annexe 111, *Telegram From the Department of State to the Embassy in Israel*. N.182. FRUS, 1964-1968, Volume XVIII. Arab-Israeli Dispute, 1964-67. Department of State, Washington, DC. Washington, March 8, 1965, 8:57 p.m. /1/Source : National Archives and Records Administration, RG 59, Central Files 1964-66, DEF 12-5 ISR. Secret; Immediate; Exdis. Text received from the White House, cleared by McGeorge Bundy, and approved by Jernegan. The substance of the telegram was apparently decided at a meeting of the President, McNamara, Rusk, Ball, and McGeorge Bundy between 6:01 and 7 p.m. (Johnson Library, President's Daily Diary) No record of the meeting has been found. Briefing memoranda and draft cables prepared for the meeting are ibid., National Security File, Country File, Harriman Israeli Mission (II), and in Washington National Records Center, RG 330, OSD Files: FRC 70 A 1266, Israel 470.

(Annexe 112)⁴⁵⁹. Le compromis le plus important est celui concernant le programme nucléaire israélien. Washington se base sur les recommandations du rapport du 14 janvier 1964, écrit par Bundy, membre du NSC, au Secrétaire à la Défense McNamara consacré à la non-prolifération nucléaire (Annexe 130)⁴⁶⁰. Puis le *Department of State* se base sur les conclusions du rapport de la mission d'inspection de Dimona. Cette mission a pu en effet visiter la centrale de Dimona. Lors de cette visite en 1966, -l'une de trois au total-, la commission d'experts américains statue que la centrale de Dimona ne représente pas d'activités liées à la production d'armes nucléaires.

L'ambiguïté israélienne sert alors au maintien des relations privilégiées entre Tel-Aviv et Washington. Cette ambiguïté permet aux deux États d'éviter un affrontement autour du programme nucléaire israélien et cela sans compromettre les intérêts des deux pays. Le 22 novembre 1963, le Président J. F. Kennedy est assassiné, et Lyndon B. Johnson devient le nouveau Président des États-Unis. L'administration Johnson n'accorde plus la même importance que celle de Kennedy au dossier du nucléaire israélien. Le 36^{ème} Président ne sent pas d'urgence dans le traitement de cette question. La nouvelle administration ne dispose pas de politique envers la question de la prolifération nucléaire. En ce qui concerne Dimona, Johnson suit les derniers "arrangements" entre Kennedy et le gouvernement Levi Eshkol. Le nouveau Président garde l'équipe qui a suivi le dossier sous Kennedy (notamment McGeorge Bundy, Robert Komer, et Myer Feldman) jusqu'en 1965-66, mais sans éprouver l'intérêt personnel et l'énergie de Kennedy. Pour ce dossier, la possibilité qui s'offre à Johnson est de continuer le suivi du programme nucléaire israélien avec une politique et des moyens bilatéraux. Le nouveau Président a par ailleurs d'autres préoccupations internes et focalise ses efforts pour sa propre campagne électorale. Toutefois, la question de la prolifération nucléaire s'impose suite à un événement majeur : un essai nucléaire chinois. Le 26 août 1964, un rapport top secret de

⁴⁵⁹ *Memorandum for the Record. 49. SUBJECT : Standing Group Meeting on Israeli Requests for U.S. Tanks.* Washington, April 30, 1964. FRUS, 1964-1968, Volume XVIII. Arab-Israeli Dispute, 1964-67. Source : Johnson Library, National Security File, Country File, Israel, Tanks, Vol. I. Secret; Limit Distribution. Drafted by Jernegan. A draft summary record of the meeting by NSC Executive Secretary Bromley Smith indicates that the meeting was at 5:15 p.m. It presents the conclusions set forth in this memorandum in summary form and adds that the Standing Group agreed on a further effort to persuade Nasser to refrain from a missile program. (Ibid., Files of Robert Komer, Israel Security (Tanks), Nov. 1963-June 1964) Voir aussi : *Israel Security (Tanks)*, subject : Israeli Arms Needs. A handwritten note indicates that copies were sent to Talbot, Jernegan, Deputy Assistant Secretary of Defense for International Security Affairs Frank K. Sloan, and Bundy, and subsequently to USIA Director Carl T. Rowan and Deputy Special Counsel to the President Myer Feldman. Source : Johnson Library, National Security File, Files of Robert W. Komer, Nov. 1963-June 1964. Secret

⁴⁶⁰ Annexe 130, *Memorandum From the President's Special Assistant for National Security Affairs (Bundy) to Secretary of Defense McNamara.* N. 2. FRUS. 1964-1968, Volume XI. Arms Control and Disarmament . Department of State, Washington, DC. Washington, January 14, 1964. Source : Washington National Records Center, RG 330, OASD/ISA Files: FRC 68 A 306, 388.3, January 11-16, 1964. Secret. Attached to another copy of Bundy's memorandum is a January 15 memorandum from ACDA Director William C. Foster to the Committee of Principals, recommending that Bundy's memorandum serve as the agenda for their meeting on January 16 and transmitting a list of working papers for use as reference material. The list covers three areas: nuclear containment, immediate reductions or limitations of arms, and observation posts. (Johnson Library, National Security File, Subject File, Disarmament--ACDA Publications, Vol. I, Box 11).

la CIA, (dont une grande partie est rayée, p. 4), prévient de l'imminence d'une détonation nucléaire chinoise (Annexe 74)⁴⁶¹. Les informations de la CIA préviennent qu'un essai nucléaire par l'armée chinoise est en vue. Ces informations sont disponibles à Washington depuis l'automne 1962, et permettent d'étayer un long rapport écrit par William C. Foster, le directeur de l'ACDA (*U.S. Arms Control & Disarmament Agency*) en août 1964. M. William Foster expose dans son rapport l'issue de la prolifération nucléaire au Secrétaire d'État Dean Rusk (Annexe 75)⁴⁶². L'essai nucléaire chinois force l'administration Johnson à agir et impose l'urgence de la question de la prolifération. Elle place ainsi la Chine en premier rang à l'ordre du jour de l'agenda de Johnson et remet Dimona en seconde plan.

Le rapport Foster : la Chine

Comment arrêter la prolifération des armes nucléaires ? Telle est la question posée en ce début du mois d'août 1964. Le 14 du mois, William C. Foster présente son rapport au *Department of State*. Ce rapport est consacré exclusivement au problème de la prolifération des armes nucléaires (Annexe 76)⁴⁶³. Intitulé *Non Proliferation of Nuclear Weapons*, cet article, avec ses 11 pages, expose le problème de la prolifération et la position des États-Unis. Le rapport Foster pose la question de comment dissuader les États avant qu'ils prennent la voie des armes nucléaires. Il souligne que l'imminence d'un essai nucléaire chinois, pose un problème aux États-Unis, dont voici des extraits : « *L'essai chinois pourrait se produire n'importe quand* », écrit William Foster dans son long

⁴⁶¹ Annexe 74, *The Changes of an Imminent Communist Chinese Nuclear Explosion*. 43. *Special National Intelligence Estimate*. SNIE 13-4-64. Foreign Relations of the United States 1965-1968, vol. XXX, China. Washington, August 26, 1964. Source : Central Intelligence Agency, NIE Files. Top Secret; Ruffi/[codeword not declassified]. According to a note on the cover sheet, it was submitted by the Director of Central Intelligence and concurred in by the U.S. Intelligence Board on August 26. The Central Intelligence Agency and the intelligence organizations of the Departments of State and Defense, AEC, and NSA participated in its preparation. All USIB members concurred, except the FBI Assistant Director who abstained because the subject was outside his jurisdiction.

⁴⁶² Airgram, *Department of State*. "Summary and Appraisal of Latest Evidence on Chinese Communist Advanced Weapon Capabilities," Arms Control and Disarmament Agency 10 July 1963, Top Secret. The National Security Archives, The United States and the Chinese Nuclear Program, 1960-1964. Source : RG 59, Executive Secretariat Country Files 1963-66, box 2, Communist China. Autres Source : Department of State, S/S-RD Files: Lot 68 D 452, Committee of Principals, August-December 1964.

⁴⁶³ Annexe 76, *Non-Proliferation of Nuclear Weapons*. Draft Position Paper. Washington, August 14, 1964. FRUS, 1964-1968, Volume XI (N.44). Arms Control and Disarmament . Department of State. Washington, DC. Source : Department of State, S/S-RD Files: Lot 68 D 452, Committee of Principals, August-december 1964. Secret; Noform. The source text was forwarded to Secretary Rusk under cover of an August 14 memorandum from Foster. Foster's memorandum indicated that the paper "is based in part on discussion at the June 16 and July 23 meetings of the Committee of Principals and also sets forth a U.S. response to the recent resolution of the Organization of African Unity on this subject." Regarding these two meetings of the Committee of Principals, see Documents 36, 37, 40, and 41. The OAU resolution refers to the declaration on the denuclearization of Africa adopted by the heads of state and government of the Organization of African Unity at Cairo, July 21. Text in *Documents on Disarmament, 1964*, pp. 294-295.

rapport « *Le test chinois placerait sous une grande pression les trois ou quatre États considérés techniquement comme capables de produire les armes nucléaires, pour prendre leur propre décision et faire de même, cela peut être pour des raisons de sécurité ou pour des raisons de prestige national.* » (...) *En raison des conflits régionaux, une décision par n'importe lequel de ces États, pourrait forcer d'autres, -parmi ces pays encore techniquement moins avancés-, à prendre une décision semblable et lancer un effort massif en vue de l'acquisition des armes nucléaires. Certains le feront pour le prestige, d'autres le feront pour des considérations sécuritaires.* » (Annexe 76)⁴⁶⁴.

William Foster souligne qu'une fois ce processus lancé, « *il serait impossible de l'arrêter.* » Ce long rapport Foster, pose le problème de fond : « *comment dissuader les candidats capables, du point de vue technique et scientifique, de produire la bombe atomique ?* » (...) « *Le problème des États-Unis est comment les empêcher de commencer ?* se demande W. Foster. « *Comment peut-on créer une inhibition politique contre la volonté suffisamment forte de développer des armes nucléaires, pour tenir le choc d'un essai nucléaire de la Chine communiste ? Le problème qui se pose aux États-Unis est comment arriver à produire cette inhibition politique en un espace-temps très limité ?* (...) « *Si nous ne résolvons pas ce problème -en raison d'une erreur ou en raison d'un retard quelconque-, nous serons bientôt confrontés à un monde dans lequel il y aura dix et puis probablement vingt États ayant des capacités nucléaires. Ce serait un monde de grand danger et d'insécurité.* » (Annexe 76).

On trouve dans ce rapport les orientations et la ligne suivie par l'administration Kennedy et les inquiétudes qui les ont poussés à considérer la question de la prolifération comme prioritaire. Le rapport Foster, écrit en août 1964, explore les différentes possibilités d'actions que les États-Unis peuvent entreprendre envers le problème de la prolifération. Il nomme Israël, l'Inde, la Suède, le Japon et la République Fédérale Allemande comme pays techniquement prêts à une décision politique de développer les armes nucléaires. Parmi ces cinq États, le rapport note que les États-Unis n'ont pas de politique contre la prolifération nucléaire hormis dans la région du Moyen-Orient. C'est-à-dire Israël. Cela inclut l'arrangement bilatéral entre les USA et Israël au sujet des visites de Dimona. Il recommande les efforts des États-Unis (avec les deux missions de McCloy de 1963 et 1964), de maintenir un dialogue de limitation d'armements dans la région, et notamment avec l'Égypte. Le rapport William C. Foster recommande également que ce programme bilatéral doit continuer et devrait être étendu sur la base de traitement au cas par cas. Pour qu'elle soit efficace, cette politique bilatérale devrait prendre en considération une certaine forme d'arrangement de sécurité, dans laquelle la participation ou l'aide américaine peut représenter une source principale de pression pour dissuader certains pays et inciter d'autres à renoncer à acquérir les armes nucléaires. Mais, deux mois après le rapport, le test chinois a lieu le 16 octobre 1964 (Annexe 77)⁴⁶⁵. La prolifération nucléaire est en marche, et la Chine devient la 5^{ème} puissance nucléaire.

⁴⁶⁴ Ibid.

⁴⁶⁵ Annexe 77, Glenn T. Seaborg, Chairman, Atomic Energy Commission, Diary Entry for 17 October 1964. Document 2 : Glenn T. Seaborg, Chairman, Atomic Energy Commission, Diary Entry for 20 and 21 October 1964. Source : Journals of Glenn Seaborg, Volume 9, Lawrence Berkeley Laboratory, University of California, 1979.

“More is Better” : l’Inde aussi

Trois ans avant que la Chine procède à son premier essai nucléaire, les Américains ont l'information sur les prétentions chinoises. Cela remonte à septembre 1961. La question est alors comment contrer la Chine communiste et l'option choisie est donc celle de donner le feu vert à la prolifération asiatique. C'est faute de pouvoir arrêter le programme nucléaire chinois, que les États-Unis cherchent à contrer la Chine par l'un de ses voisins. Dans cette région, il y a le Japon, l'Inde et le Pakistan qui sont, ou qui peuvent avoir les capacités techniques dans ce domaine. Il n'y a que la candidature de l'Inde qui semble être retenue. Un document avec un contenu impressionnant, daté du 14 septembre 1961, montre que le département d'État se fait des soucis à propos de l'impact psychologique d'une détonation nucléaire de la Chine communiste.

La dénucléarisation de la Chine n'est pas l'option choisie. Washington ne fait rien que de constater et il faut agir autrement. Mais comment faut-il donc agir ? La réponse se trouve dans un rapport qui recommande une action face à un possible essai nucléaire de la Chine communiste prévu dans deux ou trois ans. Le chef du Conseil de planification de la politique du département d'État, George C. McGhee, écrit dans un rapport destiné au Secrétaire d'État Dean Rusk en exposant une proposition extraordinaire : *« il serait souhaitable qu'un pays asiatique ami puisse rivaliser la puissance à la Chine communiste. »* (...) *« Aucun candidat n'est plus probable que l'Inde. »* Le rapport McGhee est étonnant. Écrit le 13 septembre 1961, (Annexe 78)⁴⁶⁶, le 4^{ème} paragraphe de la deuxième page recommande de chercher la prévention du côté indien. *« Face à ce constat, note le rapport, « s'il faut choisir entre la Chine et l'Inde, et tant que nous manquons de possibilité d'action, il vaut mieux que le premier pays asiatique soit l'Inde et non pas la Chine. »* Durant l'automne 1964, en octobre, deux événements majeurs coïncident. Le premier est chinois, le deuxième est soviétique. Le 16 du mois, et selon les prévisions d'Intelligence américaine, la Chine procède à son premier essai nucléaire. Le lendemain, le 17 du mois, Khrouchtchev quitte le Kremlin. Ces deux événements font apparaître la fragilité de l'âge nucléaire.

Le Président Johnson qui, dans son discours à la Nation du 18 octobre 1964, aborde l'essai nucléaire chinois, les changements à la tête de l'URSS et les élections en Grande-Bretagne, note que Khrouchtchev s'est, au cours des dernières années, montré préoccupé par le besoin d'assainir l'âge nucléaire. Dans son discours à la Nation, (Annexe 79)⁴⁶⁷, le Président Johnson estime que *« l'essai chinois dramatise les craintes américaines vis-à-vis de la prolifération nucléaire : l'effort de la Chine communiste ouvre la voie de la folie devant d'autres États. La prolifération nucléaire est dangereuse pour toute l'humanité. Que peut-il arriver s'il y a 10, ou peut-être 20 puissances nucléaires ? »*

⁴⁶⁶ Annexe 78, *Anticipatory Action Pending Chinese Communist Demonstration of a Nuclear Capability*. By George G. McGhee. 13 septembre 1961. Source National Security Archive. (Voir la fin du 4ème paragraphe de la 2ème page).

⁴⁶⁷ Radio and Television Report to the American People on Recent Events in Russia, China, and Great Britain. Public Papers of the Presidents, Lyndon B. Johnson, 1963-64, N. 686. *October 18, 1964*. Broadcast from the President's office at 8:30 p.m. Voir aussi : Annexe 79.

Le Président Johnson déclare dans son discours, que « *ce que nous devons apprendre de Lop Nor* (⁴⁶⁸), *c'est que nous avons raison d'éliminer le danger de la prolifération nucléaire, que nous devons continuer à travailler contre elle, et nous en avons la volonté. (...) Nous estimons que la lutte contre la prolifération nucléaire est autant dans notre intérêt que dans celui des Soviétiques. Nous serons prêts à nous joindre à eux et à tout le monde pour travailler afin de l'éviter.* »

Dimona au second plan

Le test chinois place le sujet de Dimona au second plan. Aux yeux de l'administration Johnson, la priorité est donnée à l'urgence du traitement du cas chinois et non plus Israël. Ce dernier est considéré en 1962-63, comme le cas le plus sérieux et le plus pressant en matière de prolifération. Mais, suite à l'essai nucléaire de la Chine communiste, l'urgence entourant la centrale israélienne a considérablement diminué. Il y a aussi d'autres raisons : les arrangements nucléaires de Kennedy-Eshkol ainsi que la visite d'Eshkol à Washington quelques mois plus tôt (en juin 1964), jouent un rôle important et apaisent Washington. En 1964, Washington a le sentiment que le problème nucléaire israélien est contenu, au moins politiquement, et pourrait le rester probablement pour longtemps tant que les États-Unis satisferont les besoins israéliens en armements conventionnels. D'autre part, l'explosion chinoise soulève la possibilité de la prolifération par une réaction en chaîne parmi les voisins de la Chine, en particulier l'Inde, le Japon, et le Pakistan (*Newsweek*, 9 août 1965) ⁴⁶⁹. En ce qui concerne l'Inde, dès le début des années soixante, en juin 1961, Washington demande à ses ambassades en Europe, en Asie et en Afrique d'assembler tous les éléments permettant d'évaluer la question du nucléaire chinois et indien (Annexe 8) ⁴⁷⁰. Le Pentagone demande au *Department of State* de poursuivre ses efforts concernant le test chinois et le programme nucléaire indien. Le 28 octobre 1964, le Pentagone adresse une demande secrète au département d'État. Dans cette lettre -non déclassée-, le Secrétaire d'État à la Défense Robert McNamara demande à Dean Rusk, de rassurer les États non-nucléaires voisins de la Chine (⁴⁷¹). C'est ce qu'on lit dans un autre rapport, daté du 23 octobre 1964, que McNamara attache à sa lettre. Ce document est exclusivement consacré au problème du nucléaire indien (Annexe 81) ⁴⁷². Par ailleurs, un mois après, le 23 novembre 1964, une note est écrite par l'AEC, recommandant d'intensifier la coopération avec l'Inde dans le domaine nucléaire. La

⁴⁶⁸ Lop Nor, site de l'essai nucléaire chinois, près d'un lac dans les montagnes de Takla Makan situé dans la région de Sinkiang en Asie centrale.

⁴⁶⁹ "The Bomb: Special Report", *Newsweek*, 9 août 1965, pp. 52-57.

⁴⁷⁰ Annexe 80, *Department of State Instructions* : "Indian Capability and Likelihood to Produce Atomic Energy", 29 juin 1961(Secret). Source : Decimal File, 1960-1963; Central Files of the Department of State, Record Group 59; National Archives, Washington, D.C.

⁴⁷¹ Central Files of the Department of State, Record Group 59; National Archives, Washington, D.C. Subject-Numeric File, 1964-1966

raison de cette note est d'éviter que les Indiens accélèrent leur programme nucléaire en réaction au test chinois (Annexe 82) ⁴⁷³. Le 25 novembre 1964, le Président de la Commission de l'énergie atomique Glenn Seaborg propose, dans une lettre à l'ambassadeur américain à New Delhi, de coordonner la coopération indo-américaine dans le domaine nucléaire (Annexe 83) ⁴⁷⁴. Ces demandes irritent l'ambassadeur américain en Inde, Llewellyn E. Thompson. Il est l'un des principaux participants à la formulation de la politique de non-prolifération de l'administration Johnson. Llewellyn E. Thompson critique toutes ces suggestions et s'oppose à l'idée que les États-Unis puissent fournir des garanties spécifiques en matière de sécurité. Il argumente sa position par le fait que l'Inde est un pays non-aligné. Il explique que la politique concernant la question de la prolifération n'a pas été encore établie (Annexe 84) ⁴⁷⁵.

Pourtant, elles prolifèrent

À la lecture des événements de cette époque, on a tendance à dire que la prolifération est inévitable par une réaction en chaîne. L'ambassadeur américain en Inde Thompson tire la sonnette d'alarme dans sa lettre adressée au *Department of State*, et propose que les États-Unis rassurent New Delhi en cas d'attaque par l'un de ses voisins. D'après lui, le facteur principal dans la décision indienne de développer ou non son arme nucléaire, dépend des assurances de la part de Washington et de Moscou. Ces assurances n'ont jamais eu lieu (Annexe 84) ⁴⁷⁶. C'est alors que la Chine procède à son deuxième essai nucléaire. Il faut donc rassurer Nehru. Dans un rapport, daté du 27 février 1965 et envoyé aux ambassades américaines à Moscou, à Tel-Aviv et le Consul américain à Hong Kong, le Département d'État, (page 4, point numéro 5), fait allusion aux assurances de soutien de Washington à Nehru lors de la visite du Président Eisenhower en 1959. Nehru aurait, selon le document, demandé l'aide militaire américaine en 1962. La note souligne aussi que les États-Unis ne peuvent aller au-delà des assurances et qu'ils entendent défendre l'Inde en cas d'attaque chinoise (Annexe 85, p. 2, §. 2) ⁴⁷⁷. Un an après, le 29 mars 1966,

⁴⁷² Annexe 81, The Secretary of Defense, Washington. 23 octobre 1964. *The Indian Nuclear Problem : Proposed Course of Action*, Source : Decimal File, 1960-1963; Central Files of the Department of State, Record Group 59; National Archives, Washington, D.C.

⁴⁷³ Annexe 82, *Letter from J. G. Palfrey -Atomic Energy Commission- à l'ambassadeur Llewellyn E. Thompson*. Source : Mandatory Review declassification by the Lyndon Baines Johnson Presidential Library.

⁴⁷⁴ Annexe 83, Telegram from State Department to the Embassy in New Delhi. Source : National Security Archive, Subject-Numeric File, 1964-1966; Central Files of the Department of State, Record Group 59; National Archives, Washington, D.C.

⁴⁷⁵ Annexe 84, *Memorandum from the State Department, Ambassador at Large: "New Delhi's 1862 of December 31, 1964."* *December 31, 1964 (SECRET)* Source : National Security Archive, Subject-Numeric File, 1964-1966; Central Files of the Department of State, Record Group 59; National Security Archive, Washington, D.C. Pour plus d'information sur ce sujet voir : National Security Archive Electronic Briefing Book No. 1, The United States, China, and the Bomb.

⁴⁷⁶ Voir aussi les sites Internet suivants : 1- <http://www2.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB1/nsaebb1.htm> 2- <http://www2.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB38/>

le Secrétaire d'État Dean Rusk écrit une note dans laquelle il souligne que les indiens ont pris la décision de développer un programme nucléaire militaire. Il souligne aussi que si c'est le cas, l'Inde sera en mesure de procéder à son premier test nucléaire dans un an. Le Secrétaire Rusk demande à l'ambassade américaine à New Delhi de lui fournir toute information utile à ce sujet. L'Inde possède un réacteur nucléaire canadien. New Delhi a des accords avec le Canada et les États-Unis de n'utiliser ce réacteur qu'à des fins pacifiques. Mais l'Inde, selon la note de Dean Rusk, a suffisamment de plutonium pour procéder à la fabrication de la bombe atomique (Annexe 86)⁴⁷⁸. Malgré les oppositions internes, l'Inde poursuit son programme nucléaire. Suite à l'essai chinois du 24 octobre 1964, le Président de la Commission de l'énergie atomique indien, annonce que son pays procédera peut-être à la fabrication de l'arme nucléaire, sauf si des pas significatifs sont faits pour un désarmement général. Dix ans plus tard, en mai 1974, l'Inde procède à son premier test nucléaire. Deux semaines après ce test, un rapport écrit par le *Department of State* estime que l'essai indien a pour but de dissuader la Chine. Le rapport prévoit un deuxième essai indien avec des moyens plus sophistiqués. Un rapport, rendu partiellement illisible, souligne que l'essai indien a eu des effets au Pakistan et que ce pays déclare son inquiétude. La page 2 du rapport (le deuxième point : *Reactions to the Test*), on lit l'impact du test au Pakistan, puis la suite est rayée avec du noir (Annexe 87)⁴⁷⁹. En janvier 1967, suite à une étude sur le programme nucléaire indien effectuée par le *Department of State*, une note du Pentagone -adressée au Secrétaire à la Défense-, donne lieu à la conclusion suivante : « *les efforts des États-Unis, pour dissuader un État de prendre sa propre décision d'acquérir des armes nucléaires, ont probablement peu de valeur.* » C'est ce qu'on lit dans cette note du Pentagone, datée du 4 janvier 1967 (Annexe 88, p. 1, §. 2)⁴⁸⁰. Une autre note issue du Pentagone et adressée au département d'État, est écrite suite à l'étude mentionnée ci-dessus et à l'issue d'un examen d'un rapport présenté par un groupe de travail consacré à la question des armes nucléaires indiennes. Cette note, datée du 7 janvier 1967, préconise que « *le moment n'est pas approprié pour prendre la décision d'une politique ferme vis-à-vis de la non-prolifération.* » (Annexe 89)⁴⁸¹. « *However, in light of current activities in the non-proliferation area we do not believe that this is an appropriate time to make firm policy*

⁴⁷⁷ Annexe 85, *State Department Telegram for Governor Harriman from the Secretary*, February 27, 1965. Source : National Security Archive, Subject-Numeric File, 1964-1966; Central Files of the Department of State, Record Group 59; National Archives, Washington, D.C.

⁴⁷⁸ Annexe 86, *State Department Cable, "Possible Indian Nuclear Weapons Development"*, March 29, 1966 (secret). Source : National Security Archive, Subject-Numeric File, 1964-1966; Central Files of the Department of State, Record Group 59; National Archives, Washington, D.C.

⁴⁷⁹ Annexe 87, *"Assessment of Indian Nuclear Test"* Jun 5, 1974, (secret), Source : National Security Archive. Declassified in response to a Freedom of Information Act request.

⁴⁸⁰ Annexe 88, *Memorandum for the Secretary of Defense: "The Indian Nuclear Weapons Problem : Security Aspects"*, January 4, 1967, attached to a letter from Morton H. Halperin, special Assistant to the Secretary of Defense, to Douglas Heck of the State Department (SECRET). Source : Subject-Numeric File, 1967-1969; Central Files of the Department of State, Record Group 59; National Archives, Washington, D.C.

decision on these issues. »

Le comité Gilpatric

Un mois après le 1^{er} essai nucléaire chinois, Johnson choisit une dizaine de spécialistes américains dans le domaine nucléaire, formant ainsi un comité présidé par Roswell L. Gilpatric (⁴⁸²). Connu sous le nom du comité Gilpatric, il a la mission d'étudier le problème de la prolifération nucléaire et de répondre à la question suivante : *comment les États-Unis peuvent-ils combattre la prolifération ?* Cela montre, non seulement que la situation de la prolifération impose une réflexion profonde en la matière, mais aussi qu'après l'essai chinois, la politique américaine contre la prolifération est fragmentée. Ceci est un constat selon lequel les États-Unis manquent d'une politique cohérente, logique et bien coordonnée face au problème de la prolifération. À ce sujet, il y a déjà des questions préliminaires posées avant même la constitution du *Gilpatric Committee* : la prolifération nucléaire peut-elle être inévitable ? Si elle est inévitable, est-elle mauvaise pour les États-Unis ? Après deux mois, le groupe de travail du comité Gilpatric rend au Président, le 21 janvier 1965, un long rapport de 22 pages (Annexe 91) ⁴⁸³.

Ce rapport constitue un travail d'analyse en profondeur sur le problème de la prolifération nucléaire. Extrêmement précis, ce document tire un certain nombre de conclusions. Par exemple, la prolifération nucléaire pose une menace de plus en plus grave pour la sécurité des États-Unis. Le comité prend une position universelle englobant tous les cas de prolifération, sans désigner des catégories de proliférateurs selon des critères amis/ennemis. Selon ce rapport, la prolifération augmente les soupçons et les hostilités des pays voisins à l'égard des nouvelles puissances nucléaires. Le comité Gilpatric souligne que la prolifération nucléaire réduirait également l'influence des États-Unis dans le monde entier : « *notre influence diplomatique et militaire s'affaiblirait, et des pressions fortes surgiraient afin d'éviter le risque d'une guerre nucléaire* » écrit le comité. Le rapport Gilpatric formule clairement que le monde s'approche rapidement d'un point de *non-retour* dans la perspective de contrôler la prolifération d'armes nucléaires. D'après les conclusions du comité, « *la prévention et la lutte contre la prolifération demandent des efforts et une coopération intensive à mener de concert avec les autres puissances nucléaires.* » Le rapport Gilpatric, en classant Israël parmi ces pays non nucléaires, recommande spécifiquement (page 12), « *qu'aussi longtemps que l'État hébreu restera un État non nucléaire, nous devrions continuer à lui donner des*

⁴⁸¹ Annexe 89, *Letter from Morton H. Halperin, special Assistant to the Secretary of Defense, to Douglas Heck of the State Department* (SECRET), Source : Subject-Numeric File, 1967-1969; Central Files of the Department of State, Record Group 59; National Archives, Washington, D.C.

⁴⁸² Roswell Leavitt Gilpatric, ex sous-secrétaire à la Défense.

⁴⁸³ Annexe 91, *A Report to the President, The Committee on Nuclear Proliferation*. National Security Archive, Electronic Briefing Book No. 1, "As Explosive as a Nuclear Weapon": The Gilpatric Report on Nuclear Proliferation, January 1965. Source : Freedom of Information Act request to State Department. *Foreign Relations of the United States, Arms Control and Disarmament, 1964-1968, Volume XI*, Gilpatric Report.

assurances de sécurité. Nous devrions notifier clairement aux Israéliens que ces assurances seraient retirées s'ils développaient des armes nucléaires et que nous serions disposés à considérer d'autres mesures », note ce rapport top secret daté du 21 janvier 1965. Les recommandations Gilpatric sont présentées le jour même au Président Johnson. Le contenu du rapport, pourtant hautement confidentiel, est politisé et devient sujet d'un débat public.

Le Sénat et la prolifération

Le sénateur Robert Kennedy, -un fervent défenseur de la non-prolifération nucléaire-, quelques mois plus tard, attaque, lors d'un discours au Congrès, la politique de l'administration Johnson. Il fait valoir, en faisant allusion au rapport Gilpatric, le fait que l'Inde et Israël sont sur le point de fabriquer la bombe atomique (*Newsweek*, 9 août 1965)⁴⁸⁴. L'administration Johnson se demande alors comment et pourquoi il y a eu fuite d'information du contenu du rapport. Johnson voit alors en Bob Kennedy le rival au sein de la famille des Démocrates, pour les primaires de la campagne électorale. Ceci va par la suite être utilisé lors de la campagne électorale des présidentielles de 1968 et explique peut-être pourquoi le Président Johnson ne suivra pas les recommandations du comité Gilpatric pour lequel il s'est lui-même précipité de former trois mois auparavant, se demande Avner Cohen (1998)⁴⁸⁵. Quelques mois plus tard, un sondage d'opinion Harris effectué pour le magazine américain *Newsweek*, place Israël comme le prochain pays à effectuer un essai nucléaire, et l'Inde comme le pays qui suivra Israël (*Newsweek*, 9 août 1965)⁴⁸⁶. Le rapport du comité Gilpatric de janvier 1965, est considéré comme une étape importante vers la conceptualisation du traité de non-prolifération des armes nucléaires. Ce rapport accentue l'importance du TNP, en tant que norme internationale, aidant les objectifs de la politique des États-Unis. Malgré l'importance de ce rapport, l'administration Johnson, marque une lenteur pour la mise en place et pour adopter ses recommandations : un an et demi. Elle marque aussi une lenteur pour définir sa politique dans le domaine de la prolifération nucléaire. Johnson doit alors faire face à un dilemme entre son engagement à la cause de la non-prolifération et ses obligations envers ses alliés notamment européens. C'est alors que les Sénateurs entrent en scène et qu'un débat s'installe à propos du manque d'une politique claire de l'administration Johnson envers la prolifération. Début 1965, (date de la présentation du rapport Gilpatric), le sénateur John Pastore présente une résolution devant le Sénat demandant des efforts additionnels pour une solution du problème de la prolifération nucléaire (Glenn T. Seaborg, 1987, p. 180)⁴⁸⁷

⁴⁸⁴ "The Bomb: Special Report," *Newsweek*, 9 août 1965, p. 54.

⁴⁸⁵ Avner Cohen, "Israel and the Evolution of U.S. Nonproliferation Policy: The Critical Decade (1958-1968)", *Center for Nonproliferation Studies, The Nonproliferation Review*, Vol 5, N 2, Hiver 1998.

⁴⁸⁶ "The Bomb: From Hiroshima to...", Harris poll, *Newsweek*, August 9, 1965, p. 55.

⁴⁸⁷ Glenn Theodor Seaborg, *Stemming the Tide : Arms Control in the Johnson Years*, Lexington, Rowman & Littlefield, 1987, 495 pages.

Cette demande mène à une série d'auditions publiques au Sénat sur le danger de la prolifération nucléaire. Robert McNamara, Secrétaire d'État à la Défense s'exprime alors et fait savoir qu'il est en faveur de l'idée selon laquelle l'administration devrait faire plus pour arriver à un accord international sur la non-prolifération nucléaire. Le 17 mai 1965, le Sénat adopte une résolution. Appelée la résolution Pastore, elle est adoptée avec une majorité absolue (84 voix pour et 0 contre). C'est alors que le Président réagit. Un mois après le vote du Sénat, fin juin 1965, Johnson écrit au sénateur Pastore reconnaissant qu'il y a là un soutien fort de la cause de la non-prolifération (Glenn T. Seaborg, 1987). Il faut attendre la fin de l'année 1966 pour que la position de l'administration Johnson se clarifie vis-à-vis de la prolifération nucléaire. Presque deux ans après le rapport Gilpatric, et quelques mois avant la guerre des Six jours de juin 1967, le Président Johnson adopte un nouveau langage à propos du premier article du traité de non-prolifération. Mais à cette date, Israël est déjà en possession de sa première bombe atomique. Américains et Soviétiques aboutissent alors à un consensus notamment au sujet du transfert de la technologie nucléaire, de l'OTAN, de l'Allemagne et des armes nucléaires. Le chemin vers des négociations sérieuses du TNP s'ouvre début 1967. Le Président Johnson soutient l'idée d'un traité de non-prolifération, et cela semble être politiquement faisable.

Johnson et le dossier israélien

Alors que les leçons du cas israélien résident parmi d'autres, probablement derrière les motifs de la nouvelle approche vis-à-vis du TNP, elles n'incitent pas un changement d'attitude de la part de l'administration Johnson concernant le TNP (et malgré les critiques de l'administration faites par le Sénat et notamment celles du Sénateur Bob Kennedy concernant Israël et l'Inde). Néanmoins, en 1966, il devient évident que les arrangements nucléaires spéciaux entre Kennedy et Eshkol commencent à vieillir. Ces arrangements écrits s'avèrent trop vagues et les questions clés sont ouvertes à différentes interprétations. Concrètement, cependant, l'interprétation israélienne prend le dessus et les visites de Dimona ne sont pas conduites selon la demande initiale de Kennedy (Annexe 122)⁴⁸⁸.

C'est Israël qui dicte les règles de conduite lors des visites. Les deux côtés se trouvent dans une position inconfortable. Washington commence même à être froissés par ces arrangements nucléaires bilatéraux et secrets. Car pendant ce temps, les Israéliens continuent à éroder les conditions exigées par Kennedy (Avner Cohen, 1998)⁴⁸⁹. Le nucléaire israélien devient alors un ennui politique pour les deux parties. Notons qu'à ce propos, au milieu de l'année 1965, le Président Johnson envoie une lettre à Eshkol, demandant qu'Israël donne son accord pour placer Dimona sous contrôle de l'AIEA, et Eshkol ne donne aucune suite à cette demande américaine (Annexe 92)⁴⁹⁰. Washington qui apprécie politiquement l'engagement verbal de Tel-Aviv, -selon lequel

⁴⁸⁸ Annexe 122, Lettre du Président Kennedy au Premier Ministre Levi Eshkol, le 5 juillet 1963.

⁴⁸⁹ Avner Cohen, *Israel and the Bomb*, NY, Colombia University Press, 1998.

Israël ne serait pas le premier à introduire les armes nucléaires dans la région- se rend compte que cet engagement verbal est très maigre. C'est un engagement unilatéral non contraignant que l'État hébreu pourrait toujours changer à n'importe quel moment. Un exposé introductif sur la question nucléaire israélienne préparé par le département d'État en tant qu'élément d'un briefing à la veille de la visite d'Eshkol les 7 et 8 janvier 1968, montre que la CIA savait, depuis 1966, qu'Israël s'était vu acquérir les capacités techniques nécessaires en vue de la fabrication d'armes nucléaires. Cette note reste sceptique dans sa tonalité. Le papier indique que « sur la base de nos visites irrégulières, nous sommes raisonnablement, bien que pas entièrement, confiants qu'Israël ne s'est pas embarqué dans un programme pour produire les armes nucléaires. (...) Toutefois, nos visites ne garantissent pas que la production des armes nucléaires soit entreprise ailleurs en Israël. » Dans cette note, on invite Johnson à exprimer au Premier ministre Eshkol la position non-compromettante de Washington sur la prolifération nucléaire ainsi que le souhait américain de continuer des visites régulières à Dimona. Toutes les instances américaines impliquées dans le dossier Dimona, l'ACDA (US Arms Control and Disarmament Agency), l'AEC (Atomic Energy Commission), le département d'État et la Maison Blanche, se rendent alors compte de leurs imperfections dans la gestion de cette question (Avner Cohen, 1998) ⁴⁹¹.

La mission Harriman-Komer

En 1965 et 1966, la communauté d'Intelligence des États-Unis conclut que l'arrangement bilatéral américano-israélien n'est pas suffisant pour limiter l'effort israélien et que les visites américaines de Dimona font peu pour changer l'état du programme israélien. À Washington, court la conclusion suivante : le programme israélien est imparable. La pratique des visites diffère de manière significative de l'intention originale de Kennedy. Sa principale visée est de mettre en place un système de vérification reflétant aussi étroitement que possible le système de contrôle de l'AIEA, créée en 1957. Lorsque la mission Harriman et Komer se rend en Israël en mars 1965 pour parler aux Israéliens, un des premiers objectifs de cette mission est de persuader les Israéliens de remplacer l'arrangement des visites du site de Dimona par un accord le plaçant sous contrôle de l'AIEA. En 1966, un an après la mission Harriman et Komer, les États-Unis sont prêts, pour cela, à offrir en échange aux Israéliens, une usine de dessalement. Israël résiste à toutes ces offres américaines. En l'absence d'une solution de rechange, les accords des visites de Dimona continuent. Du côté israélien, le gouvernement d'Eshkol, devient de plus en plus incommode au sujet de cet arrangement bilatéral. La pratique de ces visites cause l'embarras politique pour le gouvernement Eshkol. Ces visites sont alors considérées, à Tel-Aviv, comme compromettantes pour la souveraineté et la sécurité nationale d'Israël. En 1966-67, les deux côtés tirent la conclusion que l'arrangement

⁴⁹⁰ Annexe 92, *Visit of Levi Eshkol, Prime Minister of Israel, 7-8 January 1968. "The Nuclear Issue and Sophisticated Weapons"*, Nuclear Weapons discussion. Record Group 59, CFPF, 1967-69, Box 2649 AE, Source : National Security Archive.

⁴⁹¹ Citant des interviews effectuées avec Myron Kratzer (AEC), Michael Sterner et Joseph Sisco (Département d'État), Robert Komer et Spurgeon Keeny (NSC), à Washington DC entre 1993 et 1995

bilatéral au sujet de Dimona touche la fin de son utilité. Beaucoup, à Washington se rendent compte que les procédures et les résultats des visites de Dimona manquent de crédibilité. On conclut alors, à Washington, que la seule solution valable à long terme pour le cas nucléaire israélien passe par un traité international.

Si Israël adhérerait à un tel traité, il soulagerait les États-Unis d'un arrangement bilatéral inconfortable, et probablement suspect, et ferait du programme nucléaire israélien une responsabilité internationale, plutôt que seulement américaine. Le 16 mai 1967, (trois semaines avant la guerre), Harold Saunders, membre du Conseil de Sécurité Nationale (NSC) chargé du Moyen-Orient, écrit une note à Walt Rostow, conseiller de la Sécurité Nationale de Johnson, dans laquelle il souligne l'importance du TNP pour lutter contre la prolifération nucléaire dans la région. Israël, malgré les demandes américaines, résiste à la signature du traité de non-prolifération des armes nucléaires. L'État hébreu ne signe pas le traité en 1968. Il n'a toujours pas, à nos jours, signé le TNP. La guerre des Six jours, de juin 1967, a lieu. Suite à cette guerre, l'environnement régional change. Cela complique la tâche des Américains. Les Israéliens en occupant le Sinaï, le plateau du Golan, la bande de Gaza et la Cisjordanie, changent la donne et placent la région dans une autre logique. C'est ce que nous allons voir dans le chapitre suivant consacré aux conflits armés entre Arabes et Israéliens (1956, 1967, 1969 et 1973)

Chapitre VI : les conflits

I- la crise de Suez (1956)

C'est cette guerre qui donne un coup d'accélération au programme nucléaire israélien. En effet, la décision de concrétiser le projet de Dimona émerge de la guerre de 1956, suite à la menace soviétique. Nasser vient, en juillet 1956, de nationaliser le canal de Suez. Paris et Londres attirent Tel-Aviv dans le conflit et l'État hébreu, en quelques jours -début novembre-, met la main sur le Sinaï. Malgré ce bras de force, l'opération s'avère un réel désastre politique pour les Israéliens. Les États-Unis condamnent l'opération ainsi que le recours à la force. Les Nations unies interviennent et imposent un cessez-le-feu. Le sommet de la crise est atteint lorsque le Premier ministre soviétique Nikolai Boulganine fait notifier à Ben Gourion que des missiles soviétiques pourraient toucher des cibles israéliennes. La guerre de 1956, au côté des Britanniques et des Français contre l'Égypte n'a rien changé pour Israël. Le raïs sort avec une victoire politique et une assise large dans le monde arabe. Ben Gourion voit la menace arabe et craint une attaque généralisée par les voisins hostiles à son jeune État nouvellement créé. Le projet de la centrale de Dimona est né avant la crise de 1956. Durant l'expédition de Suez, l'Union soviétique menace Londres, Paris et Tel-Aviv afin de mettre fin à la guerre et oblige Israël à évacuer le Sinaï. La guerre se solde par le retrait israélien et Tel-Aviv sort de la crise avec la volonté de se doter de l'arme nucléaire afin de rivaliser avec l'Union soviétique. Israël accélère ainsi la réalisation de son programme afin de se doter le plus tôt possible

de la bombe nucléaire. Le but n'étant pas de dissuader les Arabes mais bien de dissuader Moscou d'imposer sa décision lors d'une crise future.

La crise se termine le 6 novembre 1956 et l'opération franco-britannique visant le contrôle du canal du Suez est vouée à l'échec. Le lendemain, le 7 novembre, la réponse à la menace soviétique sera concrétisée politiquement. Golda Meir et Shimon Pérès alors conseillers de Ben Gourion, rencontrent le ministre français de la Défense, Maurice Bourgès-Maunoury, et Christian Pineau ministre des Affaires étrangères. De cette rencontre, note Avner Cohen (1995)⁴⁹², et par la constatation selon laquelle la France ne peut pas offrir une protection contre une menace soviétique, Shimon Pérès propose le retrait de son pays du Sinaï et Paris offre des garanties de sécurité qui se traduisent par une aide et une assistance nucléaire (Pierre Péan, 1991, pp. 83-84)⁴⁹³. Elizabeth Steevens (1995)⁴⁹⁴, note que Moshe Dayan (⁴⁹⁵) et Menachem Begin ont la conviction que les deux superpuissances, suite à la crise de Suez, continueront à dicter leur volonté à Israël tant que ce dernier n'aura pas les moyens d'imposer son point de vue. Pour les décideurs israéliens, cela passe par la force nucléaire et notamment par une politique de dissuasion à l'encontre de Moscou. Au début de l'année 1956, la tentative de médiation, entre Nasser et Ben Gourion, amorcée par le Président américain Eisenhower, échoue. Nasser refuse de négocier directement avec le gouvernement israélien et présente des conditions jugées inacceptables par celui-ci. Côté israélien, les tentatives d'un accord sécuritaire avec Washington n'ont pas abouti. En septembre 1956, durant la crise de Suez et en l'absence de protestations internationales à propos de l'accord entre l'Inde et le Canada, Ben Gourion prend la décision de demander à la France, la construction d'un réacteur nucléaire. Il ouvre des négociations secrètes entre Tel-Aviv et Paris conduites par Shimon Pérès et Moshe Dayan (Hugh Tomas, 1966)⁴⁹⁶. Nasser nationalise le canal

⁴⁹² Avner Cohen, "Most Favored Nation", *The Bulletin of Atomic Scientists*, Vol. 51, No. 1, January/February, 1995.

⁴⁹³ Pierre Péan, *Les deux bombes*, Paris, Fayard, 1991.

⁴⁹⁴ Elizabeth Steevens, "Israeli nuclear weapons: a case study", New York, *Infomanage International*, septembre 1995.

⁴⁹⁵ Moshe Dayan, né en 1915 à Degania en Palestine, est considéré comme un véritable héros militaire et politique israélien. Il devient membre de la Haganah (milice juive) alors qu'il n'a que 14 ans et lorsqu'en 1939 celle-ci est déclarée illégale, il est emprisonné pour 2 ans. Lorsqu'il est libéré, il perd son œil gauche au cours d'un conflit entre les alliés britanniques et les forces de Vichy. À partir de cet événement, on le surnomma le "général au bandeau noir". Dès la création de l'État d'Israël en 1948, Dayan est mis à la tête des troupes israéliennes lors de la première guerre israélo-arabe. Nommé chef d'état major de l'armée israélienne, il dirige la Campagne du Sinaï en octobre et novembre 1956. Il abandonne en 1958 l'uniforme et fait son entrée dans la vie politique. Il devient ministre de l'agriculture en 1959. Fidèle à David Ben Gourion, il entre dans l'équipe dirigeante au poste de Ministre de la Défense à la veille de la guerre des Six jours. En collaboration avec le général Rabin, Dayan mène à la victoire israélienne. Il est convaincu que les Arabes ne tenteront pas une autre attaque contre Israël. Après la guerre du Kippour en 1973 (revanche arabe de la guerre des Six jours), Moshe Dayan voit le début du déclin de son prestige et démissionne l'année suivante. Plus tard, le Premier ministre Begin lui offre le poste de ministre des Affaires étrangères qu'il accepte. Il quitte définitivement le gouvernement en 1980 et trouve la mort un an plus tard.

⁴⁹⁶ Hugh Thomas, *Suez*, New York, Harper & Row, 1966.

de Suez en juillet 1956. Les Britanniques et les Français ne restent pas les bras croisés et préparent la campagne de Suez qui aura lieu quelques mois plus tard (fin octobre/début novembre). Shimon Pérès commence alors un marathon de navettes entre Paris et Tel-Aviv en vue de la préparation d'un plan secret de guerre contre l'Égypte. Le chimiste et pionnier nucléaire Bertrand Goldschmidt arrange une rencontre entre Shimon Pérès, Ernst Bergmann et le Commissariat française de l'énergie atomique. Goldschmidt rapporte que Pérès et Bergmann lui demandent de jouer le médiateur afin d'obtenir l'accord de la France de construire un réacteur similaire à celui construit par les Canadiens en Inde. Tout cela est décidé avant la guerre de Suez (Seymour Hersh, 1991, p. 39)⁴⁹⁷. Le 17 septembre 1956, une rencontre a lieu à Paris, regroupant Bergmann, Pérès, Francis Perrin et Pierre Guillaumat chez l'ambassadeur israélien Jacob Tzur. « Nous avons cru que la bombe israélienne allait être conçue contre les Américains » rapporte Francis Perrin. « Non pas pour un emploi contre eux mais plutôt pour dire que si vous ne voulez pas nous aider dans une situation critique, nous allons faire recours à l'arme nucléaire. » Seymour Hersh (1991)⁴⁹⁸, rapporte que Goldschmidt est convaincu que la décision d'aider Israël est prise lors des deux rencontres à la mi-septembre 1956 et donc avant la guerre contre l'Égypte. Notons à ce propos qu'il n'y a aucune trace écrite de ces rencontres et qu'il est impossible de déterminer ce qui s'est passé. Ce qui a été clair, c'est que les Israéliens ont pensé à l'aide française pour la fabrication de la bombe et qu'ils en ont obtenu la promesse six semaines avant la guerre de Suez. Le but de la participation d'Israël dans la guerre du Suez est la destruction de l'armée égyptienne ainsi que sa capacité de soutien au mouvement des *Fedayins* palestiniens. La stratégie israélienne a aussi comme finalité de détruire le rêve de Nasser visant l'unité arabe.

Prendre le Caire

Garder les voisins en désarroi est toujours un point essentiel de la stratégie israélienne envers le monde arabe. Nasser, avec ses appels au panarabisme ainsi que l'hégémonie égyptienne au sein du monde arabe, sont perçus comme une menace réellement sérieuse contre l'existence même de l'État hébreu. Les Israéliens ont la conviction qu'une humiliation militaire de l'armée égyptienne et une défaite lors de la guerre du Suez aura pour effet le renversement du régime de Nasser. Le plan initial de la guerre prévoit une attaque israélienne le 29 octobre 1956. Une fois l'attaque lancée, le plan prévoit que la France et la Grande Bretagne demandent alors le retrait des troupes égyptiennes et israéliennes à 20 km du canal de Suez. Selon le plan, cette bande crée ainsi une zone tampon pour la protection de la navigation du canal de Suez. Toujours selon le plan de guerre, les Égyptiens qui, après la nationalisation, contrôlent le canal de Suez, refuseront l'application de ces demandes. Ce refus sera le "*casus belli*" qui conduira à l'intervention franco-britannique. C'est ce qui justifiera, selon le plan, le lancement des attaques conjointes à la date du 6 novembre afin de neutraliser les forces armées égyptiennes et

⁴⁹⁷ Seymour Hersh, *The samson Option*, New York, Random House, 1991, 354 pages. Voir aussi : R.H.S Crossman "The Prisoner of Rehovot", in *Chaim Weizman : A Biography by Several Hands*, New York, Authenium, 1963; Shimon Pérès, *From These men*, New York, Wyndham Books, 1979 ; Michael Bar-Zohar, *Ben Gurion*, New York, Adama Books, 1979.

⁴⁹⁸ Ibid.

de reprendre la zone du canal de Suez. Le plan de guerre réussit et dépasse même largement toutes les prévisions. Tout se passe mieux que prévu. Israël lance son attaque avec succès. L'occupation de la zone du canal est achevée en 5 jours et ne s'étend pas à une semaine comme le prévoyait le plan initial.

En cinq jours (entre le 29 octobre et le 4 novembre 1956), le Tsahal prend le Sinaï et le canal de Suez se trouve sous contrôle israélien. L'armée israélienne commence alors à penser à traverser le canal et à prendre la rive occidentale. On parle alors d'un plan pour prendre le Caire. Malgré cette victoire, sans équivalent dans l'histoire militaire de la région, le conflit se solde par un désastre politique pour les Israéliens (Avner Cohen, 1995)⁴⁹⁹. Les Nations unies appellent à un cessez-le-feu et à l'arrêt du plan de l'armée israélienne qui prévoit de traverser le canal et d'aller jusqu'au Caire (Annexe 123)⁵⁰⁰. Guy Mollet demande à son homologue britannique Anthony Eden d'annuler leur plan d'assaut, mais il est confronté au refus des Britanniques qui veulent continuer le plan prévu. Comme convenu, Britanniques et Français, le 6 novembre 1956, envoient des troupes. Les forces armées franco-britanniques débarquent alors à Port-Saïd. Lors du débarquement et lorsque le Tsahal met en place un plan pour se diriger vers le Caire, l'Union soviétique met la main sur la gâchette nucléaire. L'Union soviétique, qui fait face à la révolte hongroise, lance alors son avertissement. Cette menace est interprétée par les Israéliens comme un ultimatum nucléaire. Le message envoyé par Moscou à Paris, Londres et Tel-Aviv, signé par le Premier ministre soviétique Nikolai Boulganine menace explicitement Ben Gourion d'attaquer des cibles en Israël avec des *armes modernes et puissantes* (Matti Golan, 1982)⁵⁰¹ et (*New York Times*)⁵⁰². La crise touche à sa fin lorsque face à la menace soviétique, Washington intervient et oblige le Tsahal à évacuer la zone (Annexe 93)⁵⁰³. Israël retire alors ses troupes et les deux puissances coloniales cèdent leur place aux Américains et aux Soviétiques. Nasser renforce son assise politique. Quant aux Israéliens, la leçon est la suivante : une arme nucléaire israélienne fera taire Moscou lors d'un conflit futur.

Les conséquences de Suez

Suite à la guerre de Suez en 1956, les Israéliens sortent convaincus que les Français ne pourront pas offrir une sécurité contre une éventuelle agression soviétique. Tel-Aviv parle clairement de la possible aide française dans le domaine nucléaire. L'État hébreu poursuit

⁴⁹⁹ Avner Cohen, "Most Favored Nation", *The Bulletin of Atomic Scientists*, January/February, 1995 Vol. 51, No. 1, 1995.

⁵⁰⁰ Annexe 123, *General Assembly*A/RES/999 (ES-I)4, november 1956. Resolution 999 (ES-I). Source : United Nations Security Council.

⁵⁰¹ Matti Golan, *Shimon Peres*, New York, St Martin's Press, 1982.

⁵⁰² "Soviet Protests Canal Blockade", *New York Times*, 5 novembre 1956.

⁵⁰³ Annexe 93, Message to Prime Minister Ben-Gurion Urging Withdrawal of Israeli Forces in Egypt, Released November 8, 1956. Dated November 7, 1956. The State Department Bulletin, Vol. 35, p. 798. Source : Public Papers of the Presidents, Dwight D. Eisenhower, 1956, N. 295.

alors les efforts entrepris durant le printemps 1956 (Avner Cohen, 1995)⁵⁰⁴. À Paris, Guy Mollet, à la tête d'un gouvernement de coalition sous la IV^e République depuis janvier 1956, est conscient de la déception des Israéliens suite à la position de Washington. Il sent que la France n'a pas pu tenir ses promesses données avant la guerre de Suez. Il y a là un terrain propice pour un marchandage de la part des Israéliens et une légitimation de demande d'aide nucléaire française. Seymour Hersh rapporte qu'un conseiller de Guy Mollet, surpris par la défaite française, confie après une rencontre avec Shimon Pérès : « je leur dois la bombe. » (Seymour Hersh, 1991, p. 43)⁵⁰⁵. L'accord est resté oral et n'a jamais été rendu public. Le problème de Shimon Pérès par la suite, c'est de continuer ces accords secrets lors de l'arrivée au gouvernement de Maurice Bourgès-Maunoury à la mi-1957.

Pérès arrive tout de même à convaincre Christian Pineau, ministre français des Affaires étrangères du gouvernement Maurice Bourgès-Maunoury, que le réacteur sera utilisé à des fins civiles. Christian Pineau donne le feu vert malgré le vote, à l'Assemblée Nationale, d'une motion de censure contre le gouvernement de Maurice Bourgès-Maunoury vers la fin de 1957. L'accord est verbal et il est fait avec un gouvernement sortant. À Paris, la leçon de la crise de Suez est claire et conditionnera la stratégie nucléaire de la France dans les années à venir : le but stratégique est d'éviter une alliance avec les États-Unis ou avec l'OTAN. Les essais nucléaires conduits en 1960, dans le Pacifique sud donne à la France son statut de puissance nucléaire avec une force de frappe indépendante. Ceci sera couronné par la décision de Charles de Gaulle de retirer la France de commandement intégré de l'OTAN, le 7 mars (1966)⁵⁰⁶. Optant pour une politique de dissuasion, les leaders israéliens prennent la décision de ne plus compter sur la protection du parapluie américain, ainsi que sur le développement d'un système de missiles capables de porter des ogives nucléaires dans le Moyen-Orient et éventuellement au cœur même de l'Union soviétique (Seymour Hersh, 1991, p. 44)⁵⁰⁷.

Dans le cas où deux forces nucléaires s'opposent, même si elles ne sont pas à un niveau d'égalité, le statu quo est inévitable, explique le général Pierre Gallois (1960)⁵⁰⁸.

⁵⁰⁴ Avner Cohen, "Most Favored Nation", *The Bulletin of Atomis Scientists*, Vol. 51, No. 1, January/February, 1995.

⁵⁰⁵ Seymour M. Hersh, *The Samson Option: Israel's Nuclear Arsenal and American Foreign Policy*, New York, Random House, 1991, 354 pages.

⁵⁰⁶ De Gaulle, conférence de presse, 21 février 1966. Le général de Gaulle annonce le 7 mars 1966 au Président Johnson le retrait de la France de l'organisation militaire intégrée. Le 1er juillet, les représentants français quittaient les organismes militaires. Les États-Majors de l'OTAN de Versailles et de Fontainebleau sont évacués le 1er avril 1967. Cependant le général de Gaulle maintenait la participation française au Conseil Atlantique. La France reste membre de l'OTAN et de ses organismes autres que la structure militaire intégrée. Des instructions sont données pour que soit préparée une coopération des forces françaises et des forces de l'OTAN en cas de guerre, soumise à une décision de participation de la France. Les accords Lemnitzer-Ailleret préparent dans tous les domaines l'éventualité d'une intervention de la France aux côtés des Alliés. Enfin, la France maintient en République fédérale d'Allemagne ses unités terrestres qui y sont stationnées. Ainsi se réalise le dessein du général de Gaulle de voir la France recouvrer toute sa souveraineté.

⁵⁰⁷ Ibid.

Ce raisonnement est appliqué par les Israéliens et le modèle français d'une *force de frappe* est devenu le modèle à suivre en matière de stratégie à long terme. Tous les ingrédients sont alors réunis pour que Tel-Aviv commence son plan d'arsenal nucléaire. Le site de Dimona est choisi pour la construction du réacteur. Les fonds transitent par la suite directement du bureau de Ben Gourion vers Paris. La société Sanit-Gobain Nouvelles Technologies, est sur le point d'achever le réacteur de Marcoule dans le Rhône. Elle est choisie pour construire la centrale de Dimona dans le désert de Néguev au sud d'Israël, près de l'ancien site de Beersheba. Le réacteur est alors conçu pour une capacité initiale de 24 mégawatts, mais il peut aller jusqu'à trois fois cette capacité.

L'impact de la menace soviétique

En 1956, l'Union soviétique s'interpose. Moscou menace de bombarder Londres et Paris avec des bombes atomiques. Le Kremlin oblige, Israël à se retirer du Sinaï conquis en quelques jours. C'est ce qui déclenche la détermination de Tel-Aviv d'acquérir la bombe atomique. L'État hébreu se sent faible face à la menace soviétique. Les décideurs israéliens sont alors conscients plus que jamais de la vulnérabilité de leur nouvel État en tant que cible. L'État hébreu, créé sept ans auparavant a déjà eu des conflits armés : 1948-1949. Il commence, à la sortie de sa deuxième guerre, le *marchandage* avec la France. Tel-Aviv conditionne son retrait du Sinaï par l'aide technique à la construction de la centrale de Dimona. Le programme nucléaire israélien marque alors son point de départ. La crise de Suez éclaire les nouveaux rapports stratégiques entre l'Est et l'Ouest. On sait que Français et Britanniques, sous le prétexte délibérément mensonger, de s'interposer entre Israéliens et Égyptiens, débarquent leurs corps expéditionnaires à Port-Saïd explique Paul-Marie de La Gorce (1985)⁵⁰⁹. Alors que l'offensive israélienne est programmée et préparée en accord avec Londres et Paris, cette action soulève aussitôt la réprobation véhémement de la plupart des États du monde et l'hostilité ferme des États-Unis. L'Union soviétique, mettant à profit le désarroi qui règne dans le camp occidental, sort de la réserve. Moscou, que les événements de la Hongrie obligeaient à se confiner, propose le 5 novembre au Conseil de Sécurité de l'ONU, qu'une aide militaire soit apportée à l'Égypte par les membres des Nations unies, en particulier par les États-Unis et l'URSS. Le même jour, le Président du Conseil des ministres soviétiques Boulganine, s'adresse aux gouvernements français et britannique avec un langage de menace nucléaire claire.

Les messages de Moscou sont sans ambiguïté, à la fois à l'égard de Paris et de Londres. À Paris, il demande « *dans quelle situation se trouverait la France si elle était attaquée par un pays disposant de moyens de destruction terribles et modernes ?* » À Londres, il fait remarquer « *qu'il y a des pays qui n'ont pas besoin d'envoyer des forces navales ou aériennes sur les côtes de la Grande Bretagne, mais pourraient utiliser d'autres moyens, tels que des fusées.* » C'est la première fois dans l'histoire des relations internationales, qu'une puissance nucléaire fait publiquement et clairement ressentir à

⁵⁰⁸ Général Pierre Gallois, *Stratégie de l'âge nucléaire*, Paris, Calmann-Lévy, 1960, 238 pages.

⁵⁰⁹ Paul-Marie de La Gorce, *La guerre et l'atome*, Paris, Plon, 1985, 283 pages.

d'autres, son intention de recourir à l'arme atomique. La question qui se pose est de savoir si les Soviétiques vont passer à l'exécution de la menace contre Paris et Londres. Le plus important et le plus évident, note Paul-Marie de La Gorce, en matière de relations entre puissances, c'est que cette crise démontre que « *rien d'autre ne peut équilibrer la force nucléaire qu'une autre force nucléaire.* » (Paul-Marie de La Gorce, 1985, p. 57)⁵¹⁰.

En toute tranquillité, Moscou -lors de la crise de Suez de 1956- pouvait lancer son habile "canular" sur l'atomisation de Londres et de Paris. « *On a dû rire à Moscou lorsque Londres et Paris ont trouvé dans les paroles de M. Khrouchtchev une menace que le leader soviétique n'avait osé y mettre* », explique le général P. Gallois (1960, p. 198)⁵¹¹. Cette crise met fin à l'influence de deux puissances coloniales au Moyen-Orient et fait émerger les Américains et les Soviétiques comme des nouvelles superpuissances. Les Israéliens tirent la leçon de la menace nucléaire soviétique et concluent que les juifs américains ne peuvent venir au secours de l'État hébreu lors des situations comme celle de la crise de Suez. Les décideurs de l'État hébreu, qui savent dorénavant qu'ils peuvent posséder l'arme nucléaire, concluent que s'ils étaient dotés de cette arme, les Américains agiraient de façon différente lors d'une prochaine crise. C'est ce que nous allons détailler dans les deux conflits suivants : 1967 et 1973.

II- la guerre des Six jours (1967)

Rappelons que la centrale nucléaire israélienne est opérationnelle en 1960 et que l'administration Kennedy essaie, sans succès, de contenir le programme nucléaire israélien. L'assassinat de Kennedy a lieu en novembre 1963. L'administration Johnson ne prend pas le dossier avec autant d'importance que ne le faisait Kennedy. Johnson montre une attitude plus compréhensive envers le site de Dimona. La guerre des Six jours a lieu durant les années Johnson, et dès 1968, la question du nucléaire israélien entre dans une phase de long sommeil sur le plan international, qui durera près de 20 ans. C'est en 1986, qu'un certain Mordechaï Vanunu réveille le monstre de son sommeil. La première visite du site de Dimona a lieu en mai 1961, sous l'administration Kennedy. La deuxième mission d'inspection américaine du site de Dimona est réalisée en mai 1966, sous l'administration Johnson. Ces deux missions statuent que le réacteur nucléaire israélien ne montre aucun signe selon lequel il serait destiné à la production d'armes nucléaires.

« *Il n'y a aucune évidence que la centrale est dédiée à la fabrication de la bombe nucléaire* » souligne un mémorandum écrit par Joseph F. Carroll, le directeur de la DIA, *Defense Intelligence Agency*, dans son rapport présenté au Secrétaire de la Défense McNamara, le 4 mai 1966 (Annexe 94)⁵¹². Un an après cette note et à quelques jours du déclenchement des hostilités en 1967, le Secrétaire d'État Dean Rusk rapporte qu'« *il n'y a pas d'armes nucléaires dans la région.* » C'est ce qu'il déclare au Président Johnson ainsi qu'au Secrétaire à la Défense Robert McNamara. C'est lors de la réunion du 24, consacrée à la crise entre Israéliens et Égyptiens, que M. Rusk rapporte aux membres du

⁵¹⁰ Ibid.

⁵¹¹ Général Pierre Gallois, *Stratégie de l'âge nucléaire*, Paris, Calmann-Lévy, 1960, 238 pages.

NSC (*National Security Council*), ces conclusions au nom du directeur de la CIA Helms, le 24 mai 1967 (Annexe 95, p. 3, §. 4)⁵¹³. La région vit au rythme de la crise et la Maison Blanche tente de voir clair. Richard Helms est formel. C'est ce qu'il donne comme conclusion au Secrétaire d'État Dean Rusk. Mais le directeur de la CIA sait que certains rapports de son agence sont inquiétants. En effet, Helms est au courant que certains ont des soupçons au sujet du programme nucléaire israélien, mais il préfère ne pas soulever ces inquiétudes du Conseil, car ces rapports sont si brûlants que l'on préfère, ni les toucher, ni oser les présenter.

« *Je ne pense pas que nous devrions envoyer ça au Président* » peut-on lire dans une note de couverture non datée et signée par Harold Hal Saunders, un membre du NSC et chargé des affaires du Moyen-Orient (Annexe 96)⁵¹⁴. Dans cette note, Harold Hal Saunders commente par écrit un rapport présenté par Bromely Smith, le Secrétaire exécutif du Conseil de sécurité nationale au sujet des armes nucléaires israéliennes. La note a probablement été écrite, selon Avner Cohen (1998, pp. 297-303)⁵¹⁵, durant l'été. Elle souligne les inquiétudes à propos des armes nucléaires israéliennes. Le rapport joint à cette note est introuvable. Cependant, la teneur et la tonalité de cette note de couverture indiquent l'ambiance environnante et la sensibilité du dossier des armes nucléaires israéliennes. « *Je ne crois pas que nous devons envoyer cela au Président. Le Président (Johnson), souligne la note, n'a vu que des rapports écrits par Richard (Dick) Helms* (⁵¹⁶) *ces six dernières semaines, que ni Gene Rostow* (⁵¹⁷) *, ni Wally Barbour* (⁵¹⁸) *, n'ont jamais vus, et c'est ce qui pose le problème de la sensibilité de la chose. Mais, nous devons agir de la sorte et même au prix de certains rapports comme celui-ci (...) Toutefois, je ne crois pas que la contribution de ceci aiderait le Président à mieux comprendre, mais au contraire cela provoquerait une confusion concernant les rapports*

⁵¹² Annexe 94, *Memorandum From the Director of the Defense Intelligence Agency (Carroll) to Secretary of Defense McNamara*. FRUS, 1964-1968, Volume XVIII Arab-Israeli Dispute, 1964-67 N. 289. Department of State. Washington, DC. S-984/ST-2 Washington, May 4, 1966. /1/Source : Washington National Records Center, RG 330, OSD Files: FRC 70 A 4443, Israel 463.2. Secret; Limited Distribution; No Foreign Dissem. A copy was sent to the Deputy Secretary of Defense. SUBJECT: Preliminary Report on Visit to Israeli Atomic Energy Sites (S/NFD).

⁵¹³ Annexe 95, *Memorandum for the Record, Record of National Security Council Meeting*, May 24 1967, Discussion of Middle East Crisis. Source : Lyndon B. Johnson Presidential Library. Voir aussi : Avner Cohen *Israel and the Bomb*, New York, Columbia University Press, 1998, pp. 273-276.

⁵¹⁴ Annexe 96, *Memorandum, from Harold Hal Saunders to Bromely Smith*. The White House, Washington, File 113, BKS. Source : Lyndon B. Johnson Presidential Library.

⁵¹⁵ Avner Cohen, *Israel and the Bomb*, New York, Columbia University Press, 1998.

⁵¹⁶ Richard Dick Helms est directeur de la CIA entre 1966 et 1973.

⁵¹⁷ Eugene Victor Rostow, connu comme Gene Rostow, (1913-2002), sous-secrétaire d'État de l'administration Johnson entre 1966 et 1969.

⁵¹⁸ Wally Barbour, l'ambassadeur américain à Tel-Aviv à cette date.

clairs présentés par Helms. » (Annexe 96) ⁵¹⁹. « *I dont think we should send this to the President. The President has seen several eyes only reports from Dick Helms on this subject over the past six weeks that neither Gene Rostow nor Wally Barbour has seen. This is one of the problems in trying to keep discussion of this issue sensible, but the subject is so sensitive and so much is at stake that we have ton operate this way even at the cost of some cable like this that aren't relay to the point. Anyway, I don't think this would contribute anything to the President's understanding and would just confuse the already clear reports from Helms.* » Richard Helms ne peut pas ignorer les rapports de ses services d'Intelligence disponibles depuis 1966. Ces rapports indiquent qu'Israël pourrait être seulement à « *quelques semaines* » d'assembler sa première bombe nucléaire. Ces rapports n'ont pas été bien accueillis par l'administration Johnson. La Maison Blanche retarde de façon inhabituelle sa prise de position. En attendant, le Président demande davantage d'évaluation et de vérification. Lorsqu'il confirme qu'il n'y a pas d'armes nucléaires dans la région, Richard Helms -en tant que directeur de la CIA- ne peut pas ignorer que l'information soit déjà disponible à Washington. Nous citons l'exemple d'un télégramme de 2 pages, daté du 21 février 1967 (Annexe 97) ⁵²⁰. Ce document, issu du département d'État et envoyé à l'Ambassadeur Wally Barbour, est un télégramme qui fait référence à un autre, issu de l'ambassade américaine à Tel-Aviv (A-478). Il notifie, dans les premières lignes, qu'Israël est proche de la fabrication de la bombe.

« *Israël pourrait être beaucoup plus près de la production d'armes nucléaires que nous avons supposé.* » Dans ce télégramme, le département d'État se réfère à ces rapports et demande à l'Ambassadeur Barbour de presser Eshkol au sujet de la prochaine visite américaine de Dimona. Il faut rester discret et ce télégramme ne suscite aucune réponse israélienne. Les demandes américaines de visite formulées depuis novembre 1966, restent sans suite.

Le coup de force de Sharon

Du côté israélien, la crise de mai-juin 1967, représente un échec colossal de la dissuasion israélienne (Zeev Maoz, 2003, p. 53) ⁵²¹. Les éléments et les informations informelles véhiculées permettent de dire que durant les dernières semaines du mois de mai 1967, -où la crise atteint son paroxysme- les Israéliens qui viennent de produire leur première bombe atomique, tirent la conclusion suivante : Nasser n'est pas dissuadé. Le raïs est au contraire en phase de préparer une attaque pour détruire le réacteur de Dimona. Tel-Aviv sent la menace et se défend en attaquant. Les Israéliens mènent leur première guerre préventive pour stopper Nasser.

C'est alors que l'actuel Premier ministre Ariel Sharon, songe, de son propre aveu, en

⁵¹⁹ Ibid. Voir aussi : Avner Cohen *Israel and the Bomb*, 1998, pp. 297-303.

⁵²⁰ Annexe 97. Outgoing Telegram, Department of State. From Secretary to Ambassador Barbour Tel-Aviv. 21 février 1967. Source : United States National Archive. Voir aussi : Avner Cohen, *Israel and the Bomb*, pp. 185-186.

⁵²¹ Zeev Maoz, "The Mixed Blessing of Israel's Nuclear Policy", *International Security*, Vol. 28, N. 2 – fin 2003.

novembre 2004, à un coup de force militaire en 1967, pour contraindre son gouvernement à déclencher la guerre. C'est selon son témoignage publié dans la revue *Maarakhot* du ministère de la Défense que M. Sharon confie d'avoir envisagé à l'époque que « *l'armée prenne le pouvoir pour contraindre le gouvernement à se décider à lancer une attaque préventive contre l'Égypte.* » (⁵²²). On savait que l'armée avait exercé une très forte pression sur le gouvernement mais qu'Ariel Sharon ou d'autres généraux aient songé à une espèce de putsch constitue une révélation. « *Pour la première fois, j'ai eu alors le sentiment qu'une telle chose pouvait se produire en Israël et serait bien accueillie* » par la population, a confié M. Sharon au service historique de l'armée, dans un témoignage publié par la revue *Maarakhot* (⁵²³). « *Il ne s'agissait pas pour l'armée de prendre le pouvoir et diriger le pays mais de décider à la place du pouvoir civil* » témoigne M. Sharon qui faisait partie à l'époque de l'État-major et commandait une division blindée dans le sud d'Israël. Il raconte qu'aucune mesure concrète n'avait été prise en vue d'exécuter un tel plan et qu'il en avait parlé avec le chef d'État-major et futur Premier ministre Yitzhak Rabin, qui affirme-t-il, « *n'aurait pas totalement écarté une telle option.* »

La tension entre armée et pouvoir civil avait atteint son point culminant lors d'une entrevue extrêmement orageuse le 28 mai 1967 au QG, entre l'état-major israélien et le Premier ministre travailliste de l'époque Lévy Eshkol. Lors de cette rencontre, que les historiens ont appelée la « *révolte des généraux* », le général Sharon et d'autres officiers supérieurs ont exigé qu'Israël déclenche une guerre contre l'Égypte. Ils affirmaient qu'Israël devait absolument frapper le premier alors que l'Égypte avait concentré des forces dans le Sinaï et fermé le détroit de Tiran, sur la Mer Rouge, sachant qu'Israël considérait ces actions comme un « *casus belli* ». Eshkol avait résisté un temps en espérant une intervention internationale qui ne vint pas. Finalement, il devait donner le feu vert à l'attaque le 5 juin 1967, début de la guerre des Six jours.

Nasser n'est pas dissuadé

La discrétion qui entoure Dimona n'a pas épargné le site des regards indiscrets des Égyptiens. En mai 1967, un avion Mig-21 égyptien survole le site. Il est abattu alors que les Israéliens commencent la production de la bombe nucléaire. La vraie nature de Dimona semble échapper aux Américains mais pas aux Égyptiens. Nasser met tout en oeuvre pour arrêter le réacteur et détruire le site de Dimona. Autour du 26-27 mai 1967, une opération d'attaque limitée est préparée par les Égyptiens en coordination avec les Syriens afin de frapper le réacteur de Dimona. Appelée *opération de l'aube*, elle devait avoir lieu le 28 mai 1967. Une intervention soviétique de la dernière minute aurait abouti à l'annulation de l'opération d'attaque (Michael B. Oren, 2002) ⁵²⁴ . Les Israéliens produisent alors entre 3 à 5 têtes nucléaires par an. La FAS (*Federation of American*

⁵²² "Sharon Considered 1967 Coup to Force war with Egypt", *The Daily Telegraph*, London, 17 novembre 2004.

⁵²³ AFP- ISR 0394 / PH15 Israël-Sharon-armée-histoire.AFP 161146 NOV 04. ms/hj.

⁵²⁴ Michael B. Oren, *Six Days of War: June 1967 and the making of The Modern Middle East*, New York, Oxford University Press, 2002.

Scientists, 1997), citant William Burrows et Robert Windrem et *Critical Mass*, souligne qu'Israël possède déjà deux bombes prêtes à l'usage durant la guerre de 1967 et que le Premier ministre Levi Eshkol avait ordonné la mise en alerte durant les opérations militaires. Mais, d'après Seymour Hersh (1991)⁵²⁵, la vraie première alerte nucléaire israélienne est intervenue durant la guerre de 1973 étant donné que les Israéliens n'avaient, d'après Hersh, pas encore de bombes nucléaires en 1967.

Dimona n'est entré en phase de production qu'en 1968 (Seymour Hersh, 1991)⁵²⁶. Le Premier ministre Levi Eshkol retarde le début de la production des armes nucléaires, alors que le réacteur fonctionne à plein régime. C'est Moshe Dayan, selon S. Hersh, qui donne le feu vert, marquant le début de la production des armes nucléaires à Dimona en 1968. Au Caire, le raïs n'est pas dissuadé. Le 25 mai 1967, Nasser sait que Dimona entre dans sa phase de production. Il prépare une attaque et place ses troupes tout au long du canal. L'armée de l'air côté égyptien est prête pour une première frappe. Les fronts syrien et jordanien sont en alerte maximum. On va vers la guerre et c'est la crise, écrit Avner Cohen (1998, pp. 273-276)⁵²⁷. Ces mouvements de troupes le long du canal de Suez, ainsi que l'escalade continue qui pousse Israël à lancer son attaque préventive est le signe sans conteste que sa doctrine de dissuasion semble déjà être un échec (Zeev Maoz (2003)⁵²⁸. Les raisons d'une telle conclusion sont multiples. Pour les détailler, nous allons, dans les pages suivantes retourner un peu en arrière. Cela nous permettra de trouver les racines et comprendre les raisons de la guerre de 1967 et aussi de voir comment Nasser qui se trouve dans une situation militairement défavorable, pense à défier l'arsenal israélien et veut coûte que coûte arrêter son programme nucléaire. Nasser envoie à deux reprises (le 17 et le 26 mai 1967), des missions de reconnaissance, et l'aviation égyptienne survole le site de Dimona. Israël considère ces survols comme une possible volonté d'attaque du site (Isabella Ginor, 2003)⁵²⁹.

Il est difficile de prouver que Dimona est la seule raison de la guerre des Six jours. Il est aussi difficile de négliger son rôle primordial dans le déclenchement du conflit. Cette guerre est le fruit et le résultat d'une erreur d'interprétation des faits, et de la façon dont ils sont construits. Avner Cohen (1996, pp. 190-210)⁵³⁰, note qu'en mai 1967, il y a un plan militaire d'attaquer Dimona. Ce plan est présenté à Nasser, mais le raïs retarde son exécution car les estimations disponibles au Caire prévoient qu'Israël n'aura la bombe que vers la fin 1968. Le raïs qui prépare la guerre en 1967, veut surtout regagner les

⁵²⁵ Ibid.

⁵²⁶ Seymour Hersh, *The samson Option*, New York, Random House, 1991, 354 pages.

⁵²⁷ Avner Cohen, *Israel and the Bomb*, New York, Columbia University Press, 1998.

⁵²⁸ Zeev Maoz, "The Mixed Blessing of Israel's Nuclear Policy", *International Security*, Vol. 28, N. 2 – fin 2003.

⁵²⁹ Isabella Ginor, "How the USSR planned to destroy Israel in 1967", *Middle East Review of International Affairs*, Vol. 7, N. 3, septembre 2003.

⁵³⁰ Avner Cohen "Cairo, Dimona, and the June 1967 War." *Middle East Journal*, Vol 50, N. 2, printemps 1996.

terres arabes avant que les Israéliens ne possèdent l'arme nucléaire, note Martin Van Creveld (1998, p.174)⁵³¹. Shlomo Aronson (1991)⁵³², fait un lien direct entre l'entrée en fonction de la centrale de Dimona et le déclenchement de la guerre. D'après Michael Brecher, (1980, p. 104, 230-231)⁵³³, le départ des casques bleus des Nations unies, les mouvements de troupes le long du canal de Suez, ainsi que le survol de Dimona, sont les facteurs qui ont conduit à la guerre. Tel-Aviv fait savoir sa volonté d'arrêter Nasser avant qu'il mène une attaque contre les installations nucléaires à Dimona. Le lendemain du survol de l'aviation égyptienne du site, Tel-Aviv ne cache plus sa volonté de se défendre. Devant l'escalade vers la guerre, le Président Johnson envoie une lettre au Premier ministre Eshkol lui demandant de ne pas mener une guerre contre les Arabes (Annexe 103)⁵³⁴. Il y a alors des rapports envoyés de Damas au Caire selon lesquels, les Israéliens massent des troupes tout au long des frontières. Mais Washington qui notifie aux Égyptiens que les Syriens leur donnent des rapports erronés sur la situation du front israélo-syrien, ne parvient pas à stopper Nasser. La Maison Blanche appelle les Israéliens à la retenue et leur demande de ne pas jeter de l'huile sur le feu (Annexe 104)⁵³⁵. Du point de vue militaire, à Washington, un rapport daté du 1^{er} mai 1967, montre que les Israéliens ont une supériorité incontestable pour les cinq années qui vont suivre (Annexe 127)⁵³⁶. Deux semaines avant la guerre, la CIA, dans son rapport du 23 mai 1967,

⁵³¹ Martin van Creveld, *The Sword and the Olive. A Critical History of the Israeli Defense Force*, New York, Public Affairs, 1998.

⁵³² Shlomo Aronson with Oded Brosh, *The Politics and Strategy of Nuclear Weapons in the Middle East. Opacity, Theory and Reality, 1960-1991. An Israeli Perspective*, State University of New York Press, 1991, 398 p.

⁵³³ Michael Brecher, *Decision in Crisis. Israel, 1967 and 1973*, Barkley, California, University of California Press, 1980.

⁵³⁴ Annexe 103, Telegram From the Department of State to the Embassy in Israel. Washington, May 17, 1967, 7 p. m. Source : National Archives and Records Administration RG 59, Central Files 1967-69, POL ARAB-ISR. Secret; Immediate. Drafted and approved by Rusk; cleared by Battle; and cleared with changes by Walt Rostow. Foreign Relations, 1964-1968, Volume XIX, Arab-Israeli Crisis and War, 1967.

⁵³⁵ Annexe 104, *Memorandum From the President's Special Assistant (Rostow) to President Johnson. SUBJECT : Urgent Message to Eshkol*, Washington, May 17, 1967. Foreign Relations, 1964-1968, Volume XIX, Arab-Israeli Crisis and War, 1967. Released by the Office of the Historian. Documents 1-36. N. 7. Prewar Crisis, May 15-June 4, 1967. Source : Johnson Library, National Security File, Country File, Middle East Crisis, Vol. I. Secret.

⁵³⁶ Annexe 127, *Memorandum From the Under Secretary of State (Katzenbach) to President Johnson*. Subject : The Arab-Israel Arms Race and Status of U.S. Arms Control Efforts. FRUS, 1964-1968, Volume XVIII. Arab-Israeli Dispute, 1964-67. N. 415. Department of State, Washington, DC. Washington, May 1, 1967. Source : Johnson Library, National Security File, Country File, Israel, Israeli Aid, 5/67. Secret ; Exdis. Filed as an attachment to Document 416. No drafting information appears on the memorandum, but another copy indicates that it was drafted by Sterner and cleared in draft by Rochlin, Deputy Assistant Director of ACDA for International Relations Culver Gleysteen, Raymond L. Garthoff of G/PM, Vladimir Toumanoff of SOV, Director of Atomic Energy Affairs in SCI Donovan Q. Zook, Edward A. Padelford of NEA/RA, Director of INR/RNA Granville S. Austin, Bergus, Battle, and Deputy Assistant Secretary in NEA Stuart W. Rockwell. (National Archives and Records Administration, RG 59, Central Files 1967-69, POL 27 ARAB-ISR). An undated memorandum from Battle, forwarding the memorandum for Katzenbach's signature, states that it was prepared at the request of the White House staff. (Ibid.)

Overall Arab and Israeli Military Capabilities, parle d'une supériorité militaire israélienne dans tous les domaines (Annexe 102)⁵³⁷. Selon ces données, Nasser n'a pas la possibilité de faire face aux forces militaires israéliennes. Mais la volonté de Nasser d'entreprendre des actions militaires dans ces conditions, est l'interprétation de l'échec de la naissante dissuasion israélienne.

La mission McCloy au Caire, 1963

Durant trois ans, entre 1963 et 1965, des tractations ont lieu entre le Caire et Washington autour du programme nucléaire israélien et du site de Dimona. Nasser, à plusieurs reprises, interroge et déclare son inquiétude auprès de l'administration Kennedy. Washington, pour ce dossier, charge un émissaire américain John McCloy ; il a alors pour mission, de rendre compte au Président Kennedy du suivi du programme nucléaire israélien ainsi que des résultats de l'inspection des installations nucléaires israéliennes. John McCloy entreprend aussi sa mission en essayant de rassurer Nasser et de convaincre le Caire d'accepter une coopération avec Washington dans le domaine nucléaire. Durant l'été 1963, le Président Kennedy écrit deux lettres. La première est adressée à Ben Gourion, le 13 juin (Annexe 48), et la deuxième à Nasser, le 16 août (Annexe)⁵³⁸. Kennedy, dans ces lettres, souligne pour les deux destinataires, que le sujet de la course aux armements dans le Moyen-Orient est un sujet d'inquiétude de son administration. À Nasser, Kennedy notifie le danger de la prolifération nucléaire. Sans faire allusion au nucléaire israélien, le Président américain note le danger encouru sans un accord sur la limitation de la course à l'armement. Mais Nasser durant cette période lance son programme qui prévoit d'équiper l'armée égyptienne de 1000 missiles. En Israël, la construction de la centrale de Dimona n'est pas encore achevée. Le 27 juin 1963, l'émissaire américain est au Caire. Il transmet un message de Kennedy soulignant que la course aux programmes d'armement, -que cela concerne des missiles ou du nucléaire-, est en contradiction avec la politique de Washington et qu'elle met en danger toute la région. McCloy rassure Nasser au sujet de la centrale de Dimona. Selon les assurances américaines, la centrale est construite pour des objectifs civils. L'émissaire américain lie le danger du programme des missiles côté égyptien, au danger d'un programme nucléaire côté israélien (Avner Cohen, 1998, p. 247). Nasser ne voit dans la mission de McCloy qu'une continuité de la politique d'intimidation et de la propagande

⁵³⁷ Annexe 102, *Memorandum Prepared in the Central Intelligence Agency. SUBJECT : Overall Arab and Israeli Military Capabilities*. Washington, May 23, 1967. Foreign Relations, 1964-1968, Volume XIX, Arab-Israeli Crisis and War, 1967. Released by the Office of the Historian Documents 37-71. Source : Johnson Library, National Security File, Memos to the President, Walt W. Rostow, Vol. 28. Secret; No Foreign Dissem. The memorandum is unsigned, and bears no drafting information. It was sent to the President with a brief covering memorandum from Walt Rostow stating that two memoranda from Helms, which the President had requested that morning, were attached. The second memorandum has not been identified.

⁵³⁸ Annexe 49, *Letter From President Kennedy to President Nasser*. Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVIII, Near East, 1962-1963. Released by the Office of the Historian. Documents 18-44 N. 22. Washington, August 16, 1962. Voir aussi : *Telegram From the Department of State to the Embassy in the United Arab Republic*, Source : Department of State, Central Files, POL 15-1 UAR. Secret ; Operational Immediate. Drafted by Elits; cleared by Grant, Lloyd, and McGeorge Bundy (in draft); and approved by Talbot.

israélienne. Il se demande pour quelle raison, l'Égypte devrait être le seul parmi les pays non nucléaires à abandonner son programme d'armement. Il considère qu'une telle situation mettrait le prestige de l'Égypte en question. Le raïs voit que cette démarche va faire de l'Égypte un État satellite dépendant de Washington. Nasser perçoit aussi qu'un accord entre le Caire et Washington serait interprété comme un accord entre l'Égypte et Israël et cela n'est même pas concevable pour lui. Le Caire montre sa volonté d'échange avec Washington et en même temps ne souhaite pas rendre ces échanges publics. Il fait savoir que son pays n'accepte aucun compromis tant que le programme nucléaire israélien n'est pas mis sous inspection internationale. Le raïs va même plus loin et utilise un langage de menace. En effet, l'émissaire McCloy, fin juin 1963, souligne que Nasser parle alors de TNT qui va être porté par des missiles ainsi qu'une offre soviétique d'assistance en matière de nucléaire civil (Annexe 98, p. 3)⁵³⁹. Le Caire fait valoir qu'il n'a pas la volonté de développer des bombes atomiques, refusant ainsi la proposition de Kennedy d'assistance dans le domaine nucléaire civil. Nasser voit une fois encore une volonté de la part de Washington de se mêler des affaires de défense égyptiennes. Suite à la mission McCloy, le mois de juillet 1963 est celui des tractations, d'échanges de lettres et de messages officiels entre le Caire, Washington et Tel-Aviv autour du programme d'armement de l'armée égyptienne et le stade avancé dans la construction de la centrale de Dimona. Durant cet été 1963, lorsque l'ambassadeur américain au Caire, John Badeau accompagne l'émissaire McCloy, et lors de la rencontre avec le Président égyptien Nasser, en juin 1963, l'ambassadeur se rappelle que Nasser déclare que « *l'Égypte n'aura pas d'autres moyens que de mener une guerre, si les Israéliens utilisent le réacteur de Dimona pour la fabrication de l'arme nucléaire.* » Cette première mission de McCloy échoue.

Nasser refuse le plan américain

L'administration Kennedy notifie à Nasser que la centrale de Dimona est en phase avancée de travaux, mais que cette centrale, malgré le fait qu'elle soit construite à des fins civiles, permet tout de même la production de matériels du nucléaire de nature militaire. Il notifie toutefois que Washington ne voit pas de signes d'inquiétude. La Maison Blanche signale aux Égyptiens sa volonté de mettre en place une mission de surveillance et de contrôle d'armes au Moyen-Orient. L'administration Kennedy signale par ce fait que les Égyptiens devraient ralentir la course à l'armement pour apaiser les inquiétudes des Israéliens. Nous sommes en été 1963, et à ce stade, les Égyptiens n'ont aucune crainte à avoir d'une éventuelle inspection de leurs installations nucléaires. Mais Nasser se montre méfiant. Il ne voit pas de bon augure la mise en place par les Américains d'une commission de surveillance sur la course à l'armement au Moyen-Orient. Au Caire, on se montre suspicieux envers cette initiative américaine. Nasser juge les efforts de l'administration Kennedy comme une ingérence dans les affaires de l'Égypte et ne trouve

⁵³⁹ Annexe 98, *Telegram From the Embassy in the United Arab Republic to the Department of State*. Source : Department of State, Central Files, POL 7 US/McCloy. Secret; Priority; Eyes Only-Cane. Received at 11:27 a.m. and repeated to London for Talbot. Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVIII, Near East, 1962-1963. Released by the Office of the Historian. Documents 257-283 N. 283. Cairo, June 28, 1963, 3 p.m. Source : Department of State, Central Files, POL 7 US/McCloy. Secret ; Priority; Eyes Only-Cane. Received at 11:27 a.m. and repeated to London for Talbot. 2470. From McCloy. Part I.

pas utile d'accepter la proposition américaine.

Le Caire estime inutile de donner crédit à l'urgence avec laquelle Washington souhaite traiter ce dossier. Nasser voit là une main israélienne qui, dans l'ombre, oriente la politique américaine dans le but de stopper son programme d'armement. Il persiste et signe et se reconforte dans ses convictions. Cette méfiance est à son tour mal perçue par les Israéliens qui ne voient dans cette attitude qu'une volonté manifeste de la part de Nasser de développer des armes nucléaires. La position égyptienne est interprétée aussi par Tel-Aviv comme la preuve d'une volonté égyptienne de poursuivre son programme de missiles. En juillet 1963, McCloy retourne une deuxième fois au Moyen-Orient. Il commence par visiter le Caire avant de se rendre à Tel-Aviv. Il propose le plan américain visant la mise en place d'une politique de contrôle de l'armement au Moyen-Orient. Mais Nasser, lorsqu'il rencontre McCloy et l'ambassadeur américain au Caire, signifie que son pays ne peut accepter une telle offre. Car Nasser estime que celle-ci introduit une inspection occidentale de l'armement égyptien. Cette position met fin à la 2^{ème} mission de l'émissaire américain McCloy. Ce dernier ne se rend même pas à Tel-Aviv, car sa mission est ainsi vidée de son objectif. Le Secrétaire d'État Dean Rusk renvoie, à une date ultérieure, la visite de McCloy en Israël, mais cette visite n'aura jamais lieu. Se solde alors par un échec le seul effort et l'unique initiative américaine de contrôle d'armement dans le Moyen-Orient.

Dimona, source de tension

Les raisons de la guerre des Six jours remontent à deux ans plus tôt. Nous sommes sous l'administration Johnson et la centrale de Dimona est au cœur de la tension. C'est vers juin 1965, que la question des armes nucléaires israéliennes fait surface à la fois au Caire et dans le monde arabe. Lors d'un voyage à Londres, Mohamed Heikal, un proche de Nasser, mène une campagne de presse et déclare que les Israéliens vont être capables de fabriquer la bombe atomique en l'espace de deux ou trois ans. Il souligne qu'Israël est soutenu, aussi bien sur le plan financier que scientifique, pour la fabrication de sa bombe. Il appelle les Arabes à agir pour faire face à la menace israélienne (Mohammed H. Heikal, 1987)⁵⁴⁰. Il appelle aussi à passer à une phase de commandement unique des armées arabes et à la mobilisation vers un effort sérieux, afin que l'Égypte puisse développer l'arme nucléaire. Cette campagne est suivie au milieu de l'année 1966 par la politique nassérienne visant à faire savoir que l'Union soviétique va lui offrir une protection nucléaire si les Israéliens développent l'arme nucléaire (Mohammed H. Heikal, 1978, p. 196)⁵⁴¹. À Washington, en avril 1966, on prend au sérieux la vente de sous-marins soviétiques à l'Égypte et on considère ce fait comme une menace pour la stabilité de la région (⁵⁴²). Ces sous-marins sont, selon le rapport de Washington, capables de lancer

⁵⁴⁰ Mohammed H. Heikal, *Cutting the Lion's Tail: Suez Through Egyptian Eyes*, New York, Arbor House, 1987.

⁵⁴¹ Mohammed H. Heikal, *The Sphinx and the Commissar*, New York, Harper & Row, 1978.

⁵⁴² *National Intelligence Estimate*, N° 290, NIE 36.1-66, Washington, May 19, 1966. Source : Central Intelligence Agency, Job 79-R01012A, ODDI Registry of NIE and SNIE Files. Secret; Controlled Dissem. By Director of Central Intelligence Richard M. Helms, and concurred in by the U.S. Intelligence Board on May 19.

des missiles de moyenne portée (Annexe 99, p. 2)⁵⁴³. Ces sous-marins empêchent aussi tout accès au Golfe d'Aqaba (Annexe 124, p. 3, §. 2)⁵⁴⁴. À Washington, on craint alors que l'Union soviétique n'étende son influence dans la région, en utilisant l'opportunité offerte par Nasser (Annexe 100)⁵⁴⁵. Ces informations suivent une série de déclarations publiques de la part du Président Nasser destinées à l'Occident. Le raïs souligne que l'Égypte ne restera pas les bras croisés et que le Caire agirait avec force. Il fait alors savoir que *si Israël développait des armes nucléaires, l'Égypte n'aurait d'autres choix que de mener une guerre préventive*.

Dimona, est-il la vraie raison de la guerre ?

En 1966, les données stratégiques changent et Israël fait savoir à Washington ses craintes face à la modernisation de l'armée égyptienne avec 60 nouveaux missiles stratégiques vers mai/juin 1967 (Annexe 125, p. 2, point 5)⁵⁴⁶. Du côté du Caire, le sujet du réacteur de Dimona pousse les décideurs à percevoir cette menace de manière deux fois plus importante que par le passé. Nasser presse Moscou et lui demande d'intervenir auprès de Washington. C'est alors que la question des armes nucléaires au Moyen-Orient prend une place dans les discussions entre le Kremlin et la Maison Blanche et se discute au plus haut niveau entre le département d'État et l'ambassadeur de l'URSS à Washington (Annexe 126)⁵⁴⁷. Un mois avant la guerre, un rapport rédigé par Christian Rostow -conseiller du Président Johnson- daté du 8 mai 1967, montre que le dossier de Dimona pose une sérieuse inquiétude dans les relations entre Washington et le monde arabe (Annexe 128)⁵⁴⁸. Car, dix jours avant la guerre, Israël possède deux bombes

⁵⁴³ Annexe 99, *Report by the Anti-Submarine Warfare Panel of the President's Science Advisory Committee*. Foreign Relations, 1964-1968, Volume X, National Security Policy. Released by the Office of the Historian. Documents 123-138, N. 124. Washington, April 28, 1966. Source : Johnson Library, National Security File, Agency File, Office of Science and Technology, Vol. 1, 1966, Box 42. Top Secret. A title page is not printed.

⁵⁴⁴ Annexe 124, *Discussion of Middle East Crisis, 24 mai 1967, Memorandum for the Record. Record of National Security Council Meeting on May 24 1967*. Source : Johnson Library, National Security File, Country File, United Arab Republic, Vol. IV. Secret.

⁵⁴⁵ Annexe 100, *Intelligence Memorandum Prepared in the Central Intelligence Agency. Egyptian-Soviet Relations*, FRUS, 1964-1968, Volume XVIII Arab-Israeli Dispute, 1964-67 N. 295. Department of State, Washington, DC. No. 0830/66 Washington, May 28, 1966. Source : Johnson Library, National Security File, Country File, United Arab Republic, Vol. IV. Secret; No Foreign Dissem; No Dissem Abroad; Controlled Dissem/Background Use Only. A note in the source text states that the memorandum was prepared by the Office of Current Intelligence in the CIA Directorate of Intelligence and coordinated with ORR and ONE.

⁵⁴⁶ Annexe 125, *Telegram From the Embassy in Israel to the Department of State*. Tel Aviv, May 24, 1966, 1137Z. FRUS, 1964-1968, Volume XVIII. Arab-Israeli Dispute, 1964-67. N. 293. Department of State Washington, DC. Source : National Archives and Records Administration, RG 59, Central Files 1964-66, DEF 12 UAR. Secret; Exdis. Repeated to Cairo, London, and Paris. 1229. Israeli strategic missiles. CA-11071, May 10, 66. Circular airgram CA-11071, May 10, instructed Barbour to renew the U.S.-Israeli missile discussions of April 1964 with Eshkol, in particular to try to halt any delivery to Israel of missiles falling under the initial French-Israel contract for 25 missiles mentioned to Feldman by Eshkol. (Ibid.) For Feldman's reports of his discussions of this subject with Eshkol, see Documents 36 and 37.

nucléaires (William E. Burrows, Robert Windrem, 1994, p. 282-283)⁵⁴⁹. Tel-Aviv ne voit plus la menace égyptienne telle qu'il la percevait avant que l'État hébreu ne possède effectivement la bombe atomique. Il faut défendre Dimona. Dès le 19 mai, les Israéliens commencent à se préparer à la guerre. Tel-Aviv commande 20000 masques à gaz pour ses militaires (Annexe 106)⁵⁵⁰. Le 22 mai 1967, le Président Johnson écrit au raïs lui demandant d'éviter une guerre dans la région. Washington propose alors l'envoi du vice-Président américain pour une tournée dans les capitales arabes afin de trouver une possible issue à la crise (Annexe 105)⁵⁵¹. Le mois de mai 1967, est celui où des avions égyptiens de reconnaissance survolent le site de Dimona. La guerre devient inévitable.

Le Caire prépare l'offensive

En 1967, toutes les données disponibles à Washington vont dans le sens d'une supériorité militaire de l'armée israélienne. Selon le rapport du sous-secrétaire d'État

⁵⁴⁷ Annexe 126, *Memorandum of Conversation*. Subject : *Nuclear Weapons in the Near East*. Participants : Ambassador Anatoly F. Dobrynin, USSR. The Secretary. Llewellyn E. Thompson, Ambassador-at-Large, Department of State FRUS, 1964-1968, Volume XVIII. Arab-Israeli Dispute, 1964-67. N. 294. Department of State, Washington, DC. May 26, 1966, 5 p.m. Source : National Archives and Records Administration, RG 59, Central Files 1964-66, DEF 12 NEAR E. Confidential. Drafted by Thompson and approved in S on May 28. The meeting was held in the Secretary's office. The memorandum is Part III of VI.

⁵⁴⁸ Annexe 128, *Memorandum From the President's Special Assistant (Rostow) to President Johnson* N. 416. SUBJECT : *Israeli Aid Package*. FRUS, 1964-1968, Volume XVIII. Arab-Israeli Dispute, 1964-67. Department of State, Washington, DC. Washington, May 8, 1967. Source : Johnson Library, National Security File, Country File, Israel, Israeli Aid, 5/67. Secret; Sensitive. A handwritten "L" on the memorandum indicates that it was seen by the President.

⁵⁴⁹ William E. Burrows, Robert Windrem, *Critical Mass. The Dangerous Race for Superweapons in A Fragmenting World*. New York, Simon and Schuster, 1994.

⁵⁵⁰ Annexe 106, *Memorandum From the Deputy Assistant Secretary of Defense for International Security Affairs (Hoopes) to Secretary of Defense McNamara*. Washington, May 22, 1967. Source : Washington National Records Center, Records of the Office of the Secretary of Defense, OSD Files: FRC 330 72 A 2468, Israel 400.137. Secret. Subject: Gas Masks for Israel.

⁵⁵¹ Annexe 105, *Telegram From the Department of State to the Embassy in the United Arab Republic*. N. 34. Washington, May 22, 1967, 8:49 p.m. Foreign Relations, 1964-1968, Volume XIX, Arab-Israeli Crisis and War, 1967. Released by the Office of the Historian. Documents 1-36. *Prewar Crisis*, May 15-June 4, 1967. Source : National Archives and Records Administration, RG 59, Central Files 1967-69, POL ARAB-ISR. Secret; Flash; Nodis. Drafted and approved by Eugene Rostow and cleared by Walt Rostow. Repeated to USUN Eyes Only for Ambassador Goldberg. Walt Rostow sent a copy to the President at 4:30 p.m. with a covering note stating that he had dictated it and sent it to Eugene Rostow's Middle East task force that afternoon. Rostow added: "From previous experience I know Nasser is vulnerable to direct communication from the President of the United States." (Johnson Library, National Security File, Country File, Middle East Crisis, Vol. I) Another memorandum from Walt Rostow to Johnson that evening states that Eugene Rostow and Battle recommended sending messages to Prime Minister Eshkol and Syrian Prime Minister Atasi in case Nasser should release the President's message to him. (Ibid.) Messages from Johnson to Atasi and Eshkol urging restraint were transmitted in telegrams 199728 to Damascus and 199729 to Tel Aviv, both dated May 22. (National Archives and Records Administration, RG 59, Central Files 1967-69, POL ARAB-ISR). 199704. Deliver following through quickest means to President Nasser from President Johnson: "May 22, 1967.

Katzenbach, présenté au Président Johnson le 1^{er} mai 1967, Israël dispose d'une écrasante supériorité militaire et est capable de faire face à tous les scénarios possibles durant les cinq années suivantes (Annexe 127)⁵⁵². Le Caire est alors en position militaire très défavorable pour mener une attaque. Or, Nasser ne cesse de masser ses troupes tout le long du canal de Suez. Le raïs prépare une guerre (Annexe 101)⁵⁵³. Les préparatifs égyptiens d'une attaque sont claires. Israël pressent le vent de guerre et se défend en attaquant. L'hypothèse de Dimona est celle qui peut justifier le mieux le déclenchement du conflit. En effet, l'échec de dissuader Nasser pousse le Tsahal à stopper Nasser par une attaque préventive. Cette situation montre que malgré la supériorité militaire, les Israéliens ne sont pas à l'abri d'une action offensive égyptienne qui représente alors une vive menace. Le raïs ferme le Golfe d'Aqaba aux navires israéliens. Le Caire place des unités navales au sud du Golfe d'Aqaba et demande aux casques bleus d'évacuer leur personnel. Nasser augmente le nombre de ses troupes dans la zone du canal les faisant passer de 30000 à 50000. Nasser déclare alors « *si Israël veut la guerre, nous lui disons bienvenue* » (Annexe 107)⁵⁵⁴. Les deux sites nucléaires israéliens (Dimona et Nachal Sorek) sont alors des cibles de haute priorité dans le plan d'attaque égyptien, explique Avner Cohen (1995)⁵⁵⁵.

⁵⁵² Annexe 127, *Memorandum From the Under Secretary of State (Katzenbach) to President Johnson. SUBJECT : The Arab-Israel Arms Race and Status of U.S. Arms Control Efforts.* FRUS, 1964-1968, Volume XVIII. Arab-Israeli Dispute, 1964-67. N. 415. Department of State, Washington, DC.. Washington, May 1, 1967. Source : Johnson Library, National Security File, Country File, Israel, Israeli Aid, 5/67. Secret; Exdis. Filed as an attachment to Document 416. No drafting information appears on the memorandum, but another copy indicates that it was drafted by Sterner and cleared in draft by Rochlin, Deputy Assistant Director of ACDA for International Relations Culver Gleysteen, Raymond L. Garthoff of G/PM, Vladimir Toumanoff of SOV, Director of Atomic Energy Affairs in SCI Donovan Q. Zook, Edward A. Padelford of NEA/RA, Director of INR/RNA Granville S. Austin, Bergus, Battle, and Deputy Assistant Secretary in NEA Stuart W. Rockwell. (National Archives and Records Administration, RG 59, Central Files 1967-69, POL 27 ARAB-ISR). An undated memorandum from Battle, forwarding the memorandum for Katzenbach's signature, states that it was prepared at the request of the White House staff.

⁵⁵³ Annexe 101, *Telegram From the Embassy in Israel to the Department of State.* N. 2. Tel Aviv, May 15, 1967, 1920Z.Foreign Relations, 1964-1968, Volume XIX, Arab-Israeli Crisis and War, 1967. Released by the Office of the Historian, Documents 1-36. Prewar Crisis, May 15-June 4, 1967. President's Daily Brief. Washington, May 15, 1967.[Source : Johnson Library, National Security File, NSC Histories, Middle East Crisis, Vol. 6, Appendix A. Top Secret ; *codeword not declassified*. 1 page of source text not declassified. Source : National Archives and Records Administration, RG 59, Central Files 1967-69, POL 32-1 ISR-SYR. Confidential; Immediate. Repeated Priority to Amman and to Baghdad, Damascus, Jidda, Beirut, Kuwait, Dhahran, London, USUN, CINCSRIKE, CINCMEDAFSA, Jerusalem, Aden, and Sanaa. Received at 5:14 p.m. Passed to the White House and USIA at 5:40 p.m.3604. Ref: Cairo 7494. Telegram 7494 from Cairo, May 15, reported that UAR military forces had been placed on alert and that extensive movement of troops and materiel was in process. (Ibid.).

⁵⁵⁴ Annexe 107, *Telegram From the Department of State to the Embassy in the Soviet Union.* N. 38. Foreign Relations, 1964-1968, Volume XIX, Arab-Israeli Crisis and War, 1967. Released by the Office of the Historian, Documents 37-71. Washington, May 23, 1967, 2:45 a.m. Source : National Archives and Records Administration, RG 59, Central Files 1967-69, POL 27 ARAB-ISR. Secret; Immediate; Exdis. Drafted by Toon ; cleared by Stoessel, Leddy, and Davies; and approved by Eugene Rostow. Repeated Immediate to USUN.

⁵⁵⁵ Avner Cohen, "And then there was one", *Bulletin of the American Scientists*, Vol. 54, No. 5, septembre-octobre 1998.

Le facteur nucléaire joue un rôle majeur dans le déclenchement du conflit, mais il reste toujours la question suivante : quel est le degré de son importance ? Au Caire, il y a eu par la suite un consensus sur le fait que Nasser a fait un mauvais calcul lourd de conséquences en agissant suite aux avertissements soviétiques et en rejetant les rapports de Washington. En effet, les États-Unis signifient à l'Égypte que les rapports soviétiques ne sont pas fondés. Le paradoxe de Nasser, d'après Richard Parker (1993)⁵⁵⁶, est de laisser ses forces aériennes sans aucune protection alors qu'il se prépare pour la guerre. Cette guerre préventive laisse derrière elle des questions. Parmi ces questions en suspens, celle relative aux rapports d'Intelligence soviétique de l'époque et notamment ceux du milieu de 1967. Pourquoi ces rapports ont-ils fait état d'un préparatif israélien de mener une offensive contre la Syrie ? Avner Cohen (1998)⁵⁵⁷. Il n'y avait pas de troupes israéliennes massées sur le front syrien, écrit Richard Parker (1993)⁵⁵⁸. Pourquoi la Syrie a-t-elle fourni au Caire des faux rapports sur ce point ? Enfin, pourquoi Nasser n'a-t-il pas fait confiance à son ministre de la Défense Mohamed Fawzi, lorsqu'il l'informe de la réalité à propos des frontières israélo-syriennes ?

D'après Isabella Ginor (2003)⁵⁵⁹, il y a eu une volonté délibérée de la part des Soviétiques de déclencher la guerre et intervenir militairement aux côtés de l'Égypte contre Israël. Y a-t-il échec de la dissuasion israélienne ? La réponse est oui. Nasser en situation défavorable militairement, défie la dissuasion israélienne et se précipite vers l'affrontement. D'autre part, vu la supériorité militaire israélienne en 1967, le facteur de menace égyptienne est à écarter. L'Égypte ne cesse de brandir le drapeau de la menace depuis 1963, et ces menaces n'ont pas inquiété Tel-Aviv confiant dans sa supériorité incontestable. Il ne reste que le facteur nucléaire. Sinon pourquoi le raïs, le 17 et le 26 mai 1967, a-t-il opté pour le survol à très basse altitude du site de Dimona ?

III- la guerre d'usure (1969)

Cette guerre (*war of attrition*), est celle qui illustre le mieux la confirmation du cuisant échec de la dissuasion israélienne. Car suite à la guerre des Six jours de 1967, l'Égypte perd le Sinaï, le canal de Suez est fermé à la navigation et l'armée israélienne se trouve du côté Est du canal. Nasser, avec une défaite militaire sans précédent, décide alors de maintenir un état de tension militaire tout au long du canal. Cet état de tension permanent commence en février 1969 et se termine en août 1970, lorsque les Israéliens acceptent un cessez-le-feu (⁵⁶⁰). Johnson n'a pas eu la possibilité de mener une négociation avec les Israéliens en raison de la guerre de 1967. L'environnement postguerre ne permet pas une pression américaine. Il faut attendre quelques mois pour que la question revienne lors de

⁵⁵⁶ Richard Parker, *The politics of Miscalculation in the Middle East*, Indianapolis, Indiana University Press, 1993, 293 pages.

⁵⁵⁷ Avner Cohen, *Israel and the Bomb*, New York, Columbia University Press, 1998.

⁵⁵⁸ Ibid.

⁵⁵⁹ Isabella Ginor, "How the USSR planned to destroy Israel in 1967", *Middle East Review of International Affairs*, Vol. 7, N. 3, septembre 2003.

la visite d'Eshkol début janvier 1968. Lorsque les États-Unis soulèvent la question pendant et après la visite d'Eshkol, ils rendent bien compte du fait que le contexte politique et stratégique a changé depuis la guerre des Six jours. Le 18 janvier 1968, les deux superpuissances présentent deux projets identiques de traité à la conférence sur le désarmement à Genève. L'espérance américaine avant la guerre 1967, peu raisonnable ou peu réaliste, est qu'Israël signe le TNP.

Du côté politique, le gouvernement d'Eshkol est perçu aux États-Unis, comme fermement engagé à ne pas nucléariser la région du Moyen-Orient. Sur le plan technique, il y a ceux qui croient encore qu'Israël pourrait vivre avec les dispositions du TNP. On croit encore qu'en échange de garanties de sécurité avec Washington, Israël pourrait être persuadé probablement de rejoindre le traité. Cela ne se fera pas. À ce moment-là, il y a déjà quelques indications d'Intelligence et des rapports de la CIA, selon lesquels Israël est techniquement près de la fabrication de la bombe. À la veille de la guerre de 1967, il démarre secrètement la production des armes nucléaires. Vers la fin du mois de mai 1967, Israël improvise deux dispositifs nucléaires et les rend opérationnels. Israël n'est plus un État sans armes nucléaires. Si Israël signait le traité, il devrait donc renoncer à sa politique nucléaire ambiguë. L'engagement israélien à ne pas être le premier à introduire les armes nucléaires dans le Moyen-Orient, aurait été réinterprété selon le TNP comme un engagement définitif, fort et clair pour ne pas fabriquer des armes nucléaires. L'année 1968, est celle du TNP. Israël est forcé de répondre à son dilemme nucléaire. Après cette année, et après un autre désaccord avec les États-Unis autour du TNP et la vente des F-4, Israël reste malgré tout obstiné dans son hésitation à signer le traité. Officiellement, le TNP est à l'étude. Officieusement, les États-Unis ont compris qu'Israël ne signera pas (Avner Cohen, 1996)⁵⁶¹. Suite à la victoire militaire israélienne, les États-Unis proposent un plan de paix initié par le Secrétaire d'État William Rogers. Le plan Rogers du 9 décembre 1969, est une interprétation de la résolution 242 du Conseil de Sécurité de l'ONU (Annexe 129)⁵⁶². Il appelle au retour aux frontières internationales entre les deux pays et exige la signature d'un accord de paix formel entre l'Égypte et Israël, ainsi que l'ouverture des négociations en ce qui concerne Gaza, Sharm el Sheikh et la zone démilitarisée. En pleine guerre d'usure, Israël rejette le plan Rogers et en janvier 1970, l'aviation israélienne mène une première opération en profondeur sur le sol égyptien. Suite à cette attaque israélienne, Nasser se rend à Moscou et demande des missiles sol-air (SAM) et d'autres équipements militaires.

Le Kremlin s'engage à moderniser et à entraîner les militaires égyptiens. Un nouvel arsenal *made in Moscou* commence à perturber la balance militaire entre le Caire et Tel-Aviv. La guerre d'usure s'installe et cela donne lieu à une tension dans la relation israélo-soviétique. Cette tension s'aggrave lorsqu'en juillet 1970, quatre avions de combats pilotés par des pilotes soviétiques sont abattus à environ 30km à l'ouest du

⁵⁶⁰ Army Area Handbook, UM-St. Louis Libraries, DB Rec- 94,134 Dataset-ARMAN, Source : U.S. Department of the Army, Chapitre 1.07, 1967, date of record: 22 février 1994.

⁵⁶¹ Avner Cohen, "Cairo, Dimona and the June 1967 War," *Middle East Journal* 50 (printemps 1996), pp. 190-210.

⁵⁶² Annexe 129, Résolution 242 du Conseil de Sécurité des Nations unies, 22 novembre 1967.

canal, par l'armée israélienne. Pour éviter une riposte soviétique et un éventuel manque de soutien de Washington, les Israéliens acceptent, en août 1970, un cessez-le-feu et l'application de la résolution 242 (Annexe 110). La guerre d'usure touche ainsi à sa fin. Nasser se montre toujours déterminé à mener une autre guerre contre Israël, mais sa mort, en septembre 1970, porte un autre Président à la tête de l'Égypte. Le nouveau raïs s'appelle Mohamed Anouar El-Sadate. Il se montre à son tour pas du tout dissuadé. Il va entreprendre plusieurs tentatives d'attaques d'abord en 1971, et puis en 1972. Avec son attaque surprise en 1973, Sadate va mettre à mal toute la conception de la dissuasion israélienne. C'est ce que nous verrons plus loin.

Golda Meir renonce à la transparence

À son arrivée au pouvoir en mars 1969, Golda Meir hérite du gouvernement Levi Eshkol, du dossier nucléaire. Ce dossier se trouve alors dans un état similaire à celui hérité par Eshkol lorsqu'il succède à Ben Gourion en 1963. Golda Meir arrive au pouvoir avec une tendance de dissidence par rapport à la politique de Ben Gourion concernant les armes nucléaires. Contrairement à ses prédécesseurs, elle doit prendre une décision et répondre aux demandes du Président Nixon de participer et de signer le TNP. Golda Meir est toujours sceptique quant à la politique évasive israélienne autour de son arsenal nucléaire. Face aux pressions du Président J. F. Kennedy, son opinion va dans le sens de la transparence envers les Américains. « *Nous devons dire la vérité et expliquer pourquoi* » dit-elle. « *Si nous nions l'existence de Dimona, cette centrale ne fera pas, selon Golda Meir, un sujet de marchandage (...) Comment voulez-vous marchander avec une chose qui n'existe pas* » (Avner Cohen 1998)⁵⁶³. Golda Meir, qui a déjà connu l'opposition à ses opinions en 1963, fait de nouveau, en 1969, face à cette même opposition contre la transparence nucléaire, mais cette fois-ci, en tant que Premier ministre. L'État Hébreu doit-il continuer à être un État considéré comme non nucléaire, ou faut-il au contraire qu'Israël change son statut ? Golda Meir ne cherche pas l'affrontement avec l'administration Nixon, avant d'en avoir parlé en personne avec le Président. Le département d'État demande, quelques semaines après la succession de Golda Meir au pouvoir, la visite de la centrale de Dimona. À Tel-Aviv, on s'accorde à dire que tant que les Américains continueront à demander la visite de Dimona, les Israéliens ne pourront pas changer de politique nucléaire. Madame le Premier ministre sait à quel point le problème peut être sérieux entre Tel-Aviv et Washington. Elle autorise donc la visite de la centrale en juillet 1969, mais elle refuse tout de même une demande d'extension de la mission. Ce sera la troisième et la dernière mission d'inspection américaine du réacteur.

La dernière et 3^{ème} visite

Un rapport de 2 pages d'une conversation, daté du 13 août 1969 (Annexe 108)⁵⁶⁴, détaille une discussion entre le représentant de la Commission d'Energie Atomique et le

⁵⁶³ Avner Cohen, *Israel and the Bomb*, NY, 1998.

⁵⁶⁴ Annexe 108, *Memorandum of Conversation, Department of State*, Subject : 1969 visit Dimona. Source : National Security Archive.

département d'État concernant la dernière visite américaine du site de Dimona un mois plus tôt en juillet 1969, ainsi que la suite à donner à cette visite. Le document montre clairement le sentiment de frustration des membres de l'équipe américaine par rapport aux directives imposées durant l'inspection, ainsi que le manque de préparation côté américain en ce qui concerne les efforts réellement possibles d'inspections futures. Mais, ces visites n'auront pas lieu. C'est en raison de la nouvelle entente entre Américains et Israéliens conclue lors de la réunion entre le Président Richard Nixon et le Premier ministre Golda Meir. L'Ambassadeur Yitzhak Rabin est alors approché par le sous-secrétaire d'État Elliot Richardson. Ce dernier demande de discuter du sujet de la centrale et du nucléaire israélien. L'ambassadeur israélien à Washington -futur Premier ministre- ne donne pas de suite favorable à cette demande et suggère que cela soit discuté après la rencontre entre le Président Nixon et Golda Meir. Contrairement à Eskhol, Mme Meir garde sa conviction sur le fait que les Israéliens doivent lier le nucléaire à un besoin sécuritaire. Persuadée de l'indulgence du Président Nixon vis-à-vis de la prolifération nucléaire, Mme le Premier ministre croit le convaincre. Elle pense modifier l'approche américaine au sujet du nucléaire israélien. D'après elle, un pays ami des États-Unis, avec des capacités de dissuasion nucléaire, ne peut qu'être bénéfique pour les Américains. Avec cette logique Golda Meir pense convaincre Nixon que cela servira les intérêts américains. Elle n'en aura pas l'occasion. L'affaire Watergate va noyer Dimona dans les montagnes des eaux du scandale. Nixon démissionne en août 1974.

Le sommeil paradoxal de Dimona

Paradoxalement, on n'en parle plus depuis et l'une des conséquences majeures de la guerre de 1967, est d'ordre militaire. En Égypte, la défaite impose le besoin urgent de se réarmer. En Israël, le Tsahal commence l'élaboration d'une ligne infranchissable tout au long de la rive orientale du canal : la ligne Bar Lev. C'est ce qui fait que le Caire se concentre sur un objectif : traverser le canal et reprendre le Sinaï et ce, malgré l'arsenal nucléaire israélien. En 1967, Washington a la certitude que Tel-Aviv détient la bombe nucléaire. On n'évoque plus la question de Dimona et la mise en place du TNP oriente les discussions vers sa signature ou non. À la suite de la guerre de 1967, la CIA souligne que Dimona devient un casse-tête et un sujet embarrassant aussi bien pour Washington que pour Tel-Aviv. La guerre des Six jours humilie l'armée égyptienne. Nasser se tourne alors vers Moscou. Pour Washington, et depuis l'échec de contenir Nasser, il est clair pour l'administration américaine que trouver une fin à ce dossier relève du miracle. Les efforts de l'administration Kennedy pour rassurer Nasser n'ont pas abouti. C'est ce qui ressort des rapports du directeur de la CIA de l'époque Richard Helms et les notes de l'ambassadeur de Washington à Tel-Aviv. Peu avant la guerre de 1967, les Américains ont des informations claires selon lesquelles les Israéliens passent à la fabrication de la bombe nucléaire. Paradoxalement, note la FAS, (*Federation of American Scientists*), c'est le moment où la question nucléaire israélienne entre dans l'oubli. Lorsque l'ambassade de Tel-Aviv notifie au *Department of State*, que les Israéliens ont équipé des missiles avec des têtes nucléaires, le message se perd dans la bureaucratie et n'a jamais eu une suite souligne la FAS (⁵⁶⁵).

⁵⁶⁵ "Weapons of Mass destruction, Israel's Nuclear Weapons", *Federation of American Scientists*.

Il faut attendre près de 20 ans, pour que Mordechaï Vanunu réveille le monstre de son long sommeil. Un mois après la fin de la guerre d'usure, et en septembre 1970, Nasser, suite à une attaque cardiaque est décédé. Le nouveau Président, Anouar El-Sadate, réalise immédiatement que Dimona est un tabou non seulement israélien mais aussi international que l'on ne peut pas aborder avec Washington. Il réalise aussi que les problèmes économiques et sociaux en Égypte sont plus urgents que le conflit avec Israël. Sadate opte alors pour la logique de paix. Il pense qu'en œuvrant pour la paix, l'Égypte peut réduire ses énormes dépenses militaires et obtenir l'aide et l'assistance américaine. Il essaie par la voie diplomatique de regagner les pertes territoriales et surmonter le sentiment de l'humiliation arabe subie il y a trois ans lors de la guerre des Six jours. Il entreprend alors une initiative en 1971, visant à échanger la terre contre la paix. En février 1971, le nouveau Président déclare devant son Parlement : *« si Israël retirait ses forces du Sinaï, je serais disposé à rouvrir le canal de Suez. Pour que mes forces traversent vers l'Est du canal de Suez, je suis prêt à faire une déclaration solennelle d'un cessez-le-feu. Je suis aussi prêt à constituer des relations diplomatiques avec les États-Unis et signer un accord de paix avec Israël. »*

Ces tentatives n'aboutissent à rien et Sadate se voit confronté à la position d'un statu quo. Il réalise alors qu'il doit défier la dissuasion afin d'aboutir à la paix. Pour le raïs, il faut une action forte. Mettre à mal la dissuasion israélienne, tel est le pari que Sadate s'est fixé et il va réussir son pari. C'est ce que nous allons développer dans le volet suivant, consacré à la guerre de 1973.

IV- la guerre de 1973

« Je tremble à la pensée de ce que le destin nous aurait réservé dans une telle situation, si nous avions dû faire face à une crise prolongée sur des jours et des jours » (Henri Kissinger, 1982, p. 688) ⁵⁶⁶.

Avec une victoire écrasante lors de la guerre de 1967 et une supériorité militaire dotée d'un arsenal nucléaire de taille, Israël n'envisage pas un seul instant que les Arabes puissent un jour penser à franchir la ligne de Bar Lev. On considère que la dissuasion est acquise et fonctionne sans obstacles. Mais, cette dissuasion mise à mal en 1967, semble définitivement échouer en 1973. L'attaque -surprise- a lieu, montrant ainsi que Sadate n'est à son tour, après Nasser, pas dissuadé. Depuis 1967, le Caire, malgré l'arsenal nucléaire israélien, est obsédé par l'idée de reprendre le Sinaï. Des initiatives entreprises par Sadate ne donnent aucun résultat. Tout comme le plan Rogers de décembre 1969, qui n'a pas eu un accueil favorable en Israël, le Premier ministre Golda Meir déclare que son pays ne retournera jamais à la frontière d'avant 1967. Le gouvernement israélien, s'appuie sur la position du ministre de la Défense Moshe Dayan et l'ambassadeur à Washington Yitzhak Rabin. Ils font clairement passer le message selon lequel la dissuasion israélienne, qui a peut-être échoué envers Nasser avant 1967, est acquise depuis la victoire écrasante du Tsahal lors de la guerre des Six jours.

Cela est justifié par la supériorité militaire de l'IDF, (*Israeli Defence Forces*).

⁵⁶⁶ Henri Kissinger, *Les années orageuses*, Paris, Fayard, 1982.

S'appuyant sur la présence étendue de l'armée israélienne en Cisjordanie, au Sinaï et dans les hauteurs de Golan, MM. Rabin et Dayan font valoir que les Arabes ne sont plus en mesure de mener des attaques et que la dissuasion israélienne ôte toute volonté arabe dans ce sens. Il n'y a donc aucune raison d'échanger la terre contre la paix. Ce sentiment ne dure pas longtemps, car en juillet 1972, Sadate, annonce l'expulsion d'une majeure partie des experts soviétiques. Il tente un dernier test diplomatique lui permettant d'être sûr que le statu quo ne changera pas sans une action militaire. Il est par la suite convaincu qu'une autre guerre est nécessaire. Il se modernise et déjoue toutes les estimations militaires. En 1973, il attaque Israël. La dissuasion est de nouveau mise à mal. Les questions relatives à son succès ont alors, dès à présent, une réponse ferme. Elle a échoué. Le service israélien de renseignement militaire AMAN ne voit aucun signe de préparatif d'attaque. La CIA ne détecte rien et tout semble calme. Rien ne laisse présager qu'une guerre va avoir lieu. La guerre d'octobre intéresse pour plusieurs raisons, les spécialistes de la prise de décision. Parmi eux, on trouve des analystes tels que : Richard Ned Lebow, Janice Gross Stein, (1994)⁵⁶⁷, William P. Quandt, (1993)⁵⁶⁸, Kenneth Stein, (1999)⁵⁶⁹, Richard Parker, (2001)⁵⁷⁰, Walter J. Boyne, (2002)⁵⁷¹. Ces auteurs essaient d'explorer l'échec de la dissuasion. Ils posent pour cela des questions de fond, telles que les objectifs égyptiens et syriens, les relations des superpuissances avec les belligérants ou encore l'échec des services d'Intelligence américains et israéliens en passant par le rôle de Moscou et de Washington. Depuis son accession au pouvoir en 1970, il est averti par les Soviétiques de ce qui se passe à Dimona. En effet, au début des années 1970, les activités à Dimona restent secrètes pour le monde entier, sauf pour l'Union soviétique.

Les Israéliens découvrent que des agents du KGB ont pénétré dans les bureaux des officiers du ministère de la Défense, et des informations top secret sont relayées vers Moscou et vers certaines capitales arabes, via le quartier général du KGB à Chypre. Durant la guerre de 1973 et lors des premiers jours de combat, l'armée israélienne subit des pertes considérables. Une contre-offensive israélienne est menée durant les trois premiers jours de la guerre et une défaite militaire de Tel-Aviv semblait réelle (Michael B. Oren, 2002, pp. 92-120)⁵⁷². La situation devient critique et certains ministres proposent

⁵⁶⁷ Richard Ned Lebow, Janice Gross Stein, *We All Lost the Cold War*, Princeton: Princeton University Press, 1994, 566 pages.

⁵⁶⁸ William P. Quandt, *Peace Process: American Diplomacy and the Arab-Israeli Conflict Since 1967*, California, University of California Press, 1993.

⁵⁶⁹ Kenneth W. Stein, *Heroic Diplomacy: Sadat, Kissinger, Carter, Begin, and the Quest for Arab-Israeli Peace*, New York, Routledge, 1999.

⁵⁷⁰ Richard Bordeaux Parker, *The October War: A Retrospective*, Gainesville, Florida, University Press of Florida, 2001.

⁵⁷¹ Walter J. Boyne, *The Two O'clock War: the 1973 Yom Kippur Conflict and the Airlift That Saved Israel*, New York, Thomas Dunne Books, 2002.

⁵⁷² Michael B. Oren, 2002, *Six Days of War: June 1967 and the making of The Modern Middle East*, New York, Oxford University Press, 2002.

un cessez-le-feu, mais Tel-Aviv met en place une alerte nucléaire (Zeev Maoz, 2003)⁵⁷³. Tel-Aviv obtient alors une aide militaire américaine. C'est suite aux rencontres entre Kissinger et l'ambassadeur israélien le 9 octobre, à Washington, qu'un pont aérien se met en place. Dès le 14 octobre une attaque massive est lancée aboutissant, quelques jours après, à isoler la 3^{ème} armée égyptienne par le général Sharon (Walter J. Boyne, 2002)⁵⁷⁴. Cette guerre est un exemple d'échec de la dissuasion israélienne. Elle montre aussi l'échec de l'Intelligence des États-Unis dans la perception de l'imminence de la guerre. « *Notre difficulté était en partie que nous avons été soumis à un lavage de cerveau par les Israéliens, qui se sont eux-mêmes soumis à un autolavage de cerveau* », déclare le chef de l'Intelligence du département d'État, Cline Rayon (William B. Quandt, 1993, pp. 150-151), (R. Parker, 2001, p. 127)⁵⁷⁵. Malgré les craintes américaines d'une possible attaque arabe, selon les informations d'Intelligence, Washington et Tel-Aviv continuent de croire qu'une attaque est impensable car la dissuasion fonctionne bien. À la fin du mois de septembre 1973, le roi Hussein de Jordanie informe Golda Meir que les armées égyptiennes et syriennes prennent des dispositions pour mener une attaque. Le 4 octobre, les services d'espionnage israélien rapportent qu'une attaque se prépare. Le jour-même, les ressortissants soviétiques commencent à quitter l'Égypte et la Syrie. Le 5 octobre, Golda Meir envoie un message urgent au Secrétaire d'État Kissinger. « *Les préparatifs de la guerre commencent à être clairs* » écrit le Premier ministre Golda Meir (Kenneth W. Stein, 1999, p. 72)⁵⁷⁶, (Galia Golan-Gild, 2000, pp. 122-152)⁵⁷⁷.

Une source -qui peut avoir été un agent double- fournit l'avertissement selon lequel la guerre commence le jour-même. Mme Meir convoque d'urgence l'ambassadeur américain à Tel-Aviv, et lui signifie qu'elle possède des informations de source fiable signifiant qu'une attaque conjointe égypto-syrienne est imminente. Choquée et étonnée par la possibilité de guerre, Golda Meir les transmet à Washington en urgence, de la façon suivante : « *nous allons peut-être avoir des ennuis* » (Annexe 131)⁵⁷⁸. À Washington, on explique qu'il n'y a pas de signe d'attaque conjointe. Ils interprètent les informations et les signes de guerre comme une possible crise avec Moscou (Annexe 146)⁵⁷⁹. Le cabinet du Premier ministre Golda Meir tire des conclusions comme : les Égyptiens et les Syriens

⁵⁷³ Zeev Maoz, "The Mixed Blessing of Israel's Nuclear Policy", *International Security*, Vol. 28, N. 2 – fin 2003.

⁵⁷⁴ Walter J. Boyne, *The Two O'clock War: the 1973 Yom Kippur Conflict and the Airlift That Saved Israel*, New York, Thomas Dunne Books, 2002.

⁵⁷⁵ William P. Quandt, *Peace Process: American Diplomacy and the Arab-Israeli Conflict Since 1967*, California, University of California Press, 1993 et Richard Bordeaux Parker, *The October War: A Retrospective*, Gainesville, Florida, University Press of Florida, 2001. Voir aussi : *Secretary's Staff Meeting*, 23 October 1973, 4:35 p.m, Source : Transcripts of Secretary of State Henry A. Kissinger, Staff Meetings, 1973-1977. Box 1.

⁵⁷⁶ Kenneth W. Stein, *Heroic Diplomacy: Sadat, Kissinger, Carter, Begin, and the Quest for Arab-Israeli Peace*, New York, Routledge, 1999.

⁵⁷⁷ Galia Golan-Gild, "The Soviet Union and the Yom Kippur War, Twenty-five years later", in Kumaraswamy, *Revisiting the Yom Kippur War*, 2000, 249 pages.

anticipent une attaque israélienne ou encore ils entendent lancer une offensive. Dans ce contexte, Golda Meir demande à Kissinger de rassurer les Arabes et les Soviétiques qu'elle n'entend pas attaquer mais si Israël est attaqué, il ripostera avec force (Annexe 137)⁵⁸⁰. Certains des conseillers de Golda Meir lui suggèrent une attaque préventive, mais le Premier ministre a assuré Keating- ambassadeur américain- qu'Israël ne lancerait pas une attaque préventive. Elle a voulu, sans doute, éviter qu'Israël soit accusé de frapper toujours le premier (Ephraïm Kahana, 2002, pp. 95-96)⁵⁸¹, (Michel B. Parker, 2001, p. 99)⁵⁸² et (Kenneth Stein, 1999, p. 71)⁵⁸³. Kissinger, quelques heures avant la guerre, appelle l'ambassadeur israélien, le conseillant d'informer son gouvernement de ne pas recourir à une attaque préventive. Kissinger n'a jamais reconnu une telle demande auprès des Israéliens. Plus tard, après avoir reçu des assurances israéliennes au sujet des attaques préventives, il dit à Dobrynin et au ministre égyptien des Affaires étrangères Zayaat qu'il n'y aurait aucune attaque préventive israélienne. Le 6 octobre 1973, le Secrétaire d'État Kissinger, envoie un télégramme urgent à Amman et à Riyad leur demandant d'intervenir afin de persuader Sadate de ne pas mener une attaque. Il justifie sa démarche en proposant aux rois Hussein et Faysal d'informer le Caire et Damas que les Israéliens n'entendent pas mener une attaque contre leurs pays respectifs et que Washington a fortement conseillé Tel-Aviv de ne pas recourir à des attaques préventives (Annexe 138)⁵⁸⁴. À 6 heures du matin, l'adjoint au Secrétaire d'État Joseph Sisco réveille Kissinger avec le message de Keating. Kissinger, prend immédiatement les choses en main et commence une série d'appels téléphoniques et à envoyer des messages à toutes

⁵⁷⁸ Annexe 131, *U.S. Embassy Israel, Cable 7766 to Department of State*, 6 October 1973, "GOI Concern About Possible Syrian and Egyptian Attack Today" Source : NPMP, National Security Council Files (hereinafter NSCF), box 1173, 1973 War (Middle East) 6 Oct. 1973, File No. 1 (1 of 2) Voir aussi : William P. Quandt, *Peace Process: American Diplomacy and the Arab-Israeli Conflict Since 1967*, California, University of California Press, 1993, p. 542 et Kissinger, *Years of Upheaval*, Boston, Little, Brown, 1982, pp. 465-466. Concernant la copie de la lettre envoyée à Dobrynine, voir HAKO, box 68, Dobrynin/Kissinger Vol. 19 July 13, 1973-Oct., 11, 1973.

⁵⁷⁹ Annexe 146, *Arab Israeli Tension, Memorandum of the White House*. From William B. Quandt, to Brent Scowcroft, 6 october 1973. Source : National Security Archive.

⁵⁸⁰ Annexe 137, Memorandum, Deputy Assistant to the President for National Security Brent Scowcroft to Kissinger, 5 October 1973, enclosing message from Israeli Prime Minister Golda Meir (passed through Israeli chargé Shalev. Source : NPMP, HAKO, box 136, Diniz June 4, 1974, Oct. 1973. Pour plus de sources sur les rapports d'espionnage d'avant 1973. Ephraïm Kahana, "Early Warning Versus Concept," *Intelligence and National Security*, N° 17, été 2002, pp. 81-104. Bar-Joseph, "Israel's 1973 Intelligence Failure," in R.M. Kumaraswamy, *Revisiting the Yom Kippur War*, London, Frank Cass, 2000, pp. 10-35. Voir aussi : Michel B. Parker, *October War*, 1993, pp. 86-88.

⁵⁸¹ Ephraïm Kahana, "Early Warning Versus Concept," *Intelligence and National Security*, N° 17, été 2002, pp. 81-104, notamment pp. 95-96,

⁵⁸² Richard Bordeaux Parker, *The October War: A Retrospective*, Gainesville, Florida, University Press of Florida, 2001.

⁵⁸³ Kenneth W. Stein, *Heroic Diplomacy: Sadat, Kissinger, Carter, Begin, and the Quest for Arab-Israeli Peace*, New York, Routledge, 1999.

les parties intéressées. Kissinger contacte son homologue Dobrynin. Il lui demande que les Soviétiques interviennent auprès du Caire et de Damas pour arrêter le plan d'attaque. Les Israéliens procèdent à la mobilisation de 100.000 soldats, mais cette opération est désorganisée et demande plusieurs jours. À 14h00, les Égyptiens et les Syriens, aidés par un plan de tromperie réussi, lancent leur attaque surprise (Annexe 141) ⁵⁸⁵.

Les pertes israéliennes

Malgré le fait que la première page ne soit pas lisible, un mémorandum du 7 octobre 1973, entre l'ambassadeur Dinitz et Kissinger donne des détails importants sur la situation et le débat en Israël sur les raisons pour lesquelles Tel-Aviv n'a pas eu recours aux attaques préventives (Annexe 148) ⁵⁸⁶. Dans ce document, Kissinger n'est pas sûr que son pays puisse fournir des armes aux Israéliens durant le conflit. Mais, le même jour, un rapport du *Department of State*, montre que la situation des forces armées israéliennes est critique, et que le deuxième jour des combats est particulièrement désastreux pour le Tsahal (Annexe 142) ⁵⁸⁷. Le rapport montre aussi que les Égyptiens comptent bloquer la Mer Rouge et attaquer les navires en direction d'Israël. Une journée *misérable* cite le rapport, avec des pertes importantes de l'armée de l'air. On parle de 37 avions de combat, du côté israélien, qui sont abattus le 7 octobre, par les Égyptiens. (Annexe 143) ⁵⁸⁸. Le 8 octobre, un message secret est envoyé à Henri Kissinger via le bureau de la CIA au Caire. Il est écrit par le conseiller du Président Sadate, Hafez Ismail (Conseiller égyptien de sécurité nationale). Aucune information sur son contenu car le document est introuvable.

Ce dont on dispose, c'est de la réponse de Henri Kissinger. Le Secrétaire d'État écrit une lettre au ministre égyptien des Affaires étrangères Mohamed Hassan El-Zayat dans laquelle on voit que Washington commence à prendre en considération les demandes égyptiennes maintes fois répétées : trouver une solution négociée entre Arabes et Israéliens (Annexe 144) ⁵⁸⁹. Le Tsahal subit de plus en plus de pertes, et le 9 octobre, celles côté israélien sont considérables -400 chars- (Annexe 145) ⁵⁹⁰. Le rapport de la rencontre entre Kissinger et l'ambassadeur israélien Dinitz se termine par une note

⁵⁸⁴ Annexe 138, "Message from Secretary to King Faisal and King Hussein". U.S. Department of State cable 199583 to U.S. Embassies Jordan and Saudi Arabia", 6 October 1973. Source : National Security Archive, NPMP, National Security Council Files (hereinafter NSCF), box 1173, 1973 War (Middle East) 6 Oct. 1973, File No. 1 (1 of 2).

⁵⁸⁵ Annexe 141, Message from Kissinger, New York, to White House Situation Room, Président Nixon 9h00, 6 octobre 1973. Source : National Security Archive, NPMP, NSCF, box 664, Middle East War Memos & Misc October 1-October 17, 1973

⁵⁸⁶ Annexe 148, Memcon between Dinitz and Kissinger, 7 October 1973, 8:20 a.m. Source : RG 59, Records of Henry Kissinger, 1973-1977. Box 25. Cat C 1974 Arab-Israeli War.

⁵⁸⁷ Annexe 142, Middle East Task Force Situation Report. Situation in the Middle East. MemCon between Dinitz and Kissinger, 7 October 1973, 23:00. Source : RG 59, Records of Henry Kissinger, 1973-1977. Box 25. Cat C 1974 Arab-Israeli War.

⁵⁸⁸ Annexe 143, Department of State, Operations Center, Middle East Task Force, Situation Report 8, "Situation in the Middle East, as 23:00 Hours (EDT, Oct. 7, 1973". Source : NPMP, NSCF, box 1173, 1973 War (Middle East) 7 Oct. 1973 File, No. 2.

indiquant qu'une invitation est faite par Sichma Dinitz au Secrétaire d'État américain. L'ambassadeur israélien souhaite parler en privé avec Kissinger afin que la discussion ne soit pas retranscrite. Dinitz et Kissinger se rencontrent donc en privé, pour discuter entre autres de la demande faite par Golda Meir pour organiser une réunion secrète avec Nixon et aussi de l'acheminement de l'aide militaire. Ces demandes sont en premier temps refusées et rapidement écartées par Kissinger, parce qu'elles renforceraient l'influence de Moscou dans le monde arabe. Pour souligner l'urgence de la situation, Dinitz a pu avoir présenté un élément qui va changer la nature des opérations. A-t-il parlé du nucléaire dans la discussion privée ? La réponse est certainement oui. Nous allons voir plus loin.

L'alerte israélienne (*too soon or too late*)

Lors de la plus grande épreuve militaire d'octobre 1973, selon des sources concordantes, note Amnon Kapeliouk (1999)⁵⁹¹, Israël a mis secrètement son arsenal atomique en état d'alerte. C'est ce qu'écrit aussi Thierry Garcin (1995, p. 30)⁵⁹². Garcin souligne que durant cette guerre, Israël a mis ses forces nucléaires en état d'alerte totale. D'après Seymour Hersh (1991), Washington est averti. Lorsque le Premier ministre Golda Meir et son cabinet mettent des missiles Jéricho à Hirbat Zachariah, et des avions F-4 à Tel Nof en alerte, ils les ont armés avec des bombes nucléaires, prêtes à l'usage contre des cibles syriennes et égyptiennes. D'après William Burrows et Robert Windrem, Henri Kissinger aurait été tenu au courant de cette opération quelques heures plus tard, le 9 octobre 1973. Washington, suite à ce fait, décide d'ouvrir le couloir d'aide matérielle dès le 14 octobre. Le 9 octobre 1973, les pertes israéliennes font monter les craintes du côté de Washington. On craint que ces signes de pertes soient à la fois les prémisses d'une victoire arabe et ceux d'une défaite israélienne. Washington craint aussi une influence soviétique accrue dans la région et s'inquiète pour ses intérêts et ses ressortissants. Une défaite israélienne est considérée comme non-tolérable selon les propos de Kissinger tenus devant ses conseillers le 23 octobre 1973. (Annexe 147)⁵⁹³.

Le dilemme est donc d'agir. Mais la question est de savoir si une action prise serait prématurée ou trop tardive (*too soon*, ou *too late*). Le 9 octobre, est le jour où l'armée israélienne place dans le désert plusieurs lance-missiles afin qu'ils soient visibles par les satellites américains et soviétiques. Tel-Aviv fait savoir que les missiles sont équipés

⁵⁸⁹ Annexe 144, *Message from Kissinger to Egyptian Foreign Minister Al-Zayyat, 8 October 1973, enclosing "Message for Mr. Hafiz Ismail from Dr. Kissinger, 8 October 1973.* Source : National Security Archive. NPMP, HAKO, box 132, Egypt/Ismail Vol. VII October 1-21, 1973. Voir aussi : Kissinger, *Crisis*, pp. 110-111.

⁵⁹⁰ Annexe 145, *Memcon between Dinitz and Kissinger, 9 octobre 1973, 8:20-8:40 a.m.* Source : National Security Archive, RG 59, Records of Henry Kissinger, box 25, CAT C Arab-Israeli War

⁵⁹¹ Amnon Kapeliouk, "Israël assume «sa» bombe", *Le monde diplomatique*, édition de février 1999.

⁵⁹² Thierry Garcin, *L'avenir de l'arme nucléaire*, Paris, Axes savoir, 1995, 152 pages.

⁵⁹³ Annexe 147, *Transcript, "Secretary's Staff Meeting, 23 October 1973, 4:35 p.m.* Source : National security Archives, Transcripts of Secretary of State Henry A. Kissinger Staff Meetings, 1973-1977. Box 1.

d'ogives nucléaires et sont prêts à frapper les capitales arabes. Israël demande alors une aide militaire américaine urgente, avant qu'il ne soit trop tard. Tandis que Golda Meir rejette la proposition du Conseil militaire portant sur l'usage de l'arme nucléaire ; elle opte pour armer et mettre en alerte des missiles Jéricho -et leur système nucléaire- au moins pour influencer Washington (Avner Cohen, 2000, pp. 117-119)⁵⁹⁴, (Avner Cohen, 2003)⁵⁹⁵, (Seymour Hersh, 1991, pp. 225-230)⁵⁹⁶ et (Walter Isaacson, 1992, pp. 517-522.)⁵⁹⁷. Kissinger n'a jamais parlé de cette question et aucun document n'est disponible à ce sujet aux États-Unis. Il n'y a pas non plus de trace écrite concernant cette alerte nucléaire israélienne dans les documents officiels, ni au département d'État ni à la Maison Blanche, ni ailleurs. Les Israéliens font savoir que l'arme nucléaire peut les sauver d'une situation de défaite si une aide militaire urgente, comme alternative, n'est pas offerte de la part de Washington. Le Tsahal place des missiles dans le désert et font savoir qu'ils sont dotés d'ogives nucléaires. Cette mise en scène a une visée et un message à faire passer : obtenir l'aide militaire urgente ou alors les missiles partiront. La rencontre entre l'ambassadeur Dinitz, accompagné de son attaché militaire Israélien et H. Kissinger a lieu à 8h20 du matin. À 18h10, une autre rencontre a lieu entre Kissinger et Dinitz en présence du ministre israélien Mordechaï Shalav. Kissinger fait savoir à ses interlocuteurs que le Président Nixon répond favorablement à toutes leur demandes en armement. Toutes les pertes israéliennes sont remplacées (Annexe 149)⁵⁹⁸. De nouveau, les deux hommes se parlent en privé pendant 10 minutes. Dès le 14 octobre, le pont aérien se met alors en place entre Washington et Tel-Aviv. 25 ans après la guerre de 1973, Yuval Neeman (1998)⁵⁹⁹, l'une des figures du programme nucléaire israélien, écrit que les Israéliens, lors d'un moment critique de la guerre de 1973, ont bien déployé les missiles Jéricho -capables de porter des ogives nucléaires-. M. Neeman souligne tout de même que « *les missiles étaient bien déployés.* » Neeman ne peut pas confirmer qu'ils étaient chargés de têtes nucléaires. Il pense que « *cette opération n'impliquait pas des têtes nucléaires.* » Mais selon Neeman, « *les dirigeants israéliens auraient reçu des photos satellites américaines indiquant que les Égyptiens auraient armé des missiles Scuds avec des têtes nucléaires russes* » (...) « *En conséquence, explique M. Neeman, les dirigeants israéliens ont opté pour le déploiement des missiles Jéricho.* » Le chef des armées de l'époque David El-Azar aurait délibérément choisi une zone libre dans le désert, afin que

⁵⁹⁴ Avner Cohen, "Nuclear Arms in Crisis Under Secrecy: Israel and the Lessons of the 1967 and 1973 Wars," in Peter R. Lavoy, Scott D. Sagan, James J. Wirtz, *Planning the Unthinkable: How New Powers Will Use Nuclear, Biological, and Chemical Weapons*, Ithaca, Cornell University Press, 2000, pp. 117-119.

⁵⁹⁵ Avner Cohen, "The Last Nuclear Moment," *New York Times*, 6 October 2003.

⁵⁹⁶ Seymour Hersh, *The Samson Option*, New York, Random House, (1991, pp. 225-230).

⁵⁹⁷ Walter Isaacson, *Kissinger: A Biography*, New York, Simon & Schuster 1992.

⁵⁹⁸ Annexe 149, *Memcon between Dinitz and Kissinger*, 9 October 1973, 6:10-6:35 p. m. Source : National Security Archive, RG 59, SN 70-73, Pol Isr-US.

⁵⁹⁹ Dépêche Reuters, Mideast-Nuclear, du 26 septembre 1998.

les satellites soviétiques puissent les détecter facilement. Les Israéliens, en plaçant les missiles dans une zone libre du désert pour être visibles par les satellites soviétiques et américains, font passer leur message d'une alerte nucléaire auprès des Américains et des Soviétiques. En direction de Moscou, et donc des capitales arabes, par ce jeu de missiles, les Israéliens font savoir que leurs missiles sont prêts à partir. En direction de Washington, le message est clair : Tel-Aviv doit obtenir une fourniture d'armes, faute de quoi les missiles seront lâchés. Dès le 14 octobre, un couloir militaire est ouvert entre Washington et Tel-Aviv. C'est ce qui va permettre au général Sharon d'encercler la III^{ème} armée égyptienne et violer un cessez-le-feu, voté par les Nations unies, quelques jours plus tard (Annexe 133 et Annexe 134)⁶⁰⁰.

La violation du cessez-le-feu

La décision des pays arabes d'utiliser le pétrole comme arme ne fait que compliquer la tâche visant à mettre fin aux hostilités. L'Arabie Saoudite brandit la menace, et une autre crise, celle du pétrole, s'ajoute à la guerre (Annexe 150)⁶⁰¹. Le 22 octobre une résolution des Nations unies est votée. La résolution 338, appelle les deux parties à un cessez-le-feu. Le 23 octobre, les Israéliens violent ce cessez-le-feu et Moscou envoie, le jour même, trois messages urgents à Washington ; un message dans la matinée et deux autres dans l'après-midi. Le ton du premier message est grave, et Brejnev demande à Nixon d'intervenir pour forcer Israël à respecter la résolution des Nations unies. Le premier message est lu par téléphone par le ministre Vorontsov (Annexe 151)⁶⁰². Dans le premier message, Brejnev proteste au sujet de « *la duperie flagrante de la part des Israéliens* », pour violer le cessez-le-feu. Fâché, Brejnev, suspecte que Kissinger ait eu des accords secrets avec Israël (Kenneth W. Stein, 1999)⁶⁰³. « *Il nous a dupé et a fait une affaire quand il était à Tel-Aviv* », écrit dans son message le chef du Kremlin. Certainement, Brejnev a eu des rapports selon lesquels Kissinger aurait donné le feu vert pour que les Israéliens déplacent leurs forces militaires pendant la nuit du 22 au 23 octobre 1973 (Richard Ned Lebow, G. Stein, 1994, pp. 243-244.)⁶⁰⁴, (Henry Kissinger, 2003, pp. 306-307)⁶⁰⁵. En effet, en raison d'une panne du système de communication, il semble qu'il y ait eu plusieurs heures de retard dans la transmission des messages en

⁶⁰⁰ Annexe 134, *Mideast Maps*, 1973 October War, (Yom Kipur War), Egyptian Front. Voir aussi : Annexe 133, *Mideast Maps*, 1973 October War, (Yom Kipur War), Syrian Front.

⁶⁰¹ Annexe 150, "Situation in the Middle East, as of 1800 EDT, Oct. 10, 1973". Department of State, Operations Center, Middle East Task Force, Situation Report #18, Source : National Security Archive, NPMP, NSCF, box 1174, 1973 Middle East War - 10 October 1973, File No. 5.

⁶⁰² Annexe 151, *Message de Brejnev à Kissinger lu par le Ministre Vorontsov le 23 octobre 1973 à 10h40*. Source : National Security Archive, NPMP, HAKO, box 69, Dobrynin/Kissinger Vol. 20 octobre (12-27 novembre 1973).

⁶⁰³ Kenneth W. Stein, *Heroic Diplomacy: Sadat, Kissinger, Carter, Begin, and the Quest for Arab-Israeli Peace*, New York, Routledge, 1999.

⁶⁰⁴ Richard N. Lebow, Janice G. Stein, *We All Lost the Cold War*, Princeton, Princeton University Presse, 1994, 566 pages.

direction du gouvernement israélien, au sujet du cessez-le-feu. L'un d'entre eux, un message top secret adressé à l'Ambassadeur Dinitz, élucide l'encerclement de la III^{ème} armée égyptienne durant la nuit du 23-24 octobre. À la lumière de ces communications, on voit que Kissinger a voulu que les Israéliens dispose d'un peu de temps supplémentaire. Le Secrétaire d'État Kissinger envoie un message à Dinitz en écrivant « *nous comprendrions si les Israéliens sentaient le besoin d'un certain temps additionnel pour des dispositions militaires* » (Annexe 152)⁶⁰⁶. Il y a un intervalle formel de douze-heures, entre la décision du Conseil de sécurité et le début réel du cessez-le-feu, mais Kissinger note qu'il accepte qu'Israël prenne un léger temps additionnel. La question est comment les Israéliens ont-ils interprété ce "*slightly longer time*" ? Cela est évidemment hors des mains de Kissinger mais ce n'est pas le seul cas où il donne la marge de sécurité à Tel-Aviv pour interpréter le cessez-le-feu (Walter Issacsonm 1992, pp. 526-528)⁶⁰⁷, (Raymond Garthof, 1994, p. 418)⁶⁰⁸, (Henry Kissinger, 1982, pp. 556-569)⁶⁰⁹. Le 23 octobre 1973, les Égyptiens appellent à une réunion urgente du Conseil de Sécurité de l'ONU, suite à cette violation du cessez-le-feu par les Israéliens (Annexe 153)⁶¹⁰.

Les Israéliens progressent et gagnent du terrain, et le deuxième message de Brejnev à Nixon daté du 23 octobre, arrive dans l'après-midi par la voie de la ligne rouge. Ce message est le premier acheminé par cette ligne téléphonique depuis la guerre de 1967. Dans ce message, le Kremlin se dit *choqué* et va encore plus loin. Il emploie un langage sec. « *Pourquoi cette trahison, permise par Israël, est-elle évidente pour vous ?* », écrit Brejnev. Le Kremlin, dans cette lettre écrite avec des lettres majuscules, souhaite que « *toutes les mesures les plus décisives soient prises sans tarder afin de stopper les flagrantes violations israéliennes* » (Annexe 155)⁶¹¹. Lorsque le 23 octobre, les forces

⁶⁰⁵ Henry Kissinger, *Crisis : The Anatomy of Two Major Foreign Policy Crises: Based on the Record of Henry Kissinger's Hitherto Secret Telephone Conversations*, New York, Simon & Schuster, 2003

⁶⁰⁶ Annexe 152, *U.S. Embassy Soviet Union Cable 13148 to Department of State*, 21 October 1973, Source : NPMP, HAKO, box 39, HAK Trip - Moscow, Tel Aviv, London - 20-23 octobre 1973, HAKTO, SECTO, TOSEC, Misc.

⁶⁰⁷ Walter Issacson, *Kissinger: A Biography*, New York, Simon & Schuster, 1992.

⁶⁰⁸ Raymond L.Garthoff, *D e tente and Confrontation. American-Soviet Relations from Nixon to Reagan*, revised edition, Washington, Brookings Institution Press, 1994.

⁶⁰⁹ Kissinger, *Years of Upheaval*, New York, Little, Brown, 1982, 1283 pages. Kissinger ne mentionne pas le message à Dinitz dans ses mémoires, malgré le fait qu'il reconnaît avoir eu des difficultés de communication in Kissinger, *Years of Upheaval*, (pp. 556-557).

⁶¹⁰ Annexe 153, *Situation Report in the Middle East as of 1200 EDT, Department of State Operations Center, Middle East Task Force Situation Report # 57, 10/23/73*. Source : National Security Archive, NPMP, NSCF, box 1175, 1973 Middle East War, 23 Oct. 1973-File No. 18.

⁶¹¹ Annexe 155, *Hotline Messages from Brezhnev to Nixon, 23 October 1973*. Source : National Security Archives, NPMP, HAKO, box 69, Dobrynin/Kissinger Vol. 20 (October 12-November 27, 1973).

israéliennes reprennent le combat autour de la ville de Suez, et passent à la rive occidentale, Sadate demande à Moscou d'envoyer une force d'interposition (Annexe 151)⁶¹². Moscou envoie un message urgent à Washington. Dans son message, Brejnev appelle Nixon à intervenir pour mettre fin à la « *violation grossière* » du cessez-le-feu (Annexe 154)⁶¹³. Sadate, de son côté, demande solennellement à Nixon d'intervenir pour qu'Israël respecte le cessez-le-feu, même avec l'usage de la force (Annexe 156, p. 2)⁶¹⁴. Le Kremlin demande solennellement à Washington de transmettre son souhait d'un arrêt de combat et le respect du cessez-le-feu (Annexe 157)⁶¹⁵. Dans sa réponse (⁶¹⁶), Nixon répond que les Égyptiens pourraient être fautifs mais remarque que la Maison Blanche « *a exigé des Israéliens qu'ils prennent des mesures immédiates pour cesser les hostilités.* » Nixon explique « *qu'il n'autoriserait pas que l'accord historique de cessez-le-feu soit détruit* » (Annexe 158)⁶¹⁷. Apparemment, inquiet que le scénario pourrait aller plus loin, qu'Israël avance encore plus et mette le pied au Caire, plaçant ainsi Sadate dans une situation périlleuse, Kissinger appelle Dinitz et exige que les Israéliens stoppent l'action militaire et l'avancée vers le Caire. Selon les mémoires de Robert McFarlane, membre du NSC, Kissinger hausse le ton et exhorte Dinitz en disant : « *Jésus-Christ, vous ne comprenez donc pas ? Soudainement Kissinger s'arrête de crier et dit : OH. (...) On m'a plus tard dit que l'ambassadeur israélien a calmement expliqué à Henry que son gouvernement pourrait être plus persuadé s'il évoquait le nom d'un autre prophète* » (Michael K. Bohn, 2003, p. 74)⁶¹⁸.

Crise entre les deux puissances

Le Tsahal est à l'ouest du canal de Suez. Il encercle la troisième armée égyptienne. On parle alors d'une possible prise du Caire. Suite à cette situation, Léonide Brejnev décide d'envoyer des troupes russes pour protéger les armées égyptiennes. Le monde échappe alors à une guerre nucléaire que l'administration Nixon a failli déclencher, suite à

⁶¹² Annexe 151, *Message from Brezhnev to Kissinger as read by Minister Vorontsov to the Secretary on the telephone on October 23, 1973 at 10:40 a.m.* Source : NPMP, HAKO, box 69, Dobrynin/Kissinger Vol. 20 (October 12-November 27, 1973).

⁶¹³ Annexe 154, *Hotline Messages from Brezhnev to Nixon, 23 October 1973*, Source : NPMP, HAKO, box 69, Dobrynin/Kissinger Vol. 20, (12 octobre-27 novembre, 1973).

⁶¹⁴ Annexe 156, *Message from Ismail to Kissinger, Excerpts from Backchannel U.S.-Egyptian messages, 20-26 October 1973*, Source : National Security Archive, NPMP, HAKO, box 130, Saunders-Memorandum-Sensitive.

⁶¹⁵ Annexe 157, *Hotline Messages from Brezhnev to Nixon, 23 October 1973*. Source : National Security Archives, NPMP, HAKO, box 69, Dobrynin/Kissinger Vol. 20 (October 12-November 27, 1973).

⁶¹⁶ Préparée probablement par Kissinger suite au message de Brejnev envoyé par la ligne directe tôt dans l'après-midi.

⁶¹⁷ Annexe 158, *Message from Nixon to Brezhnev, 23 October 1973, via hotline*. Source : National Security Archive, NPMP, HAKO, box 69, Dobrynin/Kissinger Vol. 20 (12 octobre-27 novembre 1973).

⁶¹⁸ Michael K. Bohn, *Nerve Center: Inside the White House Situation Room*, Washington, D.C., Brassey's, Inc., 2003.

l'annonce de l'intervention soviétique. En 1973, Israël totalise une vingtaine de têtes nucléaires avec au moins, trois lanceurs de missiles opérationnels dans le site de Hirbat Zachariah. Les Israéliens possèdent aussi un nombre non comptabilisé de missiles Jéricho-I, selon un plan appelé projet 700. Ces missiles sont opérationnels depuis 1971 et sont capables de toucher des cibles au sud de la Russie, la ville de Tbilissi en Géorgie, -près des champs de pétrole- ou encore la ville de Bakou sur la côte de la mer Caspienne. Tel-Aviv possède aussi des avions F-4 -achetés aux américains en 1969- susceptibles de servir de vecteurs pour des têtes nucléaires. Ils sont stationnés dans des sites souterrains à la base aérienne de Tel Nof près de Rihovot. Ces avions F-4 -pilotes par les élites de la force aérienne israélienne- peuvent voler sans ravitaillement jusqu'à Moscou, explique Seymour Hersh (1991, p. 216)⁶¹⁹. « *L'extraordinaire escalade internationale d'un conflit régional -le conflit judéo-arabe de Palestine né dans l'empire Ottoman -, un temps contenu et isolé par la Grande-Bretagne -puissance mandataire-, s'est internationalisé de façon croissante jusqu'à constituer, à partir de 1967 et surtout à partir d'octobre 1973, le problème le plus grave du système international, et le plus à même de susciter un affrontement direct entre les deux principales puissances* » (Charles Zorgbibe, 1995, p. 178)⁶²⁰.

La question est la suivante : Le monde a-t-il échappé à une guerre nucléaire mondiale durant le conflit de 1973 ? Américains et Soviétiques échangent de nouveau des messages d'ultimatum faisant penser aux messages de la crise de Cuba en 1962. Concernant ces événements de l'automne 1973, Raymond Aron (1985)⁶²¹ considère que l'accord américano-soviétique ne change rien au déroulement de la crise : l'alerte nucléaire du 25 octobre montre bien que les deux grands côtoient l'abîme -comme onze ans plus tôt-. Ce à quoi il peut être répondu que l'alerte nucléaire fait partie du jeu des deux Grands : les Soviétiques ne peuvent en aucun cas accepter la destruction de la troisième armée égyptienne ; les États-Unis ne veulent, en aucun cas, de la présence d'une force conjointe américano-soviétique. Risque nucléaire présent à partir de 1967, risque économique, surgi avec l'utilisation de l'arme pétrolière en 1973 : l'engagement des deux Grands est profond. Il se manifeste par des livraisons démesurées d'armements et par une activité diplomatique intense (Charles Zorgbibe, 1995)⁶²².

Le 22 octobre, le Conseil de sécurité de l'ONU ordonne, par la résolution 338, un cessez-le-feu. La résolution est acceptée par l'Égypte, la Jordanie et Israël (sous la pression des États-Unis) alors que l'armée israélienne commence l'encerclement de la troisième armée égyptienne, dans le secteur du canal. Le 23 octobre, la Syrie accepte à son tour le cessez-le-feu. Le jour même, les Israéliens atteignent Suez et Ismaïlia. On parle alors d'un plan élaboré par le général Ariel Sharon (actuel Premier Ministre), de se diriger vers le Caire. Mais, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte une nouvelle résolution

⁶¹⁹ Seymour Hersh, *The samson Option*, New York, Random House, 1991, 354 pages.

⁶²⁰ Charles Zorgbibe, *Histoire des relations internationales*, Paris, Hachette, 1995, tome IV.

⁶²¹ Raymond Aron, *Guerre et paix entre les Nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1962, 794 pages.

⁶²² Ibid.

-la 339- pour obtenir le retour des belligérants sur les lignes du 22 octobre. Suite à une demande égyptienne, Moscou se prépare ouvertement à l'envoi de troupes aéroportées, destinées à garantir le cessez-le-feu. Le Président Nixon réplique le 23 octobre, et déclenche la mise en état d'alerte des forces américaines dans le monde entier. Devant l'orage, la direction soviétique se montre très prudente : dès le soir du 25 octobre, le délégué soviétique aux Nations unies accepte la demande américaine d'exclure de la force d'urgence -en voie d'être constituée-, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité. L'alerte nucléaire du 25 octobre permet de réaliser un compromis qui prend place dans la dialectique des *interactions* écrit Charles Zorgbibe (1980)⁶²³. Les deux superpuissances se placent à leur tour, en situation de menace mutuelle, et passent à la phase de l'alerte nucléaire effective. Les Américains, placent leurs forces sous alerte de niveau III : DefCon III (sur une échelle de V)⁶²⁴. Moscou place ses divisions aéroportées sous alerte maximum (Annexe 160, p. 3, §. 3)⁶²⁵. Les alertes des deux superpuissances répondent, entre autres, à des besoins et à des enjeux stratégiques. Les Américains ont besoin d'effacer l'influence soviétique dans la région, notamment en Égypte. Les Soviétiques ont besoin de protéger ce qu'il reste de leurs intérêts dans la région. Le nucléaire devient alors une scène sur laquelle se joue l'avenir de toute la région. Il pose la règle d'interaction entre les deux superpuissances et clarifie d'avantage le domaine des relations internationales, et ce jusqu'à la chute du mur de Berlin.

La crise de tous les dangers

Charles Zorgbibe (1995)⁶²⁶, souligne que « *les questions essentielles autour de ces trois jours de projectiles politico-stratégiques sont : quelles sont les raisons politiques, de part et d'autre, derrière cette crise entre les deux puissants ? Le Kremlin a-t-il cédé devant la menace d'un conflit nucléaire comme lors de la crise cubaine en 1962 ?* » Washington obtient des renseignements selon lesquels l'Union soviétique prévoit l'envoi d'une force militaire très importante au Moyen-Orient. Nixon donne le feu vert pour mettre en alerte les forces armées. Le Président affirme par la suite que cela a été « la crise la plus difficile que nous ayons connu depuis celle de Cuba en 1962 » Ce sont les événements de la journée du 23 octobre qui déclenchent cette situation de face à face entre Américains et Soviétiques. La III^{ème} armée égyptienne se fait encercler par les divisions israéliennes alors que celles-ci se trouvent à 70 kilomètres du Caire. Après un cessez-le-feu signé la

⁶²³ Charles Zorgbibe, *La Méditerranée sans les Grands*, Paris, PUF, 1980. *Terres trop promises*, Paris, Manufacture, 1981. Ciro E. Zoppo, Charles Zorgbibe, *On Geopolitics – Classic and Nuclear*, Dordrecht, Martinus Nijhoff, 1985.

⁶²⁴ DefCon-5 Normal, peacetime readiness; DefCon-4 Normal, increased intelligence and strengthened security measures ; DefCon-3 Increase in force readiness above normal readiness ; DefCon-2 Further Increase in force readiness, but less than maximum readiness ; DefCon-1 Maximum force readiness.

⁶²⁵ Annexe 160, *Memcon between Kissinger and Huang Zhen*, Department of State. 25 October 1973, 4:45 - 5:25 p. m. Source : National Security Archive, RG 59, Records of the Policy Planning Staff, Director's Files (Winston Lord), 1969-1977. Box 374. China - Sensitive July 1973 - February 1974.

⁶²⁶ Charles Zorgbibe, *Histoire des Relations Internationales*, Paris, Hachette, 1995, tome IV.

veille, les combats reprennent autour du canal de Suez. Les Israéliens font route vers sa rive occidentale. Les Soviétiques qualifient l'action israélienne d'inacceptable. « *C'était la crise* » écrit Henri Kissinger (1982, p. 660)⁶²⁷. Dans un message urgent de la part de Brejnev adressé à Nixon, Moscou parle de "*trahison*" israélienne (Annexe 155)⁶²⁸. Brejnev demande aux Américains de prendre « les mesures les plus décisives, conjointement et sans délai afin d'imposer l'arrêt des hostilités. » Dans l'heure, une réponse quitte Washington pour Moscou, signée par le Président Nixon (Annexe 158)⁶²⁹. « Je tiens à vous assurer, écrit Nixon à son homologue soviétique, que nous assumons une pleine responsabilité dans les efforts visant à obtenir la fin complète des hostilités de la part d'Israël (...) Je vous demande instamment de prendre des mesures semblables en ce qui concerne la partie égyptienne » (H. Kissinger, 1982, p. 662). « *Si vous cherchez une confrontation, il va y en avoir une, elle sera fatale* » déclare Henri Kissinger à l'ambassadeur soviétique à l'ONU. Le jour même, le Président Nixon met en garde le Président Sadate d'une possible confrontation entre les deux puissants sur le sol égyptien. (Annexe 161)⁶³⁰.

La situation d'ensemble est grave. Affolé, Sadate demande aux Américains et aux Soviétiques d'intervenir. Washington refuse l'idée d'envoyer des forces américaines. Moscou, ne peut pas laisser les Israéliens anéantir la III^{ème} armée égyptienne et humilier gravement l'Égypte. Les Américains font clairement comprendre aux Israéliens qu'il y a un seuil à ne pas franchir. Ils lancent aussi un avertissement à Sadate contre toute institutionnalisation de la présence militaire soviétique dans la région (Raymond Garthoff, 1994, p. 425)⁶³¹, (Annexe 161)⁶³². Le message est sans équivoque et c'est aux Soviétiques de tirer les conclusions. Ces derniers montrent des signes d'impatience et renforcent leur présence militaire. Les Soviétiques mettent 4 nouvelles divisions aéroportées en Méditerranée et les placent en état d'alerte. Brejnev fait signifier par la suite à son homologue Nixon, un ultimatum urgent (Raymond L. Garthoff, 1994, pp. 423-428), (Victor Israelyan, 2001, pp. 224-225)⁶³³, (Golan Golan-Gild, 2000, pp. 147-148)⁶³⁴, (Richard Ned Lebow and Janice Gros Stein, 1994, pp. 237-238, et 245-246)

⁶²⁷ Henri Kissinger, *Les années orageuses*, Paris, Fayard, 1982.

⁶²⁸ Annexe 155, *Hotline Messages from Brezhnev to Nixon, 23 October 1973*. Source : National Security Archive, NPMP, HAKO, box 69, Dobrynin/Kissinger Vol. 20 (October 12-November 27, 1973).

⁶²⁹ Annexe 158, *Message from Nixon to Brezhnev, 23 October 1973, sent via hotline*, Source : National Security Archive, NPMP, HAKO, box 69, Dobrynin/Kissinger Vol. 20 (October 12-November 27, 1973).

⁶³⁰ Annexe 161, *Backchannel message from Nixon through Ismail to Sadat, 24 October 1973, dispatched 8:55 p.m., Initialed by Lawrence Eagleburger*. Source : National Security Archive, RG 59, SN 70-73, POL 27-14 Arab-Isr.

⁶³¹ Raymond L. Garthoff, *Detente and Confrontation, American-Soviet Relations from Nixon to Reagan*, Washington, Brookings 1994, 1206 pages.

⁶³² Ibid.

⁶³³ Victor Israelyan in Michel B. Parker, *The October War : A Retrospective*, Florida, University Press of Florida, 2001, 416 pages.

⁶³⁵ . Cet ultimatum est si urgent, que l'ambassadeur soviétique à Washington, Dobrynin le lira par téléphone à Kissinger. La lettre en s'adressant au Président Nixon commence simplement par : *Mister President* (...), « Envoyons de toute urgence en Égypte, U.R.S.S et États-Unis conjointement, des contingents militaires pour assurer le cessez-le-feu. Il est nécessaire d'adhérer sans délai. Je vous dis franchement que si vous estimiez impossible d'agir conjointement avec nous en cette affaire, nous nous trouverions devant la nécessité urgente d'envisager l'éventualité de prendre unilatéralement les décisions nécessaires. Nous ne pouvons autoriser l'arbitraire de la part d'Israël. Je dirais sans détour que, si vous estimez ne pouvoir agir de concert avec nous, nous nous verrions contraints d'urgence, et seuls, de prendre en considération les mesures voulues » (Annexe 162) ⁶³⁶ .

Dans ses mémoires, Henry Kissinger écrit que ce message « était en fait une menace à peine voilée d'intervention soviétique unilatérale. Les mots ne suffisaient pas pour exprimer notre point de vue - nous avions besoin d'action, voire du choc d'une alerte militaire » (H. Kissinger, 1982, p. 666) ⁶³⁷ . Henry Kissinger (2003, pp. 322, 324) ⁶³⁸ , qualifie cet ultimatum comme l'un des défis les plus sérieux lancés à un Président américain par un dirigeant soviétique. Il appelle Anatoly Dobrynin et lui signifie que les Américains étudient la lettre du Kremlin et le dissuade contre toute action précipitée. « C'est une affaire très inquiétante » dit Kissinger à Dobrynin, « ne faites pas pression sur nous. Je tiens à le répéter encore : ne faites pas pression sur nous. Nous réunissons nos gens pour étudier votre lettre. Je voulais simplement que vous sachiez que, si une tentative unilatérale quelconque est prise avant que nous ayons eu la possibilité de répondre, ce sera très sérieux » (H. Kissinger, 1982, p. 676) ⁶³⁹ . C'est le lendemain matin que la réponse officielle de la Maison Blanche apparaît. Nixon adresse une lettre à son homologue Brejnev dans laquelle il écrit. « *Il faut cependant que vous le sachiez : nous ne pourrions en aucun cas accepter une action unilatérale. Ce serait une violation de notre entente, des principes convenus que nous avons signés à Moscou en 1972 et de l'article II de l'Accord sur la prévention de la guerre nucléaire. Comme je l'ai indiqué plus haut, une telle action aurait des conséquences incalculables qui ne seraient avantageuses pour aucun de nos deux pays* » (Annexe 163) ⁶⁴⁰ .

⁶³⁴ Galia Golan-Gild, "The Soviet Union and the Yom Kippur War, Twenty-five years later", in Kumaraswamy, *Revisiting the Yom Kippur War* , 2000, 249 pages.

⁶³⁵ Richard Ned Lebow, Janice Gros Stein, *We All Lost the Cold War* , Princeton, Princeton University Presse, 1994, 566 pages.

⁶³⁶ Annexe 162, *Message from Brezhnev to Nixon, 24 October 1973, received at State Department, 10:00 p. m.* Source : National Security Archive, NPMP, HAKO, box 69, Dobrynin/Kissinger Vol. 20 (October 12-November 27, 1973).

⁶³⁷ Henri Kissinger, *Les années orageuses* , Paris, Fayard, 1982.

⁶³⁸ Henry Kissinger, *Crisis : The Anatomy of Two Major Foreign Policy Crises: Based on the Record of Henry Kissinger's Hitherto Secret Telephone Conversations* , New York, Simon & Schuster, 2003.

⁶³⁹ Henri Kissinger, *Les années orageuses* , Paris, Fayard, 1982.

Menaces et alertes nucléaires

Kissinger, lors d'une conférence de presse, le 25 octobre, déclare que la situation peut aller loin. « Nous possédons, chacun de nous, des arsenaux nucléaires capables d'anéantir l'humanité. Chacun de nous deux a un devoir particulier de veiller à ce que les confrontations restent dans des limites qui ne menacent pas la vie civilisée (...) Nous devons en venir, un jour ou l'autre, à saisir que les problèmes qui divisent le monde aujourd'hui, et ceux que l'on peut prévoir, ne justifient pas la catastrophe sans précédent et sans équivalent que représenterait un conflit nucléaire. » Kissinger conclut son improvisation en déclarant qu'« il est facile de déclencher un conflit, mais, nous devons voir où nous en serions à la fin de celui-ci. » Les analystes et les historiens n'ont pas fini de s'interroger sur la signification de ces déclarations. Dans la capitale américaine, Nixon décide tout d'abord, à la demande de Kissinger, de faire passer les forces américaines -y compris les forces nucléaires- à l'état d'alerte, adressant ainsi un avertissement solennel à Brejnev. « Il était clair que si nous laissons cette situation se prolonger, un affrontement avec les Soviétiques était inévitable » écrit H. Kissinger (1982)⁶⁴¹. Moscou publie une déclaration officielle menaçant Israël des « *plus graves conséquences* » s'il ne mettait pas fin à son agression, et met en alerte ses divisions aéroportées. Le renforcement de la flotte soviétique de la Méditerranée prend un caractère inquiétant, avec l'engagement personnel de Brejnev. Kissinger conclut « nous allons peut-être vers la crise la plus explosive. Nous nous trouvons devant une menace d'intervention soviétique. » C'est le soir du 24 octobre que le NCS, National Council of Security se réunit. Il est présidé par Kissinger, à la place de Nixon. Le Secrétaire d'État Kissinger qualifie les discussions de cette réunion comme l'une des plus approfondies et des plus réfléchies pendant ses années au gouvernement. Durant la nuit, un consensus se dégage, écrit Henry Kissinger (1982). Les Américains placent en état d'alerte les forces armées à DefCon III. C'est l'amiral Moorer qui envoie des ordres à tous les responsables militaires pour que l'alerte soit portée à DefCon III. (L'état d'alerte des forces armées américaines -Defence condition-, est décroissant, depuis DefCon V, jusqu'à DefCon I). Washington pressent que Moscou est sur le point de prendre une grande décision. La Maison Blanche envoie un message à Sadate, en visant le Kremlin. Dans ce message, Nixon demande de mesurer les conséquences d'un affrontement entre les deux puissances (Annexe 161)⁶⁴². « Je vous demande de considérer les conséquences pour votre pays si les deux grandes puissances nucléaires devaient ainsi s'affronter sur votre sol. Je vous demande également de considérer les conséquences, si les forces de l'une des grandes puissances nucléaires étaient engagées militairement sur le sol égyptien. » La réponse soviétique ne se fait pas attendre. Le Kremlin met en état d'alerte effective les éléments

⁶⁴⁰ Annexe 163, Réponse de Nixon à Brejnev, du 25 octobre 1973 ; Source : National Security Archive, NPMP, HAKO, box 69, Dobrynin/Kissinger Vol. 20 (12 octobre-27 novembre 1973).

⁶⁴¹ Ibid.

⁶⁴² Annexe 161, *Backchannel message from Nixon through Ismail to Sadat*, 24 October 1973, dispatched 8:55 p.m. initialed by Lawrence Eagleburger. Source : National Security Archive, RG 59, SN 70-73, POL 27-14 Arab-Isr.

des forces armées est-allemandes. Moscou peut transporter jusqu'à 5000 hommes par jour en Égypte. Washington donne le feu vert aux porte-avions Franklin Delano Roosevelt -alors au large des côtes italiennes-, de se rendre rapidement en Méditerranée orientale pour rejoindre le porte-avions Independence au sud de la Crète. Le porte-avions John F. Kennedy, avec la force tactique d'intervention qui l'accompagne, reçoit l'ordre de passer à toute vitesse de l'Atlantique en Méditerranée. Le 23 octobre 1973, avec la résolution 339 (643), les deux puissants, conviennent d'un renforcement de la résolution 338, appelant Israéliens et Égyptiens à retourner aux positions d'avant le 22 octobre. Kissinger parle alors de l'unité sur le sujet entre Américains et Soviétiques et la résolution est adoptée (Annexe 159)⁶⁴⁴. Le cessez-le-feu voté par le Conseil de sécurité des Nations unies, le 22 octobre (résolution 338), est remplacé par la résolution 339. Cette dernière est renforcée par l'adoption du Conseil de sécurité le 25 octobre, de la résolution 340 qui renouvelle l'appel à un retour aux lignes du cessez-le-feu primitif du 22 octobre. Ces résolutions permettent une sortie honorable aux Soviétiques. Il ne reste plus qu'à négocier le ravitaillement de la III^{ème} armée et le retour aux lignes du 22 octobre. Les Américains font substituer le terme "repli" prévu initialement par celui de "retour", et ordonnent aux Israéliens de revenir sur leurs positions du 22 octobre. La pression sur les Égyptiens encerclés est levée. La III^{ème} armée égyptienne n'est pas détruite. Les négociations israélo-arabes sont immédiatement engagées sous les auspices des deux superpuissances. Les alertes, provoquées par cette crise n'auront pas la même portée que celles de la crise cubaine. La démission du Président Nixon, écrase cet épisode. Les multiples alertes durant cette guerre sont tout de suite noyées dans les eaux du Watergate. « *Confrontés au besoin de récupérer des territoires perdus, les Égyptiens ont fait de leur mieux en 1967 et 1973, pour fermer les yeux sur l'existence probable de la bombe atomique israélienne. De plus, ils sont même allés jusqu'à insister sur le fait que toute nouvelle concernant ce sujet relevait purement et simplement d'une campagne de guerre psychologique menée par Israël* », explique Martin Van Creveld (1998)⁶⁴⁵. Les documents de National Security Council datés du matin du 6 octobre montrent que les Américains n'ont pas tenu compte des signes forts d'une attaque imminente : le départ des ressortissants soviétiques (Annexe 132)⁶⁴⁶. Mais ce document fait déjà des pronostics selon lesquels une attaque arabe est très peu probable et s'il a lieu, il y aurait une défaite majeure des armées arabes. Sadate a aussi fait de son côté ses estimations et ses propres évaluations. Dûment averti, le raïs décide, et malgré tout, de déclencher la guerre. Peut-on dire que Sadate était non dissuadable ? C'est ce que nous allons tenter d'analyser dans la troisième partie de cette thèse. Mais avant de voir comment et

⁶⁴³ Annexe 182, Résolution 339 des Nations unies voté le 23 octobre 1973.

⁶⁴⁴ Annexe 159, *Message from Kissinger to Brezhnev, 23 October 1973, Dispatched from the White House at 5:15 p.m.* Source : National Security Archive, NPMP, HAKO, box 69, Dobrynin/Kissinger Vol. 20 (12 octobre –27 novembre 1973)

⁶⁴⁵ Martin Van Creveld, *La transformation de la guerre*, Paris, Éditions du rocher, 1998.

⁶⁴⁶ Annexe 132, *National Security Council. Memorandum for Secretary Kissinger.* Subject: "WSAG Meeting Middle East, Memorandum from William Quandt and Donald Stukel, NSC Staff, Saturday, October 6, 1973, 3:00 p. m." Source : NPMP, National Security Council Institutional Files, box H-94, WSAG Meeting, Middle East 10/6/73 7:30 pm., folder 1.

pourquoi la dissuasion israélienne n'a pas empêché Sadate de déclencher la guerre, nous allons d'abord analyser dans quel sens s'oriente la doctrine de la dissuasion israélienne avec une politique d'ambiguïté. Cette politique avec le déni officiel est intégrée dans un contexte régional particulier. L'implication de cette politique est visible dès 1960, dans la pensée stratégique des leaders arabes. Ils essaient depuis de la clarifier sans succès. Comment fait-on usage de cette opacité côté israélien et quelles sont les finalités ? Quelles sont les conséquences et les effets sur la réussite et l'échec de la dissuasion ? C'est l'objet de notre deuxième partie de ce travail de recherche consacrée à l'ambiguïté nucléaire israélienne.

Deuxième partie : l'ambiguïté

Chapitre VII : l'ambiguïté

« La dissuasion créée par l'ambiguïté traditionnelle ne fonctionne plus » Ephraïm Sneh, Président du sous-comité de la Défense de la Knesset, 5 août 1998 (⁶⁴⁷).

Les Égyptiens qui, tout en déclenchant la guerre de 1973 ont fermé les yeux sur le nucléaire israélien, ne manquent pas une seule occasion pour notifier que l'existence des armes nucléaires chez leur voisin israélien, présente un danger pour leur sécurité (voir les interviews du Président Moubarak en annexes vidéo). C'est à la veille du 25^{ème} anniversaire de la guerre de 1973, que le Président Moubarak annonce que : « la paix doit être soutenue par la puissance. Les Israéliens veulent monopoliser toutes les armes, les armes nucléaires et les missiles, tout en déniaient aux autres le droit de s'en procurer. » Ces déclarations, publiées par le journal égyptien *Al-Ahram International* du 6 octobre 1998, citent par ailleurs que le Président égyptien, lors d'une interview sur la deuxième chaîne de télévision israélienne, s'étonne de l'inquiétude manifestée par les Israéliens à propos du programme d'armement égyptien. « Sentez-vous une inquiétude ? se demande Moubarak. N'avez-vous pas des armes nucléaires, chimiques et biologiques ?

⁶⁴⁷ Barbara Opal-Rome, "Israel Officials Hint at Cracks in Nuclear Code of Silence," *Defense News*, 14-20 September 1998, p. 6.

N'avez-vous pas des missiles de longue portée ? Qui, de nous ou de vous, doit sentir l'inquiétude ? » D'après Seymour Hersh, en ce qui concerne le cas israélien, il y a des questions qui s'imposent : « *Le monde peut-il se permettre de prétendre qu'Israël n'est pas une puissance nucléaire seulement parce que cela soulèvera des débats difficiles ? L'État hébreu, qui se repose sur un soutien moral et matériel des États-Unis, continuera-t-il à jamais, de bénéficier de 2 poids 2 mesures par rapport aux autres pays comme l'Inde, le Pakistan, la Corée du nord* ⁶⁴⁸ *, l'Irak* ⁶⁴⁹ *ou encore l'Iran* », se demande dans *The Samson option*, Seymour Hersh (1991) ⁶⁵⁰. L'environnement des années 50 n'est plus celui de l'an 2000. Certains défis sont nouveaux. Israël a su faire face aux défis des années 50, 60, 70, ainsi qu'à ceux des années 80. La fin de millénaire apporte d'autres défis non prévus et face auxquels les armes nucléaires israéliennes sont impuissantes, comme les groupuscules armés qui remettent en question la doctrine nucléaire israélienne. C'est ce qui procure un sentiment de frustration en Israël. Dans ce cas bien précis, Israël est, selon Jean-Paul Joubert, une puissance frustrée. Pour s'adapter aux nouveaux changements les Israéliens apportent des retouches à leur politique. C'est le cas pour les différentes étapes de retrait du Tsahal. Ariel Sharon, en mai 2004, demande à son parti (le Likoud), de voter son plan de retrait de Gaza. Le référendum a lieu au sein du parti et son plan est rejeté, mais cinq mois après, c'est la Knesset qui, avec le soutien du parti travailliste et de Shimon Pérès, vote et adopte le plan de retrait le 26 octobre 2004.

Quatre ans auparavant, le travailliste Ehud Barak, et avant l'heure, décide de retirer les troupes de Tsahal du sud Liban. Ce retrait prématuré de l'armée israélienne du sud Liban en 2000, et précipitamment six semaines avant la date fixée avec les Nations unies, laisse planer des questions sans réponses sur les capacités des Israéliens à faire face aux nouveaux défis du troisième millénaire -surtout l'avenir de la présence des forces syriennes au Liban-. Ces changements apportent des questions nouvelles. Des questions restent sans réponses en référence aux symboles, et aux mythes de l'État hébreu, bâti il y a plus de 50 ans. C'est ce qui a été idéaliste et certains, comme Mark A. Heller (2000) ⁶⁵¹, n'hésitent pas à qualifier la doctrine nucléaire israélienne de « *probablement naïve*. » Le

⁶⁴⁸ Selon le rapport de la CIA publié le 19 avril 2001, la Corée du nord possède une ou deux bombes atomiques. Dans un discours à l'Université du Texas, le directeur adjoint de la CIA M. John McLaughlin a annoncé que Pyongyang a fabriqué l'arme nucléaire dans l'usine nucléaire Yongbyon malgré un accord signé en 1994 qui prévoyait l'arrêt de l'activité de cette usine. L'Inde et le Pakistan se sont déclarés comme puissances nucléaires suite aux tests mutuels en mai et juin 1998.

⁶⁴⁹ Le pentagone étudiait en avril 2001, deux ans avant la guerre contre l'Irak en mars 2003, des moyens éventuels, y compris nucléaire, de percer des bunkers souterrains contenant, selon Washington, des arsenaux d'armes chimiques ou bactériologiques. Cette étude, selon la Fédération des scientifiques américains (FAS), organisme favorable au désarmement, devait être présentée au Congrès le 1^{er} juillet 2001. Cette information avait été rendue publique par le porte-parole du Pentagone le lieutenant-colonel Steve Campbell le 17 avril 2001. La guerre contre l'Irak a lieu et ses bunkers n'ont jamais été trouvés.

⁶⁵⁰ Seymour M. Hersh, *The Samson Option: Israel's Nuclear Arsenal and American Foreign Policy*, New York, Random House, 1991, 354 pages.

⁶⁵¹ Mark A. Heller, *Assessing the israeli-palestinian balance of power*, Strategic Assessment, Vol. 3, N. 2, août 2000.

troisième millénaire apporte de nouveaux défis alors qu'Israël est doté de l'arme nucléaire et des techniques les plus avancées sur le plan militaire, y compris des satellites d'espionnage et des missiles. Les nouveaux changements imposent aux Israéliens une nouvelle ligne politique et sécuritaire ainsi qu'un changement dans la société israélienne elle-même. Les experts militaires s'interrogent sur la possibilité de l'usage militaire des armes de destruction massive dans la région y compris les armes nucléaires. Un geste suicidaire qui aboutirait à un usage de la bombe peut-il se produire un jour dans la région ? Dans une région où quatre guerres ont opposé Israéliens et Arabes, une cinquième guerre régionale n'est pas exclue. Sera-t-elle nucléaire ? Le Président Mubarak, dans une interview en (1998)⁶⁵², explique qu'« *il n'y a pas lieu d'avoir une nouvelle guerre dans la région, mais pour garantir la paix, il faut une force. Je dis aux Israéliens que leur arrogance de force, et l'allusion à la guerre est dangereuse.* » Dans une petite région, avec une proximité géographique très close, l'usage de l'arme nucléaire touchera aussi bien utilisateurs que destinataires. C'est ce qui renvoie à la pensée de John Mueller (1988)⁶⁵³, qui avance l'idée selon laquelle l'arme nucléaire est, dans ces conditions, une arme obsolète. D'autres, comme l'école néo-réaliste, avancent l'idée selon laquelle il faut plus d'armes nucléaires dans la région afin de garantir la stabilité régionale. C'est la pensée de Kenneth Waltz et son école néo-réaliste qui tendent à dire "*More is Better*". La diffusion des armes de destruction massive au Moyen-Orient paraît inéluctable à long terme, et que les implications de cette diffusion, semblent être extrêmement préoccupantes pour la stabilité régionale (Michel Fortman, 1993).

Le continuum sécurité/insécurité est un jeu de vases communicants. Plus de sécurité chez l'un, implique baisse de sécurité chez l'autre. La nouvelle logique régionale et depuis les multiples accords de paix, a changé la logique d'armement. Elle devient celle d'une course à l'armement basée sur l'acquisition des techniques de combat et de la dernière technologie militaire. De ce point de vue, aussi bien Arabes qu'Israéliens, les forces se sont équilibrées. Les armées arabes se sont modernisées et dispose de la technologie de pointe dans ce domaine. La supériorité militaire israélienne n'est plus comme ce qui était le cas, il y a quelques décennies. Cette logique rejoint celle qui façonnait la relation entre Américains et Soviétiques durant la guerre froide : celle de la peur d'une éventuelle agression. L'armement devient alors le seul garant de la perception stabilisatrice, pour l'un et l'autre des systèmes dans la région, note A. H. Cordesman (1984)⁶⁵⁴.

Pourquoi garder l'opacité ?

La guerre des Six jours modifie la carte géopolitique de la région. Les Américains ont la certitude que les Israéliens non seulement possèdent la bombe mais qu'ils ont équipé des missiles avec des têtes nucléaires. Le silence de Washington se met en place et accompagne l'administration Johnson lors de la signature du traité de non-prolifération

⁶⁵² Dans une interview publiée par le journal gouvernemental *Al-Ahram International* du 29 septembre 1998.

⁶⁵³ John Mueller, *Retire at from Doomsday : The Obsolescence of Major War*, New York, Basic Books, 1988, 325 pages.

⁶⁵⁴ Anthony H. Cordesman, *The Gulf & the West*, London, Westview Press, 1984, 526 pages.

des armes nucléaires en 1968. Dans un des rares articles de presse, Hedrick Smith écrit, en juillet (1970)⁶⁵⁵, dans le *New York Times*, que Washington savait que les Israéliens avaient développé la bombe nucléaire. C'est l'ère post-1967, qu'apporte ce que Avner Cohen (1998)⁶⁵⁶ appelle *une nouvelle constellation* de facteurs politiques : intérieure, régionale et internationale. Ces facteurs favorisent le passage vers l'opacité. Le facteur extérieur le plus important est l'avènement du TNP. Sur le plan intérieur, il y a des changements à la fois techniques et politiques. Le passage vers une opacité nucléaire est imposé par une pression technologique et bureaucratique, et non pas par un choix politique comme c'est le cas pour l'ambiguïté, qui pour de longues années est un choix stratégique.

Le changement de leadership à la fois en Israël et aux États-Unis devient un facteur visible pour l'élite israélienne. Sous le gouvernement Eshkol, tous les composants requis pour l'option nucléaire sont en place. Il est devenu très délicat et sensible pour le Premier ministre Levi Eshkol jusqu'à sa mort en février 1969, de prendre une décision politique à ce sujet. Le projet reste entouré de secret combiné d'incertitude en ce qui concerne sa mission à long terme et son avenir. Golda Meir qui succède à Levi Eshkol en 1969, garde les choses en place. À Washington c'est l'époque où Nixon succède à Johnson. Richard Nixon ne veut pas savoir, il y a la guerre du Vietnam et puis les scandales de Watergate ne tardent pas à arriver. Le régime de l'opacité s'installe et cela convient parfaitement à l'administration Nixon et conforte la ligne de *no decision* des administrations précédentes. Sur le plan intérieur, le conflit de 1967, donne une dimension nouvelle à l'arme nucléaire israélienne. Trois jours avant le déclenchement des hostilités, le 2 juin 1967, Moshe Dayan succède à Levi Eshkol au portefeuille de la Défense alors que cette fonction est, durant des années, associée aux fonctions du Premier ministre. Le nouveau ministre de la Défense lorsqu'on le briefe sur la bombe israélienne dit à son interlocuteur que « rien ne sera plus comme avant, il n'y a plus besoin de tout cela », écrit Moshe Dayan (1965)⁶⁵⁷. À la sortie de la guerre de 1967, Dayan opte pour un changement de la posture nucléaire israélienne. Deux jours après la fin de la guerre, le *New York Times* (⁶⁵⁸), citant ce qu'il appelle des sources autorisées à Tel-Aviv, écrit que « la prochaine étape militaire majeure sera peut-être la fabrication de la bombe atomique » (*New York Times*)⁶⁵⁹. La publication de cet article fait surgir de nombreuses questions et on se demande si tout cela n'est pas orchestré par Tel-Aviv. Le rôle de la censure militaire n'est pas pour autant clair et la presse britannique ne relaye pas l'affaire. On ne trouve pas de trace de cette information du côté canadien non plus. Le jour même, le département d'État américain nie toute volonté de la part des Israéliens de développer la bombe atomique. À Tel-Aviv, des

⁶⁵⁵ Hedrick Smith "US assumes the Israelis have A-bomb or its parts" *New York Times*, 18 juillet 1970.

⁶⁵⁶ Avner Cohen, *Israel and the Bomb*, New York, Columbia University Press, 1998.

⁶⁵⁷ Moshe Dayan, *Diary of the Sinai Campaign*, London, Weidenfeld & Nicholson, 1965.

⁶⁵⁸ "Israël envisage la fabrication de la bombe atomique" est le titre de l'article publié par le *New York Times* du 14 juin 1967.

⁶⁵⁹ Ibid.

sources informées font savoir que l'État hébreu entend bien prendre des décisions formelles en vue de rejoindre le club nucléaire dès qu'un accord de paix sera signé entre Israël et ses voisins. C'est à partir de cette date que les Israéliens sont confortés dans leur jeu de rôle hautement bénéfique de l'ambiguïté.

Le jeu de langage se met en place et Tel-Aviv cherche à trouver les formules pour faire savoir sans rien dire. Dans l'article du journal *New York Times*, on trouve une référence à la volonté israélienne d'avant la guerre de 1967. Les Israéliens font alors savoir qu'ils se sentent dans l'obligation de ne plus accepter les garanties sécuritaires extérieures. Pour cela, il leur faut la bombe atomique pour se protéger contre les menaces des Arabes. Quelques semaines plus tard, le magazine *Newsweek* relève le sujet. Citant des sources civiles à Tel-Aviv, le *Newsweek* écrit en juin (1967)⁶⁶⁰, que les scientifiques israéliens ont reçu le feu vert pour développer la bombe atomique et opter pour la dissuasion nucléaire. La bombe sera prête dans un an titre à son tour le journal *Haaretz* (en hébreux, en juillet (1967)⁶⁶¹. Le chemin est trouvé vers le langage du double jeu et c'est l'ambiguïté.

Se déclarer ou non ?

Avner Cohen, (1998)⁶⁶², observe que la politique nucléaire israélienne est particulière. L'ambiguïté permet au pays de maintenir un monopole nucléaire dans le Moyen-Orient tout en évitant les responsabilités politiques liées à la possession déclarée des armes nucléaires. Emily Landau (1998)⁶⁶³, considère que, depuis 1990-91 et depuis la guerre du Golfe, le développement le plus significatif en Israël est que la posture nucléaire israélienne se place au centre d'un débat public. D'après Landau, c'est un des effets de la guerre contre l'Irak en 1991. Mais, E. Landau, note que les exigences incessantes de la part des Égyptiens, lors de la signature du TNP en 1995, jouent aussi un rôle dans ce changement. C'est l'idée du Caire de créer une zone exempte d'armes de destruction massive qui prend chemin depuis 1995, (Mohammed Shaker, 1998)⁶⁶⁴. C'est l'époque durant laquelle Shimon Pérès, alors Premier ministre déclare : « *donnez moi la Paix et je renonce à l'Atome.* » (P. R. Kumaraswamy, 1995)⁶⁶⁵.

Josef Fitchett (1997)⁶⁶⁶, dans un article publié par *The International Herald Tribune*, explique que c'est en réponse aux efforts des Iraniens d'acquiescer des armes de

⁶⁶⁰ "An A-bomb for Israel", *Newsweek*, 17 juillet 1967.

⁶⁶¹ *Haaretz*, le 21 juillet 1967.

⁶⁶² Avner Cohen, *Israel and the bomb*, New York, Columbia University Press, 1998.

⁶⁶³ Emily Landau, "Change in Israeli Nuclear Policy ?" *Strategic Assessment* Vol 1, N° 1, (March 1998).

⁶⁶⁴ Mohammed Shaker, "Zones exemptes d'armes nucléaires", in *Journée d'études, Le droit international des armes nucléaires*, Paris, A. Pedone, 1998, 206 pages.

⁶⁶⁵ P. R. Kumaraswamy, "Egypt needs Israel", *The Bulletin of Atomic Scientists*, Vol. 51, N. 3, mars/avril 1995.

destruction massive, que le débat autour de l'arme nucléaire israélienne voit le jour. Serge Schmemmann (1998)⁶⁶⁷, pense que la politique de l'ambiguïté nucléaire parvient à créer un climat de dissuasion sans avoir les contraintes d'un statut de puissance déclarée qui incomberait des sanctions contre l'État hébreu. Si d'autres États dans le Moyen-Orient acquièrent les armes nucléaires, Israël pourrait changer sa politique d'ambiguïté suivie depuis longue date et se déclarer comme une puissance nucléaire. Mais une telle décision pourrait motiver les pays arabes et l'Iran pour acquérir ou augmenter leurs produits chimiques et armes biologiques (⁶⁶⁸). La guerre de 1967 a bien démontré aux israéliens que l'ambiguïté peut servir la doctrine de la dissuasion israélienne. Benyamin Netanyahu (1995)⁶⁶⁹. Tel-Aviv conclut que l'ambiguïté a des avantages qui dépassent largement les inconvénients. Les Israéliens apprennent à jouer le double jeu envers Washington. Mais, le refus de signer le TNP en 1968, soulève un lourd poids sur l'ambiguïté israélienne. La troisième et dernière visite de Dimona a lieu en juillet 1969. Le rapport de cette visite montre la frustration des experts qui considèrent que leur visite était guidée et ne peut être appelée une réelle visite d'inspection. Les membres demandent un appui de l'administration Nixon pour un accès correct au site, pour mener un vrai travail d'inspection -notamment l'accès aux documents-, et pouvoir discuter avec les ingénieurs israéliens.

Le rapport note bien le manque de soutien de la part de l'administration pour un réel travail d'inspection (Annexe 108, §. 3)⁶⁷⁰. Les visites sont intégrées dans la nouvelle ligne de coopération conclue entre le Président Nixon et Golda Meir. C'est lors de la visite du Premier ministre israélien Meir à Washington, le 25 septembre 1969, que ces accords sont scellés. Il n'y aura alors plus aucune visite américaine du site de Dimona. Les trois articles de presse parus en l'espace d'un mois et juste après le conflit de 1967 (*New York Times*, *Newsweek* et *Haaretz*), laissent à penser que cette crise allait forcer les Israéliens à changer de politique. Mais, l'État hébreu se cache derrière le fait que ces informations sont fausses et non-fondées.

Jusqu'en 1968, -année de la signature du TNP-, l'ambiguïté est alors suivie. Le TNP vient pour confirmer que les Israéliens entendent suivre cette voie et ne pas signer le traité. Les élections américaines de 1968, permettent à Levi Eshkol de penser qu'il peut encore attendre un peu avant de s'engager et prendre une décision. Gerald M. Steinberg,

⁶⁶⁶ Joseph Fitchett, "Israeli Reaction to Iran's Buildup Is Heightening Nuclear Fears in Mideast", *International Herald Tribune*, 19 décembre 1997.

⁶⁶⁷ Serge Schmemmann, "Israel Clings to Its 'Nuclear Ambiguity'", *New York Times*, 21 juin 1998, p. 6.

⁶⁶⁸ Pour les détails des stocks d'armes dans le Moyen-Orient, voir : Michael Barletta, Erik Jorgensen, "Weapons of Mass Destruction Capabilities in the Middle East", in CNS Fact Sheet Series on WMD the Middle East, *Monterey Institute of International Studies*, mai 1998.

⁶⁶⁹ Benyamin Netanyahu, *Paix et sécurité*, Paris, L'Archipel, 1995, 183 pages.

⁶⁷⁰ Annexe 108. *Memorandum of Conversation*, Department of State, *Subject : 1969 Dimona visit*. Source : National Security Archive, 13 août 1969.

directeur du centre *Conflict Resolution* à l'université Bar-Ilan, pense qu'Israël est peu susceptible de reconnaître ouvertement ses capacités en effectuant des essais nucléaires. Il note que depuis les années 60, les gouvernements israéliens, les partis politiques, les idéologies très diverses ont honoré les engagements d'Israël envers les États-Unis. Depuis l'essai indien, puis l'essai pakistanais, en 1998, la scène nucléaire internationale a changé d'aspect. C'est en contraste avec le seul essai indien en 1974 et appelé *pacifique*, que les Pakistanais mené six ou sept essais entre-temps. Le résultat est que l'Inde et le Pakistan, qui suivaient une politique nucléaire ambiguë, sont devenus des puissances nucléaires de facto. Le nombre de puissances augmente. On en compte 7 au lieu de 5. L'équilibre installé depuis 1964, -année où la Chine s'impose comme puissance aux quatre existantes-, est ébranlé. Gerald Steinberg (1998)⁶⁷¹, se demande si l'Iran et l'Irak seront les prochains candidats à devenir des puissances nucléaires. Depuis l'occupation des forces américaine en Irak en 2003 (⁶⁷²), la Corée du Nord compte parmi les puissances nucléaires du Sud-Est asiatique. La prolifération est en marche.

Les bénéfices du déni

Pourquoi Israël nie toujours le fait d'avoir des armes nucléaires ? La question est posée au Président Herzog en 1995, lors d'une conférence de presse. Il répond « qui dit que nous les avons ? » Les questions pressent et le Président israélien répond à une autre question : avez-vous des armes nucléaires ? « La réponse est non », répond M. Herzog. D'après Emily Landau (1998)⁶⁷³, le changement vers une politique nucléaire explicite serait inutile et indésirable au stade actuel pour les raisons suivantes : la politique de négation suivie par les gouvernements successifs a permis aux décideurs israéliens de laisser leurs voisins dans le flou, et en même temps d'éviter une suspension de l'aide américaine. Pour certains, le consensus fonctionne entre Tel-Aviv et Washington, le premier nie et le deuxième ne dit rien : le débat n'a pas raison d'être et cela marche. Malgré l'ambiguïté, la pensée stratégique des États arabes intègre et prend en compte que les Israéliens possèdent les armes nucléaires et qu'ils peuvent s'en servir lors d'une situation de dernier recours. Prouver que la dissuasion a réussi est une affaire difficile empiriquement, (les raisons d'échec de la dissuasion sont nombreux), il semblerait que l'effet préventif de la politique israélienne de l'ambiguïté nucléaire a jusqu'ici réussi, écrit Josef Fitchett (1997)⁶⁷⁴. Un changement de la politique d'ambiguïté serait interprété comme une escalade de défis nucléaires augmentant inutilement et dangereusement des tensions régionales. La question de la prolifération monte à la surface dans le monde

⁶⁷¹ Gerald M. Steinberg, "Assessing the Impact of the Indian and Pakistan Nuclear Tests on the Middle East," *Jerusalem Letter/Viewpoints*, N° 386, *Jerusalem Center for Public Affairs*, 15 juillet 1998.

⁶⁷² La guerre contre l'Irak est principalement, selon Washington, motivée par le programme nucléaire irakien. Depuis la fin de la guerre en avril 2003, les forces d'occupation américaine en Irak n'ont pas pu prouver que Saddam Hussein suivait un programme nucléaire militaire. En pleine crise irakienne, la Corée du nord s'est de son côté prononcée en tant que pays nucléaire et selon les spécialistes, Pyongyang détient déjà trois bombes nucléaires.

⁶⁷³ Emily Landau, "Change in Israeli Nuclear Policy ?" *Strategic Assessment*, Vol 1, N° 1, (March 1998).

entier, et en Israël un débat public autour de l'arme nucléaire s'intensifie. D'abord en mai puis en juillet 1998. En mai, lorsque le Pakistan procède à deux essais nucléaires : le premier le 28 et le second deux jours après, le 30 mai 1998. Trois semaines plus tôt, le 11 mai 1998, l'Inde procédait à un essai nucléaire (⁶⁷⁵). En juillet 1998, lorsque l'Iran procède à un test du Shihab-3, un missile balistique capable de frapper Israël. L'État hébreu craint qu'en plus de l'Inde et du Pakistan, d'autres pays dans le Moyen-Orient comme l'Iran puissent être encouragés à développer les armes nucléaires. Jusqu'en 2003, l'Irak, avant l'occupation américaine, était considéré comme une menace plus forte que l'Iran.

Shai Feldman (1998) ⁶⁷⁶ , explique qu'Israël ne peut suivre l'exemple pakistanais et conduire un essai nucléaire, pour des raisons de coûts et de bénéfices. Les coûts d'un tel essai sont beaucoup trop élevés pour Israël par rapport aux bénéfices. Lorsque Shimon Pérès déclare qu' « *Israël a bâti son option nucléaire non pas pour avoir Hiroshima mais plutôt pour avoir Oslo* », il ajoute lors de sa visite en Jordanie à la mi-juillet 1998, « *nous pensons que les raisons pour lesquelles Israël s'est fait attaqué cinq fois sans aucune provocation ont eu lieu car certains de nos voisins ont pensé qu'ils pourraient nous maîtriser.* » Pérès aborde alors la question de la dissuasion israélienne et ajoute « *nous avons voulu créer une situation dans laquelle cette tentation (d'attaques) n'existerait plus. Je pense que sans elle (l'arme nucléaire), nous n'aurions pas eu les accords* » (Annexe 183) ⁶⁷⁷ .

Discours officiels

Pour mieux comprendre et évaluer la stratégie d'ambiguïté nucléaire de l'État hébreu, il est important de dépasser le discours officiel et de s'interroger sur les objectifs politiques et militaires d'une telle stratégie. Des auteurs comme Albert Legault et Michel Fortman (1993 p. 431 et s) ⁶⁷⁸ , s'entendent sur onze fonctions que les armes nucléaires peuvent remplir ou ont déjà rempli pour Israël. Parmi elles, on trouve : dissuader les pays arabes de se nucléariser, dissuader l'URSS, le Pakistan ou l'Iran d'intervenir dans les conflits opposant Arabes et Israéliens, avoir une arme de dernier recours, inciter les Arabes à adopter un comportement plus modéré, ou encore être un instrument de *marchandage* avec d'autres États. Albert Legault et Michel Fortman (1993) ⁶⁷⁹ , soulignent qu'il serait probablement erroné de percevoir l'arsenal israélien comme une simple force de

⁶⁷⁴ Joseph Fitchett, "Israeli Reaction to Iran's Buildup Is Heightening Nuclear Fears in Mideast", *International Herald Tribune*, 19 décembre 1997.

⁶⁷⁵ The Canadian CTBC National Data Center et Canadian National Seismograph Network.

⁶⁷⁶ Shai Feldman, "The Nuclear Test in South Asia: Implications for the Middle East," *Strategic Assessment*, Vol. 1, N. 2, Juin 1998.

⁶⁷⁷ Annexe 183, "Peres Admits Israeli Nuclear Capability", *Israel Special Weapons News* 1998, (IsraelWire-7/14), July 14, 1998, 8:13 a.m. Voir aussi : *Jerusalem Post Daily*, Internet Edition, 14 juillet 1998.

⁶⁷⁸ Albert Legault & Michel Fortman, *Les conflits dans le monde*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1993.

dissuasion.

D'après Paul H. Nitze (1975, p. 77)⁶⁸⁰, la taille et la diversité de l'arsenal israélien laissent entendre qu'il pourrait être utilisé dans le cadre d'une multiplicité de scénarios, à la fois tactiques ou stratégiques et qu'il est, par conséquent, d'ores et déjà intégré au planning opérationnel des forces israéliennes de Défense. D'après Shai Feldman (1995)⁶⁸¹, l'arsenal nucléaire israélien, pose la question relative à la raison qui pousse les décideurs israéliens, du Likoud comme du camp des Travailleurs, de continuer à suivre une politique fermement imprégnée de l'ombre de l'ambiguïté. Dans ses mémoires, Shimon Pérès, (1995)⁶⁸², en parlant de la période qui a précédé la guerre de juin 1967, écrit : « ma contribution durant cette période dramatique est quelque chose que je ne peux écrire ouvertement pour des raisons de sûreté de l'État. Dès que Moshe Dayan a été nommé ministre de la Défense, je lui ai soumis un certain nombre de propositions qui ont eu pour objectif de dissuader les Arabes et de prévenir la guerre. » Avner Cohen, (1996)⁶⁸³, prend cet exemple comme appui pour expliquer que les propositions de Pérès ne sont que la démonstration de sa conviction profonde d'une politique nucléaire de dissuasion envers les Arabes. Israël est incontestablement, explique Marcel Duval (1999)⁶⁸⁴, doté d'un arsenal nucléaire. Bien que non officialisé comme tel, on le crédite en effet d'une centaine de têtes nucléaires et à peu près du même nombre de missiles balistiques, d'une portée pouvant aller jusqu'à 1 500 kilomètres. En plus de ses capacités de grande portée, Israël met en orbite, entre 1990 et 2002 (⁶⁸⁵), plusieurs satellites d'espionnage. Seymour M. Hersh (1991)⁶⁸⁶, précise que le fait qu'Israël détient l'arme nucléaire ne surprend plus personne. La question est comment l'État hébreu l'a acquise et comment Washington a œuvré pour éviter de faire face à ce problème durant près de 50 ans. Mais, si Israël, selon la ligne officielle, ne sera jamais le premier à nucléariser le Moyen-Orient, il n'attendra pas non plus pour être le dernier, selon les déclarations officielles.

Évoquer la bombe israélienne

⁶⁷⁹ Ibid.

⁶⁸⁰ Paul H. Nitze, "Deterring Our Deterrent", *Foreign Policy* 25, hiver 1975, p. 77.

⁶⁸¹ Shai Feldman, "The final option, New clouds over Israel's nuclear program", *The International Jewish Monthly*, Mars 1995.

⁶⁸² Shimon Pérès. *Battling for Peace : A Memoir*, New York, Random House, 1995.

⁶⁸³ Avner Cohen, "Peres : Peacemaker, Nuclear Pioneer", *Bulletin of Atomic Scientists*, Vol. 52, N°3, mai/juin, 1996.

⁶⁸⁴ Marcel Duval, "L'Europe est-elle menacée par la prolifération ?", *Défense nationale*, N° 7 juillet 1999.

⁶⁸⁵ Essai échoué en 1990, le lancement réussi a lieu en 1995 et le satellite Ofeq 5 est lancé le 28 mai 2002 avec le lanceur Shavit LK-A, un dérivé du missile Jericho 2.

⁶⁸⁶ Seymour Hersh, *The samson Option*, New York, Random House, 1991, 354 pages.

Seul pays détenteur de la bombe atomique au Moyen-Orient, Israël n'accepte pas l'idée d'un accord visant à éliminer ou à démanteler ses armes nucléaires, car il ne les a pas encore introduites dans la région, écrit Avner Cohen (1993)⁶⁸⁷. Cela guide la politique israélienne et oriente celle de Washington en ce qui concerne la prolifération nucléaire dans la région. C'est ce que les journalistes britanniques, Andrew et Leslie Cockburn, (1991)⁶⁸⁸, appellent *dangerous liaison*. Le 5 octobre (1998)⁶⁸⁹, et à l'occasion du 25^{ème} anniversaire de la guerre de 1973, le Président égyptien Housni Moubarak déclare, dans le journal libanais *Al-Hayat*, que son pays « peut rejoindre le club nucléaire (...) Si le temps de besoin d'armes nucléaires arrivait, là nous n'hésiterions pas (...) Je dis si nous devons, car cela est la dernière chose à laquelle nous pensons, mais, nous ne pensons pas maintenant rejoindre le club nucléaire. Dans le monde arabe, c'est immédiatement après la fin de la guerre d'octobre 1973, que les allusions au problème du nucléaire israélien commencent à se multiplier. C'est par les écrits du chroniqueur égyptien Mohammad Hassanein Heikal, dans le quotidien gouvernemental *Al-Ahram*, que la question est sérieusement prise en compte par les Égyptiens. Heikal, proche et conseiller de Nasser, et ex-ministre de l'Information, publie alors une série d'articles dans *Al-Ahram* tournant autour d'une idée centrale : la défaite israélienne durant le conflit en 1973. Il incite Israël à se reposer davantage encore sur ses armements nucléaires. Parallèlement, un des officiers du renseignement syrien à la retraite, Mohammad Ayoubi développe une ligne similaire dans les colonnes du journal libanais *Al-Hayat* vers le milieu de l'année 1974. Ayoubi, écrit de son côté que l'État hébreu perd sa confiance dans ses armements conventionnels et tire la leçon en faisant recours aux armes chimiques, biologiques et nucléaires en cas de nouvelles confrontations. L'arsenal israélien devient plus visible et pris en considération dans le monde arabe et ainsi intégré dans une conception de possible confrontation future entre Arabes et Israéliens.

La politique d'ambiguïté des gouvernements israéliens n'a pas forcément caché les armes nucléaires aux pays arabes. C'est ce qui soulève la curiosité des observateurs et des chercheurs. Amnon Kapeliouk (1999)⁶⁹⁰, est parmi ceux qui se pose des questions à propos de cette ambiguïté. Il se demande qui décide de cette politique ? Comment traite-t-on les déchets ? Quels sont les problèmes de sécurité liés à l'utilisation d'un réacteur vieux de quarante ans ? A-t-on vraiment besoin du nombre d'engins que possède Israël ? Quel est le coût d'une telle entreprise ? Kapeliouk s'étonne aussi de la docilité d'une opinion publique qui ne se pose pas ces questions, et s'étonne également du fait que le pouvoir israélien se garde bien d'apporter la moindre réponse ou explication. Shai Feldman (1995)⁶⁹¹, explique que l'ambiguïté israélienne fonctionne bien quant à la

⁶⁸⁷ Avner Cohen, "A sacred matter", *The Bulletin of American Scientists*, juin 1993.

⁶⁸⁸ Leslie & Andrew Cockburn, *Dangerous Liaison: The Inside Story of the US-Israeli Covert Relationship*, New York, HarperCollins, 1991, 416 pages.

⁶⁸⁹ *Al-Hayat*, 05 novembre 1998 ; dans la même édition, on lit aussi que le Président Moubarak explique que « l'acquisition des matériels d'armes nucléaires est devenu très facile et qu'on peut l'acheter. »

⁶⁹⁰ Amnon Kapeliouk, "Désarmement ou prolifération ?, Israël assume "sa bombe" *Le Monde Diplomatique* de février 1999.

stratégie que l'État hébreu adopte à l'égard de ses voisins. Cela consiste à rester secret au sujet de son arsenal nucléaire et à empêcher ses voisins de prendre ce prétexte pour développer leur propre arsenal nucléaire. D'après Feldman, cette stratégie permet aux Israéliens de garder son option nucléaire ouverte. Il peut aussi montrer à ses voisins qu'une menace de l'État hébreu peut avoir des conséquences nucléaires. Mais, ces calculs dissuasifs ne sont pas les bons car, explique Janice Gross Stein, (1985)⁶⁹², les Égyptiens, face à la dissuasion israélienne, ont su transformer la perception de faiblesse qu'avaient les Américains et les Israéliens à leur égard, en un avantage pour mener une guerre et employer la force en octobre 1973. En d'autres termes, avant la guerre de 1973, les Israéliens, considéraient que la dissuasion conventionnelle était réussie et que les Égyptiens ne pouvaient pas reprendre le Sinaï par la guerre. Cette conception se'est montrée fautive et au contraire, a motivé le Caire à défier cette stratégie dissuasive. De plus, Égyptiens et Syriens ferment les yeux sur les capacités nucléaires israéliennes et se lancent dans le brouillard de la guerre.

Si l'ambiguïté israélienne a jusqu'alors atteint son but en permettant à l'État hébreu de ne pas déclarer son arsenal tout en bénéficiant du statut de puissance nucléaire, l'environnement actuel, depuis la guerre du Golfe en 1991, et celle contre l'Irak en 2003, impose d'autres contraintes. Depuis, Téhéran se montre déterminé à acquérir la technologie nucléaire et Israël entre dans une phase différente de celle qui a structuré sa stratégie durant les quatre dernières décennies. Les Israéliens vont devoir faire des choix. Entre l'âge des sous-marins, fabriqués en Allemagne et celui des missiles *Hetz* de longue portée, la question ne se porte plus sur le fait de déclarer ou non les armes nucléaires. La question qui se pose en Israël est celle relative à la mise en place d'une stratégie de *seconde frappe*. Il faudrait alors passer à la visibilité. C'est ce qui remettrait en question la politique d'ambiguïté (Martin Van Creveld, 1998)⁶⁹³, (Devin Hagerty, 1997)⁶⁹⁴, (Kenneth Waltz, 1997)⁶⁹⁵, (Alex Arbatov, 1997)⁶⁹⁶, (Michael J. Mazarr, 1997)⁶⁹⁷, (Michael Brown, 1997)⁶⁹⁸ (Bruce Blair, 1997)⁶⁹⁹, (David Kay, 1997)⁷⁰⁰, (Michael Weeler, 1997)⁷⁰¹ et (Keith Payne, 1997)⁷⁰².

⁶⁹¹ Shai Feldman, "The final option, New clouds over Israel's nuclear program", *The International Jewish Monthly*, Mars 1995.

⁶⁹² Janice Gross Stein, Robert Jervis, Richard Ned Lebow, *Psychology and Deterrence*, Baltimore, The John Hopkins University Press, 1985.

⁶⁹³ Martin Van Creveld, *La transformation de la guerre*, Paris, Editions du rocher, 1998.

⁶⁹⁴ Devin Hagerty, *Virtual Nuclear Deterrence and the Opaque Proliferation*, London, Macmillan Press, 1997.

⁶⁹⁵ Kenneth Waltz, *Thoughts on Virtual Nuclear Arsenal*, London, Macmillan Press, 1997.

⁶⁹⁶ Alex Arbatov, *Virtual Arsenals: A Russian View*, London, Macmillan Press, 1997.

⁶⁹⁷ Michael J. Mazarr, *Nuclear Weapons in a Transformed World. The Challenge of Virtual Nuclear Arsenals*, London, Macmillan Press, 1997.

⁶⁹⁸ Michael Brown, *Nuclear Doctrine and Virtual Nuclear Arsenal*, London, Macmillan Press, 1997.

Israël, qui s'est échappé à la politique américaine contre la prolifération, avec la visibilité nécessaire pour la prochaine phase, se placera en contradiction avec les intérêts américains dans la région. Cette visibilité ne peut se mettre en place sans l'abandon de l'ambiguïté nucléaire qui se trouve actuellement dans une phase d'érosion.

Parler du nucléaire israélien

Seymour Hersh (1991)⁷⁰³, qui explique comment Israël est, secrètement, devenu une puissance nucléaire, démontre, avec des interviews, comment ce secret est partagé et même parfois volontairement ignoré par les États-Unis depuis les années Eisenhower. Seymour Hersh, il est vrai, souligne toutefois, à quel point il est difficile de travailler sur ce sujet en raison de la censure militaire exercée en Israël envers toute publication perçue comme une menace à la sécurité nationale (Franz Kafka, 1994)⁷⁰⁴. Il faut noter que ceux qui ne respectent pas cette règle sont interdits d'entrer en Israël. C'est le cas notamment du chercheur israélien Avner Cohen, depuis son ouvrage paru en 1998. Bien que la censure militaire empêche toute publication ou analyse des possibilités nucléaires courantes en Israël, les revues et les journaux israéliens sont autorisés à publier des informations basées sur des sources étrangères. En Israël, le nucléaire est un tabou dont on ne parle pas. En dehors du cas de Mordechaï Vanunu et le débat en février 2000, la société israélienne a enfoui cette partie de son histoire dans le secret. L'aide de Washington s'élève à trois milliards de Dollars chaque année. Elle englobe aussi une assistance économique et militaire. Or, la législation, depuis l'amendement Glenn en 1977, impose à l'administration américaine d'arrêter toute aide ou assistance directe à chaque État impliqué dans la prolifération nucléaire. Pour ces raisons, écrit Yair Evron dans *Strategic Assessment* (1998)⁷⁰⁵, Israël ne peut suivre l'exemple indien ou pakistanais.

S'ajoute à ces raisons, une possible confrontation avec le Congrès américain. C'est ce que l'analyste israélien Zeev Schiff (1998)⁷⁰⁶, souligne dans *Haaretz*, en avertissant qu'une modification de la politique israélienne de l'ambiguïté nucléaire, pourrait mener à

⁶⁹⁹ Bruce Blair, *Command, Control and Warning for Virtual Arsenals*, London, Macmillan Press, 1997.

⁷⁰⁰ David Kay, *The Challenge of Inspecting and Verifying Virtual Nuclear Arsenals*, London, Macmillan Press, 1997.

⁷⁰¹ Michael Weeler, *Reconstitution and Reassembling of a Virtual Nuclear Arsenal*, London, Macmillan Press, 1997.

⁷⁰² Keith Payne, *Strategic Defenses and Virtual Nuclear Arsenals*, London, Macmillan Press, 1997.

⁷⁰³ Seymour M. Hersh, *The Samson Option*, New York, Random House, 1991.

⁷⁰⁴ Franz Kafka, "Israel censors public secrets", *The Bulletin of Atomic Scientists*, vol. 50, N. 5, septembre/octobre 1994.

⁷⁰⁵ Yair Evron, "An Israel-United-States Defence Pact", *Strategic Assessment*, vol. 1, N° 3, octobre 1998.

⁷⁰⁶ Zeev Schiff, "No Change in the Nuclear Policy," *Haaretz*, 11 Septembre 1998.

un conflit et à une impasse entre Israël et le Congrès américain. Dan Margalit, dans un article publié en septembre (1998)⁷⁰⁷, par le journal israélien *Haaretz*, note qu'Israël ne gagnerait rien s'il changeait sa politique d'ambiguïté nucléaire. Pour Margalit, Israël doit considérer les conséquences et les implications d'une modification de sa politique. Il se demande pourquoi Israël devrait divulguer le secret de sa force, ou encore sa relative faiblesse alors qu'il se trouve dans un environnement hostile ? Pourquoi Israël devrait livrer des données de valeur inestimable sans rien recevoir en retour ?

Cependant, Margalit note que l'ambiguïté nucléaire israélienne n'exclut pas un débat public sur son arsenal nucléaire. Il explique qu'il y a assez d'informations disponibles à la fois en Israël et à l'étranger pour qu'un débat ait lieu sur les deux questions suivantes : Israël doit-il ou non adhérer au traité de non-prolifération des armes nucléaires ? Israël doit-il ou non développer une force nucléaire de seconde frappe ? Dans une enquête effectuée par *Strategic Assessment* (1998)⁷⁰⁸, on trouve que, parmi la population israélienne, 92% des personnes soutiennent qu'Israël devrait développer les armes nucléaires (elles étaient 78% en 1987). Dans l'hypothèse où les armes israéliennes existent, deux-tiers des personnes interrogées sont d'accord pour qu'Israël garde son secret nucléaire. Mais au fond, comment Israël devra-t répondre à une attaque chimique par l'un de ses voisins ? Les analystes militaires sont, à ce propos, partagés. Lors d'une conférence consacrée aux défis sécuritaires au Moyen-Orient, organisée par les universités de Tel-Aviv et de Harvard, Shai Feldman explique qu'Israël devrait être préparé à utiliser n'importe quelle arme -y compris les armes nucléaires-, s'il est attaqué avec les armes chimiques ou biologiques. Cependant, d'autres participants à cette conférence soulignent que les États-Unis et la communauté internationale ne comprendraient pas l'utilisation des armes nucléaires comme riposte à une telle attaque. Zeev Bonen, un chercheur au centre d'études stratégiques à l'université de Bar-Ilan, note, comme Steve Rodan, dans *Defense News*, (1998)⁷⁰⁹, que les Israéliens ne peuvent pas répondre à une simple ogive chimique sur Tel-Aviv par une attaque nucléaire. On se pose alors la question suivante : pourquoi garder cette stratégie ? Reuven Pedatzur, qui enseigne la stratégie militaire à l'université de Tel Aviv, dans un article dans le *New York Times* en juin (1998)⁷¹⁰, pense que si l'Iran se déclarait comme puissance nucléaire, alors il serait presque inévitable qu'Israël fasse de même. Shai Feldman, le directeur du *Jaffee Centre for Strategic Studies* (JCSS), à l'université de Tel-Aviv, écrit dans *Haaretz*, en septembre (1998)⁷¹¹, que les Israéliens ne peuvent se déclarer comme puissance nucléaire. Il argumente que les États-Unis seraient légalement obligés de terminer immédiatement sa fourniture d'aide militaire à Israël. Ils fermeraient aussi tous liens de

⁷⁰⁷ Dan Margalit, "Ambiguity is Preferable", *Haaretz*, 10 Septembre 1998.

⁷⁰⁸ Asher Arian, "Public Opinion and Nuclear Weapons," *Strategic Assessment*, vol. 1, N. 3, octobre 1998.

⁷⁰⁹ Steve Rodan, "Israel Mulls Nuke Stance Amid New Threats," *Defense News*, Juin/juillet 1998, p. 36.

⁷¹⁰ Serge Schmemmann, "Israel Clings to its Nuclear Ambiguity", *New York Times*, 21 Juin 1998, p. 6.

⁷¹¹ Shai Feldman, "Knowledge and the Nuclear Program," *Haaretz*, 6 Septembre 1998.

coopération militaire avec Tel-Aviv. D'après Shai Feldman, les relations entre les États-Unis et Israël ne sont pas les mêmes que celles avec l'Inde et le Pakistan.

Etant donné cette perspective, écrit Shai Feldman (1998)⁷¹², Israël est peu susceptible de suivre l'exemple indien ou pakistanais et d'effectuer un essai nucléaire. Israël, contrairement au Pakistan et à l'Inde, n'a pas de voisins nucléaires directement menaçants. Israël n'a donc pas, écrit Feldman, intérêt à pousser l'Iran à accélérer son programme nucléaire. Il doit plutôt éviter de donner une légitimité aux Iraniens pour accélérer leurs efforts en la matière. L'analyste Yoel Marcus écrit dans *Haaretz*, en juin (1998)⁷¹³, que les essais nucléaires en Asie du sud (pakistanais et indiens), n'ont d'aucune manière changé la stratégie politique ou militaire de l'État hébreu. Marcus note que même si les Iraniens détenaient l'arme nucléaire, il serait peu probable qu'ils l'utilisent et même si les Arabes devaient développer les armes nucléaires, Israël maintiendrait son ambiguïté et sa supériorité nucléaire. Michael J. Mazarr (1995)⁷¹⁴, explique que ces dernières années, Israël s'est vu confronté à une ouverture de ce dossier secret suite à un enchaînement d'événements qui allaient au-delà de son contrôle. Le premier est celui des révélations de Mordechaï Vanunu au *Sunday Times* à Londres en 1986. Puis, quelques années plus tard, lors de la guerre du Golfe lorsque le sujet et la spéculation autour du possible usage de l'arsenal nucléaire de l'État hébreu se déverse sur la scène nationale et internationale. L'événement le plus significatif, émerge en 1992. C'est suite à la conférence de paix à Madrid (30 octobre 1991), qui donne le coup d'envoi à un groupe de travail appelé *Arms Control and Regional Security* (ACRS) -comme partie des négociations multilatérales du processus de paix entre Arabes et Israéliens-. L'ironie de l'histoire, note Shai Feldman, (1995)⁷¹⁵, sera qu'Israël par temps de paix et non pas par temps de guerre, pose ses dernières cartes et se voit discuter une possible levée de l'ambiguïté autour de son arsenal nucléaire. Pour l'Égypte la non signature par Israël du TNP fait toujours obstacle à la conclusion d'un accord. Le Caire réclame, depuis 1995, -année de révision et de la ratification de ce traité-, de constituer le Moyen-Orient en une « zone exempte d'armes nucléaires. » Dès lors, écrit Shai Feldman (1995), les Israéliens se sont confortés furtivement et fermement dans l'ombre de l'ambiguïté nucléaire. Cette ambiguïté, raison incontestable de l'incertitude des voisins de l'État hébreu à propos de ses capacités nucléaires joue, pour Feldman, en faveur d'Israël par l'aspect dissuasif de l'arme. Mais, pour Robert Jervis (1984)⁷¹⁶, Richard Ned Lebow (1990)⁷¹⁷, et Janice

⁷¹² Shai Feldman, "The Nuclear Test in South Asia: Implications for the Middle East," *Strategic Assessment*, Vol. 1, N. 2, Juin 1998.

⁷¹³ Yoel Marcus, "Conventional, Not Nuclear Weapons 'Real Danger' to Israel", *Haaretz*, 5 Juin 1998.

⁷¹⁴ Michael J. Mazarr, "Virtual Nuclear Arsenal", *Survival* vol. 37, N. 3, automne 1995.

⁷¹⁵ Shai Feldman, "The final option, New clouds over Israel's nuclear program", *The International Jewish Monthly*, Mars 1995.

⁷¹⁶ Robert Jervis, "Deterrence and Perception," in Steven E. Miller, *Strategy and Nuclear Deterrence: An International Security Reader*, Princeton, Princeton University Press, 1984. Voir aussi : Robert Jervis, Roy Radner, *Perspectives on Deterrence*, New York, Oxford University Press, 1989; Robert Jervis, "Deterrence and Perception," in Steven E. Miller *Strategy and Nuclear Deterrence: An International Security Reader*, Princeton, Princeton University Press, 1984.

Gross Stein (1985)⁷¹⁸, cette dissuasion, recherchée par les Israéliens, est un échec, car elle n'a pas réussi à dissuader les Arabes de lancer des offensives et des actions agressives contre l'État hébreu.

Chapitre VIII : le débat historique

Depuis l'annonce faite par David Ben Gourion devant les députés de la Knesset en décembre 1960, aucun débat n'a été tenu au parlement israélien. En janvier 2000, et pour la première fois dans l'histoire de l'État hébreu, la question du nucléaire israélien figure sur l'agenda politique des députés de la Knesset. Le débat, qui a lieu au début du mois de février 2000, est sans précédent. Toutefois, ce débat ne marque pas un changement profond dans la ligne politique officielle suivie par les décideurs israéliens depuis quatre décennies et qui consiste à maintenir une ambiguïté officielle autour de l'arsenal nucléaire israélien. Rappelons que malgré la politique d'ambiguïté, l'État hébreu est crédité par les experts de détenir entre 200 et 300 têtes nucléaires (⁷¹⁹). Israël, qui a secrètement obtenu la technologie nucléaire, n'a jamais reconnu la possession de l'arme nucléaire et les discussions autour de ce sujet constituent un tabou israélien. Elles ont toujours eu lieu à huis clos parmi les membres du comité parlementaire des Affaires étrangères et de la Défense à la Knesset.

Le débat de 52 minutes a lieu le 02 février 2000. Il marque un fait sans précédent en Israël. C'est le seul et unique débat à la Knesset autour de l'arme nucléaire en 50 ans d'existence. Jean Shaoul (2000)⁷²⁰, explique que tous les gouvernements depuis la création de l'État d'Israël, ont refusé de débattre ou de soumettre ce sujet devant les députés de la Knesset. Lors de ce premier débat, le député de la Hadash, Issam Makhoul, formule une demande afin d'avoir des clarifications sur la nature de la doctrine nucléaire israélienne. Il explique que la politique israélienne en matière nucléaire va à l'encontre du concept de la dissuasion. Il souligne que « si les gouvernements successifs ont expliqué que l'arsenal nucléaire israélien a une vocation de dissuasion, cela signifie que plusieurs centaines de bombes, que l'État hébreu possède déjà, doivent sans cesse augmenter en nombre pour remplir cette vocation. Ces arguments accélèrent de plus en plus la spirale

⁷¹⁷ Richard Ned Lebow, Janice Gross Stein, "Deterrence : The Elusive Dependent Variable", *World Politics Review*, Vol XLII, N°3, avril 1990. Richard Ned Lebow, Janice Gross Stein, "Rational Deterrence Theory : I Think Therfor I Deter", *World Politics Review*, Vol XLI, N°2, janvier 1989; Richard Ned Lebow, *Between Peace and War: The Nature of International Crisis*, Baltimore, The John Hopkins University Press, 1981.

⁷¹⁸ Janice Gross Stein, Robert Jervis, Richard Ned Lebow, *Psychology and Deterrence*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1985.

⁷¹⁹ *Bulletin of Atomic Scientists*, vol. 59, N. 2, avril 2003, pp. 74–77. Voir aussi : *Bulletin of Atomic Scientists*, Vol. 58, N. 5, septembre/Octobre 2002, et *Bulletin of the atomic scientists*, vol. 58, N. 6, novembre/décembre 2002.

⁷²⁰ Jean Shaoul, "Israel admits stockpiling nuclear weapons", *Fourth International*, février 2000.

de la course d'armes non-conventionnelles avec des coûts exorbitants de Milliards de Dollars » (Annexe 184)⁷²¹. Le député du parti communiste israélien M. Makhoul, écrit dans son discours que : « l'arsenal nucléaire israélien peut tourner cette petite pièce de territoires en une benne d'ordures nucléaires. Empoisonnant, il peut tous nous mettre dans le nuage du champignon. (...) Les citoyens israéliens ont été tenus à l'écart par rapport à l'arme nucléaire et par rapport au vieillissement de la centrale de Dimona. Ce réacteur pose une énorme menace environnementale. » Hormis l'aspect politique et l'ambiguïté qui entourent le nucléaire israélien s'ajoutent d'autres questions relevées par la presse israélienne durant cette période. Parmi elles, les effets néfastes sur l'environnement et l'état dégradé du réacteur de Dimona. Dans deux articles publiés par le quotidien *Yédiot Ahronot* début février (2000)⁷²², on lit qu'un ancien ingénieur à Dimona aurait mis en garde le gouvernement israélien sur des dangers pouvant être provoqués par l'état dégradé du réacteur. D'après Uzi Even (du parti Meretz), le réacteur de Dimona s'utilise de façon surchargée et cela accélère le vieillissement du réacteur. Les articles du quotidien israélien expliquent que des photos prises en 1989, par des satellites espions russes, montrent une anomalie autour du site de Dimona. Cela est interprété comme des effets des déchets nucléaires enfouis près de la centrale (Annexe 174)⁷²³. « Il n'y a aucune raison qui empêche un pays démocratique de débattre sur ce sujet » explique Avraham Burg, porte-parole du parlement. Mais au fond, quelles sont les raisons qui ont empêché ce débat d'avoir lieu durant environ 40 ans ; autrement dit pourquoi maintenant ?

Pourquoi maintenant ?

Deux mois avant le débat, le quotidien populaire *Yédiot Ahronot* en (1999)⁷²⁴, publie dans son édition du 26 novembre, des extraits du rapport du procès de Mordechai Vanunu (⁷²⁵). Condamné à 18 ans de prison, cet ingénieur israélien est le premier à révéler des informations secrètes sur le programme nucléaire israélien avec des photos

⁷²¹ Annexe 184, *Knesset Debate on Nuclear Weapons*. Voir aussi : *Disarmament Diplomacy*, N. 43 Janvier/février 2000.

⁷²² *Yédiot Ahronot*, 6 février 2000, pp. 1 et 5, "Close the Nuclear Reactor in Dimona", Guy Leshem. *Yédiot Ahronot*, 6 février 2000, p. 5, "Reactor Structure Fragile, Environment Poisoned".

⁷²³ Annexe 174, AFP, 8 août 2004. En août 2004, Israël commence à distribuer des pilules d'iode aux personnes vivant près de ses deux réacteurs nucléaires pour prévenir le risque de radiations en cas de dommages aux installations nucléaires, indique un communiqué du porte-parole de l'armée. "Les tablettes de Lugol à l'iode fournissent une protection contre la radio-activité en cas de risque majeur de dommage à un centre de Recherches nucléaires, indique le communiqué. Il précise que des soldats apportent ces tablettes au domicile des personnes concernées et qu'un centre de distribution est en outre ouvert sous le contrôle de spécialistes. Des pilules de Lugol contenant de l'iode sont stockées depuis une vingtaine d'années au ministère de la Santé et doivent être distribuées progressivement d'ici deux mois à titre préventif, selon la déclaration, en juin 2004, du porte-parole du ministère de la Défense à Tel-Aviv. Nous avons pris cette décision parce que des rapports ont prouvé que ces pilules sont efficaces et devraient être ingérées au plus vite en cas d'augmentation des radiations autour des réacteurs de Dimona et Nahal Sorek", écrit le ministère.

⁷²⁴ Ron Ben Ishai, "Ambiguity Wins", *Yédiot Ahronot*, Supplément du Samedi, 26 novembre 1999, p. 6.

de la centrale de Dimona au *Sunday Times* en octobre 1986. Les extraits du rapport Vanunu, sont rendus publics deux jours auparavant, le 24 novembre 1999, après autorisation du Procureur de la république. C'est suite à une pétition signée quatre ans auparavant en 1995, que la décision de la justice donne son avis pour autoriser la publication.

Le gouvernement demande alors du temps afin de prendre la décision concernant ce qui doit être publié, alors que les éditorialistes des différents journaux parlent des bienfaits de l'acte de Vanunu pour la doctrine de la dissuasion israélienne. Pour la majorité d'entre eux, le cas Vanunu renforce le facteur de la dissuasion israélienne en admettant qu'il est toujours utile de maintenir une politique d'ambiguïté nucléaire, comme c'est le cas de la ligne suivie par les gouvernements successifs en Israël. Cette ligne d'ambiguïté repose sur la base de la promesse maintes fois reprise et répétée par l'État hébreu. La devise de cette promesse est qu'« Israël ne sera pas le premier à introduire les armes nucléaires dans le Moyen-Orient. » L'un des plus connus des analystes militaires en Israël, Ron Ben Ishai, écrit, dans *Yédiot Ahronot*, en novembre (1999)⁷²⁶, que les deux facteurs, -la promesse et la politique de l'ambiguïté- sont essentiels pour la politique nucléaire israélienne.

Ils permettent ainsi aux États-Unis et aux pays de l'OTAN de demander à la Russie et à la Chine de ne pas fournir la technologie nucléaire à l'Iran. Ils permettent aussi aux États-Unis de ne pas être taxés de double langage en n'ayant pas pris des mesures de prévention à l'égard du programme nucléaire israélien (Jean Shaoul, 2000)⁷²⁷. La publication du rapport Vanunu réside derrière le motif de la demande faite par le député Issam Makhoul, d'un débat parlementaire élargi au sujet du programme nucléaire israélien. Cette demande n'obtient pas une réponse favorable de la part du Président de la Knesset, Avraham Burg. Ce dernier, propose un débat à huis clos en présence du comité parlementaire des Affaires étrangères, avançant ainsi des considérations de sécurité nationale. Le député Makhoul, qui refuse cette idée, décide de porter l'affaire devant la Haute Cour de Justice demandant un débat public à la Knesset. Une médiation est alors entamée par le député de la Knesset, et Président du Comité de Sécurité et des Affaires étrangères, Dan Meridor. La médiation de M. Meridor et les discussions avec Chaim Ramon, chargé de liaison entre le Premier ministre et la Knesset ont permis que M. Burg, le Président du Parlement, accepte la tenue du débat à la Knesset (⁷²⁸).

⁷²⁵ Libéré après 18 ans de prison, en avril 2004, il a été condamné à la prison suite à ses révélations au *Sunday Times* en octobre 1986.

⁷²⁶ Ibid.

⁷²⁷ Jean Shaoul, "Israel admits stockpiling nuclear weapons", *Fourth International*, février 2000.

⁷²⁸ Pour plus d'articles sur ce débat, voir aussi : Nina Gilbert, *Hadash MK's debate of Israeli nuclear policies stirs Knesset storm*, *The Jerusalem Post*, 3 février 2000, p. 2 ; Aviv Lavi, "Atom and Impenetrability", *Haaretz*, 7 février 2000 ; Guy Leshem, "Close the Nuclear Reactor in Dimona", *Yédiot Ahronot*, 6 février 2000, pp. 1 et 5 ; "Reactor Structure Fragile, Environment Poisoned", *Yédiot Ahronot*, 6 février 2000, p. 5 ; "With all due caution", *Haaretz*, 4 février 2000, p. A 4 ; Gerald Steinberg, "The Knesset's Nuclear Farce", *The Jerusalem Post*, 8 février 2000.

Lorsque le débat a lieu, en signe de désaccord, plusieurs députés quittent l'hémicycle de la Knesset. D'autres préfèrent rester et protester contre le simple fait d'autoriser de débattre la question nucléaire au sein du Parlement. Le Président de la Knesset est même obligé de demander à certains députés contestataires de quitter l'hémicycle. Une semaine plus tard, un vote a lieu afin que les députés se prononcent s'il faut organiser un deuxième débat réunissant la totalité des membres de la Knesset. Seuls 16 députés votent pour, mais 61 votent contre, sur un total de 120 sièges. Aucun député du gouvernement ne vote en faveur. Ce débat, selon Merav Datan (2000)⁷²⁹, brise le glacier. Appelée option nucléaire par certains ou arsenal nucléaire par d'autres, le secret israélien est maintenant ouvert. Ce sujet, explique M. Datan, est de moins en moins entouré de discrétion et cela ne pourra plus rester exclu de la vie politique et des débats à la Knesset comme c'était le cas jusqu'à présent.

La séance à la Knesset

« Le monde entier sait qu'Israël possède une quantité non négligeable d'armes chimiques, bactériologiques et nucléaires (...) L'ambiguïté nucléaire israélienne n'est pas autre chose, qu'une illusion. » Issam Makhoul à la Knesset, février 2000.

« L'ambiguïté ne s'applique qu'en Israël. Le citoyen israélien ne dispose d'aucune information au sujet des armes nucléaires de son propre pays. » C'est ce que prononce dans son discours à la Knesset le député arabe israélien Issam Makhoul du parti communiste Hadash. Durant les dix minutes allouées à son discours, le député Issam Makhoul ne lit que le tiers de son papier. Le reste est indexé dans les archives du Parlement israélien. Lors de ce débat, assisté par des représentants de l'Ambassade d'Égypte et de l'Ambassade de la Russie, le député Issam Makhoul aborde des questions relatives au silence entourant l'arme nucléaire au sein même de la société israélienne. Lorsque le député Makhoul prend la parole, il est hué par une grande partie des députés allant du Likoud (centre-droit), jusqu'au Shas (ultra-orthodoxes) en passant par l'Union Nationale (extrême-droite). Il n'est pas épargné par ceux du parti travailliste (centre-gauche), ou encore le Yisrael Beitenu (parti des Russes israéliens). Il continue son discours et souligne que : *« Le 20 décembre 1960, souligne le député, le Premier ministre David Ben Gourion en annonçant la construction d'un réacteur de recherche à Dimona, a expliqué que le site allait être entièrement dédié à des fins pacifiques et que lorsque la centrale sera terminée, elle sera ouverte aux chercheurs d'autres pays. »* Le député Makhoul ajoute que, *« lorsque Ben-Gourion a fait cette déclaration, il savait que le réacteur n'était pas construit pour la recherche civile. Il n'avait pas non plus l'intention de l'ouvrir au monde »*

M. Chaim Ramon, chargé de liaison entre le Premier ministre et la Knesset, prend la parole pendant dix minutes. Il explique que : *« la position d'Israël est justifiée et que le peuple israélien est associé à la politique nucléaire israélienne. »* Il s'insurge contre les propos de M. Makhoul. *« Les affirmations de M. Makhoul sont non fondées »,* explique-t-il, (...) *« Il, (M. Makhoul), veut que nous disions à nos ennemis ce que nous avons et ce que*

⁷²⁹ Merav Datan, "Relaxing the Taboo : Israel Debates Nuclear Weapons", *Disarmament Diplomacy*, Issue N. 43, février 2000.

nous n'avons pas. » M. Ramon répète, par ailleurs, quatre fois, durant les dix minutes, la devise israélienne selon laquelle « Israël ne sera pas le premier à introduire les armes nucléaires au Moyen-Orient. » À chaque fois, M. Chaim Ramon est interrompu par les quatre députés arabes. Suite à la continuité de la protestation, il leur demande de quitter la session, précise le *Jerusalem Post* (⁷³⁰). Le député Zehava Gal-On du parti Meretz (à gauche du parti travailliste), durant la minute qui lui est attribuée pour la prise de parole, s'est posé les questions suivantes : *Alors que les informations au sujet du nucléaire israélien sont largement exposées et facilement trouvables sur internet, à quoi sert une ambiguïté ? De quoi avons-nous peur ?* » Madame le député, Zehava Gal-On, est l'une parmi 16 députés qui ont voté en faveur de la tenue d'un deuxième débat plus large. Dans ce groupe, on trouve Dalia Rabin, fille du Premier ministre Yitzhak Rabin, assassiné le 5 novembre 1995.

Le débat était une farce

Qualifié d'historique par les experts militaires, ce débat passe sous le silence en Occident. Durant des semaines, ce débat fait couler beaucoup d'encre en Israël. Tout au long des deux semaines qui ont suivi le débat, les commentaires dans la presse israélienne continuent et la question du nucléaire israélien se trouve au cœur de la société. Le spécialiste incontournable Gerald Steinberg dans un article publié le 18 février (2000) ⁷³¹, par le *Jerusalem Post*, qualifie ce débat de « farce ». Pour G. Steinberg, c'est avant tout une discussion brève sur un sujet sérieux : la dissuasion nucléaire israélienne. « *Les députés ont montré qu'ils manquaient de la maturité nécessaire pour tenir une discussion sérieuse sur les sujets fondamentaux liés à la sécurité nationale* », écrit Gerald Steinberg. « *Au lieu de débattre les points forts et les points faibles de la politique nucléaire israélienne, les participants n'ont pas pu débattre sobrement les alternatives.* » D'après Gerald Steinberg, « *une dissuasion nucléaire basée sur l'ambiguïté a peut être perdu son efficacité.* » (⁷³²)

« *Cette option de dissuasion est la moins mauvaise pour un si petit État entouré de voisins dangereux* » écrit Steinberg. Il ajoute que « *le vrai débat doit porter sur les tentatives de l'Iran ou de l'Iraq de développer des programmes nucléaires.* » (...) « *Israël, d'après Steinberg, doit repenser sa doctrine nucléaire et doit se doter d'une force de seconde frappe.* » Il explique que « *l'ambiguïté israélienne représente le niveau minimum pour le maintien de la dissuasion étant donné que cette option a en grande partie motivé certains pays arabes à opter pour une solution de paix.* » Ayant appris à vivre avec son secret nucléaire, l'État hébreu présente un apparent manque d'intérêt à soulever davantage ce sujet. Cela ne surprend plus personne, explique Merav Datan (2000) ⁷³³.

⁷³⁰ Nina Gilbert, Hadash's MK's debate of Israeli nuclear policies stirs Knesset storm, *The Jerusalem Post*, 3 février 2000, p. 2.

⁷³¹ Gerald Steinberg, "The Knesset's Nuclear Farce", *Jerusalem Post*, 18 février 2000.

⁷³² Ibid.

⁷³³ Merav Datan, "Relaxing the Taboo : Israel Debates Nuclear Weapons", *Disarmament Diplomacy*, N. 43, janvier/février 2000.

D'après Datan, « *il est facile de réduire ce débat à la division familière Arabes contre Juifs ou ennemis contre patriotes. C'est une explication simpliste pour parler de la profondeur du conflit interne relevé par la Knesset.* » Cette division autour du sujet des armes nucléaires permet, à certains, d'éviter de se poser la question si les armes nucléaires sont un bon ou mauvais choix pour la sécurité d'Israël ? Sont-elles devenues contre-productives, même si ces armes ont eu, avec le silence, un rôle de dissuasion dans le passé ? se demande Datan (2000)⁷³⁴.

Chapitre IX : l'opinion israélienne

L'un des secrets les mieux gardés par l'État hébreu commence à être un sujet d'études de l'opinion publique. Un éventuel usage des armes nucléaires lors d'un conflit peut-il avoir lieu ? Telle est l'une des questions posées par Arian Asher (1998)⁷³⁵, lors d'une étude de l'opinion publique israélienne consacrée aux armes nucléaires. La discrétion israélienne, explique Asher, peut être interprétée comme une manière pour les Israéliens d'éviter de lancer une course interminable à l'armement. Cette discrétion est une façon d'éviter la prolifération nucléaire dans la région et notamment de la part des voisins arabes. Alors que certains experts pensent que si Israël déclarait son programme nucléaire, il renforcerait sa doctrine de dissuasion. L'État hébreu ne cesse de répéter, depuis des décennies, sa formule selon laquelle il ne sera pas le premier pays à introduire les armes nucléaires dans la région. Mais, les observateurs pensent que les gouvernements israéliens, au lieu d'aller vers la simplicité, ont compliqué la question de leurs armes nucléaires depuis que Ygal Allon, alors ministre des Affaires étrangères (vice-Premier ministre durant la guerre des Six jours en 1967), a fait savoir qu'Israël « *n'attendra pas pour être le deuxième à introduire ces armes dans le Moyen-Orient.* »

Israël doit-il ou non signer le TNP ? Asher, dans son étude sur l'opinion publique israélienne en 1998, souligne que malgré le fait que la déclaration de M. Y. Allon ouvre la voie à de multiples interprétations, les Israéliens, dans les faits, n'ont toujours pas signé le TNP depuis 1968. Paradoxalement, trente ans après, Arian Asher (1998) montre, dans son étude, que deux tiers (72%) des Israéliens acceptent que l'État hébreu signe le TNP, (dont une moitié 35% montre un très fort soutien). Seulement 28% sont contre la signature du traité (dont 12% très fortement opposés).

Tableau 1. Strategic Assessment, Volume 1, No. 3 octobre 1998

	Soutien fort	Soutient	Opposition forte	Opposition	Total
Doit signer	35%	37%			72%
Ne doit pas signer			12%	16%	28%

⁷³⁴ Ibid.

⁷³⁵ "Arian Asher, Public Opinion and Nuclear Weapons", *Strategic Assessment*, Volume 1, N. 3, octobre 1998.

Les experts attribuent entre 200 et 300 têtes nucléaires à l'État hébreu. La population israélienne remarquablement endormie, explique Arian Asher, ne s'est pas préoccupée de cette quantité de bombes. La population israélienne n'a jamais posé la question avant la guerre du Golfe en 1991. C'est un sujet sans issue et absent du débat public. Le nucléaire restait avant 1991, exclusivement un sujet de la classe politique et non pas celle de la population israélienne. L'étude, écrit Asher, montre un intérêt particulier de la part des Israéliens à ce sujet. Il remarque que les personnes interrogées s'intéressent et répondent à toutes les questions. Il y a peu de questions sans réponses car elles ne dépassent pas la moyenne générale qui se situe entre 1 et 3% de la totalité des questions. À la question : quel est le sujet majeur que le gouvernement doit débattre cette année, les armes nucléaires n'ont jamais été en haut de la liste. A. Asher explique que la censure militaire joue un rôle pour que la question nucléaire reste en dehors du débat politique. Pour des raisons de censure militaire et d'incertitude, la question des armes nucléaires est débattue d'abord à l'étranger puis importée en Israël comme des informations de la presse étrangère qui, ironiquement, ajoute Arian Asher, ne sont permises que par cette pratique de censure israélienne.

Justifier l'usage des armes nucléaires

Depuis 1991, une forte majorité de la population israélienne (tableau 2), justifie l'usage des armes nucléaires (plus de 80% en 1991, contre 36% en 1986). En 1991, la question des armes nucléaires s'impose au devant de la scène, suite à la guerre du Golfe. Les armes nucléaires, perçues comme une menace majeure par les israéliens, le soutien au recours à ces armes en cas de besoin s'est cristallisé dans l'opinion publique. C'est non pas parce que l'opinion israélienne change à propos de ces armes, mais c'est parce que les Israéliens sentent la menace représentée par ces armes. Ils ont toujours placé la menace des armes non-conventionnelles au premier plan (armes fortement menaçantes).

Tableau 2. Justifier l'usage des armes nucléaires. B : question non posée, C : en 1998, la question était (pour sauver beaucoup de vies)

	1986	1987	1991	1993	1998
Justifier le recours aux armes nucléaires	36%	53%	88%	67%	80%
En réponse à une attaque nucléaire	B	99%	99%	98%	99%
En réponse à une attaque biologique ou chimique	B	B	85%	84%	86%
Lors d'une situation de défaite militaire	91%	B	B	B	B
Pour éviter une défaite lors d'une guerre	B	60%	53%	58%	45%
Pour sauver beaucoup de vies humaines	63%	53%	48%	41%	25%
Pour sauver peu de vies humaines	18%	19%	20%	17%	C
Si le Golan est pris	B	B	B	18%	21%
Au lieu d'utiliser l'armée	13%	13%	12%	8%	12%

Depuis plusieurs années le centre des Études Stratégiques de Tel-Aviv effectue des enquêtes pour mesurer l'état de l'opinion israélienne concernant la politique nucléaire de

l'État hébreu. Les trois questions qui sont posées chaque année sont : Israël doit-il, ou ne doit-il pas, développer des armes nucléaires ? Si les armes nucléaires israéliennes existent, doivent-elles ou ne doivent-elles pas être tenues secrètes ? Sous quelles conditions le recours aux armes nucléaires serait-il justifié ? En 1998, 92% soutiennent le fait qu'Israël développe des armes nucléaires. Peu de changement par rapport à 1991. Il y a alors 91% de personnes interrogées qui estiment que l'État hébreu doit se doter des armes nucléaires. (14 points en hausse par rapport à 1987). 78% des Israéliens expriment le soutien à l'idée de doter l'armée israélienne des armes nucléaires. Dans cette enquête, Arian Asher note que les Israéliens ont tendance à vouloir maintenir l'incertitude autour de la question nucléaire. Une grande majorité des personnes interrogées soutient la politique de discrétion. Il y a une augmentation spectaculaire passant de 36% en 1986, à 80% en 1998, à propos du soutien de l'usage des armes nucléaires (tableau 3).

Tableau 3. Justifier le recours aux armes nucléaires

	1986	1987	1991	1993	1998
Justifier le recours aux armes nucléaires	36%	53%	88%	67%	80%

En 1991, le taux de soutien a largement augmenté suite à la guerre du Golfe. Mais il faut noter qu'entre 1986 et 1998, ce soutien est aussi en augmentation. 1991 et 1998 sont les deux années où le soutien à l'usage des armes nucléaires est le plus fort. En 1991, cela coïncide avec la guerre du Golfe, et en 1998, cela coïncide avec la crise entre les inspecteurs en armements de la commission spéciale des Nations unies (UNSCOM) et l'Irak. (Crise aboutissant à l'expulsion des inspecteurs de l'Irak et une série d'attaques aériennes massives par l'aviation américano-britannique en Irak). Sous quelle condition les armes nucléaires peuvent-elles (si Israël possédait ces armes), être utilisées ? À propos des conditions dans lesquelles l'armée israélienne peut avoir recours aux armes nucléaires, l'enquête d'Arian Asher montre un taux très élevé dans l'opinion israélienne sans hésitation pour l'usage des armes nucléaires (tableau 4).

Tableau 4. Les conditions d'usage des armes nucléaires (si elles existaient).

	1986	1987	1991	1993	1998
Répondre à une attaque nucléaire	B	99%	99%	98%	99%
Eviter une défaite militaire	B	60%	53%	58%	45%
Suite à une attaque biologique ou chimique	B	B	85%	84%	86%

La majorité des Israéliens justifie le recours aux armes nucléaires suite à une attaque avec des armes non-conventionnelles de la part d'un autre pays. Le soutien à l'usage des armes nucléaires pour éviter une défaite militaire est quant à lui en baisse constante entre 1987 et 1998. Contrairement à d'autres pays, en Israël, on trouve une corrélation forte entre le niveau d'études et le soutien à l'usage des armes nucléaires. Entre les personnes ayant un niveau minimum d'éducation on trouve en 1987, que 68% soutiennent qu'Israël doit détenir l'arme nucléaire. Ils sont 41% à exprimer qu'il y a certaines conditions qui justifient que l'armée peut avoir recours à ces armes. Une comparaison avec les personnes ayant un maximum de niveau d'éducation, on trouve respectivement que 81%

perçoivent une menace forte de la part des voisins arabes et soutiennent la possession d'armes nucléaires et 61% d'entre eux soutiennent le recours à ces armes en cas de besoin.

Les personnes âgées de 66 ans et plus, soutiennent très fortement la possession et l'usage des armes nucléaires. La perception des armes nucléaire en Israël est différente, note Arian Asher de celle des Américains ou des pays occidentaux durant la guerre froide. L'usage des arme nucléaire n'est justifié que dans des cas précis : une guerre totale et généralisée et non pas lors d'une guerre régionale. Toutefois, la crainte par rapport à l'usage des armes de destruction massive est justifiée, en Occident, par les résultats désastreux causés par ces armes -un anéantissement mutuel-. C'est comme exemple un sondage daté de 1984, où selon lequel 96% des Américains pensent qu'une guerre nucléaire est trop dangereuse et 89% trouvent que cela détruira l'humanité (Daniel Yankelovich, John Doble, 1984) ⁷³⁶. L'étude d'Arian Asher montre que la division gauche/droite et l'appartenance à un des partis politiques est un facteur qui influe l'opinion des sujets à propos des armes nucléaires. En ce qui concerne la question de possession et d'usage des armes nucléaires, on trouve dans une étude effectuée en 1987, qu'il y a une corrélation entre le jugement des sujets et leur autoclassement sur une échelle continue gauche/droite -notamment pour les partis de l'extrême droite et extrême gauche-. Un peu moins que la moitié de ceux qui se sont, en 1987, autoclassés comme votant à gauche, répondent que certaines conditions justifient le recours aux armes nucléaires en cas de besoin. En 1988, cette distinction d'appartenance à une famille politique, n'a pas eu d'effet. Une majorité des sujets, toutes tendances politiques confondues, ont répondu sans beaucoup de différence significative. Parmi eux, 70% trouvent qu'il y a des conditions qui justifient l'usage des armes nucléaires. Le caractère de non-politisation de la question des armes nucléaires en Israël et la non-signification de types de réponses deviennent particulièrement frappants lorsqu'on compare, à propos des armes nucléaires, l'opinion israélienne et l'opinion publique dans d'autres pays comme l'Allemagne, Hans Rattinger, (1987) ⁷³⁷, en Nouvelle-Zélande, James Lamare (1989) ⁷³⁸ ou aux États-Unis, Joan Gildemeister et Hans Furth (1989) ⁷³⁹. Selon un découpage gauche/droite, les Israéliens favorisent l'idée du contrôle des armes non-conventionnelles. Ils sont par ailleurs beaucoup moins favorables à un contrôle vis-à-vis des armes conventionnelles. En 1998, 82% d'entre eux sont favorables à l'interdiction totale à toutes les armées de la région, y compris l'armée israélienne de la possession d'armes nucléaires, chimiques ou bactériologiques. Seulement 56% sont favorables à la réduction des effectifs des armées.

⁷³⁶ Daniel Yankelovich et John Doble, "Nuclear Weapons and the USSR : The Public Mood", *Foreign Affairs*, vol. 63, N. 1, fin 1984.

⁷³⁷ Hans Rattinger, "Change Versus Continuity in West German Public Attitudes on National Security and Nuclear Weapons in the Early 1980s", *Public Opinion Quarterly*, N. 51, 1987, pp. 495-521.

⁷³⁸ James W. Lamare, "Gender and Public Opinion: Defence and Nuclear Issues in New Zealand", présenté lors du meeting de *American Political Science Association*, à Atlanta, en 1989.

⁷³⁹ Joan E. Gildemeister, Hans Furth, "Attitudes Toward Nuclear Issues: Perspective of 'Hard Liner' and 'Soft Liner' College Students", présenté lors du meeting de : *The International Society of Political Psychology*, à Tel Aviv, en 1989.

Tableau 5. Interdiction des armes de destruction massive dans la région

	1991	1993	1996	1998
Interdire les ADM à tous les pays de la région	75%	71%	43%	82%
Interdire la fourniture d'armes de l'étranger à tous les pays	64%	66%	57%	63%
Elargir la zone démilitarisée	60%	67%	65%	68%
Réduire les effectifs des armées	54%	56%	56%	56%

La plus populaire des questions est celle relative à l'élargissement de la zone démilitarisée. Près des deux tiers 63%, sont favorables à la prévention en interdisant toute fourniture d'armes à tous les pays de la région et 82% sont favorables à l'interdiction des ADM dans toute la région (tableau 5).

Chapitre X : Mordechaï Vanunu

Divulguer le secret

“Kidnappé à Rome, Italie, le 30 septembre 1986”, sont les mots, difficilement lisibles. Ils sont écrits sur la paume de sa main, plaqué contre la vitre d'une voiture lors de son transport en novembre 1986. Mordechaï Vanunu, sera dorénavant transporté dans une voiture aux vitres teintées en noir. Réfugié en Europe, il révèle au quotidien britannique *The Sunday Times* du 5 octobre 1986, la présence d'un vaste arsenal nucléaire à la centrale Dimona. Appelée “l'espion nucléaire”, Mordechaï Vanunu passe 18 ans en prison. Libéré le 21 avril 2004, à sa sortie de prison, des sévères restrictions lui sont imposées. Il lui est en particulier interdit de rencontrer sans autorisation préalable des ressortissants étrangers et de parler de son travail au sein de la centrale nucléaire, et ce notamment aux journalistes. L'association des droits civiques en Israël (ACRI) dénonce alors l'interdiction faite à M. Vanunu, 50 ans, de voyager ou de fréquenter des étrangers, la qualifiant d’*“une punition quotidienne sévère”*. Ses avocats déposent, le 3 juin 2004 (⁷⁴⁰), une requête devant la Cour suprême demandant un allègement des restrictions qui lui sont imposées. *« Mon avenir est en dehors d'Israël. Ici je suis confronté à la haine et ma vie est en danger »* déclare M. Vanunu aux journalistes présents dans la cour. Les avocats affirment dans leur requête que Vanunu est *« privé de ses droits fondamentaux de libre mouvement et de réintégration de la société, après une longue détention. »* (⁷⁴¹)

Traître et espion aux yeux de la loi israélienne, Vanunu est considéré comme un *“prisonnier de conscience”* par les adversaires des armes nucléaires. Agé de 50 ans, il est

⁷⁴⁰ AFP, PO-Israël-nucléaire-Vanunu. 0261 ISR /AFP-GL45, 3 juin 2004.

⁷⁴¹ AFP, 26 juillet 2004

libéré de prison à la fin du moi d'avril 2004, mais un mois après, le journaliste-correspondant du *Sunday Times* à Jérusalem est à son tour arrêté par les Israéliens. Peter Hounam, auteur de l'article sur les révélations de Vanunu en 1986, est alors expulsé. Selon les médias israéliens, il préparait un film sur Vanunu pour la BBC. La version officielle dit que Mordechaï Vanunu est rentré de son séjour à Londres par ses propres moyens. Le message écrit sur sa main en voiture révèle au monde entier qu'il a été enlevé par les agents du Mossad à Rome. Suite à ces révélations, le monde entier a des informations top secret concernant le centre de recherche nucléaire israélien ainsi que le programme israélien d'armes nucléaires, écrit Louis Toscano (1990)⁷⁴². Le 24 novembre 1999, pour la première fois, une partie du protocole jusqu'à présent couvert par le secret du procès de Mordechaï Vanunu, est publiée par un quotidien israélien. Le *Yédiot Ahronot*, obtient l'autorisation de la part du Procureur de divulguer pour la première fois les 1.200 pages de ce protocole, tandis que le reste de ce document demeure interdit à la publication. Les Procureurs conditionnent la publication d'une partie des attendus du jugement, à un feu vert préalable des responsables de la sécurité. Il faut aussi l'accord de la censure militaire, qui s'oppose à la publication intégrale du verdict réclamé par M. Vanunu dans un recours à la Cour suprême. Shimon Pérès, lors de la publication partielle du protocole du procès à la fin de ce mois de novembre 1999, déclare « *les révélations de Vanunu ont beaucoup fait perdre à l'État hébreu.* »

Siégeant à huis clos, la censure militaire suit l'avis du Procureur. Elle rejette également un autre pourvoi de Vanunu qui demandait d'être renvoyé en Italie, où il a été kidnappé par les services secrets israéliens en 1986. Vanunu est considéré comme l'homme qui détient beaucoup de secrets et l'État hébreu est concerné. Si Vanunu rentrait en Italie il divulguerait ces secrets, en violation de la loi (⁷⁴³). Le protocole précise que M. Shimon Pérès, en tant que témoin, reconnaît que les révélations de M. Vanunu « *ont provoqué d'importants dégâts pour Israël et la publication dans le Sunday Times a poussé certains pays arabes à durcir leurs positions à notre détriment.* » Suite à la levée partielle de la censure, interrogé sur les ondes de la radio nationale, Shimon Pérès, déclare « *je ne comprends pas une telle décision : chaque pays a ses secrets et ses dossiers confidentiels qui doivent rester dans les tiroirs. Le public a le droit de savoir, mais il y a aussi des choses qui ne doivent pas être divulguées.* »

Dans le document publié par le *Yédiot Ahronot*, Vanunu explique ses motivations. « *J'ai voulu confirmer ce que tout le monde savait, je ne voulais plus que l'on puisse continuer à nier qu'Israël détient l'arme nucléaire, et que Shimon Pérès puisse continuer à mentir à Ronald Reagan en affirmant que nous ne détenons pas un arsenal nucléaire. J'ai voulu également qu'un contrôle soit exercé sur ces armes nucléaires.* » M. Vanunu devient un employé à Dimona en 1976. Originaire du Maroc, il arrive avec sa famille juive en Israël et s'y installe. Il profite de sa visite à Londres et offre les photos prises à Dimona, ainsi que des informations, en échange de leur publication, sans mentionner son nom. Le

⁷⁴² Louis Toscano, *Triple Cross: Israel, the Atomic Bomb and the Man Who Spilled the Secrets*, New York, Carol Publishing Group, 1990, 321 pages.

⁷⁴³ AFP, Vanunu, 22.juin.1999 ; Reuters, Vanunu, 24.juin.1999 ; AFP, Vanunu, 26.novembre.1999 et AFP, Vanunu, 26.novembre.1999.

Sunday Times le persuade de publier sa signature et ce sera le cas. M. Vanunu ne s'y oppose pas et dira par la suite que son seul but était de stopper la prolifération nucléaire au Moyen-Orient, et de dire que quelque chose ne va pas si les décideurs israéliens, les députés, la Presse ou encore l'opinion publique ne disent rien sur ce qui se passe à Dimona. Il est arrêté le 30 septembre 1986 à Rome et le 5 octobre, The Sunday Times publie sa "bombe" médiatique avec comme titre Revealed : The secrets of Israel's Nuclear Arsenal. Cet article changera toutes les données et les estimations les plus précises, disponibles jusqu'alors concernant l'arsenal nucléaire israélien.

Cacher le révélateur

Le *Sunday Times*, après s'être assuré que les photos et les informations avancées par Mordechai Vanunu étaient authentiques, et après avoir eu les avis des experts nucléaires, loue un appartement pour Vanunu, qui le prend sous une fausse identité, -loin de Londres et loin de la portée du Mossad-. Dans la dernière ligne droite avant la publication, Vanunu logera dans des hôtels à Londres même. Le *Sunday Times* mesure l'importance des informations et leurs conséquences. La publication est retardée et le mois de septembre approche à sa fin sans la sortie de l'article. Vanunu devient anxieux et prend contact avec le *Sunday Mirror*. Les journalistes du tabloïde britannique estiment que l'histoire vaut de l'or. Ils décident une publication et la planifient pour le 28 septembre 1986. L'article devait sortir sous le titre : *The Strange Case of Israel and the Nuclear Conman*. Mais, à la dernière minute -et vu l'importance du sujet-, le patron, Robert Maxwell en personne, interdit la publication de la révélation en qualifiant son contenu de faux. Une semaine après, c'est le *Sunday Times* qui, en exclusivité, imprime 6000 mots "exclusifs". On parle de Vanunu dans la presse mais personne ne sait ce qu'il est devenu. Six semaines plus tard, le gouvernement israélien annonce l'arrestation de M. Vanunu. Le directeur adjoint à l'information du *Sunday Times* Ivan Fallon reconnaît plus tard que la rédaction aurait pu prendre des mesures plus sérieuses, pour protéger sa source. Ivan Fallon dira qu'ils étaient tous naïfs. Selon l'hebdomadaire, le *Jewish Journal*, du 13 juin 1997, la Maison Blanche refuse de donner une suite favorable à une demande du Congrès, visant à intervenir dans le cas de Mordechai Vanunu. Treize membres du Congrès -avec en tête le républicain Ronald Dellums d'Oakland-, demandent au Président Bill Clinton de « *persuader les dirigeants israéliens de libérer M. Vanunu pour des raisons humanitaires.* » Quant au *Department of State*, il estime que l'affaire Vanunu est une affaire israélienne, selon les déclarations de Barbara Larkin -assistante au secrétariat d'État aux affaires législatives- dans sa réponse à une lettre envoyée par Amnesty International. Barbara Larkin souligne que les États-Unis n'ont aucune information relative à un mauvais traitement de Vanunu en prison, écrit Fredrik Heffermehl (1997)⁷⁴⁴.

15 experts internationaux ainsi que l'un des prix Nobel de la physique en 1995, Joseph Rotblat, signent en 1995, un ouvrage consacré à l'histoire de M. Vanunu. Ils donnent à travers son exemple un panorama complet du contexte de la sécurité au Moyen-Orient. Les experts adressent aussi une lettre au Président israélien M. Ezer Weizman, suite à une conférence à Tahiti (21-28 janvier 1997), demandant son

⁷⁴⁴ Fredrik Heffermehl, "Vanunu 11 Years of Torture", *World News*, septembre, 1997.

intervention pour la libération de Vanunu. Le 14 juin 1990, une résolution est adoptée par le Parlement Européen, statuant que *Vanunu a été enlevé illégalement*. En plus, des appels de députés demandent au Président israélien une grâce présidentielle, des appels s'élèvent aussi pour la nomination de Vanunu comme candidat au prix Nobel de la paix en 1991, Paolo Farinella et Venance Journe (1991)⁷⁴⁵. Chaque année, le 30 septembre (date anniversaire de l'enlèvement de M. Vanunu), des militants des organisations des droits de l'Homme se rassemblaient devant la prison d'Ashkelon. Le 22 septembre 1998, les manifestants se sont donnés rendez-vous devant le site de Dimona. Les manifestants essayent alors de pénétrer dans l'enceinte de la centrale nucléaire israélienne. La police interpelle une dizaine d'entre eux tandis qu'une cinquantaine de manifestants tiennent un *sit-in* de protestations -à trois kilomètres du site-, contre l'armement nucléaire israélien et pour la libération de Vanunu. Ils réclament que la centrale soit ouverte à l'inspection internationale et qu'un contrôle public soit organisé pour ses déchets nucléaires. Ces manifestations sont organisées suite à l'appel du *Comité public israélien pour la libération de Vanunu et pour un Moyen-Orient dénucléarisé*.

L'opération du Mossad

Une partie des photos prises par Vanunu se trouve entre les mains d'un agent d'Intelligence israélienne en tant que journaliste américain. Avant la publication par le *Sunday Times*, ces exemplaires sont envoyés au bureau du Premier ministre Shimon Pérès. Ce dernier demande au Mossad de sortir Vanunu de Londres et l'obliger à rentrer en Israël. Seymour Hersh (1991, pp. 198 & 315)⁷⁴⁶. C'est la blonde Cindy Hanin Bentov, -agent du Mossad- qui se voit confier la mission de ramener Mordechaï de Londres à Rome. Le Mossad s'en charge par la suite. Elle part de son village Koshav Yair, au nord-ouest de Tel-Aviv, où elle possède la villa la plus luxueuse. De ce même village, est originaire M. Ehud Barak, ex-Premier ministre israélien, ainsi que Ehud Yatom qui se trouve alors à la tête du Mossad. Les habitants du village ne sont pas surpris lorsqu'ils voient la photo de Cindy à la "Une" de *Yédiot Aharonot*, et lorsqu'ils apprennent qu'elle est un agent du Mossad, écrit le *Jerusalem Post* du 7 avril 1997.

Cindy prend la mission en main, elle n'a aucun obstacle matériel, elle a un seul impératif : faire vite, avant que les autres organismes de presse (Radios et Télévisions), ne mettent la main sur Mordechaï. Sa mission se termine avec succès, en une seule semaine. Mordechaï prend l'avion avec Cindy pour aller à Rome. Nous sommes en août 1986 et l'employé de la centrale nucléaire israélienne Dimona vient de parler à la presse britannique. *The Sunday Times* londonien publie l'interview avec Mordechaï. Il sera considéré immédiatement par le Mossad comme priorité N°1. Cindy, après la fin de sa mission, s'installe à Orlando en Floride. Son vrai nom est Cheyryl Ben-Tov. Agée de 37 ans, elle est l'épouse d'un ex-agent des services de renseignements israéliens. Cindy alias Cheyryl Ben Tov -appelée aussi la trappe du miel-, travaille toujours pour le Mossad et habite toujours sa belle villa en Floride, aux États-Unis. Jusqu'en 1988, personne ne

⁷⁴⁵ Paolo Farinella, Venance Journe, "Justice For Vanunu", *Bulletin of Atomic Scientists*, Vol. 47, N. 1, janvier/février.1991.

⁷⁴⁶ Seymour M. Hersh, *The Samson Option*, New York, Random House, 1991.

sait ce qu'est devenue Cindy. On dit alors que le Mossad l'envoie en Amérique latine pour échapper aux objectifs des paparazzis. C'est en avril 1998, qu'un reporter du *Sunday Times* la localise et la rencontre en Floride. Elle vit alors avec son époux, dans une villa à Orlando, près de *Disney World* et le centre spatial de J. F. Kennedy à Cap Canaveral. « *Je ne nie pas mon rôle dans l'histoire* » dit-elle au reporter en anglais puis elle parle en hébreu et refuse de donner une interview au *Sunday Times*. Le journal britannique note que Cheyritl représente le profil parfait pour le Mossad. Elle obtient un QI de 140 aux tests militaires, elle dispose d'une éducation américaine et fait preuve d'un dévouement remarquable à l'égard de l'État d'Israël. À Rome, Mordechaï Vanunu sera pris en main et enlevé par le Mossad. Il est vite renvoyé en Israël où un procès l'attend pour le juger de trahison dès le 18 octobre 1986. Il est condamné à un emprisonnement solitaire dans une cellule isolée. C'est au bout de 9 ans, qu'il quitte la cellule isolée et voit le jour, en étant transféré dans une autre cellule. Douze ans plus tard, une partie de son procès est divulguée à la presse et les appels à sa libération n'aboutissent jamais. « *Le 24 septembre 1986, j'ai rencontré une fille américaine, sur la place de Leichester à Londres, c'était un dimanche. Plus tard, je l'ai rencontré plusieurs fois. Le 30 septembre 1986, elle m'a persuadé d'aller avec elle à Rome rendre visite à sa sœur.* » M. Vanunu part vers Rome malgré les mises en gardes répétées de la part de la rédaction du *Sunday Times* qui lui conseille d'être vigilant pour sa vie privée, et de ne pas quitter la Grande Bretagne avant la publication de l'article -si l'on croit le *Sunday Times* du 6 avril 1998 -.

Le membre du parti de la gauche israélienne Meretz et député de la Knesset Dedi Zucker rend visite à Mordechaï Vanunu à trois reprises avant 1997 (⁷⁴⁷). D'après les propos recueillis par le député de la Knesset Zucker, Vanunu raconte qu'ils ont quitté Londres sur le vol 504 de *British Airways* et qu'ils sont arrivés à Rome. « *Là, la jeune fille est accueillie par un italien. Ils m'ont conduit en présence de sa sœur et de son ami vers un appartement, dans la banlieue de la capitale italienne. À mon entrée dans l'appartement, j'ai été attaqué par deux hommes. J'ai perdu conscience. Plus tard, je me suis réveillé dans une voiture, abattu à nouveau, puis, j'ai été réveillé dans l'obscurité au bord de la mer. Là, ils m'ont porté sur une civière vers un bateau puis vers un yacht. J'ai voyagé les mains enchaînées, et attaché dans un lit pendant une semaine, jusqu'à l'arrivée sur les côtes israéliennes.* » Il déclare en 2004, à la BBC, que des espions français et britanniques étaient aux côtés des agents du Mossad qui l'ont kidnappé et accompagné durant le voyage (⁷⁴⁸). En 1998, lors de la visite du Premier ministre britannique Tony Blair en Israël, le *Sunday Times* obtient l'autorisation d'interviewer M. Vanunu en présence d'un intermédiaire. Le reporter Andy Goldberg se rend à la prison d'Ashkelon, au sud du pays, pour le rencontrer. L'interview est publiée dans le *Sunday Times* du 19 avril 1998. Dans cette interview, M. Vanunu insiste sur le fait qu'il ne regrette pas le passé. « *Je dis clairement que j'ai parlé avec une intention et une conviction profonde et je le ferai encore. Je crois que j'ai été courageux, je suis le seul à pouvoir résister contre la pression, contre tous, et dire ce que je crois. J'ai agi par inquiétude, par peur pour toute la société, même si l'on me désigne comme l'ennemi public N°1* » Les

⁷⁴⁷ *Middle East Realities*, 27 juillet 1997.

⁷⁴⁸ Voir aussi l'interview de Vanunu dans "Breakfast with Frost", BBC, 24 octobre 2004 (Annexe vidéo).

installations hautement sophistiquées, de retraitement du plutonium, sont enfin disponibles au public. La pièce maîtresse et manquante du puzzle, mystifiée par les experts depuis les années soixante, sort de l'ombre, avec les révélations de Vanunu. L'expert militaire Gerald Steinberg, dans un article paru dans le *Jerusalem Post* du 16 avril 1998, qualifie le geste de Vanunu comme une « *décision unilatérale pour reformuler la politique israélienne avec la vente d'informations et des photos illicites prises à Dimona pour le Sunday Times. Personne ne l'a élu et il n'a pas essayé de convaincre les Israéliens ou les décideurs de son point de vue. Vanunu a simplement quitté Israël, pour l'Australie ; devenu chrétien, il a trouvé un acheteur de ses secrets.* » En se basant sur les descriptions de Vanunu, les experts estiment, en 1986, que l'État hébreu possède entre 100 et 200 têtes nucléaires. Ces estimations dépassent largement les calculs faits à partir d'estimations antérieures. Vanunu a voulu qu'un débat public s'ouvre en Israël, mais ses révélations ne donnent pas lieu à un débat. L'affaire qui marque l'histoire du nucléaire israélien sur la scène internationale, passe, paradoxalement, presque inaperçue en Israël.

Les raisons sont simples, explique Yoel Cohen (1996)⁷⁴⁹. La plupart des experts et des commentateurs militaires, ainsi que la Presse, n'ont pas voulu s'associer à une personnalité symbolisant la trahison -selon la version officielle et la classe politique israélienne-. Mordechaï Vanunu est tout de suite étiqueté comme juif converti au christianisme, qui en plus, est né au Maroc. Il ne bénéficie donc pas d'un soutien ou d'une compréhension de la part de ces compatriotes. Le sentiment du public israélien ne change pas à son égard. Vanunu est jugé pour espionnage et trahison, et seule une minorité des travaillistes justifient son action. Ainsi, le débat public que Mordechaï Vanunu souhaitait déclencher n'aura lieu qu'en 2000.

⁷⁴⁹ Yoel Cohen, "Israel and Vanunu", *PS magazine, Guide to Jewish affair*, juin 1995, mai/juin 1996.

Troisième partie : la dissuasion

Chapitre XI : la dissuasion rationnelle

Les concepts de la rationalité, du choix rationnel sur lesquelles se repose la dissuasion sont très vagues et élastiques, car dans l'application empirique de l'utilité subjective espérée et les éléments subjectifs occuperont nécessairement une place prépondérante. Ceci s'applique non seulement à l'utilité mais aussi aux estimations des fins et des moyens, aux perceptions de l'adversaire, aux évaluations des autres alternatives (Robert Jervis, 1989, pp. 183-207)⁷⁵⁰. Robert Jervis (2001)⁷⁵¹, et Alexander George (1974)⁷⁵²,

⁷⁵⁰ Robert Jervis, "Rational Deterrence: Theory and Evidence," *World Politics*, vol. 41, janvier 1989.

⁷⁵¹ Robert Jervis, "Was the Cold War a Security Dilemma?", *Journal of Cold War Studies*, Vol.3, hiver 2001, pp. 36-60. Alexander L. George, "Forceful Persuasion : Coercive Diplomacy as an Alternative to War", *Institute of Peace Press*, 1991; Alexander L. George, "The Causal Nexus between Cognitive Beliefs in Decision Making Behavior : The Operational Code Belief System", in Lawrence S. Falkowski, *Psychological Models of International Relations*, Westview, 1979 ; Robert Jervis, *The Logic of Images in International Relations*, Princeton, Princeton University Press, 1970 ; Robert Jervis, *Perception and Misperception in International Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1976.

⁷⁵² Alexander L. George et Richard Smoke, *Deterrence in American Foreign Policy*, Columbia, Columbia University Press, 1974.

sur la base du choix rationnel élémentaire ont tenté, à partir d'études de cas, de généraliser les conditions dans lesquelles la dissuasion réussit ou échoue. Les études d'Alexander George et de R. Smoke montrent comment la dissuasion peut échouer par *étapes successives*. L'imposition du blocus complet de Berlin par les Soviétiques, en juin 1948, a pris les Américains par surprise, non parce que Moscou n'a donné aucun avertissement à Washington, mais bien parce que les signes de blocus répétés en provenance des Soviétiques restent ignorés par les Américains. Les opportunités pour éviter le blocus sont successivement manquées au fur et à mesure que les initiatives soviétiques restent lettre morte et que les Américains restent sans réaction (Philip D. Zelikow et Graham T. Allison, 2002)⁷⁵³. Entre ceux qui pensent la dissuasion nucléaire et ceux qui pensent la dissuasion conventionnelle en renonçant au nucléaire, il y a un point commun : la bombe ne peut être utilisée comme une arme offensive, comme ce fut le cas contre le Japon. Les armées ont désormais pour mission d'éviter la guerre nucléaire. La diversité des obstacles auxquels la dissuasion se voit confrontée au fil du temps démontre qu'elle ne convient peut-être plus pour surmonter l'important défi créé par les armes nucléaires (Jean-Louis Gergorin, 1992, p. 3)⁷⁵⁴. La dissuasion conduit inévitablement, explique Richard K. Betts, (1991)⁷⁵⁵, à déstabiliser l'équilibre qu'elle est censée préserver, car elle implique une course aux armements. Et pour atteindre la stabilité, Kenneth Waltz va jusqu'à dire que la prolifération nucléaire garantit la stabilité. La logique waltzienne tend à prendre comme justification que les États détenteurs de l'arme privilégient la paix alors que les guerres sont essentiellement initiées par ceux qui ne la possèdent pas. En conséquence, pour certains analystes, une dissémination progressive des armes nucléaires est préférable à une prolifération nulle. Si l'on admet le principe de base de la dissuasion nucléaire, la position de Waltz est à ce propos éminemment logique. Jonathan Schell, partisan de l'école abolitionniste, estime que la dissuasion empêche une adaptation culturelle profonde. Il reprend, comme Kenneth Waltz (2000)⁷⁵⁶, la logique de la dissuasion mais arrive à une conclusion opposée. Schell soutient que la dissuasion est un obstacle sur la voie de l'abolition des armes nucléaires. D'après Schell, la dissuasion entretient la prolifération. Il considère la dissuasion comme un phénomène contagieux et donc un facteur de prolifération.

La dissuasion n'est donc pas valide contre les nouvelles formes de menace. La menace ne vient plus des ogives nucléaires mais des nouvelles formes que sont les armes de destruction massive nouvelles. Richard K. Betts (1987)⁷⁵⁷, considère que la

⁷⁵³ Philip D. Zelikow, Graham T. Allison, "Rationalité et relations internationales", *Cultures et Conflits*, Vol.1, N. 36, hiver 2002.

⁷⁵⁴ Jean-Louis Gergorin, "Deterrence in the post-Cold War Era", *Adelphi Paper* No 266, 1992, p. 3. Voir aussi : Jean-Louis Gergorin, "Quelles nouvelles menaces, quelles ripostes, quelle dissuasion ?", *Défense Nationale*, juin 1992.

⁷⁵⁵ Richard K. Betts, "The Concept of Deterrence in the Postwar Era", *Security Studies*, Autumn 1991, p. 25. Voir à ce propos : Richard J. Overly, "Air Power and the Origins of Deterrence Theory before 1939", *Journal of Strategic Studies*, Mars 1992, pp. 73 et s.)

⁷⁵⁶ Kenneth Waltz, "Structural Realism after the Cold War", *International Security*, été 2000, vol. 25, N. 1, pp. 5-41.

⁷⁵⁷ Richard K. Betts, *Nuclear blackmail and nuclear balance*, Washington Brookings, 1987.

dissuasion classique n'empêche pas un groupe mécontent et non identifiable de lancer une attaque. Un acteur qui, comme Sadate en 1973, avec ses calculs, conclut que la somme de l'inaction et le statu quo ne sert pas ses intérêts, cherche coûte que coûte le changement, y compris par le conflit armé. Il ira même jusqu'à la provocation des situations de guerre, s'il estime que l'inaction est en sa défaveur. Le plus fort, même disposant d'une dissuasion crédible, ne peut pas empêcher, dans ce cas de figure, les actions hostiles d'avoir lieu. Le plus faible estimant, selon ses évaluations et ses calculs, qu'il a de bonnes raisons d'agir en menant une attaque, passeront à l'action. Le Moyen-Orient offre un terrain parfaitement adapté pour démontrer que la doctrine de la dissuasion ne trouve pas l'écho escompté auprès des acteurs dans cette région. Les Israéliens pensaient qu'avec une stratégie de dissuasion, ils seraient à l'abri des agressions. Or, même avec l'arme nucléaire, l'État hébreu a dû faire face à la guerre. En 50 ans d'existence, quatre confrontations armées ont lieu : deux guerres avant que Tel-Aviv ne développe son arsenal nucléaire, et deux guerres après. (tableau 6).

Tableau 6. Les guerres et les armes nucléaires

Possession des armes nucléaires	Conflits armés	
Israël ne possède pas d'armes nucléaires	1948	1956
Israël possède des armes nucléaires	1967	1973

Israël possède les armes nucléaires depuis 1967. Le Tsahal place son arsenal nucléaire en état d'alerte durant les conflits de 1967, celle de 1973, mais aussi en 1991, lors de la guerre du Golfe (tableau 7). La guerre des Six jours a eu lieu pour des raisons liées à la centrale de Dimona et la guerre de 1973, a lieu malgré une dissuasion israélienne considérée comme fiable. Durant la guerre du Golfe en 1991, les missiles Scuds irakiens frappent Tel-Aviv, 36 missiles au total et ce, malgré les menaces. Les Israéliens subissent ces attaques de missiles pour la première fois en 40 ans d'existence, et malgré les menaces israéliennes de recours aux armes nucléaires. Saddam Hussein se montre insensible à cette logique de dissuasion et lance ses missiles sur Tel-Aviv. Les conflits armés dans la région n'ont donc pas cessé depuis qu'Israël possède les armes nucléaires.

Tableau 7. Les guerres durant lesquelles il y a eu des alertes nucléaires israéliennes.

Guerres directes	1948	1956	1967	1973		1991
Alertes nucléaires	Pas d'armes	Pas d'armes	Oui	Oui		Oui

Jeux, rationalité et dissuasion

Alors que la théorie de la dissuasion rationnelle, *Rational Deterrence Theory*, pose des questions insolubles en ce qui concerne la rationalité des acteurs, la théorie des jeux tend à montrer qu'il y a des situations dans lesquelles les acteurs choisissent les solutions illogiques, incohérentes et irrationnelles. La théorie des jeux tarde à être intégrée dans les études menées par les sciences politiques. Essentiellement économique, cette théorie

explique les raisons de l'irrationalité des acteurs. Dans le cadre du choix rationnel, des travaux récents traduisent les questions et les problèmes que pose la *Rational Deterrence Theory*, en utilisant le langage de la théorie des jeux, dans le but de les clarifier et leur apporter des réponses plus précises (Stephen Walt, 1999)⁷⁵⁸. Si de nombreux chercheurs espèrent encore parvenir à des résultats significatifs en se basant sur la forme la plus simple du modèle de l'acteur rationnel, les praticiens de la décision reconnaissent la pertinence de l'argument de Herbert A. Simon (1957)⁷⁵⁹, et (1986, pp. 25-40)⁷⁶⁰, à savoir que l'essentiel de leur interprétation est en fait subordonné à des hypothèses supplémentaires et exogènes à leur modèle. La triste réalité est que, quand la théorie des jeux aborde des situations empiriques où l'information est imparfaite, le jeu n'est pas à somme nulle et les acteurs sont multiples ; ses résultats sont généralement indéterminés (James D. Morrow, 1970)⁷⁶¹, (Drew Fudenberg et Eric Maskin, 1988)⁷⁶². Thomas Schelling et Howard Raiffa entre autres, prennent conscience de cette impasse ; mais cette prise de conscience est lente à s'imposer dans des disciplines comme les sciences politiques qui ne sont venues à ce type de méthodologie que sur le tard. Ainsi, l'ouvrage de Bruce Bueno de Mesquita et David Lalman, *War and Reason*, s'efforce d'étudier les interactions entre deux États rivaux et plus particulièrement celles où la guerre est une option. Le modèle central de Mesquita et Lalman, basé sur la théorie des jeux, envisage deux États (A et B) et huit résultats possibles : statu quo, négociation, capitulation par A, capitulation par B, guerre initiée par A, guerre initiée par B, soumission de A, soumission de B (Bruce Bueno De Mesquita et David Lalman, 1992)⁷⁶³. L'ouvrage présente les fruits d'un effort ambitieux visant d'une part à construire un modèle théorique techniquement sophistiqué et de l'autre, à tester ses implications les plus significatives sur plus de 700 interactions entre États européens de 1815 à 1971. Leurs hypothèses de départ sont clairement définies : les États sont des acteurs unitaires rationnels à partir du moment où la décision de négocier ou d'entrer en guerre est prise rationnellement. Le fait que cette décision soit prise par un seul acteur ou par un groupe, ne joue aucun rôle dans le modèle et chaque État cherche à maximiser son utilité subjective espérée en faisant le choix qu'il estime maximiser ses bénéfices. Pour déduire de ce modèle simplifié de l'acteur rationnel des implications significatives, les auteurs admettent que des

⁷⁵⁸ Pour une critique pertinente des approches du choix rationnel dans le domaine de la sécurité, consulter : Stephen Walt, "Formal Theory and Security Studies", *International Security*, vol. 23, printemps 1999.

⁷⁵⁹ Herbert A. Simon, *A Behavioral Model of Rational Choice. Models of Man. Social and Rational*, New York, John Wiley & Sons, 1957.

⁷⁶⁰ Herbert A. Simon, "Rationality in Psychology and Economics", In R. M. Hogarth & Melvin W. Reder, *Rational Choice*, Chicago, University of Chicago Press, 1986.

⁷⁶¹ James D. Morrow, *Game Theory for Political Scientists*, Princeton University Press, 1970.

⁷⁶² Drew Fudenberg et Eric Maskin, "The Folk Theorem in Repeated Games with Discounting or Incomplete Information", *Econometrica*, Vol. 54, 1988.

⁷⁶³ Bruce Bueno De Mesquita et David Lalman, *War and Reason*, New Haven, Yale University Press, 1992.

hypothèses supplémentaires sont nécessaires, par exemple que l'usage de la force induit des coûts politiques intérieurs sous forme de manifestations, défaites électorales, coups d'État ou difficultés à lever les forces nécessaires à la conduite de la guerre. Sans ces hypothèses supplémentaires, le modèle demeure indéterminé. La portée la plus significative de cet ouvrage est précisément qu'il n'aboutit qu'à très peu de conclusions probantes. Jean-Pierre Cot et Jean-Pierre Mounier (1974)⁷⁶⁴, méditant sur les applications de la théorie des jeux dans le domaine de la sociologie, remarquent que le problème réel n'est pas de choisir la meilleure stratégie absolue, mais la moins mauvaise « *parmi celles que l'on a considérées, relativement au temps et aux ressources dont on dispose.* » En d'autres termes, il faut faire intervenir la notion de coût de la décision. Le temps passé sur une décision ne pourra pas être consacré à d'autres problèmes. Pour Lucien Sfez (1992)⁷⁶⁵, ceci introduit un facteur d'irrationalité important de la théorie des jeux dans le domaine des relations internationales. En pratique, la stratégie est souvent dictée par la loi du moindre effort et donc fonctionnent à l'économie. La plupart des études concernant les relations internationales, repose sur les fondements théoriques implicites, de l'acteur rationnel. Le néo-rationaliste Graham T. Allison, propose de construire l'analyse d'une crise entre deux superpuissances, en approfondissant les présupposés du modèle rationnel. G. T. Allison (1971)⁷⁶⁶, adjoint à ce dernier, des modèles théoriques alternatifs dérivant de la théorie des organisations et de la sociologie politique. À partir de la définition de Robert Merton, Graham Allison formule trois paradigmes analytiques : l'acteur rationnel, le processus organisationnel et la politique gouvernementale. Qui dit dissuasion dit rationalité et calculs logiques. Toutefois, plusieurs courants de recherche proches des théories mathématiques peuvent nous fournir quelques enseignements sur le choix et la décision des acteurs. Le premier est la théorie des jeux, "*Games*" surtout dans son orientation expérimentale, où l'on analyse les *dilemmes* de la prise de décision et le comportement d'individus dans des situations-type de conflit et de coopération. Il y a aussi les travaux de Gallhofer et Saris (1979)⁷⁶⁷, qui portent sur les modèles de choix à *rationalité limitée*. Ces auteurs ont fait un travail remarquable pour dépister les *stratégies de choix des décideurs* qui se trouvent dans des situations empiriques. Ces travaux sont considérés comme les plus sérieux en sciences politiques ; ils visent à faire l'inventaire des stratégies *quasi-rationnelles* de décision des décideurs politiques en tant que producteurs de la chose publique.

La dissuasion dans une impasse

⁷⁶⁴ Jean-Pierre Cot, Jean-Pierre Mounier, *Pour une Sociologie politique*, Paris, Points-Seuil, 1974, T : 1, 249, pages, T : 2, 484 pages.

⁷⁶⁵ Lucien Sfez, *Critique de la décision*, Paris, Références, 1992, 571 pages.

⁷⁶⁶ Graham T. Allison, *Essence of decision, Explaining the cuban missile crisis*, NY, 1971, 338 pages.

⁷⁶⁷ Irmtraud N. Gallhofer, Willem E. Saris, "An Analysis of the Argumentation of Decision Makers Using Decision Trees", *Quality and Quantity*, N. 13, 1979, pp. 411-430.

Les différentes versions de la théorie des jeux, suggèrent une autre voie pour résoudre l'impasse à laquelle conduit le jeu de la dissuasion. Supposons que, dans un contexte donné, l'un des joueurs désire se protéger contre le risque d'une attaque surprise de son adversaire. La poursuite de cet objectif de prudence n'empêche pas le joueur de garder sa volonté de vaincre, tout au contraire ; pour parvenir à cette fin, le joueur 1 peut, avant le début de jeu, transmettre à son adversaire le message suivant : « *si tu m'attaques, alors je procédera automatiquement à des représailles.* » Cela revient à empêcher l'autre de jouer le premier. À supposer que, comme le précise cette annonce, la *riposte* soit automatique, on peut soutenir, sans paradoxe, que *l'exécution de la menace* d'un État (joueur A), dépend exclusivement de la décision de recours à la force prise par un autre État ou un challenger (joueur B). Il en résulte que c'est le joueur B, qui commettrait alors une irrationalité en décidant d'attaquer. Pour illustrer concrètement ce type de raisonnement, il suffit d'imaginer que l'acteur A se soit doté d'un dispositif de mise à feu automatique relié à un système de radar de détection. Conformément à la mise en garde solennelle faite par l'acteur A, toute attaque en premier de la part de l'acteur B déclencherait automatiquement la riposte de A. On aura compris que cette annonce est préférée par l'acteur A à des fins purement dissuasives. Un tel choix de dissuasion n'a aucune raison d'apparaître irrationnelle aux yeux de la théorie des jeux, sous réserve que la mise en œuvre de la menace qu'elle contient soit strictement automatique et que celui qui en est la cible le sache.

Cela implique une communication correcte en ce qui concerne les intentions de A de mettre sa menace à exécution. Le problème de cette logique communicationnelle, réside dans le comment l'acteur B interprète, et perçoit cette menace et notamment la différence entre le disponible en information et l'utilisable par l'acteur B. Le tout réside donc dans le facteur de *savoir*. Ces conditions, il est vrai, ne sont pas toujours faciles à remplir dans la réalité encore moins lors des situations de conflictualité. Partons d'un exemple. Soit deux pays qui disposent chacun d'un potentiel militaire sensiblement équivalent et capable d'infliger à l'autre des dommages conséquents. Ces pays sont des adversaires potentiels. Chacun d'eux (A et B), envisage d'attaquer l'autre, tout en craignant d'être lui-même victime d'une attaque de la part de l'autre. Dans l'exemple suivant, la lettre x représente la posture offensive, tandis que la lettre y représente la posture défensive et ce, pour chacun des deux pays. Ce microcosme stratégique se ramène schématiquement aux quatre scénarios suivants : (1) Ax, x : les deux pays s'attaquent mutuellement. (2) Ax, y : le pays 1 attaque unilatéralement le pays 2. (3) x, Ay : le pays 2 attaque unilatéralement le pays 1. (4) y, Ay : aucun des deux pays n'attaque l'autre. Des illustrations du fonctionnement de ce système ultra simplifié des rapports de force peuvent être observées dans des contextes très variés. On songe aux États-Unis et à l'Union soviétique, lorsqu'ils détenaient déjà tous les deux un arsenal nucléaire qui leur permettait de pouvoir s'infliger mutuellement des pertes considérables, sans bénéficier encore des moyens suffisants pour une seconde frappe. Dans d'autres circonstances, le système donne naissance à une série de guerres rapides. Rien que dans le Moyen-Orient, on trouve des illustrations comme les guerres israélo-arabes (pour celle de 1967, les combats durent seulement six jours).

Le minimax et la rationalité

La rationalité de base de la théorie des jeux (*Games*), est une règle de *maximisation* du profit individuel. Les joueurs doivent trouver une stratégie qui leur garantisse une *utilité minimale* dans toutes les circonstances. Dans des cas simples, il existe deux joueurs antagonistes qui ne communiquent pas, qui minimisent leur risque et qui supposent que l'opposant se comporte d'une façon *rationnelle* (Daniel Schneider, 1994)⁷⁶⁸. Le jeu à somme nulle, *minimax*, est un jeu à deux personnes : le joueur A et le joueur B, c'est-à-dire, ce que l'un perd, l'autre le gagne. Chaque joueur possède deux stratégies (A1, A2 pour le premier et B1, B2, pour le deuxième). La matrice montre les quatre résultats possibles résultant du choix de ces stratégies. Le joueur A (ligne1), choisit une stratégie qui lui permet de maximiser son gain maximal (A1). Par conséquent, il choisit la deuxième ligne (A2), qui lui assure un gain minimal (8), (tableau 8)

		Joueur B	
		Stratégie B1	Stratégie B2
Joueur A	Stratégie A1	8/8	1/8
	Stratégie A2	8/1	1/1, S

Tableau 8. Minimiser les pertes, Maximiser les gains.

Le joueur B choisit également la stratégie B2 pour les mêmes raisons (il le ferait même s'il pensait que A était irrationnel). Ce jeu possède un *équilibre stable* {A2, B2; (1/-1)} et il est *déterministe*. Dans ce type de jeu, A et B vont toujours choisir une stratégie qui contient un (S) "*saddle-point*" si, et seulement si, ils sont rationnels. Il y a des jeux à rationalités multiples ou *paradoxaux* tels qu'on les retrouve dans le *dilemme du prisonnier*. Ce jeu relativise l'importance des règles de *maximisation* individuelle du profit chères à certaines théories de la décision rationnelle. Les jeux de conflit et de coopération tiennent une place très importante dans la littérature en science politique. La science politique utilise souvent ces jeux pour décrire d'une façon formelle des situations de conflit et de coopération ou, comme le remarque A. Rappoport (1966, p. 214)⁷⁶⁹, pour mettre en évidence le *squelette* d'une situation. Les exemples les plus populaires montrent que la

⁷⁶⁸ Daniel Schneider, Modélisation de la démarche du décideur politique dans la perspective de l'intelligence artificielle, Thèse de doctorat, Université de Genève, Faculté des Sciences économiques et sociales, Département de science politique, septembre 1994.

⁷⁶⁹ A. Rappoport, *Two-Person Game Theory. The Essential Ideas*, Ann Arbor, Michigan, University of Michigan Press, 1966.

maximisation du profit individuel à court terme peut conduire à des désastres à court ou à long terme. Le *dilemme du prisonnier* est le plus connu de ces jeux. Il ne sert pas seulement d'exemple d'introduction à la théorie des jeux, mais également de cadre à des expériences psycho-sociologiques très intéressantes. Si A et B coopèrent dans ce jeu, les deux vont être récompensés R, *Reward*, (gain), étant donné les circonstances. Si par contre, A ne coopère pas et que B coopère, A va gagner gros T, *Temptation* et B va perdre gros S, *Sucker*. Si les deux ne coopèrent pas, les deux vont être punis P, *Punishment*. (tableau 9).

		Joueur B	
		Coopération	Non coopération
Joueur A	Coopération	R/R Reward/Reward	S/T Sucker/Temptation
	Non-coopération	T/S Temptation/Sucker	P/P Punishment/Punishment

Tableau 9. Coopération/non-coopération

Si l'on suppose (comme on le fait en règle générale pour ces jeux simples), que A et B jouent une seule fois, qu'ils ne peuvent pas communiquer et qu'ils n'ont pas les moyens de s'assurer de leur coopération, le choix des joueurs doit se faire dans l'*incertitude*. Ils ne contrôlent pas toutes les variables de la décision. Si l'on applique maintenant la stratégie *maximin* (⁷⁷⁰), c'est-à-dire le principe selon lequel chaque joueur doit *maximiser son gain minimal* (éviter d'être le S, *Sucker*, c'est-à-dire perdre gros), on arrive au P, et donc à la *punition*. En effet, la stratégie *maximin* est N, *non-coopération* pour les deux joueurs. On dit qu'elle est dominante parce qu'elle est choisie par le joueur *rationnel*. Nos deux joueurs arrivent donc à un résultat qui n'est pas optimal pour les deux. En situation (P,P) les deux sont dans une situation moins bonne qu'en (R,R) où les deux bénéficient de leur coopération mutuelle. Toutefois, alors que le résultat (P,P) est stable, ce n'est pas le cas pour (R,R) qui donne naissance au dilemme du prisonnier. Une stratégie optimale selon laquelle la *rationalité individuelle* ne garantit donc pas forcément un bon résultat.

Le dilemme

Les Israéliens ont, depuis le début, opté pour l'ambiguïté à propos de la détention des armes nucléaires. Le vrai dilemme pour les Israéliens est de trouver une sortie à cette situation qui semble porter un coup dur à leur doctrine de dissuasion. Cela peut être

⁷⁷⁰ Cette règle "pessimiste" de décision (partant du principe qu'il faut toujours s'attendre au pire) est plus fréquemment appelée "minimax": chercher un minimal maximum ; ou un "maximin" maximiser le minimum.

comparé au dilemme de prisonnier. L'État hébreu doit-il se déclarer comme une puissance nucléaire ou garder l'ambiguïté ? L'histoire la plus célèbre de la théorie des jeux est sans conteste celle dite du *dilemme du prisonnier*. Elle renvoie au contexte particulier des institutions judiciaires américaines. Deux personnages sont soupçonnés d'avoir commis un crime suffisamment grave pour entraîner dix ans de réclusion. Bien que disposant de très fortes présomptions, la justice ne détient pas cependant sur eux de preuves absolument formelles. Incarcérés à titre préventif dans des cellules différentes, les deux prisonniers sont interrogés séparément par l'autorité judiciaire. Au début de l'interrogatoire, le juge les informe des quatre issues possibles qui résulteront de leurs réponses :

		Prisonnier 2	
		Avoue	N'avoue pas
Prisonnier 1	Avoue	A 5/5	C 0/10
	N'avoue pas	D 0/10	B 2/2

Tableau 10. Choix entre deux options

(A) 1 et 2 avouent. Leur peine sera réduite de moitié pour chacun (cinq ans de réclusion). (B) ni 1 ni 2 n'avouent. L'un et l'autre resteront en prison pour une durée plus courte sous bénéfice du doute (deux ans de réclusion). (C). 1 avoue et 2 n'avoue pas. 2 sera libéré et 1 purgera l'intégralité de la peine (dix ans de réclusion). (D) 1 n'avoue pas et 2 avoue. 1 sera libéré et 2 purgera l'intégralité de la peine (dix ans de réclusion) (tableau 10).

Les deux inculpés ont le choix entre deux options : "avouer" ou "ne pas avouer". Au terme de cet exercice, chaque détenu conclut logiquement qu'il a intérêt à avouer. En effet, quelle que soit la réponse faite au juge par l'autre détenu, l'issue lui sera plus favorable s'il avoue. Malheureusement, tous les deux connaîtraient un sort meilleur si ni l'un ni l'autre n'avouerait avoir commis le crime, puisqu'ils ne resteraient alors que deux ans en prison (b), au lieu de cinq (a) (tableau 10).

		Prisonnier 2	
			N'avoue pas
Prisonnier 1	Avoue	2	4
	N'avoue pas	1	3

Tableau 11. Forme normale du jeu

Chacun étant supposé être doué de raison, il construira mentalement le schéma suivant destiné à éclairer son choix. Tous deux procéderont ensuite à un classement de ces 4 possibilités par ordre de préférence en les numérotant de 4 à 1 de manière décroissante. Il est admis que l'un et l'autre cherchent à obtenir la solution qui leur sera la plus favorable. L'ensemble de ces informations se trouve résumé sous la forme d'une matrice qui représente ce que les théoriciens des jeux appellent la *forme théorique normale du jeu*. (tableau 11).

A et B sont les deux options possibles des joueurs ; elles correspondent ici à leurs stratégies. Les options du joueur 1 sont présentées en ligne, celles du joueur 2 en colonne. Le premier chiffre dans les cases de la matrice traduit l'évaluation du joueur 1, le second celle du joueur 2. On retrouve, selon cette présentation, le résultat suivant (tableau 12)

		Prisonnier 2	
		A	3
Prisonnier 1	A	2,2	4,1
	B	1,4	3,3

Tableau 12. Le dilemme

Il est clair que l'issue (**B, B** : 3,3, aucun n'avoue), est plus favorable que l'issue (**A, A** : 2,2, les deux avouent). Pourtant les conditions particulières de ce jeu montrent l'irrationalité où les deux joueurs s'exposeraient tout au moins à un grand risque, celui de se retrouver, à l'issue de la partie, dans la situation la plus mauvaise pour lui (**B, A**) pour le joueur 1 (1,4) et (**A, B**) pour le joueur 2 (toujours 1,4), c'est-à-dire je n'avoue pas, l'autre avoue. C'est le pari le moins rationnel, car l'on n'est jamais certain des préférences et des choix de l'autre.

Pour échapper au dilemme

Les théoriciens ont déployé des trésors d'imagination pour résoudre ce fameux dilemme et sortir nos deux pauvres prisonniers de cette situation délicate, face au difficile choix entre ces options. On pourrait remplir des bibliothèques avec les livres et les articles qui lui sont consacrés. Il est tentant tout d'abord d'en changer légèrement l'histoire. Si les deux détenus pouvaient communiquer entre eux, ils auraient la possibilité de s'entendre pour n'avouer ni l'un ni l'autre et ne rester ainsi que cinq ans en prison (**B, B**). En changeant ces données, on espère transformer le jeu non coopératif initial en un jeu coopératif. Mais est-ce aussi simple ? Rien n'empêche à l'un de ces prisonniers de s'engager auprès de l'autre à ne pas avouer, dans le seul but de le pousser à avouer, et pouvoir être soi-même libéré. La rationalité prêtée aux joueurs n'exclut pas la ruse. Le problème auquel se heurtent les deux prisonniers ne relève pas de la communication, mais de la confiance. Ce n'est donc pas en introduisant cette possibilité de communiquer que l'on transforme des situations non coopératives, comme celle de nos deux prisonniers, en jeu coopératif. Une manière de modifier les données consiste à doter nos deux personnages de mémoire et d'imagination. Ainsi n'est-il pas interdit de penser qu'ils se sont déjà trouvés dans une situation analogue et qu'ils peuvent encore s'y retrouver dans l'avenir. Les théoriciens appellent cette situation de jeux de forme identique, des *jeux répétés*. En poussant ce raisonnement, plusieurs auteurs montrent que, sous certaines conditions, il apparaît même que ne pas avouer en menaçant l'autre de représailles au prochain coup s'il avouait, pouvait constituer la meilleure stratégie (Robert Axelrod, 1984)⁷⁷¹. Cette stratégie dite du "donnant-donnant" (*tit for tat*) pratiquée par chacun des deux protagonistes fournirait de cette manière à ces prisonniers une issue pour sortir de l'impasse logique où ils sont enfermés. Mais cela ne résout pas le dilemme initial. Les informations contenues dans un jeu répété excèdent toujours celle du jeu initial. Toute solution applicable au premier coup ne résout donc pas ipso facto le second.

Que faire s'il n'y a pas de bonne solution ?

Que faire s'il n'y a pas de bonne solution ? Telle est la question à laquelle s'efforcent de répondre les tenants de la théorie des jeux. Plusieurs histoires ont été inventées pour mettre en évidence une autre difficulté qui se manifeste lorsque le jeu possède plusieurs

⁷⁷¹ Robert Axelrod, *The Evolution of Cooperation*, New York, Basic Books, 1984. Voir aussi : R. Axelrod, "The emergence of cooperation among egoists", *American Political Science Review*, 75, pp. 306-318.

solutions, chacune étant à l'avantage de l'un des joueurs. L'une des plus connues est passée à la postérité des théoriciens des jeux sous le nom de jeu *de la poule mouillée*, par référence à une pratique qui fait partie du folklore de plusieurs États américains. Deux automobilistes se lancent à vive allure aux deux extrémités d'une route à une seule voie. Les quatre issues possibles sont évidemment les suivantes :

(a) Personne ne s'arrête : ni 1 ni 2 ne s'arrête et c'est l'accident. (b) Les deux s'arrêtent : 1 et 2 s'arrêtent et il n'y a ni vainqueur, ni vaincu. (c) 1 continue et 2 s'arrête, 1 est déclaré vainqueur (2 est une poule mouillée). (d) 2 continue et 1 s'arrête, 2 est déclaré vainqueur (1 est une poule mouillée). On suppose, logiquement, que les deux joueurs préfèrent gagner que perdre mais qu'ils tiennent assez à la vie pour préférer la partie nulle à l'accident. Le problème posé par le jeu de *la poule mouillée* à la sagacité des théoriciens, se situe à certains égards à l'inverse de celui soulevé par le dilemme du prisonnier. Dans le jeu du dilemme du prisonnier, on peut penser que la mariée est trop belle : un équilibre unique correspondant à une paire de stratégies dominantes : la solution s'impose. Ses conséquences sont malheureusement préjudiciables au sens commun, d'où le problème. Dans le jeu de la poule mouillée, c'est au contraire l'accès à l'une des solutions qui pose problème. La question posée est de savoir laquelle des deux solutions possibles prévaudra.

Dans les termes de la théorie, cette impasse apparente s'explique de la manière suivante : les informations dont disposent les joueurs sur la base de leur connaissance de la forme normale du jeu ne sont pas suffisantes pour leur permettre de choisir leur meilleure stratégie à partir de leur seule rationalité individuelle, quel que soit le critère retenu pour la définir. Supposons que la distance soit tellement courte qu'elle ne laisse pas le temps aux protagonistes de stopper. Considérons que les deux joueurs savent que la victoire est pour celui qui part en premier. D'aucuns et non des moindres évoqueraient ici le facteur psychologique. C'est-à-dire la croyance et donc une base personnelle, affective et par là même non logique et irrationnelle. La pensée rationnelle et la logique de la théorie des jeux telle qu'elle est décrite selon la vision de Borel, sous l'impulsion initiale de John Von Neumann et ultérieurement de Nash, s'est construite en un sens contre la psychologie (Christian Schmidt, 2001)⁷⁷².

En termes militaires, cela signifie que l'attaque éclair ou les attaques préventives, placent l'adversaire devant le fait accompli. Les Israéliens par exemple, sont longtemps passés maîtres dans son maniement : attaque contre l'Égypte en 1967 (pour éviter une attaque égyptienne contre les installations nucléaires de Dimona), et l'attaque de la centrale nucléaire irakienne Osirak en 1981. Plus simplement, c'est l'occasion d'évoquer l'image classique des Westerns américains où la victoire sourit à celui qui dégaîne le premier.

Chapitre XII : l'échec

⁷⁷² Christian Schmidt, *La théorie des jeux : Essai d'interprétation*, Paris, PUF, 2001. Voir aussi : J. F. Nash, "Two-person cooperative games", *Econometrica*, 21, 1953, pp. 141-154.

Les analyses empiriques de l'échec de la dissuasion ont identifié des cas pour lesquels les décideurs ont bien fait des calculs allant dans le sens des attentes faites par les théories de la dissuasion, mais ont totalement agi dans le sens inverse des prédictions de ces théories. Ces décideurs ont bien calculé les coûts très élevés de la guerre. Ils estiment minimales les probabilités de gagner celle-ci ; mais choisissent de défier la dissuasion. Les Japonais font, en 1941, ce calcul et attaquent les États-Unis, souligne Robert Jervis (1989)⁷⁷³. En 1973, Sadate, estime que le coût économique et politique de l'inaction est trop élevé. Ce calcul a motivé le choix de Sadate de se lancer dans une guerre. En mai 1967, les décideurs égyptiens font un mauvais calcul du coût d'une action militaire. Ils veulent défier la dissuasion israélienne et se basent alors sur un mauvais calcul et une sous-estimation des coûts d'une action militaire contre Israël. Ils surestiment les probabilités de gagner la guerre. L'action égyptienne est dictée par un besoin politique en réponse à des pressions internes en Égypte et dans le monde arabe.

Au départ, la pression américaine fonctionne et empêche les Israéliens de mener une action préventive contre les Égyptiens le 28 mai 1967. En 1967, les Égyptiens pensent, avec leurs évaluations, leurs calculs et leurs estimations, que les pressions américaines sur Israël dissuaderaient l'État hébreu d'agir militairement et de façon massive contre les provocations égyptiennes. Le Caire a émis ses hypothèses et a compté sur la pression de Washington. L'armée égyptienne entame des actions de survol dans le désert israélien à la mi-mai 1967 et un des avions égyptiens qui survole les installations nucléaires israéliennes de Dimona est abattu. La guerre devient inévitable (Harold Hogue, 1991)⁷⁷⁴, (Seymour Hersh, 1991)⁷⁷⁵.

L'échec mène à la paix

Fort heureusement, qu'elle a échoué, disent certains experts militaires. Car l'échec de la dissuasion israélienne a, en partie, aidé les Arabes à retrouver l'estime de soi et la confiance en leurs forces. Pour certains, l'échec de la dissuasion a ouvert les portes au long chemin de la paix dans le Moyen-Orient. Les Arabes ont conclu, à l'issue de la guerre de 1967 et de la guerre d'usure de 1969, qu'il leur faut, pour casser le statu quo, une action de guerre commune. C'est ce qui se produit en 1973, pour défier les capacités dissuasives de l'État hébreu. C'est suite aux arguments allant dans le sens d'un échec dans la recherche de la protection par le simple effet de la dissuasion que les Israéliens optent pour une politique de détente et non pas pour celle du bras de fer nucléaire. Cette politique de détente s'amorce même avant la guerre de 1973, qui aurait pu être évitée, explique Elli Lieberman. Un accord de paix entre Arabes et Israéliens se dessine déjà en 1968. Mais Nasser refuse de signer cet accord. Le raïs refuse car l'accord prévoit le retrait israélien du Sinaï et du Golan, mais stipule l'abandon de Jérusalem, écrit Elli Lieberman (1995)⁷⁷⁶. Lieberman souligne que l'ex-ministre israélien des Affaires étrangères Abba

⁷⁷³ Robert Jervis, "Rational deterrence theory and evidence", *World Politics Review*, Vol XLI, N. 2, janvier 1989.

⁷⁷⁴ Harold Hough & Pete Sawyer, "Israeli nuclear infrastructure", *Janes Intelligence Review*, novembre 1994.

⁷⁷⁵ Seymour Hersh, *The samson Option*, New York, Random House, 1991, 354 pages.

Eban a proposé un accord de paix transmis à l'Égypte et à la Syrie à travers les États-Unis. Le Caire et Damas refusent une telle offre car elle aurait été interprétée comme un accord de reddition par les populations arabes. Les Israéliens ont opté pour une politique de dissuasion, faute d'une alternative plus réaliste ou encore meilleure. Le fait est que les Arabes ont souvent bravé la dissuasion nucléaire israélienne, et ont même refusé un plan de paix en 1968. Car, pour le Caire, ce plan aurait eu la couleur d'une capitulation. Nasser proclamait souvent « *ce qui a été pris par la force ne se restituera que par la force.* » Robert Jervis, Richard Ned Lebow et Janice Gross Stein (1985)⁷⁷⁷, expliquent que la dissuasion ne prévient pas systématiquement contre la guerre. Au contraire, ces chercheurs vont même jusqu'à dire que la dissuasion peut même provoquer les guerres. La guerre des Six jours en est une illustration. Gerald Steinberg (1996)⁷⁷⁸. Mohamed H. Heikal (ex-ministre égyptien de l'Information et conseiller de Nasser), note que durant l'administration Johnson, le Secrétaire d'État américain Dean Rusk suggère à l'Égypte, l'idée d'un accord de paix. Nasser, qui notifie le contenu de l'accord aux dirigeants soviétiques en juillet 1970, le refuse. D'après Heikal, le rais est alors motivé par les possibles interprétations et le sens que l'on peut donner à un tel accord dans le monde arabe. Le refus d'un accord de paix par Nasser montre que le sens et l'interprétation que l'on attribue à un fait, sont essentiels pour les décideurs lors des prises de décisions et du choix entre les options. Le refus d'un accord de paix est motivé par la crainte chez Nasser que les populations arabes perçoivent et interprètent cette décision comme une reddition. Le choix du Caire et de Damas peut, pour certains, être considéré comme irrationnel, car les Arabes souhaitent le retrait israélien des territoires occupés lors de la guerre de 1967. Ils ont aussi devant eux un gouvernement israélien qui peut obtenir facilement la majorité à la Knesset. Rationnellement, les conditions sont réunies pour récupérer le Sinaï, le Golan et la Cisjordanie. Le refus d'une telle offre, si l'on se base sur des calculs de logique simple, est donc irrationnel. Du côté des Arabes, on veut le retrait mais sans accord de paix. Une telle option est considérée par les Israéliens comme irréalisable et donc irrationnelle. De l'autre côté, explique Elli Lieberman (1995)⁷⁷⁹, les États-Unis se sont abstenus d'avancer des concessions contre celles qu'offraient les Arabes, pour la simple raison que Nasser s'est tourné vers l'URSS. Les calculs américains ne prévoyaient pas que Moscou puisse jouer un rôle dans la paix au Moyen-Orient. Ces propositions sont enterrées et il faut attendre une décennie pour reparler d'un accord de paix après une guerre.

Sadate, était-il dissuadé ?

⁷⁷⁶ Elli Lieberman, "Deterrence theory, success or failure in Arab-Israeli Wars", *McNair Paper*, Chicago, N. 45, octobre 1995.

⁷⁷⁷ Robert Jervis, Richard Ned Lebow, et Janice Gross Stein, *Psychology and Deterrence*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1985.

⁷⁷⁸ Gerald Steinberg, "Peace Security and Deterrence in the Middle East"; *Australian National Peace Research Center*, décembre 1996.

⁷⁷⁹ Elli Lieberman, " *Deterrence theory, success or failure in Arab-Israeli Wars* ", *McNair Paper*, N. 45, octobre 1995.

Avec l'ambiguïté, la dissuasion échoue dans son rôle. Puisque les acteurs fonctionnent sur la base de leurs prévisions et d'évaluations d'une situation donnée. Les Arabes, pour mener la guerre, ont estimé que le nucléaire israélien n'existait, tout simplement pas car cela relève de la propagande et de la guerre psychologique (Christopher H. Achen et Duncan Snidal, 1989)⁷⁸⁰. Malgré le fait qu'on ignore ce que font les décideurs avant une prise de décision, on sait qu'ils se basent sur le comportement des autres et le considèrent comme une importante source d'information. On sait aussi qu'ils choisissent le modèle qui leur semble adapté et qu'ils se projettent dans le futur. Dans la plupart des cas, ils s'assurent que les objectifs à réaliser ont été soigneusement examinés, puis ils passent à la prise de décision (Robert Jervis, 1985, p. 14)⁷⁸¹. Les calculs des États-Unis et d'Israël avant la guerre d'octobre 1973, montrent qu'une offensive arabe n'était ni faisable ni pensable. Américains et Israéliens concluent que selon toute logique, une telle attaque ne pourrait pas réussir. Car, selon les critères militaires, Égyptiens et Syriens étaient considérés comme beaucoup plus faibles qu'Israël. De plus on pensait que la dissuasion fonctionnait, et que les Arabes manquaient principalement de forces aériennes, considérées comme essentielles pour entrer en guerre. Il y a là une sous-estimation des forces arabes basée sur un postulat selon lequel les Arabes ne mèneront pas une guerre méditée à l'avance. Cette guerre, qui a été coûteuse, donne des résultats positifs pour les deux camps. Les résultats de la guerre s'est retrouvé en faveur des deux côtés égyptien et israélien. Sans ce choc qu'Israël n'a pas su maîtriser, Tel-Aviv n'aurait peut-être pas pensé à un échange de terre contre la paix. Sans une victoire partielle pour l'Égypte, le Caire n'aurait pas regagné l'estime de soi nécessaire à l'acceptation de l'État hébreu. Alors qu'une dissuasion réussie aurait probablement abouti à la fortification d'une barrière contre une coopération mutuelle. Dans cette région, on est tenté de dire heureusement que la dissuasion a échoué (Robert Jervis, 1989)⁷⁸², (Richard Lebow et Janice Gross Stein, 1990)⁷⁸³.

Dans ses calculs, le Président égyptien arrive à la conclusion suivante : l'inaction est la pire des options. Avant de prendre la décision de guerre, Sadate agit, selon le point de vue du Caire, rationnellement. Il suit une logique de rationalité et s'assure que Washington ne l'aidera pas pour sortir du statu quo. Il fait, pour cela, appel à l'ONU, et ses calculs se confirment. Washington, en juillet 1973, émet un veto sur le projet de résolution débattu en juin. Le raïs n'a de choix qu'entre accepter le statu quo ou se lancer dans une guerre. Il sait que la guerre est coûteuse et que les résultats peuvent être lourds. Sadate sait aussi que du point de vue militaire et objectif, la victoire dans de telles conditions n'est

⁷⁸⁰ Christopher H. Achen, Duncan Snidal, "Rational deterrence theory and comparative case studies", *World Politics Review*, vol. XLI, N. 2, janvier 1989.

⁷⁸¹ Robert Jervis, Richard Ned Lebow, Janice Gross Stein, *Psychology and Deterrence*, London, Johns Hopkins University Press, 1985, 270 pages.

⁷⁸² Robert Jervis, "Rational deterrence theory and evidence", *World Politics Review*, Vol XLI, N. 2, janvier 1989.

⁷⁸³ Richard Ned Lebow, Janice Gross Stein, "Deterrence : The Elusive Dependent Variable", *World Politics Review*, Vol XLII, N°3, avril 1990, pp. 336-369.

pas assurée car la balance est largement favorable aux Israéliens. Mais, les pertes d'une guerre, estime le Caire, sont moins désastreuses que de rester dans l'humiliation causée par la guerre de 1967. Avant la guerre de 1973, Sadate, à deux reprises, tente de mener des attaques : la première en 1971 et la deuxième en 1972. La dissuasion semble fonctionner et Sadate renonce à l'attaque. D'après Janice Gross Stein (1985)⁷⁸⁴, si l'on regarde la série de calculs et d'estimations des intentions égyptiennes, vues par les décideurs israéliens de l'époque, on s'aperçoit que ces estimations ont été correctes deux fois : en 1971 et en 1972. La dissuasion a apparemment joué son rôle, lorsqu'en 1971, Sadate ne mène pas l'attaque jusqu'au bout, il est dissuadé par les prévisions et les estimations qui vont dans le sens de l'infériorité de ses forces armées face à Israël. En 1972, le raïs pense de nouveaux à attaquer mais lorsque Sadate choisit de ne pas mener l'offensive, ce n'est pas parce que les Israéliens ont la supériorité des armes, c'est parce que le commandant des forces armées a refusé l'idée de l'attaque. Les Israéliens ont calculé juste cette fois, mais pour des raisons erronées et non fondées. Ils ont tout faux et leurs "calculs" se sont avérés incorrects à l'automne 1973, lorsque les Syriens et les Égyptiens déclenchent les hostilités. Il y a là l'évidence d'une très importante mauvaise perception et d'une considérable sous-estimation, portant principalement sur les motivations égyptiennes de mener l'attaque.

Du côté égyptien, il est vrai qu'on répétait sans cesse que la guerre était proche. Sadate, depuis 1971, déclare publiquement, « *le temps de la bataille est arrivé et le prochain rendez-vous est au Sinaï* » et annonce périodiquement que cette année est « *celle de la décision*. » Israël, en 1973, écarte toute hypothèse d'attaque. Tel-Aviv se base sur les conclusions des deux précédentes tentatives d'offensive : celle de 1971 et de 1972. Sadate semble alors suivre une logique stratégique pour induire son adversaire en erreur. En effet, Essmat Abdel Meguid raconte, lors du 30^e anniversaire et sur la télévision nationale égyptienne que Sadate en répétant depuis 1971, ses intentions de mener une attaque sans que cela ne soit suivi d'effet, faisait passer, auprès des Israéliens, une image de non passage à l'acte. Alors que le raïs suivait une logique stratégique. Washington lui octroie alors le profil d'un décideur indécis. Tel-Aviv et Washington lorsqu'ils voient les signes forts d'une attaque en préparation, ne tiennent plus compte de ces signes. La dissuasion sera brisée et Sadate fait la surprise. Une analyse du côté de la perception aide à clarifier une partie des enjeux décisionnels des deux côtés.

D'abord du côté israélien. Tel-Aviv se base, sur une surestimation de la non-fiabilité des armées arabes. Ainsi, il y a eu également, une surestimation de la capacité de l'armée israélienne à faire face à tous les scénarios. Or, le scénario d'une attaque sur deux fronts simultanés n'a pas été calculé. Et cela conduit à une perception erronée côté israélien. De plus, les signaux de préparation de la guerre par les Égyptiens, tout comme le départ des experts soviétiques ou encore les mouvements de troupes le long du canal de Suez, ne sont pas pris en considération. Côté arabe, il y a la volonté de défier la supériorité militaire israélienne, de casser une barre de fer et de sortir de l'anonymat militaire dans lequel ils étaient réfugiés. Au Caire, la perception de la capacité des armées

⁷⁸⁴ Robert Jervis, Richard Ned Lebow, Janice Gross Stein, *Psychology and Deterrence*, London, Johns Hopkins University Press, 1985, 270 pages.

arabes est surestimée et délibérément gonflée, et les dirigeants ferment complètement les yeux sur les capacités nucléaires israéliennes -qui sont reléguées à une campagne de propagande-. Même conscients des capacités nucléaires israéliennes, les Égyptiens ignorent totalement l'arsenal nucléaire de Tel-Aviv. Dépasser le canal, pour l'Égypte, relève alors d'un miracle militaire, ni plus ni moins. Sadate opte pour l'usage de la force. Il s'agit pour les Arabes, de reconquérir une image de soi perdue depuis la création de l'État hébreu en 1948 et par les défaites de 1956 et de 1967. Sadate, qui ne dispose pas d'alternative pour faire des choix, fait un pari. Décrit comme *fou* ou d'*irréaliste*, ce pari, du point de vue du Caire, est rationnel. Émerge alors la phrase mille fois relayée par la presse arabe : "*La Khiyaar*", il n'y a pas d'alternative. Il faut donc défier la dissuasion psychologique israélienne.

Les groupuscules armés

Paradoxalement les armes nucléaires israéliennes n'ont pas dissuadé les milices libanaises du Hezbollah d'attaquer de façon continue le nord d'Israël. Ces armes n'ont pas dissuadé non plus les activistes du Hamas de harceler de manière permanente les colons israéliens dans les territoires occupés, de la bande de Gaza et de la Cisjordanie. En avril 2004, le Premier ministre israélien Ariel Sharon soumet aux membres de son parti le Likoud, à un référendum, un plan portant sur un retrait de Tsahal de la bande de Gaza. Les membres du Likoud votent et rejettent avec une grande majorité le plan de Sharon avant de l'adopter à la fin du mois de septembre (2004)⁷⁸⁵. À la Knesset un débat a eu lieu et le plan est adopté avec une majorité à la Knesset le 26 avril 2004. Ce plan de retrait rappelle le retrait du Tsahal du sud Liban ordonné par le Premier ministre travailliste Ehud Barak en mai 2000, cinq semaines avant la date prévue. Le retrait du sud Liban coïncide avec la fin d'un mois de discussions sur la révision du TNP à New York. Ce retrait est considéré comme un événement majeur, et par les Arabes, comme une conséquence de l'unique défaite infligée au Tsahal par une guérilla arabe, le Hezbollah. Au Liban, on célèbre la fête et on crie victoire. Ce retrait est interprété de plusieurs façons. En Occident, les photos des chars abandonnés par l'armée israélienne ont surpris les observateurs. La presse parle de l'événement comme d'une *débâcle* et d'une *sortie par la petite porte*. On lit aussi des titres comme *scènes de fuite*, *effondrement*, ou encore *opération débandade*. Côté arabe, on parle d'une victoire et d'un jour de gloire. À Damas, puissance tutélaire au Liban, on se trouve privé d'un levier pour obtenir de l'État hébreu un retrait du Golan. Les Syriens se retrouvent face à une victoire psychologique et politique de leur pire ennemi : le Hezbollah. Si les Libanais ont fait la fête, en Israël le

⁷⁸⁵ Le Premier ministre israélien Ariel Sharon affirme que le retrait de la bande de Gaza prévu en 2005 commencerait en mai et ne devrait pas durer plus de douze semaines, a rapporté le quotidien *Haaretz* dans son édition du 14 octobre 2004. M. Sharon, qui s'adressait à la commission parlementaire des Affaires étrangères et de la Défense, affirme fin septembre 2004, que le retrait de la bande de Gaza et l'évacuation des 21 colonies de ce territoire prendrait fin en septembre 2005 et durerait trois mois. M. Sharon entend évacuer la bande de Gaza ainsi que quatre colonies isolées du nord de la Cisjordanie en 2005 dans le cadre de son plan de séparation unilatérale d'avec les Palestiniens. Le 6 juin 2004, M. Sharon obtient l'accord de principe de son gouvernement à son plan, en dépit de fortes résistances au sein du Likoud, sa propre formation, et de l'opposition farouche des colons de Cisjordanie et de la bande de Gaza.

soulagement était présent et la population approuve la décision de Barak écrit *Le Monde* (⁷⁸⁶). Le quotidien Libération, dans son éditorial du 24 mai (2000) ⁷⁸⁷, considère que ce retrait est une fausse manœuvre, et que les conséquences sont d'ores et déjà désastreuses : « *alors que Barak espérait, à l'origine, prendre Damas à contre-pied, le Premier ministre israélien se trouve face à une victoire psychologique et politique de son pire ennemi, le Hezbollah* » écrit Libération.

Frapper la Syrie ou restituer le Golan ?

Le 30 septembre 1997, le quotidien israélien *Yédiot Ahronot*, citant des officiers israéliens, publie un article appelant à la nécessité de lancer une frappe nucléaire préventive contre la Syrie. Cette dernière, selon les sources militaires, aurait préparé une attaque chimique contre Israël. Le quotidien rapporte que les photos satellites analysées par des experts américains, confirment que la Syrie a installé des missiles Scud-B à 25 km de la ville de Homs et que les positions géographiques des missiles permettent d'atteindre n'importe quel point en Israël. Israël, en décembre 1999, et lors des négociations à Washington portant sur le retrait israélien du Golan, renonce à une proposition visant à installer des stations radars de pré-alerte sur le Golan. Selon le mensuel syrien *Al-Quarar*, la solution de ce problème passe par le déploiement de satellites artificiels et par l'utilisation d'avions espions américains de type U-2 et SR-71 qui viennent combler le temps écoulé entre deux passages satellitaires. La Syrie rejette toutes les formules prévoyant la mise en place de stations de pré-alerte sur le mont Hermon (dans les hauteurs du Golan) et le Premier ministre israélien Ehud Barak accepte ses arguments.

L'avantage stratégique dont dispose Israël face à ses voisins arabes, lui permet de prendre un " *risque calculé* " en restituant le plateau du Golan à la Syrie. Selon un rapport publié par le *Jafee Center for Strategic Studies* de l'Université de Tel-Aviv, le 21 décembre 1999, le rapport de force entre Israël et la Syrie, permet à l'État hébreu de prendre un risque calculé dans les négociations de paix. La situation stratégique très favorable à Israël, lui donne une possibilité de progresser dans le processus de paix, et l'État hébreu devrait garder cet avantage encore plusieurs années, estime le professeur Shai Feldman (1999), lors d'une conférence de presse tenue à Tel-Aviv le 21 décembre 1999. Selon Shai Feldman, en cas de retrait du plateau conquis en juin 1967, et annexé en 1981, Israël aurait besoin d'une aide militaire d'un montant de 10 milliards de dollars pour améliorer ses positions, son armement et ses capacités de riposte rapide après la perte de cette région stratégique. D'après Shai Feldman, il y a plusieurs raisons pour lesquelles Israël dispose d'une supériorité militaire sur Damas et sur d'autres pays au Moyen-Orient. L'État hébreu jouit d'une avance technologique très nette, illustrée par sa capacité à développer des armes sophistiquées telles que des missiles antimissiles Arrow (Flèche) et ceci, en coopération avec les États-Unis. Feldman explique que les adversaires d'Israël souffrent d'une série de handicaps : la Syrie et d'autres pays arabes qui s'équipaient en ex-URSS, n'ont pas trouvé de fournisseurs d'armes de substitution.

⁷⁸⁶ Antoine Basbous, *Le Monde*, 26 mai 2000, p. 19.

⁷⁸⁷ Jacques Amalric, *Libération*, 24 mai 2000.

Ces pays ne disposent pas non plus de fonds nécessaires à l'amélioration de leurs forces. Enfin, pour Feldman, le développement par les pays arabes de moyens non conventionnels chimiques ou nucléaires a été moins rapide que prévu. Selon le *Jane's defence weekly* du décembre 1999, Israël veut échanger des armes américaines contre la restitution du Golan aux Syriens. Les sources militaires israéliennes citées par le *Jane's* estiment qu'il est de la responsabilité de Washington de faire en sorte qu'à l'issue d'un règlement de paix, Israël soit en mesure de mener deux guerres simultanément, par exemple à la fois contre l'Égypte et contre l'Iran. Ce dernier se sentira "menacé" si la Syrie signe un accord de paix avec Israël. Le chef d'État-major israélien, le général Moshe Yaalon, estime, le 13 août 2004, qu'Israël pouvait renoncer d'un point de vue militaire au plateau du Golan conquis sur la Syrie, contre un accord de paix. « *Du point de vue des nécessités militaires on peut parvenir à un accord avec la Syrie en renonçant au Golan* », déclare le général dans une interview au quotidien *Yédiot Aharonot*. Le général estime que « *l'armée pourrait défendre les frontières d'Israël quelles qu'elles soient, en cas de décision de l'autorité politique sur un retrait du Golan.* » C'est la première fois qu'un chef d'État-major israélien semble envisager un retrait de tout le Golan, exigé par Damas pour tout accord de paix avec Israël. Le général relativise toutefois ses propos en soulignant qu'il s'agissait là d'une position théorique et qu'un tel retrait ne pourrait s'opérer que dans le cadre d'un accord équilibré avec la Syrie. Un haut responsable israélien affirme que la position du gouvernement israélien était inchangée sur la question (⁷⁸⁸). M. Sharon s'est, à de multiples reprises, prononcé contre un retrait de tout le plateau, conquis durant la guerre de juin 1967 et annexé en 1981. Il a averti en janvier 2004 « *qu'une négociation avec la Syrie mènera Israël à descendre du plateau du Golan.* »

Dans une interview publiée en décembre 2003 par le *New York Times*, le Président syrien Bachar al-Assad a envisagé une reprise du dialogue avec Israël en vue de récupérer le Golan, en échange de la paix et d'une normalisation des relations entre les deux pays. La Syrie veut reprendre les négociations là où elles avaient été arrêtées en janvier 2000, quand le gouvernement travailliste israélien de l'époque envisageait un retrait de la quasi-totalité du Golan, hormis une étroite bande de terre le long de la rive orientale du lac de Tibériade, le principal réservoir d'eau douce d'Israël. Selon le *Jane's* citant des sources israéliennes, un accord entre Damas et Tel-Aviv suppose que la Syrie obtienne l'accès aux dernières technologies d'armement occidentales, ce qui amènera l'Iran à se sentir menacé et à accélérer ses programmes stratégiques nucléaires et de missiles balistiques (⁷⁸⁹). Un sondage porté sur un échantillon représentatif de 500 personnes israéliennes et comportant une marge d'erreur de 4,5%, montre que les Israéliens s'attendent à un accord de paix avec la Syrie. Selon ce sondage effectué en décembre (1999)⁷⁹⁰, près de trois israéliens sur quatre (70% contre 27%) pensent que la négociation avec la Syrie va aboutir à un accord de paix. Paradoxalement, beaucoup d'Israéliens sont opposés à la restitution intégrale du plateau du Golan (57% sont contre).

⁷⁸⁸ AFP, 13 août 2004, Israël-Syrie-Golan-armée.

⁷⁸⁹ AFP, GB-USA-Israël, 16 décembre 1999.

⁷⁹⁰ Sondage diffusé par la radio publique israélienne le 17 décembre 1999.

Le nouvel environnement régional

Dans le deuxième âge nucléaire, la puissance dominante américaine se rend à l'évidence qu'il doit changer de doctrine. Qu'en est-t-il d'Israël ? En avril 2000 et lors du premier sommet Europe-Afrique qui a eu lieu au Caire, des pays européens ont jugé "inappropriée" une demande égyptienne d'inclure dans le document final du sommet, une "référence expresse" à une zone sans armes nucléaires au Moyen-Orient, qu'ils estiment dirigée contre Israël (selon une déclaration du chef de la diplomatie belge Louis Michel). « *Il s'agit d'un sommet Europe-Afrique et non pas d'un sommet Europe-Moyen-Orient* », a indiqué le ministre belge à l'issue d'une réunion préparatoire du sommet du Caire le 3 avril 2000. L'Égypte renouvelle cette même démarche le 24 avril 2000, lors de l'ouverture des discussions à New York sur la révision du traité de non-prolifération des armes nucléaires. La voix de l'Égypte, comme cinq ans auparavant, lors du sommet de 1995, n'est pas entendue. La victoire américaine en Irak creuse l'avantage stratégique dont bénéficie Israël face à ses voisins, mais nécessite un réexamen des priorités pour l'armement de l'État hébreu, selon les experts militaires du JCSS. « *L'avantage dont bénéficiait Israël face à ses voisins arabes s'est creusé avec la disparition de la menace que faisait peser l'Irak* », estime Ephraïm Kam, Directeur adjoint du JCSS à l'occasion de la publication du rapport annuel de cette institution intitulé « *L'équilibre stratégique au Moyen-Orient 2002-2003*. »

Un deuxième rapport portant sur l'après-guerre en Irak a également été présenté lors d'une conférence de presse à Tel-Aviv le 21 septembre 2003. Selon M. Kam, la victoire américaine en Irak devrait « *freiner la course aux armements dans la région car elle a permis de mettre fin à un régime radical, et d'exposer la faiblesse du monde arabe tout en suscitant des pressions américaines accrues sur des pays tels que l'Iran, la Libye ou encore la Syrie*. » M. Kam ajoute, « *si les États-Unis ne parviennent pas à stabiliser la situation en Irak, certains des bénéfices qu'Israël a retirés de cette guerre disparaîtront*. » Faisant allusion au budget de la Défense, le général de brigade de réserve Shlomo Brom, estime que les responsables israéliens devraient profiter de cette situation pour « *sacrifier certaines vaches sacrées. (...) L'abandon du projet de construction d'un nouveau modèle de char Merkava me semble positif car Israël doit, avant tout, investir dans les secteurs où nous disposons d'un réel avantage technologique* », explique M. Brom. Il faisait ainsi allusion au vif débat opposant depuis quelques semaines le ministre des Finances et ex-Premier ministre, Benjamin Netanyahu, qui souhaitait imposer des coupes drastiques dans le budget de la Défense 2004, en raison de la disparition de la menace irakienne sur le front oriental. Soumis aux pressions de l'armée et du ministère de la Défense, le Premier ministre Ariel Sharon n'a donné son feu vert qu'à une réduction trois fois inférieure à celle préconisée par le Trésor.

Changer de doctrine

Lorsqu'il était ministre de la Défense, l'actuel Premier ministre israélien Ariel Sharon, affirmait qu'« Israël peut contrôler l'ensemble du Proche-Orient arabe, de la Méditerranée

au Golfe Persique. » Deux mois après les accords de Wye Plantation du 23 octobre 1998, le Président américain Bill Clinton et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu ont signé, selon le journal *Haaretz* du 3 novembre 1998, un mémorandum important qui évoque « *le renforcement de la capacité de défense et de dissuasion d'Israël.* » La formule utilisée renforce l'accord public des États-Unis avec la dissuasion stratégique d'Israël. Cet accord est rendu possible par l'échec de Washington dans ses efforts pour mettre un terme à la diffusion des missiles balistiques et à toutes possibilités de prolifération d'armes nucléaires dans le Moyen-Orient (Yair Evron, 1998)⁷⁹¹. Gerald Steinberg, (1994)⁷⁹², pense que le facteur de la dissuasion psychologique imposé par les Israéliens à leurs voisins -par la possession de l'arme nucléaire-, fait partie d'un consensus entre la population et les décideurs israéliens. Il prend comme exemple la conception donnée, à ce propos, par l'ancien chef de la Commission israélienne de l'énergie atomique, Shalheveth Freier, qui décrit « *l'inconnu qui entoure les armes nucléaires israéliennes a un impact fort. Il provoque une dissuasion qui renvoie aux Israéliens une assurance dans un environnement hostile.* »

Considéré comme une puissance nucléaire à part entière -la sixième par ordre d'importance- bien que théoriquement "non déclarée", Israël maintient son ambiguïté. Pourtant, peu à peu, cette ambiguïté s'est dissipée et la question n'est plus de savoir si l'État hébreu possède ou non l'arme nucléaire, mais plutôt quelle est la place de cet arsenal dans sa politique et sa stratégie régionale. Israéliens et Américains admettent la collaboration pour déployer les missiles de croisière Harpon équipés d'ogives nucléaires dans la flotte israélienne de sous-marins. Cela donne à la seule puissance nucléaire au Moyen-Orient, la capacité de frapper n'importe quel point chez ses voisins. Ces révélations sans précédent arrivent, alors qu'Israël annonce que les États hébergeant des terroristes sont des cibles légitimes. Israël répond ainsi à la Syrie qui se déclare avoir le droit à la légitime défense si Israël attaquerait ses territoires écrit Peter Beaumont et Conal Urquhart, les correspondants de *The Observer International* à Londres et à Jérusalem. (2003)⁷⁹³.

Les doctrines des puissances sont appelées à changer pour suivre l'évolution de la menace. Israël n'échappe pas à cette donnée. « *Tous les facteurs précédemment associés à la théorie de la dissuasion ont changé. Nous avons besoin de nouveaux concepts et de nouvelles capacités* », affirment les responsables de l'administration Bush. Depuis 1967, Israël mène des opérations d'attaques dites *préventives*. L'État hébreu va-t-il garder sa politique de barrage envers ses voisins en les empêchant d'accéder aux armes nucléaires ? L'État hébreu va-t-il frapper les installations nucléaires iraniennes à l'instar de son opération contre la centrale irakienne en 1981 ? (⁷⁹⁴). Le 14 juin 1981, Israël vient de frapper et de détruire la centrale irakienne Tammouz, et lors d'une interview, à l'émission

⁷⁹¹ Yair Evron, "An Israel-United-States Defence Pact", *Strategis Assessment*, Vol 1, N° 3, octobre 1998.

⁷⁹² Gerald Steinberg, "Middle East Arms Control and Regional Security", *Survival*, Vol. 36, N. 1, printemps 1994.

⁷⁹³ Peter Beaumont, Conal Urquhart, "Israel deploys nuclear arms in submarines", *The Observer International*, édition du dimanche 12 octobre 2003, voir aussi : [Israel adds fuel to nuclear dispute \[12 Oct '03\] - Los Angeles Times](http://www.telegraph.co.uk/) .(site Internet <http://www.telegraph.co.uk/>).

Face the Nation, de la chaîne américaine CBS, on pose la question suivante à M. Begin : « Monsieur le Premier ministre, Israël peut avoir une bombe atomique, pourquoi pas l'Irak ? » (...) « Vous m'interrogez au sujet d'une bombe atomique israélienne ? » répond le Premier ministre, « sachez qu'Israël ne sera jamais le premier pour introduire les armes atomiques dans le Moyen-Orient. Nous sommes disposés à signer le TNP, si nos voisins signent un traité de Paix avec nous. Aussi longtemps qu'il n'y a aucun traité de paix, il n'y a aucune place à un traité de non-prolifération. » Par la fermeté du recours à l'attaque préventive et par la force écrasante menée à l'encontre de l'Irak, Washington étale son arsenal. En effet, la fermeté des États-Unis face à l'Irak est interprétée comme un test pour leur nouvelle géostratégie comprenant des actions militaires préventives pour parer aux menaces, et comprenant également le recours à une force écrasante, y compris nucléaire, dans le cas où ils seraient attaqués avec des armes de destruction massive. Au milieu des années 1990, la marine militaire israélienne lance la construction des premiers sous-marins de type Dauphin dans les chantiers de Kiel, en Allemagne, en juin (1995)⁷⁹⁵. Les trois sous-marins Diesel de type Dauphin servent ainsi de plateforme de lancement de missiles nucléaires. Le journal israélien *Haaretz* du 9 juin (1998)⁷⁹⁶, publie un article similaire signé par Yossi Melman, sous le titre « Les sous-marins israéliens du type Dauphin vont introduire une nouvelle dimension nucléaire au Proche-Orient. » Il annonce la fin de la construction des trois sous-marins. Avec un coût de 300 millions de dollars, l'événement fait la « Une » du *Los Angeles Times*, en juillet (1998)⁷⁹⁷. C'est le 27 juillet 1999, que le premier sous-marin est livré aux israéliens. Le Président Weizman ainsi que le Premier ministre israélien Ehud Barak accompagné du général Mofaz assistent à la cérémonie qui a lieu au port maritime de Haïfa. (Photos en annexes)

On parle alors de possibilités de mener des attaques contre les installations nucléaires iraniennes. L'Iran a toujours condamné l'acquisition par Israël de sous-marins nucléaires en la qualifiant de menaçante pour la sécurité au Moyen-Orient. L'Agence iranienne d'Information (IRNA), citant le porte-parole du Ministère iranien des Affaires étrangères Hamid Reza Asefi, affirme que l'acquisition israélienne d'un sous-marin nucléaire est un danger menaçant toute la région. « Le régime sioniste est devenu, grâce à l'aide de certains pays occidentaux, le plus grand arsenal régional et une source d'instabilité et d'insécurité de la région », déclare H. R. Asefi qui appelle les pays de la région à la vigilance face à l'étendue militaire du régime sioniste. D'après les experts militaires, si les Israéliens menaient une telle opération, ils utiliseraient pour cela les sous-marins. En effet, la doctrine nucléaire maritime israélienne est conçue pour placer l'un des trois sous-marins dans le Golfe Persique, l'autre en Méditerranée, alors que le troisième reste en réserve (⁷⁹⁸). Des lancements d'essai secrets de systèmes de missiles

⁷⁹⁴ Annexe 117, et Annexe 179, des tests du missiles antimissile Hetz (Flèche), ont eu lieu près de la côte californienne en juillet et en août 2004, l'un de ces tests a échoué.

⁷⁹⁵ "Israel to get third german submarine", *Military and Arms Transfer News*, 17 mars 1995.

⁷⁹⁶ Yossi Melman "Swimming with the Dolphins", *Haaretz*, 9 juin 1998.

⁷⁹⁷ Martin Sieff, "Israel buying 3 submarines to carry nuclear missiles", *The Washington Times*, 1er juillet 1998

de croisière auraient été entrepris en mai 2000, dans l'Océan indien note *The observer* dans son édition du 12 octobre 2003. C'est ce qu'écrivent Uzi Mahnaimi et Matthew Campbell dans le *London Sunday Times* du 18 juin(2000)⁷⁹⁹. Les auteurs rapportent qu'Israël en mai 2000, a effectué, secrètement, les premiers lancements d'essai, à partir de ses deux sous-marins de construction allemande, des missiles de croisière capables de porter des ogives nucléaires (⁸⁰⁰). Douglas Davis, (2000)⁸⁰¹, qui cite le *Sunday Times* londonien, explique que les missiles ont été lancés des côtes du Sri Lanka dans l'Océan Indien et ont frappé une cible à 1500 kilomètres. Selon le *Jerusalem Post*, du 19 juin 2000, le test a lieu en vue de mener des attaques à partir du sous-marin ou encore des attaques préventives contre les installations nucléaires iraniennes. D'après le *Sunday Times*, Israël possède des ogives nucléaires d'environ 200 kg de moyenne et contenant 6 kg de plutonium. Ces ogives pourraient être montées sur des missiles de croisière. D'autre part, Israël développe son missile de croisière air-sol *Popeye Turbo*, qui, selon la FAS, est opérationnel depuis 2002 (⁸⁰²). Les Israéliens se placent ainsi derrière les Américains et les Russes dans leur capacité à pouvoir lancer des missiles de croisières à partir de sous-marins (⁸⁰³). Selon le porte-parole des Forces Armées Israéliennes IDF, ces informations sont fausses. La Presse israélienne qui rapporte les déclarations de l'armée israélienne expliquant que ce test de missile n'était qu'un Tomahawk américain, souligne que Washington nie ces informations (⁸⁰⁴).

Dans le *Jane's Intelligence Review*, Philip Clark (1995, pp. 25-26)⁸⁰⁵, explique que la portée des missiles Popeye Turbo, couvre une distance qui varie entre 200 et 350 kilomètres. Il semble, selon les experts militaires, que ce missile soit considéré comme un missile de croisière actionné par turboréacteur qui peut incorporer la dernière technologie et d'autres composants développés pour la famille des missiles Popeye. Les missiles *Have Nap* AGM-142, sont une variante du missile israélien de l'Armée de l'Air Popeye, utilisent un moteur plein de fusées de propulseur. Le Popeye II, également connu sous le nom de *Have Lite*, est un plus petit missile avec une technologie encore plus à la pointe. Il

⁷⁹⁸ Peter Beaumont, Conal Urquhart, "Israel deploys nuclear arms in submarines", *The Observer*, 12 octobre 2003.

⁷⁹⁹ "Israel Makes Nuclear Waves With Submarine Missile Test," By Uzi Mahnaimi and Matthew Campbell *London Sunday Times* 18 juin 2000.

⁸⁰⁰ Uzi Mahnaimi, Matthew Campbell, "Fears Of New Arms Race As Israel Tests Cruise Missiles", *London Sunday Times*, 18 juin 2000.

⁸⁰¹ Davis Douglas, "Israel Test Fired Nuclear Capable Sub-launched cruise missiles", *The Jerusalem Post*, 19 juin 2000.

⁸⁰² David Blair, " **Israeli Submarine Fleet can now launch nuclear weapons**", *News Telegraph* 13 octobre 2003. Voir aussi : Jon E. Dougherty, "Israel Steps up Submarine acquisition", *World News Daily*, 27 octobre 2000.

⁸⁰³ Martin van Creveld,, *Nuclear Proliferation and the Future Of Conflict*, New York, The Free Press, 1993. Voir aussi : "Russian Foreign Intelligence Service, Report on the Proliferation of Weapons of Mass Destruction", Moscow, 1993, in *Journal of Palestine Studies*, XXII, N. 4 (été 1993, pp. 135-140).

⁸⁰⁵ Philip Clark, "Third successful Israeli satellite launch" *Jane's Intelligence Review* 7, N. 6, juin 1995, pp. 25-26.

est conçu pour un déploiement sur un avion de chasse. Le Popeye II, a une portée d'environ 150 kilomètres.

L'Iran est sur le point de développer un arsenal nucléaire. La question de frappes préventives contre Téhéran se pose mais sa réalisation s'avère difficile à mettre en place. C'est presque mission impossible pour Tel-Aviv. L'option d'attaquer Téhéran est une option en discussion, mais sa réalisation s'avère périlleuse. Inquiet par le désir et par la possibilité pour l'Iran d'obtenir les armes nucléaires et de devenir une puissance nucléaire régionale. On se demande alors si, pour garder le monopole nucléaire, Israël va-t-il appliquer la stratégie des attaques préventives déjà utilisée contre l'Irak ? C'est le sujet du chapitre suivant dédié au monopole nucléaire par les Israéliens.

Chapitre XIII : le monopole nucléaire

« Ariel Sharon est encore une fois, peut-être, sur le point de la guerre et sa cible étant l'Iran. Par le passé, il est arrivé que M. Sharon focalise son attention sur l'Iran, en clamant que Téhéran représentait la plus grande menace nucléaire pesant sur Israël. Les responsables de la défense ont quant à eux, et à plusieurs reprises, déclaré qu'Israël pourrait éventuellement attaquer les installations nucléaires iraniennes. C'est alors que le ministre iranien de la Défense, Ali Shamkhani, avertit qu'au cas où Israël passe à l'acte, il serait effacé de la carte. » (Martin Van Creveld, 2004)⁸⁰⁶. Une analyse des conflits régionaux depuis celui de 1967, montre que les attaques appuient la thèse selon laquelle

⁸⁰⁴ Le missile de Popeye Turbo est probablement semblable, sinon identique, au missile israélien de croisière placé sur les lanceurs qui se trouvent sur les sous-marins de classe Dauphin. Le missile de Popeye avec sa ligne de base et sa portée de 45 miles, a un diamètre de 21 pouces, et mesure presque 16 pieds de long. Pour la comparaison, la torpille MK-48 lourde américaine est de 21 pouces de diamètre, et 19 pieds de long, alors que le BGM-109 Tomahawk SLCM est de 20.4 pouces en diamètre et de 20.5 pieds de long (moteur de propulseur compris), et le SS-N-21 russe SLCM est semblable dans la configuration et les dimensions au Tomahawk américain. La portée de 1.500 kilomètres atteinte en mai 2000, est dix fois plus grande que la portée précédemment rapportée pour le Popeye Turbo. Cependant, ce dernier est un missile mal certifié, note les experts de la *Federation of American Scientists*, et la littérature ainsi que les documents disponibles fournissent peu d'informations sur ce système explique David Blair (2003). En effet, en raison de la petite taille de l'engin, et du programme d'essai limité jusqu'ici, il est entièrement possible que même la communauté d'Intelligence des États-Unis ne dispose que peu d'éléments sur les capacités et les possibilités de ce système. Il n'y a aucune raison particulière de douter sur le fait que les Israéliens ont pu développer une variante du Popeye Turbo avec une portée de 1.500 kilomètres, simplement en rallongeant le réservoir de carburant lié à une autre variante du missile d'une portée de 300-350 kilomètres. Les experts de la FAS, expliquent que ces informations sont rapportées par l'Intelligence des États-Unis. Actuellement, il n'est pas possible de déterminer si l'Intelligence des USA a sous-estimé la portée de ce missile, ou si les récents rapports ont surestimé la portée de ce missile. Toutefois, la portée la plus longue rapportée en juin 2000 est certainement conforme aux conditions et aux objectifs israéliens. Le *Tekuma* est le nom du dernier sous-marin livré par les Allemands aux Israéliens selon une source militaire citée par la Radio israélienne explique Jon E. Dougherty dans le *World News Daily* du 27 octobre 2000. Les Israéliens, depuis le 19 septembre 1988, travaillent sur le développement de leur propre système de reconnaissance par satellite. Le 3 avril 1990 le lanceur *Offeq-3* échoue dans son premier essai, mais le 5 avril 1995, le lancement est réussi. Voir aussi : Martin Van Creveld (1993, p. 105), *Journal of Palestine Studies* (1993), *Jane's Intelligence Review* (juin 1995).

ces actions militaires appelées préventives, sont là pour pallier à l'échec de la dissuasion israélienne. Sur le plan régional, il y a eu plusieurs attaques dites préventives. Parmi elles, on trouve celle de (1967), et celle contre le réacteur irakien en août (1981). Sur le plan international, il y a eu la guerre contre l'Irak en mars 2003. De plus, il y a d'autres cas où des plans d'actions préventives étaient sur le point d'être exécutés. On prend pour exemple la volonté israélienne de mener une attaque préventive contre l'Égypte en 1973, juste avant la guerre. C'est le Secrétaire d'État Kissinger qui empêche Golda Meir d'opter pour toute initiative de cette nature. Il y a aussi le plan d'assassinat de Saddam Hussein par les Israéliens en (1992), ou encore le plan de mener des attaques préventives contre les installations nucléaires iraniennes. Mais, « *tout dépend du Premier Ministre Ariel Sharon -le vieux cheval de guerre, qui, déjà en 1982, entraîne Israël dans le borborygme d'une invasion désastreuse au Liban. La seule chose qu'on puisse encore espérer, c'est qu'il réfléchisse à deux fois, avant de décider quoi que ce soit.* » (Martin Van Creveld, 2004)⁸⁰⁷.

« *L'Iran aura "dans les six mois" les connaissances nécessaires pour fabriquer une bombe nucléaire* », estime le 16 février 2005, à Londres, le ministre israélien des Affaires étrangères Silvan Shalom. « *Nous pensons que dans les six mois, ils achèveront tous les tests et expériences qu'ils mènent pour avoir ces connaissances* », ajoute le ministre lors d'un petit déjeuner de presse à Londres.

Chris Rundle, un expert britannique de l'université de Durham, émet de sérieux doutes sur les déclarations de M. Shalom, estimant qu'Israël exagère vraisemblablement la menace iranienne. « *Dans un pays qui s'est de tout temps ingénié à maintenir ses activités nucléaires à l'abri des projecteurs, il s'agit là d'une mesure sortant tout à fait de l'ordinaire. Jusqu'à quel point la menace iranienne est-elle sérieuse ? (...) À part les Shihab, le seul autre moyen dont dispose (...) Quant aux intentions iraniennes, bien malin celui qui dira quelles sont-elles.* » (Martin Van Creveld, 2004)⁸⁰⁸. Le jour de la déclaration de Silvan Shalom, le ministre iranien des Renseignements Ali Younessi confirme la présence au-dessus de l'Iran d'engins d'espionnage américains, qui seront abattus s'ils se rapprochent, rapporte les agences de presse iraniennes semi-officielles Isna et Ilna. Il parle de « satellites » mais non pas d'avions de reconnaissance sans pilote, évoqués par le Washington Post. Le quotidien écrivait que les États-Unis avaient fait voler des avions de reconnaissance sans pilote depuis avril 2004, au-dessus de l'Iran à partir de bases américaines en Irak. Le 21 décembre (2003)⁸⁰⁹, le ministre israélien de la Défense, Shaoul Mofaz, évoque la possibilité d'une attaque contre les sites nucléaires de l'Iran du même genre que celle lancée en 1981, contre un réacteur nucléaire irakien construit avec l'aide de la France. Le 7 juin 1981, en effet, l'aviation israélienne a bombardé le réacteur nucléaire irakien de Tammouz, à 17 Km de Bagdad. Au cours de ce raid, un technicien

⁸⁰⁶ Martin Van Creveld, "Is Israel planning to attack Iran?", *International Herald Tribune*, 20 novembre 2004.

⁸⁰⁷ Ibid.

⁸⁰⁸ Ibid.

⁸⁰⁹ AFP, 21.décembre.2003, Israël-Irak-Iran-nucléaire, jlr/ps eaf, 0310 ISR /AFP-QN95

français a été tué. Les appareils israéliens - huit F-15 et six F-16 de fabrication américaine - ont opéré à 2000 km de leur base près d'Eilat, un port sur la mer Rouge, dans le sud d'Israël.

Selon les médias israéliens, les appareils ont réussi à passer inaperçus en volant en rase-motte au-dessus des déserts saoudiens et irakiens pour ne pas être repérés. Une fois arrivés sur leur cible, ils ont lâché des bombes de 900 kg sur la centrale avant de regagner Israël en passant par la Jordanie. Le Premier ministre israélien de l'époque, Menahem Begin, justifie ce raid intervenu peu avant des élections législatives israéliennes, en expliquant qu'Osirak était sur le point de devenir opérationnel, ce qui aurait permis à l'Irak de fabriquer des bombes atomiques. L'opération avait suscité de vives critiques internationales, y compris celles du gouvernement américain. Le 19 juin 1981, le Conseil de sécurité de l'ONU vote à l'unanimité une condamnation vigoureuse de l'attaque militaire menée par Israël. Quelques mois plus tard, le ministre français du Commerce extérieur, Michel Jaubert, affirme, à l'issue d'une visite officielle à Bagdad, l'accord de principe de la France pour la reconstruction d'un centre nucléaire. Mais ces déclarations ne sont pas suivies d'effets. Seth Tillman (1982)⁸¹⁰, note que, malgré que les justifications israéliennes soient contredites par un certain nombre d'experts internationaux, de considérables évidences et de circonstances ont montré que l'Irak était sur le chemin de vouloir développer des armes nucléaires écrit Leonard Spector (1984)⁸¹¹. Les critiques sont alors axées sur le fait que l'Irak est signataire du traité de non-prolifération des armes nucléaires et que les installations irakiennes, elles sont soumises à l'inspection internationale alors qu'Israël refuse toute idée d'inspection de ses installations nucléaires et n'a toujours pas signé le TNP et les experts attribuent à l'État hébreu un fort arsenal nucléaire (Seth Tillman, 1982, pp. 38-39)⁸¹².

Donald Neff (1995)⁸¹³ considère l'attaque israélienne et la destruction de la centrale irakienne comme une déclaration de guerre contre toute volonté arabe de se doter des armes nucléaires les empêchant ainsi d'entrer dans le club nucléaire. L'attaque a aussi une signification symbolique : seuls les Israéliens qui s'autorisent une avancée technologique dans le domaine des armes nucléaires et aucun autre État dans la région ne peut le rivaliser. Seth Tillman (1982, p. 39)⁸¹⁴, explique que suite à l'attaque de la centrale irakienne, les condamnations internationales de cette attaque n'ont pas manqué. La Maison Blanche invite le Congrès à prendre acte d'une possible violation

⁸¹⁰ Seth Tillman, *The United States in The Middle Eeast : Intrests and Obstacles*, Bloomington, Indiana University Press, 1982.

⁸¹¹ Leonard S. Spector, *Nuclear Proliferation Today*, New York, Vintage Books, 1984. Voir aussi : Stephen Green, *Living by the Sword : America and Israel in the Middle East, 1968-1987*, London, Brattleboro, 1988, pp. 135-152 ; George Lardner Jr et R. Jeffrey Smith, *Washington Post* du 16 décembre 1992 ; Elaine Sciolino, *New York Times*, du 30 novembre 1992. Jack Anderson & Michael Binstein, Iran's nuclear ambitions, *Washington Post*, 20 décembre 1992.

⁸¹² Ibid.

⁸¹³ Donald Neff, "Israel Bombs Iraq's Osirak Nuclear Research Facility", *Washington Report on Middle East Affairs*, juin 1995.

⁸¹⁴ Ibid.

“substantielle ” de l’acte du contrôle d’export d’armes interdisant l’usage des armes américaines sauf en cas d’autodéfense. Cet acte est le troisième demandé par la Maison Blanche. Les deux autres l’ont été durant l’administration Carter et suite aux attaques israéliennes au Liban. Mais, comme dans les deux précédents cas, souligne Istvan S. Pogany (1981)⁸¹⁵, le Congrès décline toute prise de décision. Washington qui s’associe au vote unanime du Conseil de Sécurité de l’ONU condamnant fortement Israël, les États-Unis font savoir qu’ils utiliseront leur droit de veto contre tout projet de résolution imposant des sanctions contre l’État hébreu. C’est suite aux pressions américaines que la résolution 487 est adoptée le 19 juin 1981, ne mentionnant pas de sanctions contre Israël (Annexe résolution 487f, de 1981)⁸¹⁶.

Le numéro deux de la CIA, Bobby Ray Inman, explique que les avions israéliens ne pouvaient pas traverser les espaces aériens vers leur cible sans être guidés par des photos satellites fournies par les satellites espions des États-Unis. Bob Woodward explique qu’il y a eu un arrangement secret entre le directeur de la CIA et l’armée israélienne. Le directeur William J. Casey aurait autorisé l’accès des Israéliens aux sources d’Intelligence américaines et ainsi obtenir les photos des satellites espions (Bob Woodward, 1987)⁸¹⁷. Donald Neff (1995)⁸¹⁸, citant des propos du Directeur de la CIA, Bobby Inman, explique que celui-ci savait que les Israéliens avaient accès aux dossiers de la CIA en ce qui concerne les zones considérées comme une menace potentielle pour l’État hébreu. Lorsqu’il a su qu’Israël avait étendu son accès plus largement que prévu et que Tel-Aviv s’était procuré des dossiers des zones lointaines comme l’Irak, la Libye ou le Pakistan, Inman a alors décidé de limiter l’accès des Israéliens à une zone ne dépassant pas 250 miles des frontières israéliennes. Les dossiers accessibles ont alors été ceux des voisins directs de l’État hébreu (Richard H. Curtiss, 1994)⁸¹⁹. Le programme nucléaire irakien est le sujet d’une campagne menée depuis 1979, par l’Agence israélienne de renseignement, le Mossad, sous le nom de code Sphinx. C’est ce qui explique un des ex-agents du Mossad Victor Ostrovsky (1990)⁸²⁰. Ostrovsky explique que l’opération *Sphinx* commence le 6 avril 1979, lorsque trois explosions ont lieu à Seyne-sur-mer près

⁸¹⁵ Istvan S. Pogany, “The destruction of Osirak : a legal perspective”, *The World Today*, vol. 37, N. 11, novembre 1981. Voir aussi : -International documents on Palestine, *Institute for Palestine*, 1981, pp. 181-191. -*New York Times*, 18 août 1981. -Report by the Comptroller General, “U.S. Assistance to the State of Israel”, General Accounting Office, GAO/ID-83-51, 24 juin 1983, pp. 24-25.

⁸¹⁶ <http://www.un.org/french/documents/sc/res/1981/487f.pdf>

⁸¹⁷ Bob Woodward, *Veil : The Secret Wars of the CIA 1981-1987*, New York, Simon & Schuster trade, 1987.

⁸¹⁸ Donald Neff, “Israel Bombs Iraq’s Osirak Nuclear Research Facility”, *Washington Report on Middle East Affairs*, juin 1995.

⁸¹⁹ Richard H. Curtiss, “Media Coverage of Bobby Ray Inman : Pro-Israel McCarthyism in Action”, *Washington Reports on Middle East Affairs*, février/mars 1994.

⁸²⁰ Victor Ostrovsky, Claire Hoy, *By Way of Deception. The Making and Unmaking of a Mossad Officer*, New York, St Martin's Press, 1990. Voir aussi : Dan Raviv et Yossi Melman, *Every Spy a Prince: The Complete History of Israel's Intelligence Community*, Boston: Houghton Mifflin, 1990, 466 pages.

de Marseille. Ces explosions détruisent des composants du réacteur Osirak, prêts à être embarqués, dans le site de Constructions Navales et Industrielles de la Méditerranée. Cette opération a pour conséquences le retard des travaux de construction du réacteur d'environ 6 mois.

Un an plus tard, le 13 juin 1980, Yahya Meshad, un physicien égyptien travaillant pour la Commission irakienne de l'énergie atomique se trouve à Paris pour l'achat d'uranium enrichi. Il est assassiné à Paris dans sa chambre d'hôtel. L'ancien agent du Mossad Victor Ostrovsky (1990, p. 23)⁸²¹, explique que le Mossad est aussi derrière la mort de M. Meshad. Deux mois après l'assassinat de Yahya Meshad, le 2 août 1980, une série d'explosions a lieu, conjointement en France et en Italie, dans les bureaux ou dans les résidences de cadres travaillant pour des sociétés supposées fournir de la technologie aux Irakiens : SNIA-Technit, Ansaldo Mercaico, Nuclear and Techniatom. Ces trois firmes fournissent à l'Irak des matériaux l'aidant à l'accomplissement du site nucléaire d'Osirak avec ses deux réacteurs : Tammuz-1 et Tammuz-2 et tous ceux qui travaillent pour ces trois firmes ont reçu des lettres de menaces. D'après Donald Neff (1995)⁸²², cette campagne d'intimidation rappelle celle entreprise par les Israéliens près de 19 ans auparavant envers les scientifiques allemands aidant les Égyptiens à avancer leur programme de missiles. Cette opération menée en 1962/1963, avait pour nom de code *Damocles* impliquant des lettres piégées et allant jusqu'au kidnapping. Cette opération a causé la mort au total de cinq personnes (Stewart Steven, 1982, pp. 171)⁸²³. À l'époque, Israël arrête sa campagne contre les scientifiques allemands et selon la biographie de Michael Bar-Zohar (1986, pp. 301-302)⁸²⁴, le Premier ministre Ben Gourion qualifie les scientifiques allemands de « *groupe de scientifiques médiocre*. » Cette opération a eu pour conséquence que les décideurs égyptiens ont doublé leur effort pour avancer leur programme de missiles. Cette action peut être qualifiée de myopie, explique Donald Neff (1995)⁸²⁵, car en plus de la radicalisation des positions des leaders irakiens, l'attaque a eu pour conséquences négatives l'augmentation de la suspicion déjà grande de Saddam Hussein envers l'Occident. La destruction du réacteur irakien a eu aussi pour conséquence de pousser les irakiens encore plus en avant dans la voie de relancer la machine d'armement et la volonté de vengeance comme en témoignent les missiles Scuds sur Tel-Aviv en 1991, explique Donald Neff (1991)⁸²⁶. Il est évident qu'il n'y a

⁸²¹ Ibid.

⁸²² Donald Neff, "Israel Bombs Iraq's Osirak Nuclear Research Facility", *Washington Report on Middle East Affairs*, juin 1995.

⁸²³ Stewart Steven, *The Spymasters of Israel*, New York, Ballantine Books, 1982, 400 pages. Voir aussi: Donald Neff, *Warriors for Jerusalem. The Six Days that changed the Middle East in 1967*, New York, Lindn Press/ Simon & Schuster, 1984, pp. 101-102. Dan Raviv et Yossi Melman, *Every Spy a Prince: The Complete History of Israel's Intelligence Community*, Boston: Houghton Mifflin, 1990, pp. 122-125. "Insight Team", *Sunday Times of London*, 23 septembre 1972, relatant l'introduction de l'usage des lettres piégées au Moyen-Orient.

⁸²⁴ Michael Bar-Zohar, *Ben Gurion*, traduit vers l'anglais par Peretz Kidron, New York, Iambada Publishers, 1986.

⁸²⁵ Donald Neff, "Israel Bombs Iraq's Osirak Nuclear Research Facility", *Washington Report on Middle East Affairs*, juin 1995.

aucune certitude que les efforts diplomatiques auraient pu convaincre Saddam de renoncer à son ambition et à son programme nucléaire. Mais après l'attaque israélienne avec des avions F-16 américains, sans le moindre doute, on peut avoir la certitude que Saddam Hussein ait tout fait afin de porter des dommages aux Américains et à leurs alliés dans le Golfe persique comme le Koweït (Donald Neff, 1995)⁸²⁶.

Attaquer les installations iraniennes

Le commandant de l'armée de l'air israélienne, le général Eliezer Shkedi, affirme le 21 février 2005, que « *son pays devait être prêt à lancer une attaque aérienne contre les installations nucléaires iraniennes* », indique la radio militaire. « *Israël doit être prêt à mener une attaque contre les installations nucléaires en Iran* » déclare le chef de l'armée de l'air qui s'est toutefois refusé de préciser si Israël était en mesure de mener seul une telle attaque, comme cela avait été le cas en 1981 lorsque l'aviation israélienne avait détruit la centrale nucléaire Osirak, près de Bagdad (⁸²⁸). À Bruxelles, et lors du sommet de l'OTAN, le 22 février 2005, Le président des États-Unis George W. Bush qualifie de « *ridicules* » les spéculations sur des préparatifs américains pour attaquer l'Iran, tout en répétant qu'il n'excluait aucune option si Téhéran ne renonce pas à ses ambitions nucléaires. « *L'idée que les États-Unis se préparent à attaquer l'Iran est simplement ridicule* » déclare M. Bush (⁸²⁹). Le 12 janvier 2005, le général Aharon Zeevi, chef du renseignement militaire israélien, affirme « *Si rien n'est fait, l'Iran pourra produire de l'uranium enrichi d'ici six mois, ce qui devrait lui permettre de produire sa première bombe atomique d'ici à 2008.* »

Le *New Yorker*, le 17 janvier (2005)⁸³⁰, publie une enquête effectuée par Seymour Hersh et intitulée *The Coming Wars*, dans laquelle le journaliste américain affirme que, après l'Irak, la « guerre contre le terrorisme », va se poursuivre par une attaque contre Téhéran. Conseillé par les civils du Pentagone -MM. Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz et Douglas J. Feith-, le Président George W. Bush aurait autorisé des missions secrètes à l'intérieur de l'Iran. Suite à des renseignements fournis par Israël et le Pakistan, des

⁸²⁶ Donald Neff, «The U.S., Iraq, Israel and Iran : Backdrop to War», *Journal of Palestinian Studies*, été 1991.

⁸²⁷ Ibid.

⁸²⁸ AFP, 21 février 2005. Israël-Iran-nucléaire AFP-SI03 0393 ISR/ Israël doit être prêt à une attaque aérienne en Iran, selon un général.

⁸²⁹ USA-Bush-UE-Otan-sommet-Iran 2ELEAD 0334 BEL /AFP-WP03. Bush juge «ridicule» les spéculations sur une attaque de l'Iran par les USA.

⁸³⁰ Seymour Hersh, «The Coming War : What the Pentagon can now do in secret», *The New Yorker*, 17 janvier 2005. http://www.newyorker.com/fact/content/?050124fa_fact , Voir aussi : Ignacio Ramonet, «Iran, la cible», *Le Monde Diplomatique*, février 2005. <http://www.monde-diplomatique.fr/2005/02/RAMONET/11885> , -Paul Hughes, avec Jim Wolf à Washington, «Nouvelle passe d'armes entre les USA et l'Iran», 18 janvier 2005 <http://www.liberation.fr/page.php?Article=268902> , -Reuters, USA-IRAN, 17 janvier 2005, 14:46.

commandos américains opèrent, depuis juillet 2004, en Iran afin d'obtenir des informations. Ils cherchent trois douzaines d'objectifs relevant des programmes nucléaires, chimiques et balistiques iraniens. Des attaques de précision lancées par les forces spéciales pourraient bientôt les viser. Le Pentagone n'a pas démenti. Lors d'une interview diffusée par la chaîne de télévision NBC, le président Bush, à qui on demande s'il écartait une action militaire contre l'Iran, répond, menaçant : « *J'espère que nous pourrions régler cela de façon diplomatique, mais je n'exclus aucune option.* »

La question de mener des attaques contre les installations iraniennes reste, du côté israélien, en option. En effet, durant l'été 2002, et avant que le monde ne découvre le plan de guerre contre l'Irak, écrit Bob Woodward (2004)⁸³¹, la question de mener des attaques préventives contre Téhéran se trouve parmi les options de Tel-Aviv et de Washington. Un journal russe *Nezavissimaïa Gazeta* affirme la veille de la diffusion d'une interview du Président américain George W. Bush, que les Américains ont déjà préparé un plan pour une opération militaire contre l'Iran. L'opération sera lancée depuis l'Irak et le plan américain prévoit l'utilisation de bases militaires en Géorgie et en Azerbaïdjan, écrit le quotidien dans son édition du 29 mai 2003, citant des sources diplomatiques. Dans son interview, diffusée à la télévision russe, le 30 mai 2003, le Président américain George W. Bush qualifie ces informations de *Nezavissimaïa Gazeta* de rumeurs.

Le Premier ministre israélien Ariel Sharon réunit alors, le 31 décembre (2003)⁸³², son mini-cabinet composé des cinq principaux ministres pour discuter de la menace iranienne. Israël ne cesse depuis plusieurs mois de tirer la sonnette d'alarme au sujet du programme nucléaire iranien, et estime que Téhéran, qui réclame la destruction de "l'entité sioniste", est fort proche du point de non-retour qui lui permettra d'acquérir la capacité nucléaire. L'Iran dispose d'autre part du Chihab-3, missile sol-sol d'une portée de 1.300 km capable d'atteindre Israël. Le ministre israélien de la Défense, Shaoul Mofaz, a brandi fin septembre, et de nouveau en décembre 2003, la menace d'une frappe préventive contre les installations nucléaires de l'Iran. Le ministre iranien de la Défense, Ali Chamkhani, a répondu le 24 décembre 2003, que, dans ce cas, l'Iran riposterait par tous les moyens dont il dispose pour frapper Israël, et qu'il pourrait en l'occurrence utiliser ses missiles Chahab-3. Le soutien logistique, militaire et financier accordé par Téhéran aux islamistes palestiniens et au Hezbollah chiite libanais, aggrave le contentieux entre Israël et l'Iran, qui n'entretiennent plus de relations diplomatiques depuis la chute du Chah et l'avènement de la République islamique en 1979.

L'Iran frappera le réacteur nucléaire israélien de Dimona si l'État hébreu s'avise de lancer une attaque contre la centrale iranienne de Bouchehr, prévient un commandant des Gardiens de la Révolution, fer de lance du régime islamique. « *Qu'Israël tire un seul missile contre la centrale nucléaire de Bouchehr, et il peut oublier à jamais le centre nucléaire de Dimona, où il produit et garde ses armes atomiques, et c'est Israël qui sera responsable des conséquences terrifiantes de tels actes* », met en garde le général Mohammad Baqer Zolqadr, un des chefs de l'armée idéologique du régime iranien, cité le

⁸³¹ Bob Woodward, *Plan d'attaque*, Paris, Denoël, 2004, 473 pages.

⁸³² AFP, 31 décembre 2003, PO-Israël-Iran-nucléaire, ms/mj, 0263 ISR /AFP-RP45.

18 août 2004 (Annexe 175)⁸³³. « *Israël pourrait, en cas de nécessité, attaquer les sites nucléaires de l'Iran* », déclare son ministre de la Défense Shaoul Mofaz, cité par le quotidien *Haaretz*, le 21 décembre 2003. Le journal précise que M. Mofaz, -d'origine iranienne-, est intervenu, en persan, sur les ondes de la radio publique israélienne et a déclaré que « *les mesures nécessaires seront prises pour qu'il ne soit pas porté atteinte aux civils iraniens* » durant cette éventuelle attaque. M. Mofaz indique par ailleurs dans cette interview qu'Israël ne nourrissait pas de sentiments d'animosité envers l'Iran mais est prêt à défendre l'intégrité de son territoire en cas d'agression de la part de ce dernier. Un mois auparavant et lors d'une visite à Washington, en novembre, M. Mofaz met en garde contre la menace nucléaire iranienne. « *Des efforts sont nécessaires pour retarder, arrêter ou empêcher le programme nucléaire iranien* », affirme le ministre à l'issue d'une rencontre avec le Secrétaire à la Défense américain Donald Rumsfeld et le Secrétaire d'État Colin Powell.

Avant M. Mofaz, le chef du Mossad (service extérieur de sécurité), Meir Dagan, a pour sa part averti que le programme nucléaire iranien représentait une menace pour l'existence d'Israël. Selon lui, l'Iran s'approche du point de non-retour qui lui permettra de se doter de l'arme nucléaire. L'Iran a signé le 18 décembre 2003, à Vienne un protocole additionnel au traité de non-prolifération des armes nucléaires autorisant l'AIEA à effectuer des contrôles inopinés et poussés de toutes ses installations nucléaires. Le lendemain à Téhéran, le général Seyed Reza Pardis, commandant de l'armée de l'air iranienne, annonce qu'Israël creusera sa tombe s'il attaque des sites nucléaires iraniens, réagissant ainsi aux propos du ministre israélien de la Défense. « *Les menaces du régime sioniste n'ont aucune valeur pour nous. Ce régime sait que les forces armées de la République islamique, en particulier notre armée de l'air, ont atteint une telle capacité (...) qu'il creusera sa propre tombe s'il attaque militairement l'Iran* », affirme le commandant iranien, cité par l'agence de presse MEHR, proche des conservateurs. Outre la centrale de Bouchehr, en construction avec l'aide de la Russie le long du Golfe et devant entrer en fonction en 2005, l'Iran possède plusieurs sites nucléaires, notamment à Ispahan, Natanz, Arak, villes du centre de l'Iran. « *Le ministre de la Guerre du régime israélien doit savoir que, si jamais ces menaces sont effectivement traduites dans les faits, aucun endroit en Israël ne sera sûr pour les dirigeants de ce pays et le régime sioniste payera un prix particulièrement élevé* », déclare pour sa part le ministre iranien de la Défense, l'amiral Ali Chamkhani, cité par l'agence estudiantine Isna. Toutefois, il ajoute que ces menaces lui paraissaient « *irréalistes et improbables* » car les Israéliens avaient une « *bonne connaissance des capacités de riposte de l'Iran* », sans toutefois préciser quelle pourrait être la nature de cette riposte. « *Que ces menaces soient sérieuses ou pas, nos forces armées sont totalement prêtes à défendre les sites sensibles et l'espace aérien de notre pays* », a encore déclaré M. Pardis. Le Tsahal va-t-il appliquer une deuxième fois son principe ? : passer à l'attaque si un État voisin s'approche de la phase de production d'armes nucléaires. Inquiet par le désir et la possibilité que l'Iran puisse obtenir les armes nucléaires et devenir une puissance nucléaire régionale, Israël va-t-il mener une attaque préventive ? La question de frappes préventives contre Téhéran se pose mais sa

⁸³³ Annexe 175, AFP, Iran-USA-Israël-nucléaire LEAD 0235 QAT /AFP-XX66. 18 août 2004. AFP, Iran-Israël-nucléaire PREV. 0681 IRN /AFP-TM87.

réalisation s'avère difficile à mettre en place (Shahram Chubin, 1995, p. 91-93)⁸³⁴.

La menace nucléaire iranienne est « *la plus grande menace pour l'existence d'Israël depuis sa création* » en 1948, rapporte la radio citant le patron du Mossad, Meir Dagan, qui s'exprimait lors d'une rare intervention devant les membres de la Commission des Affaires étrangères et de la Défense du Parlement. Jusqu'ici, le chef du Mossad n'intervenait que devant une Commission restreinte, souligne la radio. L'Iran s'approche du point de non-retour qui lui permettra de se doter de l'arme nucléaire, averti M. Dagan, toujours cité par la radio. « *L'Iran est sur le point d'achever la construction d'un site pour l'enrichissement d'uranium à Kachan (centre) qui lui permettra, si elle ne se heurte pas à des problèmes techniques, d'avoir la capacité de fabriquer une dizaine de bombes nucléaires* », ajoute la radio, citant M. Dagan. « *L'Iran a oeuvré en secret sur ce plan et ses intentions ont été découvertes il y a trois mois* », souligne le chef du Mossad. La République islamique d'Iran est violemment hostile à Israël, dont elle n'a jamais reconnu l'existence. Les États-Unis, principal allié de l'État hébreu, accusent Téhéran de développer un programme nucléaire militaire. Mais les autorités iraniennes ont toujours affirmé leur volonté de développer un nucléaire à usage uniquement civil. « *L'Iran cherche à se doter de l'arme nucléaire et possède déjà des missiles pour la lancer* », déclare, en juillet 2003, à la radio le député travailliste Efraïm Sneh, membre de la Commission parlementaire qui a entendu le chef du Mossad. D'après Sneh, Israël sera le premier pays sur lequel l'Iran essaiera son arme nucléaire. « *Le problème est mondial mais Israël est la première victime. Israël et les juifs sont toujours les premiers à être victimes, les autres suivent après* », ajoute le député israélien. Durant l'été 2003, l'armée de l'air des Gardiens de la révolution, armée parallèle créée au lendemain de la révolution islamique de 1979, prend livraison de plusieurs missiles Shihab-3, d'une portée minimale de 1.300 kilomètres et capables d'atteindre le territoire israélien. Début juillet 2003, l'Iran confirme la réussite des essais de ce missile balistique. Israël devenant ainsi à portée de frappe. Le Shihab-3, une version améliorée du missile sol-sol nord-coréen No Dong-1, est capable d'emporter une charge de 800 kg, selon les estimations de la presse israélienne.

L'attaque préventive comme option

En juillet 2002, des voix en Israël se sont levées en vue de mener une attaque préventive contre les installations nucléaires en cours sur le sol iranien à l'instar de celles menées contre les installations irakiennes en 1981. Le Premier ministre israélien Ariel Sharon considère l'Iran comme une grande menace pour Israël et la question d'attaquer l'Iran est une option (Martin Van Creveld, 2004)⁸³⁵. Gerald Steinberg dans une interview publiée dans le numéro d'août 2002, par le *New-Analyts Journal* souligne que les États-Unis avaient envisagé une attaque préventive contre les installations nucléaires sur la côte iranienne mais avaient estimé que cela était prématuré et que le dossier de l'Irak était plus urgent. Lors de sa première visite en Europe, le 4 février 2005, la Secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice, déclare à Londres, qu'« *une attaque contre l'Iran "n'est*

⁸³⁴ Shahram Chubin, "Does Iran Want Nuclear Weapons?", *Survival*, Vol. 37, No. 1, printemps 1995.

⁸³⁵ Martin van Creveld, "Is Israel planning to attack Iran ?" *International Herald Tribune*, 20 août 2004.

pas à l'ordre du jour en ce moment » et les États-Unis privilégient la diplomatie pour amener l'Iran à respecter ses obligations nucléaires » (⁸³⁶). D'après Gerald Steinberg, une attaque contre l'Iran (⁸³⁷), représente une corvée et un problème difficile à exécuter car elle demande une logistique complexe. C'est cette complexité de mener une telle sorte d'attaque préventive, qui aurait dissuadé à la fois les Israéliens et les Américains. La tendance à la rationalité aurait porté et Washington a par la suite opté pour la voie diplomatique et c'est envers Moscou qu'ils se sont tout de suite retournés. Les États-Unis auraient mis en avant une menace de leur sécurité nationale pour mener ces attaques, mais, pour le *New-Analysts*, une telle attaque allait rendre trop compliquée la mise en place des attaques contre Bagdad. En Israël les conseillers militaires suivent la politique de *wait and see*. C'est ce que pense Ephraïm Kam, un spécialiste de la sécurité qui suit de près le dossier du nucléaire iranien. Selon M. Kam, l'Iran n'a pas encore atteint le niveau du non retour et il est encore temps de stopper les efforts russes visant à reconstruire les réacteurs nucléaires iraniens. Du côté de Washington, les pressions sur Moscou montent d'un cran en vue d'arrêter la coopération entre Moscou et Téhéran dans le domaine nucléaire. (Le programme prévoit, avant 2012, la construction de deux réacteurs supplémentaires pour la centrale de Bouchehr dans le sud de l'Iran et d'une nouvelle centrale avec deux réacteurs à Ahwaz dans l'ouest du pays) (⁸³⁸).

⁸³⁶ USA-GB-Rice-Europe-Iran 2ELEAD Rice: une attaque de l'Iran n'est "pas à l'ordre du jour" 0461 GBR /AFP-DE50. LONDRES, 4 fév 2005, (AFP)

⁸³⁷ Selon le *Rapport d'information sur la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs*. Assemblée nationale, 2000, 523 p. document n° 2788. "L'Iran possède la technologie de base pour construire une bombe mais n'a pas les moyens de disposer rapidement d'uranium ou de plutonium militaire, à moins de s'en procurer auprès d'un autre pays. Il s'efforce d'acquérir toutes les technologies en rapport avec le nucléaire, y compris des réacteurs de recherche et de puissance qui pourraient soutenir indirectement son programme d'armements nucléaires ou être réorientés au profit de celui-ci, ainsi que pour former ses propres experts ; - les inquiétudes iraniennes sur l'éventualité de frappes préventives par Israël ou par les États-Unis le conduisent à adopter un profil bas et une politique très prudente de développement de son programme nucléaire ; - par conséquent, selon certains experts, l'Iran pourrait disposer d'un engin nucléaire d'ici cinq à sept ans en utilisant ses propres matières fissiles enrichies et il lui faudrait six à neuf ans pour acquérir la capacité de mettre au point une arme nucléaire adaptable à un missile de longue portée. D'autre sources, qui paraissent plus fiables, estiment que l'Iran aurait besoin d'au moins dix ans pour parvenir au stade de production d'armes nucléaires, à la condition qu'il puisse se procurer équipements et biens à l'étranger."

⁸³⁸ L'Iran avait commandé en janvier 1994 à Moscou la construction de la centrale nucléaire de Bouchehr après que la société allemande Siemens eut retiré son projet sous la pression des États-Unis. Les experts et les techniciens russes, début de septembre 2002, avaient commencé l'assemblage d'équipements lourds destinés au premier réacteur de la centrale nucléaire de Bouchehr dans l'ouest du pays. Cette information avait été annoncée par le chef de la société russe Atomstroïexport, Viktor Kozlov. "Tout le matériel envisagé dans le contrat (avec l'Iran) est arrivé par la mer dans le port iranien (de Bouchehr) sur le Golfe", avait dit Viktor Kozlov, cité par l'agence Itar-Tass. Un mois auparavant, le ministre russe de l'Energie atomique Alexandre Roumiantsev avait déclaré que la centrale serait opérationnelle en juin 2004, et que l'approvisionnement en combustible nucléaire du premier réacteur aurait lieu en décembre 2003. Selon M. Kozlov, dont l'entreprise contrôlée par l'État russe est chargée du contrat de 800 millions de dollars (815 millions d'euros), 600 techniciens russes se trouvaient alors déjà à Bouchehr. Leur nombre devait atteindre 2.000 à la fin de l'année 2002. "Ils étaient logés avec leurs familles et vivaient dans un village spécial, qui avait été installé pour eux à proximité du chantier".

Au début du mois d'août 2002, et lors des entretiens entre responsables Russes et Américains, les États-Unis appellent la Russie à mettre fin à sa coopération nucléaire avec l'Iran, y compris l'assistance pour la reconstruction de la centrale de Bouchehr. C'est ce que révèle la visite du Secrétaire américain à l'Énergie Spencer Abraham qui rencontre son homologue le ministre russe de l'Énergie atomique Alexander Romyantsev. Lors de la conférence de presse commune, le Secrétaire américain à l'Energie accuse l'Iran de *“chercher avec agressivité”* à se procurer des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive ainsi que des missiles de longue portée. Deux jours après sa rencontre avec son homologue américain, le ministre russe de l'Energie atomique Alexander Romyantsev, déclare que la poursuite et la réalisation du projet de coopération nucléaire entre la Russie et l'Iran dépendait notamment de *“facteurs politiques”* (⁸³⁹). *« En ce qui concerne les perspectives de coopération avec l'Iran dans le domaine du nucléaire civil, ce projet de programme à long terme (...) n'évoque que les possibilités techniques existantes. Leur réalisation dépend de nombreux facteurs dont des facteurs politiques »* lit-on dans le communiqué de presse du ministère. Cela ressemblait à une concession, écrit le jour-même Louri Korgounioug, analyste de la fondation de recherche politique INDEM. Cela donne l'impression que les Américains ont dû offrir aux Russes une compensation économique juteuse contre cette déclaration, poursuit M. Korgounioug. Selon lui, si les détails ne sont pas criés sur les toits, les deux parties pourront dire qu'il s'agit d'une décision politique. Mais il faudrait que la compensation soit très lucrative. Il n'y a presque aucune force politique ou militaire en Russie qui soutiendrait une décision de mettre fin à la coopération nucléaire avec l'Iran, estime M. Korgounioug dans ses propos. Dès l'annonce de cette déclaration l'Iran n'a pas tardé à exprimer sa surprise. Les dirigeants de Téhéran attribuent cette décision russe à des pressions américaines sur Moscou. Vu de Moscou, la Russie n'a jamais exporté de systèmes d'armement offensif vers l'Iran et n'a pas l'intention de le faire, affirme devant des journalistes russes à Washington le ministre russe de la Défense Sergei Ivanov. *« Nous avons seulement examiné les demandes de l'Iran d'armes défensives, comme des systèmes antichars, de défense aérienne. De tels types d'armement ne peuvent pas déstabiliser »* assure M. Ivanov, cité par l'agence Interfax. *« L'Iran n'a jamais réclamé de missiles à courte portée ou quoi que ce soit qui aurait pu déstabiliser la région »* a-t-il encore assuré. À Téhéran, le

⁸³⁹ Moscou n'avait pas encore reçu l'accord de Téhéran sur un renvoi en Russie du combustible nucléaire usagé provenant d'une centrale que les Russes construisent dans ce pays et qui apaiserait une partie des craintes américaines, avait indiqué le 19 septembre 2002, le ministère russe de l'Energie atomique. Le ministre russe de l'Energie atomique Alexandre Roumiantsev avait fait état d'un accord en ce sens il y a un mois, mais un responsable du ministère a indiqué à l'agence russe Interfax que l'Iran n'a pas encore signé un tel accord. Une nouvelle clause concernant l'accord Russie-Iran sur la centrale de Bouchehr *“a été soumise à l'Iran”*, avait déclaré ce responsable qui n'est pas identifié. *“Dès que l'Iran aura pris sa décision concernant le retour du combustible usagé, cette clause sera ajoutée à l'accord”*, avait expliqué ce responsable. Il a affirmé que le ministère n'avait pas changé de position et continuerait à faire pression pour obtenir un tel accord. *“La position du ministère n'a pas changé. Nous ne fournirons pas de combustible nucléaire à la centrale tant qu'il n'y aura pas d'accord signé sur son retour”*, avait-il déclaré. Le combustible usagé devrait être stocké dans un bassin de refroidissement pendant trois ans avant d'être transporté en Russie. Le combustible usagé peut notamment servir à fabriquer *“une bombe sale”*. La centrale de Bouchehr, qui doit rapporter 800 millions de dollars aux Russes, doit être opérationnelle en juin 2004. Les États-Unis ont demandé, en vain, aux Russes de cesser leur coopération dans ce domaine, invoquant des risques de prolifération nucléaire.

Président Mohammad Khatami hausse le ton fin août 2002, vis-à-vis des États-Unis, en adressant une ferme mise en garde envers Washington contre une action militaire en Iran. *« Je conseille aux dirigeants américains d'éviter toute attaque militaire contre l'Iran, car cela nuirait non seulement aux intérêts américains, mais aussi à la région et à toute la planète »*, avertit le Président Khatami dans une conférence de presse. *« Toute insécurité en Iran suscitera une insécurité de grande ampleur dans la région »*, affichant ainsi les craintes exprimées quotidiennement dans les milieux officiels iraniens au sujet d'une éventuelle intervention américaine en Iran. Bien que présentée de plus en plus comme improbable à court ou moyen terme, une éventuelle action militaire américaine contre l'Iran devenait une véritable obsession dans les milieux politiques. À maintes reprises et durant plusieurs semaines, les responsables politiques, réformateurs comme conservateurs, mais aussi militaires, évoquent cette éventualité.

Les plans d'attaque

Le Président américain George W. Bush a qualifié les rumeurs concernant les préparatifs d'une attaque américaine contre l'Iran de spéculations sans fondement, dans une interview à la télévision russe diffusée le 30 mai 2003. *« Nous avons eu toutes sortes de commentaires disant que nous allons utiliser la force en Syrie et maintenant certains, à gauche je pense, parlent d'usage de la force en Iran »*, déclare M. Bush à la chaîne publique Rossiya. *« Vous savez, c'est de la pure spéculation et nous avons utilisé la force en Irak après une longue, longue période de diplomatie. Les gens aiment spéculer sur les intentions américaines et sur nos militaires, mais je vous le dis, il s'agit de spéculations sans fondement »*, a-t-il poursuivi.

Téhéran, le 18 janvier 2000, récusé un rapport de la CIA. Dans ce rapport, publié par le *New York Times* du 17 janvier 2000, on lit que la CIA aurait déclaré à l'administration Clinton ne pas être en mesure de contrôler la capacité nucléaire militaire de l'Iran. La conclusion apparente, selon laquelle *« la CIA ignore si Téhéran dispose d'armes atomiques ou non »*, tranche avec des évaluations antérieures, qui écartaient cette éventualité. Le *New York Times* souligne la contestation du rapport par des responsables de l'administration Clinton et de la communauté du renseignement, au motif qu'il n'existe aucune preuve de l'acquisition par l'Iran des matériaux nécessaires pour construire lui-même une bombe. Moscou, dans un geste anti-américain, annonce le lendemain, le 18 janvier 2000, qu'il allait poursuivre sa coopération militaire avec Téhéran, malgré ses engagements devant Washington de cesser toute vente d'armement conventionnel à l'Iran. C'est le ministre russe de la Défense, Igor Sergueïev, lui-même, qui, la veille, le 17 janvier déclare que son pays *« remplirait tous ses engagements mutuels et préserverait la dynamique de ses relations avec l'Iran, y compris dans le domaine militaire et technique »* (...) *« Nous ne resterons pas les bras croisés en attendant que les autres fassent de nous ce qu'ils veulent. Certains dirigeants militaires en Iran sont convaincus que les frappes préventives dont parlent les Américains ne sont pas un monopole américain »*, a prévenu le 18 août 2004, le ministre de la Défense, l'amiral Ali Chamkhani, sur la chaîne *Al-Jazira*. Le 21 octobre 2003, un haut responsable iranien a exclu, en théorie et en pratique, une attaque contre les sites nucléaires du pays de la part d'Israël, inquiet d'être visé par des

missiles tirés de la République islamique. *« De telles menaces ne sont pas sérieuses, Israël sait que ce qui compte dans cette affaire, ce ne sont pas les équipements ni les bâtiments, mais le savoir-faire technologique et les progrès scientifiques, qui eux ne peuvent pas être anéantis. » (...)* *« Une action militaire contre l'Iran est une option et les États-Unis se réservent en dernier recours le droit d'agir militairement contre l'Iran pour l'empêcher de développer d'éventuelles armes nucléaires »*, déclare, le 20 juin 2003, le sous-secrétaire d'État américain John Bolton, qui affirme que cette option était actuellement loin de leur esprit.

M. Bolton est alors interrogé sur la BBC (radio) pour savoir si, en fin de compte, les États-Unis se réservaient le droit d'agir militairement contre l'Iran, comme ils l'ont fait en Irak, pour obtenir que Téhéran mette fin à son programme nucléaire, qu'ils soupçonnent de servir de couverture à la mise au point d'armes atomiques. *« Le Président (George Bush) a dit à plusieurs reprises que toutes les options étaient sur la table. Mais (l'intervention militaire) non seulement n'est pas notre préférence, elle est loin de notre esprit »*, déclare le sous-secrétaire américain, chargé du contrôle des armements et de la sécurité internationale. Interrogé pour savoir si une action militaire restait cependant une possibilité, M. Bolton répond : *« cela doit être une option. »* Cette option militaire n'est pas exclue explique un sénateur américain, deux jours après les déclarations de M. Bolton. L'Iran travaille à la mise au point d'armes nucléaires et l'option militaire contre ce pays ne doit pas être exclue, affirme pour sa part, le 22 juin 2003, le sénateur américain, Sam Brownback, membre républicain de la Commission des Affaires étrangères du Sénat. *« Il apparaît que les Iraniens travaillent clairement à la mise au point d'armes de destruction massive et qu'ils ne veulent pas que la communauté internationale sache ce qu'ils font »*, déclare le sénateur du Kansas (sud) sur la chaîne de télévision américaine Fox. L'Iran ne prendra pas l'initiative d'une attaque militaire contre Israël, déclare le ministre de la Défense Ali Chamkhani dans la presse, le 24 août 2004, revenant sur des propos récents évoquant une action "préventive". *« Conformément à notre politique de défense, l'Iran ne prendra l'initiative d'aucune attaque. Au cours des 25 dernières années, ce sont toujours nos ennemis qui sont à l'origine d'un engagement militaire »*, souligne l'amiral Chamkhani dans le quotidien gouvernemental Iran.

Interrogé sur les options qui s'offrent aux États-Unis face à l'Iran, le sénateur Sam Brownback évoque *« le soutien au mouvement pro-démocratique dans ce pays, la pression internationale, qui est en train de s'organiser, puis un isolement politique plus complet et je pense que l'option finale qui nous reste est une option militaire. Je pense que l'option militaire est là, elle reste là pour l'avenir, je ne pense pas que nous devrions l'enlever de la table »*, ajoute le sénateur. Il convient que les États-Unis n'étaient pour l'instant pas prêts à intervenir en Iran pour soutenir un éventuel soulèvement en faveur de la démocratie dans ce pays. Le Président américain George W. Bush déclare, le 18 juin 2003, que *« le monde devait se rallier au message selon lequel il ne sera pas toléré que l'Iran acquière des armes nucléaires. La communauté internationale doit se rassembler pour dire très clairement à l'Iran que nous ne tolérerons pas la fabrication d'armes nucléaires. L'Iran serait dangereux s'il avait des armes nucléaires »*, dit M. Bush. Les États-Unis intensifient les pressions tous azimuts sur Téhéran, l'un des pays de "l'axe du mal" du Président George W. Bush, mais semblent peiner pour définir une politique d'ensemble vis-à-vis de la République islamique. Washington s'est engagé dans une

vaste campagne diplomatique contre le programme nucléaire iranien, et multiplie les mises en garde contre toute ingérence de Téhéran en Irak et toute tentation de saper la reprise du processus de paix israélo-palestinien.

Deux projets de loi -l'un du sénateur républicain Sam Brownback, l'autre du représentant démocrate Brad Sherman- ont été déposés au Congrès pour réclamer un soutien accru à l'opposition démocratique iranienne, et durcir les sanctions économiques contre un pays pourtant déjà soumis à un embargo économique américain quasi-total. L'intérêt provoqué par l'élection en 1997 du Président réformateur Mohammad Khatami semble être retombé, ce dernier n'étant pas parvenu, aux yeux de Washington, à infléchir sérieusement la politique iranienne. Washington, s'est engagé dans une laborieuse stabilisation de l'Irak, et aux prises avec un régime nord-coréen en passe de posséder l'arme nucléaire si ce n'est déjà fait, dément régulièrement envisager une possible opération militaire contre l'Iran, comme celle menée contre le régime de Bagdad. L'administration hésite à définir une stratégie résolue d'appui à un changement de régime en Iran, que de nombreux experts américains jugent hasardeuse.

La situation géographique de l'Iran entre deux pays où Washington est fortement engagé, l'Irak et l'Afghanistan, confère également au régime de Téhéran une place originale de partenaire incontournable et d'adversaire potentiel, qui n'aide pas à définir une stratégie américaine tranchée. *« Ce pays est un partenaire, sur un mode mineur, en Irak et en Afghanistan. » (...)* *« L'administration américaine va continuer d'être prudente au sujet d'une éventuelle action unilatérale contre l'Iran, car il y a trop de choses en jeu en Irak et en Afghanistan »*, estime pour sa part Geoffrey Kemp, spécialiste des questions stratégiques au Nixon Center, à Washington. L'ambition des États-Unis d'asseoir leur statut de superpuissance ne constitue pas seulement une menace pour leurs ennemis potentiels mais également une source d'inquiétude pour leurs alliés, estime l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) dans son rapport annuel publié le 17 juin 2003.

Les plus pessimistes voient dans la politique de Washington visant à créer un monde unilatéral un important facteur d'instabilité, note le rapport SIPRI. *« La décision des USA de défendre leur statut de seule superpuissance en chassant activement, frappant, et, si nécessaire, anticipant contre ceux qui seraient susceptibles de constituer une menace, a dominé les conceptions de la sécurité dans le monde ces 18 derniers mois »*, écrit Alyson Bailes, directrice du SIPRI. D'après Bailes, *« les amis, aussi bien que les ennemis, sont préoccupés par une éventuelle poursuite des USA plus avant dans cette direction. »* L'Union européenne, qui est naturellement bien intentionnée envers Washington, mais constitue aussi un contrepoids naturel à la puissance américaine, est handicapée par l'absence de progrès réel en matière de sécurité commune, même si son intégration se poursuit dans d'autres domaines. *« L'Europe n'a ni de réponse collective cohérente aux nouvelles menaces définies par les USA, ni la mesure de sa propre mission dans le monde »*, estime Mme Bailes, décrivant l'attitude des Européens comme *« un mélange de suivisme, de division des rôles, d'efforts pour créer un contre-pouvoir en espérant que la tempête américaine s'apaisera. »* Le but avoué de Washington de préserver la suprématie américaine, tel qu'il est expliqué dans ses documents militaires de 2002, a conduit à des actions armées en Afghanistan, à la quête de bases et de partenaires dans de nouvelles

régions et à la mise sur pied d'un ambitieux programme de sécurité intérieure. Mais le SIPRI met en garde contre les risques de l'approche américaine *« réunissant la force et le droit. »* La politique en Irak de l'administration Bush a ravivé les craintes d'un affranchissement de Washington vis-à-vis de ses alliances et obligations légales, ravivant les tensions entre alliés. *« Le débat autour de la question de savoir si les USA peuvent agir de façon absolutiste et unilatérale (...) agite leurs amis bien plus que leurs ennemis »*, note l'Institut stockholmois. Le SIPRI élargit la question à la querelle sur la Cour pénale internationale (CPI), établie le 1er juillet 2002, dont Washington s'est employé à saper les prérogatives, s'activant pour faire échapper ses ressortissants à sa juridiction.

« Dans le contexte post-11 septembre, et en raison de leur statut de superpuissance, les USA se considèrent particulièrement vulnérables face à des poursuites motivées politiquement », estime le SIPRI dans son rapport annuel. L'Iran avait déjà multiplié ses mises en gardes contre une intervention militaire contre l'Irak mais aussi contre la République islamique elle-même. *« Cela dit, nous ne leur donnerons pas de prétexte. Mais si jamais ils entreprennent une action contre nous, je peux vous assurer que le peuple et le gouvernement seront déterminés à défendre l'indépendance et l'intégrité du pays »*, déclare le Président Khatami. Le commandant en chef de l'armée iranienne, le général Mohammad Salimi, fait état, de son côté, de plans et de dispositifs pris par les forces armées pour déjouer les menaces américaines contre l'Iran. *« Nous avons des plans et des dispositifs prévoyant notamment des manœuvres et des mouvements de troupes de l'armée de terre, de l'air et celles de la marine »*, souligne le général Salimi qui relève directement du Guide suprême de la République islamique l'ayatollah Ali Khamenei en sa qualité de commandant en chef des forces armées. *« Quelle que soit la menace et d'où qu'elle vienne, de gros moyens sont prêts pour y faire face »*, indique le militaire. D'autres dirigeants politiques évoquent, à leur tour, l'éventualité pour le régime de décréter l'état d'urgence, qui serait justifié par les menaces américaines contre l'Iran, ce qu'un porte-parole du gouvernement démentit. *« L'administration américaine est extrémiste et belliciste »*, déclare M. Khatami, *« J'espère qu'ils ne céderont pas à ce mal. »* Le guide suprême de la Révolution islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, et le ministre du Pétrole, Bijan Namdar-Zangheneh, exhortent alors les pays islamiques producteurs de pétrole à décréter un embargo sur leurs livraisons aux alliés d'Israël, donc, en premier lieu aux États-Unis. Le Président iranien ne manquait pas de phrases de mise en garde. *« Je les mets en garde : qu'ils ne fassent pas quelque chose qui leur soit préjudiciable, car une intervention en Iran ne concernera pas seulement l'Iran, mais attisera l'insécurité dans la région, et partout dans le monde »*, souligne M. Khatami. En septembre, l'AIEA avait donné jusqu'au 31 octobre 2003 à l'Iran pour prouver qu'il ne mettait pas au point des armes nucléaires sous couvert de son programme civil. Si ces preuves ne sont pas apportées, Téhéran s'exposerait à une saisie du Conseil de sécurité de l'Onu avec la menace de sanctions internationales, avait prévenu l'agence onusienne, qui a rappelé que l'ultimatum n'irait pas au-delà de la date butoir du 31 octobre. L'Iran, qui se défend de mener un programme nucléaire militaire, a réaffirmé qu'il était disposé à coopérer totalement avec l'AIEA. Mais le Président iranien, Mohammad Khatami, a réclamé une prise en compte des intérêts de son pays pour signer un protocole additionnel au traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP).

L'assassinat comme mesure préventive

“Non-dissuadable”, Saddam Hossein est considéré comme l’ennemi juré de l’État hébreu. Un plan de son assassinat est élaboré en 1992, après que le Président irakien ait lancé 36 missiles Scuds sur les territoires israéliens pendant la guerre du Golfe en 1991. Le chef de l’armée israélienne est alors le Général Ehud Barak, qui sera ultérieurement Premier ministre. L’information est révélée 11 ans après, en décembre 2003, par les journaux israéliens. Ce plan a avorté après qu’un exercice de formation ait mal tourné. Les quotidiens *Yédiot Aharonot* et *Maariv* écrivent que les forces israéliennes s’étaient exercées pour une opération dans laquelle elles auraient lancé un missile conçu spécialement pour atteindre Saddam Hussein pendant qu’il aurait assisté à l’enterrement d’un parent. Cependant, un exercice de formation pour l’opération a eu pour résultat la mort de cinq soldats israéliens le 5 novembre 1992, et le plan n’a jamais été mis en exécution. Le plan avorté aurait été effectué par une unité d’armée appelée *Sayeret Matcal*, selon les quotidiens. Mais en novembre 1992, après un accident ayant fait cinq tués au sein de l’unité d’élite qui devait l’exécuter, elle a été remise au placard. C’est dans la foulée de la capture de l’ex-dictateur irakien Saddam Hussein par les forces américaines, que la censure militaire israélienne lève le voile du secret sur cette opération préparée afin de liquider son ennemi juré. Les deux grands quotidiens *Yédiot Aharonot* et *Maariv* consacrent alors leur “*Une*” et de nombreuses pages à l’opération qui a pour nom de code “*Buisson de ronces*”⁸⁴⁰). Une piste d’atterrissage de fortune devait être aménagée à cet effet dans le secteur que devait survoler, le jour J, un avion radar israélien. Le 5 novembre 1992, l’État-major au complet, dont le général Amiram Levin, maître d’œuvre du projet, assistent à l’une des dernières répétitions sur la base de Tséilim. C’est alors que l’audacieux projet tourne à la tragédie. Un missile réel est tiré par erreur en direction de la cible alors que l’exercice devait être à blanc. Le scandale est tel, que l’État-major est contraint de remiser le projet au placard. À l’époque, il ne fut question que d’un accident malheureux au cours d’une manœuvre.

Le capitaine Doron Kampel qui a donné l’ordre de tirer a été condamné à trois mois de prison avec sursis et rétrogradé. Depuis, il vit à Boston, aux États-Unis. Ben Caspit, l’un des éditorialistes du *Maariv*, dénonce alors le caractère « *mégalo-maniaque du projet qui, en cas d’échec, écrit Ben Caspit, aurait pu mettre la région toute entière à feu et à sang. Pour pondre une idée comme Buisson de ronces, il fallait un cerveau particulier* :

⁸⁴⁰ Selon le quotidien *Maariv*, à aucun moment, l’opération n’a reçu le feu vert définitif du gouvernement travailliste d’*Yitzhak Rabin* de l’époque sous lequel elle est planifiée. L’idée de liquider Saddam Hussein soupçonné de développer des armes de destruction massive, chimique, bactériologique et nucléaire prend alors corps, et le chef d’état-major, à l’époque le général Ehud Barak, lance les préparatifs de l’opération. C’est la *Sayeret Matcal*, la prestigieuse unité d’élite de l’état-major qu’il a commandé, spécialisée dans les opérations de commando au-delà des frontières d’Israël, qui en est chargée. Les renseignements israéliens établissent avec certitude que Saddam Hussein participe aux funérailles de celui qui fut son père adoptif, son oncle Khairallah Telfah, dont il a épousé Sajida, l’une des filles. L’oncle aimé est atteint du diabète et ses jours sont comptés. Les funérailles devant avoir lieu à Owja, la ville natale de Saddam Hussein, non loin de Tikrit (nord), une maquette du cimetière d’Aujah est réalisée au centimètre près de Tséilim, une base israélienne dans le désert du Néguev (sud). Le commando devait être acheminé par avion sur un site, à 12 km du cimetière d’Owja. De là, deux missiles téléguidés de “conception secrète” devaient être tirés sur le dictateur irakien.

assez de mégalomanie, beaucoup d'imagination, de l'audace, de l'arrogance, une courte vue et un surcroît d'assurance », ajoute M. Caspit. Il souligne que, « la liquidation de Saddam Hussein aurait été un pur acte de vendetta, comme ceux commis entre les familles de la pègre et non entre États. Contrairement à l'attaque de la centrale nucléaire irakienne (Osirak), 11 ans plus tôt, l'assassinat planifié de Saddam n'aurait pas été une mesure préventive, mais une compensation tardive aux frustrations (engendrées par) les Scud de l'hiver 1991 », conclut Ben Caspit.

Chapitre XIV : les “non-dissuadables” comme obstacle

« Je n'ai jamais lu un seul rapport avant la guerre qui mentionne la possibilité qu'auraient les Arabes de défier la puissance militaire israélienne. Les estimations les plus optimistes ne donnent qu'une durée maximum de six jours durant laquelle les Arabes peuvent tenir un effort de guerre. » (Henri Kissinger, 1973)⁸⁴¹.

Avec un schéma simplifié, le “non-dissuable” relativise et minimise ses pertes au niveau du minimum. D'après Richard Ned Lebow et Janice Gross Stein (1989, p. 208)⁸⁴², face à un choix, certains acteurs *rationnels*, tenteront de minimiser les pertes attendues, alors que d'autres acteurs *rationnels* eux aussi, tenteront de maximiser les gains attendus. Les premiers essayeront d'éviter les risques alors que les seconds prendront le maximum de risques, mais les deux acteurs restent dans les normes de la rationalité. La question qui se pose alors est la suivante : Y a-t-il des *serial aggressors*, selon la formule utilisée par John J. Mersheimer ? Y a-t-il des *suicideurs intentionnels* ? selon la formule de Kenneth Pollack (2002)⁸⁴³, (⁸⁴⁴). Autrement dit, face à une menace crédible, certains acteurs peuvent-ils être *non-dissuadables* ? Les normes, sur lesquelles les décisions des acteurs se basent, ne sont pas les mêmes pour tous ces acteurs. Ainsi, dans cette région, les erreurs de perception et la mauvaise interprétation des actions de *l'autre* donnent lieu à des décisions à très haut risque, voire à des guerres. Si le “*nuclear war is possible*”, selon la pensée de Colin Gray et Keith Payne (1980)⁸⁴⁵, le réel problème de la dissuasion se

⁸⁴¹ Annexe 147, “*Transcript, “Secretary's Staff Meeting,” 23 October 1973, 4:35 p.m., Box 1.*”

⁸⁴² Richard Ned Lebow, Janice Gross Stein, “Rational Deterrence Theory : I Think Therefore I Deter”, *World Politics Review*, Vol XLI, N°2, janvier 1989.

⁸⁴³ Kenneth Pollack, “Next Stop Baghdad”, *Foreign Affairs*, mars/avril 2002.

⁸⁴⁴ Ancien directeur des Affaires du Golfe auprès de “*United States National Security Council*” et un des opposants de la guerre contre l'Irak.

⁸⁴⁵ Colin S. Gray, Keith Payne, *Under Nuclear Gun, Victory is Possible*, Foreign Policy, N. 39, été 1980. Voir aussi : Colin S. Gray, *War, Peace, And Victory: Strategy And Statecraft*, New York, Simon & Schuster, 1990, 416 pages.

pose plutôt sur une échelle régionale qu'une échelle globale, explique Keith B. Payne (1999)⁸⁴⁶. La guerre de 1967, la guerre d'usure (février 1969 – août 1970), ou encore la guerre d'octobre 1973, sont des exemples concrets qui montrent à quel point les décisions des différents acteurs se basent sur des faits auxquels ils ne donnent pas tous les mêmes interprétations. Ils n'ont pas la même notion de la rationalité ou encore la même perception de la menace et de ses conséquences.

Dissuader les Arabes

Israël possède les armes nucléaires avant la guerre de 1967, depuis sa création en 1948, l'État hébreu a dû faire face à quatre conflits armés. Pourquoi les conflits armés entre les Arabes et les Israéliens ont-ils eu lieu malgré tout ? Quelles sont les raisons qui ont abouti aux guerres malgré la doctrine de la dissuasion israélienne ? Autrement dit pourquoi les Arabes ne sont-ils pas dissuadés ? Le contexte régional et international dans lequel se trouvait Israël dans les années 50, a dicté à l'État hébreu une posture de dissuasion militaire qui selon Mark A. Heller (2000)⁸⁴⁷, a une vocation de défense stratégique, mais qui dans les faits et du point de vue opérationnel, est offensive. Ce concept reste plus ou moins intact depuis, et de cela se forge la structure de base de la doctrine de l'IDF (*Israeli Defense Forces*). Le concept de la sécurité israélienne s'est centré essentiellement autour des postulats tirés de la leçon de la guerre de 1948-1949 et des interprétations des circonstances géopolitiques de l'après-guerre. On note pour cela deux postulats. Le premier est celui de l'absence de choix. Les Israéliens ont conclu qu'ils vivront dans un environnement hostile. Ses voisins le considèrent comme l'implantation de l'Occident, perçue comme une nouvelle croisade. Le deuxième postulat est celui de l'infériorité numérique des Israéliens ainsi que le manque de profondeur stratégique de leur nouvel État. Mark A. Heller (2000)⁸⁴⁸, rapporte que Ben Gourion a dit, un jour, « *si j'étais un leader arabe, je n'accepterais jamais l'existence de l'État hébreu. C'est naturel. Nous avons pris leur terre. Certes, Dieu nous l'a promis, mais cela n'a aucune importance pour eux. Ils (les Arabes) ne voient qu'une seule chose : nous sommes venus prendre leur terre, ils oublieront peut-être dans une génération ou deux, mais pour le moment nous n'avons pas le choix.* » Certes, les Israéliens n'avaient pas de justifications politiques pour s'engager dans une guerre. Mais, la politique sécuritaire israélienne est défensive du point de vue stratégique. Pour contrer la supériorité numérique des Arabes, les Israéliens ont misé sur la dissuasion à travers une supériorité militaire. Ces postulats et les conclusions tirées, ont abouti à une orientation prioritaire vers une structure et une doctrine militaire basées sur une force de pointe. Cette priorité donnée à une stratégie avancée a abouti à la décision fondamentale de créer l'IDF. Ainsi, un consensus sur l'environnement stratégique est partagé par la population et les leaders de l'État hébreu.

⁸⁴⁶ Keith Payne, "Nuclear Weapons, Ours and theirs, How Low Can We Go ?", *CATO, Institute Policy Forum*, mai, 1999.

⁸⁴⁷ Mark A. Heller, *Nuclear Weapons in the Middle East. An Israeli Perspective*, Jaffee Center for Strategic Studies, Tel-Aviv University, 2000.

⁸⁴⁸ Ibid.

Ce consensus est celui d'une confiance dans les décideurs politiques, spécialement en la personne de Ben Gourion. Ce dernier, devant la Knesset en 1955, déclare « *dans notre cas, la sécurité joue un rôle plus important que dans d'autres pays et celle-ci ne dépend pas seulement de notre armée. (...) La sécurité implique de peupler les régions vides et demande le développement de la recherche ainsi que les efforts scientifiques.* » Il fallait à ce propos entendre effort nucléaire. Plus d'un demi-siècle plus tard, les efforts scientifiques et la coopération entre Israël, la France et l'Afrique du Sud ont abouti au développement d'armes nucléaires pour dissuader les Arabes contre toutes tentatives de guerre à l'égard de l'État hébreu. La question est à présent la suivante : pourquoi cette dissuasion n'a-t-elle pas réussi et pourquoi les guerres ont-elles eu lieu ?

Pour certains analystes, l'histoire du nucléaire de l'État hébreu est en elle-même un paradoxe. Comment un État, issu d'une souffrance historique, peut-il prétendre avoir développé une arme symbole des cauchemars humains ? Comment un pays issu d'un holocauste historique peut-il avouer avoir suivi, dès sa création, la démarche vers la détention de l'arme symbole d'horreur d'Hiroshima ? C'est la crainte d'une attaque arabe généralisée qui pousse Ben Gourion à opter pour la fabrication de la bombe. Les décideurs israéliens ont toujours considéré le nucléaire essentiellement comme une *assurance stratégique et psychologique* contre l'impensable, et comme l'arme de dernier ressort. Les craintes israéliennes sont enracinées dans la vision des décideurs depuis longtemps. Déjà en 1955, l'accord militaire soviéto-tchécoslovaque avec l'Égypte, et le mouvement de panarabisme de Nasser secouent les décideurs israéliens. Ben Gourion aurait dit à l'un de ces conseillers, « *je n'ai pas dormi une seule seconde cette nuit ; j'avais une peur qui hantait mon esprit, une attaque généralisée par les armées arabes.* » Il fallait donc dissuader, mais cette doctrine ne dissuadera pas les Arabes car ils sont motivés par l'obsession de récupérer les terres perdues (Avner Cohen, 1995)⁸⁴⁹. Si le concept de la dissuasion est adressé à tout agresseur potentiel, depuis que les Israéliens ont possédé leurs bombes en 1966-1967, l'État hébreu a dû faire face à 6 guerres (1967, 1969, 1973, 1982, 1991 et 2003). La dissuasion israélienne est fragile et cette fragilité du consensus nucléaire est d'autant plus inquiétante que le nouveau rôle des armes nucléaires reste à préciser. Ce concept est en lui-même un paradoxe, car pour dissuader un challenger, le dissuadant n'est crédible que lorsque ses menaces peuvent être exécutées. Or, les puissances nucléaires, qui ont gardé la vision d'horreur de la Deuxième Guerre mondiale, font tout pour que ces armes ne se trouvent pas sur le champ d'une bataille.

Selon la logique de la dissuasion rationnelle, si un challenger n'est pas dissuadé, les armes nucléaires peuvent être utilisées. Toute la crédibilité de cette logique est dans l'exécution de la menace. À ce paradoxe, pour le cas d'Israël, s'ajoute un deuxième, celui de la proximité géographique. Le désastre que pourrait causer un possible usage des armes nucléaire par les Israéliens, au Caire, à Damas, à Amman ou à Bagdad, toucherait aussi, de près ou de loin, la population israélienne. Si, pour défier la dissuasion, les challengers se basent sur un postulat selon lequel les puissances détentrices des armes nucléaires ne les utiliseront pas, pourquoi leur parle-t-on de la dissuasion ? D'après George W. Dawns (1989, p. 225)⁸⁵⁰, la difficulté que rencontrent les théories de la

⁸⁴⁹ Avner Cohen, "Most Favored Nation", *The Bulletin of Atomic Scientists*, January/February, 1995 Vol. 51, No. 1, 1995.

dissuasion est liée à l'absence d'une vision commune sur ce qu'est exactement la dissuasion. Car la vision n'est pas la même si l'on se place du côté du plus *faible* ou du côté du plus *fort*. George W. Dawns explique que la dissuasion du côté du plus faible, se limite aux calculs des coûts et des bénéfices que peuvent procurer une guerre ou une action menée contre le plus fort. C'est ce que Dawns appelle le *modèle ou la version du faible*. Alors que du côté du plus fort, outre les calculs des coûts et des bénéfices d'une guerre, on considère également d'autres paramètres : l'utilité fonctionnelle de celle-ci, sa taille et son étendue, les conséquences et la probabilité de gagner ou de perdre, et surtout la prise en compte des problèmes de mauvaise perception et de contrôle des informations. Un acteur, et notamment un décideur politique, ne peut baser son action que sur des hypothèses, car les acteurs n'ont pas tous les mêmes raisonnements et les mêmes critères de *rationalité*. Autrement dit, ce qui est rationnel pour les uns peut être complètement irrationnel pour les autres. Américains et Israéliens estimaient en 1973, que logiquement, rationnellement et objectivement, une action de guerre du côté arabe était selon tous les calculs, militaires, irréalisable. Tel-Aviv et Washington ont fermé ainsi les yeux sur tous les signaux. De plus, ils ne donnent aucun crédit aux avertissements du roi Hussein de Jordanie. Sadate, de son côté, ferme les yeux sur la dissuasion israélienne. Il se lance dans la guerre. Son choix qui a été jugé "*irrationnel*" par les Américains, paraît tout à fait logique et rationnel du côté arabe. Paul Huth et Bruce Russett (1984)⁸⁵¹, ont recensé, entre 1900 et 1980, 54 cas pour lesquels il y a eu dissuasion. Les analyses des auteurs montrent que parmi ces 54 cas, il y a eu 27 cas de succès de la dissuasion et 27 cas d'échec de celle-ci (50% d'échec et 50% de réussite). La guerre de 1967 entre Israéliens et Arabes est considérée par les auteurs, comme un cas pour lequel la dissuasion a échoué envers Nasser. Mais, pour Paul Huth et Bruce Russett (1984), la guerre de 1973 est considérée comme un cas de succès de la dissuasion. Les auteurs, considèrent que le fait que Sadate n'ait pas avancé et se soit arrêté à une distance de quelques kilomètres de la rive droite du canal, est le signe du succès de la dissuasion israélienne. Or, du point de vue rationaliste, s'il y avait eu dissuasion, Sadate n'aurait pas du tout initié l'attaque, et la dissuasion aurait ainsi prévenu, tout simplement, les Israéliens de la guerre.

Richard Lebow et Janice Gross Stein (1989, p. 350)⁸⁵², ont repris les mêmes cas de figure en approfondissant l'analyse de chaque cas de dissuasion. R. Lebow et Janice Gross Stein, ont conclu que parmi les 54 cas, il y a seulement 9 cas pour lesquels la dissuasion a réussi ; 37 cas montrent que le dissuadant n'entendait pas utiliser la force, quatre cas sont ambigus et quatre autres sont déclassés. D'après Lebow et Gross Stein, lors de la guerre de 1967, la dissuasion est non-identifiable. Ces mêmes auteurs considèrent qu'en 1973, la dissuasion n'a pas fonctionné. Richard Lebow et Gross Stein

⁸⁵⁰ George W. Dawns, "The Rational Deterrence", *World Politics Review*, Vol. 40, N. 2, janvier 1989.

⁸⁵¹ Paul Huth, Bruce Russett, "What makes deterrence work ? Cases from 1900 to 1980", *World Politics Review*, N. 36, juillet 1984. Voir aussi : Michel Fortman, *Conflicts around the World*, Quebec, Les Presses de l'Université, 1999-2000.

⁸⁵² Richard Ned Lebow, Janice Gross Stein, "Rational Deterrence Theory : I Think Therefore I Deter", *World Politics Review*, Vol. 40, N. 2, janvier 1989.

(1989, p. 352), montrent par ailleurs, au travers du jeu entre Soviétiques et Américains en 1973, comment on peut contraindre par l'usage de la pression et arriver au bout par la dissuasion. Durant la guerre de 1973, après avoir vu que les Israéliens ont traversé le canal de Suez et encerclé la 3^{ème} armée égyptienne, l'Union soviétique est venue protéger l'Égypte en négociant un cessez-le-feu. Lorsque Israël ignore le cessez-le-feu et continue l'offensive, Moscou menace d'envoyer des forces armées en Égypte -une menace qui provoque une crise immédiate avec Washington-. Les Soviétiques pratiquent une politique de contrainte (*compellence*), envers les Américains et les Israéliens -avec un objectif dissuasif-, et pressent les États-Unis à retenir Israël contre toute action d'anéantissement de la 3^{ème} armée égyptienne ; Washington le fait et la crise touche à sa fin.

Sont-ils dissuadés ?

À Washington, les différents rapports d'avant la guerre de 1973, convergent tous vers un point : la supériorité militaire israélienne dissuade les Arabes contre toute volonté d'attaquer Israël. Lancer une guerre relève pour Washington du domaine de l'impensable. Un document, préparé par William Quandt, membre du NSC (*National Security Council*), reflète le doute de Washington au matin du 6 octobre 1973. Aucun signe de l'imminence d'une attaque n'est visible, selon le rapport présenté à la Maison Blanche le matin même. Au même moment, du côté arabe et avant que les États-Unis aient appris qu'il y a eu déclenchement d'hostilités, une réunion de (WSAG) *Washington Special Action Group*, a lieu à la Maison Blanche en l'absence de Kissinger. Selon un compte rendu, au cours de la réunion, le Directeur de la CIA, Colby note que ni les Syriens ni les Égyptiens ne sont prêts à lancer une offensive, un conflit serait le résultat d'un cycle d'action/réaction et cette configuration est loin d'être en place. William Quandt (2001, p. 152)⁸⁵³

À la lumière de l'avertissement de Golda Meir, William B. Quandt, essaye d'interpréter les divers signes d'un imminent conflit : évacuation des conseillers soviétiques, forces égyptiennes placées sous un état d'alerte élevé, et positionnement des forces syriennes sur les hauteurs du Golan. Les interprétations sont les suivantes : l'évacuation des conseillers soviétiques signifie probablement que Moscou sent le vent d'une guerre imminente. L'autre possibilité est qu'une crise sérieuse touche les relations entre Arabes et Soviétiques. En effet, entre le déclenchement d'une guerre ou bien une crise entre Arabes et Soviétiques, les Américains trouvent que la deuxième piste est la plus plausible (Annexe 146)⁸⁵⁴. Cette interprétation est conforme aux rapports de la sagesse reçue dans l'Establishment d'Intelligence disant que les Arabes ne lanceraient pas une guerre tant que l'équilibre militaire serait en faveur d'Israël. En d'autres termes, la dissuasion fonctionne et prévient la guerre en décourageant les Arabes par une puissance militaire prépondérante de Tel-Aviv. « *C'est la thèse régnante de l'Intelligence israélienne*

⁸⁵³ William B. Quandt, *Peace Process. American Diplomacy and the Arab-Israeli conflict since 1967*, Washington, Brookings, 2001.

⁸⁵⁴ Annexe 146, *Memorandum from William B. Quandt to Brent Scowcroft, Arab-Israeli Tensions*. 6 October 1973, National Security Archives, Source : National Security Archive, NPMP, NSCF, box 1173, 1973 War (Middle East) 6 Oct. 1973 File No. 1 (1 of 2).

elle-même et l'Intelligence américaine adhère à cette vision des choses. » (William Quandt, 2001, pp. 150-151)⁸⁵⁵.

Quelques semaines plus tard, Celine Ray, assistante au Secrétaire d'État et auteur du rapport de problématique d'application du cessez-le-feu le 24 octobre 1973, écrit que *« la difficulté résidait, en partie, par le fait que les Américains ont été soumis à un lavage de cerveau par les Israéliens, qui se sont eux-mêmes soumis à un autolavage de cerveau. »* Durant le premier jour du combat, les forces arabes font des gains significatifs -les Syriens pénètrent les hauteurs du Golan et les Égyptiens entrent dans le Sinaï-. Les pertes sont considérables coté israélien, et au deuxième jour de combat, les pertes sont encore plus importantes des deux côtés israélien et arabe (Annexe 143)⁸⁵⁶ et (Annexe 165)⁸⁵⁷. Depuis 1967, les capitales arabes voient une radicalisation de position vis-à-vis des États-Unis. D'un point de vue israélien, la radicalisation des pays arabes contre Washington, n'est pas si catastrophique. Car elle renforce le soutien américain à Israël. D'un point de vue américain, la radicalisation anti-américaine est une réelle catastrophe. *« Nous avons évité cela par contraste avec la période de la guerre de 1967 qui a abouti à une radicalisation de la position de plusieurs pays arabes »* explique Kissinger lors de la réunion d'évaluation de la situation, le 23 octobre, après le vote de la résolution 338.

Sur la question des relations entre Washington et Tel-Aviv, Kissinger déclare : *« notre problème, depuis le début, est le suivant : (page. 6 du rapport). (...) Nous ne pouvons tolérer une défaite israélienne mais en même temps, notre politique ne peut pas être l'otage des Israéliens. »* (Annexe 147)⁸⁵⁸. *« Contrairement aux Israéliens, les Arabes ont plus appris de la leçon de la guerre de 1967 »*, explique Kissinger dans sa réunion du 23 octobre 1973. (c'est le jour où les Israéliens violent le cessez le feu et la crise de trois jours commence) *« Les Israéliens continuent d'adopter les tactiques de la guerre de 67, écrit Kissinger, alors que les Arabes les ont dépassées. »* (...) *« Il y a dorénavant trois éléments nouveaux dans la stratégie arabe »* (page 5 de la note de Kissinger). Le Secrétaire d'État précise que les SAM soviétiques, les armes anti-chars ainsi qu'un meilleur moral des combattants ont permis aux égyptiens de ne pas se rendre même lorsqu'ils sont encerclés. *« Si, écrit Kissinger, les Israéliens avaient été les premiers à lancer l'attaque le résultat aurait été le même. »*

Objectif Sinaï

⁸⁵⁵ William B. Quandt, *Peace Process. American Diplomacy and the Arab-Israeli conflict since 1967*, Brookings, University of California Press, 2001, 488 pages.

⁸⁵⁶ Annexe 143, *Department of State, Operations Center, Middle East Task Force, Situation Report 8, "Situation in the Middle East, as 23:00 Hours (EDT, Oct. 7, 1973"*. Source : NPMP, NSCF, box 1173), 1973 War (Middle East) 7 Oct. 1973 File, No. 2

⁸⁵⁷ Annexe 165, *Cease- fire Problems" Briefing Memorandum. Department of State. From: Celine Ray, To : The Secretary. 24 October 1973*, National Security Archives. Source : NPMP, NSCF, box 1173, 1973 War (Middle East) 1973 File.

⁸⁵⁸ Annexe 147, *Transcript, "Secretary's Staff Meeting," 23 October 1973, 4:35 p.m.* Source : National security Archives, Transcripts of Secretary of State Henry A. Kissinger Staff Meetings, 1973-1977. Box 1.

Malgré les armes nucléaires israéliennes et quelles que soient les conséquences, Sadate a un seul objectif, traverser le canal de Suez et s'installer sur la rive orientale. Guerre d'Octobre, -de *Ramadan pour les Arabes*, et de *Kippour pour les Israéliens*-, la guerre de 1973, est le quatrième conflit armé opposant Israël à ses voisins. La spécificité de cette guerre tient, selon les experts militaires, d'une part, à la percée, temporaire que les troupes égyptiennes et syriennes parviennent à réaliser dans les lignes israéliennes, et d'autre part à l'apparition de l'arme nucléaire israélienne sur la scène des opérations. L'autre spécificité de taille touche la dissuasion israélienne. En initiant l'attaque surprise, Sadate défie volontairement la dissuasion israélienne considérée comme acquise suite à la guerre de 1967.

Les Israéliens qui voyaient la menace venir à chaque fois que les Égyptiens faisaient des mouvements de troupes sur les frontières, n'ont pas pris en considération les avertissements émis par le Roi Hussein de Jordanie, lorsqu'il alerte Madame Meir alors Premier ministre, des préparatifs de guerre réalisés sur un front commun égypto-syrien. Notons aussi que ni la CIA, ni la Maison Blanche, ni le Pentagone ne prennent en considération les appels de Sadate à mener une guerre contre Israël. Bien que suivie d'un succès militaire israélien, cette provisoire "victoire" est vécue, du côté arabe, comme une revanche des humiliations subies en 1948, en 1956 et en 1967. « *Il n'y a plus d'espoir pour un accord pacifique ; notre décision est de combattre* », annonce, en novembre 1971, Anouar El Sadate, devenu Président l'année précédente, suite à la mort de Nasser en septembre 1970. Cette déclaration de guerre avant la lettre que personne alors ne prend au sérieux, témoigne du désarroi du Caire devant l'échec de ses tentatives diplomatiques. Israël, à l'époque, occupe toujours l'ensemble des territoires conquis au cours de la guerre des Six jours en 1967, en particulier le Sinaï. La résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui en préconisait la restitution aux pays arabes en échange de la paix, est restée lettre morte. La guerre d'usure initiée par Nasser ne donne pas les résultats escomptés et l'Égypte de Sadate est alors persuadée que le nucléaire israélien n'est qu'une ligne de plus sur une longue liste de tentatives d'intimidation menées par Tel-Aviv à l'encontre du monde arabe. Sa proposition de trouver une solution pacifique en échangeant la terre occupée en 1967 contre la signature d'un accord de paix avec Israël ne donne pas de résultat.

Le plan Rogers, présenté par les États-Unis pour faire face à la guerre d'usure déclenchée par l'Égypte sur le canal de Suez -avec le but de mettre en oeuvre la résolution 242-, n'a guère plus de succès : Tel-Aviv suspend, en septembre 1970, les pourparlers entamés, deux mois auparavant, par le médiateur Jarring. Toutes les tentatives de Sadate se heurtent au refus israélien. De même, sera repoussé, en décembre 1970, un plan de paix dans lequel Sadate propose d'échanger les Territoires occupés contre une reconnaissance formelle d'Israël. Il propose aussi le retour des réfugiés palestiniens contre la liberté de navigation dans le canal de Suez. Aussi, l'État hébreu n'apprécie guère le communiqué Nixon-Brejnev en mai 1972, qui réaffirme l'*attachement* des États-Unis et de l'URSS à une *solution pacifique conforme à la résolution 242*. Le rais pense en effet, que seuls les États-Unis, sont en mesure d'amener Israël à négocier. Mais, Sadate est également convaincu que face aux multiples refus d'Israël, seule une nouvelle guerre, peut contraindre les grandes puissances à faire usage

de leurs moyens de pression sur l'État hébreu. Du même coup, il pourra esquisser le mécontentement populaire qui gronde en Égypte, où le poids de la Défense devient d'autant plus insupportable que rien ne se passe. Telles sont les raisons, extérieures et intérieures, qui poussent Anouar El-Sadate à *une confrontation limitée* avec Israël : c'est dans ce but, explicitement affiché, qu'il cumule, en mars 1973, sa fonction avec celle de Premier ministre. Sept mois plus tard, le 6 octobre, jour de la fête juive de *Kippour*, et en plein mois de Ramadan, les blindés égyptiens traversent le canal, bousculent la ligne infranchissable de Bar Lev et s'enfoncent dans le Sinaï, tandis que les soldats syriens avancent de 5 kilomètres sur le plateau du Golan. Il faudra une semaine pour que les généraux israéliens se ressaisissent, et que leurs chars reprennent l'initiative sur les deux fronts. Et cela est d'autant plus facile que Sadate ordonne l'arrêt de l'offensive de ses hommes. Il sait qu'il ne peut plus affronter Israël, depuis la mise en place du pont aérien entre Tél-Aviv et Washington.

Depuis le début des hostilités, les Israéliens subissent des pertes considérables et le 9 octobre, les Israéliens placent des bombes nucléaires sur des missiles Jéricho et menacent de les lancer sur le Caire si Washington n'envoie pas l'aide militaire demandée. Le 14 du mois, un pont aérien est établi et la guerre tourne en faveur des Israéliens. Le général Ariel Sharon, outrepassant les ordres de son ministre de la Défense, repasse le canal et file vers Suez. Il met en difficulté la 3^{ème} armée égyptienne. Le 17 octobre, on assiste à un double événement : dans le Sinaï, une des plus grandes batailles de chars de l'histoire contemporaine, et au Koweït la décision de l'embargo qui déclare la guerre du pétrole. Le 22 octobre, la résolution 338 du Conseil de sécurité des Nations unies est acceptée par l'Égypte et par Israël. Cependant, Israël poursuit sa contre-offensive sur le terrain. Le monde vit alors au rythme des opérations dans le Sinaï et on échappe à un affrontement nucléaire entre Américains et Soviétiques. Ces derniers menacent d'envoyer des troupes en Méditerranée, et demandent l'envoi de forces multinationales pour mettre fin aux affrontements armés. Washington place ses forces en alerte nucléaire de troisième degré. Un bras de fer inquiétant s'installe entre les deux superpuissances.

Imposer un cessez-le-feu est une chose, construire une paix durable en est une autre. Pourtant, les conditions, en apparence, semblent propices à une négociation sérieuse. Elles évoluent, très vite de façon négative. La volonté américano-soviétique d'œuvrer ensemble au règlement d'un conflit est vouée à l'échec. Washington opte à nouveau pour le "cavalier seul", Henry Kissinger s'attelant à un arrangement séparé excluant l'URSS. Une crise politique et morale est alors ouverte en Israël par la surprise de *Kippour*. Le *Mehdal* -la grande défaillance d'octobre- place l'État hébreu devant la réalité de l'échec. Le réalisme suggéré aux Arabes par la "vengeance" de leur honneur durant les premiers jours du conflit d'octobre, aide l'Égypte à refuser les conditions imposées par Israël.

La décision méditée

La guerre d'octobre a un impact fondamental sur les Relations Internationales : non seulement en remettant en cause la longévité et la solidité de la détente entre Américains et Soviétiques, mais elle contraint également les États-Unis à considérer le conflit

israélo-arabe comme prioritaire dans l'ordre du jour de l'agenda de la politique étrangère de Washington. L'administration se rend compte de l'ampleur du problème. La menace d'une instabilité régionale, d'une crise énergétique ou d'une possible confrontation impliquant les deux superpuissances, pousse ainsi les Américains à prendre en main le dossier du Moyen-Orient. Dès la fin de l'année 1973, Washington joue un rôle central dans l'interminable conflit entre Arabes et Israéliens. Le mémorandum daté du mois de mai (1973)⁸⁵⁹, note « *qu'une source haut placée du Royaume de Jordanie -et suite à la conférence des chefs des armées arabes au Caire du 21 au 25 avril 1973-, rapporte que les Égyptiens sont déterminés à entrer en guerre et ce, quelles que soient les conséquences.* » Le mémorandum note aussi que le roi de Jordanie a transmis ses inquiétudes aux Israéliens. Mais ce mémorandum, souligne par ailleurs, qu'il n'y a pas de signes de préparation intense pour mener une guerre. Au printemps 1973, Sadate déclare (⁸⁶⁰) au *Newsweek* que le « *moment est venu pour un choc* », mais personne ne croit alors qu'il a un plan pour la guerre. Il faut pour cela remonter un an auparavant (octobre 1972), lorsque Sadate a déjà pris une décision de principe pour la guerre, mais le timing exact, reste un secret bien gardé, écrit Uri Bar-Joseph (2000)⁸⁶¹.

Sadate est dans la logique de guerre et les intentions égyptiennes de mener une action offensive remontent au mois d'avril 1973. Ce scénario n'est pas conforme aux prévisions des experts militaires et notamment la situation depuis 1967, explique un rapport américain. Un mémorandum préparé par le Conseil de sécurité nationale mentionne bien les préparatifs avec des missiles sol-air et des avions de combats tout au long du canal de Suez. Il note toutefois que le nombre n'est pas significatif pour entrer en guerre. (Annexe 166)⁸⁶². Malgré une balance militaire en sa défaveur, Sadate, comme Nasser six ans auparavant, prépare une attaque sans tenir compte des critères militaires objectifs. Selon l'analyse de ce rapport, les mouvements avaient, peut-être, pour objectif d'exercer une pression psychologique sur Tel-Aviv et Washington. Notons que Sadate -et depuis bientôt trois ans- ne cesse de répéter, à chaque occasion, que cette année est l'année de la décision (d'entrer en guerre). Ces déclarations répétées de la part de Sadate sont aussi interprétées par Tel-Aviv et Washington comme des déclarations qui visent à calmer la colère des peuples arabes. Quelques semaines plus tard, Roger Merick, un analyste de *State Department's Intelligence and Research*, écrit un autre rapport dans lequel il pense qu'il y a une grande chance pour qu'un conflit israélo-arabe ait lieu dans les six mois (Richard Parker, 1993)⁸⁶³, (Kenneth Stein, 1999, p. 68), (Richard Bordeaux Parker, 2001, pp. 113-116.)⁸⁶⁴.

⁸⁵⁹ Memorandum from National Security Council (NSC) Staff, "Indications of Arab Intentions to Initiate Hostilities," May 1973.

⁸⁶⁰ Par le journaliste Arnaud de Borchgrave.

⁸⁶¹ Uri Bar-Joseph, "Israel's 1973 Intelligence Failure," in R.M. Kumaraswamy, *Revisiting the Yom Kippur War*, London: Frank Cass, 2000, pp. 10-11.

⁸⁶² Annexe 166, "Indications of Arab Intentions to Initiate Hostilities", Source : National Security Archive, Nixon Presidential Materials Project (hereinafter NPMP), Henry Kissinger Office Files (hereinafter HAKOF), box 135, Rabin/Kissinger (Dinitz) 1973 Jan-July (2 of 3)

Selon un document du *Department of State*, daté du 26 octobre 1973, Sadate prend la décision de la guerre en août 1973. Dans ce document, Leo Yerdrashnikov, un agent du KGB, explique que l'ambassade soviétique au Caire aurait reçu quelques indications dans ce sens. Les Soviétiques n'ont pas eu le moindre signe montrant que Sadate est sur le point de mener la guerre (Annexe 167)⁸⁶⁵. Sadate, en août 1973, décide, après une longue période de tractations entre le Caire et Washington, de briser ce statu quo avec l'usage de la force. Selon les mémoires de Essmat Abdel Meguid, ex-Secrétaire général de la Ligue Arabe, alors ambassadeur d'Égypte auprès de l'ONU, la décision de Sadate de mener la guerre est renforcée par l'attitude de Washington envers des possibles négociations de paix avec les Israéliens. Toujours selon les mémoires de M. Abdel Maguid, Sadate est fortement persuadé que la solution ne peut qu'être dans l'action et que Washington, qui ne considère pas ses demandes, changera d'avis à la suite d'un choc de guerre. Sadate tente de prouver que sa logique tient. En mai 1973, le conseiller égyptien de Sécurité nationale Hafiz Ismail demande à l'ambassadeur Abdel Maguid de coordonner une rencontre avec le Secrétaire d'État Kissinger. Il y a alors une rencontre qui a lieu en France le 20 mai 1973, (à Moulin Saint-Fargeau, Rochefort), entre une délégation égyptienne et Kissinger (Annexe 168)⁸⁶⁶. Lorsque la rencontre a lieu en France, les Égyptiens demandent à Kissinger d'étudier les possibilités d'une éventuelle négociation avec les Israéliens. La réponse de Kissinger est, selon les propos de l'ancien Secrétaire de la Ligue arabe, décevante pour Sadate. Kissinger fait savoir aux Égyptiens qu'il ne peut s'occuper du problème car il n'est pas "brûlant" et qu'il s'en occupera lorsqu'il le deviendra et s'il y a une crise (Charles Zorgbibe, 1981)⁸⁶⁷. Les Égyptiens demandent une solution basée sur la résolution 242 votée par l'ONU et le 2 juin 1973, une 2^{ème} rencontre a lieu entre Kissinger et le conseiller de Sadate Mohamed Hafiz Ismail. Kissinger, dans son compte rendu de la rencontre, écrit qu'Ismail semble pressé et ne veut parler que de la position américaine. La délégation égyptienne se montre méfiante vis-à-vis d'une politique américaine de pas à pas. (Annexe 169, p. 2, *Ismail's position this time*)⁸⁶⁸. Les rencontres secrètes qui ont lieu en France au printemps/été 1973, entre la délégation égyptienne et Kissinger, ne donnent pas de résultats. D'autres ont lieu aux États-Unis. Le premier meeting a lieu à New York en juin 1973. Le climat de ces

⁸⁶³ Richard B. Parker, *The politics of Miscalculation in the Middle East*, Indianapolis, Indiana University Press, 1993, 293 pages.

⁸⁶⁴ Kenneth W. Stein, *Heroic Diplomacy: Sadat, Kissinger, Carter, Begin, and the Quest for Arab-Israeli Peace*, New York, Routledge, 1999; Richard Bordeaux Parker, *The October War: A Retrospective*, Gainesville, Florida, University Press of Florida, 2001.

⁸⁶⁵ Annexe 167, *Telegram Department of State. U.S. Interests Section Egypt*, Cable 3243 to State Department, Soviet View on Causes and Timing of Egyptian Decision to Resume Hostilities, 26 octobre 1973. Source : National Security Archive, Archive, NSAEBB/NSAEBB98/octwar-08.

⁸⁶⁶ Annexe 168, Rencontre entre Henri A. Kissinger et Hafez Ismail conseiller de Sécurité nationale de Sadate, 20 mai 1973. *Memorandum of Conversation*. Source : National Security Archive. RG 59, Records of Henry Kissinger, box 25, Cat C Arab-Israeli War

⁸⁶⁷ Charles Zorgbibe, *Terres trop promises : une histoire du Proche-Orient*, Paris, Manufacture, 1981.

rencontres est électrique en raison de la livraison des avions de combats F-4 américains à Israël, écrit Kissinger 1973 (Annexe 169, p. 3)⁸⁶⁹. Aucune autre rencontre n'a ensuite lieu entre juin et octobre 1973. Sadate se trouve déjà dans la logique de mener la guerre. Le rais procède ainsi à rendre le dossier *brûlant* en menant l'attaque surprise le 6 octobre. Sadate considère qu'accepter les propositions de pas à pas signifie une capitulation. M. Abdel Maguid, explique alors que Sadate a la certitude que Washington ne l'aidera pas. Après les propos de Kissinger, il est convaincu, plus que jamais, que Washington ne jouera pas un rôle de médiation. Il dit à El-Zayaat, son ministre des Affaires étrangères, « *je sais ce qu'il nous reste à faire* » : provoquer la crise (⁸⁷⁰). Sadate a pour cela deux raisons avec lesquelles il construit sa rationalité : une action militaire brisera la stagnation diplomatique, et elle attirera l'attention de Washington sur l'urgence de trouver une réelle solution. Ahmad Maher El-Sayed, l'une des personnes présentes lors des rencontres, écrit « *ce que nous avons entendu de Kissinger était : ne vous attendez pas à gagner sur une table de négociation, ce que vous avez perdu dans les champs de batailles.* » Autrement dit, Washington ne peut pas vraiment aider tant que l'Égypte est considérée comme une armée en défaite. Les documents officiels ne font pas allusion à de tels propos mais Ismail parle de la guerre comme d'une alternative au statu quo en réponse aux propos tenus par Kissinger qui voit la guerre comme un mauvais choix. Une action militaire ne fera que détériorer la situation. Cependant, rien dans ce que Kissinger dit, n'encourage Sadate à abandonner la décision de lancer la guerre.

Le conseiller Hafez Ismail s'oppose alors à la décision finale de déclenchement des hostilités selon Leo Yerdrashnikov. Cet agent du KGB travaillant au Caire sous couvert officiel pour l'Agence Itar-Tass comme directeur adjoint, raconte dans ses mémoires -non confirmés officiellement- qu'il a assisté à une discussion entre Sadate et son conseiller Hafez Ismail durant laquelle ce dernier se situait parmi ceux qui étaient contre une guerre. Ismail pensait qu'une politique de rapprochement était en faveur de l'Égypte (William B. Quandt, 2001, pp. 137-139)⁸⁷¹, Richard Bordeaux Parker, 2001, pp. 3, 77, et 79-81)⁸⁷² et (Bar-Joseph, 2000, p. 11)⁸⁷³. Harold Saunders, l'un des membres de la délégation Kissinger pour le Moyen-Orient, écrit plus tard que les États-Unis auraient pu offrir un peu

⁸⁶⁸ Annexe 169, *Memorandum from Kissinger to the President, "Meeting with Hafiz Ismail on May 20,"* 2 June 1973. Source : National Security Archive, NPMP, HAKO, box 132, Egypt/Ismail Vol VII May 20-September 23, 1972.

⁸⁶⁹ Ibid.

⁸⁷⁰ Interview de l'ex-Secrétaire générale de la Ligue arabe Essmat Abdel Maguid, diffusé par la télévision égyptienne le 7 octobre 2003.

⁸⁷¹ William B. Quandt, *Peace Process. American Diplomacy and the Arab-Israeli conflict since 1967*, Brookings, University of California Press, 2001, 488 pages.

⁸⁷² Richard Bordeaux Parker, *October War*, Florida, University Press of Florida, 2001.

⁸⁷³ Uri Bar-Joseph, "Israel's 1973 Intelligence Failure," in R.M. Kumaraswamy, *Revisiting the Yom Kippur War*, London: Frank Cass, 2000.

plus, car un rapprochement n'était pas loin. L'échec de ses efforts en direction de Washington, et le statu quo qui pèse lourdement sur le Caire depuis la défaite de 1967, poussent Sadate à prendre la décision d'aller à la guerre. Mais avant, et pour être définitivement persuadé que Washington ne s'implique pas, il tente une initiative auprès de l'ONU. Lors du 30^e anniversaire de la guerre, et lors d'une interview à la télévision d'État, Essmat Abdel Magueed (ancien Secrétaire de la Ligue arabe, ex-ministre égyptien des Affaires étrangères et ambassadeur d'Égypte auprès de l'ONU en 1973), raconte : « *en mai 1973, en tant qu'ambassadeur d'Égypte auprès des Nations unies, j'ai été convoqué par le Président Sadate pour me rendre au Caire. J'ai eu un entretien avec lui, en présence du ministre des Affaires étrangères M. El Zayat. Sadate me demande " qui siège à l'ONU en ce moment ?" Suite à ma réponse, Sadate me demande comment peut-on faire pour changer les choses à propos de la situation actuelle ? Il me faut une résolution. Cette résolution doit être parrainée par des pays non arabes, de préférence amis des États-Unis. Étonné, je lui explique que les États-Unis mettraient leur veto. Je suis encore plus étonné lorsque Sadate me répond : je le sais et c'est ce que je cherche, je veux le veto de Washington. »*

Le 14 juin 1973, une réunion du conseil de sécurité de l'ONU a lieu et une séance pour un vote est programmée le 24 juillet 1973 (Annexe 139)⁸⁷⁴. Un projet de résolution est déposé, et les États-Unis mettent leur veto (Annexe 170)⁸⁷⁵. Essmat Abdel Maguid explique que « *lorsque la guerre a eu lieu, j'ai compris pourquoi Sadate cherchait le veto américain.* » D'après Abdel Maguid, « *Sadate voulait être certain que les choses ne changeront jamais sans une action forte. Il cherche cette action et il la trouve dans la décision de faire la guerre.* » C'est en août 1973, et suite au veto américain à la résolution des Nations unies, que Sadate prend sa décision d'aller en guerre. Deux mois après, il déclenche les hostilités. Son armée traverse le canal de Suez et défie toute logique rationnelle. Il réalise un exploit historique et bouleverse ainsi les bases de la dissuasion rationnelle israélienne pourtant considérée comme acquise depuis 1967.

Chapitre XV : l'ambiguïté comme obstacle

« Des mythes se sont effondrés, La "pureté" des armes de Tsahal, le Mossad "meilleur service secret du monde", l'occupation "humaine" de la Cisjordanie et de Gaza, etc. ces mythes de l'État hébreu se sont effondrés. En revanche, un consensus inébranlable demeure dans le domaine nucléaire. Ce consensus se renforce au fil des années. » (Amnon Kapeliouk, 1999)⁸⁷⁶.

⁸⁷⁴ Annexe 139, United Nations, Security Council. S/PV.1726, S/INF/29, 14 June 1973. 14 June 1973. At the close of the 1726th meeting, on 14 June 1973, the President read the following statement.

⁸⁷⁵ Annexe 170, *Draft resolution*. United Nations, Security Council. S/10974, 24 July 1973. Distr. GENERAL, S/10974 24 July 1973 ORIGINAL : ENGLISH. Guinea, India, Indonesia, Panama, Peru, Sudan, Yugoslavia. Résolution votée le 24 juillet 1973. Il y a 13 voix pour (Australie, Autriche, France, Guinée, Inde, Indonésie, Kenya, Panama, Pérou, Soudan, Union soviétique, Grande-Bretagne, Yougoslavie), une voix contre (veto américain), la Chine est non-participant.

En Israël, le nucléaire reste un des derniers tabous. Par l'ambiguïté qui l'entoure, le nucléaire israélien est intégré dans un jeu de *cache-montrer*. Il est inséparable des opérations de rituel de marchandage entre les différentes parties. Ce *sacra*, en tant que manié et utilisé par certains mais pas par d'autres, exprime la puissance. Il représente au Moyen-Orient un instrument de prestige militaire, moyen de prise et d'action sur *Autrui*. Symbole de puissance, c'est un objet divin, un objet d'investiture. Chargé d'efficacité, il impose silence à l'assemblée, il donne aux décisions une valeur exécutoire, il fait reconnaître dans le détenteur, un rejeton de *Zeus*. Tenu en mains et transmis techniquement, il objective en quelque sorte la puissance de souveraineté. En réponse à la question : « le monde entier sait que vous possédez l'arme nucléaire, vous le confirmez ? », Shimon Pérès (⁸⁷⁷), alors ministre des Affaires étrangères, répond : « Le monde entier oui, sauf Israël; cela n'inclut pas Israël. » En mai 1995, Shimon Pérès, lors de la même interview déclare qu'Israël est toujours menacé, et c'est la raison qui réside derrière la politique d'ambiguïté de l'État hébreu. « Israël possède une ambiguïté nucléaire, car les Iraniens disent qu'il faut détruire Israël. Ils essayent d'acheter et de construire une option nucléaire. (...) Ainsi, nous avons une politique à caractère double : amitié avec les amis et prudence envers les ennemis » (Annexe vidéo) Selon Shai Feldman (1995) ⁸⁷⁸, dans *The final option*, l'État hébreu garde une ambiguïté autour de son programme nucléaire, pour des raisons liées au concept de dissuasion. Pour lui, cette ambiguïté est là pour éviter la possibilité d'une acquisition, par l'un des pays arabes, des armes nucléaires. Ambiguïté veut dire, d'après Shai Feldman, qu'Israël peut, si nécessaire, opter facilement pour une *dissuasion ouverte*. Toutefois, les décideurs israéliens ont toujours fait savoir que l'État hébreu n'attendra pas pour être le deuxième pays à posséder l'arme nucléaire dans la région. Dans une interview publiée en septembre (1998) ⁸⁷⁹, par *Al-Ahram*, le journal gouvernemental égyptien, le Président Mubarak déclare qu'il craint une attaque avec une bombe atomique. « *Je crains que le monde tarde à donner suite à mon initiative qui vise à éliminer les armes de destruction de la région. Je crains qu'une attaque avec une bombe atomique ait lieu avant. Si Israël restait au niveau de son armement actuel, d'autres pays dans la région feraient comme lui, et là le danger est possible.* » (...) *En ce qui concerne le Moyen-Orient, si on laisse Israël dans l'état où il est actuellement, soyez sûr que d'autres pays procéderont à l'acquisition d'armes de destruction massive. L'Iran et d'autres d'ailleurs. Ainsi, je lance un appel pour éliminer les armes de destruction massive du Moyen-Orient y compris en Israël. Si Israël continue à posséder ces armes, il y aura une méfiance et une peur des pays voisins qui chercheront à en posséder. Là réside le danger. Si l'un des acteurs devient délirant et lâche une de ces armes, c'est toute la région qui sera touchée. Il y aura*

⁸⁷⁶ Amnon Kapeliouk, "Israël assume «sa» bombe", *Le Monde Diplomatique*, février 1999.

⁸⁷⁷ Une interview effectuée avec Shimon Pérès alors Ministre des Affaires étrangères et diffusée sur EuroNews (chaîne multilingue d'information continue en 7 langues) en mai 1995.

⁸⁷⁸ Shai Feldman, "The final option, New clouds over Israel's nuclear program", *The International Jewish Monthly*, mars 1995.

⁸⁷⁹ *Al-Ahram International*, 30 septembre 1998, la Une.

inévitablement la riposte de la part de l'autre, écrit *Al-Ahram International*, en septembre (1998, p. 3).

Si Israël considère qu'il est l'État le plus puissant au Moyen-Orient, c'est parce que son arsenal militaire est basé sur un socle nucléaire lourd. De l'autre côté, une "*bombe suicidaire*" avec des moyens techniques artisanaux, menace Israël et bouleverse le sens de sa sécurité (Gerald Steinberg, 1996)⁸⁸⁰. C'est tout le paradoxe entre le fait, d'une part, de posséder la "*grosse bombe nucléaire*", et d'autre part de ne pouvoir agir face à la toute petite bombe fabriquée à la main dans un nouveau Moyen-Orient, écrit Avner Cohen (1996)⁸⁸¹. « Si Israël est attaqué par l'Irak, il ripostera avec des armes que même les Américains n'ont pas » déclare en février 2003, le ministre israélien de la Défense Ben Eliezer. Quelques jours après, un autre responsable israélien déclare que « *Bagdad sera tout simplement rayé de la carte*. » À nous donc de deviner quelles sont les armes que les Américains n'ont pas et quelles sont les armes qui rayeraient Bagdad de la carte. Malgré l'ambiguïté israélienne, les armes nucléaires de l'État hébreu sont intégrées dans la pensée stratégique et politique des leaders arabes. « Je n'ai aucune garantie qu'à n'importe quel moment ou durant un conflit futur, n'importe quel instable ou fou ne fasse recours et usage de ces armes nucléaires. (...) Nous sommes prêts pour que toutes les armes de destruction massive soient éliminées de toute la région y compris en Israël et en Iran. Mais le fait que dans cette partie du monde, il y ait seulement Israël qui possède des capacités et des armes nucléaires, ce n'est, ni juste, ni légitime et c'est trop dangereux » (Annexe vidéo).

Ainsi, le Président Moubarak (1995)⁸⁸² exprime les inquiétudes profondes de son pays à l'égard de l'arsenal nucléaire israélien. Israël, pour des raisons politiques et stratégiques, n'a jamais admis la possession d'armes nucléaires. Les experts, selon le *Jane's Intelligence Review* (1994)⁸⁸³, expliquent que, l'une des raisons principales de l'ambiguïté, est que les Israéliens veulent éviter l'effet de la pression des populations arabes sur leurs gouvernements pour posséder également des armes nucléaires. Le BAS, (*Bulletin of Atomic Scientists*, 1994)⁸⁸⁴, explique que si les Israéliens n'ont jamais reconnu ou déclaré la détention des armes nucléaires pour des raisons stratégiques ou politiques, ils n'ont pas empêché les fuites qui ont permis aux décideurs arabes d'avoir la certitude qu'Israël possède les armes atomiques. Le *Bulletin of Atomic Scientists*, explique que les Israéliens avaient besoin de dissuader les Arabes et de stopper leurs hostilités, tout en évitant de mettre les Arabes dos au mur. Cela aura pour conséquences l'effet

⁸⁸⁰ Gerald Steinberg, "The future of nuclear weapons : Israeli perspectives", *9th Amaldi conference*, Geneva, 21-23 novembre, 1996.

⁸⁸¹ Avner Cohen, "Peres : Peacemaker, Nuclear Pioneer", *Bulletin of Atomic Scientists*, vol. 52, N. 3, mai/juin, 1996.

⁸⁸² Propos recueillis par l'auteur lors d'une interview effectuée au Caire avec le Président égyptien Housni Moubarak et diffusée sur EuroNews (chaîne multilingue d'information continue en 7 langues) en mai 1995.

⁸⁸³ Harold Hough & Pete Sawyer, "Israeli nuclear infrastructure", *Janes Intelligence Review*, novembre 1994.

⁸⁸⁴ *Bulletin of Atomic Scientists*, septembre/octobre 1994.

inverse, l'acquisition de l'arme par les Arabes. D'après certains analystes, parmi lesquels Yoel Cohen, les dénis israéliens sont dus à deux raisons : d'une part, la crainte que les Arabes choisissent l'option nucléaire, et d'autre part -et ceci représente la raison la plus importante-, la crainte de la suppression de l'aide américaine. En effet, l'amendement Symington-Glenn de (1977)⁸⁸⁵, interdit l'aide américaine aux pays qui développent l'arme nucléaire (Yoel Cohen, 1995)⁸⁸⁶. Israël est considéré par les experts comme le pays le plus avancé en matière d'armes stratégiques au Moyen-Orient. Les analystes, même s'ils ne s'accordent pas toujours sur la nature et le nombre d'armes nucléaires israéliennes, ne doutent pas le fait que l'État hébreu les possède. Il n'y a pas de doute quant aux infrastructures nécessaires à la production de ces armes, encore moins en ce qui concerne les moyens militaires pour leur emploi. En 1994, et lorsque le débat sur le TNP, *traité de non-prolifération des armes nucléaires* de 1995, commence à prendre forme, Shimon Pérès, alors ministre des Affaires étrangères déclare qu'« Israël reconsidèrera sa position envers le TNP en y adhérant comme un pays non-nucléaire lorsqu'une paix stable et globale sera appliquée au Moyen-Orient. » Shimon Pérès notifie alors au Président égyptien M. Moubarak que son pays serait prêt à renégocier le TNP deux ans après l'établissement d'une paix régionale (Avner Cohen, 1996)⁸⁸⁷. Lors d'une visite en Jordanie en 1998, Shimon Pérès déclare que « *l'objectif de l'option nucléaire israélienne est Oslo et non pas Hiroshima*. » La détention des armes nucléaires par les Israéliens a-t-elle permis d'accélérer le processus de paix ? D'après Avner Cohen (1996)⁸⁸⁸, le nucléaire israélien a joué un rôle d'accélérateur dans le processus de paix, et notamment dans la signature des accords de paix entre Israéliens et Égyptiens. Avner Cohen écrit que la visite de Sadate à Jérusalem ainsi que sa décision de se rendre en Israël ont été motivées, en partie, par le facteur nucléaire. Mais, c'est plutôt en raison du défi que Sadate a pu montrer envers la dissuasion israélienne qu'il a pu entamer les négociations avec les Israéliens.

Revoir la conception de l'ambiguïté

Et en juillet 1998, Yitzhak Mordechaï, alors ministre de la Défense, déclare que « *tout est prêt pour être clarifié dans un nouvel environnement stratégique*. » (MIIS 1998)⁸⁸⁹. Les sources parlementaires israéliennes et le gouvernement confirment en juin 1998, qu'Israël

⁸⁸⁵ Congressional Records, 123, Glenn S7996, mai 1977. Adopted 1977. Sec. 102(b) of the Arms Export Control Act, formerly Sec. 670 of the Foreign Assistance Act of 1961 as amended. Voir aussi : Arms Control Today, *Arms Control Association*, janvier/février 2000.

⁸⁸⁶ Yoel Cohen, « *Israel and Vanunu* », *PS magazine, Guide to Jewish affair*, juin 1995.

⁸⁸⁷ Ibid.

⁸⁸⁸ Avner Cohen, « Peres : Peacemaker, Nuclear Pioneer », *Bulletin of Atomic Scientists*, Vol.52, N. 3, mai/juin, 1996.

⁸⁸⁹ Weapons of Mass Destruction in the Middle East, Israel's Nuclear Poster Review, *Monterey Institute for International Studies*, été 1998.

étudie formellement le fait de revoir sa politique de l'ambiguïté nucléaire. Plusieurs institutions sont impliquées comprenant le Ministère de la Défense, le Ministère des Affaires étrangères et le bureau du Premier ministre Benjamin Netanyahu (Steve Rodan, 1998, p. 3)⁸⁹⁰. David Ivry, un ancien commandant de l'Armée de l'Air et directeur général du Ministère de la Défense, coordonne les consultations. Une commission est formée afin d'étudier le nouveau contexte régional et de formuler une conclusion qui évalue et fasse une analyse des conséquences politiques, opérationnelles, et budgétaires associées à la force stratégique de dissuasion nucléaire, écrit le *Defence News*, (1998)⁸⁹¹. Lors d'une interview en 1995, David Ivry explique que les Israéliens ont besoin d'une force stratégique basée sur des capacités de seconde frappe "*Second strike*". Ivry fait également référence à la doctrine nucléaire des États-Unis durant la guerre froide de la destruction mutuelle assurée, MAD (*Mutual Assured Destruction*), comme modèle pour Israël écrit le *Washington Times* (1998)⁸⁹².

Lors d'une interview effectuée par *Defence News*, le ministre de la Défense Yitzhak Mordechai explique que « *tout est sur la table. (...) Nous examinons les changements de l'environnement géopolitique, les changements de nos propres capacités et d'autres facteurs principaux pour assurer notre stratégie et sa mise à jour.* » Mais Y. Mordechai indique qu'il « *ne soutient pas un changement radical de la politique de l'ambiguïté nucléaire.* » Il pense que la politique israélienne affichant ne pas être le premier pays à introduire les armes nucléaires dans le Moyen-Orient, a bien servi et au moins pour l'instant, elle devrait rester en place et sans changement (Barbara Opal-Rome, 1998)⁸⁹³. Le Général Yitzhak Ben-Yisrael, du Ministère israélien de la Défense, souligne que bien que la politique préventive nucléaire d'Israël demeure importante dans la doctrine de la défense du pays, le développement des possibilités des frappes préventives est également nécessaire. « *Un petit pays, dit-il, ne peut pas entrer dans une bataille pendant des périodes prolongées et l'option d'une frappe préventive est en conformité avec nos forces.* » Ben-Yisrael note également qu'« *Israël est dans une situation paradoxale. Vous ne pouvez pas dissuader n'importe qui sans lui montrer vos possibilités ; pourtant Israël n'est pas intéressé pour faire savoir ses potentiels et capacités nucléaires* » (Amnon Barzilai, 1998)⁸⁹⁴. De son côté, le Comité des Affaires étrangères et de la Défense de la Knesset tient à son tour une série d'auditions à huis clos. Le Président du Comité Gideon Ezra ne pense pas qu'il y ait un besoin de changement dans la position actuelle. Selon les propos de Gideon Ezra, « *ce que les ennemis d'Israël ne savent pas, c'est que ce qu'ils ne savent pas est plus menaçant que ce qu'ils savent.* » (Barbara Opal-Rome, 1998)⁸⁹⁵,

⁸⁹⁰ Steve Rodan, "Israel Mulls Stance Amid New Threats", *Defence News*, 29 juillet 1998.

⁸⁹¹ Barbara Opal-Rome, "Israel Officials Hint at Cracks In Nuclear Code of Silence," *Defense News*, 14-20 September 1998, p. 6.

⁸⁹² Eliot A. Cohen, Michael J. Eisenstadt, et Andrew J. Bacevitch, "Jewish State Studies Atomic Arms Option After Founding," *Washington Times*, 12 Août 1998.

⁸⁹³ Ibid.

⁸⁹⁴ Amnon Barzilai, *Haaretz*, 25 août 1998, "Military Reviews Nuclear Policy, as Israel Called 'Vulnerable' to Missile Attack",.

(Steve Rodan, 1998)⁸⁹⁶. Ephraïm Sneh, Président du sous-comité de la Défense de la Knesset, qui affirme le 5 août 1998, que la « *dissuasion traditionnelle ne fonctionne plus* », décrit la position du parti travailliste, demandant qu'« *Israël ne tolère plus les armes nucléaires dans les mains des États hostiles.* » Etant donné que l'Iran va développer les armes nucléaires dans un proche avenir, Israël doit investir plusieurs milliards de dollars pour assurer une possibilité de *seconde frappe* (⁸⁹⁷).

Repenser l'ambiguïté

Bien que les pays arabes soient conscients des capacités israéliennes, la politique de brouillard ne diminue pas leur détermination à se procurer l'arme atomique. En outre, une déclaration reconnaissant qu'Israël possède la bombe pourrait entraîner des sanctions et l'arrêt de l'aide américaine économique et militaire, conformément à l'amendement Symington-Glenn de (1977)⁸⁹⁸. Dans son ouvrage, Simon Pérès (1993)⁸⁹⁹, s'écarte de la position officielle israélienne et affirme que la centrale nucléaire de Dimona a été construite dans un but dissuasif. L'ambiguïté représente une composante essentielle de la défense nationale israélienne (Gerald Steinberg, 1985)⁹⁰⁰. Elle vient s'ajouter à une armée forte et à des armes ultramodernes. La tâche principale de cette ambiguïté est dissuasive. Selon la formule mise au point par le gouvernement Levi Eshkol, Israël maintient toujours qu'il ne sera pas le premier pays à introduire l'atome au Moyen-Orient (Martin Van Creveld, 1998)⁹⁰¹. Les Israéliens n'ont jamais admis qu'ils possèdent des armes nucléaires. Ces dernières années, selon S. Hersh, (1991)⁹⁰², les décideurs israéliens ressentent de plus en plus le besoin de brandir une arme nucléaire « *réelle mais non visible.* » Lorsqu'en 1988, Hersh pose à Yitzhak Rabin la question relative à une attaque chimique de la part des Arabes contre Israël, il répond « *que Dieu chasse le malheur, s'ils -les Arabes- songeaient à utiliser ces moyens, la réponse sera des centaines de fois plus forte.* » C'est ce que Seymour Hersh appelle le « *démon.* ». « *On l'entend sans le voir et on le sent sans le toucher.* » Seymour Hersh, lors d'une rencontre en 1968, avec Yitzhak Rabin, alors ambassadeur à Washington, écrit qu'il a essayé de

⁸⁹⁵ Ibid.

⁸⁹⁶ Steve Rodan, "Israel Mulls Nuke Stance Amid New Threats," *Defense News*, 29 juin - 5 juillet 1998, p. 3.

⁸⁹⁷ Barbara Opal-Rome, "Israel Officials Hint at Cracks in Nuclear Code of Silence," *Defense News*, 14-20 September 1998, p. 6.

⁸⁹⁸ Cet amendement stipule l'arrêt de l'aide militaire à tout pays qui importe ou exporte des équipements ou de la technologie nucléaire de retraitement ou d'enrichissement.

⁸⁹⁹ Shimon Pérès, *Le temps de la paix*, Paris, Editions Odile Jacob, 1993.

⁹⁰⁰ Gerald Steinberg *Israeli nuclear ambiguity*, New York, Lexington books, 1985.

⁹⁰¹ Martin Van Creveld, *Tsahal. Histoire critique de la force israélienne de défense*, Paris, Editions du Rocher, 1998. 590 pages.

⁹⁰² Seymour Hersh, *The samson Option*, New York, Random House, 1991, 354 pages.

comprendre la réticence israélienne vis-à-vis du TNP. Hersh pose la question suivante « *Qu'est ce que d'avoir des armes nucléaires ?* » M. Rabin lui répond : « *Avez-vous une arme si vous dites que vous n'en avez pas une ?* » Hersh relate « *quand j'ai dit qu'Israël en possède une, Rabin n'a pas nié mes propos.* » (Seymour Hersh, 1991)⁹⁰³.

Pour Israël, explique Avner Cohen (1993)⁹⁰⁴, la question de l'acquisition de l'arme nucléaire n'était pas une question de prestige. Les démarches des décideurs israéliens dans cette direction, durant les années 50, sont motivées par les atrocités de l'holocauste. La décision de développer *l'option nucléaire*, peut se définir et s'expliquer par l'aspect politique et aussi par l'aspect moral. Si pour certains acteurs de l'époque, le nucléaire est un pas vers la gloire ou le prestige, il est perçu et considéré, par les décideurs israéliens, comme un *sacré*, qui sauverait l'existence nationale. Lorsqu'en 1960, un avion américain de reconnaissance U-2 découvre que ce qui se construit à Dimona n'est pas une "usine" de textile comme le prétendait Israël, mais un réacteur nucléaire. Aussitôt Ben Gourion affirme, à la Knesset et devant les députés, que cette centrale a des buts *purement pacifiques*. Pour des raisons stratégiques, Israël refuse de signer le traité de non-prolifération des armes nucléaires. L'État hébreu est un pays qui ne possède pas officiellement de bombes atomiques. Les installations nucléaires de Dimona ne sont pas sous la surveillance de l'AIEA malgré le fait qu'Israël soit un membre de l'Organisation. Selon les estimations de la FAS (*Federation of Atomic Scientists*), les installations nucléaires israéliennes permettent la production d'un nombre compris entre 5 et 10 têtes nucléaires par an. *Jane's Intelligence Review* (1994)⁹⁰⁵. Parmi les facteurs qui ont conduit à cette conclusion du rapport, résident deux signes : la disparition de 200 tonnes d'uranium enrichi transporté dans un cargo dans la Méditerranée en 1968, et les coûts d'investissement élevés dans le système de missile Jéricho. Une collaboration considérable entre l'Afrique du sud et Israël s'est concrétisée entre 1967 et 1980. Durant cette période, l'Afrique du sud est le fournisseur d'uranium à Dimona. La question qui reste sans réponse est celle concernant le rôle israélien joué dans le supposé test nucléaire de septembre 1979, dans l'Océan indien -la côte sud-africaine-. Le *Jane's Review* de novembre (1994)⁹⁰⁶, considère, que l'essai nucléaire de 1979, en Afrique du sud constitue un troisième signe dans la conclusion des services de la CIA. Avner Cohen (1998)⁹⁰⁷, écrit que la CIA a -durant les années soixante- conclu que les Israéliens sont déterminés à développer la bombe atomique. Vers 1966, la CIA fait circuler un rapport selon lequel l'État hébreu est dans la phase finale concernant la production de la bombe, et que son assemblage n'est qu'une question de semaines.

Ces informations n'ont jamais été partagées par les inspecteurs américains de la

⁹⁰³ Ibid

⁹⁰⁴ Avner Cohen, "A sacred matter", *The Bulletin of American Scientists*, juin 1993.

⁹⁰⁵ Harold Hough & Pete Sawyer, "Israeli nuclear infrastructure", *Janes Intelligence Review*, novembre 1994.

⁹⁰⁶ Harold Hough & Pete Sawyer, "Israeli nuclear infrastructure", *Janes Intelligence Review*, novembre 1994.

⁹⁰⁷ Avner Cohen *Israel and the bomb*, New York, colombia university press, 1998, 470 pages.

centrale de Dimona, ni par le département d'État américain souligne Avner Cohen (1998)⁹⁰⁸. Curieusement depuis cette date, le nucléaire israélien disparaît et ne sera évoqué sur la scène internationale que lorsque Vanunu révélera le secret de Dimona au *Sunday Times* en 1986. La FAS, (*Federation of Atomic Scientists*), note que le haut potentiel nucléaire scientifique et technique d'Israël lui permet de continuer les recherches, de se développer vers le perfectionnement des armes nucléaires, et de créer des modifications avec plus de radiation, ou avec une réaction nucléaire plus rapide. Dans ce sens, l'intérêt de Tel-Aviv en matière de développement des armes thermonucléaires ne peut pas être exclu. Les informations données par les différentes sources permettent de désigner les sites les plus importants, entourées d'un certain nombre de précautions puisque ces informations font partie intégrante du potentiel militaire et stratégique du pays : Dimona : réacteur de production d'armes ; Yodefat : installation d'assemblage et démantèlement des armes nucléaires ; Soreq : centre de recherche et de développement des armes nucléaires ; Kafr Zaccareiyah : base de missiles nucléaires et site de stockage des bombes ; Ilabun : site de stockage d'armes nucléaires tactiques. D'après le *Bulletin of Atomic Scientists*, (2003)⁹⁰⁹, huit États sont officiellement déclarés comme détenteurs des armes nucléaires. Les stocks d'armes existants sont les suivants : 1/ Les États-Unis comptent entre 7960 et 10 600 têtes, dont environ 3780 à 4000 à bord de sous-marins stratégiques. 2/ La Russie, avec un stock entre 6590 et 8600 têtes dont environ 4000 arment des missiles sol-sol intercontinentaux, fixes ou mobiles. 3/ La Chine, qui possède environ 400 têtes, y compris des obus d'artillerie. 4/ La France, quant à elle, possède 350 têtes à bord de sous-marins et de bombardiers. 5/ Le Royaume-Uni, avec un arsenal qui compte 200 têtes, déployé à bord de sous-marins stratégiques, à l'exclusion de tout autre vecteur. 6/ L'Inde est créditée de 75 têtes. 7/ Le Pakistan est crédité de 25 têtes. Enfin, 8/ La Corée du Nord, les experts lui créditent trois têtes nucléaires. Les estimations, des experts selon le *Bulletin of Atomic Scientists* (2002)⁹¹⁰, basées sur des rapports de la CIA, donnent Israël -qui n'a jamais reconnu détenir un stock d'armes nucléaires-, entre 75 et 300 têtes nucléaires. Ces estimations placent les Israéliens au niveau du Royaume-Uni, voire même loin devant.

La voie de la clandestinité a dans le passé aidé Israël à devenir une puissance, sans jamais déclarer l'existence de son arsenal nucléaire. Cela porte le nombre de puissances nucléaires à neuf. D'autres candidats sont inscrits sur la liste comme l'Iran (⁹¹¹). Une étude récente souligne l'extrême vulnérabilité de l'État hébreu face à une première frappe écrit Harold Hough, *Jane's Intelligence Review*, (1997, pp. 407-410)⁹¹². En 1991, Saddam frappe Tel-Aviv avec les missiles Scuds et les Israéliens mettent en alerte leur

⁹⁰⁸ Ibid.

⁹⁰⁹ *Bulletin of Atomic Scientists*, Vol. 59, No.2, avril 2003, pp. 74-77.

⁹¹⁰ *Bulletin of Atomic Scientists*, octobre 2002.

⁹¹¹ *Bulletin of the Atomic Scientists*, Vol. 58, No. 6 décembre 2002.

⁹¹² Harold Hough, "Could Israel's Nuclear Assets Survive a First Strike?", *Jane's Intelligence Review*, septembre 1997.

arsenal nucléaire écrit Aharon Levran (1997, pp. 1-10)⁹¹³. Mais suite à cette guerre, le *Jane's Intelligence Review*, (1998)⁹¹⁴, explique que les Israéliens ont depuis opté pour un changement dans leur stratégie nucléaire. Ils optent pour une stratégie de missiles de longue portée. Cette nouvelle doctrine stratégique permet aux forces israéliennes de riposter avec une *seconde frappe* à partir de sous-marins (Israel Shahak, 1997, pp. 72-73)

915 .

Ambiguïté et seconde frappe

Il y a deux questions majeures auxquelles les stratèges israéliens essaient de trouver des réponses. Faut-il se déclarer comme une puissance nucléaire ? Faut-il développer une politique de seconde frappe. Le *Jerusalem Post* en août (1998)⁹¹⁶ rapporte que le bulletin londonien, *Foreign Report*, affirme que le Ministère israélien de la Défense exerce sans cesse des pressions sur le gouvernement. Le Ministère demande l'adoption d'une politique qui permettrait au Tsahal de riposter avec les armes nucléaires, au cas où il subirait une première frappe. Le bulletin signale également que le gouvernement israélien est de plus en plus convaincu que la force de dissuasion nucléaire de l'État hébreu sera insatisfaisante. Une première frappe nucléaire iranienne pourrait neutraliser ou détruire les possibilités d'une riposte israélienne. Selon ces engagements, Israël ne doit pas effectuer des essais nucléaires, encore moins déclarer ouvertement son arsenal nucléaire. En outre, Gerald Steinberg (1998)⁹¹⁷, souligne qu'une grande majorité de la classe politique israélienne et de la population soutient la politique de l'ambiguïté nucléaire.

À la différence de l'Asie du sud, « *le statut et la politique nucléaire ne joue pas un rôle dans la politique intérieure israélienne, et il n'y a aucun lobby qui encourage les essais nucléaires* » écrit G. Steinberg. Il souligne qu'Israël n'a rien à gagner et beaucoup à perdre s'il suivait l'exemple de l'Inde en devenant une puissance nucléaire déclarée. Mais Steinberg note que dans le long terme, les essais nucléaires du sud asiatique peuvent inciter Israël à opter pour une force de seconde frappe et augmenter ses efforts pour développer une défense contre la menace des missiles balistiques régionaux (Gerald Steinberg, 1998). Le *Foreign Report* souligne qu'Israël pourrait développer des possibilités de seconde frappe à partir de trois sous-marins que l'Allemagne a récemment fournis aux Israéliens. Les sous-marins, déployés en 1999, pourraient fournir l'élément

⁹¹³ Aharon Levran, *Israeli Strategy after Desert Storm: Lessons from the Second Gulf War*, London, Frank Cass, 1997.

⁹¹⁴ Harold Hough, "Israel reviews its nuclear deterrent", *Jane's Intelligence Review*, 10, No.11, Novembre 1998, pp. 11-13 ; Harold Hough, "Double-edged sword", *Jane's Intelligence Review*, septembre, 1998

⁹¹⁵ Israel Shahak, *Open Secrets: Israeli Nuclear and Foreign Policies*, London, Pluto Press, 1997.

⁹¹⁶ Douglas Davis, "Defence Officials Said Urging Nuclear Second-Strike Capability," *Jerusalem Post*, 6 août 1998, p. 3.

⁹¹⁷ Gerald M. Steinberg, "Assessing the Impact of the Indian and Pakistan Nuclear Tests on the Middle East," *Jerusalem Letter/Viewpoints*, N° 386, *Jerusalem Center for Public Affairs*, 15 juillet 1998.

principale d'une force nucléaire pour le lancement des missiles de croisière. Selon les analystes de la défense, une fois qu'Israël maîtrisera les technologies requises, il aura la capacité de produire les missiles de croisière à longue portée en une période courte, ce qui pourrait servir de base à une seconde frappe nucléaire.

En décembre 2000, le Général Avraham Botzer, ancien commandant de la marine, lors d'une interview à la télévision israélienne explique qu'Israël a besoin des sous-marins comme plate-forme d'un système d'armement pour sa stratégie de dissuasion contre une possible attaque avec des armes de destruction massive. Partisan de la dissuasion, le général Botzer deux ans auparavant, en (1998)⁹¹⁸, faisait savoir, dans un article dans le *Washington Times*, que les sous-marins sont une manière de garantir que l'ennemi ne sera pas tenté pour mener des frappes préventives avec des armes non-conventionnelles et rester sans riposte.

⁹¹⁸ Martin Sieff, "Israel Buying 3 Submarines to Carry Nuclear Missiles," *Washington Times*, 1 juillet 1998, p. 1.

Conclusion : Les dilemmes

« Il faut changer les hypothèses de base conformément aux nouvelles modifications internationales. La stratégie basée sur le trio, temps, espace et nombre n'est plus valide. Les missiles sol-sol font que le composant temps est dépassé. Quel avantage retirer des centaines de tanks, de canons et d'avions à réaction ? À l'âge moderne, et à l'âge nucléaire, le composant nombre est-il encore valide ? » Shimon Pérès (1993, p. 107).

La conception de la dissuasion rationnelle représente des différents dilemmes sans issues. Parmi eux, il y a des dilemmes d'ordre psychologiques et d'autres de nature intellectuelle. On trouve aussi des dilemmes dus à l'incertitude de l'ambiguïté et ceux relatifs à l'autodissuasion du fort. Examinons ces quatre obstacles majeurs auxquels se heurte la conception d'une dissuasion rationnelle du fort envers le faible.

1- Le dilemme psychologique

La dernière vague de pensée portant sur la psychologie de la dissuasion, comme par exemple, Donald C. Whitmore (1995, pp. 17-19 et 57)⁹¹⁹ ; Donald C. Whitmore, (1998)⁹²⁰

⁹¹⁹ Donald C. Whitmore, "Rationale For Nuclear Disarmament", *Monograph Series on Security and Arms Control*, vol. II., mars, 1995, pp. 19- 57.

; James Schlesinger, (1997)⁹²¹ ; Donald C. Whitmore, (1993, p. 8)⁹²² ; John M. Broder, (1992)⁹²³ ; Donald C. Whitmore (1993, p. 29)⁹²⁴ ; George Quester(1994, pp. 103-114)⁹²⁵ , montre que dans la psychologie de la dissuasion, il y a deux logiques qui vont à l'encontre des possibles recours aux armes nucléaires. Cela met en cause le fondement même de la dissuasion qui se base sur une logique rationnelle. Il y a d'un côté la DMA *Destruction Mutuelle Assurée*, de par la nature destructrice de ces armes. Il y a de l'autre côté la logique du non usage des armes nucléaires. Premièrement, la destruction mutuelle assurée, (*Mutual assured destruction*) acquiert une riposte militaire significative aux actes agressifs, c'est-à-dire, le spectre de la guerre nucléaire est trop horrible et les risques de l'escalade nucléaire sont trop grands pour risquer une confrontation militaire. Deuxièmement, le non-usage des armes nucléaires est un obstacle contre l'usage de ces armes comme armes d'opérations. L'usage de ces armes lors d'un conflit est moralement répréhensible et une telle utilisation est rendue impossible pour des raisons logistiques. À la fin de la guerre du Golfe, dans une interview, le Général Colin Powell (général lors de la guerre du Golfe, devenu Secrétaire d'État américain sous l'administration G. W. Bush fils), souligne que « *la dévastation monstrueuse et la pollution radioactive créée par les armes nucléaires les rendent inutiles pour atteindre raisonnablement, un objectif militaire.* » L'illustration récente de ce raisonnement est la guerre du Golfe de 1991 et le refus américain lors de l'opération "Tempête de désert", d'autoriser l'usage d'armes nucléaires dans le golfe Persique, avant même le début de la guerre. Les arsenaux nucléaires n'empêchent pas nécessairement les actes agressifs, mais peuvent avoir l'effet psychologique opposé : c'est-à-dire transformer les inhibitions en agression. Dans cette logique, des actes agressifs peuvent avoir lieu avec, au fond de la pensée du challenger l'impunité relative. Un challenger raisonnera de la façon suivante : parce que le dissuadant s'abstiendrait de riposter avec les armes nucléaires qui impliqueraient un désastre nucléaire, je peux donc défier la dissuasion. Dans la pratique, la confiance dans les arsenaux nucléaires pour une solide protection contre les agressions s'avère plus une question de fantaisie que de réalité.

⁹²⁰ Donald C. Whitmore, Revisiting Nuclear Deterrence Theory, *Monograph Series on Security and Arms Control*, 1 mars 1998.

⁹²¹ James Schlesinger, "Nukes: Test Them or Lose Them", *The Wall Street Journal*, 19 novembre 1997.

⁹²² Donald C. Whitmore, "Characterization of the Nuclear Proliferation Threat", *Monograph Series on Security and Arms Control*, avril 1993, p. 8.

⁹²³ John M. Broder, "The Growing Fear of Nuclear Proliferation", *Tacoma News Tribune*, 26 janvier 1992.

⁹²⁴ Donald C. Whitmore, "Rationale For Comprehensive Test Ban", *Monograph Series on Security and Arms Control*, septembre 1993, p. 29.

⁹²⁵ George Quester, "No-First-Use and Nonproliferation:Redefining Extended Deterrence", *Washington Quarterly*, mars 1994, pp. 103-114.

2- Le dilemme intellectuel

Les constructions intellectuelles dans la théorie de la dissuasion sont responsables au moins d'un dilemme sans issue : la parfaite certitude et le flou complet. Ces deux attributs positifs de la crédibilité de la dissuasion sont fréquemment cités : le premier avance les vertus de la certitude alors que le deuxième met en valeur les vertus de l'ambiguïté. En ce qui concerne la certitude absolue, le principe est que la dissuasion fonctionne mieux si l'agresseur potentiel comprend clairement et entièrement les conséquences inévitables d'une réponse de représailles. Il n'y a donc aucune place pour l'ambiguïté ou l'incertitude. En ce qui concerne le flou total, le principe derrière l'ambiguïté est que la dissuasion fonctionne mieux quand l'agresseur est confondu par les incertitudes vis-à-vis des représailles. Selon cette logique, l'incertitude frustre la planification d'attaque. Les risques, pour un agresseur, sont donc incalculables en présence de l'ambiguïté totale. Les deux principes (la certitude et le flou) ont des valeurs évidentes mais sont mutuellement exclusifs et contradictoires. Ils ne peuvent pas cohabiter ou exister simultanément. Le dissuadant doit donc décider quel principe il doit appliquer. La question est donc dans une situation donnée : comment choisir entre les deux principes ? Vient alors le piège inévitable : tous les critères choisis, explicites ou implicites, doivent être universels et donc applicables à toutes les situations ou au contraire non universels et donc applicables à une situation unique.

3 Le dilemme de l'incertitude

L'ambiguïté de la doctrine nucléaire israélienne se trouve dans une impasse Yair Evron (1994)⁹²⁶. Les conséquences de chaque approche -la certitude et l'ambiguïté-, ne sont pas les mêmes ; examinons-les. Les critères universels doivent être solides et applicables à toutes les situations. D'abord, toutes les situations possibles doivent être envisagées pour éviter des surprises militaires et pour assurer une applicabilité universelle. Toute possibilité pour tout type de situation est étudiée. Cette démarche est destinée à éliminer toute incertitude relative au succès de la dissuasion. En second lieu, toutes les situations possibles doivent être analysées de façon satisfaisante pour déterminer la conception des critères véritablement universels. La première (les situations envisagées), comme la deuxième (analyse de tous les scénarios), sont des tâches impossibles à réaliser. Il n'y a aucune garantie pour que chaque situation possible ait été prévue, étudiée et anticipée. Il est déjà difficile d'analyser une seule situation d'interaction et anticiper ses implications. Tout est donc l'effet d'interaction. Depuis Hiroshima et Nagasaki, il n'y a pas eu d'autres attaques nucléaires. Il n'y a donc pas -heureusement- d'autres exemples pour guider l'analyse des interactions complexes d'une situation d'attaque nucléaire réelle qui aurait

⁹²⁶ Yair Evron, *Israel's Nuclear Dilemma*, Ithaca, New York, Cornell Publishing, 1994.

eu comme conséquence une riposte nucléaire. En se tournant vers les critères non universels, on trouve qu'un autre piège se produit. Ou bien, les critères uniques doivent être conçus pour chaque situation ou alors les critères pseudo-universels doivent être définis pour pouvoir classer des situations. Ni l'une ni l'autre des perspectives n'offre d'espoir, et ce, approximativement, pour les mêmes raisons pour lesquelles les critères universels sont difficiles à atteindre voire impossibles, car ils sont tout simplement irréalisables. Les critères pseudo-universels ont un obstacle additionnel majeur : c'est d'exiger la conception d'une multitude de critères pour décider lequel est le mieux approprié dans une situation donnée. Pour résumer le dilemme, il n'y a aucune manière fiable de déterminer si c'est l'ambiguïté ou la certitude qui est la meilleure stratégie à adopter. Cela revient à dire que ce dilemme met en difficulté la conception sur laquelle se construit la dissuasion. Un dilemme qui coupe les racines qui alimentent la théorie de la dissuasion.

4- Le dilemme de l'autodissuasion

La logique de menace sur laquelle se fonde la dissuasion nucléaire est que les actes agressifs seront suivis d'une réponse immédiate et que la riposte consistera en l'usage des armes nucléaires. Si, selon cette logique, cette menace manque de crédibilité, alors la dissuasion est, au moins, incertaine et peut-être même impuissante et inopérante. Les puissances détentrices s'abstiendront d'utiliser les armes atomiques car elles sont conscientes des capacités destructrices de ces armes. Il y a là, dans cette démarche, une autodissuasion. La dissuasion a donc d'emblée, un handicap majeur, car ce facteur d'autodissuasion est au fondement même de la pensée de l'agir des agresseurs. La dissuasion a d'autres difficultés à surmonter (voir quelques pages plus loin). Si l'on prend en considération le facteur de l'autodissuasion, (le non-usage des armes nucléaires), cela compromet et affaiblit la crédibilité de la menace de riposter. Du point de vue interactionniste et psychologique, la réussite de la dissuasion crédible, dépend de certaines conditions qui doivent être réunies. Or, rares sont les situations réunissant ces conditions.

Pour échapper aux dilemmes

Le succès de la dissuasion se heurte à des dilemmes de natures différentes. Si, par exemple, l'acteur "A" doit décourager avec succès l'acteur "B", certaines conditions doivent être remplies sans aucune option d'ambiguïté. Il y a des conditions de communication, de clarté et de scénarios de calculs. (a) Communication : "A" doit comprendre comment "B" pense et se comporte de sorte que "A" puisse déterminer comment motiver "B" de ne pas agir. (b) Conformité : "B" doit réellement penser et se comporter conformément à la façon de la pensée de "A". (c) - Clarté : Il ne doit y avoir

aucune ambiguïté et aucune mauvaise interprétation entre "A" et "B" de sorte que "B" sache exactement quels sont les actes considérés comme provocateurs. "B" doit être certain que la provocation entraînera une riposte immédiate. (d) Scénarios de calculs : "B" doit avoir la certitude que "A" va riposter et réalise que les conséquences néfastes de son action dépassent largement les avantages potentiels. Ces conditions nécessitent une communication parfaite, une évaluation et un calcul corrects, ainsi qu'une projection dans l'avenir. Or, aucun de ces éléments ne peut atteindre le supposé niveau de perfection. Ainsi, au mieux, la dissuasion est un objectif théorique peu réalisable et n'est jamais sans risque. De plus, la moindre incertitude ou ambiguïté rend ces risques incalculables. La dissuasion a, pour conséquence, plusieurs obstacles à surmonter. En essayant de réaliser les conditions ci-dessus et d'atteindre le niveau de succès de la dissuasion, on a besoin de réunir certaines conditions. Il faut tout d'abord résister à la tentation de croire que les autres pensent et se comportent comme le demande le dissuadant. Habituellement ce n'est pas le cas. Examinons d'abord les obstacles majeurs au succès de la dissuasion.

Les facteurs de l'échec

1- Les facteurs culturels. Parmi les facteurs qui peuvent conduire à un échec de la dissuasion, on trouve en premier lieu des facteurs *culturels* (J. Shimshoni, 1988, p. 224)⁹²⁷ ; (R. N. Lebow, 1985, pp. 205-206)⁹²⁸ ; (Simon F. Burrows, 1996)⁹²⁹ ; (Peter Karsten, Peter D. Howell et Artis F. Allen, 1984, p. 70)⁹³⁰. En deuxième lieu, il y a des facteurs de nature *interne* qui, lors des crises, peuvent aider le plus faible à ignorer la crédibilité du fort (Ed Rhodes, 1999)⁹³¹ ; (Richard. N. Lebow, 1981, p. 276)⁹³². Les facteurs personnels. À côté des facteurs culturels et internes, en troisième lieu, on trouve

⁹²⁷ Jonathan Shimshoni, *Israel and Conventional Deterrence*, Ithaca: Cornell University Press, 1988.

⁹²⁸ Richard Ned Lebow, "Conclusions" in Robert Jervis, Richard Ned Lebow, and Janice Gross Stein, *Psychology and Deterrence*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1985

⁹²⁹ Simon Burrows, "Culture and Misperception: The Law and the Press in the Outbreak of War in 1803," *International History Review*. vol. 18, N. 4, november 1996.

⁹³⁰ Peter Karsten, Peter D. Howell, Artis Frances Allen. *Military Threats: A Sytematic Historical Analysis of the Determinants of Success*, Westport, Greenwood Press, 1984, 166 pages.

⁹³¹ Edward Rhodes, "Review Of Empirical Studies Of Conventional Deterrence" *Center for Global Security and Democracy*, Rutgers University, 1999.

⁹³² Richard Ned Lebow, *Between Peace and War: The Nature of International Crisis*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1981. Voir aussi : Richard Ned Lebow, Thomas Risse-Kappen, *International Relations Theory and the End of the Cold War*, New York, Colombia University Press, 1996.

des facteurs *personnels* qui rendent l'acteur *non-dissuadable*, insensible aux menaces crédibles (Richard N. Lebow, 1981, p. 276)⁹³³ ; (Paul K. Huth, 1988, pp. 82-83)⁹³⁴ ; (Karsten, Howell, Allen, 1984, p. 68)⁹³⁵ . En quatrième lieu, il y a le facteur de la *projection*. C'est la façon dont un acteur interprète les faits et donc le *sens* qu'un acteur donne aux menaces. Ce facteur peut rendre la crédibilité de la menace du fort inefficace. Dans ce cas, les motivations du challenger façonnent son interprétation et son action de défi (Robert Jervis, 1994)⁹³⁶ ; (Michael J. Mazarr, 1994)⁹³⁷ , (R. N. Lebow, 1985, p. 212)⁹³⁸ . Enfin, on trouve les facteurs de la communicabilité. De par le décalage entre le *disponible* en information et l'*utilisé* par le challenger, il y a le facteur de la *communicabilité*. La communication a son importance. D'une communication correcte, dépend les intentions du challenger et donc le succès ou l'échec de la dissuasion (R. J. Harknett, 1994)⁹³⁹ ; (Timothy Wallace Crawford, 1996)⁹⁴⁰ , (Barry Wolf, 1991)⁹⁴¹ . Au regard du dissuadant (le fort) -qui dispose des moyens de représailles- et selon la logique rationnelle, le challenger, (le faible) par la crainte de la riposte, va se conformer et abandonne toute volonté d'agression. On ne considère pas dans ce cas que le challenger, pour des raisons culturelles, internes et autres peut dévaluer les calculs logiques du plus fort (voir le schéma 1). Les calculs des deux acteurs (le fort et le faible)

⁹³³ Ibid.

⁹³⁴ Paul K. Huth, *Extended Deterrence and the Prevention of War* , New Haven, Yale University Press, 1988. Voir aussi : Christopher H. Achen, Duncan Snidal "Rational Deterrence Theory and Comparative Case Studies." *World Politics* 41, 1989; James D. Fearon, "Signaling versus the Balance of Power and Interests: An Empirical Test of a Crisis Bargaining Model" *Journal of Conflict Resolution* 38, 1994; P. Huth, B. Russett, "Testing Deterrence Theory: Rigor Makes a Difference," *World Politics*, Vol. 42, N. 4, 990; Paul Huth, Christopher Gelpi, D. Scott Bennett, "The Escalation of Great Power Militarized Disputes: Testing Rational Deterrence Theory and Structural Realism." *American Political Science Review* 87, 1993; Richard Ned Lebow, Janice Gross Stein. "Rational Deterrence Theory: I Think, Therefore I Deter." *World Politics* 41, 1990.

⁹³⁵ Peter Karsten, Peter D. Howell, Artis Frances Allen. *Military Threats: A Systematic Historical Analysis of the Determinants of Success* , Westport, Greenwood Press, 1984, 166 pages.

⁹³⁶ Robert Jervis, "What Do We Want to Deter and How Do We Deter It?" in L. Benjamin Ederington, Michael J. Mazarr, *Turning Point: The Gulf War and U.S. Military Strategy* , Boulder, Westview Press, 1994.

⁹³⁷ Michael J. Mazarr, *Turning Point: The Gulf War and U.S. Military Strategy* , Boulder, Westview Press, 1994.

⁹³⁸ Richard Ned Lebow, "Conclusions" in Robert Jervis, Richard Ned Lebow, and Janice Gross Stein, *Psychology and Deterrence* , Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1985.

⁹³⁹ Richard J. Harknett, "The Logic of Conventional Deterrence and the End of the Cold War," *Security Studies*, Vol. 4, No. 1 automne 1994.

⁹⁴⁰ Timothy Wallace Crawford, "Legitimacy and Deterrence: Hard Choice in the Strategy of Peace Enforcement", *Peace Forum*, Vol. XIII, N. 24, 1996.

⁹⁴¹ Barry Wolf, *When the Weak Attack the Strong : Failures of Deterrence* , Santa Monica, Rand, 1991.

n'ont pas, dans la majorité des cas, les memes bases et surtout pas les mêmes finalités. Ainsi, les perceptions erronées et les malentendus abondent entre les acteurs et notamment lors des situations de crise chargées d'émotions forte et impliquent des décisions inhabituelles. (schéma 2 et 3).

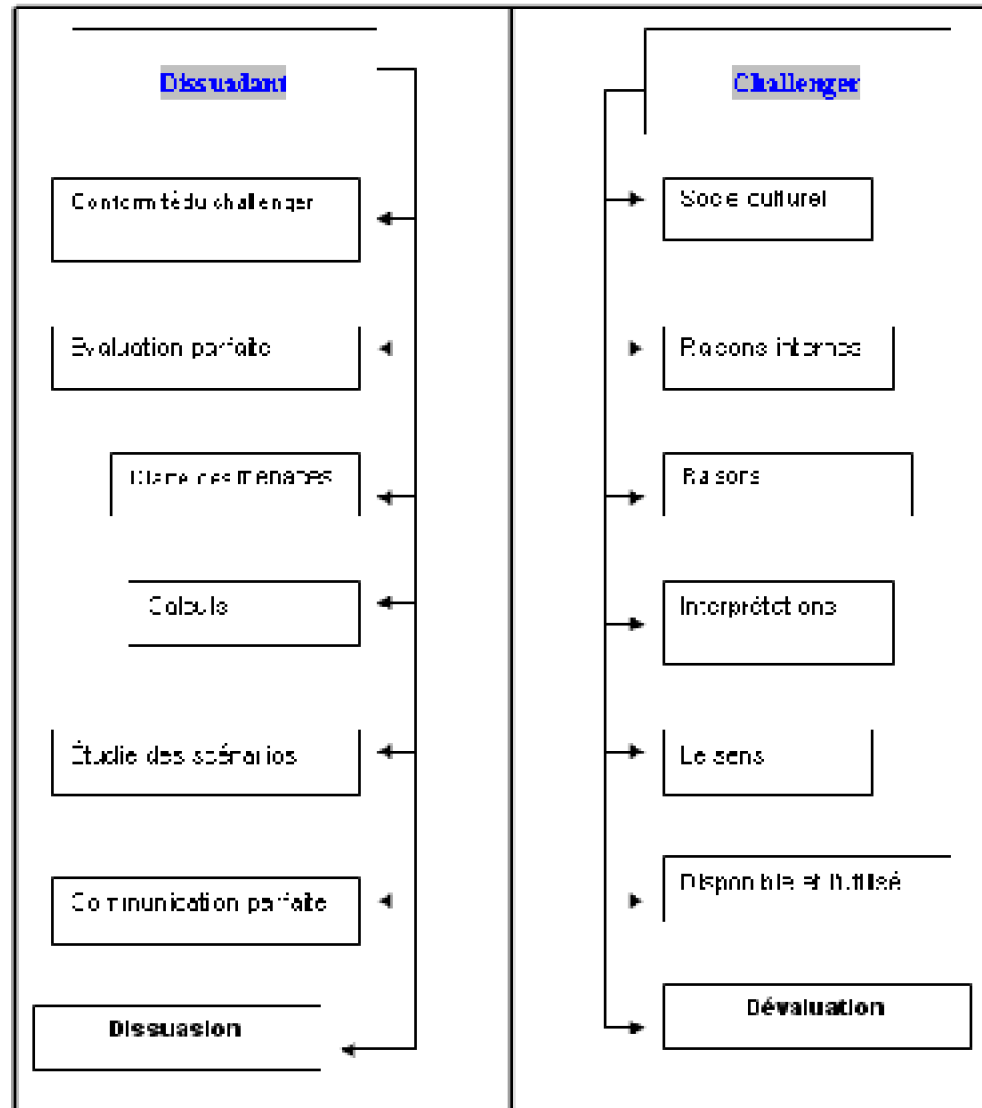


Schéma 1. Les différentes logiques des acteurs (le dissuadant et son challenger), (voir page 92 et suivantes).

Les calculs des acteurs

Pour qu'une dissuasion réussisse, une puissance doit déterminer et communiquer les *lignes rouges* au challenger, afin que ce dernier tienne compte des possibles réactions susceptibles de suivre son action. Cependant, les perceptions erronées et les malentendus ne sont pas rares dans les guerres ou encore durant les crises internationales (Robert Jervis, 1989, p. 203)⁹⁴².

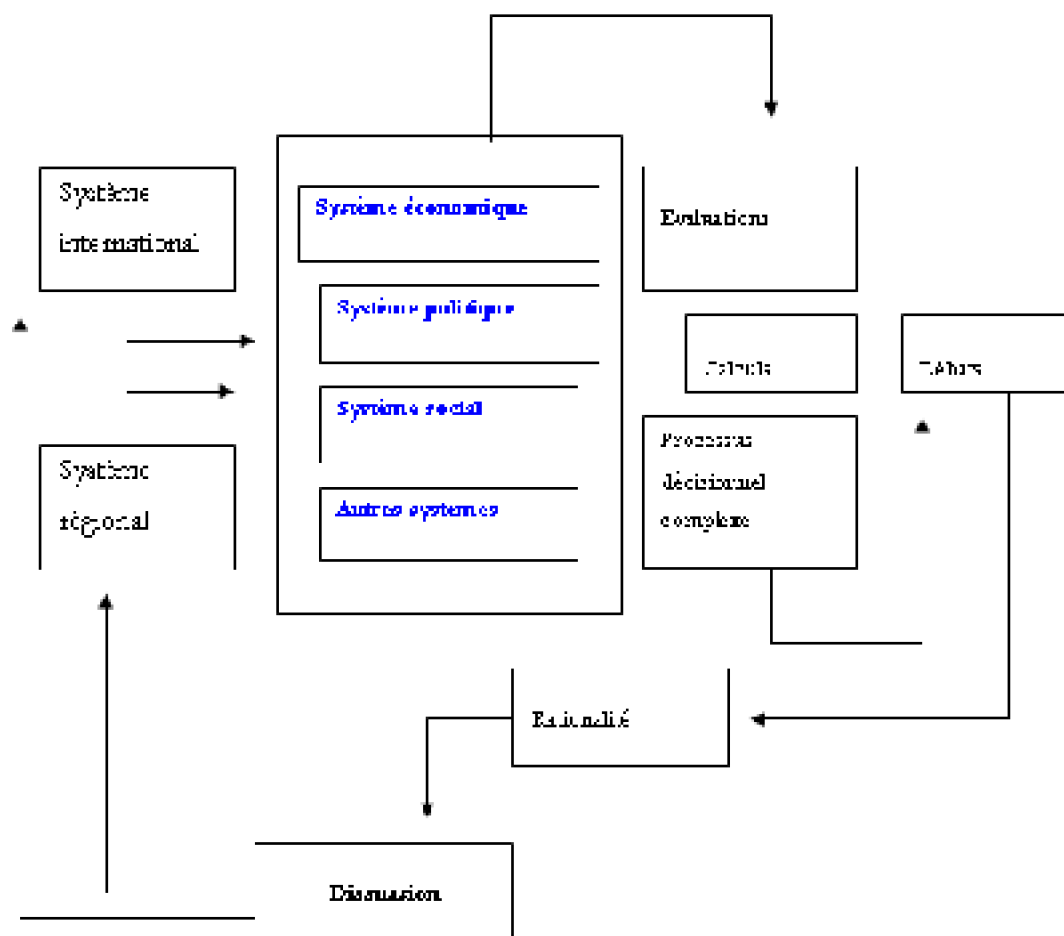


Schéma 2. Conception de la dissuasion rationnelle dans le système international

L'échec de la dissuasion est également souvent attribué à l'erreur de calcul des coûts, des bénéfices et des réponses probables aux actions particulières. Le degré élevé d'incertitude, les sources de malentendu, de perception erronée, combinées avec le fait que certains décideurs aiment le risque, contribuent à augmenter la tendance à l'erreur de calcul.

⁹⁴² Robert Jervis, "Rational Deterrence: Theory and Evidence", *World Politics*, N. 41, janvier 1989.

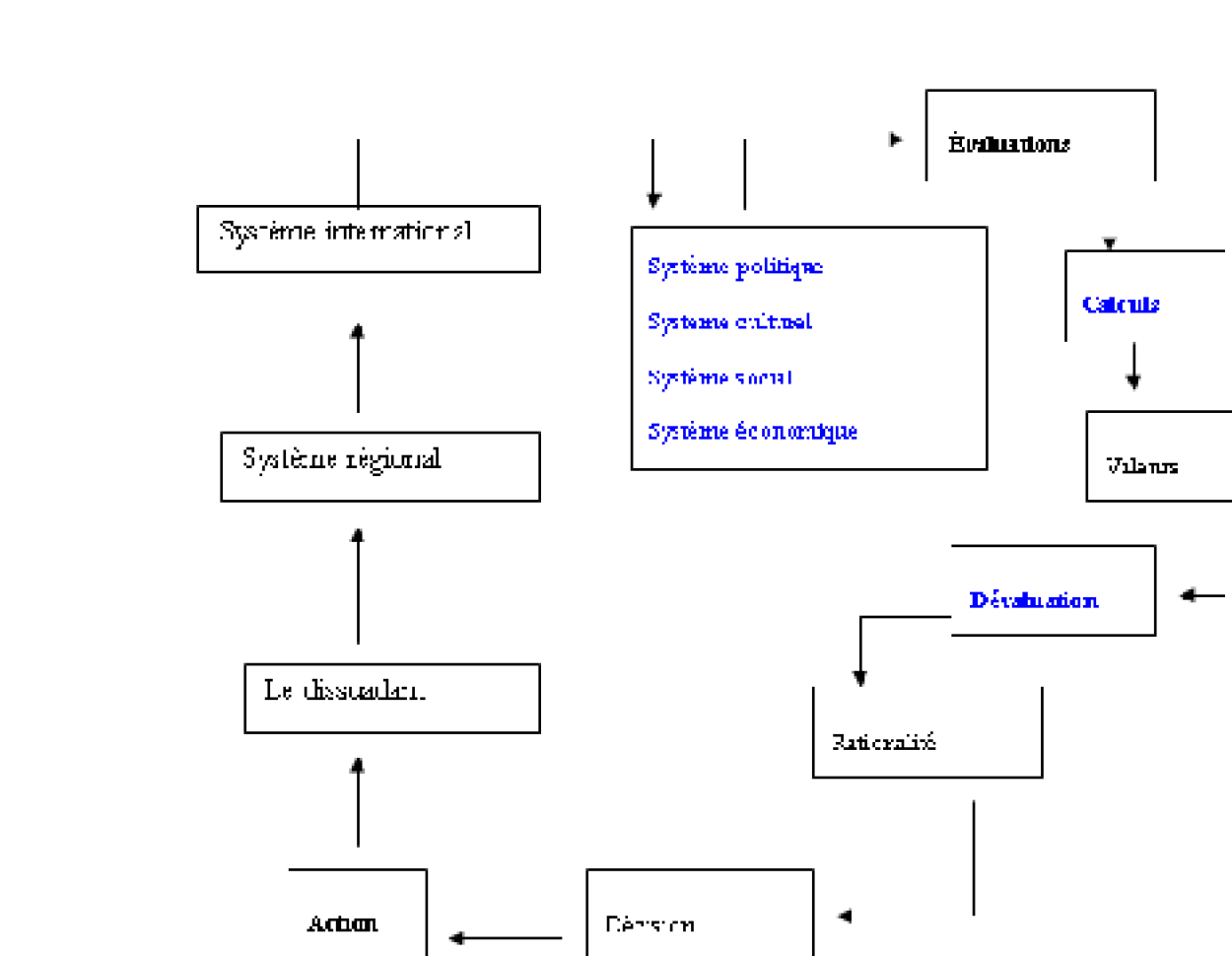


Schéma 3. Le challenger est hautement motivé pour défier la dissuasion.

Dans cette optique, les appels de Sadate concernant la décision de la guerre sont ainsi interprétés comme des appels ayant uniquement une visée interne, et n'ont été pris en considération, ni par Tel-Aviv, ni par Washington. La surprise a lieu lorsque Sadate passe à l'action et exécute ses menaces. Dans le tiers-monde, et dans le Moyen-Orient en particulier, les conditions occasionnant des malentendus et d'autres formes de mauvaise interprétation sont considérables et sont en augmentation. Les différences ethniques, nationales, religieuses et linguistiques mènent souvent à des perceptions erronées, et ceci, de manière significative (William W. Kaufmann, 1954)⁹⁴³.

Dans beaucoup de pays arabes et islamiques, la politique intérieure est caractérisée par un degré élevé d'exagération. La distinction entre les visées et les intérêts d'une politique, entre l'intérieur et l'extérieur est souvent confuse. Steven David (1992)⁹⁴⁴. Les actions de Nasser en mai 1967, comme l'échec qu'a connu le gouvernement israélien lorsqu'il n'a pas prévu la probabilité de l'attaque en 1973, peuvent être attribuées, en partie, à une erreur de calcul. Ces facteurs ont également joué avant et pendant la guerre du Golfe en 1991. Malgré le très haut potentiel militaire israélien, et durant des décennies,

⁹⁴³ William W. Kaufmann, *The Requirements of Deterrence*, Princeton, Center for International Studies, 1954.

⁹⁴⁴ Steven David, "Why the Third World Still Matters", *International Security*, hiver 1992.

les armées arabes n'ont cessé de défier cette supériorité militaire. Avant la guerre d'octobre 1973, il y a eu cinq tentatives égyptiennes pour mener un conflit armé (entre 1969 et 1973).

Les Égyptiens, face à la dissuasion israélienne, ont su transformer la perception de faiblesse qu'ont les Américains et les Israéliens à leur égard, en un avantage, pour mener une guerre et employer la force en octobre 1973. En d'autres termes, pour les Israéliens, la dissuasion conventionnelle était réussie et, dans leur conception, les Égyptiens ne pouvaient pas reprendre le Sinaï par la force. C'est ce qui, à juste titre, motive le Caire à défier cette stratégie dissuasive. Déjà en mars 1969, explique Janice Gross Stein (1985)⁹⁴⁵, Nasser défie la dissuasion israélienne, en violant le cessez-le-feu à travers le canal de Suez. La dissuasion israélienne n'a donc pas fonctionné. La logique de la menace et sa crédibilité dépend largement de la rationalité des acteurs. Si le challenger est logique et cohérent dans ses actions, il tiendra compte de la possibilité d'exécution de la menace par le plus fort. Or, le faible, qui fonctionne à l'économie ne procède pas de façon systématique aux calculs des conséquences de ses actions. C'est la cas du challenger qui base ses calculs sur son propre système de valeurs (schéma 4).

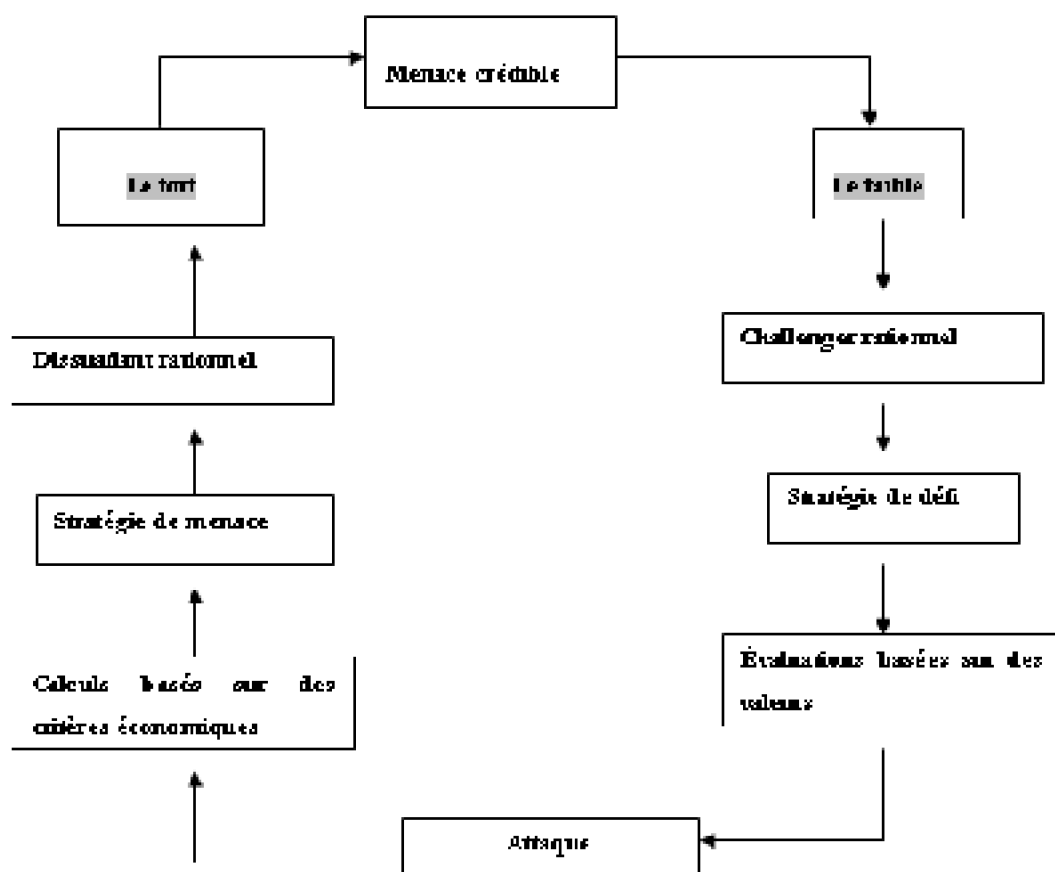


Schéma 4. Les logiques des deux acteurs. (Le challenger et son dissuadant)

⁹⁴⁵ Janice Gross Stein, "Calculation, Miscalculation, and Conventional Deterrence : The View from Cairo", in Robert Jervis, Richard Ned Lebow, Janice Gross Stein, *Psychology and Deterrence*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1985.

En 1971, un an après la mort de Nasser, Sadate organise une attaque aérienne contre les installations militaires israéliennes au Sinaï, en préparation d'une attaque terrestre. Cette fois, les décideurs égyptiens choisissent de ne pas continuer comme prévu. En 1972, Sadate donne l'ordre à ses généraux de préparer une attaque, et de passer le canal, mais il annule cette décision à la mi-novembre, après avoir délogé le commandant des forces armées, qui refuse d'exécuter ses ordres. Une troisième tentative a eu lieu en mai 1973 : les Égyptiens et les Syriens ont tenté de mener une opération militaire limitée, qui est finalement annulée. Puis en octobre, la vraie attaque a lieu. C'est le quatrième conflit israélo-arabe. La dissuasion israélienne échoue et l'épisode d'octobre 1973, est très coûteux pour l'État hébreu. La dissuasion israélienne n'a pas empêché les attaques irakiennes avec des missiles Scuds contre les villes et les populations israéliennes en 1991. C'est la première fois en 40 ans de guerre, que les villes israéliennes deviennent l'objet d'une attaque prolongée. Dans ce cas, comme dans la guerre de 1973, la dissuasion a échoué, car ici les calculs n'ont pas pris en considération la possible riposte israélienne -il y a bien sûr des différences de contexte pour chaque conflit-. Du côté arabe, l'option d'affrontement a été l'option préférée. Côté israélien, la question de la dissuasion des Arabes reste posée. Dans une région où la course à l'armement n'est égalée comme nulle part ailleurs, la dissuasion contient ici tous les ingrédients pour trouver le terrain permettant de tester son efficacité. Ici, on trouve que les raisons de l'échec de la dissuasion sont multiples. Il y a le facteur de l'ambiguïté nucléaire israélienne. Il y a aussi la différence fondamentale entre les systèmes de valeurs des différents acteurs de la région. Ce dernier point renvoie à une question fondamentale, celle concernant la prise de décision et la rationalité des acteurs, car au fond, dans le cas israélien peut-on dissuader par l'ambiguïté ?

Les obstacles insurmontables

1- La prédictibilité de l'action

Pour assurer le succès de la dissuasion, il faut surmonter des obstacles. Premier point, on doit accomplir une étude objective, approfondie et étendue du comportement de l'autre acteur. L'on doit par la suite tirer les conclusions et prédire la réaction à notre action sans prendre en compte ou se référer à notre propre expérience. Il faut donc se projeter dans le système de calcul de l'autre acteur. Du point de vue psychologique, c'est une tâche et une mission quasi impossibles. Il n'est, pour un acteur, pas évident de prévoir sa propre action, et surtout sa réaction dans toutes les conditions avec certitude. Il l'est donc encore moins lorsque un dissuadant tente de prévoir l'action de son challenger.

2- La sagesse du challenger

Le deuxième obstacle est de compter sur la sagesse du challenger. On suppose que

l'acteur est dissuadé car il est toujours sage, rationnel, raisonnable, et prudent dans sa prise de décision. Une telle logique peut mener à déduire que la dissuasion n'échouera pas. Pourtant cette conclusion peut s'avérer fallacieuse et dangereuse dans une situation de tension et d'escalade. Cette logique peut aussi conduire à des erreurs de calcul ayant pour conséquence la catastrophe. Il faut se rappeler que la prise de décision conduisant à l'usage des armes nucléaires pourrait avoir lieu lors d'une situation de pression extrêmement élevée, et dans un environnement chargé d'émotion. Cette situation n'est en aucun cas favorable à une prise de décision à tête froide encore moins pour une pensée raisonnablement rationnelle.

3- La décision

Le troisième obstacle à surmonter est la décision. De point de vue militaire, les décisions critiques sont prises par une seule personne isolée. Ces décisions critiques sont précédées habituellement par un certain nombre de processus, et de concertations collectives. Ainsi, le comportement d'un groupe de prise de décision doit être prévisible, y compris l'effet psychologique entre les membres de ce groupe. Si on admet que le comportement d'un individu ne peut pas être prévisible de façon exacte, comment peut-on prétendre que le comportement d'un groupe peut être raisonnablement évalué ? Cependant, s'assurer du succès de la dissuasion exige une prédictibilité et une évaluation parfaitement précises.

4- La conformité

Un quatrième obstacle est celui de la parfaite exactitude des calculs et évaluations des deux parties (dissuadant et challenger). Si l'on admet le fait que la meilleure dissuasion sera toujours loin d'être parfaite, elle (la dissuasion) sera toujours dévaluée car la condition de la conformité (ci-dessus) ne peut jamais être à 100% assurée.

5- L'évaluation parfaite

Ce cinquième obstacle consiste à se substituer et à évaluer à la place du challenger et à évaluer la situation de son point de vue. Par exemple, savoir comment un autre acteur mesurerait les conséquences d'une action d'agression contre un dissuadant. Cette représentation reste toujours théorique et non réalisable. On ne peut savoir à l'avance comment un challenger va évaluer les avantages escomptés ou calculer les risques à prendre.

6- La dévaluation par le challenger

Le plus surprenant et le pire des obstacles que le dissuadant doit surmonter est la dévaluation par le challenger des efforts du plus fort. Cet obstacle qui n'est pas nécessairement le final, est souvent celui qui aide le plus faible à défier le plus fort. En

effet, le challenger fonctionne à l'économie et peut dévaluer la dissuasion en la considérant comme une sorte d'intimidation sans suite. Pire encore, le degré de dévaluation de la dissuasion est au-delà de toute estimation et dépasse largement les aspirations des États. En effet, certains acteurs ont tendance à dévaluer la valeur de la menace du plus fort et la considérer comme une sorte d'intimidation. C'est le cas des Égyptiens en 1973. Cette dévaluation est le résultat d'un fonctionnement à l'économie.

Dissuasion, cognition et rationalité

La dissuasion est un fait psychosociologique ; pourtant elle repose sur des bases de calculs, d'évaluations et d'estimations dites rationnelles. D'une portée générale, le concept implique qu'il y ait à la fois conflit, et intérêt commun entre les parties en cause. Contrairement à la pensée clausewitzienne, l'apparition des armes nucléaires rend désormais impossible le fait que les conflits opposant de grands intérêts, soient réglés par le sang. La dissuasion semble prévenir des conflits majeurs impliquant deux puissances nucléaires. C'est par la logique de la destruction mutuelle assurée et l'autodissuasion que les puissances renoncent à l'usage de ces armes (schéma 5). L'expérience confirme l'hypothèse selon laquelle, entre puissances dotées d'armes nucléaires, les conflits qui se sont produits depuis l'apparition de ces armes peuvent tous être schématisés sous la forme de situations de *marchandage*. La crise de Cuba en est l'exemple le plus probant. Dans ces sortes de *jeux* provisoires entre adversaires, la partie n'est jamais définitivement écrite, explique Jacques Vernant (1987)⁹⁴⁶.

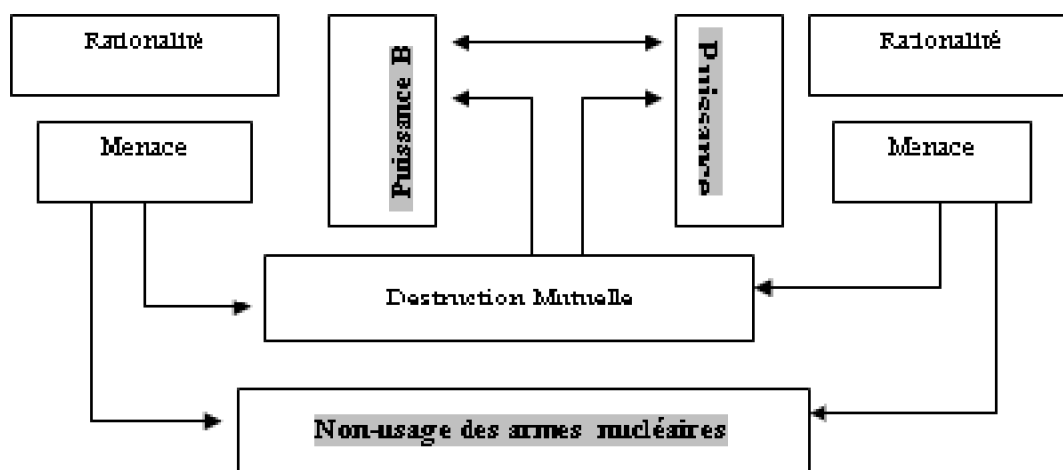


Schéma 5. La logique de dissuasion entre deux puissances

La plupart des conclusions basées sur des études et des analyses de décisions, ignore les émotions, les préférences et les valeurs dans les calculs, les préférences et les choix des acteurs. Ces études ont axé leur regard sur la déduction logique et rationnelle en considérant précisément que les décideurs sont hautement rationnels. Or, en regardant les détails des conflits internationaux, on s'aperçoit souvent que les acteurs n'ont pas souvent eu une perception claire à 100% concernant les actions spécifiques des

⁹⁴⁶ Jacques Vernant, *Les relations internationales à l'âge nucléaire*, Paris, La découverte, 1987, 334 pages.

adversaires impliqués dans un conflit. Chaque acteur tente d'augmenter les zones d'incertitudes pour tromper l'acteur qui est en face. On s'aperçoit aussi que les signaux qu'un acteur envoie et qu'il pense clairs, peuvent être perdus ou mal interprétés par l'autre acteur : des actions d'apaisement envers l'un, peuvent être considérées ou interprétées par l'autre acteur, comme des signes de faiblesse. Beaucoup d'études, notamment celles de la théorie des jeux, montrent que les acteurs ne sont pas complètement toujours rationnels. Ce que l'on oublie le plus souvent, c'est que les acteurs ont un cheminement intellectuel, et ces opérations peuvent aller à l'encontre de la logique et de la rationalité. Car une décision peut être prise en fonction du système de valeurs de l'acteur. Si entre puissances nucléaires il y a la logique DMA, cette logique n'existe pas entre une puissance nucléaire et son challenger. Il y a par ailleurs le facteur de l'autodissuasion, où une puissance renonce à l'usage des armes nucléaires contre un challenger agressif. C'est le début de la logique cohérente et rationnelle du challenger : toute bataille sera conventionnelle (schéma 6).

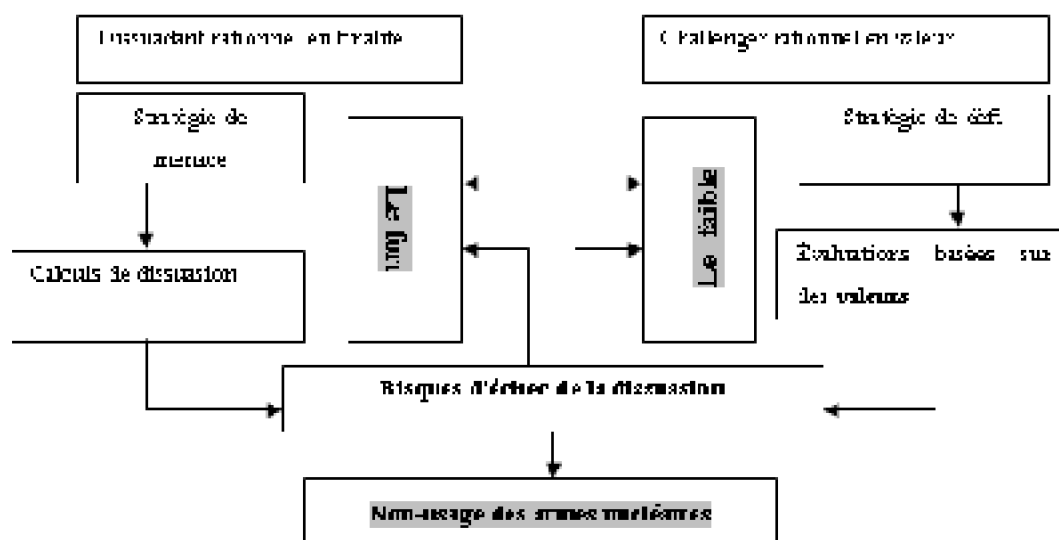


Schéma 6. Une puissance nucléaire face à un challenger non nucléaire.

Les théories de la dissuasion ainsi que celles du choix rationnel ne disent rien sur l'importance des préférences qui façonnent les choix, les calculs et les estimations des acteurs. C'est la même idée abordée par Robert Jervis (1985)⁹⁴⁷. D'après ce dernier, la perception peut être erronée, si elle est trop influencée par des facteurs subjectifs propres aux acteurs. L'important et le déterminant dans la décision stratégique, expliquent R. Lebow et Janice G. Stein (1990, p. 214)⁹⁴⁸, n'est pas le processus de choix entre des options, mais c'est surtout la définition préalable et la construction du problème à résoudre avant la prise de décision. La bonne et la mauvaise perception sont des facteurs

⁹⁴⁷ Robert Jervis, Richard Ned Lebow, Janice Gross Stein, *Psychology and Deterrence*, London, Johns Hopkins University Press, 1985, 270 pages.

⁹⁴⁸ Richard Ned Lebow, Janice Gross Stein, "Deterrence : The Elusive Dependent Variable", *World Politics Review*, Vol XLII, N°3, avril 1990, pp. 336-369.

importants non seulement pour décrire comment pensent les leaders, mais aussi pour prédire ce que ces leaders choisissent. Richard Ned Lebow et Janice G. Stein (1990)⁹⁴⁹, considèrent que le challenger peut décider d'employer ou pas la force, selon des critères qui n'ont pas été ceux calculés par son adversaire (valeurs, raisons internes ou alliance). Dans ce cas, expliquent R. Lebow et J. G. Stein, la dissuasion ne remplit pas sa fonction. Dans le Moyen-Orient, les tentatives égyptiennes de mai 1967, la guerre d'usure de 1969, ou les tentatives de Sadate de 1971, de 1972 et la guerre de 1973, montrent bien que les armées arabes et surtout égyptiennes, ne tenaient pas compte des estimations et des calculs dissuasifs israéliens. La logique du Caire ne fonctionnait pas sur les mêmes bases de calculs que celles de Tel-Aviv. Ces exemples soulignent l'impact de la bonne ou de la mauvaise perception sur le bon fonctionnement de la dissuasion. Ils démontrent aussi les conséquences des mauvais calculs sur le succès attendu de la dissuasion. Mais, l'exemple de la période qui précède la guerre de 1967 entre Israéliens et Arabes en est le plus explicatif, comme nous l'avons montré dans la partie consacrée à cette guerre. En mai 1967, l'Égypte défie la dissuasion israélienne car les décideurs au Caire ont sérieusement sous-estimé le coût militaire et ont surestimé les probabilités de gagner. Si on applique la « *théorie de la dissuasion rationnelle* » aux performances égyptiennes en ce début du mois de mai 1967, on pencherait plutôt vers une conclusion allant dans le sens du succès de la dissuasion israélienne.

Les raisons de l'échec

À la mi-mai 1967, on est plutôt du côté du mauvais calcul et de la mauvaise estimation de la part des Égyptiens. Dans ce cadre, on peut aller vers une conclusion d'échec de la dissuasion. Cet échec est dû à des raisons que la théorie de dissuasion ne prend pas en compte (les raisons internes et les motivations.) Les Égyptiens n'ont pas agi en réponse à un comportement de l'adversaire, mais en raison d'une pression interne en Égypte. Il y a alors un facteur purement psychologique. Ce facteur est basé sur une série d'axiomes ou de déductions tirés de la relation entre puissance et agression, entre menace et réponse, et aussi entre la capacité des décideurs d'influencer le calcul et le comportement de leur éventuel adversaire. Janice Gross Stein (1985)⁹⁵⁰, montre comment l'Égypte a pris la décision de l'emploi de la force entre 1969 et 1973, malgré les tentatives des Israéliens de dissuader le Caire d'emprunter cette voie. Chaque acteur a sa logique et tout les deux restent, malgré tout rationnels (schéma 7).

⁹⁴⁹ Ibid.

⁹⁵⁰ Robert Jervis, Richard Ned Lebow, et Janice Gross Stein, *Psychology and Deterrence*, Baltimore, The John Hopkins University Press, 1985.

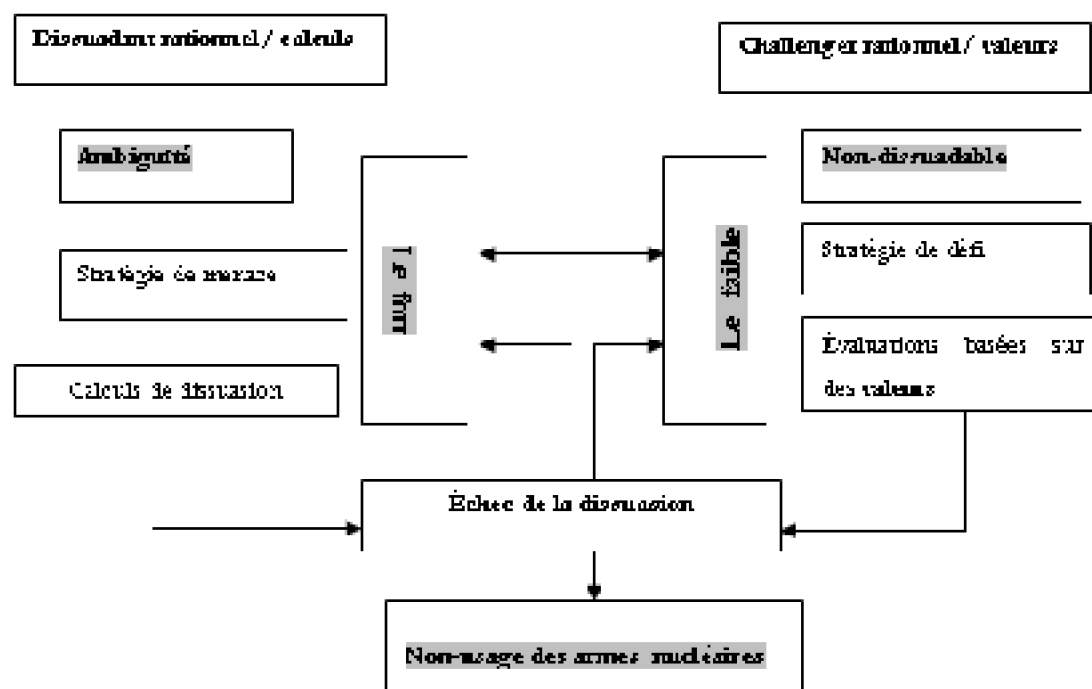


Schéma 7. Une puissance nucléaire ambiguë face à un challenger non-dissuadable.

L'explication que donne Janice G. Stein, 1985, se trouve dans la façon dont les décideurs politiques essaient de concevoir leur monde en le rendant plutôt *consonnant* avec leur situation propre et leur besoin politique. J. G. Stein montre combien ce processus a influencé le comportement des décideurs, aussi bien du côté israélien que du côté égyptien. Stein explique également le rôle de ce processus dans le mauvais calcul dont ont fait preuve les décideurs des deux pays. Pour souligner l'articulation qui existe entre les processus psychologiques et les processus politiques et l'interaction entre deux ordres et deux phénomènes, (attitudes, croyances, perceptions, valeurs, cultures politiques et systèmes politiques etc.), il faut prendre en considération les questions relatives à cette orientation qui sont : comment des facteurs psychologiques peuvent déterminer l'action ou le choix politiques ? Comment ces actions politiques peuvent influencer certaines dimensions dans le choix d'une décision de guerre ?

À considérer que l'objet d'étude de la psychologie politique concerne des phénomènes historiques et collectifs incarnés par des groupes et des personnes, on se rend compte de l'importance des variables culturelles. Ici, la ressource classique est celle de l'interactionnisme symbolique selon la pensée de George Herbert Mead. C'est l'idée de la construction de la situation et des faits : les acteurs agissent à partir des significations plus qu'à partir des caractéristiques objectives des faits. Cette même idée fait chemin dans les études contemporaines comme chez les tenants de la théorie de besoin de contrôle. L'hypothèse de cette théorie est celle de l'*"estime de soi"*. C'est un principe de motivation central. Le besoin de contrôle renvoie à l'action de maîtriser l'environnement. Avoir du contrôle, c'est être capable de produire une réponse modifiant l'environnement et d'orienter l'action dans le sens voulu par l'acteur. Ceci ne signifie pas que l'acteur a un contrôle effectif. Le sentiment de contrôle est aussi important que le

contrôle effectif lui-même. Le besoin de contrôle renvoie à une nécessité d'anticiper le comportement des autres et de conférer une rationalité à l'action entreprise. Le besoin de contrôle permet à l'acteur de comprendre et d'expliquer des formes de raisonnement rationnel. Cette rationalité peut différer selon que l'on est un observateur ou un acteur. Du point de vue rationaliste, les mécanismes d'attribution permettent de donner le sentiment de maîtrise de la situation et permettent d'atteindre l'équilibre cognitif. Cela renvoie à une cohérence. Cette cohérence est subjective car il y a un travail d'interprétation. Ces mécanismes d'attribution sont au fondement de l'action. Pour Robert Jervis (1984, p. 140)⁹⁵¹, malgré le fait que l'escalade n'est pas appréciée par les acteurs, le danger est toujours présent. Mauvaises interprétations, pressions pour agir, une défaite non prévue, ou encore la non-anticipation des opportunités, tous ces facteurs ont une importance de taille et ils sont en interaction continue. Pour répondre à la question concernant le *comment* raisonnent les acteurs ou encore comment ils gèrent les informations en se basant sur l'interprétation, les réponses sont émises à partir des hypothèses. La question est la suivante : comment les acteurs considèrent-ils qu'une information est pertinente ? Les tenants de la théorie de l'attribution causale, expliquent la démarche des acteurs par ce qu'ils appellent l'*acteur raisonneur*. Il a besoin de construire autour de lui, un niveau d'incertitude ou d'ambiguïté. Afin que le système fonctionne, cet acteur raisonneur, laisse un espace de flou. C'est ce que Michel Crozier et Erhard Friedberg (1977)⁹⁵², appellent *une zone d'incertitude* vis-à-vis d'autrui. Les inférences, la construction de sens ou de jugement s'arrêtent, lorsque l'acteur n'a pas envie d'atteindre un jugement réellement consistant, et lorsqu'il veut ménager autour de lui le flou ou l'incertitude. Ex : *je suis favorable à telle décision politique, cela me suffit*. En matière de raisonnement décisionnel, dans la plupart des circonstances, la majorité des acteurs fonctionnent à l'économie. C'est généralement le cas du plus faible. Ses calculs, ses évaluations et ses jugements, sont instruits sur la base d'un raccourci ou d'une approximation, dont ils se contentent. Ex : *je crois que ... j'estime que... et cela m'est largement suffisant*. Cette question d'approximation est extrêmement importante car elle touche le caractère économique des mécanismes de prise de décision. Elle renvoie à la causalité et à l'attribution dont construit un acteur et permet d'expliquer comment un acteur peut aller à l'encontre des présupposés rationalistes.

Les difficultés de la dissuasion rationnelle

Si l'on considère que la crédibilité de la dissuasion est fonction de la rationalité des acteurs à qui est destinée cette conception, on se heurte à une difficulté majeure. Celle relative aux calculs, aux valeurs et aux normes des challengers. Car la stratégie de la dissuasion dépend essentiellement de la rationalité des acteurs et de la nature du processus décisionnel. Dans ce contexte, la rationalité, en ce qui concerne la prise de

⁹⁵¹ Robert Jervis, *The Illlogic of American Nuclear Strategy*, London, Cornell University Press, 1984.

⁹⁵² Michel Crozier et Erhard Friedberg, *L'acteur et le Système*, Paris, Seuil, 1977.

décision, est définie comme : *une capacité à peser le poids des options sur la base des coûts et des bénéfices potentiels, ainsi que des considérations de la probable réaction de l'acteur d'en face*. Mais, si un acteur agit, selon ses propres estimations et raisonnements, à l'encontre de la dite "*rationalité*", et donc "*irrationnellement*", dans ces conditions s'effondre toute logique de rationalité et de dissuasion. L'histoire abonde d'exemples dont on peut témoigner de la relativité de ce que l'on peut prétendre définir comme étant rationnelle. Il y a d'abord l'exemple historique des habitants de la ville espagnole Numance (Julian Hurtado, 2000)⁹⁵³ et Americo Castro, 1963)⁹⁵⁴. Cette ville qui résiste durant 11 ans au siège imposé par les Romains. Il y a également l'exemple des habitants de Massada en Palestine (⁹⁵⁵). Mais il y a aussi l'exemple des habitants d'Okinawa (⁹⁵⁶), durant la Deuxième Guerre mondiale.

Ces trois exemples montrent à quel point l'acte de suicide collectif peut être la suite logique d'une démarche rationnelle suivie par un groupe dans un contexte bien particulier. Les critiques de la théorie de dissuasion sont souvent basées sur le fait que la rationalité est en soi *ambiguë* et que l'histoire est remplie d'exemples d'acteurs qui ont pris des décisions à risque et qui n'ont pas agi "*rationnellement*". En analysant l'histoire de la dissuasion nucléaire entre les États-Unis et l'Union soviétique, la rationalité des acteurs paraît avoir joué un rôle central, explique Gerald Steinberg (1997)⁹⁵⁷. Mais, cette pensée n'explique pas comment la situation aurait pu évoluer si, à Washington ou à Moscou, l'on s'était retrouvé face à un acteur dit "irrationnel". Hitler est souvent cité comme l'exemple d'un décideur qui était disposé à commander le décès de millions d'hommes, sans aucune limite morale, et à choisir le suicide pour lui-même, pour son régime, et pour toute la société allemande soulignent Richard Ned Lebow et Janice Gross Stein (1989, p. 210)⁹⁵⁸, ainsi que John J. Mearsheimer (2002)⁹⁵⁹. La théorie de la dissuasion suppose que les leaders calculent les coûts et les bénéfices en termes d'intérêts nationaux. Or, dans beaucoup de cas, pour certains États, -en particulier dans le Moyen-Orient-, les valeurs centrales des décideurs sont souvent limitées à un petit sous-groupe. Elles peuvent être

⁹⁵³ Julian Hurtado Aguna, *Historia Antigua*, Thèse de doctorat, Université de Salamanca, 2000.

⁹⁵⁴ Americo Castro, *La Réalité historique de l'Espagne*, Paris, Klincksieck, 1963. voir aussi : Juan Goytisolo "Cinq siècles après, l'Espagne paie encore pour avoir renié son héritage arabe et juif", *Le temps stratégique*, N. 17.

⁹⁵⁵ Velleius Paterculus, *Histoire romaine* du retour de Troie au règne de Tibère, Livre II, traduction française, édition de Pierre Hainsselin et Henri Watelet.

⁹⁵⁶ Voir à ce propos le documentaire de Chris Marker, *Level Five*, Le cinéma d'ARTE, 1996

⁹⁵⁷ Gerald Steinberg, "*Deterrence and Middle East Stability. an Israeli perspective*", *Security Dialogue*, printemps 1997.

⁹⁵⁸ Richard Ned Lebow, Janice Gross Stein, "Rational Deterrence Theory: I Think, Therefore I Deter", *World Politics*, N. 41, janvier 1989.

⁹⁵⁹ John J. Mearsheimer, Stephen M. Walt, "Can Saddam be Contained", *Weatherhead Center for International Affairs*, Harvard University, Novembre 2002.

limitées à une nationalité spécifique, une tribu, ou encore l'élite régnante. Elles peuvent être familiales ou encore liées à la propre survie du pouvoir personnel. Les coûts et les bénéfices des autres groupes n'ont donc, pour ces acteurs, pas ou peu de conséquences. Beaucoup de questions ont été soulevées concernant les processus de prise de décision et l'application du choix rationnellement raisonnable de la part des acteurs dans le Moyen-Orient. Les structures de prise de décision tendent à être plus aléatoires que dans le monde occidental. Cela renvoie à la notion de *l'individualisme méthodologique*, qu'explique Raymond Boudon (2003)⁹⁶⁰, et selon laquelle l'acteur *agit et a de bonnes raisons d'agir selon sa propre rationalité*.

Avec moins d'accès à l'information, avec peu ou presque pas de professionnels, avec un grand écart culturel, il y a beaucoup d'éléments qui empêchent une compréhension correcte des actions probables des acteurs. Il y a aussi des difficultés pour calculer et estimer correctement les réactions de l'acteur face à certaines situations. La dissuasion en fait partie. D'après Robert Jervis (1989, p. 200)⁹⁶¹, Michael Mandelbaum (1977, p. 66)⁹⁶², ces difficultés sont dues à une grande différence entre les normes culturelles et les critères de référence existants chez les différents acteurs (dissuadant et challenger). « *Les dirigeants arabes, écrit Jean-Pierre Derriennic (1974)⁹⁶³, ont, dans le passé, administré la preuve de leur capacité à prendre des décisions catastrophiques, non pas parce qu'ils les jugeaient rationnelles, mais parce qu'ils s'étaient placés eux-mêmes dans une situation qui les rendait incapables d'agir différemment* » Des auteurs comme, Richard Bordeaux Parker (1967, pp. 177-197)⁹⁶⁴, Janice Gross Stein, Robert Jervis, et Richard Ned Lebow (1985)⁹⁶⁵, considèrent que la politique militaire de Nasser dans les quelques semaines qui précèdent la guerre de juin 1967, - l'expulsion des forces de l'ONU du Sinaï et la mobilisation des troupes le long de la frontière israélienne-, est souvent vue comme une cascade d'actions suivies sans évaluation des risques et sans préparation permettant de répondre aux conséquences probables de ces décisions. Mais, les gouvernements israéliens, écrit Jean Pierre Derriennic, (1974, p.134)⁹⁶⁶, « étant donné la mentalité très particulière de certains de ces membres marqués à la fois par le complexe

⁹⁶⁰ Raymond Boudon, *Raison, Bonnes Raisons*, Paris, PUF, 2003. Voir aussi : Raymond Boudon, *Effets pervers et ordre social*, Paris, PUF, 1993, 282 pages, et Raymond Boudon, *La logique du social*, Paris, Hachette, 1997, 333 pages.

⁹⁶¹ Robert Jervis, "Rational Deterrence: Theory and Evidence", *World Politics*, N. 41 janvier 1989, p. 200.

⁹⁶² Michael Mandelbaum "International Stability and Nuclear Order", in *Nuclear Weapons and World Politics: Alternatives for the Future*, New York, McGraw Hill, 1977, p. 66.

⁹⁶³ Jean-Pierre Derriennic, *Israël en guerre*, Paris, A. Collin, 1974.

⁹⁶⁴ Richard B. Parker. "The June 1967 War: Some Mysteries Explored", *Middle East Journal*, Vol. 46, No. 2, printemps 1967, pp. 177-197.

⁹⁶⁵ Janice Gross Stein, "Calculation, Miscalculation, and Conventional Deterrence : The View from Cairo", in Robert Jervis, Richard Ned Lebow, Janice Gross Stein, *Psychology and Deterrence*, Johns Hopkins University Press, 1985.

⁹⁶⁶ Ibid. Voir à ce propos : Michael Baigent, Richard Leigh *The Dead Sea Scrolls Deception*, New York, Summit Books, 1991.

de Massada (non loin du site de Dimona), et par le traumatisme d'Auschwitz, est sans doute aujourd'hui, dans le monde, celui qui est le moins incapable de prendre une décision d'emploi des armes nucléaires. »

Confirmation de notre hypothèse

Les armes nucléaires israéliennes remplissent une fonction de garantie contre toute forme de défaite militaire. Elles forment ainsi un socle lourd d'arrière-plan pour soutenir les différentes actions de l'État hébreu. Leur usage reste impensable. Toutefois, elles n'ont pas inhibé les actions d'offensive côté arabe et Tel-Aviv les a mis en alerte plusieurs fois lors des crises régionales. Parmi les puissances nucléaires, l'État hébreu est le seul qui n'a pas encore des frontières définitives. Durant plus de 50 ans, ces frontières sont passées par des différentes étapes. La carte géographique israélienne de 1948, est différente de celle de 1967. Extension par la guerre (1967), ou réduction suite aux accords de paix (restitution du Sinaï), la frontière actuelle peut encore subir de changements futurs. Le retrait précipité du sud-Liban, le retrait unilatéral de la bande de Gaza ou encore un possible retrait du Golan, rendent la constitution de l'État hébreu évolutive. Même les armes nucléaires n'ont pas imposé un cadre sécuritaire stable et l'État hébreu pressent toujours la menace. Des vagues successives d'agression ont eu lieu et cela met en question la conception de la dissuasion israélienne. Succès pour certains, échec pour d'autres, la doctrine de la dissuasion israélienne est en phase de corrosion chronique.

Il y a deux points essentiels dans le cas israélien. Si la dissuasion a pu être considérée par certains comme un succès pour stabiliser les relations entre les Arabes et les Israéliens, nous pensons qu'elle a au contraire échoué en ce qui concerne la prévention de la guerre au Moyen-Orient. Nous pouvons conclure que la dissuasion israélienne n'est pas un succès et qu'au vu des éléments avancés et des analyses fournies tout au long de ce travail, elle est un échec. Ambiguïté et non-dissuadables sont deux pôles majeurs qui aboutissent inévitablement à son échec. Pour faire face à des acteurs non-dissuadables, nous sommes tentés de se demander s'il ne faudrait pas chercher une autre conception de la dissuasion israélienne.

Tout au long de ce travail nous avons montré qu'en effet, les actions de prévention se multiplient et cela est le signe de la multiplication des intentions d'agression. La dissuasion comme stratégie se base sur un concept vaste et flou. Théoriquement, cela peut avoir un succès. Mais, dans la réalité, elle est vouée à un échec et notamment dans cette région. Au Moyen-Orient, la dissuasion s'avère difficilement applicable. Ce sont peut-être les attaques ou les guerres dites *préventives* qui se sont substituées à ce concept. Ces actions concrètes sont les options choisies par les forts pour pallier la défaillance de la dissuasion auprès des plus faibles. Elles viennent remplacer les lacunes de la théorie de la dissuasion. Dans ce cas, c'est le signe tangible de l'échec cuisant de cette stratégie. Nous pouvons conclure que l'ambiguïté nucléaire ne donne pas de résultats face aux non-dissuadables. La psychologie de la dissuasion n'est pas compatible avec la rationalité sur laquelle se repose la conception de la théorie de la

dissuasion. Cette conception stratégique, dans les conditions d'ambiguïté, mérite d'être révisée. Dans un environnement régional qui a changé, les Israéliens vont peut-être devoir changer de concept et repenser à la fois leur doctrine de dissuasion et leur politique d'ambiguïté : c'est-à-dire se déclarer comme une puissance nucléaire. Notre hypothèse peut alors être élargie. On peut alors affirmer que la théorie de la dissuasion ne trouve pas de terrain d'application dans le Moyen-Orient.

Notre recherche nous amène aussi et en conclusion, à avancer les affirmations suivantes : (1) -La dissuasion est un concept vague et ne peut réussir face à des non-dissuadables. (2) -La rationalité est un concept flou et illogique : ce qui est irrationnel pour l'un est -ou peut être-, rationnel du point de vue de son challenger. (3) -Le programme nucléaire israélien a été mis en place suite aux menaces soviétiques et non pas arabes. (4) -Les armes nucléaires, dans le cas israélien, sont obsolètes. Si elles sont utilisées contre l'une des capitales arabes, de par la proximité géographique, elles n'épargneront pas le petit État d'Israël. (5) -Entre 1950 et 1970, les États-Unis, ont eu une position ambiguë vis-à-vis de la question de la prolifération. Ils n'avaient pas clairement pris toutes les mesures nécessaires contre la prolifération des armes nucléaires et notamment au Moyen-Orient. (6) -La guerre des Six jours en 1967, a eu lieu, en partie, suite à l'entrée en fonction de la centrale nucléaire de Dimona. (7) -Nous avançons l'idée selon laquelle le nucléaire au lieu de prévenir, peut provoquer des guerres. (8) -La guerre de 1973, a eu lieu principalement par la volonté de Sadate de défier le bras de fer israélien. Nous avançons ainsi l'idée selon laquelle, sans cette guerre, les Arabes n'auraient peut-être pas accepté un accord de paix avec Israël. (9) -Les attaques préventives qui sont les signes incontestables de l'échec de la dissuasion sont aussi des signes qui montrent qu'il y a toujours des agresseurs non-dissuadables. (10) -Enfin, les Israéliens, sortant de la guerre de 1967, croient que la dissuasion est acquise, mais en revanche après la guerre de 1973, ils sont fortement convaincus depuis, que leur doctrine de dissuasion a définitivement échoué pour dissuader les Arabes.

Annexes

[abdel_azim_annexe_01.pdf](#)

[abdel_azim_annexe_02.pdf](#)

Annexe 1, Incoming Telegram, N. 2162, Department of State, from Paris to Secretary of State, 26 novembre 1960. Rapport chronologique écrit par le Secrétaire d'État Dean Rusk.

Annexe 2, Memorandum for the President, Israeli Atomic Energy Activities, 30 janvier 1961. Source : National Security Archive. Voir aussi : Memorandum From Secretary of State Rusk to President Kennedy, Washington, January 30, 1961. Source : Department of State, Central Files, 884A.1901/1-3061. Secret. Drafted by Meyer

Annexe 3, Rapport Bergmann, document écrit en hébreu, août 1955, Source : Archives nationales israéliennes, obtenu par l'intermédiaire du chercheur Avner Cohen. Voir son ouvrage Israel and the Bomb, 1998, pp. 45-47.

Annexe 4, Mémorandum of Conversation, 13 mai 1955. Conversation entre l'ambassadeur israélien aux États-Unis, Abba Eban et Morehead Patterson, émissaire spécial du Président Eisenhower, au sujet de l'accord bilatéral de coopération dans l'usage pacifique de l'énergie atomique. Rapport écrit par Morehead Patterson et Bernard G. Bechhoefer. Source : United States National Security Archive.

Annexe 5, Memorandum of Conversation, Department of State, Israeli Atomic Energy

Program. 11 avril 1956. subject: Meeting with Bergmann, Israel Source : United States National Archive.

Annexe 6, Memorandum of Conversation, Atomic Energy Commission, Meeting with Dr Bergmann. 19 avril 1956. Source : United States National Archive.

Annexe 7, Document écrit suite à la rencontre de Morehead Patterson et Bernard G. Bechhoefer avec la délégation israélienne en 1955. Rapport écrit par Morehead Patterson et Bernard G. Bechhoefer le 18 août 1955.,United States National Archives. Voir aussi : Israel and the Bomb, pages 50-51.

Annexe 8, Memorandum of Conversation, Department of State, Subject : Dimona visit, 13 août 1969. Source : National Security Archive.

Annexe 9, Lettre, écrite en hébreu par le professeur Amos De Shalit suite à la conférence de Genève –du 16 août 1955-, elle contient une critique de l'approche Ernst David Bergmann, et donne des conseils concernant les améliorations que les scientifiques israéliens peuvent apporter. De Shalit prône une transparence avec les États-Unis dans ce domaine et s'oppose à la discrétion.

Annexe 10, Clarifications de l'Ambassade américaine à Paris sur la construction du réacteur de Dimona. 22 novembre 1960. Incoming Telegram, N. 2162, Department of State, from Embassy in Paris to Secretary of State, 22 novembre 1960. Subject : French participation in the construction of nuclear plant in Beersheeba. Source : National Security Archive, Nonproliferation collection.

Annexe 11, Telegram From Soviet Ambassador Dobrynin to US President Nixon. 6 octobre 1973. Source : National Security Archive.

Annexe 12, Memorandum of Conversation. Meeting with Dr Lahav concernant the implementation on Israeli atomic energy program. Source : United-States National Archives. M. Lahav (l'attaché scientifique auprès de l'Ambassade israélienne à Washington), notifie aux Américains qu'Israël n'a pas encore pris sa décision quant à la demande d'un réacteur avancé de 10MW d'uranium normal après plusieurs mois de discussions.

Annexe 13, Document sur la reconnaissance stratégique. Rapport J. H. Carter, directeur adjoint, Lockheed Corporation, Strategic Reconnaissance, 30 novembre 1953. Source : National Security Archive, Electronic Briefing Book, N. 74, Jeffrey T. Richelson, octobre 2002.

Annexe 14, Document sur Aquatone.. Herbert I. Miller, Memorandum for : Project Director, Subject: Suggestions re Intelligence Value of AQUATONE, 17 juillet 1956. Top secret, 3 pages. Source : National Security Archives. CIA 2000 release. Annexe 15. Foreign Relations of the United States 1958-60, VolumeX May - July 1960 : The U-2 Airplane Incident.

Annexe 15, Memorandum A. J. Goodpaster, 2 juin 1960. Source : Dwight D. Eisenhower Library. Consulter à ce propos le site internet de la CIA et notamment les documents relatifs à l'espionnage soviétique : Hoover to Brigadier General A. J. Goodpaster, USA, 23 May 1960, Dwight D. Eisenhower Library, White House Staff Secretary Files (Subject Series), "Expose of Soviet Intelligence," box 23 [Table of Contents and Appendixes not included].

Annexe 16, Photographic Intelligence Center, CIA, Joint Mission Coverage Index:

Mission 9009, 18 August 1960, September 1960, 11 pp. Source : Kevin C. Ruffner (ed.), CORONA: America's First Satellite Program (Washington, D.C.: CIA, 1995).

Annexe 17, Letter From Prime Minister Ben Gurion to President Kennedy, 24 Juin 1962. Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVII, Near East, 1961-962 Released by the Office of the Historian. Documents 293-314 (N. 308), Source : Department of State, Central Files, 611.84A/6-2462. (p. 2, § 5).

Annexe 18, The French Nuclear Weapons Program, Scientific Intelligence Report, Central Intelligence Agency, Office of Scientific Intelligence, 13 novembre 1959, 10 pages. Source : National Security Archive, autorisé suite au : Freedom of Information Act Request. Ce rapport de 10 pages de la CIA donne une analyse du potentiel du programme nucléaire français bien avancé pour la production de la bombe atomique ainsi que les tests nucléaires. Il ne fait toutefois aucune référence à une présence d'experts israéliens lors des essais nucléaires français. Notons que certaines parties du rapport sont rendues illisibles.

Annexe 19, Document daté du 19 janvier 1961 soulignant le caractère non-militaire de Dimona. Letter from William Macomber Department of State, to James T. Ramey, Senate Joint Committee on Atomic Energy. 19 janvier 1961. Source : The Dwight D. Eisenhower Presidential Library. Source : The Dwight D. Eisenhower Presidential Library.

Annexe 20, Kennedy, le 27 janvier 1961, donne ses directives et formule une demande urgente pour savoir les raisons des lacunes de la CIA en ce qui concerne le programme nucléaire israélien. Source : United States National Security Archive, Voir aussi Avner Cohen Israel and the Bomb, pp. 81-85.

Annexe 21, Post-Mortem on SNIE 100-8-60: "Implications of the Acquisition by Israel of a Nuclear Weapons Capability." 31 janvier 1961. Source : United States National Security Archive. Ce rapport de 17 pages est la réponse à la demande de Kennedy formulé trois jours auparavant (annexe 20). Ce document est le premier avertit clairement que les Israéliens sont sur le point d'achever un réacteur nucléaire. Ce rapport détaillé, met en évidence que le réacteur est en construction, en collaboration avec la France depuis 1956 (point 3 de la conclusion) et que les éléments concernant ce sujet sont disponibles auprès des services d'Intelligence depuis avril 1958 (point 3a de la conclusion).

Annexe 22, Incoming Telegram 577, Department of State. Memorandum of Conversation, 24 12 1960, From Embassy Tel-Aviv to Secretary of State. Source : National Security Archive. Télégramme concernant la déclaration du Premier Ministre Ben Gourion à la Knesset. Source : National Security Archive. Ce Télégramme est approuvée par le Président Eisenhower. Il est, par la suite, envoyée à toutes les ambassades des États-Unis à travers le monde, le 22 décembre 1960.

Annexe 23, Incoming Telegram 590, Department of State. From Tel-Aviv to Secretary of State 28 décembre 1960. Source : The Dwight D. Eisenhower Presidential Library, voir aussi : Avner Cohen, Israel and the Bomb, 1998, pp. 91-93. Ce télégramme daté du 28 décembre 1960. de l'Ambassade de Tel-Aviv suggère au Department of State de formuler une demande de visite du site de Dimona.

Annexe 24, Un document de la CIA daté du 9 février 1961, souligne que les Israéliens sont, avec l'aide de la France, entrain d'entreprendre des efforts considérables et

mettent en place un important programme nucléaire. Central Intelligence Agency, Information Report, Nuclear Engineering Training/ Large Nuclear and Electric Power Plant Near Beersheeba/ Frenche Nuclear Assistance to Israel. Source : National Security Archive.

Annexe 25, Document d'un mémorandum de conversation écrit par Dean Rusk, le 3 février 1961, transmet au President Kennedy la possibilité d'un visite américaine de Dimona et que Ben Gourion accepte l'idée. Memorandum of Conversation, Washington, February 3, 1961, Source : Kennedy Library, President's Office Files, Country Series, Israel General. Confidential. Voir le deuxième mémorandum, ci-joint, Memorandum of Conversation, Kennedy-Reid meeting: spectrs of U.S. relations with Israel, Washington, January 31, 1961. Source : Department of State, NEA/NE Files: Lot 63 D 33

Annexe 26, Document du 30.janvier.1961, un rapport écrit par le Secrétaire d'État Dean Rusk et adressée au Président Kennedy fait soulever les doutes sur les intentions israéliennes et propose l'idée d'inspection de Dimona. Memorandum From Secretary of State Rusk to President Kennedy, Washington, January 30, 1961. Source : Department of State, Central Files, 884A.1901/1-3061. Secret. Drafted by Meyer (NEA/NE). Subject: Israel's Atomic Energy Activities Foreign Relations Series Volume Summary, 1964-1968, Volume XVIII, Arab-Israeli Dispute, 1964-67 N. 5.

Annexe 27, The Baruch Plan (Presented to the United Nations Atomic Energy Commission, June 14, 1946). Source : Nuclear Age Peace Foundation, Nuclear Files Documents, Barush Plan.

Annexe 28, President Eisenhower Address Before the General Assembly of the United Nations on Peaceful Use of Atomic Energy, New York, 8 décembre 1953. Public Papers of the Presidents, Dwight D. Eisenhower, 1953, N. 256. Dwight Eisenhower's "Atoms for Peace" Address to the UN General Assembly, 8/décembre/1953. Source : Congressional Record, vol. 100, January 7, 1954, pp. 61-63.

Annexe 29, Document daté du janvier. 1961. Washington formule des demandes de visiter la centrale de Dimona. Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVII, Near East, Israel's nuclear program. Israeli willingness to have U.S. scientist visit Dimona reactor. Letter From the Assistant Secretary of State for Congressional Relations (Macomber) to the Executive Director of the Joint Congressional Committee on Atomic Energy (Ramey) Washington, January 19, 1961. Source : Department of State Central Files, 884A.1901/1-1961.

Annexe 30, Document qui montre que l'administration Eisenhower se rend compte qu'Israël construit un deuxième réacteur nucléaire à Dimona. C'est un rapport consacré au programme nucléaire israélien de janvier 1961. Annexe 30. U.S. Department of State, Central Files, 884A. 1901/1-561. Source : Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVII, Near East, 1961-1962, Office of the Historian Documents 1-23. Source : Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVII, Near East, 1961-1962, Office of the Historian Documents 1-23.

Annexe 31, Du côté du Congrès on commence a se poser les questions relatives aux effets collatéraux du programme nucléaire israélien. Memorandum of Conversation, Washington, January 9, 1961. Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVII, Near East, 1961-1962. Source : Department of State, Central Files, 984A.1901/1-961.

Secret. Drafted by Jones (NEA). Voir aussi, The memorandum of conversation is ibid., 884A.1901/1-1161. See Supplement, the compilation on Israel.

Annexe 32, Document daté du 17 janvier 1961. Un rapport secret fait état des assurances israéliennes quant à la vocation pacifique de Dimona et que le gouvernement israélien s'engage à ne pas produire des armes atomiques. "Summary of Additional Recent Information on Israeli Atomic Energy Program," enclosed in a letter from Assistant Secretary of State William S. Macomber to James T. Ramey, Executive Director of the Joint Committee on Atomic Energy, U.S. Congress, Jan. 19, 1961. Source : National Security Archives (released in 1991 pursuant to Freedom of Information Act request).

Annexe 33, Un mémorandum de conversation daté du 9 décembre 1960, entre le Secrétaire d'État Christian Herter et le chargé d'affaire à l'ambassade de France à Washington M. Lebel, donne un aperçu de l'information disponible à cette date auprès de l'Intelligence et de la CIA. Memorandum of Conversation, Telephone log of Secretary of State Christian Herter 9 décembre 1960. Source : The Dwight D. Eisenhower Presidential Library, Voir aussi, Avner Cohen, Israel and the Bomb, 1991, pages 87-89.

Annexe 34, Incoming Airgram, Department of State, from Embassy, Paris to Washington, 22 novembre 1960. Source : National Security Archive, Nonproliferation collection.

Annexe 35, Memorandum of Conference with the President, 19 décembre 1960. (Rédigé le 19 janvier 1961). Source : D. Eisenhower Library.

Annexe 36, Carte géographique.

. Annexe 37, Document daté du 9 janvier 1961 (dix jours avant l'arrivée de l'administration Kennedy à la Maison Blanche). Rapport du meeting qui a lieu pour discuter du sujet de Dimona. "Israel's Atomic Energy Activities,". Memorandum, from Secretary of State Dean Rusk to John F. Kennedy, Jan. 30, 1961. John F. Kennedy Library, POF, Box 119a. (Partiellement déclassé le 13 mars 1991).

Annexe 38, Memorandum of Conversation, Kennedy-Reid meeting: aspects of U.S. relations with Israel, Washington, January 31, 1961. U.S. Department of State, Central Files, 884A. 1901/1-561. Foreign relations, 1961-1963, volume XVII, Near East, 1961-1963. Publiés par : Office of historian documents, Memorandum of Conversation, Kennedy-Reid meeting: aspects of U.S. relations with Israel. Washington, January 31, 1961. Source : Department of State. NEA/NE Files : Lot 63 D 33.

Annexe 39, Document du meeting rassemblant Lewis Jones, l'assistant du Secrétaire d'État, Philip J. Farley, l'assistant spécial du Président Eisenhower, et les Sénateurs Gore, Hickenlooper, Fulbright, Carlson, Sparkman. Dans ce meeting, le Sénateur Gore note sa promesse au département d'État de ne pas rendre public le contenu de la rencontre, vu le caractère sensible du sujet du réacteur israélien. Annexe 39. Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVII, Near East, 1961-1962, Released by the Office of the Historian. Documents 1-23- 5. Memorandum of Conversation. Jones-Senators meeting. Washington, January 9, 1961. Source : Department of State. Central Files, 984A.1901/1-961.

Annexe 40, National Security Action Memorandum 294.

Annexe 41, Memorandum for the President, Israeli Atomic Energy Activities, 30 janvier 1961. Source : National Security Archive.

Annexe 42., Memorandum From Secretary of State Rusk to President Kennedy, Washington, January 30, 1961. Source : Department of State, Central Files, 884A.1901/1-3061., Secret. Drafted by Meyer (NEA/NE). Subject: Israel's Atomic Energy Activities. voir aussi Rapport Teddy Kollek, février 1961, Source : United States National Archives, Central Foreign Policy Files.

Annexe 43, Document daté du 26 novembre 1960. Le Dr. Henry Gomberg, un universitaire scientifique nucléaire du Michigan rend visite au site de Dimona. De retour, il tire une ferme conclusion selon laquelle les Israéliens sont secrètement engagés dans la construction d'un deuxième réacteur nucléaire avec une aide française. Incoming Telegram, Department of State, 2162. From Paris to Secretary of State, Source : National Security Archive, Non Proliferation Collection

Annexe 44, Document de l'ambassade américaine à Tel-Aviv daté du 1 décembre 1960, est un compte rendu longuement détaillé des propos de Henri Gomberg. Ce Télégramme envoyé à Washington souligne que Gamberg possède des informations sensibles concernant le projet israélien et il souhaite les transmettre d'urgence. Department of State, Memorandum of Conversation, 1 décembre 1960. Source : National Security Archive.

Annexe 45, CIA Information Report. 9 février 1961. Source : Kennedy Library, National Security Files

Annexe 46, US-UK Bilateral Talks; The Middle East and the Arab-Israeli Problem. Source : Department of State, Central Files, 684A.86/2-1361. Confidential. Drafted by Dozier (EUR/BN) on February 15 and cleared by Meyer (NEA).

Annexe 47, Letter From President Kennedy to Prime Minister Ben Gurion, Washington, August 15, 1962. .Source : Kennedy Library, National Security Files, Countries Series, Israel, 8/10/62-8/16/62. No classification marking. A handwritten note reads: "origin given to State Dept. officer at Israel mtg. cc to S/S 8/16. Voir aussi: Letter From President Kennedy to President Nasser, Washington, August 16, 1962. Source : Department of State, Presidential Correspondence: Lot 66 D 294, Pres. Kennedy-Johnson/UAR Correspondence: 1961-1965, vol. I. No classification marking.

Annexe 48, Letter From President Kennedy to Prime Minister Ben Gurion, Washington, June 13, 1962. Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVII, Near East, 1961-1962. Released by the Office of the Historian, Documents 293-314. Voir aussi, Kennedy Library, National Security Files, Country Series, Israel, 6/2/62- 6/15/62. Personal and Secret et aussi, Department of State, Rusk Files: Lot 72 D 192, Telephone Conversations.

Annexe 49, Letter From President Kennedy to President Nasser. Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVIII, Near East, 1962-1963. Released by the Office of the Historian. Documents 18-44 22. Washington, August 16, 1962. Les Égyptiens expriment, par la suite, leur intérêt pour nouer des relations avec Washington dans une optique de non-alignement.

Annexe 50, Memorandum From the Department of State Executive Secretary (Battle) to the President's Special Assistant for National Security Affairs (Bundy), Washington,

May 26, 1961. Subject : U.S. Scientists' Visit to Israel's Dimona Reactor Source : Department of State, Central Files, 884A.1901/5-2661. Secret. Drafted by Hamilton and cleared by Furnas. Archives.

Annexe 51, Memorandum From the Department of State Executive Secretary (Brubeck) to the President's Special Assistant for National Security Affairs (Bundy), Washington, June 25, 1962. Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVII, Near East, 1961-1962, Released by the Office of the Historian, Documents 293-314. Source : Department of State, Central Files, 611.86B/6-2562. Secret. Drafted by Barrow (NEA/NE) and Talbot and cleared by Herz (AF).

Annexe 52, Letter From Prime Minister to President Kennedy, 24 juin 1962. Source : Department of State, Central Files, 611.84A/6-2462. Secret; Personal. Lettre disponible aussi auprès de : John F. Kennedy Library, National Security Files; Israel, Box 118.

Annexe 53, Telegram From the Department of State to the Embassy in Israel, Washington, April 4, 1963, 9:18 p. m. Source : Department of State, Central Files, POL ARAB-ISR. Confidential. Drafted by Crawford; cleared by Strong, Talbot, and Slater; and approved by Johnson. Repeated to Amman and Cairo and pouched to Beiruth, Damascus, London, and Jidda. Voir aussi : Annexe 53b. Rencontre entre Shimon Pérès et Kennedy. Source : Israel State Archive et aussi Avner Cohen, Israel and the Bomb, 1998, pp. 118-119 et 234.

Annexe 54, Kennedy, le 27 janvier 1961, demande à la CIA, un rapport détaillé sur le programme nucléaire. Quelques jours plus tard, il demande aux israéliens des explications au sujet de la centrale de Dimona. Memorandum of Conversation. Jones-Harman meeting: question of visit by U.S. scientist to Dimona.. Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVII, Near East. 1961-1962. Released by the Office of the Historian Documents Dimona. Source : Kennedy Library, President's Office Files, Country Series, Israel. Department of State, Central Files, 884A. 1901/1-561.

Annexe 55, Demande américaine de visiter Dimona. Memorandum of Conversation, Dimona Reactor, Department of State, Source : United States National Archive, Central Foreign Policy Files.

Annexe 56, Myer Feldman et Abe Feinberg le persuadent qu'une rencontre avec le Président Kennedy en échange d'une visite américaine du site de Dimona, est nécessaire pour éviter toute confrontation et pour sauver le projet. Memorandum From Acting Secretary of State Bowles to President Kennedy, Washington, March 30, 1961. Subject : Dimona Reactor in Israel. Source : Department of State, Central Files, 611.84A45/3-3061. Secret. Drafted by Lewis Jones.

Annexe 57, Kennedy presse et demande une visite de la centrale de Dimona par des experts américains. Memorandum For The President. Subject: Dimona Reactor in Israel. 30 mars 1961. Source : National Security Archive. Memorandum for the President, Subject : Dimona Reactor in Israel

Annexe 58, Memorandum of Conversation, Department of State, Subject : US visit to Dimona. 17 avril 1961. Source : United States National Archives, Central Foreign Policy Files.

Annexe 59, David Ben Gourion propose de planifier une visite. La visite est alors programmée pour le 15 mai 1961. Source : United States National Archives, Central

Foreign Policy Files.

Annexe 60, Biographie des scientifiques. Source : United States National Archive.

Annexe 61, Note on visit to Israel, Ulysse M. Staebler, Jesse W. Croach, 19 mai 1961.
Source : United-States National Archives, Central Foreign Policy Files

Annexe 62, Memorandum From the Department of State Executive Secretary (Battle) to the President's Special Assistant for National Security Affairs (Bundy), Washington, May 26, 1961. Source : Department of State, Central Files, 884A.1901/5-2661.
Secret. Drafted by Hamilton and cleared by Furnas. Subject: U.S. Scientists' Visit to Israel's Dimona Reactor FRUS, vol. 17, p. 126.

Annexe 63, US Scientists Visit to Israel's Dimona Reactor. Source : United-States National Archives, Central Foreign Policy Files. Rapport de deux pages du département d'État concernant la visite des scientifiques américains du réacteur de Dimona. Ce rapport, écrit le 26 mai 1961, comprend des conclusions avant la rencontre prévue entre le Président Kennedy et Ben Gourion le 30 mai 1961

Annexe 64, Memorandum of Conversation Between President Kennedy and Prime Minister Ben Gurion. 30 mai 1961. Source : Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVII, Near East, 1961-1962, Documents (45-65)

Annexe 65, Circular Airgram From the Department of State to Certain Posts, Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVIII, Near East, 1962-1963, Released by the Office of the Historian. Documents 66-94 (87) CA-4726, Washington, October 31, 1962, 4:17 p. m. Source : Department of State, Central Files, 884A.1901/10-3162.
Confidential. Drafted by Crawford on October 24; cleared by Strong, Thomas (DOD/ISA), Burdett, Newsom, and Herron (P); and approved by Talbot. Sent to Amman, Baghdad, Beirut, Damascus, Jidda, and Oslo and repeated to Algiers, Bonn, Cairo, Khartoum, London (by pouch), Ottawa (by pouch), Paris, Rabat, Rome, Taiz, Tel Aviv, Tripoli, and Tunis. Voir aussi : annual message to the congress on the state of the union january 14 1963; Foreign Relations, vol. XVII, 1961-63, Near East, Office of the Historian Bureau, Public Affairs, United States Department of State, January 17, 1995.

Annexe 66, National Security Action Memorandum, N. 231. White House, Washington. Subject: Middle East Nuclear Capabilities . March 26, 1963. Source : National Security Action Memoranda (NSAM) Middle Eastern Nuclear Capabilities. From : McGeorge Bundy, To : The Secretary of State, Chairman, Atomic Energy Commission, Director of Central Intelligence. Document Images From The Presidential Papers of John Fitzgerald Kennedy National Security Files. Department of State, S/S - NSC Files: Lot 72 D 316, NSAM 231. Top Secret. (Central Intelligence Agency, Job 80 D 01285A, DCI (McCone) Files, Memoranda for the Record).

Annexe 67, National Security Action Memorandum No. 231, Washington, March 26, 1963. Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVIII, Near East, 1962-1963, Released by the Office of the Historian, TO The Secretary of State, Chairman, Atomic Energy Commission, Director of Central Intelligence. SUBJECT : Middle Eastern Nuclear Capabilities. Source : Department of State, S/S - NSC Files: Lot 72 D 316, NSAM 231. Top Secret. On March 25, McCone met with President Kennedy. According to McCone's record of the meeting, he raised the "question of Israel acquiring nuclear capability" and gave the President Document 179. The President then instructed

Bundy "to direct a letter to Secretary Rusk asking that he, in collaboration with DCI and Chairman, AEC, submit a proposal as to how some form of international or bilateral US safeguards could be instituted to protect against the contingency mentioned." (Central Intelligence Agency, Job 80 D 01285A, DCI (McCone) Files, Memoranda for the Record)

Annexe 68, Document de huit pages illustre une des issues nucléaires les plus politiquement chargées de la prolifération nucléaire depuis le début des années soixante : le programme nucléaire israélien. Central Intelligence Agency, Office of National Estimates, Memorandum for the Director, Consequences of Israeli Acquisition of Nuclear Capability. Central Intelligence Agency, National Estimates. Sherman Kent, Memorandum for the Director,, March 6, 1963. Secret. 8 pp. Source : John F. Kennedy Library, National Security Files, Countries Series, Box 119, Israel, General, 2/12/63-3/6/63. 9A &9B.

Annexe 69, Special National Intelligence Estimate, The Advanced Weapons Programs of The UAR and Israel. Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVIII, Near East, 1962-1963. Released by the Office of the Historian, Documents 176-208 (239) SNIE 30-2-63. Washington, May 8, 1963. Source : Department of State, NEA/IAI Files: Lot 80 D 102, JPG Master Copy Probe #7 June 1963 (Arms/McCloy). Secret. Submitted by the Director of Central Intelligence and concurred in by the U.S. Intelligence Board. According to a note on the cover sheet: "The following intelligence organizations participated in the preparation of this estimate : The Central Intelligence Agency and the intelligence organizations of the Departments of State, Defense, the Army, the Navy, the Air Force, AEC, and NSA. All members of the U.S. Intelligence Board concurred in this estimate on April 10, except the Assistant Director of the Federal Bureau of Investigation who abstained because the subject was outside his jurisdiction.

Annexe 70, Memorandum for the Record, May 14, Central Intelligence Agency, Job 80 D 01285A, DCI (McCone) Files, Memoranda for the Record. Annexe 70.

Annexe 71, Source : Israel State Archive, Documents obtenus avec le concours du chercheur Avner Cohen. Golda Meir propose de parler aux américains du programme nucléaire israélien. (page 5). Voir La visite pour sortir de l'impasse.

Annexe 72, Lettre de Kennedy au Premier ministre Eshkol, via l'ambassade américaine à Tel-Aviv, 5.juillet.1963. Source : Israel State Archive. Kennedy fait savoir à Tel-Aviv que si Israël ne permet pas des visites américaines à Dimona dans les conditions émises par les États-Unis, il y aura des conséquences Cette lettre datée du 5 juillet 1963, moins de deux semaines après qu'Eshkol soit au poste de Premier ministre, Kennedy exprime clairement la possibilité de recours à la sanction la plus forte qu'un Président américain n'ait jamais utilisé contre Israël (p. 2, fin du 1er paragraphe).

Annexe 73, Après des semaines de discussions et des consultations intenses, le Premier ministre Levi Eshkol écrit à Kennedy, le 19 août 1963, acceptant la plupart des demandes de Kennedy au sujet des visites de Dimona. Telegram From the Department of State to the Embassy in Israel. Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVIII, Near East, 1962-1963. Released by the Office of the Historian, Documents 309-337 (319). Washington, August 26, 1963, 7:38 p.m. Correspondence: 1962-65. Secret; Eyes Only; Verbatim Text. Drafted by Crawford on August 23; cleared by Ball, Thomas, President Kennedy, McGeorge Bundy, and Rowe; and approved by Grant.

193. Charge should deliver following reply to PriMin Eshkol's August 19 letter re Dimona visits.

Annexe 74, The Changes of An Imminent Communist Chinese Nuclear Explosion. 43. Special National Intelligence Estimate. SNIE 13-4-64. Foreign Relations of the United States 1965-1968, vol. XXX, China. Washington, August 26, 1964. Source : Central Intelligence Agency, NIE Files. Top Secret ; Ruff/[codeword not declassified]. According to a note on the cover sheet, it was submitted by the Director of Central Intelligence and concurred in by the U.S. Intelligence Board on August 26. The Central Intelligence Agency and the intelligence organizations of the Departments of State and Defense, AEC, and NSA participated in its preparation. All USIB members concurred, except the FBI Assistant Director who abstained because the subject was outside his jurisdiction.

Annexe 75, Airgram, Department of State. "Summary and Appraisal of Latest Evidence on Chinese Communist Advanced Weapon Capabilities," Arms Control and Disarmament Agency 10 July. 1963, Top Secret. The National Security Archives, The United States and the Chinese Nuclear Program, 1960-1964. Source : RG 59, Executive Secretariat Country Files 1963-66, box 2, Communist China. Autres Source : Department of State, S/S-RD Files: Lot 68 D 452, Committee of Principals, August-December 1964.

. Annexe 76, Non-Proliferation of Nuclear Weapons. Draft Position Paper. Washington, August 14, 1964. FRUS1964-1968, Volume XI (N. 44) Arms Control and Disarmament. Department of State. Washington, DC. Source : Department of State, S/S-RD Files: Lot 68 D 452, Committee of Principals, August-December 1964. Secret; NoForN. The source text was forwarded to Secretary Rusk under cover of an August 14 memorandum from Foster. Foster's memorandum indicated that the paper "is based in part on discussion at the June 16 and July 23 meetings of the Committee of Principals and also sets forth a U.S. response to the recent resolution of the Organization of African Unity on this subject. Regarding these two meetings of the Committee of Principals, see Documents 36, 37, 40, and 41. The OAU resolution refers to the declaration on the denuclearization of Africa adopted by the heads of state and government of the Organization of African Unity at Cairo, July 21. Text in Documents on Disarmament, 1964, pp. 294-295.

Annexe 77, Glenn T. Seaborg, Chairman, Atomic Energy Commission, Diary Entry for 17 October 1964. Source : Journals of Glenn Seaborg, Volume. 9 (Lawrence Berkeley Laboratory, University of California, 1979). Document 2 : Glenn T. Seaborg, Chairman, Atomic Energy Commission, Diary Entry for 20 and 21 October 1964. Source : Journals of Glenn Seaborg, Volume 9, Lawrence Berkeley Laboratory, University of California, 1979.

Annexe 78, Anticipatory Action Pending Chinese Communist Demonstration of a Nuclear Capability. By George G. McGhee. 13 septembre 196. Source : National Security Archive. (fin du 4ème paragraphe de la 2ème page).

Annexe 79, Radio and Television Report to the American People on Recent Events in Russia, China, and Great Britain. Public Papers of the Presidents, Lyndon B. Johnson, 1963-64 N. 686. October 18, 1964. Broadcast from the President's office at 8:30 p.m.

Annexe 80, Department of State Instructions: "Indian Capability and Likelihood to Produce Atomic Energy", 29 juin 1961, (Secret). Source : Decimal File, 1960-1963; Central Files of the Department of State, Record Group 59; National Archives, Washington, D.C. (En juin 1961, Washington demande à ses ambassades en Europe, en Asie et en Afrique d'assembler tous les éléments permettant d'évaluer la question du nucléaire chinois et indien.)

Annexe 81, Note de Robert McNamara à Dean Rusk. The Secretary of Defense, Washington. 23 octobre 1964. The Indian Nuclear Problem : Proposed Course of Action, Source : Decimal File, 1960-1963; Central Files of the Department of State, Record Group 59; National Archives, Washington, D.C.

Annexe 82, Lettre de J. G. Palfrey -Atomic Energy Commission- à l'ambassadeur Llewellyn E. Thompson. Source : Mandatory Review declassification by the Lyndon Baines Johnson Presidential Library.

Annexe 83, Telegram from State Department to the Embassy in New Delhi. Source : National Security Archive, Subject-Numeric File, 1964-1966; Central Files of the Department of State, Record Group 59; National Archives, Washington, D.C.

Annexe 84, Memorandum from the State Department, Ambassador at Large: "New Delhi's 1862 of December 31, 1964," December 31, 1964 (SECRET) Source : National Security Archive, Subject-Numeric File, 1964-1966; Central Files of the Department of State, Record Group 59; National Security Archive, Washington, D.C. Pour plus d'information sur ce sujet voir: National Security Archive Electronic Briefing Book No. 1, The United States, China, and the Bomb.

Annexe 85, Telegram for Governor Harriman from the Secretary, State Department, February 27, 1965. Source : National Security Archive, Subject-Numeric File, 1964-1966; Central Files of the Department of State, Record Group 59; National Archives, Washington, D.C. (p. 2, §. 2).

Annexe 86, State Department Cable, "Possible Indian Nuclear Weapons Development", March 29, 1966 (secret). Source : National Security Archive, Subject-Numeric File, 1964-1966; Central Files of the Department of State, Record Group 59; National Archives, Washington, D.C.

Annexe 87, "Assessment of Indian Nuclear Test" Jun 5, 1974, (secret), Source : National Security Archive. Declassified in response to a Freedom of Information Act request.

Annexe 88, Memorendum for the Secretary of Defense: "The Indian Nuclear Weapons Problem : Security Aspects", January 4, 1967, attached to a letter from Morton H. Halperin, special Assistant to the Secretary of Defense, to Douglas Heck of the State Department (SECRET). Source : Subject-Numeric File, 1967-1969; Central Files of the Department of State, Record Group 59; National Archives, Washington, D.C.

Annexe 89, Letter from Morton H. Halperin, special Assistant to the Secretary of Defense, to Douglas Heck of the State Department (SECRET), Source : Subject-Numeric File, 1967-1969; Central Files of the Department of State, Record Group 59; National Archives, Washington, D.C.

Annexe 90, Address of Dwight D. Eisenhower before the General Assembly of the United Nations on Peaceful Uses of Atomic Energy, New York City, December 8,

1953. Source : Dwight D. Eisenhower Library. Atoms for Peace. This address was given by Dwight D. Eisenhower before the General Assembly of the United Nations on Peaceful Uses of Atomic Energy, New York City, December 8, 1953.

Annexe 91, A Report to the President, The Committee on Nuclear Proliferation. National Security Archive, Electronic Briefing Book No. 1, "As Explosive as a Nuclear Weapon": The Gilpatric Report on Nuclear Proliferation, January 1965 Source : Freedom of Information Act request to State Department. Foreign Relations of the United States, Arms Control and Disarmament, 1964-1968, Volume XI, Gilpatric Report.

Annexe 92, Visit of Levi Eshkol, Prime Minister of Israel, 7-8 January 1968. "The Nuclear Issue and Sophisticated Weapons", Nuclear Weapons discussion. Record Group 59, CFPF, 1967-69, Box 2649 AE, Source : National Security Archive.

Annexe 93, Message to Prime Minister Ben-Gurion Urging Withdrawal of Israeli Forces in Egypt, Released November 8, 1956. Dated November 7, 1956. Le texte intégral est publié dans The State Department Bulletin, vol. 35, p. 798. Source : Public Papers of the Presidents, Dwight D. Eisenhower, 1956, N. 295.

Annexe 94, Memorandum From the Director of the Defense Intelligence Agency (Carroll) to Secretary of Defense McNamara. FRUS, 1964-1968, Volume XVIII, Arab-Israeli Dispute, 1964-67 N. 289. Department of State. Washington, DC. S-984/ST-2 Washington, May 4, 1966. /1/Source : Washington National Records Center, RG 330, OSD Files: FRC 70 A 4443, Israel 463.2. Secret; Limited Distribution; No Foreign Dissem. A copy was sent to the Deputy Secretary of Defense. SUBJECT : Preliminary Report on Visit to Israeli Atomic Energy Sites (S/NFD).

Annexe 95, Memorandum for the Record, Record of National Security Council Meeting, May 24 1967, Discussion of Middle East Crisis. Source : Lyndon B. Johnson Presidential Library.

.Annexe 96, Memorendum from Harold Hal Saunders to Bromely Smith. The White House, Washington, File 113, BKS. Source : Lyndon B. Johnson Presidential Library. Harold Hal Saunders, membre du NSC et chargé des affaires du Moyen-Orient, refuse par écrit de présenter au Président, un rapport présenté par Bromely Smith, le Secrétaire exécutif du Conseil de sécurité nationale au sujet des armes nucléaires israéliennes.

Annexe 97, Outgoing Telegram, Department of State. From Secretary to Ambassador Barbour Tel-Aviv. 21 février 1967. Source : United States National Archive

Annexe 98, Telegram From the Embassy in the United Arab Republic to the Department of State . Source : Department of State, Central Files, POL 7 US/MCCLOY. Secret; Priority; Eyes Only-Cane. Received at 11:27 a.m. and repeated to London for Talbot. Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVIII, Near East, 1962-1963. Released by the Office of the Historian. Documents 257-283 N. 283. Cairo, June 28, 1963, 3 p.m. Source : Department of State, Central Files, POL 7 US/MCCLOY. Secret; Priority; Eyes Only-Cane. Received at 11:27 a.m. and repeated to London for Talbot. 2470. From McCloy. Part I.

Annexe 99, Report by the Anti-Submarine Warfare Panel of the President's Science Advisory Committee. Foreign Relations, 1964-1968, Volume X, National Security

Policy. Released by the Office of the Historian. Documents 123-138, N. 124. Washington, April 28, 1966. Source : Johnson Library, National Security File, Agency File, Office of Science and Technology, vol. 1 [1966], Box 42. Top Secret. A title page is not printed.

Annexe 100, Intelligence Memorandum Prepared in the Central Intelligence Agency. Egyptian-Soviet Relations, FRUS 1964-1968, Volume XVIII, Arab-Israeli Dispute, 1964-67 N. 295. Department of State, Washington, DC. No. 0830/66 Washington, May 28, 1966. Source : Johnson Library, National Security File, Country File, United Arab Republic, vol. IV. Secret; No Foreign Dissem; No Dissem Abroad; Controlled Dissem/Background Use Only. A note in the source text states that the memorandum was prepared by the Office of Current Intelligence in the CIA Directorate of Intelligence and coordinated with ORR and ONE.

Annexe 101, Telegram From the Embassy in Israel to the Department of State. N. 2. Tel Aviv, May 15, 1967, 1920Z. Foreign Relations, 1964-1968, Volume XIX, Arab-Israeli Crisis and War, 1967. Released by the Office of the Historian, Documents 1-36. Prewar Crisis, May 15-June 4, 1967. President's Daily Brief. Washington, May 15, 1967. [Source : Johnson Library, National Security File, NSC Histories, Middle East Crisis, vol. 6, Appendix A. Top Secret; [codeword not declassified]. 1 page of source text not declassified. Source : National Archives and Records Administration, RG 59, Central Files 1967-69, POL 32-1 ISR-SYR. Confidential; Immediate. Repeated Priority to Amman and to Baghdad, Damascus, Jidda, Beirut, Kuwait, Dhahran, London, USUN, CINCSRIKE, CINCEAFSA, Jerusalem, Aden, and Sanaa. Received at 5:14 p.m. Passed to the White House and USIA at 5:40 p.m. 3604. Ref: Cairo 7494. Telegram 7494 from Cairo, May 15, reported that UAR military forces had been placed on alert and that extensive movement of troops and materiel was in process. (Ibid.).

Annexe 102, Memorandum Prepared in the Central Intelligence Agency. SUBJECT : Overall Arab and Israeli Military Capabilities. Washington, May 23, 1967. Foreign Relations, 1964-1968, Volume XIX, Arab-Israeli Crisis and War, 1967. Released by the Office of the Historian Documents 37-71. Source : Johnson Library, National Security File, Memos to the President, Walt W. Rostow, vol. 28. Secret; No Foreign Dissem. The memorandum is unsigned, and bears no drafting information. It was sent to the President with a brief covering memorandum from Walt Rostow stating that two memoranda from Helms, which the President had requested that morning, were attached. The second memorandum has not been identified.

Annexe 103, Telegram From the Department of State to the Embassy in Israel. Washington, May 17, 1967, 7 p.m. Source : National Archives and Records Administration RG 59, Central Files 1967-69, POL ARAB-ISR. Secret; Immediate. Drafted and approved by Rusk; cleared by Battle; and cleared with changes by Walt Rostow. Foreign Relations, 1964-1968, Volume XIX, Arab-Israeli Crisis and War, 1967.

Annexe 104, Memorandum From the President's Special Assistant (Rostow) to President Johnson. SUBJECT : Urgent Message to Eshkol Washington, May 17, 1967. Foreign Relations, 1964-1968, Volume XIX, Arab-Israeli Crisis and War, 1967. Released by the Office of the Historian. Documents 1-36. N. 7. Prewar Crisis, May 15-June 4, 1967. Source : Johnson Library, National Security File, Country File,

Middle East Crisis, vol. I. Secret.

Annexe 105, Telegram From the Department of State to the Embassy in the United Arab Republic. Washington, May 22, 1967, 8:49 p.m. Source : National Archives and Records Administration, RG 59, Central Files 1967-69, POL ARAB-ISR.

Annexe 106, Memorandum From the Deputy Assistant Secretary of Defense for International Security Affairs (Hoopes) to Secretary of Defense McNamara. Washington, May 22, 1967. Source : Washington National Records Center, Records of the Office of the Secretary of Defense, OSD Files: FRC 330 72 A 2468, Israel 400.137. Secret. Subject: Gas Masks for Israel.

Annexe 107. Telegram From the Department of State to the Embassy in the Soviet Union. N. 38. Foreign Relations, 1964-1968, Volume XIX, Arab-Israeli Crisis and War, 1967. Released by the Office of the Historian, Documents 37-71. Washington, May 23, 1967, 2:45 a.m. Source : National Archives and Records Administration, RG 59, Central Files 1967-69, POL 27 ARAB-ISR. Secret; Immediate; Exdis. Drafted by Toon; cleared by Stoessel, Leddy, and Davies; and approved by Eugene Rostow. Repeated Immediate to USUN.

Annexe 108, Memorandum of Conversation, Department of State, Subject : 1969 Dimona visit. Source National Security Archive. 13 août 1969.

Annexe 109, Memorandum of Conversation. SUBJECT : Possible Sale of Hawks to Israel /1/ Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVII, Near East, 1961-1962. N. 302. Released by the Office of the Historian, Documents 293-314. Washington, June 20, 1962. . Source : Department of State, NEA/NE Files: Lot 65 D 5, Israel, 1962. U.S. Milit. Asst.--Gen. 2-As. Secret. Drafted by Strong. PARTICIPANTS : Mr. Denis Speares, British Embassy, NE--Mr. Robert C. Strong Referring to Mr. Strong's remarks on this subject on June 6,/2/ Mr. Speares said his Embassy had instructions to state the following:The memorandum of conversation between Strong and Speares on June 6 is ibid., Central Files, 784A.56/6-662.

Annexe 110, Résolution des Nations unies N. 242. 9 novembre 1967.

Annexe 111, La visite officielle de Levi Eshkol, (1-3 juin 1964), donne lieu à la livraison de 150 chars M-48, et la mission Harriman-Komer en Israël, en mars 1965, aboutit à la vente de 48 avions A-4 Sky Hawk. Telegram From the Department of State to the Embassy in Israel. N. 182. FRUS 1964-1968, Volume XVIII. Arab-Israeli Dispute, 1964-67. Department of State, Washington, DC. Washington, March 8, 1965, 8:57 p.m. /1/Source : National Archives and Records Administration, RG 59, Central Files 1964-66, DEF 12-5 ISR. Secret; Immediate; Exdis. Text received from the White House, cleared by McGeorge Bundy, and approved by Jernegan. The substance of the telegram was apparently decided at a meeting of the President, McNamara, Rusk, Ball, and McGeorge Bundy between 6:01 and 7 p.m. (Johnson Library, President's Daily Diary) No record of the meeting has been found. Briefing memoranda and draft cables prepared for the meeting are ibid., National Security File, Country File, Harriman Israeli Mission (II), and in Washington National Records Center, RG 330, OSD Files: FRC 70 A 1266, Israel 470.

Annexe 112, Memorandum for the Record. 49. Subject : Standing Group Meeting on Israeli Requests for U.S. Tanks. Washington, April 30, 1964. FRUS. 1964-1968, Volume XVIII. Arab-Israeli Dispute, 1964-67. Source : Johnson Library, National

Security File, Country File, Israel, Tanks, vol. I. Secret; Limit Distribution. Drafted by Jerneagan. A draft summary record of the meeting by NSC Executive Secretary Bromley Smith indicates that the meeting was at 5:15 p.m. It presents the conclusions set forth in this memorandum in summary form and adds that the Standing Group agreed on a further effort to persuade Nasser to refrain from a missile program. (Ibid., Files of Robert Komer, Israel Security (Tanks), Nov. 1963-June 1964)

Annexe 113, "Dwight Eisenhower's "Atoms for Peace" Address to the UN General Assembly, December 8 1953. Source : National Security Archive.

Annexe 114, FRUS. 1964-1968, Volume XVIII. Arab-Israeli Dispute, 1964-67. Department of State, Washington, DC. Text of the statement, which President Kennedy made at a news conference on May 8, 1963, is printed in Public Papers of the Presidents of the United States: John F. Kennedy, 1963, p. 373. Reference is to a letter from Kennedy given to Eshkol on October 3, 1963; for text, see Foreign Relations, 1961-1963, vol. XVIII, Document 332.

Annexe 115, Telegram From the Department of State to the Embassy in the United Arab Republic. N. 7. Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVIII, Near East, 1962-1963. Near East, 1962-1963. Released by the Office of the Historian, Documents 1-17. Washington, July 19, 1962, 1:22 p.m.. Source : Department of State, Central Files, 611.86B/7-1962. Secret; Limit Distribution. Drafted by Barrow on July 14; cleared by Little, Strong, and McGeorge Bundy; and approved by Talbot. 71. At early opportunity you should inform senior official at Presidency of President Kennedy's pleasure at Nasser's letter of June 21/2/ which he feels reflects perceptive understanding of US intentions and affords basis for constructive US-UAR relationship. You should state President plans reply a bit later on. For an analysis of Nasser's letter, see Foreign Relations, 1961-1963, vol. XVII, Document 309. On July 12, Komer sent Bundy a note that reads in part: "I regard 21 June Nasser letter as a quite meaningful overture, saying in effect that Nasser recognizes our evidences of good faith (aid) for what they are and is also prepared to move toward cordial relations and new forms of cooperation. We've made a score on relations with the key guy in Arab world; let's keep nurturing it. (Kennedy Library, National Security Files, Countries Series, United Arab Republic, Nasser Correspondence).

Annexe 116, Letter From President Kennedy to Prime Minister Ben Gurion. N. 21. Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVIII, Near East, 1962-1963. Released by the Office of the Historian, Documents 18-44. Washington, August 15, 1962./1/Source : Kennedy Library, National Security Files, Countries Series, Israel, 8/10/62-8/16/62. No classification marking. A handwritten note reads: "orig given to State Dept. officer at Israel mtg. cc to S/S 8/16."

Annexe 117, A Strategic Analysis of The Impact of The Acquisition by Israel of A Nuclear Capability. Paper Prepared by the Joint Chiefs of Staff/1/ Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVII, Near East, 1961-1962 N. 95.. Released by the Office of the Historian, Documents 66-97. JCSM-523-61 Washington, undated. Source : Department of State, Central Files, 784A.5611/8-1461. Secret. A table of contents and summary are not printed. The source text is undated, but a covering memorandum on the copy in Department of Defense files indicates that Lemnitzer sent the paper to McNamara on August 8 with a recommendation that it be sent to the Department of State for comment. (Washington National Records Center, RG 330,

OSD Files: FRC 65 A 3464). The source text was transmitted to the Department of State under cover of a letter of August 14 from Deputy Secretary of Defense Gilpatric to Secretary of State Rusk requesting Department of State consideration of the non-military points being recommended in the paper.

Annexe 118. The President's News Conference of John F. Kennedy: 1961-63, Source : The Public Papers of the Presidents, Public papers for President J. F. Kennedy 1961-1963. N. 107. 21,mars 1963.

Annexe 119, The Public Papers of the Presidents, Public papers for President J. F. Kennedy 1961-1963. John F. Kennedy: 1961-63. 316 - Radio and Television Address to the American People on the Nuclear Test Ban Treaty. July 26th, 1963.

Annexe 120, Memorandum of Conversation. N. 57. Subject : Conversation between President Kennedy and Prime Minister Ben Gurion. Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVII, Near East, 1961-1962. Released by the Office of the Historian, Documents 45-65. New York, May 30, 1961, 4:45-6 p.m. Source : Department of State, Central Files, 033.8411/5-3061. Secret. Drafted by Talbot and approved by the White House on June 29. The meeting was held in the President's suite at the Waldorf Astoria. The time is from the President's Appointment Books. (Kennedy Library) Additional documentation relating to Ben Gurion's visit is *ibid.*, National Security Files, Country Series, Israel, Subjects: Ben-Gurion Visit: 5/20/61-6/2/61. A copy of the briefing book prepared in the Department of State for the President is in Department of State, NEA/IAI Files: Lot 70 D 305, Ben. Gurion Visit 1961.

Annexe 121, National Security Action Memorandum. No. 231. To The Secretary of State Chairman, Atomic Energy Commission. Director of Central Intelligence, SUBJECT. Middle Eastern Nuclear Capabilities Washington, March 26, 1963. Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVIII, Near East, 1962-1963. Released by the Office of the Historian, Documents 176-208. Source : Department of State, S/S - NSC Files: Lot 72 D 316, NSAM 231. Top Secret. On March 25, McCone met with President Kennedy. According to McCone's record of the meeting, he raised the "question of Israel acquiring nuclear capability" and gave the President Document 179. The President then instructed Bundy "to direct a letter to Secretary Rusk asking that he, in collaboration with DCI and Chairman, AEC, submit a proposal as to how some form of international or bilateral US safeguards could be instituted to protect against the contingency mentioned." (Central Intelligence Agency, Job 80 D 01285A, DCI (McCone) Files, Memoranda for the Record).

Annexe 122, Lettre de Kennedy à Eshkol. 5 juillet 1963.

Annexe 123, General Assembly A/RES/999 (ES-I)4, November 1956. Resolution 999 (ES-I)

Annexe 124, Memorandum, National Security Council Meeting. Discussion of Middle East Crisis. 24 ;qi 1967.

Annexe 125, Telegram From the Embassy in Israel to the Department of State. Tel Aviv, May 24, 1966, 1137Z. FRUS, 1964-1968, Volume XVIII. Arab-Israeli Dispute, 1964-67. N. 293. Department of State Washington, DC. Source : National Archives and Records Administration, RG 59, Central Files 1964-66, DEF 12 UAR. Secret; Exdis. Repeated to Cairo, London, and Paris. 1229. Israeli strategic missiles. CA-11071, May 10, 66. Circular airgram CA-11071, May 10, instructed Barbour to

renew the U.S.-Israeli missile discussions of April 1964 with Eshkol, in particular to try to halt any delivery to Israel of missiles falling under the initial French-Israel contract for 25 missiles mentioned to Feldman by Eshkol. (Ibid.) For Feldman's reports of his discussions of this subject with Eshkol, see Documents 36 and 37.

Annexe 126, Nuclear Weapons in the Near East. Memorandum of Conversation N° 294, Washington, 26 mai 1966. Subject: Nuclear Weapons in the Near East. Source : National Archives and Records Administration, RG 59, Central Files 1964-66, DEF 12 NEAR E. Confidential. Drafted by Thompson and approved in S on May 28. The meeting was held in the Secretary's office. The memorandum is Part III of VI.

Annexe 127, Memorandum From the Under Secretary of State (Katzenbach) to President Johnson. SUBJECT : The Arab-Israel Arms Race and Status of U.S. Arms Control Efforts FRUS 1964-1968, Volume XVIII. Arab-Israeli Dispute, 1964-67. N. 415. Department of State, Washington, DC.. Washington, May 1, 1967. Source : Johnson Library, National Security File, Country File, Israel, Israeli Aid, 5/67. Secret; Exdis. Filed as an attachment to Document 416. No drafting information appears on the memorandum, but another copy indicates that it was drafted by Sterner and cleared in draft by Rochlin, Deputy Assistant Director of ACDA for International Relations Culver Gleysteen, Raymond L. Garthoff of G/PM, Vladimir Toumanoff of SOV, Director of Atomic Energy Affairs in SCI Donovan Q. Zook, Edward A. Padelford of NEA/RA, Director of INR/RNA Granville S. Austin, Bergus, Battle, and Deputy Assistant Secretary in NEA Stuart W. Rockwell. (National Archives and Records Administration, RG 59, Central Files 1967-69, POL 27 ARAB-ISR) An undated memorandum from Battle, forwarding the memorandum for Katzenbach's signature, states that it was prepared at the request of the White House staff. (Ibid.).

Annexe 128, Memorandum From the President's Special Assistant (Rostow) to President Johnson N. 416. Subject : Israeli Aid Package. FRUS. 1964-1968, Volume XVIII. Arab-Israeli Dispute, 1964-67. Department of State, Washington, DC. Washington, May 8, 1967. Source : Johnson Library, National Security File, Country File, Israel, Israeli Aid, 5/67. Secret; Sensitive. A handwritten "L" on the memorandum indicates that it was seen by the President.

Annexe 129, Résolution 242 du Conseil de Sécurité des Nations unies. 22 novembre 1967.

Annexe 130, Memorandum From the President's Special Assistant for National Security Affairs (Bundy) to Secretary of Defense McNamara. N. 2. FRUS. 1964-1968, Volume XI. Arms Control and Disarmament . Department of State, Washington, DC. Washington, January 14, 1964. Source : Washington National Records Center, RG 330, OASD/ISA Files: FRC 68 A 306, 388.3, January 11-16, 1964. Secret. Attached to another copy of Bundy's memorandum is a January 15 memorandum from ACDA Director William C. Foster to the Committee of Principals, recommending that Bundy's memorandum serve as the agenda for their meeting on January 16 and transmitting a list of working papers for use as reference material. The list covers three areas: nuclear containment, immediate reductions or limitations of arms, and observation posts. (Johnson Library, National Security File, Subject File, Disarmament--ACDA Publications, vol. I, Box 11).

Annexe 131, Telegram, U.S. Embassy Israel, Cable 7766 to Department of State, 6 October 1968, "GOI Concern About Possible Syrian and Egyptian Attack Today"

Source : NPMP, National Security Council Files (hereinafter NSCF), box 1173, 1973 War (Middle East) 6 Oct. 1973 File No. 1 (1 of 2)

Annexe 132, National Security Council. Memorandum for Secretary Kissinger. Subject: "WSAG Meeting Middle East, Memorandum from William Quandt and Donald Stukel, NSC Staff, Saturday, October 6, 1973, 3:00 p. m." Source : NPMP, National Security Council Institutional Files, box H-94, WSAG Meeting, Middle East 10/6/73 7:30 pm., folder 1.

Annexe 133, Mideast Maps, 1973 October War, (Yom Kipur War), Syrian Front.

Annexe 134, Carte géographique. Mideast Maps, 1973 October War, (Yom Kipur War), Egyptian Front.

Annexe 135, Memorandum Indications of Arab intentions to initiate hostilities.

Annexe 136, Memorandum, National Security Council. From William Quandt to Secretary Kissinger. Middle Eastern Issues. 9 octobre 1973. Source : National Security Archive.

Annexe 137, Memorandum, Deputy Assistant to the President for National Security Brent Scowcroft to Kissinger, 5 October 1973, enclosing message from Israeli Prime Minister Golda Meir (passed through Israeli chargé Shalev. Source : NPMP, HAKO, box 136, Dinitz June 4, 1974, Oct. 1973.

Annexe 138, "Message from Secretary to King Faisal and King Hussein". U.S. Department of State cable 199583 to U.S. Embassies Jordan and Saudi Arabia, 6 October 1973. Source : National Security Archive, NPMP, National Security Council Files (hereinafter NSCF), box 1173, 1973 War (Middle East) 6 Oct. 1973, File No. 1 (1 of 2).

Annexe 139, United Nations, Security Council. S/PV.1726, S/INF/29, 14 June 1973. 14 June 1973. At the close of the 1726th meeting, on 14 June 1973, the President read the following statement.

Annexe 140, United Nations Security Council. S/10974, 24 July 1973. Distr. GENERAL, S/10974 24 July 1973 ORIGINAL: ENGLISH. Guinea, India, Indonesia, Panama, Peru, Sudan, Yugoslavia: draft resolution

Annexe 141, Message de Kissinger, New York, to White House Situation Room, pour le Président Nixon à 9h00, le 6 octobre 1973. Source : NPMP, NSCF, box 664, Middle East War Memos & Misc October 1-October 17, 1973.

Annexe 142, Middle East Task Force Situation Report. Situation in the Middle East. Memcon between Dinitz and Kissinger, 7 October 1973, 23:00. Source : RG 59, Records of Henry Kissinger, 1973-1977. Box 25. Cat C 1974 Arab-Israeli War.

Annexe 143, Department of State, Operations Center, Middle East Task Force, Situation Report 8, "Situation in the Middle East, as 23:00 Hours (EDT, Oct. 7, 1973". Source : NPMP, NSCF, box 1173, 1973 War (Middle East) 7 Oct. 1973 File, No. 2

Annexe 144, Message from Kissinger to Egyptian Foreign Minister Al-Zayyat, 8 October 1973, enclosing "Message for Mr. Hafiz Ismail from Dr. Kissinger," 8 October 1973. Source : National Security Archive. NPMP, HAKO, box 132, Egypt/Ismail, vol. VII October 1-21, 1973. Voir aussi : Kissinger, Crisis, pp. 110-111.

Annexe 145, Memcon between Dinitz and Kissinger, 9 octobre 1973, 8:20-8:40 a.m.

Source : National Security Archive, RG 59, Records of Henry Kissinger, box 25, CAT C Arab-Israeli War.

Annexe 146, Memorandum from William B. Quandt to Brent Scowcroft, Arab-Israeli Tensions. 6 October 1973, National Security Archives, Source : National Security Archive, NPMP, NSCF, box 1173, 1973 War (Middle East) 6 Oct. 1973 File No. 1 (1 of 2).

Annexe 147, Transcript, "Secretary's Staff Meeting," 23 October 1973, 4:35 p.m. Source : National security Archives, Transcripts of Secretary of State Henry A. Kissinger Staff Meetings, 1973-1977. Box 1

Annexe 148, Memcon between Dinitz and Kissinger, 7 October 1973, 8:20 a.m. Source : RG 59, Records of Henry Kissinger, 1973-1977. Box 25. Cat C 1974 Arab-Israeli War.

Annexe 149, Memcon between Dinitz and Kissinger, 9 October 1973, 6:10-6:35 p. m. Source : National Security Archive, RG 59, SN 70-73, Pol Isr-US.

Annexe 150, "Situation in the Middle East, as of 1800 EDT, Oct. 10, 1973". Department of State, Operations Center, Middle East Task Force, Situation Report #18, Source : National Security Archive, NPMP, NSCF, box 1174, 1973 Middle East War - 10 October 1973, File No. 5.

Annexe 151, Message de Brejnev à Kissinger lu par le ministre Vorontsov le 23 octobre 1973 à 10h40. Source : NPMP, HAKO, box 69, Dobrynin/Kissinger, vol. 20 octobre (12-27 novembre 1973).

Annexe 152, U.S. Embassy Soviet Union Cable 13148 to Department of State, 21 October 1973, Source : NPMP, HAKO, box 39, HAK Trip - Moscow, Tel Aviv, London - 20-23 octobre 1973, HAKTO, SECTO, TOSEC, Misc.

Annexe 153, "Situation Report in the Middle East as of 1200 EDT, Department of State Operations Center, Middle East Task Force Situation Report # 57, 10/23/73" Source : NPMP, NSCF, box 1175, 1973 Middle East War, 23 Oct. 1973-File No. 18.

Annexe 154, Hotline Messages from Brezhnev to Nixon, 23 October 1973, Source : NPMP, HAKO, box 69, Dobrynin/Kissinger, vol. 20, (12 octobre-27 novembre, 1973).

Annexe 155, Hotline Messages from Brezhnev to Nixon, 23 October 1973. Source : National Security Archives, NPMP, HAKO, box 69, Dobrynin/Kissinger, vol. 20 (October 12-November 27, 1973).

Annexe 156, Message from Ismail to Kissinger Sadate to Nixon. Excerpts from Backchannel U.S.-Egyptian messages, 20-26 October 1973, Source : National Security Archive, NPMP, HAKO, box 130, Saunders-Memorandum-Sensitive.

Annexe 157, Hotline Messages from Brezhnev to Nixon, 23 October 1973. Source : National Security Archives, NPMP, HAKO, box 69, Dobrynin/Kissinger, vol. 20 (October 12-November 27, 1973).

Annexe 158, Message From Nixon to Brezhnev, 23 octobre 1973, sent via hotline, Source : National Security Archive, NPMP, HAKO, box 69, Dobrynin/Kissinger, vol. 20 (12 octobre-27 novembre 1973).

Annexe 159, Message from Kissinger to Brezhnev, 23 October 1973, Dispatched from the White House at 5:15 p. m, Source : National Security Archive, NPMP, HAKO, box

- 69, Dobrynin/Kissinger, vol. 20 (12 octobre –27 novembre 1973)
- Annexe 160, Memcon between Kissinger and Huang Zhen, Department of State. 25 October 1973, 4:45 - 5:25 p. m. Source : National Security Archive, RG 59, Records of the Policy Planning Staff, Director's Files (Winston Lord), 1969-1977. Box 374. China - Sensitive July 1973 - February 1974.
- Annexe 161, Backchannel message from Nixon through Ismail to Sadat, 24 October 1973, dispatched 8:55 p.m., initialed by Lawrence Eagleburger Source : National Security Archive, RG 59, SN 70-73, POL 27-14 Arab-Isr.
- Annexe 162, Message from Brezhnev to Nixon, 24 October 1973, received at State Department, 10:00 p. m. Source : National Security Archive, NPMP, HAKO, box 69, Dobrynin/Kissinger, vol. 20 (October 12-November 27, 1973).
- Annexe 163, Message from Nixon To Brezhnev. 25 octobre 1973 ; Source : National Security Archive, NPMP, HAKO, box 69, Dobrynin/Kissinger, vol. 20 (12 octobre-27 novembre 1973).
- Annexe 164, Interview with Mordechai Vanunu (via telephone). Traprock Peace Center. August 13, 2004.
- Annexe 165, Cease- fire Problems, Briefing Memorandum. Department of State. From : Celine Ray, To : The Secretary. 24 October 1973, National Security Archives, Source : NPMP, NSCF, box 1173, 1973 War (Middle East) 1973 File.
- Annexe 166, "Indications of Arab Intentions to Initiate Hostilities", Source : National Security Archive, Nixon Presidential Materials Project (hereinafter NPMP), Henry Kissinger Office Files (hereinafter HAKOF), box 135, Rabin/Kissinger (Dinitz) 1973 Jan-July (2 of 3)
- Annexe 167, Telegram Department of State. U.S. Interests Section Egypt, Cable 3243 to State Department, Soviet View on Causes and Timing of Egyptian Decision to Resume Hostilities, 26 octobre 1973. Source : National Security Archive, Archive, NSAEBB/NSAEBB98/octwar-08.
- Annexe 168, Rencontre entre Henri A. Kissinger et Hafez Ismail conseiller de Sécurité national de Sadate, 20 mai 1973. Memorandum of Conversation. Source : National Security Archive. RG 59, Records of Henry Kissinger, box 25, Cat C Arab-Israeli War.
- Annexe 169, Memorandum from Kissinger to the President, "Meeting with Hafiz Ismail on May 20," 2 June 1973. Source : National Security Archive, NPMP, HAKO, box 132, Egypt/Ismail, vol VII May 20-September 23, 1972.
- Annexe 170, Draft resolution. United Nations, Security Council. S/10974, 24 July 1973. Distr. GENERAL, S/10974 24 July 1973 ORIGINAL: ENGLISH. Guinea, India, Indonesia, Panama, Peru, Sudan, Yugoslavia.
- Annexe 171, Memorandum of Special Projects. Subject : Briefing to general Maxwell Taylor on Photographic Satellite Support to Middle East Crisis. 31 août 1967. Source : National Security Archive.
- Annexe 172, Leslie Dirks], Chief Design and Analysis Division, Memorandum for: Director of Special Projects, Subject: Briefing to General Maxwell Taylor on Photographic Satellite Support to Middle East Crisis, 31 August 1967, September 8, 1967, Top Secret, 2 pp.

- Annexe 173, National Air Intelligence Center translation of Chinese magazine article, 1996. Source : <http://www.fas.org/nuke/guide/israel/index.html>.
- Annexe 174, AFP, 8 août 2004. En août 2004, Israël commence à distribuer des pilules d'iode aux personnes vivant près de ses deux réacteurs nucléaires pour prévenir le risque de radiations en cas de dommages aux installations nucléaires, indique un communiqué du porte-parole de l'armée
- Annexe 175, AFP, Iran-USA-Israël-nucléaire LEAD 0235 QAT /AFP-XX66. 18 août 2004. AFP, Iran-Israël-nucléaire PREV. 0681 IRN /AFP-TM87.
- Annexe 176, AFP. Iran-Israël-nucléaire-USA-Irak PREV L'Iran menace à présent de devancer l'attaque (PAPIER D'ANGLE).0672 IRN /AFP-AD14.
- Annexe 177, AFP. Iran-Israël-USA-nucléaire. Les "opérations tactiques" d'Israël "n'intimident pas l'Iran" (Téhéran) 0400 IRN /AFP-AB64.
- Annexe 178, AFP. La Haute Cour refuse d'autoriser Vanunu à quitter Israël 326 (RTF FB FA REF INGE POL DIP VIO IL PS) L26249357 ISRAEL-VANUNU (VERSION COMPLETEE *)
- Annexe 179, AFP. Iran-missiles-Israël PREV L'Iran augmente à 2.000 km la portée de ses missiles (PAPIER GENERAL). 0673 IRN /AFP-NT41
- Annexe 180, AFP. Le renseignement américain juge des frappes contre l'Iran inopérantes. 0243 USA /AFP-AR34.
- Annexe 181, Press Conference by Defence Minister Moshe Dayan- 6 October 1973 Israeli Ministry of Foreign Affairs, International Relations, Historical Documents, vol. 1-2. 1947-1974. Press Conference by Defence Minister Moshe Dayan, 6 October 1973.
- Annexe 182, UNSC Resolution 339. 23 October 1973. Adopted at the 1748th meeting by 14 votes to none.
- Annexe 183. "Peres Admits Israeli Nuclear Capability", Israel Special Weapons News 1998, (IsraelWire-7/14), July 14, 1998 8:13 Voir aussi.: Jerusalem Post Daily, Internet Edition, 14 juillet 1998.
- Annexe 184, Knesset Debate on Nuclear Weapons. Discours du député Issam Makhoul, février 2000.
- Annexe 185, 0394 ISR /AFP-PH15 Israël-Sharon-armée-histoire Ariel Sharon a songé en 1967 à un coup de force militaire.
- Annexe 186, Powell: L'Iran veut adapter ses missiles à des charges nucléaires. AFP. 18 novembre 2004. 0668 CHL /AFP-XR55. USA-Iran-nucléaire-APEC PREV.
- Annexe 187, AFP. 17 novembre 2004. 0558 AUT /AFP-VV60 Iran-nucléaire-opposition-AIEA-Pakistan 2ELEAD Khan a fourni de l'uranium enrichi à l'Iran en 2001, selon l'opposition.
- Annexe 188, AFP. 25 juillet 2004. 0496 ARE /AFP-EP68 Israël-Vanunu-nucléaire-USA. Vanunu met en garde contre un risque d'un "Tchernobyl" au Proche-Orient.
- Annexe 189, Iran Special Weapons Contractors. <http://www.fas.org/nuke/guide/index.html>.
- Rice: une attaque de l'Iran n'est "pas à l'ordre du jour" AFP, 0461 GBR /AFP-DE50

USA-GB-Rice-Europe-Iran 2ELEAD.

Annexe 191, Sharon : la centrale nucléaire de Dimona est "sûre" 0529 ISR /AFP-QS47
Israël-nucléaire-Sharon LEAD.

Autres documents

NSC 68 : United States Objectives and Programs for National Security, (April 14, 1950), A Report to the President Pursuant to the President's Directive of January 31, 1950.

Source : Naval War College Review, vol. XXVII (May-June, 1975), pp. 51-108. Also in U.S. Department of State, Foreign Relations of the United States: 1950, Volume I.

Foreign Relations of the United States 1958-60, Volume X, May - July 1960 : The U-2 Airplane Incident.

FRUS, Foreign Relations of the United States, 1958-1960, vol. XIII. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, p. 391.

Memorandum of Discussion at the 470th Meeting of the National Security Council, December 8, 1960, Foreign Relations of the United States, 1958-1960, Volume XIII, Washington, D.C., ; Government Printing Office, 1992, pp. 391-392. Voir aussi : 469th Meeting of NSC, December 8, 1960, p 24 & p. 6, attachments, (NATO, military programs, USSR and Communist China, Laos, Israel and Korea).

Israeli Arms Needs Source : Johnson Library, National Security File, Files of Robert W. Komer, Israel Security (Tanks), Nov. 1963-June 1964. Secret. A handwritten note indicates that copies were sent to Talbot, Jernegan, Deputy Assistant Secretary of Defense for International Security Affairs Frank K. Sloan, and Bundy, and subsequently to USIA Director Carl T. Rowan and Deputy Special Counsel to the President Myer Feldman. 30 avril 1964.

Memorandum of Conversation. Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVII, Near East, 1961-1962. Washington, January 9, 1961. Source : Department of State, Central Files, 984A.1901/1-1961. Secret. Drafted by Jones (NEA).

Letter From the Assistant Secretary of State for Congressional Relations (Macomber) to the Executive Director of the Joint Congressional Committee on Atomic Energy (Ramey), Washington, January 19, 1961. Source : Department of State, Central Files, 884A.1901/1-1961. Secret. Drafted by Farley (S/AE) on January 17 and cleared by Meyer (NEA/NE) and Schnee (H). Copies of the letter and its enclosures were sent to the Atomic Energy Commission and the Central Intelligence Agency.

Public Papers of the Presidents of the United States: John F. Kennedy (Washington, D.C, U.S. Government Printing Office, 1964), p. 280.

FRUS, Foreign Relations of the United States, 1961-1963 (FRUS), vol. 18, Near East, 1962-1963. Washington, D.C.: Government Printing Office, 1995), pp. 432-433 et 435.

Foreign Relations, 1961-1963, vol. XVII, Document 309. le 12 juillet 1962, Source :

Kennedy Library, National Security Files, Countries Series, United Arab Republic, Nasser Correspondence).

Memorandum of Telephone Conversation Between the Assistant Secretary State for Near Eastern and South Asian Affairs (Talbot) and the President's Deputy Special Counsel (Feldman) Washington, April 5, 1963. Source : Kennedy Library, National Security Files, Countries Series, Israel, 11/7/63-11/17/63. Confidential. Drafted by Talbot.

Memorandum to the President, 1er mars 1961, (National Security Files, Country Israel: Box 118, John F. Kennedy Library, sous la référence JFKL).

Department of State. From Lucius D. Battle, to McGeorge Bundy. Subject : Dimona visit by U. M. Staebler & J. W. Croach. Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVII, Near East, 1961-1962.

Mémoire pour le Président, "Subject: The Diffusion of Nuclear Weapons with and Without a Test Ban Agreement," Office of the Secretary of Defense, 1er juillet 1962, Nonproliferation Collection, National Security Archives, Washington D.C.

Department of State, Central Files, 884A.1901/10-3162. Documents 66-94 (87) CA-4726, Washington, October 31, 1962, 4:17 p. m. Source : Confidential. Drafted by Crawford on October 24; cleared by Strong, Thomas (DOD/ISA), Burdett, Newsom, and Herron (P); and approved by Talbot. Sent to Amman, Baghdad, Beirut, Damascus, Jidda, and Oslo and repeated to Algiers, Bonn, Cairo, Khartoum, London (by pouch), Ottawa (by pouch), Paris, Rabat, Rome, Taiz, Tel Aviv, Tripoli, and Tunis.

Annual message to the congress on the state of the union January 14 1963; Foreign Relations, vol XVII, 1961-63, Near East, Office of the Historian Bureau, Public Affairs, United States Department of State, January 17, 1995.

Likelihood and Consequences of a Proliferation of Nuclear Weapons Systems, June 28, 1963. National Intelligence Estimate Number 4-63. Freedom of Information Act request/appeal by National Security Archive.

Foreign Relations of the United States, 1961-1963 (FRUS), vol. 18, Near East, 1962-1963, (Washington, D.C.: Government Printing Office, 1995), pp. 432-433, 435. Source : Department of State, S/S - NSC Files: Lot 72 D 316, NSAM 231. Top Secret. (Central Intelligence Agency, Job 80 D 01285A, DCI (McCone) Files, Memoranda for the Record).

Central Files of the Department of State, Record Group 59; National Archives, Washington, D.C. Subject-Numeric File, 1964-1966.

National Intelligence Estimate, N° 290, NIE 36.1-66, Washington, May 19, 1966. Source : Central Intelligence Agency, Job 79-R01012A, ODDI Registry of NIE and SNIE Files. Secret; Controlled Dissem. By Director of Central Intelligence Richard M. Helms, and concurred in by the U.S. Intelligence Board on May 19.

US Department of State, 95/01/17, Foreign Relations, vol XVII, 1961-63, Near East, Office of the Historian Bureau of Public Affairs, Washington, Department of State.

Memorandum for the Record. 49. SUBJECT : Standing Group Meeting on Israeli Requests for U.S. Tanks. Washington, April 30, 1964. FRUS 1964-1968, Volume XVIII. Arab-Israeli Dispute, 1964-67. Source : Johnson Library, National Security File, Country File, Israel, Tanks, vol. I. Secret; Limit Distribution. Drafted by Jernegan. A

draft summary record of the meeting by NSC Executive Secretary Bromley Smith indicates that the meeting was at 5:15 p.m. It presents the conclusions set forth in this memorandum in summary form and adds that the Standing Group agreed on a further effort to persuade Nasser to refrain from a missile program. (Ibid., Files of Robert Komer, Israel Security (Tanks), Nov. 1963-June 1964).

Israel Security (Tanks), SUBJECT Israeli Arms Needs.. A handwritten note indicates that copies were sent to Talbot, Jernegan, Deputy Assistant Secretary of Defense for International Security Affairs Frank K. Sloan, and Bundy, and subsequently to USIA Director Carl T. Rowan and Deputy Special Counsel to the President Myer Feldman. Source : Johnson Library, National Security File, Files of Robert W. Komer, Nov. 1963-June 1964. Secret.

Memorandum from National Security Council (NSC) Staff, "Indications of Arab Intentions to Initiate Hostilities," May 1973.

The Senate Foreign Relations Committee (Historical Series), vol. XIII, Part I, Published Executive Sessions of the Senate Foreign Relations Committee, avril 1984.

Institut Français d'Études Stratégiques DOC/ACT n° 19, 1er septembre 1963.

Congressional Records, 123, Glenn S7996, mai 1977. Adopted 1977. Sec. 102(b) of the Arms Export Control Act, formerly Sec. 670 of the Foreign Assistance Act of 1961 as amended. Voir aussi : Arms Control Today, Arms Control Association, janvier/février 2000.

Army Area Handbook, UM-St. Louis Libraries, DB Rec- 94,134 Dataset-ARMAN, Source : U.S. Department of the Army, Chapitre 1.07, 1967, date of record: 22 février 1994.

Rapport d'information sur la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs. Assemblée nationale, 2000, 523 p. document n° 2788.

Letter from Morton H. Halperin, special Assistant to the Secretary of Defense, to Douglas Heck of the State Department (SECRET), Source : Subject-Numeric File, 1967-1969; Central Files of the Department of State, Record Group 59; National Archives, Washington, D.C.

Dean Rusk Report, Central Files of the Department of State, Record Group 59; National Archives, Washington, D.C. Subject-Numeric File, 1964-1966.

Images From The Presidential Papers of John Fitzgerald Kennedy, Source : National Security Action Memoranda (NSAM), National Security Files. Foreign Relations, 1961-1963, Volume XVIII, Near East, 1962-1963, Released by the Office of the Historian, Documents 176-208 (199), National Security Action Memorandum No. 231/1/, Washington, March 26, 1963. Source : Department of State, S/S - NSC Files: Lot 72 D 316, NSAM 231. Top Secret. (Central Intelligence Agency, Job 80 D 01285A, DCI (McCone) Files, Memoranda for the Record)..

Memoranda for the Record, Foreign Relations of the United States, 1961-1963 (FRUS), vol. 18, Near East, 1962-1963 (Washington, D.C.: Government Printing Office, 1995), pp. 432-33, 435. Source : Department of State, S/S - NSC Files: Lot 72 D 316, NSAM 231. Top Secret. (Central Intelligence Agency, Job 80 D 01285A, DCI (McCone) Files,).

Memorandum for Mr. McGeorge Bundy, Subject: Press Interest in Ben Gurion Visit, L.D.

- Battle to McGeorge Bundy, May 22, 1961, Source : John F. Kennedy Library, National Security File; Israel, Box 119.
- Telegram 626 From the Embassy in Israel to the Department of State, Tel Aviv, January 5, 1961, 6 p. m. Source : Department of State, Central Files, 884A.1901/1-561. Secret; Niact. 13 pages of source text not declassified. Document non déclassé.
- Conversation avec George Bunn, Conseil de l'ACDA, 1966-68 et négociateur principal du TNP, mai et août 1995, Conversation avec Spurgeon M. Keeny, conseiller au NSC qui a beaucoup travaillé sur la question du TNP, 25 janvier 1998.
- Report by the Comptroller General, "U.S. Assistance to the State of Israel", General Accounting Office, GAO/ID-83-51, 24 juin 1983, pp. 24-25.
- U.S. State Department, 486, December 3, 1960, Reid to Secretary of State. National Security Archives, Collection of Proliferation, Washington, D.C.
- Memorandum from Secretary of State Dean Rusk to President John F. Kennedy, 30 janvier 1961. Source : John F. Kennedy Library, POF; Israel, Box 119a.
- Foreign Relations, 1961-1963, vol. XVII, Document 309. le 12 juillet 1962, Source : Kennedy Library, National Security Files, Countries Series, United Arab Republic, Nasser Correspondence).
- Foreign Relations of the United States, 1961-1963 (FRUS), vol. 18, Near East, 1962-1963, (Washington, D.C.: Government Printing Office, 1995), pp. 432-433, 435. Source : Department of State, S/S - NSC Files: Lot 72 D 316, NSAM 231. Top Secret. (Central Intelligence Agency, Job 80 D 01285A, DCI (McCone) Files, Memoranda for the Record).
- Central Files of the Department of State, Record Group 59; National Archives, Washington, D.C. Subject-Numeric File, 1964-1966.
- FRUS, 1964-1968, Volume XVIII Arab-Israeli Dispute, 1964-67. Department of State, Washington, DC.
- US Department of State, 95/01/17, Foreign Relations, vol XVII, 1961-63, Near East, Office of the Historian Bureau of Public Affairs, Washington, Department of State.
- Memorandum for the Record. 49. SUBJECT : Standing Group Meeting on Israeli Requests for U.S. Tanks. Washington, April 30, 1964. FRUS 1964-1968, Volume XVIII. Arab-Israeli Dispute, 1964-67. Source : Johnson Library, National Security File, Country File, Israel, Tanks, vol. I. Secret; Limit Distribution. Drafted by Jernegan. A draft summary record of the meeting by NSC Executive Secretary Bromley Smith indicates that the meeting was at 5:15 p.m. It presents the conclusions set forth in this memorandum in summary form and adds that the Standing Group agreed on a further effort to persuade Nasser to refrain from a missile program. (Ibid., Files of Robert Komer, Israel Security (Tanks), Nov. 1963-June 1964).
- Congressional Records, 123, Glenn S7996, mai 1977. Adopted 1977. Sec. 102(b) of the Arms Export Control Act, formerly Sec. 670 of the Foreign Assistance Act of 1961 as amended.
- Memorandum from National Security Council (NSC) Staff, "Indications of Arab Intentions to Initiate Hostilities," May 1973.
- "Russian Foreign Intelligence Service, Report on the Proliferation of Weapons of Mass

Destruction", Moscow, 1993, in Journal of Palestine Studies, XXII, N. 4 (été 1993, pp. 135-140).

Livre blanc sur la défense, Collection des rapports officiels, 1994.

U.S. Department of Defense, Office of the Executive Secretary, Annual Defense Report 1995.

British Ministry of Defense, Deterrence and Disarmament, juillet 1998.

Office d'information du Conseil des affaires d'État de la République populaire de Chine, Pékin, octobre 2000. Extrait traduit de Problèmes politiques et sociaux. L'avenir du nucléaire militaire, André Dumoulin, La Documentation française, n°854, 16 mars 2001.

Cour internationale de Justice, Résumé des arrêts, avis consultatifs et ordonnances.

World Plutonium Inventories, Bulletin of the Atomic Scientists, vol. 55, No. 5, p. 71, septembre/octobre 1999.

Nuclear Notebook is prepared by Robert S. Norris of the Natural Resources Defense Council, William M. Arkin, Hans M. Kristensen of the Nautilus Institute, and Joshua Handler. Inquiries should be directed to nrnc, 1200 New York Avenue, N. W., Suite 400, Washington, D.C., 20005; 202-289-6868. September/October 2002 pp. 73-75 (vol. 58, no. 05) © 2002 Bulletin of the Atomic Scientists.

The Senate Foreign Relations Committee (Historical Series), vol. XIII, Part I, Published Executive Sessions of the Senate Foreign Relations Committee, avril 1984.

Photos

Photos et des vues spatiales du désert du Néguev : Middle East Satellite: Terra
<http://rapidfire.sci.gsfc.nasa.gov/gallery/?search=middle+east&date=>

Cartes géographiques de localisation de Dimona : - Joseph Cirincione, "Deadly Arsenals", Carnegie Endowment for International Peace, juin 2002

Cartes géographiques de localisation de Dimona : World FactBook 2003.

Vues aériennes du site de Dimona : US Corona spy satellite in 1971 (Mission 1115-2, 29 September 1971, Frame: 52, 53).
<http://www5.tripnet.se/~brodd/atombomber/israel.html>

Photos spatiales : Satellite images courtesy John Pike at the Federation of American Scientists, see the FAS Intelligence Resource Program page

Les photos SPOT : Peter Zimmerman, FAS. Corona Products Israel – Nuclear.
http://www.fas.org/irp/imint/4_dim_03.htm

Comparaison entre une photo prise par CORONA et une autre prise par SPOT commercial imaging satellite. <http://www.fas.org/irp/imint/>. et
<http://www5.tripnet.se/~brodd/atombomber/israel.html>

Photos spatiales : Federation of Atomic Scientists, Space Imaging Corporation's

IKONOS satellite.

Photos aériennes : Middle East Intelligence Bulletin, vol. 2, N. 8, 5 septembre 2000.
http://www.meib.org/articles/0009_me3.html

Photo de la centrale de Dimona (noir et blanc), par Mordechai Vanunu 1986. (publiée par le Sunday Times), <http://www5.tripnet.se/~brodd/atombomber/israel.html>

Photo de Dimona, Al-Jazeera TV, 26 septembre 2004,
<http://english.aljazeera.net/NR/exeres/8D55C51B-B4AC-473C-8215-F06E9E3F75E5.htm>

. Photo du réacteur de Dimona, Reuters,

Photo de Dimona, prise de la vidéo de Channel 10, (vidéo diffusée le 7 janvier 2005)

Photo de la bombe israélienne, révélée au Sunday Times Par M. Vanunu,
<http://www5.tripnet.se/~brodd/atombomber/israel.html>

Photo de Mordechai Vanunu sur sa main on lit "was hijacked in Rome Italy, 30 09 86",
<http://www5.tripnet.se/~brodd/atombomber/israel.html>

Les missiles de croisière : Land Attack Cruise Missiles, FAS. Ballistic and Cruise Missile Threat, National Air Intelligence Center NAIC-1031-0985-98
<http://www.fas.org/irp/threat/missile/naic/part07.htm>

Les sous-marins. World News Daily, 27 octobre 2000, Photo Reuters, NEWS telegraph 13 octobre 2003. David Blair, "Israeli Submarine Fleet can now launch nuclear weapons", News Telegraph, 13 octobre 2003.

Photos ISN Dauphin.

INS Dauphin en chantier, Emden, Allemagne, 15. avril. 1996.
<http://www.dolphin.org.il/gallery/dolphin/dol16.htm>

INS Dauphin, à Kiel, Allemagne 1999. <http://www.dolphin.org.il/dolphins/>

INS Dauphin à Haïfa, date inconnue. Israel Submariners Association,
<http://www.dolphin.org.il/gallery/dolphin/dol08.htm>

INS à Haïfa, 27 juillet 1999. <http://www.dolphin.org.il/dolphins/>

INS Leviathan, à Haïfa, octobre 1999. <http://www.dolphin.org.il/dolphins/>

Le Président Ezer Weizman, le Premier ministre Ehud Barak, et le général Mofaz. 27 juillet 1999. <http://www.dolphin.org.il/dolphins/>

Le INS Léviathan

Le INS Léviathan à Emden, Allemagne, date inconnue.
<http://www.dolphin.org.il/gallery/dolphin/dol12.htm>

L'arrivée de Le INS Léviathan à Haïfa, octobre 2000.
<http://www.dolphin.org.il/gallery/dolphin/dol21.htm>

Le INS Tekoumah

Le INS Tekoumah en Allemagne juillet 2000.
<http://www.dolphin.org.il/gallery/dolphin/dol22.htm>

Le INS Tekoumah, Norvège 2000. <http://www.dolphin.org.il/gallery/dolphin/dol22.htm>

Le INS Tekoumah à Kiel, Allemagne 2000. Israel Submariners Association.
<http://www.dolphin.org.il/gallery/dolphin/dol08.htm>

Les missiles Jéricho, IFederation of Atomic Scientists

<http://www.fas.org/irp/threat/missile/naic/part03.htm>

Le lanceur Shavit <http://www.israeli-weapons.com/weapons/space/shavit/Shavit.html>,

<http://www5.tripnet.se/~brodd/atombomber/israel.html>

Lancement du satellite Ofeq5,

<http://www.israeli-weapons.com/weapons/space/ofeq-5/OFEQ-5.html>,

Trajectoire du lancement du satellite Ofeq5,

<http://www.israeli-weapons.com/weapons/space/of-5/OFEQ-5.html>

Le satellite Ofeq5, Israeli Aircraft Industries,

<http://www.israeli-weapons.com/weapons/space/of-5/OFEQ-5.html>

Les stocks d'armes nucléaires israéliennes (1964-2000), Federation of American

Scientists <http://www.fas.org/nuke/guide/israel/index.html>

Le réacteur iranien Boushehr, photos : Federation of American Scientists

http://www.fas.org/nuke/guide/iran/facility/spin2_960601_005.htm

Photos de lq centrle irqienne Bushehr, 28°51'N 50°53'E. KVR-1000 SPIN-2 Imagery,

Imagery from TerraServer.com Copyright Aerial Images, Inc. and

SOVIFORMSPUTNIK. Distribution and publishing in any form requires permission

from Aerial Images, Inc. <http://www.terra-server.com/>

http://www.fas.org/nuke/guide/iran/facility/spin2_960601_005.htm

Photo du site Boushehr, IKONOS Imagery - Reactor Construction Site - May 2001 This

imagery is published as a joint initiative with Yedioth Ahronoth, Israel's top daily

newspaper, and its intelligence correspondent, Ronen Bergman

<http://www.globalsecurity.org/wmd/world/iran/bushehr-imagery.htm> et

<http://www.globalsecurity.org/wmd/world/iran/bushehr-reactor.htm>

Interviews

-Interview avec Mordechai Vanunu, "Breakfast with Frost", BBC, 24 octobre 2004.

Interview avec Shimon Pérès, ministre israélien des Affaires étrangères, diffusée par la chaîne européenne d'information continue EuroNews en mai 1995.

Interview avec le Président égyptien Housni Moubarak, diffusée par la chaîne européenne d'information continue EuroNews en mai 1995.

Interview avec le Président iranien Mohamed Khatami, difusée par la chaîne européenne d'information continue EuroNews en avril 2004.

Annexes vidéo

[annexe_video_01.mpg](#)

[annexe_video_02.mpg](#)

[annexe_video_03.mpg](#)

[annexe_video_04.mpg](#)

[annexe_video_05.mpg](#)

[annexe_video_06.mpg](#)

Bibliographie

Christopher H. Achen, Duncan Snidal, "Rational deterrence theory and comparative case studies", *World Politics Review*, vol. 40, N°2, janvier 1989.

Charles T. Allan, "Extended Conventional Deterrence: In From the Cold and Out of the Nuclear Fire?" *The Washington Quarterly*, vol. 17, N. 3, été 1994, pp. 203-233.

Graham T. Allison, *Essence of decision, Explaining the cuban missile crisis*, NY, 1971, 338 pages.

Raymond Aron, *Guerre et paix entre les Nations*, Paris, Calmann-Levy, 1962. 794 pages.

Alex Arbatov, *Virtual Arsenals: A Russian View* London, Macmillan Press, 1997.

Geofroy Aronson, "Strategic reality in th Middle East", *Foundation of Middle East Peace*, Special report, novembre 1996.

Shlomo Aronson, "Israel's Nuclear Options", *Center for Arms Control and International Security*, No. 7, Los Angeles, California, University of California, 1977.

Shlomo Aronson with Oded Brosh, *The Politics and Strategy of Nuclear Weapons in the Middle East, Opacity, Theory and Reality, 1960-1991, An Israeli Perspective*, State University of New York Press, 1991, 398 p.

John Arquilla, Paul K. Davis, *Extended Deterrence, Compellence and the Old World Order*, Santa Monica, Rand, 1992.

Arian Asher, "Public Opinion and Nuclear Weapons," *Strategic Assessment Volume1*,

N° 3, octobre 1998.

Jacques Attali Economie de l'Apocalypse, Paris, Fayard, 1995.

Emad Awwad, "Politique américaine au Proche Orient, deux poids, deux mesures", *Défense nationale*, avril 1988.

Emad Awwad, "The Red Lines: The Basis of Israeli Peace", Cairo, *Institute for Arab Research and Studies*, 2000.

Emad Awwad, "Les États-Unis et Israël : les limites du pouvoir", *Défense Nationale*, novembre 1998.

Robert Axelrod, "The emergence of cooperation among egoists", *American Political Science Review*, 75, pp. 306-318.

Robert Axelrod, The Evolution of Cooperation, New York, Basic Books, 1984.

Michael Baigent, Richard Leigh The Dead Sea Scrolls Deception, New York, Summit Books, (1991).

Richerd J. Barnet Alliance America-Europe-Japan Makers of the Postwar World, New York, Simon & Schuster, 1983.

Michael Barletta, Erik Jorgensen, "Weapons of Mass Destruction Capabilities in the Middle East", in CNS Fact Sheet Series on WMD the Middle East, *Monterey Institute of International Studies*, mai 1998.

Richerd J. Barnet Alliance America-Europe-Japan Makers of the Postwar World, New York, Simon&Schuster, 1983.

Uri Bar-Joseph, "Israel's 1973 Intelligence Failure," in R.M. Kumaraswamy, Revisiting the Yom Kippur War, London: Frank Cass, 2000, pp. 10-11.

Yaacov Bar-Siman-Tov, The Israeli-Egyptian War of Attrition, 1969-1970: A Case Study of Local Limited War, New York, Columbia University Press, 1980.

Michael Bar-Zohar, Ben Gurion, traduit vers l'anglais par Peretz Kidron, New York, Iambada Publishers, 1986.

Michael Bar-Zohar, Ben Gurion, Tel-Aviv, Zmora Bitan, Volume 3, 1987.

Michael Bar-Zohar, Ben Gurion, New York, Adama Books, 1979.

André Beaufre, "Introduction à l'étude de la dissuasion", *Stratégie* N° 1, 1964.

André Beaufre, Dissuasion et stratégie, Paris, Armand Colin, 1964.

Ian Black, Benny Morris, Israel's Secret Wars: A History of Israel's Intelligence Services, New York, Grove Weidenfeld, 1991, 603 pages.

Louis Rene Beres, Israeli Nuclear and conventional Deterrence : Understanding the Likage, Princeton, Perdue University, 2001.

Louis Rene Beres, "Israel's nuclear deterrence", *Jerusalem Institute for Western Defence*, décembre 1994.

Bruce Blair, Command, Control and Warning for Virtual Arsenals, London, Macmillan Press, 1997.

David Blair, "Israeli Submarine Fleet can now launch nuclear weapons", *News Telegraph* 13 octobre 2003.

Michael R. Beschloss, Mayday: Eisenhower, Khrushchev and the U-2 Affair, New York,

- Harper & Row, 1986.
- Ludwig von Bertalanffy, General Systems Theory , New York, Braziller, revised edition, 1968.
- Richard K. Betts, "The Concept of Deterrence in the Postwar Era" *Security , Studies*, Autumn 1991, p. 25.
- Richard K. Betts, *Nuclear blackmail and nuclear balance*, Washington Brookings, 1987.
- L. Binder, "The Middle East as a Subordinate International Système", *World Politics*, vol. X, avril 1958.
- Herbert Blumer, Symbolic Interactionism , Los Angeles, University of California Press, 1969, 208 pages.
- Philip Bobbitt, Democracy and Deterrence: The History and Future of Nuclear Strategy, New York, St. Martin's, 1987, 325 pages.
- Philip Bobbitt, The Shield of Achilles: War, Peace, and the Course of History , New York, Alfred A. Knopf, 2002, 976 pages.
- Philip Bobbitt, Lawrence D. Freedman et Gregory F. Treverton, U.S. Nuclear Strategy: A Reader , New York, New York University Press, 1989, 525 pages.
- Michael K. Bohn, Nerve Center: Inside the White House Situation Room , Washington, D.C., Brassey's, Inc., 2003.
- Pascal Boniface, Penser la dissuasion nucléaire , Paris, éditions de l'Aube, 1997, 214 pages.
- Pascal Boniface Lexique des relations internationales Paris, Editions Elipses, 1995.
- Ken Booth, Steve Smith, International relations theory today , London, polity Press, 1995, 367 pages.
- Walter J. Boyne, The Two O'clock War: the 1973 Yom Kippur Conflict and the Airlift That Saved Israel , New York, Thomas Dunne Books, 2002.
- John M. Broder, "The Growing Fear of Nuclear Proliferation", *Tacoma News Tribune*, 26 janvier 1992.
- Michael Brown, Nuclear Doctrine and Virtual Nuclear Arsenal , London, Macmillan Press, 1997.
- Dino A. Brugioni, "The Serendipity Effect of Aerial Reconnaissance", *Interdisciplinary Science Review*, vol. 124, N. 1, 1989.
- Raymond Boudon, A quoi sert la notion de "structure" , Paris, Gallimard, 1968.
- Raymond Boudon, Le juste et le vrai , Paris, Fayard, 1995.
- Raymond Boudon, Les méthodes en sociologie , Paris, PUF, 1984.
- Raymond Boudon, Raison, Bonnes Raisons , Paris, PUF, 2003.
- Raymond Boudon, effets pervers et ordre social , Paris, PUF, 1993, 282 pages.
- Raymond Boudon, La logique du social , Paris, Hachette, 1997, 333 pages.
- Michael Brecher, Decision in Crisis. Israel, 1967 and 1973 , Berkley, California, University of California Press, 1980.
- Dino A. Brugioni, "Serendipity Effect of Aerial Reconnaissance", *Interdisciplinary Science Review*, vol. 124, N°.1, 1989.

- Bruce Bueno de Mesquita, *The War Trap*, New Haven, Yale University Press, 1981.
- Bruce Bueno de Mesquita, *The War Trap Revised*, American Political Science Review, vol. 79, N. 1, Mars 1985.
- Bruce Bueno De Mesquita et David Lalman, *War and Reason*, New Haven, Yale University Press, 1992.
- Patrick Buffotot, "La perception de la menace en Europe", *Politique de Défense*, vol. XIII, N. 3, 1992, p. 123.
- Oleg Bukharin, "Nuclear Safeguards and Security in the Former Soviet Union", *Survival*, vol. 36, N. 4, hiver 1994/1995.
- McGeorge Bundy, *Danger and Survival: Choices About the Bomb in the First Fifty Years*, New York, Vintage Books, 1988.
- McGeorge Bundy, *Danger and Survival*, Ontario, Random House of Canada, 1990, 735 pages.
- Simon Burrows, "Culture and Misperception: The Law and the Press in the Outbreak of War in 1803", *International History Review*, vol. 18, N. 4, novembre 1996.
- William E. Burrows, Robert Windrem, *Critical Mass. The Dangerous Race for Superweapons in A Fragmenting World*, New York, Simon and Schuster, 1994.
- Stephen A. Cambone, Patrick J. Garrity, "The Future of US Nuclear Policy", *Survival*, vol. 36, N. 4, hiver 1994/1995.
- L.J. Cantori et S. L. Spiegel, *International Politics of Regions*, New Jersey, Prentice Hall, 1970.
- Lewis Carroll, *Oeuvres. de l'autre côté du miroir*, Chapitre III, Paris, Gallimard, 1990, 1983 pages.
- Americo Castro, *La Réalité historique de l'Espagne*, Paris, Klincksieck, 1963.
- Gerard Chaliand, *Atlas du nucléaire civil et militaire*, Paris, Payot, 1993, 153 pages.
- Pascal Chaigneau, *Dictionnaire de relations internationales*, Paris, Economics, 1998, 592 pages.
- Joseph Cirincione, "Deadly Arsenals", *Carnegie Endowment for International Peace*, juin 2002.
- Philip Clark, "Third successful Israeli satellite launch" *Jane's Intelligence Review* 7, N. 6, juin 1995, pp. 25-26.
- Carl Von Clausewitz, *De la guerre*, Paris, Les Editions de Minuit, 1955, 759 pages.
- Leslie & Andrew Cockburn, *Dangerous Liaison: The Inside Story of the US-Israeli Covert Relationship*, New York, HarperCollins, 1991, 416 pages.
- Avner Cohen, "A sacred matter", *The Bulletin of American Scientists*, juin 1993.
- Avner Cohen, "And then there was one", *Bulletin of the American Scientists*, vol. 54, N. 5, septembre-octobre, 1998.
- Avner Cohen "Cairo, Dimona, and the June 1967 War." *Middle East Journal*, vol 50, N. 2, printemps 1996.
- Avner Cohen, "The Last Nuclear Moment," *New York Times*, 6 October 2003.
- Avner Cohen *Israel and the bomb*, New York, colombia university press, 1998, 470

pages.

- Avner Cohen, "Peres : Peacemaker, Nuclear Pioneer", *Bulletin of Atomic Scientists*, vol.52, N. 3, mai/juin, 1996.
- Avner Cohen, "Most Favored Nation", *Bulletin of Atomic Scientists*, vol. 51, N. 1, janvier/février 1995, pp. 44-53.
- Avner Cohen, "Israel and the Evolution of the US Nonproliferation Policy, The Critical Decade, 1959-1969", Center for Nonproliferation Studies, *The Nonproliferation Review*, vol: V, N° 2, hiver 1998.
- Avner Cohen, "Israel's Nuclear History : The Untold Kennedy-Eshkol Dimona Correspondence", *The Journal of Israeli History*, N. 16, été 1995.
- Avner Cohen, "Nuclear Arms in Crisis Under Secrecy: Israel and the Lessons of the 1967 and 1973 Wars," in Peter R. Lavoy, Scott D. Sagan, James J. Wirtz, *Planning the Unthinkable: How New Powers Will Use Nuclear, Biological, and Chemical Weapons*, Ithaca, Cornell University Press, 2000.
- Yoel Cohen, "Israel and Vanunu", *PS magazine, Guide to Jewish affair*, juin 1995, mai/juin 1996.
- Anthony H. Cordesman, *The Gulf & the West*, London, Westview Press, 1984, 526 pages.
- George Corm, *Conflits et identités au Moyen-Orient*, Paris, Arcantere, Editions, 1992, 203 pages.
- Jean-Pierre Cot, Jean Pierre Mounier, *Pour une Sociologie politique*, Paris, Points-Seuil, 1974, T : 1, 249p, T : 2, 484 pages.
- Alain Coulon, *L'ethno-méthodologie*, Paris, PUF, 1993.
- Richard H. S Crossman "The Prisoner of Rehovot", in *Chaim Weizmann : A Biography by Several Hands*, New York, Authenium, 1963.
- Michel Croziet et Erhard Friedberg, *L'acteur et le Système*, Paris, Seuil, 1977.
- David Cumin, Jean-Paul Joubert, *Le Japon : Puissance nucléaire*, Paris, l'Harmattan, 2003.
- Merav Datan "Relaxing the Taboo : Israel Debates Nuclear Weapons", *Disarmament Diplomacy*, N°. 43, février 2000.
- Merav Datan "Relaxing the Taboo : Israel Debates Nuclear Weapons", *Disarmament Diplomacy* N°. 43, février 2000.
- Steven David, "Why the Third World Still Matters", *International Security*, hiver 1992.
- George W. Dawns, "The rational deterrence", *World Politics Review*, vol. XLI, N°2, janvier 1989.
- Moshe Dayan, *Diary of the Sinai Campaign*, London, Weidenfeld & Nicholson, 1965.
- Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir, l'Effort : 1962-1965*, Paris, Plon, Tome II, 1970.
- Paul-Marie de La Gorce, *La guerre et l'atome*, Paris, Plon, 1985, 283 pages.
- Jean-Pierre Derriennic, *Israël en guerre*, Paris, Armand Collin, 1974.
- Karl Wolfgang Deutsch, *The Nerves of Government*, New York, The Free Press, 1966, 316 pages.

Karl Wolfgang Deutsch, *Analysis of International Relations*, Englewood Cliffs, New Jersey, Prentice Hall College Div, 1968.

Alain Dieckhoff, " *Les trois défis d'Israël* ", *Politique internationale*, N. 83, printemps 1999.

Jon E. Dougherty, "Israel Steps up Submarine acquisition", *World News Daily* du 27.octobre.2000.

André Dumoulin, "L'avenir du nucléaire militaire", *La Documentation française*, n°854, 16 mars 2001.

Emile Durkheim, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF, 18ème édition, 1973.

Marcel Duval, "A la recherche d'un secret : l'arme nucléaire israélienne", *Défense nationale*, avril 1998.

Marcel Duval, "L'Europe est-elle menacée par la prolifération ?", *Défense nationale*, N° 7.juillet 1999.

David Easton, *A systems analysis of political life*, Chicago, Phoenix books, 1979.

William Epstein, "Give More to Get More : NPT", *The Bulletin of Atomic Scientists*, vol. 50, N. 6, novembre/décembre 1994.

William Epstein, "Indefinite Extension of the NPT", *The Bulletin of Atomic Scientists*, vol. 51, N. 5, juillet/août 1995.

Yair Evron, "An Israel-United-States Defence Pact", *Strategis Assessment*, vol 1, N° 3, octobre 1998.

Yair Evron, *Israel's Nuclear Dilemma*, Ithaca, New York, Cornell Publishing, 1994.

Henri Eyraud, *La fin de la Guerre froide : Perspectives*, Paris, PUF, 1992, 213 pages.

Paolo Farinella, Venance Journe, "Justice For Vanunu", *Bulletin of Atomic Scientists*, vol. 47, N. 1, janvier/février.1991.

Warner D. Farr, U.S. Army, "The Third Temple's Holy of Holies: Israel's nuclear weapons", *The Counterproliferation Papers*, Future Warfare Series N. 2 USAF Counterproliferation Center, Air War College, Air University, Maxwell Air Force Base, Alabama, Septembre 1999

James D. Fearon, "Signaling versus the Balance of Power and Interests: An Empirical Test of a Crisis Bargaining Model" *Journal of Conflict Resolution* 38, 1994.

Shai Feldman, "Peacemaking in The Middle East, Next step", *Foreign Affairs*, printemps 1981.

Shai Feldman, "The final option, New clouds over Israel's nuclear program", *The International Jewish Monthly*, mars 1995.

Shai Feldman, "The Nuclear Test in South Asia: Implications for the Middle East," *Strategic Assessment*, vol. 1, N. 2, Juin 1998.

Robert H. Ferrell, *The Eisenhower Diaries*, New York, W. W. Norton, 1981.

Lawrence Freedman, *The Evolution of Nuclear Strategy*, London, Palgrave Macmillan, 2003, 2nd Edition.

Joseph Fitchett "Israeli Reaction to Iran's Buildup Is Heightening Nuclear Fears in

- Mideast, *International Herald Tribune*, 19 décembre 1997.
- John W. Finney "U.S. Hears Israel Moves Toward A-Bomb Ootential", *New York Times*, p. I, 19 décembre 1960.
- Michel Fortman, *Conflicts around the World*, Quebec, Les Presses de l'Universite, 1999-2000.
- Drew Fudenberg et Eric Maskin, "The Folk Theorem in Repeated Games with Discounting or Incomplete Information", *Econometrica*, vol. 54, 1988.
- Irmtraud N. Gallhofer, Willem E. Saris, "An Analysis of the Argumentation of Decision Makers Using Decision Trees", *Quality and Quantity*, N. 13, 1979, pp.411-430.
- Irmtraud N. Gallhofer, Willem E. Saris, *Foreign Policy Decision-Making A Qualitative and Quantitative Analysis of Political Argumentation*, Westport, Praeger Publishers, 1996. 296 pages.
- Irmtraud N. Gallhofer, "A Decision Theoretical Analysis of Decisions of the Dutch Government in Exile During World War II", *Historical Social Research*, N. 26, 1983, pp. 3-17.
- Irmtraud N. Gallhofer, Willem E. Saris, "Decision trees and decision rules in politics : the Empirical Decision Analysis Procedure", in H. Montgomery and O. Svenson, *Process and Structure in Human Decision-Making*, London, John Wiley, 1989, p. 293-311.
- Irmtraud N. Gallhofer, Willem E. Saris, Three methods for analyzing decision-making using written documents, in H. Montgomery and O. Svenson, *Process and Structure in Human Decision-Making*, London, John Wiley, 1989b, pp. 99-123.
- David Garnham, "Dyadic International War: 1816-1965," *Western Political Quarterly*, vol. 29, N. 2, juin 1976.
- Pierre Gallois, *Stratégie de l'âge nucléaire*, Paris, Calmann-Lévy, 1960, 238 pages.
- Thierry Garcin, *L'avenir de l'arme nucléaire*, Paris, Axes savoir, 1995, 152 pages.
- Raymond L. Garthoff, *D e tente and Confrontation, American-Soviet Relations from Nixon to Reagan*, revised edition, Washington, Brookings Institution Press, 1994.
- Raymond L. Garthoff, *Detente and Confrontation, American-Soviet Relations from Nixon to Reagan*, Washington, Brookings 1994, 1206 pages.
- Alexander L. George, Richard Smoke, *Deterrence in American Foreign Policy: Theory and Practice*, New York, Columbia University Press, 1974.
- Alexander L. George, "Forceful Persuasion : Coercive Diplomacy as an Alternative to War", *Institute of Peace Press*, 1991.
- Alexander L. George, "The Causal Nexus between Cognitive Beliefs in Decision Making Behavior : The Operational Code Belief System", in Lawrence S. *Falkowski, Psychological Models of International Relations*, Westview, 1979.
- François Géré, *La prolifération nucléaire*, Que sais-je, Paris, PUF, 1995, 126 pages.
- Jean- Louis Gergorin, "Deterrence in the post-Cold War Era " IISS, *Adelphi Paper*, N. 226, 1991/1992, p. 3.
- Jean-Louis Gergorin, "Quelles nouvelles menaces, quelles ripostes, quelle dissuasion ?", *Défense Nationale*, juin 1992.
- Nina Gilbert, *Hadash MK's debate of Israeli nuclear policies stirs Knesset storm*, *The*

- Jerusalem Post*, 3 février 2000, p. 2.
- Isabella Ginor, "How the USSR planned to destroy Israel in 1967", *Middle East Review of International Affairs*, vol. 7, N. 3, septembre 2003.
- Galia Golan-Gild, "The Soviet Union and the Yom Kippur War, Twenty-five years later", in Kumaraswamy, *Revisiting the Yom Kippur War*, 2000, 249 pages.
- Joan E. Gildemeister, Hans Furth, "Attitudes Toward Nuclear Issues: Perspective of 'Hard Liner' and 'Soft Liner' College Students", présenté lors du meeting de : *The International Society of Political Psychology*, à Tel Aviv, en 1989.
- Erving Goffman *La mise en scène de la vie quotidienne : 1- La présentation du soi*, Paris, Editions de minuit, 1973.
- Erving Goffman, *Les moments et leurs hommes*, Paris, Seuil-Minuit, 1988.
- Erving Goffman *Les rites d'interaction*, Paris, Editions de minuit, 1984.
- Matti Golan, *Shimon Peres*, New York, St Martin's Press, 1982.
- Jean-Paul Gourevitch, *L'image en politique*, Paris, Hachette, 1998.
- Pierre François Gonidec, Robert Charvin, *Relations Internationales*, Paris, Editions Montchrestien, 1981. "3^e Edition.
- Juan Goytisolo "Cinq siècles après, l'Espagne paie encore pour avoir renié son héritage arabe et juif", *Le temps stratégique*, N. 17.
- Madeleine Grawitz, *Méthodes des sciences sociales*, Paris, Dalloz, 1996.
- Madeleine Grawitz, Jean Leca, *Traité de Science Politique*, Tome III, Paris, PUF, 1^{ère} éd. 1985.
- Colin S. Gray, Keith Payne, "Under Nuclear Gun, Victory is Possible", *Foreign Policy*, N. 39, été 1980.
- Colin S. Gray, "The Definitions and Assumptions of Deterrence : Questions of Theory and Practice", *Journal of strategic Studies*, vol.13, N. 4, décembre 1990.
- Colin S. Gray, *War, Peace, And Victory: Strategy And Statecraft*, New York, Simon & Schuster, 1990, 416 pages.
- Stephen Green, *Living by the Sword : America and Israel in the Middle East, 1968-1987*, London, Brattleboro, 1988.
- Stephen Green. *Taking Sides: America's Secret Relations with a Militant Israel*, New York, William Morrow, 1984, 370 pages.
- Alain Gresh et Dominique Vidal, *Les 100 portes du Proche-Orient*, 3e édition, Paris, Autrement, 1992, 335 pages.
- Alain Gresh, "Le Golfe vu de Washington et de Moscou", *Manière de voir*, 1999.
- Michel Gurfinkiel, "L'État hébreu survivra-t-il en 2020 ? " *Politique internationale*, N. 83, printemps 1999.
- M. Haas, "International Subsystem : Stability and Polarity", *American Political Science Review*, vol. 64, mars, 1970.
- Jean-Yves Haine "Kennedy, Khrouchtchev et les missiles de Cuba Choix rationnel et responsabilité individuelle" ; *Rationalités et Relations Internationales*, Part. 1, vol. 1, hiver 2002.

-
- Jean-Yves Haine, "Rationalités et relations internationales", *Cultures et Conflits*, vol. 1, N. 36, hiver 1999.
- Devin Hagerty, *Virtual Nuclear Deterrence and the Opaque Proliferation* ; London, Macmillan Press, 1997.
- Devin Hagerty, "Virtual Nuclear Deterrence and the Opaque Proliferants", in Michael J. Mazarr, *Nuclear Weapons in a Transformed World: The Challenge of Virtual Nuclear Arsenals* , London, Macmillan Press, 1997.
- Emmanuel Halperin, "État palestinien : une chance pour Israël", *Politique internationale*, n° 83, printemps, 1999.
- Richard J. Harknett, "The Logic of Conventional Deterrence and the End of the Cold War", *Security Studies*, vol. 4, N. 1 automne 1994.
- Fredrik Heffermehl, "Vanunu 11 Years of Torture", *World News*, septembre, 1997.
- William Hartung, "The Boom of arms bazar", *The Bulletin of Atomic Scientists*, vol. 47, N° 8, octobre 1991.
- Mohamed H. Heikal, *Cutting the Lion's Tail: Suez Through Egyptian Eyes* , New York, Arbor House, 1987.
- Mohammed H. Heikal, *The Sphinx and the Commissar* , New York, Harper & Row, 1978.
- Mark A. Heller, *Assessing the israeli-palestinian balance of power* , Strategic Assessment, Volume 3, N° 2, August 2000.
- Mark A. Heller, *Nuclear Weapons in the Middle East. An Israeli Perspective* , Jaffee Center for Strategic Studies, Tel-Aviv University, 2000.
- Seymour M. Hersh, *The Samson Option* : Israel's Nuclear Arsenal and American Foreign Policy, New York, Random House, 1991, 354 pages.
- Richard G Hewlett, Jack M. Holl, *Atoms for Peace and War, 1953-1961* , *Eisenhower and the Atomic Energy Commission*, California, Berkeley, University of California Press, 1989.
- Stanley Hoffman, " *International Systems and International Law* ", *World Politics*, XIV, octobre 1961.
- John D. Holum, "A Treaty for all time", *The Bulletin of Atomic Scientists*, vol. 50, N. 6, novembre/décembre 1994.
- Ole Holsti, " *The Bilief System and National Image : a case study* ", *Conflict Resolution*, vol. 6, N. 3, septembre 1962.
- Julian Hurtado Aguna, *Historia Antigua*, Thèse de doctorat, Université de Salamanca, 2000.
- Harold Hough, "Double-edged sword", *Jane's Intelligence Review*, septembre, 1998.
- Harold Hough, "Israel reviews its nuclear deterrent", *Jane's Intelligence Review*, 10, N. 11, Novembre 1998, pp. 11-13.
- Harold Hough, "Could Israel's Nuclear Assets Survive a First Strike?", *Jane's Intelligence Review*, septembre 1997.
- Harold Hough & Pete Sawyer, "Israeli nuclear infrastructure", *Janes Intelligence Review*, novembre 1994.

- Raiffa Howard, "Decision Analysis: Introductory Lectures on Choices under Uncertainty". MA, Addison-Wesley, Reading, 1968.
- Raiffa Howard, Decision Analysis : Introductory Lectures on Choices under Uncertainty , New York, Random House, 1968.
- Julian Hurtado Aguna, Historia Antigua, Thèse de doctorat, Université de Salamanca, 2000.
- Paul K. Huth, Extended Deterrence and the Prevention of War , New Haven, Yale University Press, 1988.
- Paul K Huth, et Bruce Russett "What Makes Deterrence Work? Cases from 1900 to 1980", *World Politics Review*, 1984.
- Paul Huth and Bruce Russett, "Testing Deterrence Theory: Rigor Makes a Difference," *World Politics* 42, no. 4, Avril 1990.
- Paul Huth, Christopher Gelpi, D. Scott Bennett, "The Escalation of Great Power Militarized Disputes : Testing Rational Deterrence Theory and Structural Realism", *American Political Science Review* 87, 1993.
- Fuad Jabber, Israel and Nuclear Weapons, Present Option and Future Strategies , London, Chatto & Windus, 1971.
- Walter Isaacson, Kissinger : A Biography , New York, Simon & Schuster 1992.
- Victor Israelyan in Michel B. Parker, The October War : A Retrospective, Florida, University Press of Florida, 2001, 416 pages.
- Paul Huth, Bruce Russett, "What makes deterrence work ? Cases from 1900 to 1980", *World Politics Review*, N. 36, juillet 1984.
- Robert Jervis, "Deterrence and Perception," in Steven E. Miller, Strategy and Nuclear Deterrence: An International Security Reader, Princeton, Princeton University Press, 1984.
- Robert Jervis, "Deterrence and Perception," in Steven E. Miller Strategy and Nuclear Deterrence: An International Security Reader , Princeton, Princeton University Press, 1984.
- Robert Jervis, Roy Radner, Perspectives on Deterrence , New York, Oxford University Press, 1989.
- Robert Jervis, Perception and Misperception in International Politics , Princeton, Princeton University Press, 1976.
- Robert Jervis, Richard Ned Lebow, et Janice Gross Stein, Psychology and Deterrence , Baltimore, The John Hopkins University Press, 1985, 270 pages.
- Robert Jervis, "Rational Deterrence: Theory and Evidence", *World Politics*, N. 41, janvier 1989.
- Robert Jervis, Systems Effects. Complexity in Political and Social Life, Princeton, Princeton University Press, 1999.
- Robert Jervis, The Logic of Images in International Relations , Princeton, Princeton University Press, 1970.
- Robert Jervis, The Illogic of American Nuclear Strategy , London, Cornell University Press, 1984.

- Robert Jervis, "Was the Cold War a Security Dilemma ?", *Journal of Cold War Studies*, vol. 3, hiver 2001, pp. 36-60.
- Robert Jervis, "What Do We Want to Deter and How Do We Deter It?" in L. Benjamin Ederington, Michael J. Mazarr, *Turning Point: The Gulf War and U.S. Military Strategy*, Boulder, Westview Press, 1994.
- Michel Jobert, *Par trente-six chemins*, Paris, Albin Michel, 1984, 243 pages.
- Bar-Joseph, "Israel's 1973 Intelligence Failure," in R.M. Kumaraswamy, *Revisiting the Yom Kippur War*, London, Frank Cass, 2000, pp. 10-35.
- Sharad Joshi, "Israel Nuclear Policy : A Cost-Benefit Analysis", *Strategic Analysis*, vol. XXIII, N. 12, mars 2000.
- Franz Kafka, "Israel censors public secrets", *The Bulletin of Atomic Scientists*, vol. 50, N. 5, septembre/octobre 1994.
- Ephraim Kahana, "Early Warning Versus Concept," *Intelligence and National Security*, N° 17, été 2002, pp. 81-104, notamment pp. 95-96.
- Herman Kahn, *Thinking about the unthinkable*, New York, 1962.
- Herman Kahn, *On Escalation : Metaphors and Scenarios*, New York, Praeger, 1965.
- Herman Kahn, *On Thermonuclear War*, Princeton, New Jersey: Princeton University Press, 1960
- Ahmed S. Khalidi, "The War of Attrition," *Journal of Palestine Studies*, vol. 3, N. 1, automne 1973.
- Amnon Kapeliouk, "Israël assume 'sa bombe'", *Le monde diplomatique*, édition de Février 1999.
- Peter Karsten, Peter D. Howell, Artis Frances Allen, *Military Threats: A Systematic Historical Analysis of the Determinants of Success*, Westport, Greenwood Press, 1984, 166 pages.
- David Kay, *The Challenge of Inspecting and Verifying Virtual Nuclear Arsenals*, London, Macmillan Press, 1997.
- Van Der Heijden Kees, *Scenarios : The Art of Strategic Conversation*, J. Wiley and Sons, 1996.
- Ashok Kapur, *International Nuclear Proliferation, Multilateral diplomacy and regional aspects*, New York, Praeger Publishers, 1979, 387 pages.
- David Kay, *The Challenge of Inspecting and Verifying Virtual Nuclear Arsenals*, London, Macmillan Press, 1997.
- Morton A. Kaplan, *Systems and Process in International Politics*, New York, John Wiley, 1957.
- William W. Kaufmann, *The Requirements of Deterrence*, Princeton, Center for International Studies, 1954.
- Ahmed S. Khalidi, "The War of Attrition," *Journal of Palestine Studies*, vol. 3, N. 1, automne 1973.
- Henry Kissinger, *Crisis : The Anatomy of Two Major Foreign Policy Crises: Based on the Record of Henry Kissinger's Hitherto Secret Telephone Conversations*, New York, Simon & Schuster, 2003.

- Kissinger, *Years of Upheaval* , New York, Little, Brown, 1982m 1283 pages.
- Henri Kissinger, *Les années orageuses* , Paris, Fayard, 1982.
- Ch. Knaan, *Be-enei Shoter Palestinai (Throught the Eyes of a Palestinian Policeman)*, Tel-Aviv, Masada, 1980.
- Bahgat Korany, *Analyse des relations internationales* , Montréal, Gaëtan Morin, 1987, 361pages.
- P. R. Kumaraswamy, "Egypt needs Israel", *The Bulletin of Atomic Scientists*, vol. 51, N. 3, mars/avril 1995.
- Marie-Hélène Labbé, *La tentation nucléaire* , Paris, Payot, 1995, 340 pages.
- Zaki Laïdi, *L'ordre mondial relâché, Sens et puissance après le guerre froide* . Paris, Références, 1992, 263 Pages.
- James W. Lamare, "Gender and Public Opinion: Defence and Nuclear Issues in New Zealand", présenté lors du meeting de *American Political Science Association*, à Atlanta, en 1989.
- Emily Landau, "Change in Israeli Nuclear Policy ?" *Strategic Assessment*, vol 1, N° 1, (March 1998).
- W. Laqueur, *The Soviet Union and the Middle East* , London, Routledge & Kegan Paul, 1959.
- Aharon Levrant, *Israeli Strategy after Desert Storm: Lessons from the Second Gulf War*, London, Frank Cass, 1997.
- Jack Levy, "The Diversionary Theory of War," in Manus I. Midlarski, *Handbook of War Studies* , Boston, Unwin Hyman, 1989.
- Albert Legault & Michel Fortman, *Les conflits dans le monde* , Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1993. Traduit en anglais sous le titre : *Conflicts around the World* , Québec, Les Presses de l'Université 1999-2000.
- Harold D. Lasswell, *The Future of Political Science* , New York, Atherton Press, 1963.
- Harold D. Lasswell, Nathan Leites *Language of politics. Studies in quantitative semantics*, New York, George W. Stewart, 1949, 398 pages.
- Paul F. Lazarsfeld, Elihu Katz, *Personal influence* , Glencoe, Free Presse, 1955, 400 pages.
- Paul Lazarsfeld, *Philosophie des sciences sociales* , Paris, Gallimard, 1970.
- Richard Ned Lebow, *Between Peace and War: The Nature of International Crisis* , Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1981.
- Richard Ned Lebow, "Conclusions" in Robert Jervis, Richard Ned Lebow, and Janice Gross Stein, *Psychology and Deterrence* , Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1985.
- Richard Ned Lebow, Janice Gross Stein, "Deterrence : The Elusive Dependent Variable", *World Politics Review*, vol : XLII, N°3, avril 1990, pp. 336-369.
- Richard Ned Lebow, Thomas Risse-Kappen, *International Relations Theory and the End of the Cold War* , New York, Colombia University Press, 1996.
- Richard Ned Lebow, "Conclusions," in Robert Jervis, Richard Ned Lebow, and Janice

- Gross Stein, *Psychology and Deterrence*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1985.
- Richard Ned Lebow, Janice Gross Stein, "Rational Deterrence Theory: I Think, Therefore I Deter", *World Politics*, N. 41, janvier 1989.
- Richard Ned Lebow, Janice Gross Stein, *We All Lost the Cold War*, Princeton: Princeton University Press, 1994. 566 pages.
- Richard Ned Lebow, Janice Gross Stein, *When Does Deterrence Succeed and How Do We Know ?*, Ottawa, *Canadian Institute for International Peace and Security*, 1990.
- Aharon Levan, *Israeli Strategy after Desert Storm: Lessons from the Second Gulf War*, London, Frank Cass, 1997.
- Jack S. Levy, "The Diversionary Theory of War," in Manus I. Midlarski, *Handbook of War Studies*, Boston, Unwin Hyman, 1989.
- Jack S. Levy, "Prospect Theory and International Relations: Theoretical Applications and Analytical Problems," *Political Psychology* vol. 13, N. 2, juin 1992.
- Jack S. Levy, "Quantitative Studies of Deterrence Success and Failure," in Paul C. Stern, Robert Axelrod, Robert Jervis, Roy Radner, *Perspectives on Deterrence*, New York, Oxford University Press, 1989.
- Elli Lieberman, "Deterrence theory, success or failure in Arab-Israeli Wars", Chicago, McNair Paper, N 45, octobre 1995.
- Charles Lindblom, "The science of muddling through", *Public Administration Review*, 1959, N. 19, pp. 79-88.
- Charles Lindblom, "Still muddling, not yet through", *Public Administration Review*, 1979, N. 39, pp. 517-526.
- Charles Lindblom, *Politics and Markets*, New York, Basic Books, 1977.
- John Loftus, Mark Aarons, *The Secret War Against the Jews: How Western Espionage Betrayed the Jewish People*, New York, St. Martin's Press, 1994, 658 pages.
- George Liska, "Expanding Réalisme, The historical dimension of world politics", *American Political Science Review*, vol. 93, N. 2, juin 1999.
- John Loftus, Mark Aarons, *The Secret War Against the Jews: How Western Espionage Betrayed the Jewish People*, New York, St. Martin's Press, 1994, 658 pages.
- Dominique Lorentz, *Affaires atomiques*, préface Alexandre Adler, Paris, Les arènes, 2001, 603p.
- Edward Luttwak and Dan Horowitz, *The Israeli Army*, London, Allen Lane, 1975.
- Michael Mandelbaum "International Stability and Nuclear Order", in *Nuclear Weapons and World Politics: Alternatives for the Future*, New York, McGraw Hill, 1977, p. 66.
- Zeev Maoz, "Resolve, Capabilities, and the Outcomes of Interstate Disputes, 1816-1976," *Journal of Conflict Resolution*, 1993.
- Zeev Maoz, "The Mixed Blessing of Israel's Nuclear Policy", *International Security*, vol. 28, N. 2 – fin 2003.
- Marouani, R. Charvin, *Les relations internationales des États socialistes*, Paris, PUF, 1981.

- C.A. McClelland, Theory and International System, New York, Macmillan Press, 1966
C.A.
- C.A. McClelland, "Access to Berlin, 1948-1963", in J.D. Singer, Quantitative International Politics, New York, Free Press, 1968.
- Marcel Mauss, Sociologie et anthropologie, Paris, PUF, 1950.
- Michael J. Mazarr, "Virtual Nuclear Arsenal" *Survival* 37, N. 3, automne 1995.
- Michael J. Mazarr, Nuclear Weapons in a Transformed World: The Challenge of Virtual Nuclear Arsenals, London, Macmillan Press, 1997.
- John Alex McCone est directeur de l'AEC entre 1958 et 1960. Nommé par le Président Kennedy comme directeur de la CIA entre 1961 et 1965, il est décédé en 1991 à la suite d'une longue maladie.
- John J. Mearsheimer, Conventional Deterrence, Ithaca, Cornell University Press, 1983.
- John J. Mearsheimer, Stephen M. Walt, "Can Saddam be Contained", *Weatherhead Center for International Affairs*, Harvard University, novembre 2002.
- Marcel Merle Théorie générale des relations internationales, Paris, Les cours de droit, 1973, 369 pages
- Pierre Milza Le nouveau désordre mondial, Paris, Flammarion, 1983, 336 pages.
- John Moberly, "Deterrence: The Last Weapon Iraq", *The World Today*, N. 55, vol. 3, Mars, 1999.
- G. Modelski, "International Relations and Area Studies : The case of Southeast Asia", *International Relations*, vol. II, avril 1961.
- Hans Morgenthau, Politics Among Nations, The Struggle for Power and Peace, New York, McGraw Hill, 1978.
- Philippe Moreau-Defarges, Les relations internationales dans le monde d'aujourd'hui, Paris, Editions STH, 1992, 470 pages.
- James D. Morrow, Game Theory for Political Scientists, Princeton University Press, 1970.
- John Mueller, Retreat from Doomsday : The Obsolescence of Major War, New York, Basic Books, 1988, 325 pages.
- J. F Nash, "Two-person cooperative games", *Econometrica*, 21, 1953, pp. 141-154.
- Donald Neff, "Israel Bombs Iraq's Osirak Nuclear Research Facility", *Washington Report on Middle East Affairs*, juin 1995.
- Donald Neff, Warriors for Jerusalem, The Six Days that changed the Middle East in 1967, New York, Lindn Press/ Simon & Schuster, 1984, pp. 101-102.
- Donald Neff, "The U.S., Iraq, Israel and Iran : Backdrop to War", *Journal of Palestinian Studies*, été 1991.
- John von Neumann, Oskar Morgenstern, Theory of games and economic behaviour, Princeton, Princeton University Press, 1947.
- Benyamin Netanyahu, Paix et sécurité, Paris, L'Archipel, 1995, 183 pages.
- Maurice Najman, Révolution militaire pour le XXIème siècle, *Manière de voir*, printemps 1999.

- Paul H Nitze, S Nelson Drew, NSC-68 forging the strategy of containment , Washington, DC, National Defense University, 1994.
- Paul H. Nitze, "Deterring Our Deterrent", *Foreign Policy* 25, hiver 1975, p. 77).
- Joseph S. Nye, "Reading the National Interest", *Foreign affairs*, volume 78, N° 4, juillet/août 1999.
- Edgar O'Ballance, The Electronic War in the Middle East 1968-1970 , London, 1974.
- Michael B. Oren, Six Days of War: June 1967 and the making of The Modern Middle East , New York, Oxford University Press, 2002.
- Barbara Opal-Rome, "Israel Officials Hint at Cracks in Nuclear Code of Silence," *Defense News*, 14-20 September 1998, p. 6.
- Victor Ostrovsky, Claire Hoy, By Way of Deception, The Making and Unmaking of a Mossad Officer , New York, St Martin's Press, 1990.
- Richard J. Overy, "Air Power and the Origins of Deterrence Theory before 1939", *Journal of Strategic Studies*, Mars 1992, pp. 73 et s)
- Richard Bordeaux Parker, The October War: A Retrospective , Gainesville, Florida, University Press of Florida, 2001.
- Richard Parker, The politics of Miscalculation in the Middle East , Indianapolis, Indiana University Press, 1993, 293 pages.
- Richard B. Parker. "The June 1967 War: Some Mysteries Explored", *Middle East Journal*, vol. 46, N. 2, printemps 1967, pp. 177-197.
- Talcott Parsons, The Structure of Social Action, New York, The Free Press, 1937;
- Talcott Parsons, Working Papers in the Theory of Action, New York, The Free Press, 1953.
- Talcott Parsons, Social Systems and the Evolution of Action Theory, New York, The Free Press, 1977.
- Talcott Parsons, Action Theory and The Human Condition, New York, The Free Press, 1978.
- Velleius Paterculus, Histoire romaine du retour de Troie au règne de Tibère, Livre II, traduction française, édition de Pierre Hainsselin et Henri Watelet.
- Keith Payne, Strategic Defenses and Virtual Nuclear Arsenals , London, Macmillan Press, 1997.
- Keith B. Payne, Deterrence in The Second Nuclear Age , Lexington, University Press of Kentucky, 1996.
- Keith B. Payne, et Lawrence Fink, *Strategic Review*, hiver 1989, (pp. 25-40).
- Keith Payne, Colin S. Gray, Under Nuclear Gun, Victory is Possible, *Foreign Policy*, N. 39, été 1980.
- Keith Payne, "Nuclear Weapons, Ours and theirs, How Low Can We Go ?", *CATO, Institute Policy Forum*, mai, 1999.
- Pierre Péan, Les deux bombes ou comment la guerre du Golfe a commencé le 18 novembre 1975 , Paris, Fayard, nouvelle édition, 1991.
- Reuven Pedatzur, "Completing the Deterrence Triangle", *Proliferation Brief*, Carnegie

- Endowment for International Peace*, vol. 3, N.18, 29 Juin 2000.
- Shimon Pérès. *Battling for Peace : A Memoir* , New York, Random House, 1995.
- Shimon Pérès, Robert Littell. *For the Future of Israel* . London: Johns Hopkins University Press, 1998.
- Shimon Pérès, Arye Naor. *The New Middle East* . New York: Holt, 1993.
- Shimon Pérès, *Le temps de la paix* , Paris, Editions Odile Jacob, 1993.
- Shimon Pérès, *From These men* , New York, Wyndham Books, 1979.
- Richard Pfau, *No Sacrifice Too Great* , Charlottesville, University Press of Virginia, 1984.
- Shawn Pine, "Egypt's True Defense Expenditures", *Ariel Center for Strategic Research*, mai/juin 1996.
- Andrew J. Pierre, *Nuclear Politics: The British Experience with an Independence Nuclear Force, 1939-1970* , London, Oxford University Press, 1970.
- Istvan S. Pogany, "The destruction of Osirak : a legal perspective", *The World Today*, vol. 37, N. 11, novembre 1981.
- Lucien Poirier, *Stratégie théorique* , Paris, collection Bibliothèque stratégique, 1996.
- Lucien Poirier, *Les voix de la stratégie* , Paris, Fayard, 1985, 488 pages.
- Lucien Poirier, *La crise des fondements*, Paris, Economica, 1994, 186 pages.
- Lucien Poirier, "Eléments pour une théorie de la crise", dans *Essais de stratégie théorique* , Paris, Economica, 1997.
- Lucien Poirier, *Stratégies nucléaires* , Bruxelles, Complexe, 1988.
- Kenneth M. Pollack, "Why Iraq Can't Be Deterred ?", *New York Times*, 16 octobre 2002.
- Kenneth Pollack, "Next Stop Baghdad", *Foreign Affairs*, mars/avril 2002.
- William P. Quandt, *Peace Process : American Diplomacy and the Arab-Israeli Conflict Since 1967* , California, University of California Press, 1993, p. 542.
- George Howard Quester, "Nuclear Weapons and Israel", *Middle East Journal*, N. 37, automne 1983.
- George Howard Quester, *Deterrence Before Hiroshima* , New Brunswick, transaction, 1986, 2^{ème} édition.
- George Howard Quester, "No-First-Use and Nonproliferation:Redefining Extended Deterrence", *Washington Quarterly*, mars 1994, pp. 103-114.
- Rappoport, *Two-Person Game Theory. The Essential Ideas*, Ann Arbor, University. of Michigan Press, 1966.
- Hans Rattinger, "Change Versus Continuity in West German Public Attitudes on National Security and Nuclear Weapons in the Early 1980s", *Public Opinion Quarterly*, N. 51, 1987, pp. 495-521.
- Dan Raviv et Yossi Melman, *Every Spy a Prince: The Complete History of Israel's Intelligence Community* , Boston, Houghton Mifflin, 1990, 466 pages.
- Dan Raviv, Yossi Melman, *Friends in Deed: Inside the U.S.-Israel Alliance* , New York, Hyperion, 1994, 537 pages.

- Richard Reeves, *President Kennedy Profile of Power*, Washington, Simon & Schuster Adult Publishing Group, 1994, 798 pages.
- Edward Rhodes, "Review Of Empirical Studies Of Conventional Deterrence" *Center for Global Security and Democracy*, Rutgers University, 1999.
- Steve Rodan, "Israel Mulls Nuke Stance Amid New Threats," *Defense News*, Juin/juillet 1998, p. 36.
- Richard N. Rosecrance, *Action and Reaction in World Politics : International Systems in Perspective*, Boston, Little Brown, 1963.
- Bruce Russett, "Pearl Harbor: Deterrence Theory and Decision Theory," *Journal of Peace Research*, N. 2, 1967.
- Bruce Russett, "Testing Deterrence Theory: Rigor Makes a Difference," *World Politics* 42, 1990.
- Jean Shaoul, "Israel admits stockpiling nuclear weapons", *Fourth International*, février 2000.
- Jonathan Schell, *The Abolition*, New York, Knopf, 1984.
- Thomas Schelling, *The Strategy of Conflict*, New York, Harvard University Press, 1960.
- Dana Adams Schmidt, "Israel Assured U.S. on Reactors," *New York Times*, 22 décembre 1960.
- Burkard Schmitt, "L'Europe et la dissuasion nucléaire", *Institut d'Études de Sécurité*, octobre 1997.
- Serge Schmemmann, "Israel Clings to Its 'Nuclear Ambiguity'," *New York Times*, 21 juin 1998, p. 6.
- Daniel Schneider, *Modélisation de la démarche du décideur politique dans la perspective de l'intelligence artificielle*, Thèse de doctorat, Université de Genève, Faculté des Sciences économiques et sociales, Département de science politique, septembre 1994.
- Dan Schueftan, "Attrition: Egypt's Post War Political Strategy, 1967-1970", *Tzahal, Ministry of Defense Publication*, 1989.
- Alvin Schuster, "Israel Satisfied U.S. on News of Reactor," *New York Times*, 23 décembre 1960
- James Schlesinger, "Nukes: Test Them or Lose Them", *The Wall Street Journal*, 19 novembre 1997.
- Glenn T. Seaborg, "AEC Diary Entry, 17 October 1964, *Journals of Glenn Seaborg*, vol. 9, Lawrence Berkeley Laboratory, University of California, 1979.
- Glenn T. Seaborg et Benjamin S. Loeb, *Kennedy, Khrushchev, and the Test Ban*, Berkeley, University of California Press, 1981.
- Glenn Theodor Seaborg, *Stemming the Tide : Arms Control in the Johnson Years*, Lexington, Rowman & Littlefield, 1987, 495 pages.
- Lucien Sfez, *Critique de la décision*, Paris, Références, 1992, 571 pages.
- Israel Shahak, *Open Secrets: Israeli Nuclear and Foreign Policies*, London, Pluto Press, 1997.

- Chubin, Shahram, "Does Iran Want Nuclear Weapons?", *Survival* 37, N. 1, printemps 1995.
- Zaki Shalom, "Kennedy, Ben Gurion and the Dimona Project 1960-63", *Israel Studies*, vol. 1, printemps 1996, pp. 3-33.
- Jean Shaoul, "Israel admits stockpiling nuclear weapons", *Fourth International*, février 2000.
- Edward Shils, Morris Janowitz, "Cohesion and Disintegration in the Wehrmacht in World War II" *POQ, Public Opinion Quarterly*, vol. XII, N. 2, été 1948, pp. 280-315.
- Christian Schmidt, *La théorie des jeux : Essai d'interprétation*, Paris, PUF, 2001.
- Avraham Sela, "The decline of the Arab-Israeli Conflict", *American Political Science Review*, vol. 93, N. 1, mars 1999.
- Mohammed Shaker, "Zones exemptes d'armes nucléaires", in *Journée d'études, Le droit international des armes nucléaires*, Paris, A. Pedone, 1998, 206 pages.
- Pierre de Shenarclens, *La politique internationale*, Paris, Armand Colin, 1992, 191 pages.
- Jonathan Shimshoni, *Israel and Conventional Deterrence*, Ithaca, Cornell University Press, 1988.
- Martin Sieff, "Israel buying 3 submarines to carry nuclear missiles", *The Washington Times*, 1er juillet. 1998
- Herbert A Simon, *Management by machines: How much and how soon ?* The Management Review, N. 49, 1960. pp. 12-19 et 68-80.
- Herbert A. Simon, *The Sciences of the Artificial* Cambridge, Cambridge Press, 1969.
- Herbert A. Simon, *The New Science of Management Decision*, Prentice Hall, Englewood Cliffs, 1977;
- Herbert A. Simon, "The Newest Science of the Artificial", *Cognitive Science*, N. 4, pp. 33-46;
- Herbert A. Simon, "Human Nature in Politics: The Dialogue of Psychology with Political Science", *American Political Science Review*, vol. 79, N. 2, 1985, pp. 293-304.
- Herbert A. Simon, *A Behavioral Model of Rational Choice. Models of Man. Social and Rational*, New York, John Wiley & Sons, 1957.
- Herbert A. Simon, "Rationality in Psychology and Economics", In R. M. Hogarth & Melvin W. Reder, *Rational Choice*, Chicago, University of Chicago Press, 1986.
- J. David Singer and Melvin Small, "Foreign Policy Indicators: Predictors of War in History and in the State of the World Message," *Policy Sciences* vol. 5, N. 3, septembre 1974, pp. 271-96.
- Jaswant Singh, "Against Nuclear Apartheid", *Foreign Affairs*, septembre/octobre 1998.
- S. Slutski, Kitsur Toldot Ha hagana, "Concise History of Hagana", *Tel-Aviv, ministère israélien de la Défense*, 1986.
- M-C. Smouts *Les nouvelles relations internationales* ; Paris, Presse de Science Po, 1998. 409 pages.
- David S. Sorenson, "Middle East Regional Studies-AY99," *Air War College*, Maxwell Air

- Force Base, AL, 542.
- André Soussan et Patrick Wajzman, "La paix, oui mais", *Politique internationale*, N. 83; printemps, 1999.
- Leonard S. Spector, *Nuclear Proliferation Today*, New York, Vintage Books, 1984.
- Leonard S. Spector, *Nuclear Proliferation Today*, New York, Vintage Books, 1984.
- Elizabeth Steevens, "Israeli nuclear weapons: a case study", New York, *Infomanage International*, septembre 1995.
- Elizabeth Stevens, "Israel's Nuclear Weapons – A Case Study", *Non-Proliferation analysis*, vol. 1, N. 1, été 1995.
- Janice Gross Stein, "Calculation, Miscalculation, and Conventional Deterrence : The View from Cairo", in Robert Jervis, Richard Ned Lebow, Janice Gross Stein, *Psychology and Deterrence*, Johns Hopkins University Press, 1985.
- Janice Gross Stein, Robert Jervis, Richard Ned Lebow, *Psychology and Deterrence*, Baltimore, Baltimore, The John Hopkins University Press, 1985.
- Janice Gross Stein, Robert Jervis, Richard Ned Lebow, *Psychology and Deterrence*, Baltimore, The John Hopkins University Press, 1985.
- Kenneth W. Stein, *Heroic Diplomacy: Sadat, Kissinger, Carter, Begin, and the Quest for Arab-Israeli Peace*, New York, Routledge, 1999.
- Gerald Steinberg *Israeli nuclear ambiguity*, New York, Lexington books, 1985.
- Gerald Steinberg, "The future of nuclear weapons: israeli perspectives", *9th Amaldi conference*, Geneva, 21-23 novembre, 1996.
- Gerald M. Steinberg, "After the NPT Extension: Israel Policy Option", *IGGC, Newsletter*, vol. 11, N. 2, juin 1995.
- Gerald M. Steinberg, "A Realistic Assessment" *The Jerusalem Letter, Jerusalem Center for Public Affairs*, 15 décembre 2002.
- Gerald M. Steinberg, "Assessing the Impact of the Indian and Pakistan Nuclear Tests on the Middle East," *Jerusalem Letter/ Viewpoints*, N° 386, *Jerusalem Center for Public Affairs*, 15 juillet 1998.
- Gerald M. Steinberg, " Deterrence and Middle East Stability, an Israeli perspective " *Security Dialogue*, printemps 1997.
- Gerald M. Steinberg, "Middle East Arms Control and Regional Security", *Survival*, vol. 36, N. 1, printemps 1994.
- Gerald M. Steinberg, "Peace Security and Deterrence in the Middle East", *Australian National Peace Research Center*, décembre 1996.
- Gerald M. Steinberg, "Rediscovering Deterrence After September 11, 2001", *The Jerusalem Letter, Jerusalem Center for Public Affairs*, décembre 2001.
- Gerald Steinberg, "The Knesset's Nuclear Farce", *The Jerusalem Post*, 8 février 2000.
- Stewart Steven, *The Spymasters of Israel*, New York, Ballantine Books, 1982, 400 pages.
- Glenn H. Snyder, *Deterrence and Defense: Toward a Theory of National Security*, Princeton, Princeton University Press, 1961.

- Charles Taylor, Sources of the Self, The making of the modern identity , Cambridge, Arcata Graphics, 1992, 601 pages.
- Seth Tillman, The United States in The Middle East : Intrests and Obstacles , Bloomington, Indiana University Press, 1982.
- Raju G. Thomas, "The Nuclear Non-Proliferation Regime : *Prospects for the 21th Century*", *American Political Science Review*, vol. 93, N. 1, mars 1999.
- W.R. Thompson, "Center-Periphery Interaction Patterns : The Case of Arab Visits, 1946-1975", *International Organization*, 35, printemps 1981.
- Alain Touraine, Pour la sociologie , Paris, Editions du Seuil, 1976.
- Mark Trachtenberg, History and Strategy Princeton: Princeton University Press, 1991.
- Hugh Thomas, Suez , New York, Harper&Row, 1966.
- Louis Toscano, Triple Cross: Israel, the Atomic Bomb and the Man Who Spilled the Secrets , New York, Carol Publishing Group, 1990, 321 pages.
- Martin van Creveld, The Sword and the Olive. A Critical History of the Israeli Defense Force , New York, Public Affairs, 1998.
- Martin Van Creveld, Tsahal, Histoire critique de la force israélienne de défense , Paris, Editions du Rocher, 1998. 590 pages.
- Martin Van Creveld, La transformation de la guerre , Paris, Editions du rocher, 1998.
- Martin van Creveld, Nuclear Proliferation and the Future Of Conflict , New York, The Free Press, 1993.
- Martin van Creveld, "Is Israel planning to attack Iran ? *International Herald Tribune*, 20 août 2004.
- Stephen Van Evra, "Primed for Peace", *International Security*, vol. 15. N. 3, hiver 1990, 1991.
- John A. Vasquez, The Power of Power Politics , Cambridge, Cambridge University Press, 1998.
- Jean Pierre Vernant, Entre mythe et politique , Paris, Seuil, 1996. 635 pages.
- Jacques Vernant, Les relations internationales à l'âge nucléaire , Paris, La découverte, 1987, 334 pages.
- John von Neumann, Oskar Morgenstern, Theory of games and economic behaviour. Princeton, Princeton University Press, 1947.
- Timothy Wallace Crawford, "Legitimacy and Deterrence: Hard Choice in the Strategy of Peace Enforcement", *Peace Forum*, vol. XIII, N. 24, 1996.
- Michael J. Waller, Paul M. Rodriguez, "Flashback: FBI Probes Espionage at Clinton White House", *Insight* 07.janvier.2002.
- Stephen Walt, "Formal Theory and Security Studies", *International Security*, vol. 23, printemps 1999.
- Kenneth Waltz, "Structural Realism after the Cold War", *International Security*, été 2000, vol. 25, N. 1, (pp. 5-41)·
- Kenneth Waltz, Thoughts on Virtual Nuclear Arsenal , London, Macmillan Press, 1997.
- Kenneth N. Waltz, "Through on Virtual Nuclear Arsenals", in Micjael J. Mazarr, Nuclear

- Weapons in a Transformed World: The Challenge of Virtual Nuclear Arsenals, London, Macmillan Press, 1997.
- Kenneth N. Waltz, Theory of international politics, New York, Random House, 1979, 251 pages.
- Kenneth Waltz, "The Spread of Nuclear Weapons", *Politics Review*, vol. XLI, N°2, janvier 1989.
- Kenneth Waltz, "The Spread of Nuclear Weapons: More May be Better", *Adelphi Paper*, N. 171, London, IISS, 1981.
- Frank J. Wayman, J. D. Singer, and Gary Goertz, "Capabilities, Military Allocations, and Success in Militarized Disputes," *International Studies Quarterly*, vol. 27, N. 4, Décembre 1983.
- Max Weber, Essais sur la théorie de la science, Paris, Plon, 1992.
- Erich Weede, "Overwhelming Preponderance as a Pacifying Condition Among Asian Dyads, 1950-1969," *Journal of Conflict Resolution*, vol. 20, N. 3 (Septembre 1976)
- Michael Weeler, Reconstitution and Reassembling of a Virtual Nuclear Arsenal, London, Macmillan Press, 1997.
- Norbert Wiener, Cybernetics or Control and Communication in the Animal and the Machine, Cambridge, MIT Press, 1961.
- Lawrence Whetten, The Canal War: Four-Power Conflict in the Middle East, Cambridge, Mass, The MIT Press, 1974
- Donald C. Whitmore, "Rationale For Nuclear Disarmament", *Monograph Series on Security and Arms Control*, vol. II, mars, 1995, pp. 19- 57.
- Donald C. Whitmore, "Characterization of the Nuclear Proliferation Threat", *Monograph Series on Security and Arms Control*, avril 1993, p. 8.
- Donald C. Whitmore, Revisiting Nuclear Deterrence Theory, *Monograph Series on Security and Arms Control*, 1 mars 1998.
- Donald C. Whitmore, "Rationale For Comprehensive Test Ban", *Monograph Series on Security and Arms Control*, septembre.1993, p.29.
- Aaron B. Wildavsky, "If planning is everything, maybe it's nothing", *Policy Sciences*, 1973, N. 4, pp. 137-153.
- Aaron B. Wildavsky, The Politics of the Budgetary Process, Boston, Little, 1974 ; Aaron B. Wildavsky, The Art and Craft of Policy Analysis, London, Macmillan Press, 1979.
- Barry Wolf, When the Weak Attack the Strong: Failures of Deterrence, Santa Monica, Rand, 1991.
- Albert J. Wohlstetter, "Analysis and Design of Conflict Systems", in E. S Quade, Analysis for Military Decision, Washington, RAND Corporation, 1964.
- Bob Woodward, Veil : The Secret Wars of the CIA 1981-1987, New York, Simon & Schuster trade, 1987.
- Bob Woodward, Plan d'attaque, Paris, Denoël, 2004, 473 pages.
- Avner Yaniv, Deterrence without the Bomb: The Politics of Israeli Strategy, Lexington, Mass. Lexington Books, 1987.
- Daniel Yankelovich et John Doble "Nuclear Weapons and the USSR : The Public

- Mood", *Foreign Affairs*, vol. 63, N. 1, fin 1984.
- Oran Young, *The Politics of Force: Bargaining During International Crises*, Princeton: Princeton University Press, 1968.
- Fareed Zakaria, "From wealth to power : The unusual origins of America's world role", *American Political Science Review*, vol. 93, N°2, juin 1999.
- I.W. Zartman, " *Africa as a Subordinate State System in International Relations* ", International Organization, XXI, été 1967.
- I. William Zartman, *Revue française de Science politique*, Volume 43, N° 3, Juin 1993.
- Roberto Zadra, "L'intégration européenne et la dissuasion nucléaire après la guerre froide", *Institut d'Études de Sécurité*, novembre 1992.
- Frank C. Zagare, D. Marc Kilgour, "Asymmetric Deterrence." *International Studies Quarterly* N. 37, 1993.
- Michael J. Mazarr, *Turning Point: The Gulf War and U.S. Military Strategy*, Boulder, Westview Press, 1994.
- Philip D. Zelikow, Graham T. Allison, "Rationalité et relations internationales", *Cultures et Conflits*, vol. 1, N. 36, hiver 2002.
- Dina A. Zinnes, Robert C. North, and Howard E. Koch Jr, "Capability, Threat, and the Outbreak of War" in James N. Rosenau, *International Politics and Foreign Policy*, New York, Free Press, 1961.
- Ciro E. Zoppo, Charles Zorgbibe, *On Geopolitics – Classic and Nuclear*, Dordrecht, Martinus Nijhoff, 1985.
- Charles Zorgbibe, *Histoire des relations internationales*, Paris, Hachette, 1995, tome IV.
- Charles Zorgbibe, *La Méditerranée sans les Grands*, Paris, PUF, 1980.
- Charles Zorgbibe, *Terres trop promises : une histoire du Proche-Orient*, Paris, Manufacture, 1981.
- 1-Al-Ahram International, 29 septembre 1998.
- Al-Ahram International, 30 septembre 1998, la Une.
- Al-Hayat, 05 novembre 1998.
- Arms Control Association, Arms Control Today, janvier/février 2000.
- Bulletin of Atomic Scientists, vol. 59, N. 2, avril 2003, pp. 74–77.
- Bulletin of Atomic Scientists, vol. 58, N. 5, septembre/Octobre 2002.
- Bulletin of the atomic scientists, vol. 58, N. 6, novembre/décembre 2002.
- Bulletin of Atomic Scientists, septembre/octobre 1994.
- Bulletin of Atomic Scientists, vol. 59, N. 2, pp. 74–77, avril 2003.
- Bulletin of Atomic Scientists, octobre 2002.
- Bulletin of the Atomic Scientists, vol. 58, N. 6 décembre 2002.
- Daily Express, 16 décembre 1960, p. II, "Israel May Be Making an A-Bomb", Chapman Pincher.
- Disarmament Diplomacy, N. 43, janvier/février 2000, Knesset debates nuclear

weapons.

"Escalation of International Conflict, 1815-1965," *American Political Science Review* vol. 78, N. 4, décembre 1984.

Federation of American Scientists, Israel's Nuclear Weapons.

Federation of American Scientists, Weapons of Mass Destruction, Israel's Nuclear Weapons.

Jane's Intelligence Review, novembre 1994.

Jane's Defence Weekly, 18 mai 1985, p. 832.

Jane's Defence Weekly, 19 novembre 1988, p. 1258.

Jerusalem Post, 6 août 1998, p. 3, "Defence Officials Said Urging Nuclear Second-Strike Capability", Douglas Davis.

Institute for Palestine, 1981, pp. 181-191, International documents on Palestine.

Le Monde, 26 mai 2000, p. 19, Antoine Basbous.

Libération, 24 mai 2000, Jacques Amalric.

London Sunday Times 18 juin 2000, "Israel Makes Nuclear Waves With Submarine Missile Test," Uzi Mahnaimi et Matthew Campbell.

Los Angeles Times, 12 octobre 2003, Israel adds fuel to nuclear dispute [12 Oct '03] - Los Angeles Times.(site Internet).

Mechanical Engineering Magazine, novembre 1959, Marcoule.

Military and Arms Transfer News, 17. mars. 1995, "Israel to get third german submarine".

Monterey Institute for International Studies, été 1998, "Weapons of Mass Destruction in the Middle East, Israel's Nuclear Poster Review".

Newsweek, 17 juillet 1967, "An A-bomb for Israel".

New York Herald-Tribune, 10 janvier 1961.

New York Times, 18 août 1981.

New York Times, du 30 novembre 1992, Elaine Sciolino.

New York Times, 25 décembre 1960, William L. Laurence, "Israel's Reactor,"

New York Times, 5 novembre 1956, "Soviet Protests Canal Blockade".

New York Times, 18 juillet 1970, "US assumes the Israelis have A-bomb or its parts", Hedrick Smith.

New York Times, "U.S. Hears Israel Moves Toward A-Bomb Potential", 19 décembre 1960, p. I, John W. Finney.

Nuclear Weapons Archive, "Israel's nuclear program", décembre.1997.

The Risk Report, vol. 2, N. 4, juillet/août 1996, "Israel's Nuclear Weapon Capability: An Overview".

Sunday Times of London, 23 septembre 1972, "Insight Team".

The Jerusalem Post, 19 juin 2000, "Israel Test Fired Nuclear Capable Sub-launched cruise missiles", Davis Duglas.

- The Observer International*, 12 octobre 2003, "Israel deploys nuclear arms in submarines", Peter Beaumont, Conal Urquhart.
- Washington Times*, 12 Août 1998, "Jewish State Studies Atomic Arms Option After Founding," par Eliot A. Cohen, Michael J. Eisenstadt, et Andrew J. Bacevitch.
- Washington Times*, 1 juillet 1998, p. 1, "Israel Buying 3 Submarines to Carry Nuclear Missiles", Martin Sieff.
- Washington Post*, 16 décembre 1992, George Lardner Jr et R. Jeffrey Smith.
- Washington Post*, 20 décembre 1992, Iran's nuclear ambitions, Jack Anderson & Michael Binstein.
- Washington Reports on Middle East Affairs*, février/mars 1994, "Media Coverage of Bobby Ray Inman: Pro-Israel McCarthyism in Action".
- Yédiot Ahronot*, Supplément du Samedi, 26 novembre 1999, p. 6, "Ambiguity Wins", Ron Ben Ishai.
- Yédiot Ahronot*, 6 février 2000, pp. 1 et 5, "Close the Nuclear Reactor in Dimona", Guy Lehem.
- Yédiot Ahronot*, 6 février 2000, p. 5, "Reactor Structure Fragile, Environment Poisoned".
- Yédiot Ahronot*, supplément du 29 mai 1964, Arel Ginai.
- Haaretz*, 18 juin 1998, Israeli Nuclear Test.
- Haaretz*, 9. juin.1998, "Swimming with the Dolphins", Yossi Melman.
- Haaretz*, 25 août 1998, "Military Reviews Nuclear Policy, as Israel Called 'Vulnerable' to Missile Attack", Amnon Barzilai.
- Haaretz*, 7 février 2000, "Atom and Impenetrability", Aviv Lavi.
- Haaretz*, 6 Septembre 1998, "Knowledge and the Nuclear Program".
- Haaretz*, 11 Septembre 1998, "No Change in the Nuclear Policy", Zeev Schiff.
- Haaretz*, 10 Septembre 1998, "Ambiguity is Preferable", Dan Margalit.
- Haaretz*, 21 juillet 1967.
- Haaretz*, 5 Juin 1998; "Conventional, Not Nuclear Weapons 'Real Danger' to Israel", Yoel Marcus.
- Haaretz*, 4 février 2000, p. A 4, "With all due caution".
- Statistical Abstract of the United States*, The National Data Book, U.S. Departement of Commerce, 2002.
- Strategic Assessment*, Jaffee Center for Strategic Studies, Tel-Aviv University, 2000
- World Politics Review*, vol. XLI, N. 2, janvier 1989.
- Sondage diffusé par la radio publique israélienne le 17 décembre 1999. "Israel: Plutonium Production" *The Risk Report*, vol. 2 N. 4, juillet/août 1996.
- 0502 GBR /AFP-YF64 GB-Iran-Israël-nucléaire 3ELED. L'Iran saura "dans les six mois" comment faire une bombe nucléaire (Shalom)
- 0363 IRN /AFP-WS69 Iran-USA-nucléaire-espionnage. L'Iran confirme la présence d'engins d'espionnage US au-dessus de sa tête